

CONTRAT QUINQUENNAL 2020-2024

DOSSIER D'AUTOEVALUATION

2013-2018

Economix

CNRS, UMR 7235 – Université Paris Nanterre

Economix – UMR 7235

Directrice : Valérie MIGNON

Université Paris Nanterre
Bâtiment Maurice Allais
200 avenue de la République
92001 Nanterre cedex
Tél. 01 40 97 77 84 / 01 40 97 59 07
<https://economix.fr/>



Département d'évaluation
de la recherche

Unité de recherche
Dossier d'autoévaluation

CAMPAGNE D'EVALUATION 2018-2019
VAGUE E

INFORMATIONS GENERALES

Nom de l'unité : EconomiX (UMR 7235)

Acronyme : EconomiX

Domaine et sous-domaine dans la nomenclature du Hcéres : SHS (Sciences humaines et sociales), SHS1 (Marchés et organisations), SHS1_1 (Economie)

Directrice pour le contrat en cours : Valérie MIGNON

Directeur.rice (ou du porteur de projet) pour le contrat à venir :

Type de demande :

Renouvellement à l'identique

Restructuration

Création ex nihilo

Établissements et organismes de rattachement :

Liste des établissements et organismes tutelles de l'unité de recherche **pour le contrat en cours** et **pour le prochain contrat** (tutelles).

Contrat en cours :

- Université Paris Nanterre

- CNRS

| Prochain contrat :

| - Université Paris Nanterre

| - CNRS

Choix de l'évaluation interdisciplinaire de l'unité de recherche (ou d'une ou plusieurs équipes internes) :

Oui

Non

1	AUTOÉVALUATION D'ECONOMIX	11
1.1	Présentation de l'unité	11
1.1.1	Introduction	11
1.1.2	Tableau des effectifs et moyens de l'unité	11
1.1.2.1	Effectifs	11
1.1.2.2	Moyens financiers et matériels	12
1.1.3	Politique scientifique	13
1.1.3.1	Missions, objectifs, stratégie et position de l'unité	13
1.1.3.2	Mise en œuvre des recommandations de la précédente évaluation	14
1.1.3.3	Profil d'activités de l'unité de recherche	16
1.2	Présentation de l'écosystème recherche de l'unité	16
1.3	Produits et activités de recherche	18
1.3.1	Bilan scientifique	18
1.3.1.1	Production scientifique, rayonnement et attractivité académiques	18
1.3.1.1.1	Publications dans les revues à comité de lecture, bases de données et logiciels	18
1.3.1.1.2	Collaborations académiques	19
1.3.1.1.3	Organisation de conférences	20
1.3.1.1.4	Activité éditoriale	20
1.3.1.1.5	Activité d'évaluation, appartenance à des jurys	20
1.3.1.1.6	Professeurs invités	21
1.3.1.1.7	Indices de reconnaissance académique	22
1.3.1.2	Interactions avec l'environnement économique, social, culturel et sanitaire	23
1.3.1.3	Formation par la recherche	25
1.3.1.3.1	Politique doctorale	25
1.3.1.3.2	L'articulation entre formation et recherche	26
1.3.2	Données chiffrées	27
1.3.3	Faits marquants	28
1.4	Organisation et vie de l'unité	30
1.4.1	Données chiffrées	30
1.4.2	Pilotage, animation, organisation de l'unité	30
1.4.2.1	Organisation	30
1.4.2.2	Pilotage	30
1.4.2.3	Affectation des ressources : budget et appels à projets	30
1.4.2.4	Animation scientifique « interne »	31
1.4.2.5	Communication interne et externe	31
1.4.2.5.1	Communication interne	31
1.4.2.5.2	Communication externe	32
1.4.3	Parité	32
1.4.4	Intégrité scientifique	32
1.4.5	Protection et sécurité	32
1.5	Analyse SWOT	33
1.5.1	Points forts	33
1.5.2	Points à améliorer	34
1.5.3	Possibilités offertes par le contexte	34
1.5.4	Risques liés au contexte	34
1.6	Projet scientifique à cinq ans	35

1.6.1	Structuration et effectifs permanents de l'unité	35
1.6.2	Orientations, objectifs et thématiques scientifiques	36
1.6.3	Politique scientifique et mise en œuvre.....	38
2	AUTOEVALUATION DE L'AXE MIBEF	40
2.1	Présentation de l'axe	40
2.1.1	Effectifs	40
2.1.2	Objectifs, thèmes et structuration de la recherche	40
2.2	Produits et activités de recherche : bilan scientifique	41
2.2.1	Données chiffrées	41
2.2.2	Principaux résultats des recherches menées au sein de l'axe.....	42
2.2.2.1	Macroéconomie et finance internationales.....	42
2.2.2.2	Monnaie, banque et intermédiation financière	44
2.2.2.3	Histoire de la pensée et théorie économique	45
2.2.2.4	Econométrie financière	46
2.2.3	Rayonnement et attractivité académiques	47
2.2.4	Interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire	48
2.2.5	Implication dans la formation par la recherche.....	49
2.2.6	Faits marquants	50
2.3	Analyse SWOT	51
2.4	Projet scientifique à cinq ans	52
2.4.1	Effectifs	52
2.4.2	Orientations, objectifs et thématiques scientifiques	52
2.4.3	Politique scientifique et mise en œuvre.....	53
2.4.3.1	Macroéconomie et finance internationales.....	53
2.4.3.2	Monnaie, banque et intermédiation financière	54
2.4.3.3	Histoire de la pensée et théorie économique	55
2.4.3.4	Econométrie financière	55
3	AUTOEVALUATION DE L'AXE DDEE.....	57
3.1	Présentation de l'axe	57
3.1.1	Effectifs	57
3.1.2	Objectifs, thèmes et structuration de la recherche	57
3.2	Produits et activités de recherche : bilan scientifique	58
3.2.1	Données chiffrées	58
3.2.2	Principaux résultats des recherches menées au sein de l'axe.....	59
3.2.2.1	Environnement, ressources naturelles et énergie	59
3.2.2.2	Entreprises, innovations et travail	62
3.2.2.3	Population, inégalités et santé	65
3.2.2.4	Economie comportementale et incertitudes	67
3.2.3	Rayonnement et attractivité académiques	68
3.2.4	Interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire	69
3.2.5	Implication dans la formation par la recherche.....	70
3.2.6	Faits marquants	71
3.3	Analyse SWOT	72

3.4	Projet scientifique à cinq ans	72
3.4.1	Effectifs	72
3.4.2	Orientations, objectifs et thématiques scientifiques	73
3.4.3	Politique scientifique et mise en œuvre.....	73
3.4.3.1	Environnement, ressources naturelles et énergie	73
3.4.3.2	Entreprises, innovations et travail	74
3.4.3.3	Population, inégalités et santé	75
3.4.3.4	Economie comportementale et incertitudes	77
4	AUTOEVALUATION DE L'AXE DIRIS	78
4.1	Présentation de l'axe	78
4.1.1	Effectifs	78
4.1.2	Objectifs, thèmes et structuration de la recherche	78
4.2	Produits et activités de recherche : bilan scientifique	79
4.2.1	Données chiffrées	79
4.2.2	Principaux résultats des recherches menées au sein de l'axe.....	79
4.2.2.1	Litiges, responsabilité civile et justice.....	79
4.2.2.2	Secteur informel, délinquance et criminalité.....	80
4.2.2.3	Réglementation et droit de la concurrence.....	80
4.2.2.4	Economie du droit des sociétés et de la défaillance	81
4.2.2.5	Concurrence, interactions stratégiques, équilibre général	81
4.2.2.6	Economie politique et choix publics	81
4.2.3	Rayonnement et attractivité académiques	82
4.2.4	Interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire	87
4.2.5	Implication dans la formation par la recherche.....	88
4.2.6	Faits marquants	89
4.3	Analyse SWOT	89
4.4	Projet scientifique à cinq ans	90
4.4.1	Effectifs	90
4.4.2	Orientations, objectifs et thématiques scientifiques	91
4.4.2.1	Droit, accès à la justice et systèmes judiciaires	91
4.4.2.2	Institutions, droits, croissance et développement.....	91
4.4.2.3	Réglementation, concurrence, interactions stratégiques	92
4.4.3	Politique scientifique et mise en œuvre.....	92
5	ANNEXES	94
5.1	Annexe 1 : Ressources humaines d'EconomiX et règlement intérieur de l'unité	94
5.2	Annexe 2 : Équipements, plateformes	119
5.3	Annexe 3 : Organigramme fonctionnel	120
5.4	Annexe 4A : Sélection des produits et des activités de recherche pour EconomiX.....	121
5.4.1	Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique .	121
5.4.1.1	Journaux / revues.....	121
5.4.1.1.1	Articles scientifiques	121
5.4.1.1.2	Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.).....	125
5.4.1.2	Ouvrages.....	125
5.4.1.2.1	Monographies et ouvrages scientifiques	125

5.4.1.2.2	Direction et coordination d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues	125
5.4.1.2.3	Chapitres d'ouvrages	126
5.4.1.3	Colloques / congrès, séminaires de recherche	127
5.4.1.4	Organisation de colloques / congrès	130
5.4.1.5	Produits et outils informatiques	133
5.4.1.5.1	Logiciels	133
5.4.1.5.2	Bases de données	133
5.4.1.6	Développements instrumentaux et méthodologiques	133
5.4.1.7	Activités éditoriales	133
5.4.1.7.1	Participation à des comités éditoriaux	133
5.4.1.7.2	Direction de collections et de séries	134
5.4.1.8	Activités d'évaluation	134
5.4.1.8.1	Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques	134
5.4.1.8.2	Évaluation de projets de recherche	136
5.4.1.8.3	Évaluation de laboratoires (type Hcéres)	136
5.4.1.8.4	Responsabilités au sein d'instances d'évaluation	137
5.4.1.9	Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives	137
5.4.1.9.1	Contrats européens et internationaux	137
5.4.1.9.2	Contrats nationaux	138
5.4.1.9.3	Contrats avec les collectivités territoriales	140
5.4.1.9.4	Contrats financés par des associations caritatives et des fondations	140
5.4.1.10	Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis	141
5.4.1.10.1	Post-doctorants	141
5.4.1.10.2	Chercheurs seniors accueillis	142
5.4.1.11	Indices de reconnaissance	143
5.4.1.11.1	Prix	143
5.4.1.11.2	Distinctions	144
5.4.1.11.3	Responsabilités dans des sociétés savantes	144
5.4.1.11.4	Invitations à des colloques / congrès à l'étranger	145
5.4.1.11.5	Séjours dans des laboratoires étrangers	145
5.4.2	Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé	146
5.4.2.1	Interactions avec les acteurs socio-économiques	146
5.4.2.1.1	Contrats de R&D avec des industriels	146
5.4.2.1.2	Bourses Cifre et bourses de thèse financées par des industriels	147
5.4.2.2	Activités d'expertise scientifique (consultant)	148
5.4.2.3	Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation	149
5.4.2.4	Produits destinés au grand public	151
5.4.2.4.1	Émissions radio, TV, presse écrite	151
5.4.2.4.2	Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.	155
5.4.2.4.3	Produits de médiation scientifique	158
5.4.2.4.4	Débats science et société	158
5.4.3	Implication dans la formation par la recherche	159
5.4.3.1	Produits des activités pédagogiques et didactiques	159
5.4.3.1.1	Ouvrages	159
5.4.3.1.2	E-learning, moocs, cours multimedia, etc.	159
5.4.3.2	Productions scientifiques issues des thèses	159
5.4.3.3	Efficacité de l'accompagnement des étudiants et qualité de leur encadrement	162
5.4.3.4	Suivi des doctorants en liaison avec les écoles doctorales et attention portée à l'insertion professionnelle des docteurs	164
5.4.3.5	Labellisation nationale ou internationale des formations	170
5.4.3.6	Accompagnement des séminaires de doctorants par des chercheurs ; degré de participation des doctorants à la vie de l'entité de recherche	170
5.4.3.7	Mobilisation des chercheurs dans le montage de formation de niveau master	170

5.5	Annexe 4B : Sélection des produits et des activités de recherche pour l'axe MIBEF	172
5.5.1	Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique .	172
5.5.1.1	Journaux / revues.....	172
5.5.1.1.1	Articles scientifiques	172
5.5.1.1.2	Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.).....	174
5.5.1.2	Ouvrages.....	174
5.5.1.2.1	Monographies et ouvrages scientifiques	174
5.5.1.2.2	Direction et coordination d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues	174
5.5.1.2.3	Chapitres d'ouvrages.....	174
5.5.1.3	Colloques / congrès, séminaires de recherche	175
5.5.1.4	Organisation de colloques / congrès	176
5.5.1.5	Produits et outils informatiques	178
5.5.1.5.1	Logiciels	178
5.5.1.5.2	Bases de données	178
5.5.1.6	Activités éditoriales	178
5.5.1.6.1	Participation à des comités éditoriaux	178
5.5.1.6.2	Direction de collections et de séries	179
5.5.1.7	Activités d'évaluation.....	179
5.5.1.7.1	Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques	179
5.5.1.7.2	Évaluation de projets de recherche	179
5.5.1.7.3	Évaluation de laboratoires (type Hcéres).....	179
5.5.1.7.4	Responsabilités au sein d'instances d'évaluation	180
5.5.1.8	Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives	180
5.5.1.8.1	Contrats européens et internationaux.....	180
5.5.1.8.2	Contrats nationaux.....	180
5.5.1.8.3	Contrats avec les collectivités territoriales.....	181
5.5.1.8.4	Contrats financés par des associations caritatives et des fondations	181
5.5.1.9	Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis	181
5.5.1.9.1	Post-doctorants.....	181
5.5.1.9.2	Chercheurs seniors accueillis	182
5.5.1.10	Indices de reconnaissance.....	183
5.5.1.10.1	Prix.....	183
5.5.1.10.2	Distinctions.....	184
5.5.1.10.3	Responsabilités dans des sociétés savantes	184
5.5.1.10.4	Invitations à des colloques / congrès à l'étranger.....	184
5.5.1.10.5	Séjours dans des laboratoires étrangers.....	185
5.5.2	Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé	185
5.5.2.1	Interactions avec les acteurs socio-économiques	185
5.5.2.1.1	Contrats de R&D avec des industriels	185
5.5.2.1.2	Bourses Cifre	186
5.5.2.2	Activités d'expertise scientifique.....	186
5.5.2.3	Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation	187
5.5.2.4	Produits destinés au grand public	187
5.5.2.4.1	Émissions radio, TV, presse écrite	187
5.5.2.4.2	Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.	190
5.5.2.4.3	Produits de médiation scientifique	192
5.5.2.4.4	Débats science et société.....	192
5.5.3	Implication dans la formation par la recherche	192
5.5.3.1	Produits des activités pédagogiques et didactiques.....	192
5.5.3.1.1	Ouvrages	192
5.5.3.1.2	E-learning, moocs, cours multimedia, etc.....	193
5.5.3.2	Productions scientifiques issues des thèses	193

5.6	Annexe 4C : Sélection des produits et des activités de recherche pour l'axe DDEE.....	195
5.6.1	Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique .	195
5.6.1.1	Journaux / revues.....	195
5.6.1.1.1	Articles scientifiques	195
5.6.1.1.2	Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.).....	196
5.6.1.2	Ouvrages.....	196
5.6.1.2.1	Monographies et ouvrages scientifiques	196
5.6.1.2.2	Direction et coordination d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues	197
5.6.1.2.3	Chapitres d'ouvrages.....	197
5.6.1.3	Colloques / congrès, séminaires de recherche	197
5.6.1.4	Organisation de colloques / congrès	198
5.6.1.5	Plateformes et observatoires	198
5.6.1.6	Activités éditoriales	199
5.6.1.7	Activités d'évaluation.....	199
5.6.1.7.1	Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques	199
5.6.1.7.2	Évaluation de projets de recherche	199
5.6.1.7.3	Évaluation de laboratoires (type Hcéres).....	199
5.6.1.7.4	Responsabilités au sein d'instances d'évaluation	199
5.6.1.8	Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives	200
5.6.1.8.1	Contrats nationaux.....	200
5.6.1.8.2	Contrats avec les collectivités territoriales.....	200
5.6.1.8.3	Contrats financés par des associations caritatives et des fondations	200
5.6.1.9	Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis	200
5.6.1.9.1	Post-doctorants.....	200
5.6.1.9.2	Chercheurs seniors accueillis	200
5.6.1.10	Indices de reconnaissance.....	201
5.6.1.10.1	Prix.....	201
5.6.1.10.2	Distinctions.....	201
5.6.1.10.3	Responsabilités dans des sociétés savantes	201
5.6.1.10.4	Invitations à des colloques / congrès à l'étranger.....	201
5.6.1.10.5	Séjours dans des laboratoires étrangers.....	201
5.6.2	Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé	201
5.6.2.1	Interactions avec les acteurs socio-économiques.....	201
5.6.2.1.1	Contrats de R&D avec des industriels	201
5.6.2.1.2	Bourses Cifre	202
5.6.2.2	Activités d'expertise scientifique.....	202
5.6.2.3	Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation	202
5.6.2.4	Produits destinés au grand public	203
5.6.2.4.1	Émissions radio, TV, presse écrite	203
5.6.2.4.2	Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.	204
5.6.2.4.3	Produits de médiation scientifique	205
5.6.2.4.4	Débats science et société.....	205
5.6.3	Implication dans la formation par la recherche	205
5.6.3.1	Produits des activités pédagogiques et didactiques.....	205
5.6.3.1.1	Ouvrages	205
5.6.3.1.2	E-learning, moocs, cours multimedia, etc.....	205
5.6.3.2	Productions scientifiques issues des thèses	206
5.7	Annexe 4D : Sélection des produits et des activités de recherche pour l'axe DIRIS	207
5.7.1	Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique .	207
5.7.1.1	Journaux / revues.....	207
5.7.1.1.1	Articles scientifiques	207

5.7.1.1.2	Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)	207
5.7.1.2	Ouvrages	208
5.7.1.2.1	Monographies et ouvrages scientifiques	208
5.7.1.2.2	Direction et coordination d'ouvrages	208
5.7.1.2.3	Chapitres d'ouvrages	208
5.7.1.3	Colloques / congrès, séminaires de recherche	208
5.7.1.4	Organisation de colloques / congrès	209
5.7.1.5	Activités éditoriales	209
5.7.1.6	Activités d'évaluation	210
5.7.1.6.1	Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques	210
5.7.1.6.2	Évaluation de projets de recherche	210
5.7.1.6.3	Évaluation de laboratoires (type Hcéres)	210
5.7.1.7	Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives	211
5.7.1.7.1	Contrats nationaux	211
5.7.1.7.2	Contrats avec les collectivités territoriales	211
5.7.1.7.3	Contrats financés par des associations caritatives et des fondations	211
5.7.1.7.4	Autres contrats	211
5.7.1.8	Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis	211
5.7.1.8.1	Post-doctorants	211
5.7.1.8.2	Chercheurs seniors accueillis	211
5.7.1.9	Indices de reconnaissance	212
5.7.1.9.1	Prix	212
5.7.1.9.2	Distinctions	213
5.7.1.9.3	Responsabilités dans des sociétés savantes	213
5.7.1.9.4	Invitations à des colloques / congrès à l'étranger	213
5.7.1.9.5	Séjours dans des laboratoires étrangers	213
5.7.2	Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé	214
5.7.2.1	Activités d'expertise scientifique	214
5.7.2.2	Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation	214
5.7.2.3	Produits destinés au grand public	214
5.7.2.3.1	Émissions radio, TV, presse écrite	214
5.7.2.3.2	Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.	214
5.7.3	Implication dans la formation par la recherche	214
5.7.3.1	Productions scientifiques issues des thèses	214

1 AUTOÉVALUATION D'ECONOMIX

1.1 Présentation de l'unité

1.1.1 Introduction

Créé en 2005, EconomiX est un laboratoire de recherche en sciences économiques placé sous la double tutelle de l'Université Paris Nanterre et du CNRS (UMR 7235). Les recherches qui y sont menées allient des démarches empiriques à des développements théoriques. Totalisant 173 membres, EconomiX constitue un pôle majeur de recherche et de formation à la recherche en sciences économiques d'Île-de-France. Situé sur le campus de l'Université Paris Nanterre, l'ensemble du laboratoire est réuni au sein d'un même bâtiment (depuis novembre 2011), le bâtiment Maurice Allais dans lequel est localisée l'UFR SEGMI (Sciences Economiques, Gestion, Mathématiques et Informatique).

Depuis 2016, les activités de recherche d'EconomiX sont structurées autour de **trois axes** complémentaires, indiqués ci-dessous par ordre décroissant en termes d'effectifs :

- Macroéconomie Internationale, Banque et Econométrie Financière (**MIBEF**, coordonné par Cécile Couharde),
- Développement Durable, Environnement et Energie (**DDEE**, coordonné par Lionel Ragot),
- Droit, Institutions, Règlementation et Interactions Stratégiques (**DIRIS**, coordonné par Eric Langlais).

Cette structuration autour des points forts de l'unité assure la visibilité des activités et travaux menés à EconomiX, en reflétant à la fois une tradition de longue date de recherche en macroéconomie, finance, banque, économétrie appliquée et économie de l'environnement et de l'énergie, ainsi que les compétences désormais clairement établies du laboratoire dans le champ de l'économie du droit. Cette organisation de la recherche au sein de l'unité sera plus précisément décrite ci-après dans le cadre de la politique scientifique.

Au **niveau fonctionnel** (voir organigramme en annexe 3), Valérie Mignon assure la direction du laboratoire (depuis février 2011) et Frédéric Hammerer en est le secrétariat général (depuis septembre 2011). Anna Creti a assuré la direction adjointe de l'unité de février 2011 à août 2013, suivie par Jean-Pierre Allegret jusqu'en juin 2017. L'organisation de l'unité repose sur une structure à quatre niveaux. Le premier niveau est celui du directoire regroupant la direction et les responsables des trois axes de recherche du laboratoire. Cette instance se réunit environ une fois par mois et assiste la direction dans les principales prises de décision (examen des réponses aux appels d'offre internes, des demandes de soutien de doctorants, etc.). La responsabilité des décisions est celle de la direction mais l'implication des autres membres du directoire permet d'assurer une remontée d'informations et d'expertises, rendue nécessaire par la taille du laboratoire, la diversité et la très grande richesse des situations, des pratiques et des thématiques. Les décisions plus structurelles sont discutées en conseil de laboratoire, qui constitue le deuxième niveau de l'organisation d'EconomiX. Il se réunit à fréquence élevée dès qu'une décision importante doit être prise, illustrant une volonté appuyée de discussion et concertation. Le troisième niveau est l'assemblée générale de tous les membres d'EconomiX qui se réunit une fois par an. Enfin, au quatrième niveau, un comité d'agrément (le conseil de laboratoire restreint aux chercheurs et enseignants-chercheurs) se réunit deux fois par an pour examiner les demandes d'adhésion et délibérer sur le statut des membres de l'unité compte tenu des critères d'appartenance définis dans le règlement intérieur du laboratoire (voir *infra* et annexe 1.2).

1.1.2 Tableau des effectifs et moyens de l'unité

1.1.2.1 Effectifs

Au 30 juin 2018, l'effectif total d'EconomiX s'élève à 173, regroupant (i) les membres permanents, c'est-à-dire les chercheurs et enseignants-chercheurs satisfaisant le critère d'activité scientifique minimale (voir *infra*) ainsi que le personnel ITA/BIATSS ; (ii) les doctorants et post-doctorants ; (iii) les chercheurs associés dont l'affectation principale n'est pas nécessairement l'unité, mais dont une partie des activités de recherche s'effectue dans le cadre de l'unité et à condition qu'ils remplissent le critère d'activité scientifique minimale ; (iv) les chercheurs rattachés ; et (v) les PRAG.

Les critères d'appartenance des enseignants-chercheurs et chercheurs à EconomiX sont définis dans le règlement intérieur de l'unité (voir annexe 1.2). Comme indiqué ci-dessus, le **statut de membre** est assujéti à un critère d'activité scientifique minimale basé sur la catégorisation des revues en économie et gestion de la section 37 du Comité National du CNRS : « *Le critère d'activité scientifique minimale consiste à ce que les membres de l'UMR aient publié en moyenne une fois tous les quatre ans dans une revue de catégorie 3, 2, 1 ou 1* sur les 8 dernières années et qu'ils aient maintenu une activité scientifique suffisante sur les quatre dernières années (au moins, en moyenne, une publication par an — article de revue, chapitre d'ouvrage collectif, ouvrage —). On considère que le critère est automatiquement satisfait pour les personnes ayant publié au moins une fois dans une revue de catégorie 2, 1 ou 1* sur les 4 dernières années. Pour les jeunes chercheurs, le critère est assoupli : ceux qui ont soutenu leur thèse depuis moins de trois ans sont exemptés de seuil minimal de publication ; ceux qui ont soutenu leur thèse depuis trois ans, mais moins de 5 ans, sont tenus d'avoir au*

moins une publication dans une revue de catégorie 3, 2, 1 ou 1*.» Le critère d'activité scientifique minimale s'applique également aux **chercheurs associés** (tableau A1.1.2, annexe 1), qui doivent par ailleurs faire preuve d'une véritable implication dans la vie collective de l'unité (collaborations avec les membres permanents, participation aux séminaires, organisation de colloques, etc.). Les enseignants-chercheurs et chercheurs en poste à l'Université Paris Nanterre, qui participent à la vie de l'unité et du département d'économie, sans satisfaire néanmoins, à titre provisoire, le critère d'activité scientifique minimale, sont considérés comme « **chercheurs rattachés** » (tableau A1.1.3, annexe 1).

Les effectifs d'EconomiX au 30 juin 2018 sont détaillés dans le tableau ci-dessous. Le tableau A1.1.1 en annexe 1 dresse la liste nominative des membres permanents en précisant les départs et arrivées au cours du quinquennal, ainsi que leur motif. On constate un important renouvellement, témoignant d'une pyramide des âges favorable, puisque le quinquennal en cours a vu l'arrivée de 20 collègues : 4 professeurs (2 départs du fait de mutations et 1 décès), 12 maîtres de conférences (9 départs du fait de promotions au statut de professeur : réussites au concours d'agrégation et au concours 46.1, 3 mutations), 2 chargés de recherche CNRS et 2 PAST (2 départs du fait de fin de contrat). Les listes nominatives de l'ensemble du personnel d'EconomiX figurent en annexe 1.

<i>Statut</i>	<i>Nombre</i>	<i>Statut</i>	<i>Nombre</i>
Membres permanents	71	Doctorants et post-doctorants	65
Professeurs	21	Doctorants	44
Professeurs émérites	7	Post doctorants	21
Maîtres de conférences	26	Chercheurs associés	29
Dont HDR	10	Chercheurs rattachés	5
Directeurs de recherche CNRS	1	PRAG	3
Directeur de recherche CNRS émérite	1		
Chargés de recherche CNRS	4		
Dont HDR	1		
Ingénieurs, Techniciens, Administratifs	11	Total général	173

1.1.2.2 Moyens financiers et matériels

Le tableau ci-dessous décrit l'évolution des moyens financiers d'EconomiX au cours du quinquennal 2013-2018. Alors que les crédits alloués par le CNRS sont en baisse sur la période, ceux en provenance de l'université affichent une relative stabilité depuis 2015. Ces dotations de base sont complétées par des ressources propres importantes, provenant d'environ 80 contrats noués auprès de partenaires variés et illustrant la très vive implication du laboratoire en matière de valorisation (voir liste des contrats en annexe 4A). S'agissant des ressources propres, EconomiX prélève 8% sur les montants hors-taxes des contrats de recherche (hors ANR) et 50% en ce qui concerne les conventions CIFRE.

En termes d'emplois des dotations de base, environ 50% du budget est dédié à la procédure des appels à projets internes (voir *infra*) servant à financer principalement missions, participations à des conférences et organisations de manifestations, 20% concerne le dispositif spécifique de soutien financier aux doctorants et 30% est alloué aux moyens de base (équipement informatique, logiciels, documentation, fournitures, reprographie, etc.).

Montants en euros	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dotations de base Université	93 439	111 453	113 246	113 246	113 246	106 451
Dotations de base CNRS	58 341	48 542	38 773	35 584	35 000	36 200
Ressources propres	346 521	353 361	414 956	402 368	255 481	

EconomiX met à la disposition de ses membres permanents et des doctorants un équipement complet au niveau informatique (ordinateur, imprimante, logiciels...) ainsi qu'un bureau. Les chercheurs rattachés occupent également un bureau dans les locaux du laboratoire. Les chercheurs associés sont très fréquemment accueillis au sein de l'unité (certains viennent en effet plusieurs jours par semaine), et se partagent quelques postes de travail mis à leur disposition en fonction de leurs emplois du temps respectifs. Au niveau matériel, tous les membres ont accès aux bases de données bibliographiques en ligne mises à disposition par l'université et aux bases de données auxquelles EconomiX est abonné (voir annexe 2). Mentionnons enfin que les membres d'EconomiX sont régulièrement invités à suivre des formations, notamment dans le cadre du plan de formation de l'unité élaboré tous les ans.

S'agissant des locaux, EconomiX occupe un total de 53 bureaux, représentant environ 920 mètres carrés. A cela, il convient de rajouter une salle de convivialité d'environ 30 mètres carrés.

1.1.3 Politique scientifique

1.1.3.1 Missions, objectifs, stratégie et position de l'unité

EconomiX s'est donné pour **mission principale** de mener une activité de recherche de très haut niveau et de la valoriser via **quatre objectifs** :

- Publications des travaux des membres de l'unité dans les meilleurs supports académiques,
- Organisation de manifestations d'envergure internationale,
- Développement de l'activité contractuelle, notamment au travers d'une augmentation des réponses aux appels d'offres nationaux et européens,
- Participation active au débat public et développement des fonctions d'expertise et d'évaluation au sein de l'environnement économique et social.

Au-delà de l'activité de publication académique dans les meilleurs supports qui reste notre priorité absolue, il nous semble en effet important de veiller à la diffusion de nos travaux et résultats par la poursuite et le développement des partenariats (au niveau académique, mais aussi dans le milieu « professionnel » sous la forme de contrats), ainsi que par le renforcement de notre assise et visibilité dans le débat public et auprès des médias.

A cette fin, une réflexion approfondie a été menée pendant le contrat en cours sur la **restructuration des axes**, réflexion dont les objectifs étaient (i) d'accroître la visibilité des travaux menés au sein de l'unité en faisant mieux ressortir ses points forts, (ii) de favoriser les collaborations entre les membres du laboratoire dont les compétences se complètent afin de (iii) poursuivre et renforcer la très vive dynamique d'inscription internationale de la production scientifique de l'unité tout en maintenant les efforts menés en termes de valorisation de l'activité de recherche. Cette réflexion collective menée au sein de l'unité a ainsi permis de passer d'une structuration en six axes à un resserrement autour de trois axes en janvier 2016. Les six axes, en vigueur jusqu'en décembre 2015, étaient les suivants : Macroéconomie internationale et économétrie financière (MIEF, coordonné par Cécile Couharde), Monnaie, finance, intermédiation (MFI, coordonné par Laurence Scialom), Développement durable, environnement et économie publique (DDEEP, coordonné par Alain Ayong Le Kama), Entreprises, inégalités et politiques sociales (EIPS, coordonné par Dominique Meurs), Droit, institutions et réglementation (DIR, coordonné par Eric Langlais) et Théorie économique, risque et interactions stratégiques (ThéoRIS, coordonné par Olivier Musy). Le resserrement autour de trois axes nous est apparu pertinent pour plusieurs raisons. Premièrement, dans la mesure où des travaux théoriques sont menés dans l'ensemble des axes, il nous a semblé plus logique de mettre l'accent sur une structuration en termes de thématiques et non de méthodologies. Il s'en est suivi une répartition des membres de l'axe ThéoRIS au sein des autres axes en fonction de leur thématique d'intérêt principale. Deuxièmement, le découpage entre les axes MIEF et MFI était hérité du passé, c'est-à-dire de la naissance d'EconomiX en tant qu'unité résultant de la fusion de quatre laboratoires existants sur le campus de Nanterre. La structure démographique des membres de l'unité, l'évolution des recherches menées et les nombreuses collaborations existant entre les membres de ces deux axes ont fait que ce découpage n'avait plus lieu d'être, rendant naturelle la fusion au sein d'un unique axe, l'axe désormais intitulé MIBEF. Troisièmement, la volonté de développer la dimension sociale du développement durable — aux côtés de ses dimensions environnementale et économique — a conduit à un rapprochement des axes DDEEP et EIPS au sein du nouvel axe DDEE : outre les aspects liés aux entreprises (responsabilité sociale et environnementale notamment), aux territoires et aux inégalités, cet axe étudie aussi l'impact de la transition écologique sur le marché du travail (impact en termes d'emploi, au niveau de la transformation des filières...), tout en accordant une place importante aux questions de risque et d'incertitude caractérisant les problématiques de développement durable. Enfin, l'axe DIR a étendu le champ de son analyse au cas des interactions stratégiques entre agents, donnant lieu à l'axe DIRIS. Cette évolution de l'organisation de la recherche a ainsi favorisé la création de nouvelles dynamiques tout en maintenant une cohérence thématique d'ensemble au sein de chaque axe et en renforçant les points forts de l'unité.

Cette réorganisation de la recherche en trois axes a permis d'atteindre notre **objectif premier** relatif à l'inscription de nos publications dans les meilleurs supports internationaux. En effet, le resserrement autour de trois axes a renforcé les collaborations entre les membres de l'unité, en encourageant notamment la co-écriture d'articles entre collègues théoriciens et collègues menant des recherches appliquées. Le caractère complet de tels articles a rendu possible leur publication dans des revues internationales de tout premier plan (voir section 1.3) et a permis ainsi de répondre à la recommandation de l'AERES fournie dans son rapport de 2013 préconisant « *le renforcement des synergies transversales, non seulement entre les 6 thèmes, mais aussi entre les économistes appliqués et les théoriciens.* »

Afin de répondre à ses objectifs d'excellence scientifique, de formation à la recherche, d'attractivité et de visibilité nationale et internationale, la **stratégie et la politique de l'unité** présentent plusieurs caractéristiques :

- Une politique d'incitation forte à la production scientifique de tout premier plan, couplée à la mise en œuvre de dispositifs favorisant l'émergence de collectifs (nombre resserré d'axes, séminaires, groupes de travail, etc.), le développement de compétences, l'accès à des moyens, l'inscription internationale de l'activité scientifique ;
- Une stratégie d'attractivité *via* une politique de recrutement transparente et collégiale répondant à l'articulation nécessaire entre exigence de qualité et analyse des besoins, et correspondant à une stratégie de développement définie collectivement. Cette politique a pour caractéristique fondamentale de reposer sur un principe de mobilité (i) des docteurs de l'unité (principe de non primo-recrutement interne) articulée à une politique favorisant leur insertion professionnelle et (ii) des maîtres de conférences (principe de non accession interne au statut de professeur) ;
- Une politique ciblée de réponse aux appels d'offres, qui s'est très fortement développée dans le cadre du quinquennal en cours avec la volonté de renforcer l'obtention de contrats et les partenariats internationaux. De nombreuses actions ont été menées dans ce sens en termes de valorisation, sous la forme de rapprochements avec les entreprises *via* des démarches et une politique de contacts ciblées et l'organisation de manifestations communes, ou encore d'ouvertures vers le milieu socio-culturel *via* la participation à des salons, etc. ;
- Une politique doctorale très active, avec l'existence d'une procédure de soutien spécifique, d'un séminaire doctorants, d'une formation doctorale développée, d'un comité de suivi des thèses et d'une charte du doctorant EconomiX ;
- Une politique de gestion participative reposant sur la création d'espaces de discussion et l'application de principes de transparence, de collégialité et de motivation des décisions. Cette politique s'est appuyée sur la mise en œuvre d'instances de consultation, sur un partage des responsabilités, ainsi que sur l'utilisation d'outils de mise en commun de l'information (incluant un intranet, devenu un instrument de travail utilisé par tous pour toutes sortes de tâches) ;
- Une politique d'attribution des moyens sur la base d'appels à projets internes. La répartition des moyens du laboratoire associe ainsi des critères de production scientifique (qui assurent l'accès des membres « publiants » aux « moyens de base ») et la capacité à organiser des projets de qualité structurant des dynamiques collectives ;
- Une politique de communication qui s'est fortement développée durant le quinquennal en cours avec la création de la lettre externe du laboratoire en 2013 et la mise en place du nouveau site web de l'unité en septembre 2017 ;
- Une gestion financière et administrative décentralisée au maximum par un dispositif d'organisation en projets.

La poursuite de ces objectifs, stratégie et politique a permis à EconomiX de se forger une **place de tout premier plan dans le paysage des unités de recherche, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale**. En novembre 2017, EconomiX occupe ainsi la 11^e place du classement IDEAS des institutions au niveau national. Si l'on ne retient que les unités mixtes de recherche, EconomiX se hisse à la 7^e position en se situant parmi les quatre pôles de recherche et de formation à la recherche d'Ile-de-France. Il nous semble par ailleurs important de mettre ce classement en regard de nos moyens : les six unités classées devant EconomiX bénéficient toutes de moyens très importants, en étant notamment associées à des « écoles d'économie » (PSE, TSE, AMSE) ou à des institutions spécifiques comme Sciences Po ou l'ENSAE. Au niveau international, EconomiX se situe dans le top 5% du classement IDEAS : sur les 7545 institutions référencées, EconomiX occupe la 130^e place sur la base des publications comptabilisées sur les 10 dernières années. Ces très bons résultats sont à mettre au crédit des efforts très soutenus réalisés par les membres du laboratoire lors du quinquennal en cours qui ont systématiquement cherché à inscrire leur activité de recherche au niveau international et à publier leurs travaux dans des revues internationales de rang A selon la nomenclature HCERES.

1.1.3.2 Mise en œuvre des recommandations de la précédente évaluation

Le **suivi des recommandations de la précédente évaluation** (voir le rapport 2013 de l'AERES) a naturellement contribué à asseoir la place de tout premier rang d'EconomiX.

L'AERES préconisait des « *coopérations accrues à l'échelle internationale, une implication plus marquée dans les appels d'offres européens, mais aussi, au sein même d'EconomiX, le renforcement des synergies transversales, non seulement entre les 6 thèmes, mais aussi entre les économistes appliqués et les théoriciens* ». Ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, le passage de six à trois axes de recherche a permis de répondre à cette recommandation en favorisant grandement les collaborations entre les membres du laboratoire appartenant à des axes différents et en encourageant la réalisation de recherches entre économistes appliqués et théoriciens.

S'agissant des **coopérations internationales et européennes**, de nombreux efforts ont été réalisés en vue de les développer. Mentionnons ainsi la mise en place de manifestations récurrentes d'envergure internationale comme les doctorales en macroéconomie internationale et économétrie financière ainsi qu'en économie du droit, le colloque international en droit et économie ou encore les journées d'économétrie financière. A ces événements récurrents s'ajoutent l'organisation de plusieurs colloques internationaux comme la 34^e édition de l'*International Symposium on Money, Banking and Finance Annual meeting of the European Research Group*, l'édition 2016 de l'*International Conference on Applied Business and Economics*, etc. (voir la liste des manifestations organisées dans l'annexe 4A). Outre

ces manifestations, le développement de nos relations internationales passe aussi par les collaborations que nous entretenons avec de nombreux professeurs invités. L'AERES soulignait dans son précédent rapport la nécessité de mobiliser « *toutes les sources de financement permettant d'accueillir des chercheurs ou des chercheurs post-doctoraux étrangers* ». Cette recommandation a été pleinement suivie puisque, depuis janvier 2013, EconomiX a accueilli 102 professeurs invités (voir la liste en annexe 4A). L'invitation de ces collègues de réputation internationale est l'occasion d'initier, poursuivre et renforcer des collaborations au travers de la co-écriture d'articles, de susciter des interactions avec les jeunes chercheurs et doctorants, d'organiser des conférences ou encore de répondre à des appels d'offres, notamment européens. A cet égard, il est à souligner les efforts réalisés en matière de portage et de participation à des projets européens, conformément à la recommandation de l'AERES : sans prétendre à l'exhaustivité, mentionnons que Jean-Pierre Allegret a été co-porteur du projet de recherche européen Jean Monnet *Financial Markets and European Banking System, The Political Economy of the E.M.U.* auquel Hélène Raymond a également participé (2012-2014), Hamza Bennani est co-porteur du projet *Monetary policy expectations and uncertainty* financé par la *Polish Science Foundation* (équivalent polonais de l'ANR), Anne-Laure Delatte a coordonné le projet *DG ECFIN Research Fellowships* financé par la Commission Européenne (2016-2017). Pour finir, soulignons que plusieurs membres du laboratoire ont été invités dans le cadre de séjours de recherche ou de séminaires à l'étranger (voir annexe 4A), en accord avec la recommandation de l'AERES de « *favoriser les collaborations scientifiques internationales et la mobilité externe de ses membres en multipliant les séjours de recherche de moyenne durée des jeunes chercheurs, mais aussi des seniors, [...] au sein des grands pôles de recherche économique étrangers, tant dans les départements d'économie des universités étrangères que parmi les instituts de recherche internationaux, auprès de certains think tanks ou au sein des services de recherche des banques centrales ou des organismes internationaux* ». A cet égard, mentionnons aussi la participation active de plusieurs membres d'EconomiX à des *think tanks* et organismes de recherche (Anne-Laure Delatte nommée directrice adjointe du CEPII en septembre 2016 et membre du CAE, Dominique Meurs chercheuse associée à l'INED, Valérie Mignon et Lionel Ragot conseillers scientifiques au CEPII, Laurence Scialom experte et coordinatrice du pôle régulation financière auprès de Terra Nova ; voir annexe 4A). L'ensemble de ces éléments, mis en œuvre dans le cadre du quinquennal en cours, a ainsi permis de répondre à la première recommandation de l'AERES en matière de développement des collaborations aux niveaux européen et international.

L'AERES soulignait dans son rapport la nécessité que « *la politique de recrutement mise en œuvre depuis 2008 soit poursuivie sur la base des principes de non primo-recrutement interne et avec l'exigence d'ouvrir à l'échelle internationale la prospection et le recrutement, tant du côté des enseignants-chercheurs que s'agissant des chercheurs CNRS* ». Comme indiqué précédemment, le non primo-recrutement interne et la non accession interne au statut de professeur sont les caractéristiques de la **politique de recrutement** d'EconomiX. Le côté très positif d'une telle politique nous semble pouvoir être illustré par plusieurs facteurs. En premier lieu, la mobilité et l'arrivée de nouveaux collègues sont encouragées, ce qui constitue toujours un enrichissement avec l'apport de visions et pratiques diversifiées. En deuxième lieu, une telle politique est bénéfique puisque nombre des doctorants d'EconomiX ont obtenu un poste de maître de conférences après avoir été qualifiés par le CNU (voir annexe 4A sur le devenir des doctorants) et 8 de nos collègues maîtres de conférences en poste à l'Université Paris Nanterre (Philippe Batifoulier, Vincent Bouvatier, Guillemette de Larquier, Sophie Harnay, Olena Havrylchyk, Natacha Raffin, Yamina Tadjeddine et Sessi Tokpavi) ont accédé au statut de professeur depuis 2013, soit par la voie de l'agrégation externe lorsque celle-ci était en vigueur, soit *via* leur réussite au concours 46.1. En troisième lieu, EconomiX a mené une politique active de prospection en vue d'accueillir des chercheurs CNRS : politique active de communication, contacts pris avec les candidats, organisation de rencontres entre les candidats potentiels et les membres du laboratoire, organisation de séminaires et participation à l'élaboration du projet de recherche des candidats potentiels. Une telle politique s'est avérée très bénéfique puisqu'elle a permis à EconomiX de recruter deux chargés de recherche CNRS sur le quinquennal en cours : Anne-Laure Delatte et Noémi Berlin.

Enfin, dans ses recommandations, l'AERES soulignait : « *Compte tenu du positionnement très fort d'EconomiX vis-à-vis des grands enjeux de politique publique (régulations financières, macroéconomie européenne ou internationale, environnement, économie du droit et de la réglementation...), il serait donc souhaitable que l'unité renforce et diversifie ses modes de communication avec son environnement et ses partenaires, et, pour cela, que les tutelles aident cette unité à se doter, à côté de la cellule Support à la recherche en charge des partenariats et des relations internationales, d'une cellule de communication propre.* » En réponse à cette recommandation, pour la partie relevant du laboratoire, EconomiX a créé sa **lettre externe** (trois numéros par an) et a revu entièrement son **site internet**. La lettre externe du laboratoire a ainsi été créée en fin d'année 2013 et sa très large diffusion tant dans le milieu académique qu'auprès des « professionnels » a indéniablement contribué à accroître la visibilité des activités et des recherches menées au sein de l'unité. Cette lettre a également permis le développement de collaborations avec le milieu professionnel en favorisant, *via* la diffusion de nos compétences, l'obtention de stages pour nos étudiants et de contrats CIFRE pour nos doctorants. L'opération de refonte du site a permis un meilleur affichage de notre activité, au travers d'une structure plus dynamique

rendant plus visibles les informations relatives à nos publications, l'organisation de séminaires et colloques, la venue de professeurs invités ou encore nos interventions dans les médias. Cette refonte a aussi concerné l'intranet de l'unité, outil de communication indispensable en interne. Au total, la création de la lettre externe et la mise en œuvre du nouveau site de l'unité ont permis de tenir compte de la suggestion de l'AERES en termes d'amélioration du « *confort d'utilisation du site internet [...] et de valorisation des travaux menés au sein d'EconomiX* » en répondant à la fois au souci de l'affichage de notre activité auprès de la communauté scientifique (publications, colloques, etc.) et d'un public plus large (articles de vulgarisation dans la lettre, interventions dans les médias, etc.).

Mentionnons en outre la **poursuite et le renforcement des points forts** soulevés par l'AERES dans son rapport de 2013 : (i) Poursuite et accentuation du **dynamisme de l'activité de publication, avec une très nette amélioration au niveau qualitatif** : alors que sur le quinquennal précédent, 35% des publications étaient dans des revues de rang A, 45% dans des revues de rang B et 20% dans des revues de rang C, les publications des membres du laboratoire pour le quinquennal en cours sont très majoritairement dans des revues de rang A puisque celles-ci sont le support de 58% des articles publiés (29% dans des revues de rang B et 13% dans des revues de rang C) ; (ii) Poursuite des « *interactions nombreuses et particulièrement riches avec l'environnement économique et social* » avec une **activité contractuelle très dynamique**, permettant notamment le financement d'une trentaine de doctorants sous la forme de contrats CIFRE, et des **interventions très régulières auprès des médias** (voir annexe 4A) ; (iii) Maintien de notre **politique collégiale en matière de gouvernance** qui constitue un « *mode de pilotage original qui conjugue parfaitement les exigences d'efficacité dans la gouvernance des moyens et de collégialité dans la prise de décision tout en respectant la diversité des missions de recherche et d'encadrement* » ; (iv) Poursuite de l'attribution des financements sur la base d'un **appel à projets interne** lancé deux fois par an, constituant « *un modèle d'efficacité au service d'une politique incitative pilotée par les projets de recherche et non par les structures de recherche dont devraient s'inspirer les autres unités de recherche en France* » ; (v) Poursuite de notre implication en matière de formation par la recherche au travers notamment de notre **politique très forte de soutien aux doctorants** (voir section 1.3.1.3 et annexe 4A) ; (vi) Poursuite et accentuation de notre activité en matière d'**organisation de colloques** (voir section 1.3.1.1.3).

1.1.3.3 Profil d'activités de l'unité de recherche

L'activité principale d'EconomiX reste naturellement la **production de connaissance**, illustrée par son dynamisme en matière de publications dans les revues à comité de lecture, ainsi que cela sera détaillé dans la section 1.3. A côté de cette activité majeure, EconomiX a aussi à cœur de valoriser ses travaux sous la forme de l'organisation de colloques et de participation aux médias. Pour donner quelques chiffres, qui seront analysés de façon approfondie dans la section 1.3, depuis 2013 les membres d'EconomiX ont ainsi : publié 402 articles dans des revues à comité de lecture, organisé 84 colloques et effectué près de 200 interventions dans les médias.

1.2 Présentation de l'écosystème recherche de l'unité

EconomiX est une UMR de sciences économiques placée sous la double tutelle de l'Université Paris Nanterre et du CNRS. A ce titre, elle fait partie de la **ComUE Université Paris Lumières** (UPL) qui, autour de ses deux tutelles et de l'Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis, rassemble actuellement treize associés et est présidée par Pierre-André Jouvét (depuis 2015), membre d'EconomiX. Les moyens auxquels peut prétendre EconomiX dans le cadre de la ComUE sont d'ordre financier et transitent *via* des réponses aux appels à projets annuels lancés par UPL. Ces derniers s'inscrivent dans le programme scientifique de la ComUE axé autour de trois thématiques, dont deux dans lesquelles s'insèrent certains travaux menés au sein d'EconomiX : « *Sociétés de demain : durabilité, innovation sociétale, émancipation humaine* » et « *Droits : justice et injustice* ». Au cours du quinquennal, ce sont ainsi 8 projets qui ont reçu un financement de la part d'UPL pour un montant total de 59 000 euros. Par ailleurs, en 2017, UPL a procédé à l'attribution de 4 contrats post-doctoraux. EconomiX a été lauréat d'un support et a ainsi pu accueillir Katherine Farrow dans le cadre d'un post-doctorat recherche d'un an sur les questions de développement durable et de transition énergétique.

EconomiX est aussi une équipe constitutive de l'**Ecole Doctorale « Economie, Organisations et Société »** (ED 396, EOS) de l'Université Paris Nanterre, regroupant cinq disciplines : économie, gestion, histoire contemporaine, sociologie et démographie. L'Ecole Doctorale se charge de la répartition des contrats doctoraux entre les différentes disciplines. De 2013 à 2016, elle bénéficiait chaque année d'un nombre total de 7 doctoraux à répartir. Durant chacune de ces années, EconomiX a obtenu 4 contrats doctoraux. En 2017, le nombre de contrats alloués à l'Ecole Doctorale est passé de 7 à 6 et EconomiX en a obtenu 3. En tant qu'équipe constitutive de l'Ecole Doctorale EOS, EconomiX bénéficie d'une enveloppe de 90 heures lui permettant de mettre en place la formation doctorale, c'est-à-dire un programme de cours que doivent suivre les doctorants afin de valider une partie des 30 crédits venant compléter les 150 crédits du travail de thèse (voir *infra*). Depuis 2014, l'Ecole Doctorale EOS contribue également à l'apport de financements complémentaires pour les doctorants concernant le « *travail d'effectuation de la thèse* » et pour l'aide à l'organisation de colloques — l'Ecole

Doctorale bénéficiant d'une enveloppe annuelle de l'ordre de 7 000 euros pour les colloques, à répartir entre les cinq disciplines. L'Ecole Doctorale a apporté son soutien à hauteur de 20 050 euros pour 18 colloques organisés par EconomiX et de 7 460 euros pour les doctorants. Au-delà des aspects financiers, la participation d'EconomiX à l'Ecole Doctorale EOS contribue à favoriser les collaborations interdisciplinaires, ainsi que cela peut notamment être illustré par (i) l'organisation conjointe par EconomiX et le laboratoire de sociologie Sophiapol d'un séminaire « Economie et philosophie de l'exploitation », qui s'est tenu régulièrement de 2014 à 2016 ; la rencontre des deux disciplines autour de ce thème étant fondée sur l'imbrication des enjeux économiques et philosophiques de l'histoire du concept, de même que sur le croisement des problématiques des théories de la justice et de la philosophie économique, et (ii) la participation très active d'EconomiX à l'organisation de la journée doctorale annuelle de l'Ecole Doctorale EOS, journée rassemblant les contributions de doctorants dans les cinq disciplines et faisant place à des échanges pluridisciplinaires très fructueux entre juniors, mais aussi de la part de seniors assurant la discussion des travaux présentés.

Toujours dans le cadre de l'Université Paris Nanterre, EconomiX fait partie de l'**UFR SEGMI** (Sciences Economiques, Gestion, Mathématiques et Informatique). Outre le fait que les membres du laboratoire effectuent la très grande majorité de leur service d'enseignement au sein de cette UFR, cette dernière apporte ponctuellement son soutien financier à l'organisation, sur le campus, de conférences par les laboratoires qui y sont rattachés. Six colloques ont ainsi bénéficié d'un complément de financement de la part de l'UFR SEGMI à hauteur de 12 500 euros.

EconomiX est en outre, aux côtés du CES (UMR 8174) et de MoDyCo (UMR 7114), membre fondateur de la **Fédération de Recherche** (FR 2006) du CNRS pour les Sciences Sociales des Comportements Humains (S2CH), créée en janvier 2017 et dont les tutelles sont l'Université Paris Nanterre, l'Université Paris 1 et le CNRS. L'objectif de cette Fédération, à laquelle sont aussi associées les équipes d'accueil LAPPS (EA 4386), CEROS (EA 4429) et CERSM (EA 2931), est de faciliter les conditions de la recherche expérimentale, menée par les sciences sociales sur les comportements humains dans les laboratoires de recherche franciliens. Elle assure notamment la gestion de la plateforme expérimentale multi-sites PREDIR (Plateforme de Recherche Expérimentale sur les Décisions, les Interactions et les Risques), portée par Johanna Etner et Meglena Jeleva pour EconomiX, créée grâce à un financement de 300 000 euros obtenu en réponse à l'appel à projets SESAME de la Région Ile-de-France. Cette enveloppe budgétaire a vocation à financer la création d'une salle d'économie expérimentale gérée par EconomiX à La Défense (dédiée essentiellement au recueil de données comportementales), d'une nouvelle salle gérée par le CES à la Maison des Sciences Economiques (équipée d'instruments de mesures comportementales et neurophysiologiques et dédiée principalement à la réalisation d'expériences collectives) et d'une salle gérée par MoDyCo sur le campus de l'Université Paris Nanterre (équipée d'instruments de mesures comportementales et neurophysiologiques et permettant de réaliser des expériences collectives). Plusieurs chercheurs et enseignants-chercheurs de l'axe DDEE participent très activement à ce projet autour d'un groupe de travail « Economie comportementale » qui se réunit deux fois par mois. *Via* la mutualisation des moyens, la Fédération de Recherche offre aux participants la possibilité d'accéder à des salles dédiées à la réalisation d'expérimentations et équipées de matériels variés de mesures comportementales et neurophysiologiques. Au-delà des aspects matériels, la Fédération de Recherche S2CH favorise des collaborations fructueuses entre disciplines qui partagent une même méthodologie expérimentale en laboratoire, en rassemblant en effet des chercheurs en économie, gestion, linguistique, psychologie sociale et cognitive et neurosciences.

EconomiX est également membre du GIS-GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique pour l'Étude de la Mondialisation et du Développement), créé en novembre 1983, et reconnu en 2014 comme **structure fédérative de recherche** FED 4244. Réseau interuniversitaire et pluridisciplinaire, le GEMDEV rassemble environ 25 équipes de recherche au niveau national. Cécile Couharde a pris la succession de Jean-Pierre Allegret en septembre 2017 en tant que représentante d'EconomiX au Conseil d'Administration du GEMDEV. L'appartenance au GEMDEV permet aux membres d'EconomiX, en particulier ceux de l'axe MIBEF, de participer aux travaux du groupe dans le cadre de coopérations internationales et nationales (Guinée et Nouvelle Calédonie notamment), et constitue aussi une source de stages pour nos étudiants. Une étudiante du Master Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture (M2 EIPMC, rattaché à l'axe MIBEF) a ainsi pu bénéficier d'un stage de recherche au sein du Centre d'étude et de recherche en environnement de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry en Guinée afin d'étudier l'impact des investissements chinois sur l'économie guinéenne.

1.3 Produits et activités de recherche

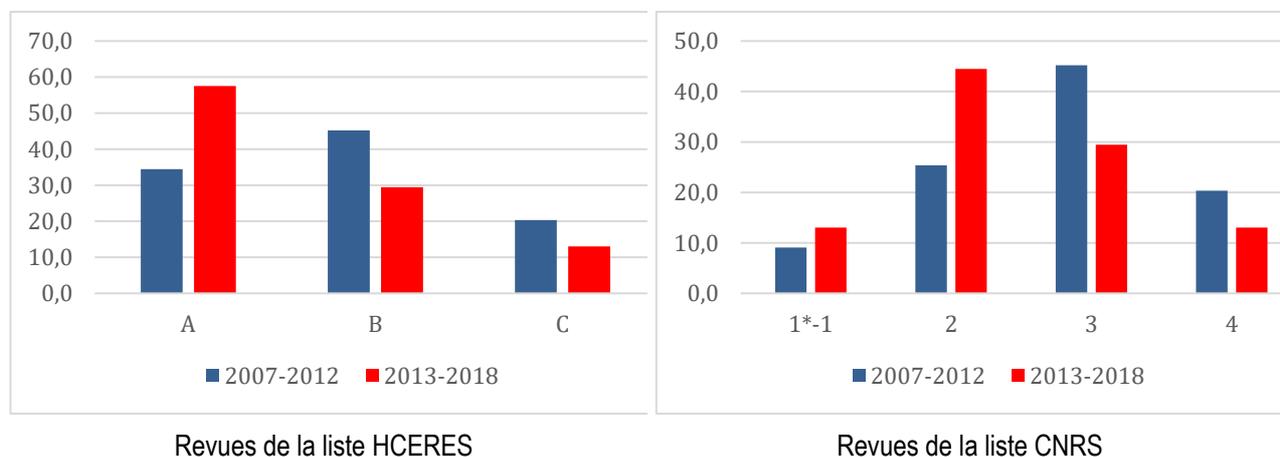
1.3.1 Bilan scientifique

1.3.1.1 Production scientifique, rayonnement et attractivité académiques

1.3.1.1.1 Publications dans les revues à comité de lecture, bases de données et logiciels

EconomiX a poursuivi et renforcé au cours du quinquennal sa politique en matière de production scientifique visant à promouvoir une recherche de qualité en incitant les membres de l'unité à publier dans les meilleurs supports. Cette politique s'est avérée très bénéfique puisque, si l'on compare en termes qualitatifs (le bilan quantitatif sera effectué dans la section 1.3.2) le quinquennal en cours au précédent, on note une **très nette amélioration de la qualité des supports de publication**. Si l'on se limite aux revues académiques à comité de lecture référencées par le HCERES et le Comité National du CNRS, le graphique ci-dessous montre très clairement cette progression¹. Ainsi, alors que sur le quinquennal précédent, les revues de rang B étaient majoritaires au détriment des revues de rang A, la tendance est désormais clairement inversée pour le contrat en cours : près de 60% des articles sont publiés dans des revues de rang A (contre 34% en 2007-2012), 29% dans des revues de rang B (contre 45% en 2007-2012) et le nombre de publications dans des revues de rang C a diminué de 46%. Cette évolution très positive résulte d'une multiplication par un facteur de 1,5 des publications dans les revues de rang 1 et de 1,8 dans les revues de rang 2.

Distribution des publications dans les revues à comité de lecture (en %) : comparaison 2007-2012 et 2013-2018



Outre ce bilan très positif en matière de publications dans les revues à comité de lecture, les travaux des membres d'EconomiX prennent aussi la forme d'ouvrages ou de contributions à ouvrages collectifs. On relève également l'édition d'ouvrages et de numéros spéciaux de revues, en particulier auprès d'éditeurs internationaux. La quantification de cette activité de publication sera fournie en section 1.3.2, ainsi que dans le bilan de chaque axe.

A côté de cette activité de publication académique « traditionnelle », des productions scientifiques sont aussi à mentionner en matière de bases de données et de logiciels. En 2017, Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte et Valérie Mignon, en collaboration avec Carl Grekou (EconomiX, puis CEPIL) et Florian Morvillier (doctorant), ont créé et construit la première base de données exhaustive sur les taux de change effectifs, mise à disposition gratuitement en ligne. Il s'agit de la base EQCHANGE comprenant, pour la quasi-totalité des pays du monde, des données sur (i) les taux de change effectifs nominaux et réels, et (ii) les taux de change effectifs réels d'équilibre et les mésalignements de change correspondants. En 2016-2017, Gilles de Truchis, Elena Dumitrescu et Xi Yang ont construit une base de données à haute fréquence (une minute) proposant des mesures de volatilité réalisée pour toutes les sociétés de l'indice américain SP500. Tout comme la base de données précédente, celle-ci est mise à disposition gratuitement auprès des chercheurs. Mentionnons enfin que le test de causalité développé par Elena Dumitrescu et Christophe Hurlin est implémenté sous le logiciel d'économétrie Eviews (versions 8.0 et suivantes) et sera bientôt également disponible sous le logiciel STATA.

¹ Sont comptabilisées uniquement les publications des membres du laboratoire (les publications des chercheurs associés ne sont pas prises en compte). Par ailleurs, les publications des membres ayant quitté l'unité en cours de quinquennal ou étant arrivés en cours de quinquennal ne sont comptabilisées que sur leur période d'appartenance à EconomiX.

1.3.1.1.2 Collaborations académiques

Au-delà de la participation individuelle des membres du laboratoire à divers réseaux, EconomiX a renforcé dans le quinquennal en cours ses nombreux partenariats et collaborations dans ses différents domaines de compétence (voir la liste des contrats en annexe 4A).

Dans le domaine de la finance et de la macroéconomie internationale, outre les nombreuses collaborations existantes avec le milieu professionnel (voir section 1.3.1.2), EconomiX participe activement au GdR européen (GdRE) « Monnaie, Banque, Finance » au travers de collaborations avec son homologue britannique (*Money, Macro and Finance Group* ; MMF) et des relations établies au Portugal (Lisbonne), en Allemagne (Francfort sur le Main), en Italie (Rome) et au Luxembourg. En particulier, EconomiX, sous la coordination de Christophe Boucher et Michel Boutillier, a organisé la 34^e édition du colloque annuel du GdRE en juillet 2017 sur le campus de l'Université Paris Nanterre, manifestation qui a réuni plus de 150 participants et accueilli M. Bordo, P. Bacchetta et T. Beck en tant que *keynote speakers*. Les « Journées annuelles d'économétrie appliquée à la finance », organisées annuellement depuis 2002, suivent une évolution comparable en s'internationalisant et en rassemblant un public de plus en plus nombreux. Parmi les *keynote speakers* récemment intervenus lors de ces journées, citons notamment A. Guay (UQAM, Canada), S.J. Koopman (VU Amsterdam, Tinbergen Institute, CREATES) ou encore C. Hurlin (LEO). Des partenariats de longue date avec la Banque de France sont à souligner au travers d'expertises, mais aussi d'encadrement de thèses en contrat CIFRE (sous la direction notamment de Michel Boutillier, Virginie Coudert, Olivier de Bandt, Valérie Mignon et Laurence Scialom). Les professeurs associés (PAST) en poste à EconomiX sont également une illustration de nos partenariats académiques soutenus avec la Banque de France (Virginie Coudert, Olivier de Bandt, Laurent Ferrara, Jean-Guillaume Sahuc), l'OCDE (Balazs Egert) ou encore l'OFCE (Christophe Blot). La direction par Laurent Ferrara de l'*International Institute of Forecasters* est source de collaborations académiques régulières et a permis l'instauration d'un prix annuel décerné au meilleur étudiant en économétrie des séries temporelles du M2 Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture (M2 EIPMC, rattaché à l'axe MIBEF). Au sein de l'axe MIBEF, il convient aussi de mentionner le réseau très actif animé par le groupe « Histoire des sciences de l'homme et de la société » au sein du GdR international (GdRI) « History of the social sciences since 1945 ». Ce GdRI, coordonné par EconomiX depuis 2010, comprend comme partenaires le Thema (UMR 8184), le *Centre for Philosophy of Natural and Social Science* (CPNSS) de la *London School of Economics*, le *Center for the History of Political Economy* (CHOPE) de Duke University et le *Center for International Research in the Humanities and the Social Sciences: History, Knowledge, Culture* de New York University (CIRHUS, UMI3199) en plus du CNRS. Ce GdRI organise des séminaires réguliers dans le cadre de la *London School of Economics* ainsi que nombre de conférences et workshops internationaux.

Dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, les collaborations existent autour de diverses structures et manifestations. Ainsi, le séminaire PEEES (*Paris Environmental and Energy Economics Seminar*), animé par Fatih Karanfil jusqu'en 2016, témoigne des nombreux partenariats d'EconomiX dans ce domaine : *Paris School of Economics*, Université Paris Descartes, Université Paris Dauphine, Agro ParisTech, Ecole Polytechnique, Ecole des Mines, Ecole des Ponts, CEA, CIRED, Chaire Economie du Climat et IFP School. Il est par ailleurs à noter un partenariat de longue date avec l'IFPEN au travers notamment de plusieurs thèses CIFRE encadrées par des membres d'EconomiX (Alain Ayong Le Kama, Pierre-André Jovet et Valérie Mignon). La Chaire Economie du Climat, à laquelle participent Marc Baudry (co-responsable du Programme « Prix du CO₂ et Innovation bas carbone ») et Pierre-André Jovet (Président puis membre du conseil scientifique), la Chaire Finance Durable et Investissement Responsable, dont Patricia Crifo assure la co-responsabilité, et la Chaire Transitions Démographiques, Transitions Economiques à laquelle participe Lionel Ragot illustrent également le dynamisme des collaborations académiques entretenues par EconomiX, se manifestant notamment sous la forme de plusieurs thèses en contrat CIFRE. Toujours au sein de l'axe DDEE, soulignons aussi les liens étroits entretenus avec l'INED, le CEE et l'INSERM, conduisant à de nombreuses collaborations avec ces institutions (Guillemette de Larquier, Dominique Meurs notamment).

En lien avec l'axe DIRIS, mentionnons les partenariats noués autour du réseau CEPET (*Center European Program in Economic Theory*) dont Ludovic Julien assure la présidence depuis 2012. Dans ce cadre, il convient de souligner les collaborations de longue date avec G. Codognato (Université d'Udine), se traduisant en particulier par la co-écriture d'articles et la participation active à l'organisation par EconomiX du colloque annuel « Strategic Interactions and General Equilibrium: Theories and Applications ». Dans le domaine de l'économie du droit, des collaborations de longue date sont entretenues autour de l'organisation d'échanges et de coopérations internationaux avec, notamment, les universités d'Alger (Y. Belarbi, F. Hamdi), Amsterdam (G. Dari-Mattiacci), Dublin (F. Walsh), Marburg (T. Friehe), Turin (G. Ramello) se traduisant en particulier par la co-écriture régulière d'articles et l'organisation de manifestations internationales. Au niveau national, des liens étroits existent avec le CRED (Université Paris 2), le LED (Université Paris 8), le CEPN

(Université Paris Nord) et l'ERUDITE (Université Paris Est), partenaires d'EconomiX dans l'organisation de l'*International Meeting in Law and Economics* (créé en 2014 par EconomiX).

1.3.1.1.3 Organisation de conférences

Outre les séminaires réguliers du laboratoire (voir section 1.4.2) et en écho à son rôle structurant dans plusieurs réseaux nationaux et internationaux, EconomiX a organisé ou co-organisé **84 manifestations nationales et internationales** depuis janvier 2013 (voir liste en annexe 4A). Certaines d'entre elles sont récurrentes : citons ici les journées d'économétrie financière qui réunissent chaque année plus d'une centaine de chercheurs à Nanterre ; les doctorales internationales *PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics* ; les tables rondes de macro-finance contemporaine organisées à chaque rentrée universitaire, qui connaissent un très vif succès et sont relayées par la presse ; l'*International Meeting in Law & Economics* rassemblant tous les ans les meilleurs spécialistes en économie du droit ; le workshop européen *The Future of Law and Economics* ; le colloque international annuel *Strategic interactions and general equilibrium...* Ces événements ainsi que les nombreuses autres manifestations organisées ou co-organisées par EconomiX, plus ponctuelles mais souvent au moins aussi prestigieuses, sont détaillées dans le bilan de chacun des axes.

Il est en particulier à souligner l'organisation, durant le quinquennal en cours, de deux manifestations de grande ampleur qui ont concerné l'ensemble du laboratoire : la conférence ICABE et les Nocturnes de l'économie. Les 1^{er} et 2 septembre 2016, EconomiX a organisé dans ses locaux la 12^{ème} édition de la **Conférence ICABE** (*International Conference on Applied Business and Economics*), en partenariat avec le Centre d'excellence Jean Monnet et les Universités de Brasov (Roumanie) et du Pirée (Grèce). Au cours des deux journées, près de 80 communications ont été présentées par des chercheurs européens et extra-européens dans des sessions invitées et des sessions parallèles. Dans la tradition des précédentes éditions d'ICABE, l'ensemble des champs intéressant les sciences économiques a été couvert. Sont intervenus comme conférenciers invités : Agnès Bénassy-Quéré (Présidente déléguée du Conseil d'analyse économique et Université Paris 1), Will Bartlett (*London School of Economics & Political Science*), Rick van der Ploeg (*University of Oxford*) et George Bitros (*Athens University of Economics & Business*).

La troisième édition des **Nocturnes de l'économie**, organisée par EconomiX en partenariat avec les Journées de l'économie (JECO), la BRED et l'AFSE, s'est déroulée le 30 mars 2017 sur le campus de l'Université Paris Nanterre et a réuni près de 800 participants (étudiants en économie, chercheurs et enseignants-chercheurs et acteurs du monde public). Le thème traité était celui du retour des frontières et ses effets sur un désormais possible arrêt du processus de mondialisation, question abordée sous trois angles : (i) le retour du protectionnisme ? (ii) migrations internationales : la fermeture des frontières ? et (iii) la fin de la globalisation financière ? La table ronde, animée par Jean-Marc Vittori (journaliste et éditorialiste au quotidien *Les Échos*), a accueilli comme intervenants des personnalités du monde économique et politique (voir *infra*).

1.3.1.1.4 Activité éditoriale

Les membres d'EconomiX sont très présents dans les **comités de rédaction des revues** (voir la liste en annexe 4A). A titre d'exemple, si l'on ne considère que les revues figurant dans la liste HCERES : Philippe Batifoulier est membre du comité de rédaction du *Journal de Gestion et d'Economie Médicales* et de la *Revue Française de Socio-Economie* ; Michel Boutillier est membre du comité de rédaction de la *Revue Economique* et de la revue *Economie et Prévision* ; Cécile Couharde est membre du comité de rédaction de la *Revue d'Economie Politique* et Olivier Musy en est le secrétaire de rédaction ; Olivier de Bandt est membre du comité de rédaction du *Journal of Financial Stability* ; Balazs Egert et Lionel Ragot sont membres du comité éditorial d'*International Economics* ; Laurent Ferrara est éditeur associé de l'*International Journal of Forecasting* ; Eric Langlais est éditeur associé de *International Review of Law and Economics* ; Nadine Levratto est membre du comité de rédaction de *Innovations*, rédactrice adjointe de la *Revue Internationale PME* et membre du secrétariat de rédaction de la *Revue d'Economie Industrielle* ; Valérie Mignon est rédactrice en chef de la revue *International Economics* et membre du comité éditorial des revues *Economics Bulletin*, *Economie et Prévision*, *Energy Policy* et *Finance* ; Antoine Rebeyrol est membre du comité éditorial des *Cahiers d'Economie Politique* et Fabrice Tricou en est le directeur adjoint.

1.3.1.1.5 Activité d'évaluation, appartenance à des jurys

Ayant à cœur de participer à la collectivité au-delà de leur implication au sein de l'unité, les membres d'EconomiX sont fréquemment sollicités pour des évaluations. Le détail est fourni dans le bilan relatif à chacun des axes et dans l'annexe 4A, mais mentionnons de nombreuses et régulières **évaluations de projets** CIFRE effectuées pour l'ANRT (Marc Baudry, Nadine Levratto, Valérie Mignon, Yamina Tadjeddine), l'évaluation de projets pour l'ANR (Andreea Cosnita, Sophie Harnay, Meglena Jeleva, Eric Langlais, Nadine Levratto, Ouarda Merrouche, Dominique Meurs, Valérie Mignon, Lionel

Ragot, Elisabeth Tovar), pour des agences et organismes internationaux (Vincent Bouvatier pour le Centre National Scientifique de Pologne, Bénédicte Coestier pour le programme Fulbright de la Commission franco-américaine, Patricia Crifo pour la Commission Européenne et la *Swedish Foundation for Strategic Environmental Research*, Eliane El Badaoui pour la *National Research Foundation* d'Afrique du Sud, Meglena Jeleva pour le FRS-FNRS et la *Netherlands Organisation for Scientific Research*, Rachidi Kotchoni pour la *Swiss National Science Foundation*, Nadine Levratto pour la Commission Européenne, Ouarda Merrouche pour la *Polish Science Foundation*, Valérie Mignon pour l'*Austrian National Fund* et le FRS-FNRS, Nicole Alice Sindzingre pour la Commission Européenne, Saïd Souam pour le CREAD à Alger), pour des projets soumis dans le cadre d'appels à projets d'autres universités que Paris Nanterre (Eliane El Badaoui, Valérie Mignon) ou d'autres institutions nationales (Jean-Pierre Allegret pour le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques, Hamza Bennani pour le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine, Magali Dumontet pour l'Institut de Recherche en Santé Publique, Nadine Levratto pour diverses MSH, Valérie Mignon pour le Conseil Français de l'Energie et le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, Nicole Alice Sindzingre pour le Conseil Général d'Aquitaine).

A ces expertises de projets s'ajoute la **participation à des comités d'évaluation** pour le HCERES en tant qu'expert ou président : Jean-Pierre Allegret pour le GREThA (président) et le LEO (président), Cécile Couharde pour le LAPE (présidente) et le LAREFI, Eric Langlais pour AMURE (président) et l'Institut Universitaire Européen de la Mer, Dominique Meurs pour REGARDS, Valérie Mignon pour le BETA, Lionel Ragot pour le BETA, le CESAER, le CIREC (président) et GAEL (président), Laurence Scialom pour le CHERPA ou encore Sophie Harnay pour l'expertise de formations. Alain Ayong Le Kama est par ailleurs membre du conseil scientifique du Labex Voltaire et Nadine Levratto membre du comité d'évaluation du Labex Entreprendre. La participation des membres d'EconomiX à de très nombreux comités scientifiques de colloques est aussi un signe de reconnaissance des compétences du laboratoire.

Une autre illustration de la reconnaissance de la qualité des recherches menées à EconomiX réside dans la participation de ses membres à de **nombreux jurys et instances d'évaluation**. Sans prétendre à l'exhaustivité, citons notamment en ce qui concerne les instances d'évaluation nationales : la présidence de la section 5 et du groupe 2 du CNU exercée par Alain Ayong Le Kama ; la participation au CNU de Philippe Batifoulier, Cécile Couharde, Gilles de Truchis, Sophie Harnay, Meglena Jeleva, Olivier Musy et Luc Désiré Omgba ; la participation de Valérie Mignon à la section 37 du Comité National du CNRS (mandature 2012-2016, membre du bureau) ; la participation de Lionel Ragot en tant que membre nommé à la Commission Scientifique Spécialisée SESG (Sciences économiques, sociales et de gestion) de l'INRA. S'agissant des jurys, Cécile Couharde est membre du jury des prix de la Chancellerie des Universités de Paris depuis 2013 ; Patricia Crifo est membre du jury du prix Forum pour l'investissement responsable depuis 2011, du jury du prix de l'Université du Conseil départemental du Val de Marne depuis 2016 et du jury du prix de thèse en gouvernance de l'Institut Français des Administrateurs depuis 2017 ; Sophie Harnay a été vice-présidente du jury de l'agrégation interne de sciences économiques et sociales de 2013 à 2015 ; Eric Langlais est membre du jury de l'EAL (European Association in Law and Economics) qui honore chaque année l'un de ses membres pour sa contribution tout au long de sa carrière et a été membre du jury Göran Skogh 2016 qui couronne le meilleur article présenté par un jeune chercheur à la conférence de l'EAL ; Dominique Meurs est membre du jury du prix de thèse du Défenseur des droits depuis 2015 ; Valérie Mignon est membre nommée du jury de sélection des membres de l'Institut Universitaire de France depuis 2017, membre du jury de prix de thèse de l'AFSE depuis 2005, du jury du prix AFSE du meilleur ouvrage d'économie (2014-2016) et a été membre du jury du premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en économie (2013) ; Aurélien Saïdi est membre du jury du concours d'agrégation du secondaire en sciences économiques et sociales depuis 2015, dont il préside l'épreuve écrite d'économie ; Laurence Scialom a été membre du jury du prix Veblen en 2016 et Yamina Tadjeddine a été membre du jury du concours d'entrée aux ENS, ENSAE et ENSAI de 2004 à 2016.

Mentionnons enfin que, outre la participation très fréquente aux comités de sélection nationaux, plusieurs membres du laboratoire sont sollicités pour des **comités de recrutement d'enseignants-chercheurs au niveau international** : Jean-Pierre Allegret (Université Catholique de Louvain, 2015), Cécile Couharde (Université d'Anvers, 2014), Eric Langlais (Université de Tel Aviv, 2016), Ludovic Julien (Université Karl-Franzens de Graz, 2014) et Valérie Mignon (Carleton University, 2018 ; Trinity College Dublin, 2017 ; Université Libre de Bruxelles depuis 2015 ; Université de Genève, 2015).

1.3.1.1.6 Professeurs invités

Soucieux de développer ses collaborations internationales et de susciter des interactions non seulement entre chercheurs confirmés mais aussi avec les doctorants, EconomiX accueille de façon très régulière des professeurs invités. Depuis janvier 2013, ce sont ainsi **102 professeurs invités** qui ont été reçus à EconomiX (voir la liste en annexe 4A). Ceux-ci sont pleinement impliqués dans l'activité du laboratoire durant leur séjour puisqu'outre la co-écriture d'articles avec les membres de l'unité pour plusieurs d'entre eux, ils interviennent *via* la participation à l'organisation de colloques, la

présentation de leurs travaux aux séminaires du laboratoire, mais aussi dans le cadre de la formation doctorale et auprès des étudiants de deuxième année de master. La venue des professeurs invités est en outre l'occasion d'échanger sur le montage de projets internationaux. EconomiX accueille également pour des séjours d'au moins un semestre des enseignants-chercheurs en délégation auprès du CNRS et des collègues étrangers en sabbatique, ainsi que des post-doctorants, majoritairement en provenance d'universités étrangères, pour des séjours d'au moins un an (en leur offrant une place et un poste de travail dédiés dans un bureau).

1.3.1.1.7 Indices de reconnaissance académique

Un grand nombre de membres d'EconomiX jouissent d'une réputation nationale et internationale dans leur domaine de recherche. Cela peut être illustré par de multiples facteurs tels l'obtention de prix et distinctions, l'exercice de responsabilités dans des sociétés savantes, la réussite des maîtres de conférences du laboratoire aux concours pour le recrutement de professeurs, les invitations des membres de l'unité pour des séjours ou des colloques à l'étranger, etc. Ces aspects sont décrits dans le bilan relatif à chacun des axes et dans les annexes 4 (4A, 4B, 4C, 4D), mais l'on peut citer ici quelques éléments de façon non exhaustive.

S'agissant des **prix et distinctions**, mentionnons la décoration de la Légion d'honneur pour Michel Aglietta (2016), l'obtention par Michaël Brei du prix jeune chercheur de la Fondation Banque de France (2013), la nomination au grade de chevalier dans l'Ordre National du Mérite de Patricia Crifo (2013) et d'Anne-Laure Delatte (2016), l'obtention par Elena Dumitrescu du prix de la MSH Val de Loire (2014) pour les résultats de ses travaux en économétrie financière, la nomination de Vincent Bouvatier (2015) et de Pauline Gandré (2017) au prix jeune chercheur de l'Autorité des Marchés Financiers ou encore l'obtention par Aurélien Saïdi du prix de l'innovation pédagogique en assurance (2016). Les diverses distinctions obtenues par nos doctorants sont aussi un signe fort de la reconnaissance du laboratoire au niveau scientifique (voir annexe 4A). Ainsi, outre l'obtention de plusieurs prix de thèse (AFSE, Association Nationale des Docteurs en Sciences Economiques, Chancellerie des Universités de Paris, Institut CEDIMES, Institut Louis Bachelier), nombre de doctorants du laboratoire ont obtenu des prix pour leurs articles et il est à souligner la réussite d'une de nos doctorantes au programme très sélectif de *visiting research PhD recognized student* à l'Université d'Oxford.

La visibilité des membres du laboratoire est aussi illustrée par les responsabilités qu'ils exercent au sein d'**associations et de sociétés savantes**. EconomiX est à l'origine de la création en 2013 de la FAERE (*French Association of Environmental and Resource Economists*) qui rassemble à ce jour plus de 250 membres. L'Association est présidée par Alain Ayong Le Kama, Lionel Ragot en est le trésorier et Fabien Prieur est membre du bureau. EconomiX est également vivement impliqué au sein de l'AFSE, à travers la participation à son Comité Directeur d'Alain Ayong Le Kama (depuis 2012), Valérie Mignon (depuis 2004) et Lionel Ragot (depuis 2016). Au sein de l'AFSE, sur la période couverte par le présent quinquennal et outre leur participation annuelle à divers jurys (prix de thèse, prix du meilleur ouvrage, prix du meilleur article), Valérie Mignon a notamment présidé le jury du prix de thèse (2017, 2018) et Lionel Ragot a présidé en 2017 le jury du prix Edmond Malinvaud récompensant le meilleur article d'un économiste de moins de 40 ans travaillant dans une institution française. Ludovic Julien est, depuis 2012, président du CEPET (*Center European Program in Economic Theory*) qui rassemble de nombreux économistes théoriciens au niveau européen. Dominique Meurs est membre du comité de direction de l'Alliance pour la recherche sur les discriminations (ARDIS) du DIM « Genre, Inégalités et Discrimination ». Dans le domaine de l'économie du droit, la visibilité d'EconomiX peut être illustrée par le fait qu'Eric Langlais est secrétaire général de l'*European Association of Law & Economics* (depuis 2015) et membre du Bureau de Direction de l'Association Française d'Economie du Droit créée en 2016. Soulignons aussi l'élection de Valérie Mignon au Cercle des Economistes en 2015.

Le succès des membres d'EconomiX pour l'accession au grade de **professeur des universités** et de **directeur de recherche CNRS** constitue également un signe fort de reconnaissance. Sur le quinquennal en cours, huit de nos collègues maîtres de conférences sont ainsi devenus professeurs des universités : Olena Havrylchuk a été lauréate du concours d'agrégation en 2014 et Philippe Batifoulier (2015), Vincent Bouvatier (2017), Guillemette de Larquier (2017), Sophie Harnay (2014), Natacha Raffin (2016), Yamina Tadjeddine (2016) et Sessi Tokpavi (2016) ont été promus au grade de professeur grâce à leur réussite au titre de l'article 46.1. Nadine Levratto a été, quant à elle, promue Directrice de recherche CNRS en 2016.

La réputation et la reconnaissance internationales des membres du laboratoire est aussi attestée par les **séjours effectués à l'étranger**, sous la forme d'invitations en tant que chercheur (*visiting professor*) ou pour participer à des séminaires et colloques. La liste des invitations est fournie en annexe 4A, nous mentionnons ici uniquement les séjours, souvent récurrents, de plusieurs collègues en tant que *visiting* : Hamza Bennani (University of Łódź), Michael Brei (University of the West Indies), Bénédicte Coestier (Columbia University), Andreea Cosnita (Stockholm School of Economics), Cécile Couharde (UQAM), Dramane Coulibaly (Université de Dschang), Anne-Laure Delatte (Université de

Princeton), Elena Dumitrescu (European University Institute), Eliane El Badaoui (Université d'Ottawa, Université Saint Joseph au Liban, Université de Vérone), Ludovic Julien (Université d'Udine, Université Catholique de Louvain), Eric Langlais (Université Sassari, School of Law à Tel Aviv, Academia Sinica à Taipei, Université de Marburg), Alessandro Melcarne (Université du Piémont Oriental), Ouarda Merrouche (Université de Zurich, Université de Lausanne), Dominique Meurs (Université de Melbourne), Hélène Raymond (Université du Pirée), Nicole Alice Sindzingre (Université de Londres, Université de Lisbonne, Université de Kobe), Saïd Souam (ENSM d'Alger).

Enfin, il nous semble important d'insister sur les **responsabilités collectives**, souvent lourdes, exercées par nombre de membres de l'unité au sein de l'Université Paris Nanterre, de la ComUE et au niveau national. Au niveau national, nous avons déjà souligné la présidence de la section 5 et du groupe 2 du CNU par Alain Ayong Le Kama depuis 2011 (réélu en 2015), ainsi que la participation au CNU de plusieurs membres d'EconomiX. Valérie Mignon et Lionel Ragot participent quant à eux au Comité National du CNRS pour la première (jusqu'en 2016) et à la Commission Spécialisée de l'INRA pour le second (depuis 2011). Toujours au niveau national, il convient de souligner la nomination par le Conseil des ministres d'Alain Ayong Le Kama en tant que Recteur de l'Académie de Guyane en janvier 2017. Au niveau du site, après avoir été Vice-Président du Conseil d'Administration de l'Université Paris Nanterre et Vice-Président de la ComUE Paris Lumières, Pierre-André Juvet assure la présidence de la ComUE depuis 2015. Au niveau local, la quasi-totalité des membres du laboratoire exerce des responsabilités collectives au sein du Département d'économie (dirigé par Marc Baudry), sous la forme de responsabilités de la Licence et des différentes mentions de Master (voir annexe 4A). Au-delà des responsabilités au sein du Département d'économie et de l'UFR SEGMI (dont Michel Boutillier assure la direction adjointe), nombre de membres de l'unité exercent des fonctions et participent aux instances au niveau de l'Université. Ont été ou sont ainsi membres de la Commission Recherche et du Conseil Académique : Jean-Pierre Allegret (membre du bureau, 2014-2016), Florent Fremigacci (depuis 2016), Meglena Jeleva (depuis 2016), Valérie Mignon (depuis 2017) et Fabrice Tricou (depuis 2010). Marc Baudry est membre du CFVU et du Conseil Académique (depuis 2017) et Lionel Ragot est membre du Conseil d'Administration depuis 2016. Jean-Pierre Allegret a été membre de la Commission financière de 2012 à 2016 et Lionel Ragot en est membre depuis 2016. Enfin, soulignons la nomination d'Aurélien Saïdi en tant que Vice-Président numérique de l'Université Paris Nanterre en 2017. Toutes ces responsabilités, qui s'ajoutent à celles exercées au sein de l'UFR SEGMI et du Département d'économie, constituent naturellement des indices de reconnaissance des membres de l'unité, même si elles contribuent à amputer fortement le temps disponible pour l'activité de recherche.

1.3.1.2 Interactions avec l'environnement économique, social, culturel et sanitaire

La valorisation et la reconnaissance des travaux des membres du laboratoire passent également par une **participation active d'EconomiX au débat public**. Les partenariats noués par EconomiX visent avant tout à ancrer les recherches dans le contexte de coopérations avec des institutions qui ouvrent l'accès à des informations et à des réseaux professionnels et sociaux indispensables aux recherches appliquées menées au sein du laboratoire. Une proportion importante des recherches réalisées par EconomiX présente ainsi une dimension opérationnelle conséquente débouchant souvent sur des préconisations d'actions publiques à mener.

S'agissant plus particulièrement de l'axe MIBEF, cette caractéristique explique en partie que certaines des recherches soient soutenues financièrement par des organismes partenaires occupant une place importante dans le domaine économique et financier : Association Française des Professionnels des Titres, Autorité des Marchés Financiers, Banque de France, Institut Caisse des Dépôts et Consignations pour la Recherche Scientifique, Observatoire Européen de l'Épargne, Centre de Formation de la Profession Bancaire notamment. Ces partenariats constituent évidemment une reconnaissance de l'expertise et des compétences des chercheurs de l'axe sur leurs thèmes de prédilection. Chaque mois de septembre, depuis 2008, sont organisées des tables rondes sur différents aspects de la crise financière qui réunissent des professionnels de la finance (Directeurs des études économiques de grandes banques), des régulateurs et des académiques et qui sont animées par des journalistes économiques (*Les Echos*, *Alternatives Économiques* et *L'Agefi*). Dans le domaine macroéconomique et financier, les membres de l'axe MIBEF participent très activement au débat public et interviennent très régulièrement dans les médias, comme cela sera brièvement décrit ci-après.

Au sein de l'axe DDEE, les interactions avec l'environnement économique, social, culturel et sanitaire sont également nombreuses. Cela concerne le domaine de l'environnement et de l'énergie, *via* notamment la participation active d'EconomiX à la Chaire Économie du Climat ; le domaine des entreprises et des territoires, avec une forte participation auprès de la Région, du Grand Paris, de France Stratégie ou encore de divers ministères ; le domaine des inégalités, au travers d'interactions avec la Direction Générale de l'administration et de la fonction publique, la Région, l'ARDIS et *via* une participation soutenue au débat public.

Dans le domaine de l'économie du droit, mentionnons la participation active d'EconomiX auprès de la Région, la Mission de Recherche Droit et Justice (groupement d'intérêt public sous l'autorité du Ministère de la Justice et du CNRS), ainsi qu'au Conseil national des barreaux dans le cadre de travaux d'expertise. Il convient aussi de souligner les contacts récents et avancés pris avec le Tribunal de Grande Instance de Nanterre, le Département des Hauts-de-Seine et l'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales.

La forte **activité contractuelle** d'EconomiX atteste de ces diverses interactions avec l'environnement économique, social, culturel et sanitaire et les financements non récurrents de l'unité qui en résultent représentent une part très importante du budget. Sur le quinquennal en cours, on relève en effet près de 80 contrats (voir annexe 4A). Pour favoriser le développement de ces partenariats et coopérations, EconomiX a mis sur pied une cellule « Valorisation et coopération » animée par un ingénieur d'études, Henrique Rodas, rattaché à la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales (DRED) de l'Université Paris Nanterre et affecté à l'unité. Cette structure est destinée à aider les chercheurs du laboratoire dans le montage et le suivi des appels d'offre et des processus de contractualisation. Mentionnons ainsi, de façon non exhaustive, des partenariats avec (i) des associations telles l'Assemblée des Communautés de France, l'Association Française des Professionnels des Titres, le Collège des Bernardins, le Conseil Français de l'Energie, la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, l'UNSA ; (ii) le secteur public : l'Acoss, l'Autorité des Marchés Financiers, la Caisse des Dépôts et Consignations, France Stratégie, le Grand Paris, l'INSEE, la Région Ile-de-France, divers ministères ; (iii) le secteur privé : EDF, L'Oréal, etc.

EconomiX est par ailleurs porteur de trois **projets ANR**. L'ANR CAREER (obtenue en 2015), portée par Dominique Meurs, vise à étudier les différences de genre dans les carrières au sein d'une grande entreprise française. L'analyse s'appuie sur les dossiers de paie de L'Oréal de 2007 à nos jours. L'un des objectifs attendus, au-delà des travaux académiques, est de fournir aux décideurs les éléments nécessaires afin d'élaborer des politiques d'égalité des chances plus efficaces. L'ANR JEM (« Justice sociale Empirique », obtenue en 2015), portée par Elisabeth Tovar, est un projet multidisciplinaire (droit, économie, géographie) dont l'objectif est d'étudier les liens entre l'identité sociale (position sociale et résidentielle, valeurs, trajectoire) et les préférences sur la justice sociale. Au-delà de sa contribution à la littérature de l'*Empirical Social Choice*, le projet JEM élargit le champ des sujets traditionnellement discutés dans ce domaine en traitant de questionnements qui relèvent de croisements entre l'économie normative, l'économie du droit et la justice spatiale. L'ANR LIJ-XXI, portée par Alessandro Melcarne et obtenue en 2017, traite des institutions du travail et du système judiciaire en France au XXI^e siècle. Dans ce cadre, trois questions sont étudiées : l'inefficacité ou l'ineffectivité du conseil des prud'hommes, l'impact de la conjoncture économique et des stratégies de réorganisation des entreprises sur la performance de ce conseil et l'importance de l'idéologie en tant que facteur influant sur cette performance. A côté de ces projets lauréats, soulignons que deux projets avaient passé la première phase en 2016 et que le projet ANR « Comportements politiques et contrôle citoyen » porté par Benjamin Monnery, déposé en 2017, a été pré-sélectionné et est invité à être présenté à la deuxième étape en 2018.

A ces éléments il convient d'ajouter une trentaine de **contrats CIFRE** permettant le financement de thèses pour nos doctorants (voir annexe 4A). Parmi nos partenaires privilégiés figurent la Banque de France, EDF, GDF, l'IFPEN qui accueillent chacun plusieurs de nos doctorants. A ces institutions s'ajoutent des banques telles Amundi, BNP Paribas et BPCE, des grandes entreprises comme Peugeot et Saint Gobain, des associations comme l'Ademe, l'ANIA et Coe-Rexecode, mais aussi la Chaire Economie du Climat, l'INRA, l'Institut Friedland ou encore Yakman.

Les interactions d'EconomiX avec l'environnement économique, social, culturel et sanitaire peuvent également être illustrées par le fait que nombre de chercheurs d'EconomiX sont membres de divers conseils et exercent une activité de **consultant, d'expertise ou de conseiller scientifique** dans des institutions reconnues. Sans prétendre à l'exhaustivité, signalons que Michel Aglietta est conseiller auprès de Groupama *Asset Management* et du CEPII et, depuis 2013, membre du Haut Conseil des Finances Publiques ; Alain Ayong Le Kama est conseiller scientifique au plan urbanisme, construction et architecture (Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire) depuis 2009, membre du conseil scientifique du programme interdisciplinaire de recherche sur la ville et l'environnement du CNRS (depuis 2010) et président du conseil scientifique du service de l'observation et des statistiques du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire depuis 2014 ; Marc Baudry est co-responsable depuis 2013 du Programme « Prix du CO₂ et Innovation bas carbone » de la Chaire Economie du Climat ; Christophe Boucher est consultant auprès de nombreuses banques privées et sociétés de gestion d'actifs ; Michael Brei a été consultant auprès du Bureau International du Travail en 2013 et de la Banque des Règlements Internationaux (2016, 2017) ; Denis Carré a été expert auprès de la DATAR (2014), du Grand Paris (2014) et de la Région Ile-de-France (2015, 2016) ; Virginie Coudert est conseiller scientifique à la Banque de France ; Patricia Crifo est co-responsable de la Chaire FDIR, membre du Conseil Économique pour le Développement Durable (CEDD) depuis 2009, du comité des experts de la fondation Connaissance des énergies depuis 2011 et du comité du label ISR depuis 2016 ; Gilles de Truchis est consultant auprès du Ministère de la Défense ; Anne-Laure Delatte est membre

nommée du conseil scientifique de la Fondation Banque de France depuis 2014 et directrice adjointe du CEPIL depuis 2016 ; Pierre-André Jouvét a assuré la présidence du conseil scientifique de la Chaire Economie du Climat, est expert auprès de la Fondation de la Recherche pour la Biodiversité et membre expert de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (Ministère de la transition écologique et solidaire) ; Rachidi Kotchoni est membre du comité scientifique de l'Observatoire de la Francophonie Economique ; Eric Langlais participe depuis 2015 aux travaux du Comité de Pilotage « Droit et développement – Stratégie d'influence par le droit » du Ministère des affaires étrangères et du développement international et du Ministère de la justice ; Nadine Levratto est experte auprès de l'OCDE depuis 2013 et membre du comité d'orientation du *think tank* de BPI-France ; Alessandro Melcarne est administrateur de la compagnie italienne *Holding Energia Risorse Ambiente* (depuis 2017) ; Dominique Meurs est chercheuse associée à l'INED et co-dirige le programme de travail du CEPREMAP depuis 2015 ; Valérie Mignon est conseiller scientifique au CEPIL et membre du comité scientifique du Conseil Français de l'Energie depuis 2014 ; Benjamin Monnery est expert en évaluation dans le champ pénal auprès de la fondation Demeter (sous l'égide de la Fondation de France) ; Lionel Ragot est conseiller scientifique au CEPIL ; Aurélien Saïdi est membre titulaire de la commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires ; Laurence Scialom est responsable du pôle régulation financière du *think tank* Terra Nova, membre qualifiée de l'association *Finance Watch*, membre nommée du Conseil scientifique de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) depuis 2015 et de la Commission consultative épargnants de l'Autorité des Marchés Financiers depuis 2016 ; Yamina Tadjeddine est membre fondateur de l'Association Etudes Sociales de la Finance ; Sessi Tokpavi est consultant à *Famsa Investment* (Unigestion) au Luxembourg depuis 2012.

Par divers biais, les recherches menées par les membres d'EconomiX sont ainsi valorisées et développées *via* de nombreuses collaborations et partenariats, et par une participation très active au débat public. Cette dernière peut être attestée par les **multiples interventions effectuées auprès des médias**. Nous en donnons la liste (non exhaustive) dans l'annexe 4A, mais mentionnons ici des interventions récurrentes et très fréquentes auprès de l'AGEFI, Alternatives Economiques, BFM Business, Boursorama, France Culture, France Inter, La Tribune, Le Monde, Les Echos, Libération, Mediapart, Radio Classique, Xerfi Canal. Soulignons aussi les auditions régulières de Laurence Scialom auprès du Sénat et de l'Assemblée Nationale.

1.3.1.3 Formation par la recherche

1.3.1.3.1 Politique doctorale

EconomiX accorde une attention toute particulière à l'encadrement des doctorants et mène à ce titre une politique très active (cette politique est détaillée dans l'annexe 4A). Le **séminaire doctorants** se tient deux fois par mois et réunit l'ensemble des doctorants de l'unité, les membres « seniors » pouvant également y assister. Au cours de chaque séance, un doctorant présente un article qui est discuté par un membre confirmé du laboratoire et par un membre « junior ». Deux autres doctorants ont la charge de lire l'article avant le séminaire afin de poser quelques questions en séance avant la discussion générale avec la salle.

Outre la tenue de ce séminaire, EconomiX a mis au point dès 2007 une **offre de formation** destinée aux doctorants en début de thèse. Il s'agit à la fois d'approfondir leurs connaissances techniques, leurs compétences professionnelles et leurs savoirs disciplinaires. Cette offre de formation, d'un volume de 90 heures CM pour la partie relative aux enseignements, est actualisée régulièrement et fait partie intégrante de la charte du doctorant d'EconomiX. En accord avec cette charte, les 30 crédits que doivent valider les doctorants en plus des 150 crédits correspondant à la thèse afin d'obtenir le diplôme de doctorat se répartissent comme suit : 15 crédits pour le suivi d'enseignements, 5 crédits pour le suivi de *lectures* données par les professeurs invités et 10 crédits de participation à la vie du laboratoire (participation obligatoire aux séminaires « lunch » et doctorants, participation à l'organisation de colloques/workshops/journées d'axes organisés par EconomiX et à l'activité de *refereeing* pour les Documents de Travail EconomiX, présentation à des colloques/workshops/séminaires, publications sous la forme d'articles dans des revues à comité de lecture et/ou de documents de travail). Cette charte permet ainsi une forte implication des doctorants à l'activité du laboratoire, tout en leur garantissant un encadrement de qualité et un suivi régulier de leur travail.

A ce titre, EconomiX a mis en place en 2012 un **comité de suivi des doctorants**. Cette procédure, effective dès la première année de thèse, a pour objectif d'effectuer un point régulier sur l'avancement de la thèse et mettre fin à d'éventuelles difficultés. Ce comité (composé du représentant de l'économie à l'école doctorale, des responsables d'axes d'EconomiX, de la direction d'EconomiX, du chargé de mission « études doctorales » d'EconomiX, de deux membres suppléants (professeurs ou maîtres de conférences HDR)) examine les rapports intermédiaires des doctorants en fin de première et deuxième années afin de s'assurer du bon avancement de la thèse, examine le rapport final des doctorants en fin de troisième année et auditionne les doctorants demandant une dérogation (inscription en quatrième année ou plus) puis valide ou non la demande de dérogation, après concertation avec le directeur de thèse. En fin de première et de

deuxième années de thèse, les doctorants doivent ainsi présenter, sous la forme d'un rapport intermédiaire, l'avancement de leurs travaux. L'objectif est de vérifier que le projet se déroule correctement et de proposer, le cas échéant, des pistes d'amélioration. Ces bilans sont l'occasion de faire un point non seulement sur le plan scientifique, mais aussi sur l'intégration des doctorants au sein du laboratoire et sur les actions mises en place pour leur projet professionnel. En fin de deuxième année, l'échéance de la soutenance doit être discutée pour planifier le travail restant à accomplir et soutenir dans les délais impartis. Si un délai supplémentaire s'avère nécessaire, il faut l'acter dès ce moment, et les doctorants demandant une dérogation doivent remettre au préalable un rapport final avant le 31 mai de l'année correspondant à la troisième année de thèse. Les bilans du comité de suivi se font par écrit et sont transmis aux doctorants et à leur directeur de thèse. Le comité de suivi peut proposer une rencontre avec le doctorant et le directeur de thèse si nécessaire.

EconomiX a mis en place un dispositif de **soutien financier** spécifique pour les doctorants. Ces derniers bénéficient d'une procédure simplifiée qui leur permet de demander à tout moment des financements individuels, sans avoir à passer par la procédure normale d'appel d'offres à dates fixes. Les critères retenus pour attribuer le financement demandé sont : la qualité et la pertinence du colloque (ou de l'école d'été/d'hiver le cas échéant), la qualité et l'originalité du papier présenté, le dynamisme et l'implication du doctorant attestés par ses documents de travail, publications et communications (sauf pour un doctorant en début de thèse), l'avis du directeur de thèse.

Les résultats issus de l'application de cette politique menée en faveur des doctorants nous semblent très positifs. En effet, depuis sa mise en place, le **taux d'abandon des thèses est très faible, s'élevant à 7%**. Notons qu'il s'agissait principalement de thèses non financées, alors que la politique du laboratoire sur le quinquennal en cours est de n'inscrire que des thèses financées (sauf exception). A ce titre, il convient de souligner que face au nombre très insuffisant de contrats doctoraux ministériels (3 en 2017) comparativement au nombre de très bons étudiants de master souhaitant poursuivre en thèse, EconomiX est très actif dans la recherche de financements auprès d'autres partenaires. Ainsi, si l'on considère les thèses inscrites à EconomiX depuis janvier 2013, **92,3% des thèses sont financées**, ce qui nous semble être un point très positif. Les financements proviennent des contrats doctoraux ministériels (30,8%), d'autres types de contrats doctoraux (10,8%), des contrats de type CIFRE (29,2%), de bourses étrangères (9,2%) ou de salaires (12,3%). Une autre illustration, très nette, de l'apport de notre politique doctorale concerne la durée des thèses. Ainsi, alors que la **durée moyenne des thèses** avant la mise en œuvre de notre politique doctorale était de 4 ans et 10 mois, elle est désormais de **3,5 ans**.

Afin de favoriser l'**insertion professionnelle** des jeunes docteurs, ces derniers continuent d'être soutenus par EconomiX durant l'année universitaire qui suit leur soutenance : ils bénéficient ainsi d'un soutien matériel (bureau et ordinateur), mais aussi d'un soutien financier leur permettant de participer à des colloques ou d'effectuer des séjours de recherche à l'étranger. Bien que la politique de soutien au laboratoire ne soit pas le seul déterminant de l'insertion professionnelle de nos doctorants, il convient de noter qu'elle participe à une insertion que l'on peut juger très satisfaisante. Nos jeunes docteurs se répartissent de manière sensiblement égale entre emplois dans le milieu académique (53%) et le milieu « professionnel » (47%, entreprises privées et organismes et administrations) ; soulignons toutefois que lorsqu'ils ne sont pas employés dans le secteur académique, les docteurs d'EconomiX occupent très majoritairement des postes tournés vers les études et la recherche (voir tableau portant sur les thèses soutenues entre janvier 2013 et juin 2018 et le devenir des docteurs en annexe 4A).

1.3.1.3.2 L'articulation entre formation et recherche

EconomiX s'appuie sur une **offre de formation large et solide** en parfaite adéquation avec ses thématiques de recherche. Cette cohérence s'illustre dès le niveau L au travers de parcours préfigurant les mentions de Master. Si le nombre de mentions de Master a augmenté par rapport au quinquennal précédent, le nombre de parcours au sein des mentions s'est quant à lui resserré, afin de renforcer la cohérence des mentions et de parfaire leur lisibilité auprès des étudiants. Huit mentions de Master existent actuellement, dont six relèvent plus particulièrement du département d'économie, et sont listées dans le tableau ci-après.

Mentions de Master	Parcours de M2
Master Economie appliquée [Plus particulièrement en lien avec l'axe MIBEF]	Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture
Master Monnaie, banque, finance, assurance [Plus particulièrement en lien avec l'axe MIBEF]	Banque, monnaie et marchés Gestion des actifs
Master Economie de l'environnement, de l'énergie et des transports [Plus particulièrement en lien avec l'axe DDEE]	Economie de l'environnement Economie de l'énergie Modélisation prospective : économie environnement, énergie
Master Analyse et politique économiques [Plus particulièrement en lien avec l'axe DDEE]	Modélisation des décisions publiques Développement durable, entreprises et territoires
Master Economie du droit [Plus particulièrement en lien avec l'axe DIRIS]	Analyse et impact économiques du droit
Master Sciences économiques et sociales [Plus particulièrement en lien avec les axes MIBEF et DDEE]	Institutions, économie et société Histoire de la pensée économique Action publique, action sociale (a) Analyse du travail, organisation et gestion de l'emploi (a) Organisation de la santé et de la protection sociale (a)
Master Risque et environnement (b) [Plus particulièrement en lien avec l'axe DDEE]	Ingénierie statistique et économique de la finance, de l'assurance et du risque ; gestion des risques Ingénierie statistique et économique de la finance, de l'assurance et du risque ; statistique du risque
Master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (c)	Professorat des écoles

(a) : parcours gérés par l'UFR Sciences Sociales et Administration (SSA) ; (b) Master relevant des départements d'économie et de mathématiques & informatique ; (c) Master géré par le Service Universitaire de Formation des Maîtres.

La mention « Sciences économiques et sociales » reflète les collaborations entre les économistes et les sociologues, alors que la mention « Risque et environnement » témoigne de celles existant entre les économistes et les mathématiciens et informaticiens de l'UFR SEGMI. Pour le prochain quinquennal, une discussion est en cours concernant la création d'un master international dans lequel l'ensemble des enseignements serait dispensé en anglais. Des contacts ont été pris à ce sujet avec l'Université de Novossibirsk en vue de la mise en place d'un projet Erasmus +.

Dans un souci d'articulation renforcée entre formation et recherche, EconomiX accueille chaque année des étudiants de Master, voire quelques très bons étudiants de Licence, en stage. Ceux-ci participent à la vie du laboratoire et travaillent sur un projet de recherche qui doit déboucher, une fois pleinement abouti, sur la publication d'un document de travail.

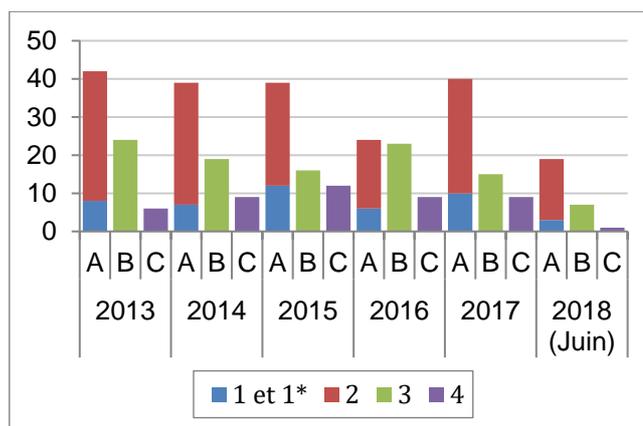
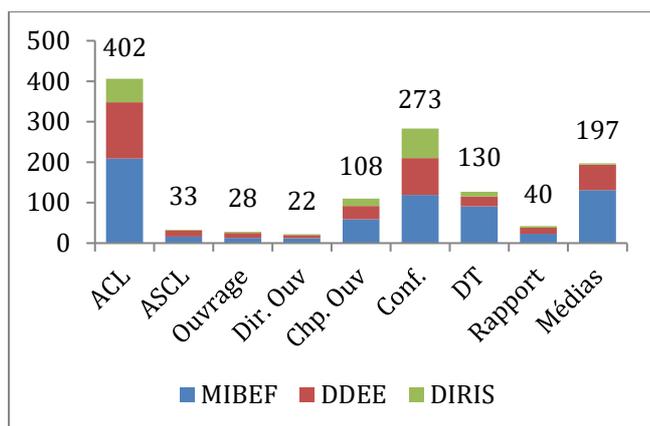
Notons enfin que, soucieux du devenir de ses étudiants et doctorants, EconomiX organise depuis 2017 en collaboration avec le département d'économie une manifestation annuelle intitulée « Les métiers de l'économiste ». Celle-ci met en relation les étudiants actuellement en licence et en master d'économie à l'Université Paris Nanterre avec les « anciens » étudiants et doctorants qui interviennent dans le cadre de sessions plénières et d'ateliers visant à leur présenter le métier qu'ils exercent. De telles rencontres sont l'occasion d'échanges fructueux permettant aux étudiants d'avoir une plus grande visibilité quant aux métiers auxquels ils peuvent prétendre à la suite d'une formation dans telle ou telle spécialité de l'économie.

1.3.2 Données chiffrées

En termes quantitatifs, on relève 402 articles publiés dans des revues à comité de lecture, 28 ouvrages, 22 directions d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues, 108 contributions à ouvrages collectifs, 130 documents de travail, 40 rapports de recherche et 273 contributions à des conférences.

Au-delà de ce bilan quantitatif et ainsi que nous l'avons précédemment souligné, les efforts menés en matière de politique scientifique ont conduit à une **très nette amélioration de la qualité des supports de publications**, comparativement au quinquennal précédent. S'agissant des publications dans les revues, 92% le sont dans des revues à comité de lecture et 88% d'entre elles sont référencées dans la catégorisation de la section 37 du Comité National. Parmi celles-ci, 87% des articles sont publiés dans des revues considérées comme de haut niveau (classées A et B par le HCERES). On constate, au vu du graphique ci-dessous que les membres d'EconomiX publient très majoritairement dans les revues de rang A, attestant de la dynamique très positive en matière de qualité des revues.

Production scientifique de l'unité



Production par axe selon la nomenclature HCERES

Publications CNRS et classification HCERES : revues

ACL : revue à comité de lecture, ASCL : revue sans comité de lecture, Dir. Ouv. : direction d'ouvrage ou de numéro spécial de revue, Chp. Ouv. : contribution à ouvrage collectif, Conf. : présentation à une conférence, DT : document de travail.

Publications des membres d'EconomiX au 30/06/2018 depuis janvier 2013 dans les revues classées par la section 37 du CNRS (et dans l'ensemble des revues à comité de lecture)

Rang CNRS	1*	1	2	3	4	Total
Nombre	1	45	157	104	46	353 (402)
AERES		A = 203		B = 104	C = 46	

Ce tableau tient compte uniquement des publications des membres du laboratoire (les publications des chercheurs associés ne sont pas comptabilisées). Par ailleurs, les publications des membres ayant quitté l'unité en cours de quinquennal ou étant arrivés en cours de quinquennal ne sont comptabilisées que sur leur période d'appartenance au laboratoire. Le total entre parenthèses tient compte de l'ensemble des revues à comité de lecture (référéncées par le CNRS, le HCERES ou les bases de données internationales) et non pas seulement de celles de la catégorisation de la section 37 du CNRS. Cela permet de donner une image complète des publications dans des revues très spécialisées ou relevant d'autres disciplines.

1.3.3 Faits marquants

Le contrat quinquennal 2013-2018 a été marqué par de nombreux événements, mentionnons ici les principaux faits marquants au niveau d'EconomiX dans son ensemble ; plusieurs d'entre eux faisant écho aux recommandations fournies par l'AERES dans son précédent rapport.

Restructuration des thématiques de recherche autour de trois axes. Le passage d'une structuration en six axes à un resserrement autour de trois axes en janvier 2016 répondait à un triple objectif : (i) renforcer la visibilité des points forts de l'unité, (ii) encourager les collaborations entre les membres du laboratoire et (iii) renforcer la dynamique d'inscription internationale de la production scientifique de l'unité tout en poursuivant les efforts menés en termes de valorisation de l'activité de recherche. Cette nouvelle structuration a fait l'objet d'une réflexion collective approfondie, autour d'échanges et discussions entre l'ensemble des membres du laboratoire. Il s'agit d'un fait marquant dans la mesure où certains axes étaient « hérités du passé », reflétant une tradition qu'EconomiX souhaite conserver tout en faisant évoluer l'affichage de ses points forts autour des dynamiques à l'œuvre sur la période récente.

Saut qualitatif dans les supports de publication. L'amélioration de la qualité des supports de publication constitue indéniablement un fait marquant du quinquennal en cours et une illustration de la politique scientifique du laboratoire. Ainsi, alors que durant le quinquennal précédent, les membres du laboratoire publiaient majoritairement dans des revues de rang B, la dynamique s'est inversée dans le cadre du présent quinquennal puisque la majeure partie des articles publiés le sont désormais dans des revues de rang A. Le pourcentage d'articles publiés dans des revues de rang A est presque deux fois supérieur à celui prévalant lors du contrat précédent, ce qui nous semble être un point remarquable.

Organisation de manifestations de grande ampleur. EconomiX a organisé plus de 80 conférences et workshops, souvent de dimension internationale. Au niveau de l'unité dans son ensemble, outre l'organisation de la 34^e édition de l'*International Symposium on Money, Banking and Finance Annual meeting of the European Research Group* et l'édition 2016 de l'*International Conference on Applied Business and Economics* qui ont rassemblé plusieurs centaines de chercheurs et enseignants-chercheurs, l'organisation de la troisième édition des Nocturnes de l'économie a marqué le quinquennal. Ces Nocturnes, organisées avec les Journées de l'économie (JECO) en partenariat avec la BRED et l'Association française de science économique (AFSE), se sont déroulées le 30 mars 2017 à l'Université Paris Nanterre

et ont connu un vif succès puisque près de 800 participants, essentiellement des étudiants en économie, des chercheurs et enseignants-chercheurs, ainsi que des acteurs du monde public, étaient réunis à cette occasion. Cette troisième édition des Nocturnes de l'économie était consacrée au retour des frontières et au possible arrêt dans le processus de mondialisation en cours. Cette question a été abordée dans le cadre d'une table ronde animée par Jean-Marc Vittori, journaliste et éditorialiste au quotidien *Les Echos*, dans laquelle, après les allocutions d'ouverture prononcées par le Président de l'Université Paris Nanterre, Jean-François Balaudé, et Pascal Le Merrer, Président des Journées de l'économie, sont intervenus : Vincent Aussilloux, Directeur du Département économie-finances de France Stratégie ; Sylvie Goulard, Députée européenne ; Sébastien Jean, Directeur du Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) ; Olivier Klein, Directeur Général de la BRED et Professeur d'économie et finance à HEC ; Lionel Ragot, Professeur d'économie à l'Université Paris Nanterre, membre d'EconomiX et Conseiller scientifique au CEPII ; Laurence Scialom, Professeure d'économie à l'Université Paris Nanterre, membre d'EconomiX, responsable du pôle finance de Terra Nova et membre du Conseil scientifique de l'ACPR.

Dynamisme des recrutements. Sur le quinquennal en cours, sans compter les post-doctorants et les doctorants, EconomiX a recruté 26 membres permanents. Parmi ceux-ci figurent 20 chercheurs et enseignants-chercheurs : 4 professeurs, 12 maîtres de conférences, 2 chargés de recherche CNRS et 2 PAST. Un nouveau professeur est en outre attendu pour la rentrée 2018. S'agissant des maîtres de conférences, il nous paraît important de souligner que les candidats que nous avons classés en premier sur les différents postes sont ceux que nous avons effectivement accueillis, alors même que nombre d'entre eux étaient aussi classés en première position dans d'autres universités, y compris franciliennes. Le recrutement de deux chargés de recherche CNRS au cours d'un même quinquennal nous semble également être un événement marquant, alors même qu'EconomiX doit faire face à la concurrence très vive des laboratoires situés dans Paris *intra-muros*. Ces recrutements sont à mettre au crédit de la mobilisation active des membres de l'unité et de la visibilité et la renommée du laboratoire qui contribuent évidemment à sa forte attractivité. A ces arrivées de collègues chercheurs et enseignants-chercheurs s'ajoute le recrutement de 6 ingénieurs, techniciens et administratifs : un administrateur des systèmes d'information (AI, CNRS), une gestionnaire financière et comptable (TCN, CNRS), une ingénieure d'études en production et analyse de données (IE, CNRS), un ingénieur de recherche en traitement et analyse de bases de données (IR, CNRS), une adjointe en gestion administrative (ATRF, Université) et un ingénieur chargé des partenariats et des coopérations internationales (Ingénieur d'études, Université). Ces arrivées au niveau du personnel d'appui à la recherche ont contribué à la restructuration de l'équipe ITA/BIATSS, en favorisant le travail en équipe afin d'assurer la continuité du service en cas d'absence de l'un des membres. Cela est apparu d'autant plus nécessaire que, durant l'année 2016, suite au départ de l'agent gestionnaire comptable et financier, le poste est resté vacant pendant près de quatre mois, ce qui a engendré des problèmes de fonctionnement et une charge de travail supplémentaire considérable pour l'équipe ITA/BIATSS déjà fortement sollicitée. Le renouvellement d'une partie de l'équipe ITA/BIATSS a ainsi permis une réorganisation aujourd'hui pleinement efficace grâce à l'implication de chacun.

Réussites aux concours. Plusieurs recrutements résultent de la réussite aux concours de collègues. Ainsi, sur le quinquennal en cours, 8 de nos collègues maîtres de conférences ont accédé au statut de professeur et ont été nommés dans d'autres universités, en vertu de la politique de non recrutement interne du laboratoire. Une chargée de recherche CNRS a accédé au grade de directrice de recherche CNRS en 2016. Concernant le personnel ITA, le secrétaire général de l'unité a accédé à la première classe du corps des ingénieurs d'études CNRS. En complément de ces réussites relatives aux membres permanents, les résultats très positifs concernant le placement des jeunes docteurs du laboratoire doivent aussi être soulignés (voir tableau du devenir des docteurs en annexe 4A).

Professeurs invités. La volonté d'EconomiX de poursuivre son développement à l'international, notamment au travers de collaborations et partenariats, est marquée par le nombre important de professeurs invités accueillis au sein du laboratoire sur le quinquennal en cours. Depuis janvier 2013, EconomiX a ainsi reçu 102 professeurs invités provenant d'une vingtaine de pays différents. La venue de ces collègues permet des collaborations fructueuses sous la forme de rédaction d'articles, mais est aussi l'occasion de monter des projets au niveau international et de créer des partenariats institutionnels. A titre d'exemple, un projet de convention est en cours avec les universités de Turin et de Prague en vue de l'établissement d'un programme doctoral coordonné dans le domaine de l'économie du droit.

Renforcement de la communication. Durant le quinquennal en cours, EconomiX a accordé une attention toute particulière au développement de sa politique de communication afin de renforcer la visibilité de l'unité. Cela peut être illustré par trois faits marquants : la création de la lettre externe du laboratoire, la refonte du site internet de l'unité et la participation active des membres d'EconomiX dans les médias. La lettre externe a été créée en 2013 et trois numéros sont publiés chaque année. Dans cette lettre figurent une chronique sur un sujet en prise avec l'actualité, un aperçu des manifestations organisées par le laboratoire (compte-rendu des événements passés et agenda des manifestations à venir), les informations relatives au personnel, etc. Cette lettre est diffusée au sein du milieu académique, mais aussi

auprès des professionnels, assurant ainsi une large visibilité de l'activité de l'unité. Le nouveau site internet d'EconomiX a été mis en ligne en septembre 2017 et comprend une multitude d'informations relatives à nos activités en matière de séminaires, de colloques, de venues prochaines de professeurs invités, de publications, d'interventions dans les médias, etc. Sur ce dernier point, il est à souligner de nombreuses interventions des membres du laboratoire dans les médias, vecteur qui, à côté des publications académiques, contribue à assurer une diffusion auprès d'un large public des travaux et activités de l'unité.

1.4 Organisation et vie de l'unité

1.4.1 Données chiffrées

Conformément aux recommandations du HCERES, les données demandées figurent dans le fichier Excel « Données du contrat en cours ».

1.4.2 Pilotage, animation, organisation de l'unité

1.4.2.1 Organisation

Comme précédemment mentionné, EconomiX est structuré autour de **trois axes** qui assurent l'animation scientifique et la représentation des différentes spécialités et sensibilités dans le processus de décision de l'unité. Il est à noter que les axes ne sont pas autonomes d'un point de vue budgétaire, la répartition des moyens au sein de l'unité étant en effet indépendante de la logique des axes et s'effectuant selon une procédure d'appels à projets (voir *infra*).

1.4.2.2 Pilotage

La gestion du laboratoire, ainsi que la prise de décisions afférentes, se réalisent dans une structure de gouvernance distribuée sur quatre niveaux. Le premier niveau est celui du **directoire** regroupant la direction de l'unité et les responsables des trois axes de recherche du laboratoire. Cette structure se réunit environ une fois par mois et assiste la direction dans les principales prises de décision (examen des réponses aux appels d'offre internes, des demandes de soutien de doctorants, etc.). Les décisions plus structurelles sont discutées en **conseil de laboratoire**, qui constitue le deuxième niveau de l'organisation d'EconomiX. Il est composé de 21 membres (voir règlement intérieur du laboratoire en annexe 1.2), se réunit à fréquence élevée dès qu'une décision importante doit être prise, illustrant une volonté appuyée de discussion et concertation. Le troisième niveau est l'**assemblée générale** de tous les membres d'EconomiX qui se réunit une fois par an. Enfin, au quatrième niveau, un **comité d'agrément** (le conseil de laboratoire restreint aux chercheurs et enseignants-chercheurs) se réunit deux fois par an pour examiner les demandes d'adhésion et délibérer sur le statut des membres de l'unité de recherche compte tenu des critères d'appartenance définis dans le règlement intérieur du laboratoire (voir annexe 1.2). Les comptes-rendus de toutes les réunions, y compris celles du directoire, sont systématiquement diffusés à l'ensemble des membres de l'unité.

1.4.2.3 Affectation des ressources : budget et appels à projets

Le budget du laboratoire (dotation des tutelles) est divisé en deux parties. La première partie sert à financer les moyens de base et garantit la mise à disposition, par l'unité, d'un poste de travail à chacun des membres et des doctorants. La seconde sert à financer missions, organisations de manifestations (colloques, workshops, séminaires, journées...), vacations et achats dédiés à la recherche. Cette partie est distribuée sur la base d'**appels à projets internes** biannuels sélectionnés par le directoire — qui rend des avis motivés et publics — en fonction de leurs retombées attendues et du potentiel scientifique de l'équipe proposant le projet. Cette procédure vise à permettre une décentralisation raisonnée de la dépense, selon une flexibilité conciliant la gestion des évolutions thématiques et une planification des dépenses ainsi que la réalisation d'arbitrages intertemporels.

Au sein du directoire, les projets sont d'abord évalués de manière indépendante par deux rapporteurs. A cette fin, un formulaire en ligne sur l'intranet est utilisé, dans lequel le rapporteur doit justifier ses appréciations en vertu de critères préalablement définis (originalité du projet et contribution au progrès des connaissances scientifiques, clarté et vérifiabilité des objectifs, pertinence des méthodes et des techniques utilisées, adéquation des ressources humaines et matérielles déjà disponibles et/ou requises, capacité de l'équipe proposée à mener à bien le projet). Les rapports ainsi établis sont ensuite utilisés en séance pour décider, projet par projet, du financement attribué. Un avis motivé est transmis aux porteurs de projets et les résultats des délibérations sont rendus publics. Les responsables d'axe sont amenés à entrer en contact avec les responsables des projets refusés ou ayant fait l'objet de restrictions budgétaires importantes pour les aider à améliorer leur projet. Une procédure analogue au *revise and resubmit* des revues internationales est ainsi pratiquée entre les appels à projets. Une fois un budget attribué à un projet, le groupe-projet et son responsable bénéficient d'une très large autonomie dans l'utilisation effective de leur budget. Cela permet aux collectifs bénéficiaires des projets une grande

réactivité et une grande liberté dans la mise en œuvre de leur stratégie scientifique. Les réattributions de crédits dépendent des résultats constatés.

En complément à ce dispositif, a été instauré en janvier 2012 un système « petits déplacements » visant à financer la participation à un colloque non nécessairement adossé à un projet. Ajoutons que le laboratoire a mis en place un dispositif spécifique de soutien direct en faveur des doctorants pour leur financer soit des formations (en début de thèse), soit des participations à des colloques leur permettant de valoriser leurs travaux, soit des séjours dans des laboratoires à l'étranger. Là aussi, ces moyens sont attribués en fonction de la qualité scientifique des projets soumis au directoire et du potentiel des candidats : en moyenne, une mission est financée par doctorant chaque année avec de fortes disparités liées à la volonté de permettre aux plus dynamiques d'entre eux de valoriser pleinement leur travail.

Signalons aussi que les groupes de travail qui se forment en dehors des projets financés par la procédure d'appel d'offres interne sont également rendus visibles au sein du laboratoire, en accord avec le directoire. Cet affichage du travail réalisé au sein d'EconomiX permet de favoriser les collaborations futures *via* la diffusion de l'information concernant les initiatives et la dynamique de recherche des membres de l'équipe, et d'anticiper sur l'évolution des programmes de recherche et les éventuelles demandes de soutien financier à venir.

1.4.2.4 Animation scientifique « interne »

Outre les appels à projets internes présentés ci-dessus, l'animation scientifique de l'unité repose sur divers séminaires réguliers. Au niveau d'EconomiX dans sa globalité, deux séminaires fédèrent l'ensemble du laboratoire. Le **séminaire « lunch »**, organisé à raison d'une séance d'une heure toutes les deux semaines, est un séminaire interne dans lequel les chercheurs du laboratoire présentent leurs travaux devant l'ensemble des membres d'EconomiX. Cette formule bénéficie d'un succès important, une cinquantaine de chercheurs d'EconomiX assistant de façon très régulière au séminaire. En alternance avec le séminaire « lunch » a lieu le **séminaire doctorants** (une heure toutes les deux semaines) dans lequel les doctorants présentent leurs travaux devant les autres doctorants du laboratoire, les seniors qui souhaitent y assister et deux discutants (un senior et un junior). A la fin de l'année universitaire, les doctorants remettent un prix à celui d'entre eux ayant réalisé la meilleure présentation lors du séminaire. Mentionnons aussi le séminaire « jeunes chercheurs » accueillant à chaque campagne de recrutement entre 16 et 20 candidats au *job market*.

En plus de ces séminaires transversaux, citons les **séminaires réguliers organisés au sein des axes**. Outre le groupe « Crises et nouvelles régulations financières » qui se réunit tous les 15 jours et le groupe « Jeunes économètres » réunissant une vingtaine de membres tous les mois, l'axe MIBEF fonctionne sur le principe de journées, avec trois rendez-vous organisés chaque année : les tables rondes de la macro-finance contemporaine, les journées d'économétrie financière et les doctoriales en macroéconomie internationale et économétrie financière. L'axe DDEE héberge quant à lui un séminaire qui se réunit toutes les deux semaines et un groupe de travail autour de l'économie comportementale se réunissant à la même fréquence. Le séminaire LIEN (*Law, Institutions and Economics in Nanterre*), bimensuel, est le séminaire de l'axe DIRIS fédérant les membres travaillant en économie du droit. Deux autres séminaires réguliers sont hébergés par l'axe DIRIS, le séminaire « Economies du monde musulman » et le séminaire « Analyse et Modélisation des Interactions Sociales » réunissant économistes et mathématiciens travaillant sur les questions d'interactions sociales entre agents ou groupes d'agents. A ces séminaires, il convient d'ajouter les conférences et workshops récurrents, décrits dans le bilan de chaque axe.

1.4.2.5 Communication interne et externe

1.4.2.5.1 Communication interne

L'un des principaux outils de communication au sein du laboratoire est le **site internet** (comprenant un intranet et un extranet) conçu, développé et administré par Frédéric Lebiet. L'utilisation de l'intranet est quotidienne et devenue indispensable pour l'ensemble des membres du laboratoire, dans la mesure où celui-ci comprend de multiples outils : (i) gestionnaire d'appels à projets internes (soumission des projets, évaluation par le directoire et affichage des résultats) ; (ii) gestionnaire des demandes de soutien à destination des doctorants (soumission des demandes, évaluation par le directoire et affichage des résultats) ; (iii) gestionnaire des publications en ligne permettant aux membres du laboratoire de renseigner régulièrement leurs publications et de les indexer automatiquement selon la catégorisation du CNRS ; (iv) système permettant aux membres du laboratoire de créer et de mettre à jour leurs pages personnelles, *etc.* Outre les sections traditionnelles (activités, publications, documents de travail, pages personnelles, ...), le site public inclut une section « Recrutement » destinée à rendre publique la politique de recrutement en économie à l'Université Paris Nanterre et sa mise en œuvre.

La **lettre d'information du laboratoire**, conçue par Nasam Zaroualete, est diffusée électroniquement de façon hebdomadaire à l'ensemble des membres et comprend de multiples informations utiles comme les appels à

communications, l'annonce de séminaires, l'annonce d'appels d'offres et de prix, les soutenances de thèses à venir, les offres d'emplois, la publication de documents de travail, *etc.*

1.4.2.5.2 Communication externe

Outre le site internet entièrement revu, vitrine de l'activité scientifique de l'unité, et la **lettre externe du laboratoire** (voir *supra*), un dernier vecteur de communication est plus spécifiquement dévolu à la visibilité des résultats obtenus par les membres d'EconomiX dans leurs recherches : il s'agit de la série de **documents de travail** qui a été mise en place en 2006 avec une procédure de double référé interne et rapide. Succédant à Michael Brei et Antoine Rebeyrol, puis à Jean-Pierre Allegret et Eliane El Badaoui, ce sont désormais Eliane El Badaoui et Ouarda Merrouche qui assurent la gestion de cette activité, assistées de Nasam Zaroualeta. Les documents de travail sont non seulement disponibles à partir du site du laboratoire, mais sont aussi consultables sur HAL et sur la base de données des *Research Papers in Economics* (RePEc) gérée par l'Université du Connecticut (USA), ce qui contribue à accroître la visibilité des auteurs et d'EconomiX au plan international. De façon générale, EconomiX s'inscrit dans la politique menée par l'Université Paris Nanterre en matière d'*open access* puisque l'unité a fait partie des laboratoires pilotes dans le cadre de la mise en place du nouveau portail HAL de l'établissement.

1.4.3 Parité

Si l'on considère uniquement les membres permanents de l'unité, la répartition est la suivante : 40% de femmes et 60% d'hommes ; le ratio femmes / hommes parmi les enseignants-chercheurs et chercheurs de l'unité étant égal à 0,74. EconomiX s'efforce de favoriser la parité et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A titre d'exemple, la direction de l'unité est assurée par une femme, de même que la responsabilité d'un des axes et de la série des documents de travail d'EconomiX. Les femmes sont aussi impliquées dans l'animation des séminaires et journées d'axes du laboratoire : ce sont ainsi des femmes qui organisent (ou co-organisent) le séminaire LIEN, le groupe de travail en économie comportementale, le séminaire sur les crises et les nouvelles régulations financières, les tables rondes de la macro-finance contemporaine, les journées d'économétrie financière, les doctoriales en macroéconomie internationale et économétrie financière, *etc.*

1.4.4 Intégrité scientifique

EconomiX accorde une attention toute particulière au respect de l'intégrité scientifique. A titre d'exemple, une réunion est organisée, à l'initiative de la direction de l'unité et du responsable des études doctorales au sein d'EconomiX, de façon systématique à chaque rentrée universitaire avec les nouveaux doctorants de l'unité. Cette réunion vise non seulement à présenter aux doctorants les moyens mis en œuvre par le laboratoire à leur destination, les principales étapes de la thèse, *etc.*, mais aussi quelques règles de base en matière de déontologie. Ils sont ainsi mis en garde contre le plagiat et sont informés des règles à respecter lors du processus de soumission d'articles (pas de soumission simultanée du même article à plusieurs revues).

Une doctorante de l'unité a vu un de ses chapitres de thèse plagié : une large partie des développements figurant dans ce chapitre a en effet été publiée dans le cadre d'un document de travail d'un laboratoire étranger en 2016. EconomiX s'est immédiatement mobilisé et a pris contact avec le service juridique de l'Université pour violation de la propriété intellectuelle. A l'issue de la procédure, une solution à l'amiable a pu être trouvée avec le laboratoire étranger, consistant en une modification de nombreux passages du document de travail et une reconnaissance de l'antériorité du travail réalisé par la doctorante d'EconomiX.

Du fait de la nature empirique d'un grand nombre de travaux réalisés au sein de l'unité, les membres d'EconomiX sont aussi très sensibilisés à la question des données. Afin de permettre la répliquabilité des études réalisées, la plupart des membres du laboratoire mettent à disposition de la communauté scientifique les bases de données construites ainsi que les programmes informatiques qu'ils ont élaborés. Ce matériel est notamment fourni lors du processus de soumission des articles auprès de revues à comité de lecture et/ou accessible en ligne à partir des pages personnelles des membres du laboratoire.

1.4.5 Protection et sécurité

Dans le cadre de la démarche qualité, un contrat de service a été signé avec la Délégation Ile-de-France Ouest et Nord du CNRS, permettant de formaliser les engagements de la délégation à apporter aux unités un service performant et de qualité. Les Instituts s'engagent également à pérenniser des emplois dits clés afin de ne pas interrompre l'activité de l'unité.

S'agissant de l'hygiène et la sécurité, aucun accident ni incident n'est survenu dans l'unité. EconomiX n'est pas sujette aux risques majeurs, le principal risque étant lié au travail sur poste informatique. A ce titre, il convient de mentionner qu'une attention est portée à l'ergonomie des postes de travail informatiques. Un de nos ingénieurs d'études, Abdou

Rabba, a été nommé assistant prévention (ACMO) et a, à ce titre, réalisé un cahier visant à relever les problèmes liés à la sécurité et la santé sur le lieu de travail. Plusieurs enseignants-chercheurs ont par ailleurs suivi une formation leur permettant d'assurer les gestes de première urgence en cas de nécessité.

1.5 Analyse SWOT

1.5.1 Points forts

Une **structure de gouvernance transparente fonctionnant très efficacement et de façon collégiale**. Notre architecture autour de quatre niveaux (directoire, conseil de laboratoire, assemblée générale, comité d'agrément) permet une prise de décision très rapide et toujours collégiale. Ainsi que le soulignait l'AERES dans son précédent rapport, ce mode de pilotage original « *conjugue parfaitement les exigences d'efficacité dans la gouvernance des moyens et de collégialité dans la prise de décision tout en respectant la diversité des missions de recherche et d'encadrement doctoral poursuivies par l'unité.* »

Une **attribution des financements sur la base d'une procédure d'appels à projets**. Les axes ne disposent pas de budget spécifique et le financement de la recherche s'effectue sur la base d'un appel à projets interne lancé deux fois par an. Comme mentionné par l'AERES dans son précédent rapport, cela « *constitue, selon les membres du comité d'experts, un modèle d'efficacité au service d'une politique incitative pilotée par les projets de recherche et non par les structures de recherche dont devraient s'inspirer les autres unités de recherche en France.* »

Une **structuration de la recherche reflétant la richesse des travaux tout en affichant les points forts de l'unité**. Le resserrement de l'organisation de la recherche autour de trois axes permet de mettre en évidence la diversité des travaux menés au sein du laboratoire, tout en affichant son identification forte sur les thématiques liées à la macroéconomie, la finance, l'économétrie, l'environnement, l'énergie, la théorie économique et l'économie du droit. Nous avons ainsi renforcé l'un des points forts souligné par l'AERES dans son précédent rapport, à savoir « *l'impression d'une réelle homogénéité scientifique, mais aussi le sentiment qu'EconomiX est bien une unité capable d'organiser ses recherches de manière efficace en répartissant la diversité de ses forces autour de projets mobilisateurs.* » De même, cette nouvelle structuration de la recherche permet « *de renforcer les synergies de compétences entre les axes, mais aussi entre les théoriciens, les modélisateurs et les économètres, afin de favoriser les avancées, l'originalité, la portée des recherches, voire les ruptures scientifiques.* » (rapport AERES, 2007-2012).

Une **très forte amélioration de la qualité des supports de publication**. La « *forte amélioration quantitative et qualitative s'agissant des articles publiés dans les revues internationales* » relevée par l'AERES dans son rapport précédent est très fortement renforcée puisque près de 60% des articles sont publiés dans des revues de rang A (contre 34% en 2007-2012).

Le maintien de la **politique de non primo-recrutement interne et la forte attractivité du laboratoire**. Notre politique de non primo-recrutement interne s'avère très bénéfique pour nos jeunes docteurs qui bénéficient d'une excellente insertion professionnelle, mais aussi pour les maîtres de conférences de l'unité puisque huit d'entre eux sont devenus professeurs dans d'autres universités sur le quinquennal en cours. Grâce aux nombreux recrutements d'enseignants-chercheurs et de deux chercheurs CNRS, la pyramide des âges du laboratoire est désormais pleinement favorable. Ces recrutements témoignent de la très vive attractivité du laboratoire, point fort renforcé par le fait que les candidats que nous avons classés en première position sur les différents postes sont ceux que nous avons effectivement accueillis, alors même que nombre d'entre eux étaient aussi classés premiers dans d'autres universités, y compris franciliennes.

Une **politique doctorale très active**. Outre la procédure spécifique de soutien financier aux doctorants, le séminaire doctorants, l'existence d'une formation doctorale développée, d'un comité de suivi des thèses et d'une charte du doctorant EconomiX permettent à l'unité d'afficher des performances en matière d'encadrement doctoral et de production des thèses pleinement satisfaisantes. Ce point fort, déjà mis en exergue par l'AERES dans son précédent rapport, s'est vu renforcé dans le quinquennal en cours avec (i) la volonté de n'inscrire que des thèses financées, (ii) un taux d'abandon très faible et (iii) une durée moyenne des thèses égale à 3,5 ans. Les doctorants sont aussi très fortement impliqués et pleinement intégrés dans le laboratoire, avec (i) une participation active à l'organisation des manifestations, (ii) de nombreuses collaborations avec les membres « seniors » de l'unité sous la forme de co-écritures d'articles et de participation à des projets de recherche, mais également (iii) dans la prise de décision puisque ceux-ci sont consultés dans le cadre de diverses procédures les concernant.

Une **importante valorisation et diffusion de la recherche ainsi que de nombreuses et riches interactions avec l'environnement économique et social**. EconomiX organise de façon très régulière divers séminaires, workshops et colloques nationaux et internationaux, qui ont conduit l'unité à inviter un grand nombre de scientifiques internationaux en complément de l'accueil des nombreux professeurs invités. EconomiX participe également très activement au débat public et a de nombreux partenariats avec des institutions académiques et du monde professionnel, constituant

« indiscutablement un point fort de cette unité. Nombreux sont les membres de l'unité qui irriguent de manière variée le monde économique et les pouvoirs publics en apportant leur expertise. » (rapport AERES, 2007-2012). Ces interactions s'illustrent aussi par la très vive activité contractuelle de l'unité, permettant notamment la part croissante des financements de type CIFRE pour nos doctorants et venant ainsi pallier en partie la pénurie de contrats doctoraux.

1.5.2 Points à améliorer

Si EconomiX a une activité contractuelle très dynamique et a obtenu de bons résultats en matière de projets ANR au cours du quinquennal, il reste à poursuivre les efforts en matière de réponse aux **appels d'offres internationaux**, en particulier européens. Des résultats encourageants sont d'ores et déjà à souligner avec la participation active de l'unité à un projet Jean Monnet et la réussite d'un de nos jeunes collègues auprès de l'équivalent polonais de l'ANR, mais il convient de renforcer cette dynamique. L'accueil des très nombreux professeurs invités, en encourageant les collaborations internationales et les échanges sous la forme d'invitations réciproques à l'étranger des membres d'EconomiX, doit permettre de favoriser les réponses aux appels d'offres européens. Plusieurs projets sont en cours dans ce sens, en particulier autour des thématiques de macroéconomie et finance internationales et d'économétrie, ainsi que dans le champ de l'économie du droit. L'ancrage du laboratoire dans les réseaux d'excellence à l'échelle internationale est clairement un objectif prioritaire du quinquennal à venir.

1.5.3 Possibilités offertes par le contexte

Les nombreux **recrutements** effectués lors du quinquennal 2013-2018 ont permis d'accentuer les points forts d'EconomiX sur ses champs « historiques » (macroéconomie, finance, économétrie, environnement, énergie), mais aussi de renforcer des thématiques relativement jeunes au sein de l'unité (économie du droit, économie des inégalités) ou de faire émerger de nouvelles dynamiques (économie comportementale, économie expérimentale, économie du risque). La diversité des recrutements et l'arrivée des nouveaux collègues permettent d'étendre le réseau d'EconomiX, non seulement au niveau national, mais aussi international. Plusieurs des collègues recrutés lors du quinquennal en cours étaient en effet en poste à l'étranger ou avaient effectué un post-doctorat à l'international, ce qui doit permettre au laboratoire de renforcer des liens existants ou d'en nouer de nouveaux avec des partenaires internationaux. Il s'agit d'une réelle opportunité dont EconomiX a commencé à se saisir lors du quinquennal en cours et qui doit se poursuivre, notamment en vue du montage de projets européens et internationaux.

En complément de la diversité géographique des nouveaux collègues recrutés, l'accueil des nombreux professeurs invités à EconomiX contribue à atteindre l'objectif d'insertion dans les **réseaux d'excellence à l'échelle internationale**. Ces facteurs permettent de renforcer les collaborations scientifiques internationales, y compris pour les doctorants de l'unité, et de favoriser la mobilité externe des membres du laboratoire au travers de séjours de recherche des jeunes chercheurs et des membres « seniors » au sein des grands pôles de recherche économique étrangers, tant dans les universités que dans les institutions et organisations internationales, les services de recherche des banques centrales ou encore certains *think tank*.

Le développement des collaborations internationales, couplé aux collaborations porteuses induites par le resserrement des axes du laboratoire permettant une meilleure exploitation des points forts, sont en outre de nature à renforcer la co-écriture d'articles et accroître le nombre de **publications dans les revues les mieux classées**.

1.5.4 Risques liés au contexte

L'un des principaux risques liés au contexte réside dans la concurrence de plus en plus forte à laquelle sont soumis les laboratoires en économie, notamment dans le paysage francilien. Pour y faire face, EconomiX doit poursuivre et renforcer sa politique de recrutement afin d'attirer les meilleurs chercheurs et enseignants-chercheurs. La politique mise en œuvre par l'unité depuis plusieurs années (non primo-recrutement interne, *job seminar*, recrutement à l'international, etc.) va clairement dans ce sens, avec, nous semble-t-il, une réelle attractivité du laboratoire.

Cette attractivité du laboratoire, ainsi que sa politique visant à promouvoir la recherche au plus haut niveau ne doivent pas être obérées par les restrictions budgétaires auxquelles les tutelles doivent faire face et les responsabilités sans cesse croissantes exercées par les membres de l'unité. Les restrictions budgétaires, notamment au niveau de la tutelle universitaire, se traduisent depuis deux années consécutives par un non pourvoi de plusieurs postes vacants d'enseignants-chercheurs. Pour la rentrée 2018, un seul professeur sera recruté, alors que cinq postes sont vacants. Lors de la rentrée précédente (2017), seule la moitié des six postes vacants a été publiée.

Même si EconomiX comprend parfaitement les contraintes auxquelles sont soumises les tutelles et contribue à leur allègement en ne demandant pas la publication de tous ses emplois, ce non pourvoi des postes alourdit inévitablement la charge de travail, déjà conséquente, des collègues en poste. Ainsi, les responsabilités de nombre de collègues ne cessent de progresser et l'accumulation des tâches collectives « obère le temps de recherche et rend plus difficiles qu'ailleurs les

coopérations scientifiques internationales et les séjours de recherche à l'étranger », comme cela était déjà souligné par l'AERES dans son rapport précédent.

Ces incertitudes quant aux moyens humains au niveau des enseignants-chercheurs et chercheurs s'accompagnent également d'incertitudes relatives au personnel administratif et ingénieur. Il serait ainsi très difficile pour EconomiX de devoir faire face à (i) une politique de mutualisation des personnels ITA et/ou BIATSS et (ii) de leur non remplacement en cas de réussite aux concours ou de mutation.

EconomiX espère ainsi que ses efforts visant à promouvoir une recherche au meilleur niveau ne seront pas entravés par un environnement difficile et sur lequel l'unité n'a pas de prise.

1.6 Projet scientifique à cinq ans

Pour le quinquennal à venir, EconomiX ambitionne de consolider et conforter sa place de tout premier plan parmi les unités de recherche en économie. A cette fin, l'unité poursuivra sa politique scientifique en cours en vue de renforcer ses points forts, et concentrera ses efforts sur les points à améliorer et les opportunités liées au contexte décrits dans l'analyse SWOT réalisée ci-dessus.

1.6.1 Structuration et effectifs permanents de l'unité

En termes de structuration, EconomiX consolidera son articulation de la recherche autour des trois axes adoptés en janvier 2016, à savoir « Macroéconomie internationale, banque et économétrie financière » (MIBEF), « Développement durable, environnement et énergie » (DDEE) et « Droit, institutions, réglementation et interactions stratégiques » (DIRIS). Les effectifs permanents pour le prochain quinquennal sont reportés dans le tableau ci-dessous, suivis en section 1.6.2 d'une description sommaire des principales thématiques qui seront abordées ; ces dernières étant détaillées dans la partie relative à chacun des axes.

MIBEF	DDEE	DIRIS
<i>Professeurs, maîtres de conférences et chercheurs CNRS</i>		
Hamza Bennani	Alain Ayong Le Kama	Andreea Cosnita-Langlais
Christophe Blot	Marc Baudry	Eliane El Badaoui
Christophe Boucher	Noémi Berlin	Ludovic Julien
Michel Boutillier	Marc Brunetto	Eric Langlais
Michael Brei	Bénédicte Coestier	Alessandro Melcarne
Cécile Couharde	Patricia Crifo	Benjamin Monnery
Dramane Coulibaly	Magali Dumontet	Rémy Oddou
Gilles de Truchis	Johanna Etner	Saïd Souam
Anne-Laure Delatte	Florent Fremigacci	Messaoud Zouikri (IR)
Elena Dumitrescu	Meglana Jeleva	
Balazs Egert	Pierre-André Jouvét	
Laurent Ferrara	Fatih Karanfil	
Pauline Gandré	Nadine Levratto	
Rachidi Kotchoni	Fabienne Llense	
Ouarda Merrouche	Paolo Melindi-Ghidi	
Valérie Mignon	Dominique Meurs	
Antoine Rebeyrol	Luc-Désiré Omgba	
Jean-Guillaume Sahuc	Fabien Prieur	
Aurélien Saïdi	Lionel Ragot	
Laurence Scialom	Olivier Renault	
Fabrice Tricou	Alice Nicole Sindzingre	
Remzi Uctum	Elisabeth Tovar	
Xi Yang (IE)		

MIBEF	DDEE	DIRIS
<i>Professeurs émérites et Directeur de recherche CNRS émérite</i>		
Michel Aglietta Carlo Benetti Christian Bidard Jean Cartelier Bernadette Madeuf Georges Prat	Gilles Rotillon	Olivier Favereau
<i>Appui à la recherche</i>		
Frédéric Hammerer, secrétaire général Catherine Héréüs, adjointe en gestion administrative Jacqueline Lahmani Frédéric Lebiet, administrateur des systèmes d'information Abdou Rabba, informaticien, administrateur systèmes d'information et réseaux Alinh Rin-Tybenszky, gestionnaire comptable et financière Véronique Robin, secrétariat et gestion des missions Henrique Rodas, chargé des partenariats et des coopérations internationales Nasam Zaroualete, secrétariat de direction Xi Yang, ingénieur d'études en production et analyse de données Messaoud Zouikri, ingénieur de recherche en traitement et analyse de bases de données		

1.6.2 Orientations, objectifs et thématiques scientifiques

Comme indiqué précédemment, la structuration de la recherche autour de trois axes sera maintenue, avec des collaborations inter-axes qui seront développées. S'agissant des projets de recherche à proprement parler, plusieurs travaux sur lesquels EconomiX a acquis une réputation et une expertise reconnues depuis de nombreuses années seront poursuivis et approfondis. A ces travaux, s'ajouteront, dans chacun des axes, l'investigation de nouvelles thématiques, nées de collaborations inter-axes, de recrutements récents ou encore de l'émergence de nouveaux sujets liés à l'évolution du contexte économique. Nous décrivons ci-après de façon sommaire ces projets de recherche, ceux-ci étant présentés de façon plus approfondie dans les parties relatives aux projets des trois axes.

L'axe **MIBEF** inscrira ses recherches dans l'objectif de comprendre les mécanismes des évolutions réelle et financière de l'économie mondiale, en poursuivant non seulement un but académique en termes de publications dans les meilleures revues, mais aussi avec le souci de contribuer au débat public et répondre aux interrogations des organisations internationales. S'inscrivant dans la continuité des recherches en cours tout en investiguant de nouveaux champs, le projet de l'axe MIBEF se structure autour des quatre thématiques suivantes :

- En *macroéconomie et finance internationales*, les travaux relatifs aux taux de change seront poursuivis et approfondis, de même que ceux concernant les matières premières et les migrations internationales. L'analyse des politiques économiques fera l'objet d'un vaste programme de recherche avec des travaux sur les réformes structurelles, les politiques monétaires et leurs liens avec les bulles sur les actifs, les effets des politiques non conventionnelles, etc. Les travaux sur l'impact macroéconomique de l'incertitude seront également approfondis, de même que ceux récemment initiés sur les effets macroéconomiques du changement climatique. Clairement, le projet de l'axe en macroéconomie et finance internationales s'inscrit dans la continuité de ses points forts, puisqu'il porte sur des thématiques pour lesquelles EconomiX est pleinement reconnu, tout en renforçant la collaboration inter-axes, notamment avec l'axe DDEE.
- S'agissant des travaux en *monnaie, banque et intermédiation financière*, le programme de recherche est là aussi très riche avec l'étude du comportement et des stratégies des banques internationales et des banques centrales, l'analyse des paradis fiscaux, la question des risques financiers et des crises financières, etc. Au-delà de ces questions sur lesquelles les compétences d'EconomiX sont connues de longue date, de nouvelles thématiques seront également investiguées autour de l'intérêt social de la finance, thématique — qui s'inscrira dans la pluridisciplinarité — dont l'actualité est criante et pour laquelle il est crucial de contribuer au débat public.
- Les travaux croisant *théorie économique fondamentale, histoire de la pensée économique et philosophie économique* seront poursuivis. Plus spécifiquement, les recherches s'inscriront dans la continuité des travaux menés depuis de nombreuses années sur l'économie classique, mais elles s'orienteront aussi vers de nouvelles questions relatives aux échanges monétaires intertemporels, aux notions d'équilibre, etc., avec notamment un renforcement des collaborations avec sociologues et philosophes.
- Concernant l'*économétrie financière*, thématique pour laquelle EconomiX a une tradition de recherche de longue date, l'axe poursuivra ses travaux tant au niveau empirique que théorique. Les travaux sur les liens entre cycle financier et

cycle économique seront ainsi développés et approfondis, de même que ceux portant sur la dynamique des variables financières, la microstructure des marchés et les processus anticipatifs. Au niveau méthodologique, les recherches porteront sur la détection de sauts, l'analyse des phénomènes de persistance (y compris au niveau de la volatilité), le développement d'estimateurs des phénomènes de mémoire longue, le développement de tests de spécification et de causalité dans des panels hétérogènes ou encore, en économétrie des séries temporelles, l'extension de vraisemblance empirique au traitement des *continuums* de conditions de moments.

L'axe **DDEE** prolongera et approfondira ses recherches dans le cadre des quatre thématiques structurant ses travaux :

- S'agissant de la première thématique, *environnement, ressources naturelles et énergie*, les travaux futurs se déplaceront des questions d'atténuation du changement climatique vers celles de l'adaptation à une telle évolution. Outre la poursuite des recherches sur la malédiction des ressources, les projets viseront ainsi à étudier les effets du changement climatique sur les migrations, ainsi que sur la santé. Ils auront également pour objet d'investiguer les relations entre conflits liés aux ressources et migrations. Enfin, des recherches relatives à l'ingénierie climatique en tant que solution de dernier recours face aux dommages climatiques seront menées.
- Au sein de la thématique *entreprises, innovations et travail*, les travaux sur les performances économiques des firmes seront poursuivis et étendus au cas des territoires métropolitains. Des recherches seront également développées visant à (i) étudier les mesures destinées à encourager et déployer la RSE au niveau individuel et (ii) analyser les effets des brevets et des soutiens publics sur le développement des innovations « bas carbone ». Dans le champ du travail, une large partie des travaux traitera des questions d'inégalités et de discriminations.
- La thématique *population, inégalités et santé* centrera ses recherches autour de deux objectifs. Il s'agira tout d'abord d'approfondir les travaux relatifs aux inégalités-discriminations et au secteur de la santé en proposant notamment de nouvelles mesures des inégalités de genre. Ensuite, un vaste programme de recherche sera développé sur les migrations internationales, en synergie avec les travaux menés au sein de l'axe MIBEF. L'objectif sera d'analyser les impacts économiques des migrations sur les pays d'accueil, de s'intéresser à l'intégration des immigrés et d'étudier les politiques sélectives.
- Les travaux relatifs à la thématique *économie comportementale et incertitudes* seront centrés sur l'étude de l'efficacité des politiques publiques en matière d'incitation à la prévention des risques, de protection de l'environnement, de lutte contre la fraude et les discriminations. Une large place sera accordée à l'approche expérimentale et à la pluridisciplinarité, via la mise en place de la plateforme expérimentale PREDIR.

L'axe **DIRIS** poursuivra ses recherches dans la continuité des travaux antérieurs, dans les champs de l'économie de la concurrence, du droit, et des institutions. Plus spécifiquement, trois grandes thématiques structurent le projet de l'axe pour le prochain quinquennal :

- S'agissant de la première thématique, *droit, accès à la justice et systèmes judiciaires*, les travaux de l'axe porteront sur (i) l'analyse théorique et empirique du fonctionnement et des décisions des tribunaux et l'évaluation de l'efficacité de la justice et de son impact sur la société et les marchés, (ii) l'économie de la criminalité avec l'étude de la récidive et l'analyse dynamique de l'objectif des politiques de lutte contre la criminalité, et (iii) la responsabilité civile au travers de l'étude des risques émergents.
- Dans le domaine *institutions, droits, croissance et développement*, trois types de recherches seront réalisés. Se situant à l'intersection de l'économie des institutions, du développement et de la famille, il s'agira (i) d'évaluer l'impact de la migration interne sur la productivité du travail, (ii) d'analyser les relations entre capital social et bonheur au niveau individuel dans un contexte multiconfessionnel institutionnalisé, et (iii) d'étudier le comportement de ménages agricoles en matière de consommation et d'offre de travail à travers l'approche collective. Par ailleurs, mêlant nouvelle économie politique et économie des institutions, une partie des travaux traitera de l'économie politique des réformes dans les pays en voie de développement, de l'analyse de la gouvernance des entreprises et de l'importance de l'économie informelle. Enfin, les travaux articulant économie du droit et nouvelle économie politique seront poursuivis autour des comportements politiques et du contrôle citoyen, ainsi que ceux portant sur les relations entre idéologies, marché politique et évolution du code pénal et des politiques pénales.
- Concernant le champ *réglementation, concurrence et interactions stratégiques*, il s'agira d'analyser les défaillances de marchés liées aux comportements imparfaitement concurrentiels et leurs implications, ainsi que les politiques publiques susceptibles de remédier aux inefficacités engendrées par les comportements non coopératifs sur les marchés. Enfin, au croisement entre l'économie du droit et l'économie industrielle, les recherches sur l'efficacité de l'action entreprise par les autorités publiques de la concurrence seront poursuivies avec l'objectif de fournir des recommandations pour améliorer la qualité de sa mise en œuvre.

1.6.3 Politique scientifique et mise en œuvre

Pour le prochain quinquennal, afin (i) d'asseoir sa place parmi les tous premiers centres de recherche en économie, (ii) de consolider et pérenniser pleinement ses points forts, (iii) d'atteindre ses objectifs sur les points à améliorer et (iv) de saisir les opportunités liées au contexte, EconomiX ambitionne de poursuivre et renforcer ses objectifs clés :

Publier dans les meilleures revues à comité de lecture dans les champs de recherche du laboratoire en poursuivant en parallèle l'incitation à publier dans les revues généralistes d'excellence en économie. Il s'agit ici de renforcer la tendance qualitative à l'œuvre dans le quinquennal en cours, ayant vu une multiplication quasiment par 2 du nombre d'articles publiés dans des revues de rang A. Ces efforts doivent bien entendu se perpétuer, avec non seulement la poursuite de l'activité très dynamique de publication dans les revues de rang 2 mais également une progression du nombre d'articles publiés dans les revues de rang 1. Pour cela, il conviendra de renforcer les croisements fructueux à l'œuvre entre économistes appliqués et théoriciens inter et intra-axes, mais aussi de développer de façon plus systématique la réalisation d'articles avec les nombreux professeurs invités accueillis au sein de l'unité.

Renforcer la politique d'attractivité du laboratoire, *via* une **politique de recrutement basée sur une exigence de qualité**. EconomiX entend ici poursuivre sa politique de non-primos recrutement interne et concentrer ses efforts sur le recrutement de chercheurs CNRS. A cette fin, l'unité développera sa politique « proactive » visant à repérer de potentiels candidats et à élaborer avec eux leur projet de recherche en vue du concours. Outre les recrutements d'excellente qualité effectués par l'unité lors du quinquennal 2013-2018 pour les enseignants-chercheurs, une telle politique a également donné de très bons résultats pour les chercheurs CNRS puisque deux chercheurs ont été recrutés pour le contrat en cours (en plus de la réussite d'une collègue au concours de directeur de recherche CNRS).

Poursuivre la **politique de soutien et d'encadrement des doctorants**, grâce aux diverses procédures mises en place (séminaire doctorants, dispositif de soutien financier spécifique, formation doctorale, comité de suivi). L'objectif est de poursuivre les efforts soutenus en matière d'incitation à publier pour les doctorants, de durée des thèses (3,5 ans en moyenne), d'insertion professionnelle des jeunes docteurs de l'unité et de financement des thèses. Sur ce dernier point, face à l'insuffisance très forte du nombre de contrats doctoraux pour pouvoir satisfaire les demandes de doctorat des meilleurs étudiants de deuxième année de master, EconomiX mène une politique très active afin d'obtenir des financements de type CIFRE. Si l'on ne considère que la dernière année pleine, c'est-à-dire l'année 2017, cette politique s'avère très concluante puisque, sans compter les contrats doctoraux ministériels, ce sont 6 contrats CIFRE qui ont été obtenus (ANIA, BNP Paribas, BPI France, Institut Friedland (2), Yakman), plus 2 autres contrats du même type (Chaire Economie du Climat, Centre Scientifique et Technique du Bâtiment). La politique doctorale constitue indéniablement un des points forts de l'unité et nous ambitionnons de la renforcer *via* un développement de nos partenariats, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau international. A ce titre, la démarche initiée visant à élaborer un programme doctoral coordonné avec plusieurs universités européennes (coopération avancée à ce jour avec les Universités de Turin et de Prague) en vue de favoriser la mobilité des doctorants et des chercheurs et d'obtenir des financements sera menée à terme.

Poursuivre la politique d'attribution des moyens *via* la **procédure d'appels à projets internes**. Cette politique ayant été reconnue comme un réel point fort de l'unité, EconomiX entend évidemment la perpétuer. Outre le fait qu'une telle stratégie d'attribution des moyens contribue naturellement à la dynamique très positive déjà soulignée en matière de publications, elle favorise l'élaboration de projets de recherche fédérateurs et l'émergence de projets innovants autour de dynamiques collectives. L'objectif sera donc de consolider ces dynamiques collectives, autour des trois axes de l'unité.

Développer les **relations internationales du laboratoire** grâce à l'accueil des nombreux professeurs invités et au recrutement des jeunes collègues enseignants-chercheurs, chercheurs et post-doctorants. Il s'agira ici de poursuivre l'objectif en matière de partenariats étrangers et d'insertion dans les réseaux internationaux d'excellence. A cette fin, EconomiX ambitionne de mettre pleinement à profit la venue des professeurs invités en vue du montage de projets communs, notamment au niveau européen. De tels projets sont en cours d'élaboration et il convient naturellement de veiller à leur aboutissement. Ces efforts seront aussi alimentés par les réseaux des nouveaux collègues recrutés qui, mis en relation sur des thématiques proches, doivent permettre de renforcer les dynamiques à l'œuvre.

De façon liée, renforcer le **dynamisme de l'activité contractuelle** du laboratoire. Cela passe par la poursuite de l'obtention de contrats de type CIFRE pour nos doctorants, mais aussi par le développement de partenariats autour d'études, d'expertises et de projets de recherche auprès des secteurs public et privé. L'objectif est ici d'accroître la visibilité de l'activité du laboratoire et ainsi contribuer à la valorisation des recherches menées, mais aussi de développer les ressources propres de l'unité face à un contexte budgétaire en restriction. A cette fin, la politique de réponse aux appels d'offres doit être développée. Outre les nombreuses initiatives individuelles de la part des membres du laboratoire, la stratégie mise récemment en place avec l'ingénieur d'études en charge des partenariats et coopérations internationales

à EconomiX consistant à (i) participer aux salons, forums et manifestations afin d'identifier et « démarcher » les partenaires potentiels en fonction de leurs thématiques d'intérêt et (ii) les mettre en relation de façon ciblée avec des groupes de chercheurs travaillant sur ces thématiques au sein de l'unité doit se poursuivre.

Développer la **politique de communication** de l'unité. Des efforts très importants ont été réalisés en la matière au cours du présent contrat. Ainsi que nous l'avons souligné, une lettre externe du laboratoire a été créée en 2013 et est très largement diffusée au sein de la sphère académique et du monde professionnel, à raison de trois numéros par an. Le site web de l'unité a également été entièrement rénové, permettant une meilleure visibilité et lisibilité de nos activités et produits de la recherche, de même que l'abonnement aux flux RSS afin d'être informé en temps réel des mises à jour effectuées sur le site. Enfin, la très forte implication de nombreux membres du laboratoire au sein du débat public et leurs très fréquentes interventions dans les médias contribuent naturellement à cette politique de communication. Les efforts doivent être poursuivis, autour notamment de la création d'un compte *twitter*.

2 AUTOEVALUATION DE L'AXE MIBEF

2.1 Présentation de l'axe

2.1.1 Effectifs

Au niveau des permanents, 39 membres seniors (dont 6 émérités) ont fait partie de l'axe Macroéconomie Internationale, Banque et Econométrie Financière (MIBEF) sur la période d'évaluation et sont listés dans le tableau ci-dessous. Les listes des autres membres de l'axe figurent en annexe 1.

Nom	Prénom	D / A	Statut
Aglietta	Michel		PREM
Allegret	Jean-Pierre	D 31/08/2017	PR
Benetti	Carlo		PREM
Bennani	Hamza	A 01/09/2015	MCF
Bidard	Christian		PREM (2013)
Bignon	Vincent	D 31/12/2015	MCF
Blot	Christophe	A 01/09/2017	PAST
Boucher	Christophe	A 01/09/2015	PR
Boutillier	Michel		PR
Bouvatier	Vincent	D 31/08/2017	MCF
Brei	Michael		MCF
Cartelier	Jean		PREM
Coudert	Virginie	D 31/08/2017	PAST
Couharde	Cécile		PR
Coulibaly	Dramane		MCF
de Bandt	Olivier	D 31/08/2017	PAST
De Truchis	Gilles	A 01/09/2015	MCF
Delatte	Anne-Laure	A 01/09/2013	CR
Dumitrescu	Elena	A 01/09/2013	MCF
Égert	Balázs		PAST
Ferrara	Laurent		PAST

Fontaine	Philippe	D 31/12/2013	PR
Gandré	Pauline	A 01/09/2017	MCF
Havrylchyk	Olena	D 31/08/2014	MCF
Kotchoni	Rachidi	A 01/09/2016	MCF
Madeuf	Bernadette		PREM (2016)
Merrouche	Ouarda	A 01/09/2016	PR
Mignon	Valérie		PR
Musy	Olivier	D 31/08/2015	MCF
Prat	Georges		DREM (2013)
Raymond	Hélène	D 09/05/2017	PR (décès)
Rebeyrol	Antoine		PR
Sahuc	Jean-Guillaume	A 01/09/2017	PAST
Saïdi	Aurélien		MCF
Scialom	Laurence		PR
Tadjeddine	Yamina	D 31/08/2016	MCF
Tokpavi	Sessi	D 31/08/2016	MCF
Tricou	Fabrice		MCF
Uctum	Remzi		CR
D : départ au cours du quinquennal (date de départ)			
A : arrivée au cours du quinquennal (date d'arrivée)			

2.1.2 Objectifs, thèmes et structuration de la recherche

Les travaux menés au sein de l'axe MIBEF s'articulent autour de quatre thématiques : Macroéconomie et finance internationales ; Monnaie, banque et intermédiation financière ; Histoire de la pensée et théorie économique ; Econométrie financière.

La thématique *Macroéconomie et finance internationales* s'intéresse aux effets des chocs externes et internes sur la dynamique des pays avancés, émergents et en développement. Plus particulièrement, les questions d'intérêt sont les suivantes : comment les conditions extérieures (conditions de financement dans le monde, fluctuations des prix des matières premières, ...), mais également les politiques économiques menées influencent-elles les économies et les interdépendances réelles et financières à l'échelle internationale ? Les effets des chocs restent-ils semblables ou varient-ils au fil du temps ? Les pays sont-ils exposés de la même façon aux chocs ou certains sont-ils plus vulnérables que d'autres ? Disposent-ils des mêmes marges de manœuvre ou certains sont-ils plus résilients que d'autres ? Quelles en sont les implications pour l'action publique ?

Les travaux développés dans la thématique *Monnaie, banque et intermédiation financière* s'inscrivent dans le renouvellement de l'économie monétaire, financière et bancaire dans la période post-crise. Les analyses menées prennent ainsi en compte de nouvelles dimensions permettant une meilleure compréhension des canaux, formes et mécanismes de l'instabilité financière et bancaire, des transformations de la sphère financière et des instruments et architectures institutionnelles susceptibles de structurer l'action publique de stabilisation de la finance.

Les recherches menées dans la thématique *Histoire de la pensée et théorie économique* se structurent autour de thèmes qui renvoient à des questionnements majeurs d'économie politique, à savoir la monnaie, l'économie de marché (formation des prix) et l'économie capitaliste ou salariale (formation des revenus). Ces recherches se distinguent par un souci constant de confronter les analyses de textes et les études des contextes à l'histoire des théories économiques. Cette

démarche déborde les strictes frontières de l'économie politique, en s'étendant à des perspectives de philosophie économique et d'analyse croisée entre histoire de la pensée économique et histoire des sciences sociales.

Les travaux développés au sein de la thématique *Econométrie financière* s'articulent autour de trois thèmes de recherche qui ont pour objectif commun de mieux comprendre le fonctionnement des économies financiarisées et qui présentent, en conséquence, une forte dimension appliquée. Une première série de travaux vise à mieux comprendre l'instabilité financière et la prise de risque au niveau des marchés et des institutions financières. Une deuxième cherche à expliciter les interactions entre les développements macroéconomiques et les dynamiques observées sur les marchés de capitaux. Enfin, une dernière série de travaux présente une dimension plus méthodologique avec le développement de nouvelles méthodes et de nouveaux outils quantitatifs.

Certaines des recherches menées au sein de l'axe MIBEF se structurent autour de groupes de travail internes. Le groupe *Crises et nouvelles régulations financières* a été créé, dès janvier 2008, avec pour objectif de développer un savoir collectif partagé par les membres d'EconomiX intéressés par l'analyse de la crise financière (étude des mécanismes de cette crise, de sa spécificité et gravité relativement à d'autres crises financières du XX^{ème} siècle, etc.). Ce groupe de travail, arrivé à maturité sur la période 2013-2018, est un lieu de soutien et d'amélioration des travaux des chercheurs. Organisé autour de séances de présentation de l'état des savoirs, d'articles, de chapitres d'ouvrages et de travaux de thèse, l'objectif est de susciter des collaborations entre chercheurs d'EconomiX (juniors et seniors) et de favoriser la production d'articles et d'ouvrages, ainsi que de participer au débat public sur les nouvelles régulations financières. Les recherches menées en Histoire de la pensée et théorie économique sont organisées autour de deux séminaires : (i) le premier est consacré aux travaux s'inscrivant dans une perspective néo-ricardienne et associe des collègues français et étrangers, (ii) le second « *séminaire exploitation* » s'est constitué autour d'une collaboration interdisciplinaire entre économistes (d'EconomiX) et philosophes (de Sophiapol) de l'Université Paris Nanterre, intéressés autant par un retour sur la théorie marxienne que par les développements contemporains des théories de la justice. Enfin, le groupe des « Jeunes économètres », créé en septembre 2016, réunit une vingtaine de membres autour de questions relatives à l'économétrie des séries temporelles.

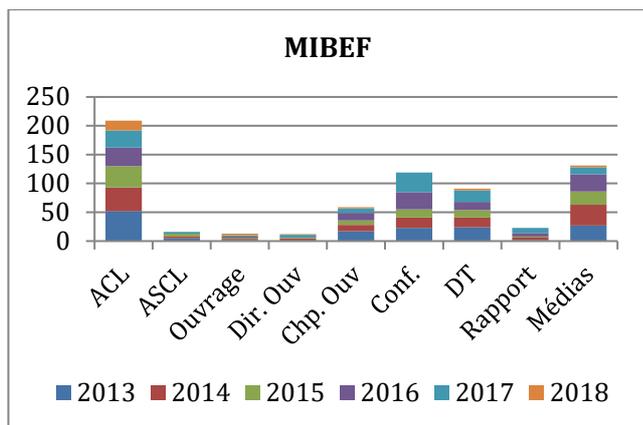
2.2 Produits et activités de recherche : bilan scientifique

2.2.1 Données chiffrées

Sans compter les nombreuses interventions dans les médias (131 interventions), la production scientifique de l'axe est schématiquement répartie comme suit : 42% pour les publications dans des revues à comité de lecture, 15% pour la publication d'ouvrages (y compris direction d'ouvrages et contributions à ouvrages collectifs), 17% pour les documents de travail, 22% pour la participation à des conférences en France et à l'étranger, le reste concernant la publication de rapports (voir annexe 4B).

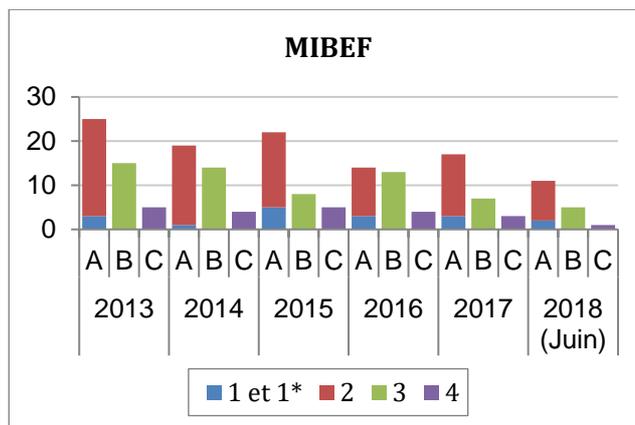
S'agissant des articles, 93% sont publiés dans des revues à comité de lecture. En outre, près de 60% d'entre eux sont publiés dans des revues à comité de lecture qui se rangent dans le haut des différents classements (catégorie A de la liste HCERES ; rangs 1*, 1 et 2 de la catégorisation du CNRS). A l'aune de ces classements, on note par ailleurs une progression continue depuis 5 ans de la qualité des supports de publications : 24% des publications étaient de rang 2 en 2013, contre 48% en 2017; cette progression s'est accompagnée d'une réduction des publications dans les revues de rangs 3 et 4. Les publications dans les revues de rang 1*/1 représentent environ 9% du total. Certes, des progrès sont encore possibles concernant ces dernières revues mais la plupart des thématiques abordées dans cet axe concernent des domaines où la concurrence en France et à l'étranger est plus rude : les questions traitées sont en effet le plus souvent des questions d'actualité sur lesquelles réfléchissent de façon intensive la communauté scientifique, ainsi que les administrations économiques et les organisations internationales elles-mêmes.

Production scientifique de l'axe MIBEF



Production selon la nomenclature HCERES

ACL : revue à comité de lecture, ASCL : revue sans comité de lecture, Dir. Ouvv : direction d'ouvrage ou de numéro spécial de revue, Chp. Ouvv : contribution à ouvrage collectif, Conf. : présentation à une conférence, DT : document de travail.



Publications CNRS et classification HCERES : revues

Publications des membres de l'axe MIBEF au 30/06/2018 depuis 2013 dans les revues classées par la section 37 du CNRS (et dans l'ensemble des revues à comité de lecture)

Rang CNRS	1*	1	2	3	4	Total
Nombre	1	16	91	62	22	192 (209)
HCERES	A = 108			B = 62	C = 22	

Ce tableau tient compte uniquement des publications des membres du laboratoire (les publications des chercheurs associés ne sont pas comptabilisées). Par ailleurs, les publications des membres ayant quitté l'unité en cours de quinquennal ou étant arrivés en cours de quinquennal ne sont comptabilisées que sur leur période d'appartenance au laboratoire. Le total entre parenthèses tient compte de l'ensemble des revues à comité de lecture (référéncées par le CNRS, le HCERES ou les bases de données internationales) et non pas seulement de celles de la catégorisation de la section 37 du CNRS. Cela permet de donner une image complète des publications dans des revues très spécialisées ou relevant d'autres disciplines.

2.2.2 Principaux résultats des recherches menées au sein de l'axe

Le détail des recherches est présenté en isolant les quatre thématiques qui structurent les travaux menés au sein de l'axe MIBEF. L'essentiel des travaux publiés y est recensé, la présentation est organisée autour de thèmes majeurs afin d'en faciliter la lecture et de montrer la cohérence des recherches réalisées, compte tenu de la diversité et la richesse des thèmes abordés.

2.2.2.1 Macroéconomie et finance internationales

Thème 1. Déséquilibres mondiaux, flux de capitaux et rééquilibrage

L'une des tendances inquiétantes ayant accompagné la crise financière mondiale a été l'aggravation des déséquilibres de balances courantes dans certaines des plus grandes économies du globe. Divers travaux au sein de l'axe analysent dans quelle mesure les déséquilibres observés sont des manifestations de distorsions sous-jacentes de la politique économique (B. Egert et R. Kierzenkowski, 2014 ; V. Mignon et B. Gnimassoun, 2015, 2016 ; JP. Allégret et A. Sallenave, 2014). L'apparition et la persistance d'importants déséquilibres externes ont suscité de nouveaux débats sur le rôle des taux de change dans les processus d'ajustement des balances des paiements. Plusieurs analyses revisitent les hypothèses traditionnelles concernant la répercussion des variations de taux de change dans les prix des produits échangés (B. Egert et J. Rustam, 2014 ; O. de Bandt et T. Razafindrabe, 2014 ; A. Lopez Villavicencio et V. Mignon, 2017). L'analyse du rôle du taux de change comme mécanisme de rééquilibrage a permis à certains travaux de s'intéresser aux expériences des pays émergents et de les distinguer de celles des économies en développement (C. Couharde et A. Sallenave, 2013 ; Z. Brixiova, B. Egert et E. Thouraya Hadj Amor, 2014 ; C. Grekou, 2013). La zone euro a été également marquée par l'apparition de mésalignements des taux de change et par une polarisation des soldes courants (D. Guerreiro et V. Mignon, 2013 ; V. Coudert, C. Couharde et V. Mignon, 2013 ; C. Couharde, S. Rey et A. Sallenave, 2016). Les déséquilibres extérieurs auxquels fait face la zone euro ont aussi alimenté le débat sur le fonctionnement au sein d'autres zones monétaires, comme la zone CFA, et de manière générale sur les régimes de change. Ainsi, quelles sont les modalités de convergence dans les autres régimes monétaires ? Quel rôle jouent le régime de change et la monnaie d'ancrage ? Telles sont les questions auxquelles ont cherché à répondre un nombre conséquent

de travaux (B. Gnimassoun, 2015 ; B. Gnimassoun et I. Coulibaly, 2014 ; JP. Allegret, E. Beker-Pucar et K. Josifidis, 2013 ; V. Coudert et P. Lez, 2015 ; V. Coudert, C. Couharde et V. Mignon, 2013 ; C. Couharde, I. Coulibaly et O. Damette, 2013 ; C. Couharde, I. Coulibaly, D. Guerreiro et V. Mignon, 2013 ; I. Coulibaly et B. Gnimassoun, 2013). Les tendances observées au niveau des comptes courants expliquent en partie la dynamique internationale des flux de capitaux. Une autre série de travaux examine les effets associés à l'intégration financière et la manière dont les pays émergents ont expérimenté, à leurs dépens, pendant et après la crise, les difficultés à maîtriser les flux de capitaux. Ils mettent en avant certaines caractéristiques du processus de libéralisation financière croissant de ces économies (V. Coudert, K. Hervé et P. Mabille, 2015 ; S. Boubakri, C. Couharde et H. Raymond, 2016), mais également les phénomènes d'instabilité qui l'ont accompagné (JP. Allegret et S. Azzabi, 2014). La hausse de l'intégration financière des pays émergents a comme corollaire l'exposition de leurs économies aux cycles internationaux. Dès lors, comment gérer la dépendance aux cycles financiers et la volatilité des flux de capitaux qui les accompagne ? JP. Allegret, E. Beker-Pucar et K. Josifidis (2013) et JP. Allegret, E. Beker-Pucar, C. Gimet et K. Josifidis (2014) montrent que les politiques monétaires pro-cycliques menées dans les pays émergents européens reposent sur les contraintes imposées par un degré élevé de *currency mismatch*. Le régime de change importe également : les pays à régime d'ancrage font en effet face à des obstacles pour mener une politique monétaire leur permettant de gérer le cycle de *boom-bust* des capitaux (JP. Allegret et A. Sallenave, 2015, 2017).

Thème 2. Fluctuations des cours des matières premières : quelles origines et quelles implications ?

Au cours de la décennie la plus récente, la volatilité des prix des matières premières s'est sensiblement accrue. M. Joëts, V. Mignon et T. Razafindrabe (2017) montrent que la crise financière de 2007-2009 a engendré un épisode sans précédent d'incertitude pour de nombreux prix des matières premières. Quelle est l'influence des cycles des cours des produits de base sur les résultats économiques de leurs exportateurs ? Comment des variables — comme le taux de change réel et les soldes courants — se comportent-elles au cours de ces cycles ? Comment les pays doivent-ils protéger leur économie de l'instabilité des cours ? Quelle est l'influence des fluctuations des cours sur les choix de politique économique et d'autres caractéristiques structurelles, comme le poids des exportations de produits de base dans l'économie ? Plusieurs travaux ont contribué à ce débat de diverses manières. Certains d'entre eux montrent tout d'abord que les fortes fluctuations du prix du pétrole ont une incidence à court terme sur les prix des autres matières premières (V. Brémond, E. Hache et M. Joëts, 2014). Dans un contexte de fortes fluctuations du prix du pétrole, d'autres travaux analysent le rôle particulièrement important joué par les mouvements du dollar (V. Coudert et V. Mignon, 2016). Ensuite, certaines recherches montrent que les conséquences des chocs de prix du pétrole sur les déséquilibres des comptes courants et les taux de change réels diffèrent selon leur nature ainsi que selon les caractéristiques structurelles des exportateurs de produits de base (JP. Allegret, V. Mignon, A. Sallenave, 2015 ; JP. Allegret, C. Couharde, D. Coulibaly et V. Mignon, 2014 ; V. Coudert, C. Couharde et V. Mignon, 2015, M. Dauvin, 2014 ; JP. Allegret, C. Couharde, V. Mignon et T. Razafindrabe, 2017). Enfin, les autres questions soulevées concernent le risque du « syndrome hollandais », lié à la découverte de ressources naturelles, ainsi que les réactions de politique économique face aux fluctuations générales des cours des produits de base pour les pays exportateurs (M. Dauvin et D. Guerreiro, 2017 ; JP. Allegret et M. T. Benkhodja, 2014 ; JP. Allegret et M. T. Benkhodja, 2015 ; D. Coulibaly, LD. Omgba et H. Raymond, 2017 ; B. Carton, D. Coulibaly et M. Pourroy, 2016).

Thème 3. Conséquences des politiques économiques engagées

La conjonction d'une croissance faible, de déficits budgétaires persistants ainsi que des engagements futurs et éventuels élevés qui résultent du vieillissement des populations et de la fragilité des secteurs financiers ont fortement exacerbé les craintes concernant la viabilité des finances publiques dans les pays avancés. L'expérience de la zone euro a ainsi mis en lumière l'existence d'un cercle vicieux lié à l'interdépendance entre crise bancaire et crise de la dette souveraine (JP. Allegret, H. Raymond et H. Rharrabi, 2016, 2017). La question d'un seuil d'endettement public au-delà duquel les perspectives de croissance économique à moyen terme sont gravement compromises intéresse également les économistes, à la fois en raison du niveau d'endettement sans précédent de nombreux pays avancés et des conséquences pour l'accumulation de dette dans tous les pays. Si au-delà d'une certaine valeur du ratio dette publique/PIB la croissance est menacée, la priorité absolue devient alors de descendre en dessous de ce seuil. En revanche, s'il n'existe pas de point de basculement bien défini, comme le montrent les travaux de B. Egert (2015), les gouvernements seront sans doute tentés de privilégier la croissance plutôt que la réduction des taux d'endettement. La faiblesse persistante de la croissance et le rétrécissement de la marge de manœuvre macroéconomique dans de nombreux pays avancés a incité les décideurs à privilégier les réformes structurelles. Une forte priorité a été accordée à plusieurs réformes visant à améliorer le fonctionnement des marchés des produits et du travail, dont les effets sur les pays de l'OCDE ont été étudiés dans différents travaux (D. Coulibaly et A. Bénassy-Quéré, 2014 ; B. Egert, 2016 ; B. Egert et P. Gal, 2017). Enfin, dans un contexte de chômage et de déficits publics élevés, la France comme la plupart des pays développés ont eu tendance à adopter des politiques migratoires plus restrictives, en partie pour répondre à la perception négative de leurs opinions publiques vis-à-vis des migrations internationales en temps de crise. De telles politiques sont-elles pertinentes ? L'immigration est-elle un facteur contribuant à l'aggravation du chômage et des conditions économiques ? Plusieurs

travaux examinent les interactions entre les migrations internationales et les conditions économiques en France (H. d'Albis, E. Boubtane et D. Coulibaly, 2016) et plus généralement dans les pays de l'OCDE (E. Boubtane, D. Coulibaly et C. Rault., 2013). Ils montrent que l'immigration influence positivement le PIB par tête dans les pays d'accueil. Les effets de l'immigration sur le chômage ne sont pas significatifs dans le cas de la France mais se traduisent par une réduction du taux de chômage total, des natifs et des étrangers, si l'on considère l'ensemble des pays de l'OCDE. Une des contreparties des politiques d'immigration se concrétise par les transferts financiers des migrants vers les pays en développement. Ces derniers attirent de plus en plus l'attention en raison de leur impact sur les pays bénéficiaires. Certains travaux apportent des précisions sur le rôle de ces transferts en Afrique subsaharienne, en examinant les différents mécanismes par lesquels ils agissent sur la croissance (D. Coulibaly, 2015 ; I. Ahamada et D. Coulibaly, 2013 ; C. Couharde et R. Generoso, 2015).

2.2.2.2 Monnaie, banque et intermédiation financière

Thème 1. Comportements et stratégie des acteurs de la banque et de la finance

Concernant le comportement des banques centrales, H. Bennani développe des travaux sur les processus de prise de décision des banques centrales fondés sur l'analyse de corpus textuel et sur des outils économétriques. Il s'intéresse aux biais domestiques des banquiers centraux européens (H. Bennani et M. Neuenkirch, 2017) et à l'influence des itinéraires professionnels des banquiers centraux sur leurs préférences (H. Bennani, E. Farvaque et P. Stanek, 2017). L. Le Maux et L. Scialom (2013) mènent une étude comparative entre les pratiques de prêt en dernier ressort au XIX^{ème} siècle et au cours de la crise financière globale de 2007 et concluent que nombre des pratiques présentées comme des innovations, en particulier la fonction de teneur de marché en dernier ressort, existaient déjà au XIX^{ème} siècle et ne sont donc que la redécouverte des racines historiques du *central banking*. Concernant le comportement des acteurs privés de la finance, les travaux de Y. Tadjeddine (2016) s'inscrivent dans une optique socio-économique dans la lignée des études sociales de la finance. V. Bouvatier met, quant à lui, en exergue la capacité de certaines banques à utiliser leurs provisions pour pertes de crédit en vue de lisser leurs résultats (V. Bouvatier, L. Lepetit et F. Strobel, 2014). Plus récemment avec AL. Delatte, il développe des travaux sur les stratégies d'implantation des banques européennes dans les paradis fiscaux (V. Bouvatier, G. Capelle Blancard et AL. Delatte, 2017). M. Brei utilise des données microéconomiques permettant de mieux prendre en compte l'hétérogénéité des banques, leurs contributions aux crises et l'ajustement de leurs comportements au cours de la crise (M. Brei et A. Schclarek, 2013 ; M. Brei, L. Gambacorta et G. von Peter, 2013). Dans un travail en collaboration avec P. Bacchetta, O. Merrouche (P. Bacchetta et O. Merrouche, 2015) montre empiriquement que la hausse importante des emprunts en dollars des firmes européennes durant la crise a été la conséquence d'une présence plus forte des banques américaines sur le marché du crédit européen à partir de 2007, combinée aux difficultés plus importantes qu'elles ont à se financer en euros sur le marché interbancaire.

Thème 2. Dynamiques de marché et crises

Dans ce thème, les travaux de V. Bouvatier portent, d'une part, sur la mesure de la procyclicité des activités de crédit (V. Bouvatier, A. Lopez Villavicencio et V. Mignon, 2014) et visent à comparer l'ampleur de ce phénomène dans différents pays et, d'autre part, sur la fréquence des crises bancaires (V. Bouvatier, 2017 ; V. Bouvatier et Y. Tadjeddine, 2017). Ces derniers travaux permettent en particulier : (i) d'évaluer dans quelle mesure le risque de crise bancaire est amené à évoluer à mesure que la précédente crise s'éloigne dans le temps ; (ii) de déterminer si les centres bancaires subissent plus fréquemment des crises bancaires ; (iii) si les pays exposés à des crises financières (non bancaires) font plus régulièrement face à des crises bancaires. AL. Delatte développe, quant à elle, des travaux centrés sur le risque souverain. Elle examine notamment les dynamiques auto-réalisatrices pendant la crise (C. Bruneau, AL. Delatte et J. Fouquau, 2014) et identifie empiriquement le cercle vicieux risque bancaire-risque souverain (AL. Delatte, J. Fouquau, et R. Portes, 2017). O. Merrouche a mené – en collaboration avec un chercheur du FMI – une recherche empirique portant sur le lien entre liquidité globale, stabilité financière et économie réelle. Plus précisément, elle étudie les facteurs macroéconomiques expliquant la hausse importante du financement de court terme du secteur bancaire jusqu'en 2007 dans les pays de l'OCDE et révèle le rôle central de l'abondance de liquidité globale, c'est-à-dire des capitaux entrants en provenance des pays émergents et l'effet amplificateur des failles réglementaires.

Thème 3. Dispositifs réglementaires et *design* institutionnel des dispositifs prudentiels

L. Scialom explore les interrelations et influences réciproques entre théorie de la réglementation et réglementations bancaires dans l'histoire sur une période allant de la crise des années 30 à nos jours (S. Harnay et L. Scialom, 2015). Elle analyse également les avancées et les failles de l'union bancaire et propose des voies de réformes visant à renforcer la résilience de la zone euro à une crise bancaire systémique (A. Béranger et L. Scialom, 2015). V. Bouvatier (2014) évalue dans quelle mesure l'hétérogénéité des pratiques de réglementation prudentielle peut représenter une barrière au commerce international des services financiers. M. Brei a, quant à lui, publié une recherche empirique sur la procyclicité

des ratios de capital des banques dont la finalité est d'offrir des voies d'amélioration des instruments de la politique prudentielle (M. Brei et L. Gambacorta, 2016).

2.2.2.3 Histoire de la pensée et théorie économique

Thème 1. Théorie fondamentale de l'économie monétaire et histoire de la pensée monétaire

Les recherches menées en théorie monétaire ont en commun de revisiter les théories classiques en introduisant la monnaie dans la théorie de la valeur. L'idée sous-jacente est que les échanges ne peuvent avoir lieu sans monnaie et que cette dernière doit être le point de départ de l'analyse économique. C. Benetti, C. Bidard, E. Klimovsky et A. Rebeyrol (2014, 2015), en intégrant la monnaie, étendent la théorie classique aux situations de déséquilibre et démontrent ainsi que le déséquilibre est à la fois réel et monétaire. C. Benetti, E. Klimovsky et A. Rebeyrol (2014, 2015) montrent que les seules données monétaires permettent d'obtenir les résultats de la théorie de Sraffa en production simple et de déterminer les conditions physiques de la reproduction élargie du modèle de Marx. Ils enrichissent leur analyse en mettant en évidence des restrictions supplémentaires qui dérivent de la rigidité des rapports d'échange (C. Benetti, A. Beraud, E. Klimovsky et A. Rebeyrol, 2017). Dans les recherches menées par J. Cartelier (2014), les relations monétaires – plus que les techniques et les marchandises – révèlent les différences cruciales entre une simple économie de marché et une économie de marché avec surplus, en étant à la base d'une asymétrie entre entrepreneurs et salariés (voir aussi J. Cartelier, 2013 ; C. Benetti et J. Cartelier, 2013). Ces recherches en théorie monétaire se prolongent dans le cadre de travaux théoriques relatifs à la différenciation entre économie marchande et économie capitaliste, question ravivée par la dernière grande crise de 2008. F. Tricou (2013, 2014) saisit l'économie purement marchande et l'économie capitaliste comme deux formes différentes d'économie monétaire et montre que cette vision monétaire est plus éclairante que la vision réelle opposant économie néoclassique et économie classique. H. Raymond et F. Tricou (2017) rappellent que la différenciation entre économie marchande « pure » et économie capitaliste reste une question d'économie politique non résolue, bien que largement abandonnée. Pour A. Sindzingre et F. Tricou (2017), la spécificité du capitalisme ressort clairement par la mise en évidence de toutes ses dimensions hiérarchiques, ce qui peut être opéré sur la base d'une théorie générale des hiérarchies permettant une grille de lecture du capitalisme. Les recherches en théorie monétaire incluent également des études d'histoire de la pensée monétaire (J. Cartelier, 2014, 2015 ; C. Benetti, 2017, 2018). Enfin, des recherches en histoire de la pensée sur des thèmes plus récents sont développées : (i) G. Prat (2016) montre que la distinction opérée par Maurice Allais entre trois types de chômage (chronique / conjoncturel / technologique) est analogue à l'approche analytique de Rueff ; (ii) B. Cherrier et A. Saïdi (2017) mettent en question la notion même d'école de pensée pour les développements macroéconomiques contemporains, à travers l'étude de l'émergence et de la dissémination de la théorie des taches solaires.

Thème 2. Théories de la formation des prix

Une deuxième série de travaux s'intéresse à la formation des prix afin, là-encore, d'ouvrir de nouvelles voies d'analyse et proposer de nouvelles formulations théoriques. Ainsi, (i) J. Cartelier (2015) s'appuie sur la modélisation proposée par Sraffa pour réinterpréter la théorie classique des prix et du surproduit, (ii) C. Bidard développe toute une série de contributions théoriques pour enrichir le paradigme classique (C. Bidard, 2014, 2016, 2017 ; C. Bidard et G. Erreygers, 2015) et poursuit ses recherches consacrées aux œuvres économiques du mathématicien et jésuite français Maurice Potron (C. Bidard 2014, C. Bidard et G. Erreygers, 2016), (iii) C. Benetti (2016) propose, quant à lui, une réflexion critique du fameux « tâtonnement walrassien ». A. Rebeyrol (2013) reprend cette question du tâtonnement walrassien en le confrontant à la procédure edgeworthienne de *recontracting*. L. Julien, O. Musy et A. Saïdi (2014) mobilisent la notion de variations conjecturales pour proposer une méta-structure permettant d'intégrer les différents modèles et degrés de concurrence, de la concurrence parfaite à la situation de monopole, en passant par toute une série de situations intermédiaires. F. Tricou (2013) s'intéresse à la rationalité maximisatrice et montre que l'hypothèse de choix rationnel s'est étendue dans deux dimensions différentes : l'extension thématique allant des choix substantiellement économiques à tous les choix humains (optique beckerienne) et l'extension structurelle allant de l'univers certain aux univers incertains (objectif et interindividuel). En contrepoint, F. Tricou (2016) étudie le thème de la rationalité dans les travaux d'O. Favereau, qui permettent de mettre en évidence la limitation intellectuelle et la défaillance morale de l'agent rationnel standard, inhérentes à l'objectivation d'autrui que cet individu rationnel opère.

Thème 3. Théories de l'exploitation et théories de la justice

Ce troisième thème regroupe des recherches qui, en redéfinissant le statut de la force de travail, proposent une vision enrichie des modalités de l'exploitation salariale. Dans les travaux développés par J. Cartelier (2016, 2017), le salariat est une relation *sui generis* qui diffère radicalement de l'échange : le salaire n'est pas le prix d'une marchandise (bien ou service) s'établissant sur un marché ; il est le paiement par lequel des individus, ne pouvant être producteurs de

marchandises, acceptent de travailler au sein d'une entreprise sous le contrôle et pour le compte d'un entrepreneur. Le salariat ainsi entendu peut être interprété, dans le cadre de l'approche monétaire, comme une subordination monétaire qui fait écho au principe de Kaldor-Kalecki. C. Benetti et A. Rebeyrol (2017) considèrent que la théorie de la valeur travail adoptée par Marx fait en réalité obstacle à une conception économique cohérente de l'exploitation. En conséquence, ils proposent une méthode d'identification de l'exploitation qu'ils dérivent de Smith et qui consiste à comparer des économies selon que le produit du travail appartient ou non entièrement aux travailleurs. D'autres travaux étudient la question de l'exploitation sous le prisme de l'injustice. Resituant l'exploitation capitaliste vis-à-vis des exploitations esclavagiste et féodale, F. Tricou (2017) souligne que les trois formes d'exploitation d'espèce, de rang et de classe, sont injustes du point de vue des trois justices de commune humanité, d'égalité formelle et d'égalité réelle. Formellement, la bonne coopération productive tient à une règle de justice d'égalité ou de justice supérieure et la violation d'une règle donnée marque une exploitation qui peut être anémique, statutaire ou mystificatrice.

2.2.2.4 *Econométrie financière*

Thème 1. Instabilité financière et risques financiers

Ce premier thème rassemble des travaux qui ont pour objectif de mieux comprendre l'instabilité financière (sa mesure, sa dynamique, ses conséquences) et le caractère contra-cyclique des risques financiers. E. Dumitrescu propose une nouvelle méthodologie d'évaluation des Systèmes d'Alerte Avancés pour les crises de change (*Early Warning Systems*) basée sur les méthodes traditionnelles de *credit scoring* (B. Candelon, E. Dumitrescu et C. Hurlin, 2014). Ce travail permet de mettre en évidence l'augmentation des capacités prédictives des modèles de deuxième génération. Elle s'intéresse également au risque des institutions financières systémiques en proposant une nouvelle mesure de risque systémique : la *Component Expected Shortfall* (D. Banulescu et E. Dumitrescu, 2015). Par ailleurs, R. Uctum montre à partir de données individuelles que les volatilités boursières d'entreprises du CAC40 réagissent à des *news* spécifiques comme macroéconomiques avec des réponses graduelles dont la durée de persistance varie de 1 à 3 heures (S. Lecarpentier-Moyal, G. Prat, P. Renou-Maissant, R. Uctum, 2017). Toujours sur le marché boursier, F. Jawadi et G. Prat (2016) proposent, au niveau microéconomique, une nouvelle approche pour estimer les valeurs fondamentales individuelles des actions françaises en couplant le modèle standard d'évaluation (*dividend discount model*) avec la théorie de l'évaluation par arbitrage. S. Tokpavi s'intéresse à la dynamique des queues de distributions pour les actifs financiers en développant trois thèmes : (i) la prévision de mesures de risques extrêmes (D. Banulescu, G. Colletaz, C. Hurlin et S. Tokpavi, 2016), (ii) les procédures inférentielles pour l'évaluation des modèles de risques extrêmes (B. Candelon et S. Tokpavi, 2016) et (iii) la contagion dans les risques extrêmes (B. Candelon, M. Joëts, et S. Tokpavi, 2013). L. Stagnol développe des méthodes de construction de portefeuilles obligataires fondées sur les risques pour dépasser l'inefficience des indices obligataires actuels. La première méthode repose sur des critères de solvabilité (M. de Jong et L. Stagnol, 2016a) et la seconde approche étend les modèles de type *Risk Parity* déjà développés sur les marchés actions (M. de Jong et L. Stagnol, 2016b). L'objectif est de construire des portefeuilles obligataires présentant de meilleures caractéristiques en termes de couple rendement-risque.

Thème 2. Macroéconomie financière

Les travaux de ce thème ont pour objectif commun de mettre en évidence les interactions et la causalité bi-directionnelle entre la sphère réelle et la sphère financière. C. Boucher et B. Maillet (2014) développent un critère pour discriminer parmi les différentes mesures de risque systémique le risque extrême macroéconomique, c'est-à-dire le risque de désastre économique. C. Boucher, M. Boutillier, V. Bouvatier, P. Kouontchou et U. Sczcerbowicz (2015) proposent également un bref aperçu de l'état des connaissances et des débats sur la mesure du risque systémique et la politique macroprudentielle. Dans le domaine de l'analyse des risques souverains, V. Coudert et V. Mignon (2013) testent l'hypothèse selon laquelle le risque de défaut d'un pays contribue à générer des excès de rendements sur sa monnaie pendant les périodes tranquilles. En recourant à l'estimation de modèles non linéaires à transition lisse, elles montrent que les excès de rendements sur les devises sont favorisés par un risque de défaut souverain élevé lors de marchés faiblement volatils, alors que lorsque la volatilité dépasse un certain seuil, les pertes s'accroissent. G. de Truchis s'intéresse à la coordination des politiques monétaires à travers les dynamiques observées sur le marché des changes en fonction des conditions domestiques régionales (G. de Truchis, C. Dell'Eva et B. Keddad, 2017). I. El Ouadghiri et V. Mignon (2016) étudient l'impact de surprises associées aux annonces mensuelles macroéconomiques sur les rendements des obligations du Trésor et mettent en évidence l'importance du moment auquel l'information est publiée au cours du mois. R. Uctum s'intéresse à la formation des anticipations des investisseurs. Il montre que le modèle utilisé par les prévisionnistes hétérogènes est une combinaison de règles heuristiques (e.g., extrapolatives, régressives et adaptatives) à coefficients variables révélant une dominance des chartistes sur les fundamentalistes (G. Prat et R. Uctum, 2015). En outre, il vérifie empiriquement que la prime de risque de change *ex ante* est bien déterminée par les facteurs dictés par le modèle du choix de portefeuille à deux pays (G. Prat et R. Uctum, 2013). Les travaux de G. Prat (2013) mettent par ailleurs

en avant l'existence de différences très importantes entre les primes suivant les horizons. Enfin, I. El Ouadghiri et R. Uctum montrent que les excès de rentabilité intrajournaliers des taux de change, corrigés du bruit de microstructure, sont sensibles aux annonces macroéconomiques américaines et à certains types d'événements imprévus ponctuels (I. El Ouadghiri et R. Uctum, 2016).

Thème 3. Aspects méthodologiques

Les travaux du troisième thème visent à proposer de nouveaux outils méthodologiques statistiques et économétriques à portée plus générale. C. Boucher s'intéresse aux risques d'estimation et de spécification des modèles de risque financier (C. Boucher et B. Maillat, 2013) et propose des méthodes d'ajustement pour la gestion des risques (C. Boucher, J. Danielsson, P. Kouontchou et B. Maillat, 2014) ainsi que des mesures de risque systémiques (Boucher et al., 2015). Toujours dans cette optique, S. Tokpavi se penche sur le risque d'estimation dans l'optimisation de portefeuilles en proposant des méthodologies de « robustification » (B. Maillat, S. Tokpavi et B. Vaucher, 2015). G. de Truchis (2013) développe un nouvel estimateur pour les modèles de cointégration fractionnaire permettant de mettre en évidence la synchronisation des cycles boursiers internationaux. Il propose également, à partir d'un important travail de simulations, un guide pratique des estimateurs des modèles de cointégration fractionnaire (M. Aloy et G. de Truchis, 2016). R. Kotchoni étudie l'utilisation d'un *continuum* de conditions de moments (par exemple, déduit d'une fonction caractéristique ou d'un moment conditionnel) pour l'estimation d'un paramètre de dimension fini (M. Carrasco et R. Kotchoni, 2016). V. Mignon introduit un nouveau test d'efficacité moyenne-variance dans un cadre réaliste comprenant uniquement des actifs risqués (M. Brière, B. Drut, V. Mignon, K. Oosterlinck et A. Szafarz, 2013). Ce test est basé sur la « distance verticale » d'un portefeuille à la frontière efficiente. Les simulations de Monte Carlo montrent que ce nouveau test est plus performant que les tests d'efficacité moyenne-variance antérieurs en grand échantillon, la taille du test vertical étant en effet plus faible que celle associée aux autres tests, pour une puissance comparable. L'application au marché boursier américain met en outre en évidence l'inefficacité du portefeuille de marché (M. Brière, V. Mignon, K. Oosterlinck et A. Szafarz, 2016).

2.2.3 Rayonnement et attractivité académiques

Au niveau collectif, la visibilité des enseignants-chercheurs de l'axe MIBEF est assurée par des manifestations récurrentes et des événements ponctuels brièvement décrits ci-après.

Les tables rondes de la macro-finance contemporaine sont organisées tous les ans depuis 2008 à la rentrée universitaire sur les questions relatives aux mutations de la sphère financière post-crise et aux défis posés par celles-ci. Parmi la richesse des sujets abordés, citons les taux d'intérêt nominaux négatifs, le contrôle démocratique de la finance, les paradis fiscaux, la relation entre finance et éthique, ou encore la question du bilan et des perspectives dix ans après la crise financière. Ces tables rondes réunissent des professionnels de la finance, des régulateurs, des représentants d'ONG et de *think tank* et des académiques. Elles sont animées par des journalistes économiques (*Les Echos*, *Alternatives Economiques*, *La Tribune*, *Le Monde*), relayées par *Alternatives économiques* et drainent un auditoire nombreux bien au-delà des cercles académiques.

Les Journées d'Économétrie - Développements Récents de l'Économétrie Appliquée à la Finance sont organisées tous les ans depuis 2002. Ces journées ont pour objet de permettre à des chercheurs de présenter des travaux de recherche théoriques et/ou appliqués en économétrie de la finance et qui utilisent les techniques économétriques les plus récentes. Elles réunissent chaque année près d'une centaine de participants.

La Journée doctorale en Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière est organisée tous les ans, depuis 2012, en collaboration avec deux universités étrangères (l'Université de Namur et l'Université Catholique de Louvain) et le laboratoire d'économie de l'Université d'Orléans. Cette journée vise à encourager les échanges scientifiques entre doctorants en fin de thèse, jeunes docteurs et chercheurs confirmés. L'objectif est également d'amorcer de premiers contacts dans la perspective des campagnes de recrutement de Maîtres de conférences.

Au-delà de ces manifestations annuelles récurrentes, de nombreux **colloques et journées d'études** ont été organisés sur des thématiques centrales développées par l'axe MIBEF et sont listés en annexe 4B. Parmi ceux-ci, mentionnons l'organisation du **34^{ème} colloque international annuel du GdRE Monnaie, Banque, Finance** à l'Université Paris Nanterre les 5 et 6 juillet 2017. Le GdRE a vocation à fédérer la recherche dans les domaines monétaires, bancaires et financiers d'équipes de recherche rattachées au CNRS, d'universités françaises et européennes, mais aussi d'équipes de recherche rattachées à des organismes financiers publics ou privés ; le colloque annuel étant le point d'orgue du travail de ce réseau de recherche. Organisée par Economix, la 34^{ème} édition a réuni plus de 150 chercheurs sur deux jours avec trois conférences plénières (Michael Bordo, Philippe Bacchetta et Thorsten Beck), 30 ateliers, deux sessions spéciales présidées par Georges Prat et Jean Cartelier, deux tables rondes (une organisée par la Chaire Energie et Prospérité sur les banques centrales et le financement de la transition énergétique, une seconde organisée avec le *Money Macro and*

Finance Research Group sur la place de la City après le Brexit) et une session particulière organisée en mémoire à notre collègue Hélène Raymond réunissant plusieurs de ses co-auteurs. Le soutien de divers partenaires a permis la réussite de cet événement scientifique : l'école doctorale Economie, Organisations, Société, l'UFR SEGMI de l'Université Paris Nanterre, la Chaire Finance Durable et Investissement Responsable, la Chaire Energie & Prospérité, Natixis, le Labex Régulation Financière et l'Institut Universitaire de France.

Les membres de l'axe MIBEF sont également impliqués dans plusieurs **projets ou réseaux de recherche, tant nationaux qu'internationaux**. L'axe MIBEF fait intervenir régulièrement des chercheurs mondialement reconnus dans les différentes thématiques qui structurent ses activités de recherche. Accueillant en moyenne cinq professeurs invités par an, ceux-ci sont associés aux activités de recherche et de formation à la recherche (voir annexe 4B). Les chercheurs de l'axe MIBEF effectuent en outre des séjours réguliers à l'étranger (Université de Zurich, HEC Lausanne, Université de Dschang, etc.), ont des collaborations avec des économistes de différentes banques centrales et d'organisations internationales (Banque Centrale d'Argentine et d'Uruguay, Banque d'Angleterre, Banque de Finlande, Banque de Pologne, Banque des Pays Bas, Banque des Règlements Internationaux, Fonds Monétaire International, etc.) et sont affiliés à des centres de recherche étrangers (à titre d'exemple, Anne-Laure Delatte est affiliée au *Center for Economic Policy Research*). Enfin, l'axe MIBEF organise des manifestations en collaboration avec des universités étrangères à l'instar de la Journée Doctorale en Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière.

Il convient aussi de souligner la reconnaissance de l'expertise des membres de l'axe et leur **participation active dans le milieu académique et, plus largement, dans la sphère économique et sociale tant nationale qu'internationale**. Plusieurs chercheurs sont membres de comités éditoriaux de revues (*Cahiers d'Economie Politique, Economics Bulletin, Economie et Prévision, Energy Policy, Finance, International Economics, International Journal of Forecasting, Panoeconomicus, Revue Economique, Revue d'Economie Politique*), dirigent des collections (« Essais économiques » des Presses Universitaires de Paris Nanterre), sont membres de conseils scientifiques de colloques et d'associations (GdRI, GdRE, ICABE, AFEP, AFSE, RIEF...), membres d'instances d'évaluation aux niveaux régional, national (ANR, ANRT, CNU, Comité National du CNRS, HCERES, Institut Universitaire de France, jury du concours d'agrégation de l'enseignement supérieur, jury de concours d'entrée aux ENS/ENSAE/ENSAI, jury de plusieurs prix de thèse, etc.) et international (Agence Nationale de la recherche de Pologne, Centre National Scientifique de Pologne, FRS-FNRS, *Swiss National Science Foundation*, etc.) ; une liste est fournie en annexe 4B.

Outre ces activités d'évaluation, certains enseignants-chercheurs assurent des **responsabilités et des activités d'expertise** au sein de l'Université Paris Nanterre et d'instances publiques et privées. Aurélien Saïdi est vice-président chargé du numérique à l'Université Paris Nanterre. Anne-Laure Delatte est Directrice Adjointe du CEPIL, membre du Conseil d'Analyse Economique et du Conseil scientifique de la Fondation Banque de France ; Michel Aglietta est membre du Haut Conseil des Finances Publiques ; Laurence Scialom est reconnue sur les questions de régulation financière notamment dans le monde des régulateurs/superviseurs : elle est membre du Conseil Scientifique de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et de la Commission Consultative épargnants de l'Autorité des Marchés Financiers. Valérie Mignon est conseiller scientifique au CEPIL, membre élue au Cercle des Economistes et membre nommée au Conseil Scientifique du Conseil Français de l'Energie (voir annexe 4B).

2.2.4 Interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire

MIBEF entretient des interactions nombreuses et particulièrement riches avec l'environnement économique et social, et cela constitue indiscutablement un point fort de l'axe.

L'implication très forte des chercheurs dans les formations bancaires et financières favorise les **échanges avec la profession bancaire et financière** et le développement d'un réseau étoffé de contacts avec les spécialistes du secteur : trésoriers, analystes risques, responsables stratégie/marketing, experts en opérations de marché, de négoce, de haut de bilan, ... On peut en particulier mentionner les partenariats avec la Banque de France, le Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB) ou encore plusieurs grandes banques (Amundi, BPCE, Crédit Agricole, BNP Paribas, etc.). Certains enseignants-chercheurs sont amenés à conseiller de nombreuses institutions financières (mutuelles, caisses de retraite, fondations, banques privées, fonds souverains, gérants d'actifs, *family offices*) sur les perspectives macroéconomiques, les modèles de gestion des risques et les questions d'allocation d'actifs.

L'axe MIBEF accueille également quatre **professeurs associés** (à mi-temps), issus de la Banque de France (Jean-Guillaume Sahuc, Chef du service de recherche en économie financière, Professeur associé depuis 2017 ; Laurent Ferrara, Chef du service des Études Macroéconomiques et Synthèses Internationales, Professeur associé depuis 2011 ; Virginie Coudert, Conseiller scientifique à la Direction de la Stabilité Financière et Olivier de Bandt, Directeur des Études au Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, Professeurs associés de 2008 à 2017), de

l'OCDE (Balazs Egert, senior économiste au département des affaires économiques, Professeur associé depuis 2011) et de l'OFCE (Christophe Blot, Directeur adjoint du département analyse et prévision, Professeur associé depuis 2017).

Un nombre important de doctorants sont financés par le biais de **conventions CIFRE**. Ces contrats soutiennent et orientent la recherche de l'axe tout en le plaçant en situation de veille permanente et de très forte réactivité vis-à-vis des débats publics, en particulier dans les domaines énergétiques, monétaires et financiers (voir annexe 4B).

L'activité contractuelle de l'axe est en vive expansion. Ainsi, on citera deux contrats de recherche majeurs obtenus sur la période d'évaluation et financés par le Conseil Français de l'Energie : le premier portant sur les « Déséquilibres des paiements courants et taux de change : les effets systémiques des prix de l'énergie » couvrant la période 2013-2015 ; le second traitant des « Risques et enjeux liés aux défis énergétiques dans les pays en développement » couvrant la période 2015-2017. Ces contrats ont permis de fédérer un certain nombre de membres d'EconomiX autour de travaux portant sur ces thématiques et de financer deux contrats post-doctoraux, chacun sur une période de deux ans. Certains membres de l'axe bénéficient également de financements obtenus dans le cadre d'appels à projets du CNRS, de la Commission Européenne, de la ComUE Université Paris Lumières, etc. (voir annexe 4B).

La visibilité des chercheurs de l'axe MIBEF prend aussi la forme de nombreuses **interventions dans la presse et les médias audiovisuels**. Michel Aglietta, Christophe Boucher, Anne-Laure Delatte, Valérie Mignon, Laurence Scialom et Yamina Tadjeddine participent activement au débat public sur des questions macroéconomiques, financières et bancaires via des invitations fréquentes à des émissions radiophoniques ou télévisées et la réalisation d'articles et interviews dans la presse (*Libération, Le Monde, l'AGEFI, Financial Times, Les Echos, La Tribune, Boursorama, etc.*). Ils sont aussi régulièrement invités à des conférences ou tables rondes organisées par divers organismes sur ces questions (JECO, Printemps de l'Economie, Nocturnes de l'économie, Colloque de Cerisy, Club CEPIL, France Stratégie, CAE, CESE, OCDE, *Finance Watch*, Labex Refi...) ; voir annexe 4B.

Laurence Scialom est responsable du pôle régulation financière du *think tank* Terra Nova. Dans ce cadre, elle a publié plusieurs rapports et notes sur des questions relatives à la régulation financière et aux conflits d'intérêt dans la vie publique et la finance ; ce dernier rapport ayant eu une influence notable sur la loi de moralisation de la vie politique adoptée en 2017. Laurence Scialom est également membre qualifié de l'ONG *Finance Watch*. Elle a été auditionnée publiquement à plusieurs reprises sur la période 2013-2018 devant les Commissions des Finances du Sénat et de l'Assemblée Nationale sur des questions relatives à la loi dite « de séparation et de régulation des activités bancaires » et sur l'Union bancaire. Elle a été nommée à l'automne 2017 membre du jury du Prix 2018 de la Finance pour tous de l'Institut pour l'Education Financière du Public.

Certains enseignants-chercheurs de l'axe MIBEF sont impliqués dans la formation des professeurs du secondaire en participant au jury du concours d'agrégation du secondaire en sciences économiques et sociales (Aurélien Saïdi, Yamina Tadjeddine) et en intervenant dans le parcours Sciences Economiques et Sociales du Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation de l'Université Paris Nanterre.

Enfin, les membres de l'axe MIBEF produisent des **articles de vulgarisation et des manuels** destinés à expliquer des mécanismes économiques, des faits d'actualité, des développements récents de la théorie économique auprès d'un large public. En raison de leur appartenance à des centres d'études et de recherche chargés du suivi de la conjoncture nationale et internationale (comme l'OFCE et le CEPIL) ou à des institutions (comme la Banque de France), ils participent régulièrement à l'écriture des bilans et débats économiques relatifs à *L'économie française, L'économie européenne et L'économie mondiale* publiés dans la collection Repères aux éditions La Découverte et à la rédaction d'articles dans la *Revue Banque*. Ces articles de vulgarisation et manuels concernent la politique monétaire, l'économie bancaire, la mondialisation, le système monétaire international, ou encore la gouvernance bancaire et financière (voir annexe 4B).

2.2.5 Implication dans la formation par la recherche

L'axe MIBEF est fortement intégré à la formation par la recherche dans les Masters rattachés à EconomiX, et en particulier dans les différents parcours (deuxième année de Master) des trois Mentions qui leur sont associées.

La **Mention Economie Appliquée** (dirigée par Cécile Couharde) donne l'opportunité aux étudiants d'étudier des thématiques qui se situent à la frontière des recherches et des politiques économiques les plus récentes dans le cadre de cours dispensés par des économistes renommés, et d'appliquer des méthodes économétriques adaptées à l'étude de ces différentes thématiques. Cette mention est orientée vers la recherche, avec un seul parcours **Economie Internationale, Politiques Macroéconomiques et Conjoncture (EIPMC)**, dirigé par Valérie Mignon. Ce parcours est non seulement une formation reconnue au niveau national pour poursuivre des études en doctorat, mais il permet également d'assurer des

perspectives d'emplois fortement qualifiés à plus long terme, en particulier dans des organisations internationales et des administrations nationales.

La **Mention Monnaie, Banque, Finance, Assurance** (dirigée par Michel Boutillier) permet aux étudiants d'acquérir les compétences théoriques et pratiques dans les domaines de la banque et la finance, et en particulier une bonne maîtrise des outils analytiques requis pour comprendre les interdépendances entre l'industrie financière et bancaire et le cadre macroéconomique. Cette mention comprend deux parcours en deuxième année. Le parcours **Banque, Monnaie et Marchés (BMM)**, orienté vers la recherche, est co-dirigé par Michel Boutillier et Laurence Scialom, puis par Patricia Crifo et Ouarda Merrouche depuis juin 2018. Une cohérence très marquée existe entre les points forts « recherche » et « enseignement ». En particulier, une forte orientation vers la gestion des risques et les politiques micro et macro-prudentielles a été donnée à ce diplôme lui permettant de se positionner sur un créneau (politique prudentielle) à grande visibilité. Christophe Boucher et Gilles de Truchis co-dirigent au sein de cette Mention le parcours **Gestion des Actifs (GDA)** dont plusieurs séminaires sont animés par les enseignants-chercheurs de l'axe MIBEF ; parcours existant en spécialisation recherche, professionnelle et en apprentissage. Les travaux des enseignants-chercheurs de l'axe MIBEF alimentent directement les enseignements en gestion d'actifs à la fois sur l'évolution des outils méthodologiques, mais également sur les pratiques et les mutations des marchés financiers.

La **Mention Sciences Economiques et Sociales**, co-dirigée par Laurence Scialom, vise à former des spécialistes en économie, ouverts à l'échange interdisciplinaire. Les parcours orientés vers la recherche regroupent le parcours **Histoire de la Pensée Economique** organisé en partenariat avec l'Université de Paris 1 et dirigé par Antoine Rebeyrol sur le site de l'Université Paris Nanterre, ainsi que le parcours **Institutions, Economie et Société** organisé en partenariat avec l'EHESS et co-dirigé par Laurence Scialom. Le Master 2 Institutions, Economie et Société attire d'excellents étudiants issus de l'Université, mais aussi des normaliens, ingénieurs et élèves d'écoles de commerce intéressés par l'économie institutionnaliste et la socio-économie ; tradition ancrée de longue date à l'Université Paris Nanterre et qui perdure dans le domaine banque-finance avec les contributions de Michel Aglietta et Laurence Scialom.

La plupart des enseignants-chercheurs de l'axe MIBEF interviennent dans les parcours recherche de ces trois mentions. Ils interviennent également dans le cadre des formations assurées par l'Ecole Doctorale Economie, Organisations, Société. Ce programme de formation doctorale se caractérise par un degré de complexité plus abouti par rapport aux enseignements dispensés en Master 2 et concerne des cours axés sur les techniques quantitatives, des enseignements plus théoriques sur les thématiques développées par l'axe, mais également des enseignements à contenu philosophique comme l'épistémologie.

Enfin, chaque année, l'axe MIBEF accueille un **nombre important de doctorants** (voir annexe 4A) qui sont tous financés (39 thèses inscrites depuis 2013) et fait soutenir un nombre équivalent de thèses (36 thèses soutenues sur la période).

2.2.6 Faits marquants

La **qualité des supports de publications** constitue incontestablement un premier fait marquant de l'axe MIBEF. Nombre d'articles sur la période d'évaluation ont en effet été publiés dans les meilleures revues des domaines dans lesquels s'insèrent les travaux de recherche de l'axe. Ces travaux ont pour point commun d'aboutir à des résultats significatifs et originaux contribuant ainsi à la profession, et/ou à des avancées sur de grandes questions qui préoccupent les économistes et les dirigeants. On soulignera notamment la reconnaissance confirmée des travaux réalisés de longue date dans les domaines (i) de l'analyse des mésalignements de change avec des publications dans des revues parmi les mieux référencées dans le domaine de la macroéconomie internationale telles *Macroeconomics Dynamics*, *Journal of Macroeconomics*, *Review of International Economics*, *Journal of International Money and Finance* et *American Economic Review*, et, plus largement, de l'analyse des politiques économiques avec des publications dans *Journal of the European Economic Association* et *Journal of Money, Credit and Banking* ; (ii) de l'étude des dynamiques de marché, des crises et des comportements et stratégies des acteurs de la banque et de la finance avec des publications dans *European Economic Review* et plusieurs articles parus dans *Journal of Banking and Finance* ; (iii) de l'analyse de la formation des prix avec des travaux publiés dans *Journal of the History of the Economic Thought* et *Cambridge Journal of Economics* ou de l'histoire contemporaine de la macroéconomie avec une publication dans *History of Political Economy* ; et (iv) de l'économétrie (notamment financière) comme l'attestent les publications dans *Econometric Theory*, *European Journal of Operational Research*, *Journal of Business & Economic Statistics*, *Review of Finance*, *Review of International Economics* ou encore *Journal of Banking and Finance*.

Les articles de recherche réalisés par les enseignants-chercheurs de l'axe MIBEF ont été présentés à de nombreuses conférences en France et à l'étranger, et plusieurs ont été distingués par des **prix** (voir annexe 4B). On notera aussi l'obtention (i) de plusieurs **prix de thèses** : Benjamin David (prix de thèse de l'Institut Louis Bachelier, 2013) ; Marc Joëts

(prix Louis Forest / Aguirre-Basualdo 2014 de la Chancellerie des Universités de Paris, accessit au prix de thèse 2014 de l'ANDESE) et Blaise Gnimassoun (prix de thèse d'excellence 2014 de l'institut CEDIMES et accessit au prix de thèse 2015 de l'ANDESE) et (ii) de **prix de jeunes chercheurs** : Michael Brei (prix jeune chercheur de la Banque de France en 2013) ; Elena Dumitrescu (lauréate du prix de la MSH Val de Loire, 2014) ; nominations de Vincent Bouvatier (2015) et de Pauline Gandré (2017) au prix jeune chercheur en économie de l'Autorité des Marchés Financiers.

Le très vif développement des interactions avec l'environnement économique et social et le **dynamisme de l'activité contractuelle** au cours du présent quinquennal sont également à inscrire au titre des faits marquants. Sans prétendre à l'exhaustivité (avoir annexe 4B), il est en particulier à souligner le portage par des membres de l'axe MIBEF de deux contrats européens (Commission européenne, Jean Monnet) et de deux importants contrats obtenus auprès du Conseil Français de l'Energie ayant notamment permis le financement de contrats post-doctoraux sur quatre ans. A cela, il convient d'ajouter deux contrats obtenus auprès du CNRS et le financement de près d'une quinzaine de doctorants dans le cadre de contrats CIFRE sur le quinquennal.

Enfin, il convient de souligner qu'une Maître de conférences, Olena Havrylchyk, a été lauréate du premier concours d'agrégation 2014 pour le **recrutement de professeurs des universités** en sciences économiques. Dans le cadre du nouveau dispositif de recrutement des professeurs d'université, trois Maitres de conférences de l'axe MIBEF ont obtenu un poste de professeur : Vincent Bouvatier à l'Université Paris-Est-Créteil-Val-de-Marne, Yamina Tadjeddine à l'Université de Lorraine et Sessi Tokpavi à l'Université d'Orléans.

2.3 Analyse SWOT

Points forts	Points à améliorer
<ul style="list-style-type: none"> 1) Thématiques sur lesquelles les membres de l'axe sont reconnus aux niveaux national et international. 2) Diversité des approches mobilisées permettant l'accès aux meilleures revues dans les champs investigués. 3) Appui d'un réseau international important, et fréquemment présent dans le laboratoire (environ 5 mois de professeurs invités par an). 4) Nombre important de thèses et d'HDR soutenues et en cours, forte attractivité en matière de recrutement. 5) Fort taux d'insertion des docteurs dans le milieu académique. 6) Très fortes interactions avec l'environnement économique et social : activité contractuelle, partenariats avec le monde professionnel, expertises, interventions très régulières dans le débat public et auprès des médias. 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Poursuivre et accentuer les efforts de matière de recherche de financements rendus nécessaires par la démarche scientifique demandant des moyens importants et de plus en plus élevés en termes financiers (achat de bases de données) et de temps de recherche (traitement de données). 2) Encourager les réponses aux appels à projets de type ANR (malgré l'efficacité à lever des crédits en réponse aux autres appels à projets nationaux et internationaux).

Opportunités liées au contexte	Risques liés au contexte
1) Thématiques sur lesquelles de nombreuses interrogations subsistent et beaucoup de pistes de recherche restent à explorer et exploiter. 2) Renforcement du positionnement compétitif de l'axe en France et sur le marché international. 3) Diversité des approches/compétences permettant un croisement porteur et une meilleure exploitation des points forts. 4) Anticipation d'un plus grand nombre de publications dans les revues les mieux classées.	1) Thématiques dont l'essor s'est accéléré et nécessitant une plus forte réactivité afin de prendre position rapidement sur de nombreux sujets. 2) Nécessité d'atteindre l'excellence au plus haut niveau dans un domaine très compétitif à l'échelle internationale.

2.4 Projet scientifique à cinq ans

2.4.1 Effectifs

28 membres permanents (dont 6 émérites) font partie de l'axe MIBEF au 30/06/2018 : Michel Aglietta, Carlo Benetti, Hamza Bennani, Jean Cartelier, Christian Bidard, Christophe Blot, Christophe Boucher, Michel Boutillier, Michael Brei, Cécile Couharde, Dramane Coulibaly, Gilles de Truchis, Anne-Laure Delatte, Elena Dumitrescu, Balazs Egert, Laurent Ferrara, Pauline Gandré, Rachidi Kotchoni, Bernadette Madeuf, Ouarda Merrouche, Valérie Mignon, Georges Prat, Antoine Rebeyrol, Jean-Guillaume Sahuc, Aurélien Saïdi, Laurence Scialom, Fabrice Tricou, Remzi Uctum.

2.4.2 Orientations, objectifs et thématiques scientifiques

Les recherches menées au sein de l'axe MIBEF poursuivront un objectif clair de compréhension des mécanismes des évolutions réelle et financière de l'économie mondiale, et des événements et phénomènes qui attirent l'attention de l'opinion publique et des organisations internationales.

Le projet de recherche développé en *Macroéconomie et finance internationales* reposera tout d'abord sur des thématiques dans lesquelles les membres de l'axe se sont spécialisés, comme les analyses menées sur les taux de change et les politiques économiques, mais tout en cherchant à les approfondir et à les améliorer. Plusieurs thématiques seront également poursuivies, avec un souci d'articulation plus forte avec les travaux menés dans les programmes de recherche des autres axes d'EconomiX ainsi que dans les autres thématiques de l'axe. Ainsi, les travaux sur les matières premières et les migrations internationales seront prolongés, tout en s'orientant vers de nouveaux questionnements susceptibles d'alimenter les recherches menées dans l'axe *Développement Durable, Environnement et Energie*. Les recherches sur l'analyse des politiques économiques seront également poursuivies, avec un arrimage plus fort avec les travaux menés dans les thématiques *Econométrie financière et Monnaie, banque et intermédiation financière*. Enfin, deux autres dimensions – l'incertitude et le changement climatique – dont l'importance dans les questionnements devrait encore s'accroître dans le futur, seront considérées.

Le projet scientifique en *Monnaie, banque et intermédiation financière* s'inscrit dans des thématiques très porteuses depuis la crise tant au niveau national qu'à l'échelle internationale, et cela tant dans le monde académique que dans la sphère des décideurs politiques et des ONG. Le chantier de la réforme de la régulation financière engagé par le G20 n'est toutefois toujours pas achevé. Dans ce contexte, les thématiques qui seront développées pour le prochain quinquennal seront largement dans la continuité de celles déjà initiées, avec néanmoins des inflexions notables. En particulier, les travaux à venir auront une double ambition : (i) s'inscrire dans le renouvellement profond du champ d'un point de vue académique, mais également (ii) répondre à une forte demande sociale d'évaluation des réformes prudentielles engagées et de leurs failles et proposer des réformes alternatives ou complémentaires à celles déjà mises en œuvre. Le caractère « policy » des travaux à venir sera donc notable. Par ailleurs, la dimension pluridisciplinaire plus marquée (droit, sociologie, psychologie sociale et histoire) que nous souhaitons promouvoir dans une partie des travaux futurs vise à déplacer les frontières de la connaissance dans le domaine de la banque-finance.

Les travaux futurs en *Histoire de la pensée et théorie économique* approfondiront les questions portant sur (i) les déséquilibres en introduisant la possibilité d'échanges monétaires intertemporels, (ii) les possibilités de crises dans les schémas de reproduction de Marx au travers de leurs modalités de résolution et (iii) des outils et concepts plus contemporains. Un séminaire régulier en collaboration avec des philosophes se déroulera en outre autour du thème de

l'équilibre. Ces thématiques permettront ainsi d'établir des synergies au sein de l'axe MIBEF autour d'intérêts communs portant sur la question monétaire des règlements financiers, le rôle des arrangements institutionnels dans la résolution des déséquilibres monétaires, la genèse des modèles macroéconométriques et les enjeux politiques liés à certains débats théoriques.

Parmi les pistes de réflexion qui seront considérées au sein de la thématique *Econométrie financière*, figureront (i) l'approfondissement des travaux portant sur les interactions entre cycles financiers et cycles économiques, (ii) l'analyse de la dynamique des variables financières et de leur complexité, (iii) l'étude des déterminants empiriques des anticipations individuelles concernant l'évolution future des variables macroéconomiques et financières, ainsi que l'analyse de leur hétérogénéité. Ces orientations viendront compléter utilement les recherches qui seront menées dans les thématiques *Monnaie, banque et intermédiation financière* et *Macroéconomie et finance internationales* concernant notamment l'instabilité financière et le rôle stabilisateur que devraient jouer la politique monétaire et les règles prudentielles. De nouveaux chantiers plus théoriques seront également proposés afin d'améliorer certains tests économétriques dans les domaines des séries temporelles et des données de panel.

2.4.3 Politique scientifique et mise en œuvre

2.4.3.1 Macroéconomie et finance internationales

Les travaux menés dans les domaines des taux de change seront poursuivis. Ils s'intéresseront notamment à la zone euro et, en particulier, aux conditions que devraient remplir les pays pour en être membres dans une configuration de zone optimale (C. Couharde, V. Mignon). Ce projet s'appuiera sur la constitution et la mise à jour régulière de la base de données EQCHANGE. Les travaux sur la dynamique du *pass-through* du taux de change feront également l'objet d'un approfondissement, avec comme objectif d'expliquer son caractère affaibli et apparemment incomplet en tenant compte des phénomènes de globalisation et d'ouverture commerciale (V. Mignon).

Les autres thématiques seront poursuivies, avec un souci d'articulation plus forte avec les travaux menés dans les programmes de recherche des autres axes d'EconomiX ainsi que dans les autres thématiques de l'axe. Ainsi, les travaux sur les matières premières et les migrations internationales seront prolongés tout en s'orientant vers de nouveaux questionnements susceptibles d'alimenter les recherches menées dans l'axe *Développement Durable, Environnement et Energie*. Les travaux relatifs aux marchés des matières premières se focaliseront sur (i) l'étude du développement des bio-carburants et leurs impacts au niveau macroéconomique, notamment pour les pays producteurs de matières premières entrant dans la composition des bio-carburants (V. Mignon) et (ii) l'étude de la transition énergétique dans les pays en développement et son impact sur les inégalités et la pauvreté (C. Couharde). Les travaux axés sur la question des migrations internationales chercheront à explorer les relations entre (i) migrations internationales, déséquilibres globaux et finances publiques (D. Coulibaly et V. Mignon), (ii) migrations et changements socioéconomiques et politiques (D. Coulibaly) et (iii) ouverture commerciale, ouverture aux flux migratoires et croissance (V. Mignon).

S'agissant des recherches sur l'analyse des politiques économiques, B. Egert envisage de prolonger ses travaux sur les effets des réformes structurelles sur certains indicateurs économiques comme le niveau du PIB par tête, la productivité totale des facteurs, l'investissement et l'emploi. L'impact des réformes structurelles sera examiné en utilisant des données macroéconomiques, mais aussi sectorielles. L'influence des réformes de court, moyen et long termes sera étudiée pour les pays de l'OCDE, ainsi que pour les pays émergents et en développement. Les objectifs poursuivis seront également de mettre à jour l'interaction des politiques économiques entre elles et par rapport aux cycles économiques, ainsi que d'identifier les politiques économiques susceptibles d'influencer le capital humain. Les autres recherches futures menées sur les politiques économiques devraient avoir un arrimage plus fort avec les travaux menés dans les thématiques *Econométrie financière* et *Monnaie, banque et intermédiation financière*. Ainsi, P. Gandré compte étudier la politique monétaire optimale dans un contexte où les fluctuations dans les prix d'actifs sont inefficaces car résultant de variations dans les anticipations. L'idée est d'analyser dans quelle mesure la réponse optimale de la politique monétaire aux variations observées dans les prix d'actifs est affectée par l'introduction d'anticipations subjectives par rapport au cas standard avec anticipations rationnelles. C. Blot analysera quant à lui l'effet de la politique monétaire sur les bulles de prix d'actifs. L'analyse reposera sur le développement d'un indicateur synthétique de bulles sur le marché des actions et le marché immobilier aux États-Unis et dans la zone euro. L'effet de la politique monétaire sur ces indicateurs sera alors examiné afin de tester si la politique monétaire expansionniste contribue à alimenter ces bulles et si, inversement, une politique plus restrictive permet de les dégonfler. Il compte également travailler sur la transmission de la politique monétaire de la BCE aux taux bancaires en situation de *Zero Lower Bound* (ZLB). A partir d'une analyse économétrique menée en données de panel tenant compte de l'hétérogénéité des pays de la zone euro, il cherchera à déterminer si les mesures non conventionnelles de la BCE ont un effet sur les taux bancaires en régime de ZLB et si elles ont permis de réduire la fragmentation au sein du système bancaire de l'Union. J.G. Sahuc cherchera, quant à lui, à quantifier les effets des mesures non conventionnelles mises en place par l'Eurosystème pour répondre à la double crise de la zone euro.

Pour cela, il envisage de mobiliser un modèle DSGE dans lequel sera introduit un taux implicite en tant que mesure non contrainte de l'orientation de la politique monétaire. Ce taux sera obtenu à partir d'un modèle de structure par terme qui tient compte d'une borne inférieure des taux d'intérêt stochastique et pouvant aller en territoire négatif. À l'aide d'exercices contrefactuels, les effets macroéconomiques qui proviennent des seules mesures non conventionnelles seront alors quantifiés.

Enfin, deux autres dimensions – l'incertitude et le changement climatique – dont l'importance dans les questionnements devrait encore s'accroître dans le futur, seront considérées, autour des deux problématiques suivantes. Premièrement, en quoi l'incertitude pèse-t-elle sur l'activité économique ? C'est la question à laquelle certains membres de l'axe chercheront à répondre en analysant les caractéristiques de l'incertitude, en identifiant les chocs d'incertitude dans les modèles économétriques et leurs incidences macroéconomiques. Un premier projet examinera si le ciblage d'inflation, en réduisant le risque inflationniste, peut atténuer l'impact des chocs d'incertitude mondiale dans les pays en développement (D. Coulibaly). L. Ferrara s'intéressera, quant à lui, aux effets des chocs d'incertitude sur l'économie et la finance internationales. Deuxièmement, C. Couharde développera des recherches sur les effets macroéconomiques des variations des événements liés à la météorologie — notamment le phénomène El Niño — au fil des ans et dans les différentes régions. Il s'agira de mieux cerner l'impact de tels événements sur la production agricole, les prix des denrées alimentaires, mais aussi sur le stress hydrique, ainsi que sur certaines composantes de l'indicateur de pauvreté multidimensionnel, afin de proposer un indicateur de pauvreté lié aux dérèglements océaniques.

2.4.3.2 Monnaie, banque et intermédiation financière

Concernant le comportement des banques internationales et leurs stratégies relativement aux réglementations qui leur sont imposées, des travaux seront menés par O. Merrouche et concerneront les questionnements suivants : les banques internationales mènent-elles des stratégies d'arbitrage réglementaire ? Dans l'affirmative, quels types d'arbitrage ? Ce projet, pour lequel des financements internationaux ont été obtenus, sera conduit principalement en collaboration avec des économistes basés en Belgique.

La question des paradis fiscaux et/ou réglementaires dans la stratégie des grandes banques internationales devrait gagner en importance notamment du fait des nouvelles règles de divulgation d'information, en particulier concernant le *reporting* pays par pays. En particulier, des travaux seront menés sur les stratégies d'implantation des grandes banques européennes dans les paradis fiscaux, ainsi que sur leurs motivations et sur les conséquences de ces stratégies. AL. Delatte est chef de file de ce projet financé par la Commission Européenne. M. Brei, en collaboration avec des chercheurs de la BRI, s'intéressera plus particulièrement aux centres financiers *offshores* des Caraïbes qui sont un lieu important de transbordement des capitaux. Il examinera notamment le processus de *round tripping* — entrées et sorties de capitaux américains — et son effet sur les recettes fiscales américaines et sur l'octroi de crédit aux Etats-Unis.

Les analyses relatives au comportement des banques centrales seront poursuivies dans deux directions. H. Bennani s'intéressera à l'impact des médias sur le processus de prise de décision des banques centrales. Il cherchera en particulier à déterminer dans quelle mesure la BCE prend en considération la couverture médiatique de sa politique monétaire, et comment elle réagit à travers son taux directeur et ses mesures non-conventionnelles aux critiques énoncées par les médias. Dans un autre projet, il s'intéressera à la manière dont les médias décrivent les banquiers centraux et cherchera à déterminer la réaction des marchés financiers face à ces représentations, et donc, leur impact sur les objectifs de politique monétaire du banquier central. C. Blot reviendra, quant à lui, sur la notion d'indépendance des banques centrales. En effet, avec la crise, les banques centrales se sont vues confier des prérogatives élargies incluant notamment la stabilité financière. De même, les outils qu'elles ont mobilisés pendant la crise ont des incidences fiscales qui doivent conduire à réinterroger leur principe d'indépendance. Il s'agira ici de s'appuyer sur les pratiques récentes des banques centrales ainsi que sur les interrogations en cours concernant la conduite de la politique monétaire.

Le thème risques financiers et crise financière fera également l'objet de travaux futurs. O. Merrouche, en collaboration avec P. Bacchetta (HEC Lausanne), compte développer un projet — financé par le fond de recherche national suisse — qui exploite des données de flux de capitaux à haute fréquence (hebdomadaire) pour mieux évaluer les risques financiers pour les pays émergents d'une exposition accrue aux fluctuations de la liquidité globale et mieux comprendre comment le partage des risques financiers entre investisseurs globaux et émetteurs locaux dépend de cette liquidité globale. E. Dumitrescu souhaite étudier les interconnexions des institutions financières, en mettant l'accent sur les mesures de dépendance qui sont capables d'indiquer également la direction dans laquelle le risque se transmet. J.G. Sahuc cherchera à quantifier le montant de la perte en capital suite à une crise financière en utilisant un modèle de macro-finance qui capture les interactions entre les secteurs réel et financier de l'économie. Une modélisation du secteur bancaire sera développée, permettant de comprendre comment des défauts de banques d'investissement peuvent se propager aux banques de dépôts et créer ainsi un risque systémique.

L. Scialom se propose, quant à elle, de développer des travaux autour de la question : comment penser le réaligement de la finance sur les intérêts de la société ? Cette thématique générale se déclinera en plusieurs sous thèmes. En particulier, seront menés des travaux sur le calibrage des instruments prudentiels susceptibles de mieux soutenir l'économie réelle, de promouvoir la diversité dans les secteurs bancaire et financier et de favoriser les investissements dans la transition écologique. Seront également engagés des travaux sur la capture — dans une acception large — de la société par la finance et sur les conflits d'intérêt dans la banque. Il s'agira, au-delà de l'acception usuelle du terme « capture » telle qu'elle est mobilisée par les économistes et qui conduit à travailler sur les *revolving doors*, de s'intéresser à la capture cognitive, intellectuelle et sociologique dont les effets, quoique plus insidieux, sont très puissants. Ce projet devrait conduire à une réflexion approfondie sur la relation entre éthique et finance et sur des propositions concrètes visant à desserrer l'emprise de la finance et ses représentations sur la société. Ce nouveau champ de recherche nécessitera d'adopter une approche plus systématiquement pluridisciplinaire.

2.4.3.3 Histoire de la pensée et théorie économique

Au sein de cette thématique, il s'agira de poursuivre les travaux croisant théorie économique fondamentale, histoire de la pensée économique et philosophie économique. Les recherches futures s'articuleront autour de deux axes portant sur la théorie classique, d'une part, et sur des problématiques plus contemporaines, d'autre part. Les recherches futures devraient également se développer autour d'un projet de séminaire aux contours nécessairement plus vastes.

C. Benetti, C. Bidard, E. Klimosky et A. Rebeyrol envisagent d'approfondir leurs travaux sur le déséquilibre monétaire, en étudiant d'autres arrangements institutionnels *via* l'introduction d'échanges monétaires intertemporels. Cette dernière perspective devrait permettre d'établir des synergies avec d'autres thématiques développées au sein de l'axe MIBEF, autour d'un intérêt commun pour la question monétaire des règlements financiers. Ils comptent également approfondir leur analyse sur les possibilités de crises au sein des schémas de reproduction élargie de Marx, en s'intéressant à leur modalité de résolution. A. Saïdi poursuivra son travail de collaboration avec B. Cherrier, sous la forme d'une participation à la rédaction d'un ouvrage, dirigé par Roger Backhouse et Kevin Hoover, sur l'histoire des modèles macroéconométriques de l'après-guerre. Dans le domaine de la pensée économique, il compte également étudier les interactions de l'économie et de l'*engineering* à Stanford depuis les années 1950 et analyser les débats entre écoles de pensée autour du résidu de Solow et les enjeux politiques de ces débats pour la discipline, depuis les années 1980.

Même si le thème de l'exploitation continuera à nourrir certains travaux, le séminaire *Histoire de la pensée économique et Philosophie Economique* créé à la rentrée universitaire 2017 sera organisé autour du thème fédérateur de l'équilibre en 2018-2019. Il accueillera notamment des études consacrées à la genèse du concept d'équilibre de Cournot-Nash (A. Rebeyrol), à l'interprétation de la solution de Nash (F. Tricou), aux liens entre équilibres non-coopératifs et solutions coopératives autour du « programme de Nash », *etc.* La collaboration avec les philosophes pourra alors permettre d'étendre la problématique de l'équilibre en prenant pour pivot la notion d'ordre spontané (Friedrich Hayek) ou de système autopoïétique (proposé par Niklas Luhmann), cette dernière notion ramenant aussi à la question de la monnaie.

2.4.3.4 Econométrie financière

Les chercheurs et enseignants-chercheurs qui contribuent à la thématique *Econométrie financière* développeront un programme de recherche qui visera tout d'abord à mieux comprendre les interactions entre le cycle financier et le cycle d'affaires, en particulier en mettant en évidence la façon dont se forment ces deux cycles interdépendants et comment ceux-ci entrent en crise. C. Boucher souhaite poursuivre ses travaux dans la gestion d'actifs en proposant de nouveaux paradigmes de construction de portefeuilles susceptibles de s'adapter aux changements structurels macroéconomiques : faible inflation, courbe de Phillips remise en cause, environnement de taux d'intérêt bas. Les domaines d'application sont variés : sélection de titres, multigestion, gestion en budget de risque (DPPI). Il cherchera également à mieux comprendre l'articulation entre le cycle financier, la macroéconomie et la politique monétaire en s'intéressant aux effets des politiques monétaires non-conventionnelles sur les marchés financiers et l'activité. Il compte poursuivre ses travaux sur les caractéristiques des cycles d'affaires et le comportement des prix d'actifs en s'attachant en particulier à comprendre la formation et la dynamique des cycles financiers. Cela passera par l'étude de la transmission des chocs financiers et la modélisation des interactions macroéconomiques et financières à différentes fréquences temporelles. L. Ferrara approfondira ses travaux relatifs aux variables financières et à leur contenu prédictif quant aux fluctuations à venir de l'activité économique d'un pays.

Les recherches menées sur la dynamique des variables financières seront poursuivies et étendues aussi bien en économétrie théorique que dans une dimension empirique. R. Kotchoni compte ainsi continuer ses recherches concernant la détection des sauts dans les données à haute fréquence. G. de Truchis souhaite développer des outils statistiques permettant à la fois de rendre compte des processus à sauts et des composantes persistantes qui caractérisent la

dynamique des variables financières. Il envisage également d'orienter une partie de sa recherche sur les processus non causaux, car ils ont la particularité de tenir compte de dynamiques explosives et des phénomènes d'anticipations auto-réalisatrices qui peuvent affecter les marchés financiers. Au niveau appliqué, il étudiera le comportement localement explosif de certains marchés ou variables financières comme les *carry trades*. E. Dumitrescu s'intéressera aux différents aspects des effets des sauts sur la persistance de la volatilité (effets sur les fonctions d'autocorrélation, sur les relations de cointégration et la transmission du risque financier), et ambitionne de développer des estimateurs de la mémoire longue robustes à cette composante de saut du processus de prix financiers. R. Uctum poursuivra ses recherches sur l'analyse microstructurale de l'effet des flux d'ordres sur les variations de change en se focalisant sur les marchés à terme indicateurs d'activités *de carry trade*, tout en tenant compte d'une possible endogénéité et instabilité des paramètres, sur la base de prévisions individuelles d'indicateurs macroéconomiques et d'inflation extraites des enquêtes de Bloomberg.

Les travaux axés sur l'étude de la microstructure des marchés mettront l'accent sur les anticipations des agents. R. Uctum étudiera comment se forment les anticipations au niveau désagrégé et leur hétérogénéité dynamique à la lumière des modèles à ruptures structurelles et évolutionnistes (avec I. El Ouadghiri). Un travail de synthèse sur la rationalité limitée, les anticipations économiquement rationnelles et les biais comportementaux est en projet avec G. Prat. P. Gandré s'intéressera, quant à elle, aux déterminants empiriques des anticipations individuelles concernant l'évolution future des variables macroéconomiques et financières, notamment l'inflation et les rendements sur les actifs. Le développement massif de données d'enquêtes visant à interroger directement les acteurs économiques sur leurs anticipations d'inflation et de rendements sur les actions et les actifs immobiliers fournit une nouvelle mesure des anticipations dont les déterminants individuels (variables socio-démographiques et aversion au risque) et macroéconomiques (incertitude, cycle politico-médiatique et appartenance à une union monétaire pour les anticipations d'inflation) seront étudiés. Différents modèles théoriques de formation des anticipations seront ensuite confrontés aux données afin de déterminer celui qui est le plus pertinent en vue d'améliorer la micro-fondation des anticipations dans les modèles macroéconomiques modernes.

Enfin, au niveau du développement d'outils économétriques à visée plus générale, E. Dumitrescu envisage des travaux en économétrie des données de panel, à la suite de sa collaboration avec C. Hurlin (Université d'Orléans), portant sur des tests de spécification dans des panels hétérogènes et des tests de causalité. Dans le domaine de l'économétrie des séries temporelles, R. Kotchoni souhaite étendre le champ d'utilisation de la vraisemblance empirique au traitement des *continuums* de conditions de moments.

3 AUTOEVALUATION DE L'AXE DDEE

3.1 Présentation de l'axe

3.1.1 Effectifs

Au niveau des permanents, 28 membres seniors (dont 1 émérite) ont fait partie de l'axe Développement Durable, Environnement et Energie (DDEE) sur la période d'évaluation et sont listés dans le tableau ci-dessous. Les listes des autres membres de l'axe figurent en annexe 1.

Nom	Prénom	D/A	Statut
Ayong Le Kama	Alain		PR
Batifoulier	Philippe	D 31/08/2015	MCF
Baudry	Marc		PR
Berlin	Noémi	A 01/10/2017	CR
Brunetto	Marc	A 01/09/2016	MCF
Coestier	Bénédicte		MCF
Creti	Anna	D 31/08/2013	PR
Crifo	Patricia		PR
De Larquier	Guillemette	D 31/08/2017	MCF
Dumontet	Magali	A 01/09/2017	MCF
Etner	Johanna		PR
Fremigacci	Florent		MCF
Harnay	Sophie	D 31/08/2014	MCF
Jeleva	Meglana		PR
Jouvet	Pierre- André		PR

Karanfil	Fatih		MCF
Levratto	Nadine		DR
Llense	Fabienne		MCF
Melindi-Ghidi	Paolo	A 01/09/2017	MCF
Meurs	Dominique		PR
Ongba	Luc-Désiré		MCF
Prieur	Fabien	A 01/09/2016	PR
Raffin	Natacha	D 31/08/2016	MCF
Ragot	Lionel		PR
Renault	Olivier	A 01/09/2015	MCF
Rotillon	Gilles		PREM
Sindzingre	Alice Nicole		CR
Tovar	Élisabeth		MCF
D : départ au cours du quinquennal (date de départ)			
A : arrivée au cours du quinquennal (date d'arrivée)			

Le potentiel d'enseignants-chercheurs et chercheurs de l'axe DDEE est resté très stable sur l'ensemble de la période évaluée. Cinq collègues sont partis (mutation d'un professeur et promotion au rang de professeur de quatre maîtres de conférences) et sept ont rejoint l'axe (recrutement d'un professeur, de cinq maîtres de conférences et d'un chargé de recherche CNRS). La politique de recrutement du laboratoire, très réactive et efficace, a permis non seulement de maintenir le potentiel global de l'axe, mais aussi le potentiel au sein des thématiques principales (détaillées ci-après). En effet, la première thématique a connu deux départs et deux arrivées, la deuxième thématique a vu un départ et un recrutement, la troisième deux départs et une arrivée, tandis que la dernière thématique, qui doit faire l'objet d'un développement de son potentiel pour mener à bien son projet conséquent des années à venir, a eu un solde net de deux membres (aucun départ et deux arrivées).

3.1.2 Objectifs, thèmes et structuration de la recherche

L'axe DDEE résulte de la reconstitution du laboratoire opérée en janvier 2016 qui s'est traduite par la réduction du nombre d'axes de recherche de 6 à 3. Son périmètre actuel, en termes de chercheurs, correspond schématiquement à l'intégralité de l'ancien axe Développement Durable, Environnement et Economie Publique (DDEEP), la quasi-totalité de l'ancien axe Entreprises, Inégalités et Politiques Sociales (EIPS) et l'ensemble des chercheurs impliqués dans la thématique Risque et Incertitude de l'axe Théorie économique, risque et interactions stratégiques (ThéoRIS). Cette reconfiguration a conduit à définir quatre thématiques principales qui s'articulent autour des trois piliers du développement durable (DD) et d'une problématique transversale axée sur les incertitudes inhérentes aux différentes dimensions du DD :

1. *Environnement, Ressources Naturelles et Energie*. Il s'agit du pilier environnemental du DD. Les travaux menés dans cette thématique s'intéressent aussi bien (i) aux problèmes de pollution, au changement climatique, aux politiques de préservation de l'environnement ou d'adaptation, aux interactions environnement-agriculture, (ii) qu'aux questions relatives à la gestion des ressources naturelles, qu'elles soient ou non renouvelables, à la « malédiction » de ces ressources, à la transition énergétique, ainsi (iii) qu'aux liens réciproques entre croissance économique, environnement et ressources.
2. *Entreprises, Innovations, Travail*. Le pilier économique du DD vise à concilier le développement économique avec des principes éthiques comme la préservation de l'environnement ou l'équité sous ses différentes facettes. Ces enjeux économiques sont donc étroitement liés aux piliers environnemental et social du DD. Ce développement passe par l'instauration de nouvelles pratiques dans les entreprises, en lien avec leur responsabilité sociale et environnementale, des entreprises plus innovantes, le développement du tissu économique local ou encore des marchés du travail plus efficaces et plus équitables. Ce sont autant de problématiques qui ont fait l'objet de travaux de recherche spécifiques au sein de l'axe.

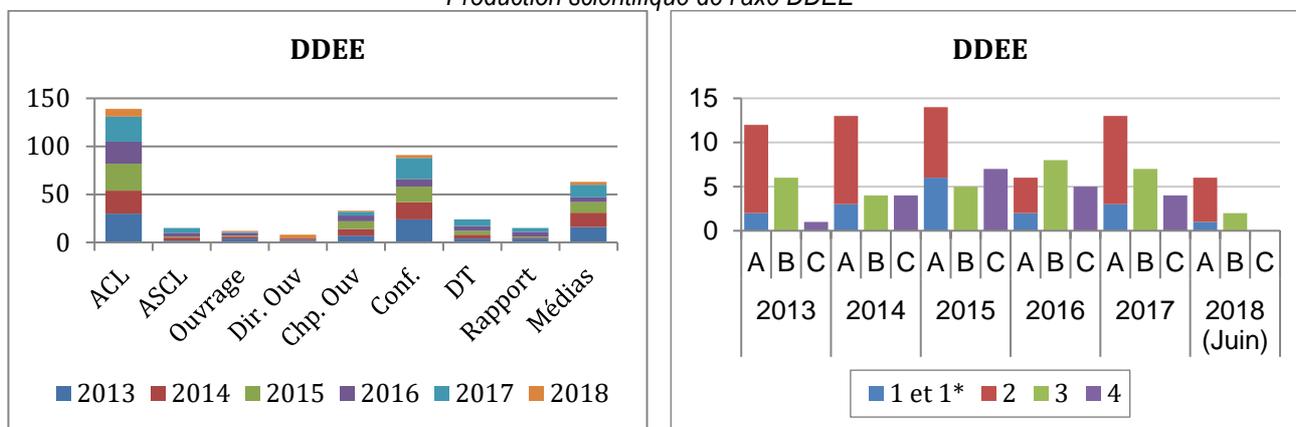
3. *Population, Inégalités et Santé*. Le pilier social du DD insiste sur la dimension équitable que doit revêtir le développement économique. Il doit, entre autres, contribuer à la réduction des inégalités et des discriminations que l'on peut constater sur le marché du travail (relatives au genre ou à l'origine). Cette problématique de l'équité a également une dimension intertemporelle qui résulte aujourd'hui en grande partie des interactions entre le vieillissement démographique et les politiques affectant les transferts publics entre les générations. C'est ce même vieillissement démographique, associé à la réduction permanente des taux de croissance par rapport aux trente glorieuses, qui a conduit aux politiques d'ajustement de la protection sociale, que ce soit au niveau de son financement ou de son périmètre. Ces réformes publiques qui ont porté sur les deux principaux régimes de la protection sociale, la maladie (et le secteur de la santé) et les retraites, posent des questions sur leur efficacité et sur leurs effets en termes d'équité. Ces nombreuses thématiques ont été étudiées par les chercheurs de l'axe.
4. *Economie Comportementale et Incertitudes*. Les problématiques environnementales ou de santé sont caractérisées par un niveau d'incertitude relativement élevé. La perception de ces incertitudes peut être à l'origine de comportements individuels sous optimaux de prévention des risques et remettre en cause l'efficacité des politiques publiques. Cette thématique de l'axe DDEE s'intéresse aux comportements individuels de gestion des risques (prévention, assurance) et au *design* de politiques publiques optimales. Au niveau méthodologique, les travaux les plus récents accordent une place importante à l'approche expérimentale.

3.2 Produits et activités de recherche : bilan scientifique

3.2.1 Données chiffrées

La production scientifique de l'axe est schématiquement répartie comme suit : 41% pour les publications dans des revues à comité de lecture, 16% pour la publication d'ouvrages (y compris direction d'ouvrages et contributions à ouvrages collectifs), 7% pour les documents de travail, 27% pour la participation à des conférences en France et à l'étranger, le reste concernant la publication de rapports, 4%, et des publications, 5%, dans des revues de vulgarisation sans comité de lecture (voir annexe 4C). Cette production a été réalisée de manière régulière tout au long de la période évaluée, sa ventilation annuelle étant en outre relativement stable sur les années pleines (2013 à 2017).

Production scientifique de l'axe DDEE



Production selon la nomenclature HCERES
 ACL : revue à comité de lecture, ASCL : revue sans comité de lecture, Dir. Ouv : direction d'ouvrage ou de numéro spécial de revue, Chp. Ouv : contribution à ouvrage collectif, Conf. : présentation à une conférence, DT : document de travail.

Publications CNRS et classification HCERES : revues
 1 et 1* 2 3 4

Concernant les articles, plus de 75% d'entre eux sont publiés dans des revues à comité de lecture. Leur ventilation en fonction de la catégorisation de la liste HCERES met en évidence la qualité des supports de publications, avec plus de la moitié d'entre elles, 54%, qui sont de rang A, 28% de rang B et 18% de rang C. Parmi les publications de rang A, 27% proviennent de revues de rang 1 selon le classement du CNRS (15% du total des publications) et 73% de revues de rang 2 (40% du total des publications). Le périmètre de l'axe DDEE ayant sensiblement évolué depuis 2016, avec la recombinaison des axes de recherche de l'unité, la comparaison de ces résultats avec ceux du précédent rapport n'est pas immédiate. Néanmoins, en agrégeant les axes DDEEP et EIPS du rapport de 2013, on retrouve une grande partie des chercheurs qui constituent le nouvel axe DDEE. On constate alors une progression dans la qualité des revues : les publications de rang A n'étaient que de 40%, celles de rang B de 30% et 30% pour celles de rang C dans le rapport de 2013. Cette progression dans la qualité n'a pas été obtenue par une réduction du volume total de publications, celles-ci ayant légèrement augmenté (117 dans ce rapport contre 108 dans le rapport précédent).

Publications des membres de l'axe DDEE au 30/06/2018 depuis 2013 dans les revues classées par la section 37 du CNRS (et dans l'ensemble des revues à comité de lecture)

Rang CNRS	1	2	3	4	Total
Nombre	17	47	32	21	117 (139)
HCERES	A = 64		B = 32	C = 21	

Ce tableau tient compte uniquement des publications des membres du laboratoire (les publications des chercheurs associés ne sont pas comptabilisées). Par ailleurs, les publications des membres ayant quitté l'unité en cours de quinquennal ou étant arrivés en cours de quinquennal ne sont comptabilisées que sur leur période d'appartenance au laboratoire. Le total entre parenthèses tient compte de l'ensemble des revues à comité de lecture (référéncées par le CNRS, le HCERES ou les bases de données internationales) et non pas seulement de celles de la catégorisation de la section 37 du CNRS. Cela permet de donner une image complète des publications dans des revues très spécialisées ou relevant d'autres disciplines.

3.2.2 Principaux résultats des recherches menées au sein de l'axe

La présentation des travaux qui suit n'est pas exhaustive. Structurée autour des quatre thématiques de cet axe, elle met en avant les thèmes majeurs, les ressources humaines qui s'y intéressent et leurs publications représentatives. Le cloisonnement entre ces quatre thématiques est loin d'être étanche. On trouvera ainsi dans la thématique *Environnement* des travaux qui l'abordent sous l'angle des liens avec la santé ; de même, les travaux de la thématique *Entreprises* sur la responsabilité sociale et environnementale des firmes intègrent nécessairement une dimension environnementale. Le choix a consisté à affecter les publications à la thématique qui correspond à la principale question étudiée. Les thématiques de cet axe, comme les trois piliers du développement durable, sont fortement entrecroisées. C'est la même méthode qui a été appliquée pour affecter les enseignants-chercheurs et chercheurs de l'axe à chacune de ces thématiques. Ils apparaissent comme chercheur – *thème principal* – dans la thématique où ils ont le plus publié ; et comme chercheur – *thème secondaire* – dans les thématiques pour lesquelles ils ont également réalisé des publications (ou ont des travaux en cours). Un nombre limité de publications des chercheurs de l'axe (11 au total) n'ont pas été ventilées sur les quatre thématiques, leur problématique étant relativement éloignée des questions traitées ici ou dans les autres axes du laboratoire (par exemple, un papier sur les performances dans le football européen). Sachant que 3 d'entre elles sont de rang 2 CNRS, 3 de rang 3 et 5 figurent dans des revues avec comité de lecture mais non classées, en les ajoutant à la ventilation des publications par thématique, on retrouve le total des publications par classement du tableau précédent qui recense l'ensemble des publications des chercheurs de l'axe DDEE.

3.2.2.1 Environnement, ressources naturelles et énergie

Chercheurs (thème principal) : Alain Ayong Le Kama, Anna Creti, Pierre-André Jouvét, Fatih Karanfil, Paolo Melindi-Ghidi, Luc-Désiré Omgba, Fabien Prieur, Natacha Raffin, Lionel Ragot, Gilles Rotillon.

Chercheurs (thème secondaire) : Marc Baudry, Patricia Crifo, Johanna Etnér, Meglena Jeleva.

Publications : on relève 47 publications dans les revues classées par la section 37 du CNRS, réparties comme suit : 13 de rang 1, 17 de rang 2, 11 de rang 3 et 6 de rang 4.

Thème 1. Croissance durable

La littérature sur les liens entre croissance économique, environnement et énergie a été foisonnante ces vingt dernières années. Une série de travaux a étendu la réflexion sur les relations entre croissance économique et pollution en analysant l'impact que pouvait avoir cette dernière sur des facteurs relativement négligés jusqu'à présent dans la littérature (facteur travail, capital humain ou encore capital santé) ou sur des variables démographiques (fertilité, longévité). N. Raffin et T. Seegmuller (2014) analysent l'interaction entre la longévité, la pollution et la croissance dans le cadre d'un modèle à générations imbriquées. Ils montrent que, quel que soit le domaine d'intervention des autorités publiques, santé (favorable à la longévité) ou préservation de l'environnement, l'effet sur la croissance économique est négatif. S'inscrivant également dans le canal de la santé, L. Ragot et S. Bosi (2013) étudient les effets ambivalents de la pollution sur la croissance : elle peut s'apparenter à une amélioration de la productivité globale des facteurs, mais elle abaisse dans le même temps le stock de capital humain en affaiblissant les performances physiques et mentales et en raccourcissant l'espérance de vie. D. Desmarchelier (2013) s'intéresse plus précisément à cet impact de la pollution sur la productivité globale des facteurs et montre que lorsqu'elle affecte également le comportement des consommateurs, elle peut être source de fluctuations endogènes. S. Bosi, D. Desmarchelier et L. Ragot (2015) analysent la dynamique de long terme d'une économie lorsque la pollution affecte l'offre de travail des ménages. Des cycles endogènes peuvent également apparaître dans la configuration où la pollution augmente la consommation (effet de compensation) et réduit l'offre de travail (effet loisirs). S. Bosi et D. Desmarchelier (2013) étudient l'impact de la pollution sur la fertilité et la productivité. Leurs résultats conduisent à l'émergence possible de cycles endogènes lorsque le coût de l'éducation augmente et que les effets revenus

(substitution) sont dominants. Ces derniers travaux ont en commun de mettre en évidence le rôle perturbateur de la pollution sur la dynamique de long terme des économies dès lors que l'on prend en compte ses effets sur des variables comme le capital santé et le capital humain. K. Constant, C. Nourry et T. Seegmuller (2014) prennent également en compte l'impact de la pollution sur la fertilité. En présence d'un altruisme paternaliste, l'économie peut échapper à un piège à sous-développement (économique et démographique) pour s'engager sur une trajectoire où l'intensité capitalistique, la démographie et la pollution sont toutes les trois croissantes. Selon C. de Perthuis et P.A. Jouvét (2013), il ne suffit pas de s'intéresser aux effets externes de la pollution pour faire émerger une croissance verte, il est également nécessaire de considérer les facteurs environnementaux comme un facteur essentiel à la production et non comme une simple externalité. A. Ayong Le Kama, A. Pommeret et F. Prieur (2014) abordent cette question des relations entre croissance et environnement en insistant sur le problème posé par l'irréversibilité des dommages occasionnés à l'environnement par l'activité humaine. Ils développent pour cela un modèle de croissance optimale où les dommages environnementaux sont irréversibles, mais dont l'ampleur est incertaine. Ils montrent que lorsque cette irréversibilité est bien prise en compte, la politique optimale conduit à un état stationnaire à long terme (absence de croissance), alors que si on la néglige la trajectoire de l'économie conduit au déclin (décroissance permanente de la qualité de l'environnement et de la consommation).

D'autres travaux s'inscrivent dans cette analyse des relations entre croissance, pollution et ressources naturelles, mais se focalisent plus précisément sur la place de l'énergie et adoptent une analyse souvent plus empirique. V. Court et F. Fizaine (2016) estiment la relation entre croissance économique et dépense en énergie d'un pays. La causalité (tests de Granger) étant à sens unique, du niveau de dépense énergétique vers la croissance économique, ils montrent que pour profiter d'une croissance positive, l'économie américaine ne peut pas dépenser plus de 11% de son PIB sur l'énergie. F. Karanfil et L. Yuanjing (2015) étudient le même type de relation, en se restreignant à la consommation d'électricité et en utilisant les données de 160 pays sur la période 1980-2010. Ils aboutissent à des relations causales plus contrastées, fonction des différences régionales et des niveaux de revenus. V. Court, P.A. Jouvét et F. Lantz (2018) développent un modèle de croissance endogène pour analyser les conditions d'une transition en douceur de l'énergie fossile à l'énergie renouvelable. Ils montrent que cette transition peut avoir des impacts négatifs sur la croissance, qui peuvent être atténués par l'utilisation appropriée des recettes provenant de l'instauration d'une taxe carbone.

A. Ayong Le Kama, T. Ha-Huy, C. Le Van et K. Schubert (2014) adoptent une perspective différente de l'ensemble des travaux précédents. Ils ne s'intéressent pas à la dynamique concurrentielle de long terme des économies, mais aux fonctions de bien-être social qui sont soutenables (au sens de non décroissance du bien-être le long du sentier de croissance). Ils proposent une nouvelle axiomatique fondée sur les axiomes de « never-decisiveness » pour le présent et le futur. Ils montrent que le critère utilitariste non escompté est un critère « never-decisive » pour les modèles de croissance optimale.

Thème 2. Politiques publiques et environnement

Le deuxième thème porte également sur les problématiques environnementales, souvent dans le cadre d'un modèle de croissance de long terme ; la question principale n'est toutefois plus la relation entre le taux de croissance économique et les facteurs environnementaux et les ressources naturelles, mais l'étude des politiques publiques. Les travaux menés s'intéressent aussi bien aux effets (en termes d'efficacité et d'équité) des politiques environnementales, qu'aux impacts des autres politiques économiques (redistributives, éducatives) sur l'environnement. Une première série de travaux s'est attachée à analyser en détail la place que pouvait prendre le processus de capture et séquestration du carbone (CSS) dans les politiques de lutte contre le changement climatique. A. Ayong Le Kama, M. Fodha et G. Lafforgue (2013) étudient les contours d'une politique CSS optimale. Les résultats de la résolution du programme du planificateur social mettent en évidence que cette politique peut être une solution à long terme pour contenir les émissions de carbone. Ils en dérivent le système de taxation optimal ainsi que le profil temporel du prix du carbone qui assurent la décentralisation de la solution optimale. P.A. Jouvét et M. Renner (2014) s'intéressent également aux politiques CCS. En plus des coûts, ils insistent sur le problème de l'acceptation sociale de ces technologies. Dans une configuration où chaque pays définit sa politique climatique (minimisation du coût de la décarbonisation optimale au niveau agrégé), ils évaluent les transferts nécessaires entre pays pour aboutir à la solution optimale. Cette question de l'acceptabilité sociale des politiques environnementales est également étudiée par T. Bréchet, P.A. Jouvét et G. Rotillon (2013) en présence d'un système de permis d'émissions. Pour des raisons d'acceptabilité sociale, une partie des permis doit être délivrée gratuitement, ce qui peut nuire à l'optimalité de la politique. Ils proposent une règle d'allocation des permis qui permet de réconcilier optimalité et acceptabilité. C. de Perthuis et P.A. Jouvét (2015), dans le cadre de travaux préparatoires au rendez-vous Paris Climat 2015, se sont interrogés sur le *design* optimal d'un accord climatique international. Ils proposent une approche mixant taxation et marché de permis nationaux qui seraient interconnectés au niveau international. Dans A. Ayong Le Kama et A. Pommeret (2016), la question se déplace vers le bon dosage entre politiques d'adaptation et politiques d'atténuation. En présence d'un seuil de pollution au-delà duquel les politiques d'adaptation ne sont plus efficaces, ils montrent que si

ce seuil est inférieur au niveau de pollution stationnaire de long terme, il est impossible pour l'économie d'éviter de le dépasser. La mise en place de mécanismes de développement propres (CDM), qui permettent la réduction des émissions du reste du monde, pourrait éviter que l'économie ne dépasse ce seuil. L'importance des normes sociales dans la boîte à outils des politiques environnementales et leurs effets sur les comportements en faveur de l'environnement sont étudiés par K. Farrow, G. Grolleau et L. Ibanez (2017). Ils proposent une revue de la littérature sur les travaux empiriques et théoriques s'intéressant à l'impact comportemental de ces normes sociales et montrent que la définition des politiques environnementales dépend sensiblement de l'évaluation des dommages environnementaux. M. Baudry et M. Maslianskaïa-Pautrel (2016) étudient les implications théoriques de la possible segmentation de marché (immobilier) dans la méthode d'évaluation des prix hédoniques. Sur la base de simulations numériques, ils mettent en évidence la manière dont cette segmentation peut biaiser l'estimation du prix implicite de la qualité de l'environnement.

Avec F. Gonand et P.A. Juvet (2015) on quitte l'étude des seules politiques environnementales pour se préoccuper de l'impact des autres politiques publiques sur l'environnement. Ils évaluent empiriquement (données sur la France et l'Allemagne) les liens entre le « double dividende » (taxe sur le carbone qui est recyclée) et la structure démographique d'une économie en intégrant des politiques redistributives comme un régime de retraite par répartition. N. Raffin (2014) analyse les interactions possibles entre politique environnementale et politique éducative, dans le cadre d'un modèle d'économie politique où les individus votent sur le niveau de la taxe environnementale. Ses résultats montrent que la politique publique en faveur de l'éducation peut améliorer la situation tant économique qu'environnementale. T. Jobert, F. Karanfil et A. Tykhonenko (2018) s'intéressent quant à eux aux relations entre politiques commerciales et politiques environnementales et montrent que l'existence de « pollution havens » résulte d'une régulation environnementale trop laxiste ou inexistante.

Un certain nombre de travaux se sont focalisés sur le volet agricole du changement climatique. P. Bontemps, V. Martinet, G. Rotillon et C. Withagen (2015) étudient les nombreuses interactions entre l'agriculture et l'environnement. N. Ben Cheikh et Y. Ben Zaïed (2015) estiment les impacts de court et long termes du changement climatique sur le secteur agricole tunisien et ses implications sur la politique agricole de ce pays. Y Ben Zaïed et O. Zouabi (2016) développent également cette question, mais en centrant l'analyse sur la production d'olives en Tunisie (3ème producteur mondial). Ils dérivent de leurs résultats économétriques un certain nombre de recommandations précises pour la politique agricole tunisienne. J.P. Amigues, A. Ayong Le Kama, U. Chakravorty et M. Moreaux (2013) s'intéressent quant à eux à l'extension des terres agricoles consécutive à la hausse de la demande de produits agricoles (dynamique démographique). La prise en compte des coûts de défrichement, souvent négligés dans la littérature, s'avère en réalité indispensable pour avoir une bonne mesure de l'extension optimale.

Thème 3. Politiques publiques, ressources naturelles et énergie

La libéralisation du marché de l'électricité en Europe a été l'objet de plusieurs travaux de recherche. S. Concettini et A. Creti (2014) donnent une première évaluation des effets de la libéralisation de la vente de l'électricité en Europe. Compte tenu des caractéristiques spécifiques de ce marché, elles identifient des situations où une régulation « stricte » s'avère nécessaire pour assurer la continuité de l'offre et la protection des clients. Centrant leur analyse sur la situation de l'Italie, S. Benedettini et F. Pontoni (2013) montrent que le régulateur a suivi une approche modulaire pour accompagner cette libéralisation qui a abouti à une accumulation de réglementations pouvant brouiller les mécanismes d'incitation.

Toujours à propos du marché de l'électricité, F. Karanfil et Y. Li (2017) examinent, en utilisant des données danoises, le fonctionnement d'un marché de l'électricité *intraday* et le rôle que peuvent avoir les erreurs d'anticipation sur la production de l'éolien (vent) sur l'écart de prix entre le marché *intraday* et le marché *day-ahead*. B. Solier et P.A. Juvet (2013) évaluent à l'aide d'un modèle empirique l'influence qu'ont pu avoir les fluctuations quotidiennes des coûts en CO₂ (prix des quotas) sur le prix de l'électricité. Leurs résultats montrent que cette transmission semble avoir été plus importante lors de la première phase du Système Communautaire d'Echange de Quotas d'Emissions que durant la seconde phase.

Plusieurs travaux ont été menés sur la transition énergétique selon des optiques relativement différentes et complémentaires. Dans un cadre théorique, J.P. Amigues, A. Ayong Le Kama et M. Moreaux (2015) étudient la transition optimale entre les sources d'énergies non renouvelables et renouvelables en présence de coûts d'ajustement sur la capacité de production d'énergies renouvelables. V. Court et F. Fizaine (2015) s'intéressent à la dépendance des technologies des énergies renouvelables à des métaux rares. Ils décrivent cette relation en examinant comment les besoins énergétiques associés à l'extraction de ces métaux peuvent avoir un impact sur le retour sur investissement énergétique des différentes technologies renouvelables et nucléaires.

La malédiction des ressources, qui donne lieu à d'intenses débats dans la littérature économique contemporaine, est un thème qui a mobilisé de nombreux chercheurs de l'axe au cours de la période évaluée. Cette hypothèse de « malédiction »

repose sur un paradoxe apparent : les pays à forte dotation en ressources naturelles ont, en moyenne, une croissance de long terme plus faible que les pays qui n'en disposent pas. Les travaux de L.D. Omgba ont notamment pour objet de fournir de nouveaux éléments de compréhension de ce paradoxe apparent (L.D Omgba, L. Rachid et C. Ebeke, 2015) et, de manière plus générale, d'examiner les différents aspects liés à l'économie politique et à la gestion macroéconomique des ressources pétrolières dans les pays qui en dépendent (L.D. Omgba, D. Coulibaly et H. Raymond, 2017 ; L.D. Omgba, 2014, 2015). A la marge de cette problématique, F. Karanfil et L.D. Omgba (2017) expliquent que la mauvaise mesure des réserves de pétrole, qu'ils évaluent par une approche économétrique originale, devrait conduire à considérer ces réserves comme endogènes et non exogènes, en particulier dans la littérature sur la malédiction des ressources. R. Boucekkine, F. Prieur et K. Puzon (2016), analysent les origines des changements institutionnels dans les pays riches en ressources naturelles. Ils mettent en évidence l'importance des interactions entre les élites et la population en décrivant un changement de régime politique comme un problème de *timing* de la population, même lorsque les élites disposent de stratégies de redistribution et de répression. Ce travail, mobilisant la théorie des jeux dynamiques non coopératifs, a donné lieu à des extensions plus théoriques avec le développement de méthodes de résolution de jeux différentiels avec changement de régime (N.V. Long, F. Prieur, K. Puzon et M. Tidball, 2017), illustrées par une application à la gestion des ressources naturelles dans un contexte non coopératif.

Les questions autour de la gestion de l'eau ont également alimenté les recherches réalisées au sein de l'axe. En particulier, Y. Ben Zaïed s'intéresse à la dimension saisonnière de la demande en eau résidentielle en Tunisie (Y. Ben Zaïed et M.E. Binet, 2015) et étudie également la présence de non-linéarités dans cette demande dont l'ampleur dépend des variations du prix de l'eau (N. Ben Cheik, Y. Ben Zaïed et P. Nguyen, 2017). La prise en compte de disparités régionales dans l'élasticité prix de la demande en eau résidentielle en Tunisie, mises en évidence par des tests de cointégration sur données de panel, le conduit à recommander, dans un souci d'équité, des politiques tarifaires de l'eau différenciées régionalement (N. Ben Cheikh et Y. Ben Zaïed, 2015). Ce résultat précédent sert de base à l'analyse de tarifs progressifs non linéaires (N. Ben Cheikh, Y. Ben Zaïed, H. Bouzgarrou et P. Nguyen, 2017) pour réduire la demande des grands consommateurs (critère d'efficacité) tout en promouvant l'accès des consommateurs pauvres à cette ressource (critère d'équité). A. Ayong Le Kama et A. Tomini se sont quant à eux intéressés au problème de la salinité du sol induite par l'irrigation dans un modèle de gestion des eaux souterraines.

3.2.2.2 *Entreprises, innovations et travail*

Chercheurs (thème principal) : Marc Baudry, Marc Brunetto, Patricia Crifo, Guillemette de Larquier, Florent Fremigacci, Sophie Harnay, Nadine Levratto, Fabienne Llense, Elisabeth Tovar.

Chercheurs (thème secondaire) : Dominique Meurs, Paolo Melindi-Ghidi.

Publications : on relève 39 publications dans les revues classées par la section 37 du CNRS, réparties comme suit : 1 de rang 1, 18 de rang 2, 8 de rang 3 et 12 de rang 4.

Thème 1. Entreprises, Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE)

Une partie des travaux de l'axe DDEE s'inscrit dans le domaine de l'économie de la firme et des organisations. Présentant une dimension essentiellement appliquée, ils concernent, du point de vue du questionnement général, les déterminants des trajectoires d'entreprises et l'impact des politiques publiques. Ils participent ainsi explicitement aux travaux portant sur le pilier économique du développement durable, en particulier dans son objectif de développement du tissu économique local. Les principaux résultats obtenus peuvent être scindés en deux groupes, le premier portant sur l'analyse des déterminants individuels des trajectoires d'entreprises, le second sur l'analyse du contexte local comme facteur explicatif de la création d'entreprises et d'emplois.

i) *Analyse des déterminants individuels des trajectoires d'entreprises*. Plusieurs articles explorent la croissance par la variation de l'effectif salarié mesuré au niveau des entreprises ou des établissements. Ils mettent en évidence les effets différenciés selon la taille de l'entreprise, son secteur d'appartenance, la structure du capital et l'organisation des exonérations de cotisations sociales (A. Garsaa, N. Levratto et L. Tessier, 2015 ; A. Garsaa et N. Levratto, 2015), et selon la présence des *business angels* (N. Levratto, M. Ramadan et L. Tessier, 2017 ; N. Levratto, L. Tessier et C. Fnrouge, 2017). Le résultat principal est que les combinaisons de ressources mobilisées par les entreprises varient selon le rythme de croissance. Ce résultat, qui contraste avec les recherches qui mettent en avant une hiérarchie des stratégies de croissance, a été obtenu grâce à la mobilisation de différentes techniques économétriques appliquées à d'importantes bases de données individuelles d'entreprises combinant des sources INSEE et des enquêtes *ad hoc*, réalisées en partenariat avec France Angels principalement. Une attention particulière a été accordée à la question de la défaillance

et des faillites (N. Levratto et P.C. Hautcoeur, 2015 ; N. Levratto, 2013, 2015). Ces recherches ont permis de mettre en évidence le caractère multifactoriel de la défaillance et de distinguer les facteurs reflétés par les ratios comptables de causes plus profondes, telles que plusieurs baisses successives du chiffre d'affaires qui traduisent une incapacité de l'entreprise à atteindre son marché potentiel. Elles ont également conduit à souligner le rôle de la structure de l'actionariat dans la forme de la défaillance. Les entreprises indépendantes ont tendance à faire plus fréquemment l'objet d'une liquidation directe que les entreprises incluses dans des groupes. Certaines recherches abordent spécifiquement la question des autoentrepreneurs (N. Levratto et E. Serverin, 2014, 2016), tandis que d'autres s'intéressent au cas des entreprises situées dans les pays du Moyen Orient (N. Levratto et A. Ramadan, 2015).

ii) *Analyse du contexte local comme facteur explicatif de la création d'entreprises et d'emplois.* A côté des déterminants individuels des trajectoires d'entreprises, un autre ensemble de travaux vise à identifier le rôle de la localisation dans les trajectoires des entreprises et la spécificité des territoires. Les recherches sur ce thème portent majoritairement sur l'entrepreneuriat, la survie des nouveaux entrants et la création de *start-up*, et la façon dont les *spillovers* locaux les influencent. Les recherches menées au sein d'EconomiX se positionnent différemment en étudiant le lien entre création d'emplois et localisation des unités productives. La mise en évidence du contexte local comme facteur explicatif des trajectoires a été réalisée dans un ensemble d'articles empiriques traitant de la totalité des zones d'emplois françaises, des métropoles et des territoires insulaires (N. Levratto, D. Carré et L. Tessier, 2017 ; A. Garsaa et N. Levratto, 2016, 2017 ; N. Levratto, 2015 ; A. Garsaa, N. Levratto et L. Tessier, 2014 ; D. Carré et N. Levratto, 2013). Ils montrent que l'influence des variables locales passe par plusieurs canaux qui vont de la profondeur du marché à la disponibilité des ressources en passant par le jeu des externalités et le contexte économique local. Elle est renforcée lorsque les entreprises peuvent bénéficier localement d'un accès aisé et à faible coût aux ressources immobilières nécessaires à leur activité. La croissance est également facilitée par le regroupement d'entreprises semblables ou complémentaires sur un même territoire conformément à la notion d'externalités d'agglomération. La prise en compte de l'effet géographique à une échelle fine (la zone d'emploi) confirme enfin l'importance de facteurs moins visibles. L'utilisation de modèles multi-niveaux (A. Garsaa et N. Levratto, 2017) permet d'affiner les résultats obtenus en mêlant dans un même modèle des variables individuelles et locales. Ils conduisent à la mise en évidence d'effets locaux différenciés selon le secteur. Une extension à l'échelle européenne est actuellement en cours dans le cadre d'un programme de recherche auto-porté par des membres de l'équipe avec l'ICN de Nancy et les Universités de Mons (Belgique) et de Calabre (Italie).

Une autre série de travaux, en relation avec la théorie de la firme, porte directement sur les relations firmes-environnement à travers la responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises. Là aussi, deux grands thèmes ont été étudiés.

i) *Le lien entre responsabilité sociale et environnementale des entreprises et leur performance financière.* L'absence de consensus sur la relation RSE – performance financière dans la littérature suggère d'explorer le lien manquant entre ces deux variables (P. Crifo et V. Forget, 2014a, 2014b, 2015 ; P. Crifo et B. Sinclair-Desgagné, 2014 ; P. Crifo et N. Mottis, 2013, 2016 ; P. Crifo, 2013). A partir de données de notation et de données de pratiques RSE, les résultats obtenus montrent une surperformance dans les firmes qui adoptent simultanément des pratiques RSE complémentaires vis-à-vis des salariés et clients et fournisseurs, et une sous-performance dans les firmes qui adoptent simultanément des pratiques RSE substituables vis-à-vis de l'environnement et des clients et des fournisseurs (P. Crifo, M.A. Diaye et S. Pekovic, 2016 ; S. Cavaco et P. Crifo, 2014). La concentration de l'actionariat pourrait en outre impacter négativement la RSE (P. Crifo, M.A. Diaye, R. Oueghlissi et S. Pekovic, 2016). Enfin, des travaux sur les entreprises non cotées montrent que celles-ci ont également intérêt à s'engager dans ces démarches RSE, mais elles ont plus à perdre à être irresponsables qu'à gagner à être responsables (P. Crifo, V. Forget et S. Teyssier, 2015).

ii) *La relation entre gouvernance, indépendance des conseils d'administration et performance.* Les résultats obtenus montrent l'existence d'une relation négative entre performance et administrateurs indépendants, ceux-ci souffrant d'un déficit informationnel susceptible de disparaître dès lors qu'ils disposent d'une expertise (S. Cavaco, P. Crifo, A. Rebérioux et G. Roudaut, 2017 ; S. Cavaco, E. Challe, P. Crifo, A. Rebérioux et G. Roudaut, 2016 ; P. Crifo et A. Rebérioux, 2015, 2016 ; P. Crifo, A. Reberieux et A. Williamson, 2013).

Thème 2. Innovations

Les innovations technologiques sont déterminantes dans les stratégies de découplage des dynamiques économiques et environnementales. Plusieurs travaux ont été réalisés au sein de l'axe sur l'innovation « verte » et plus généralement sur les brevets. Deux d'entre eux s'intéressent à la biodiversité produite *via* l'innovation dans le domaine des semences

agricoles. M. Baudry et A. Hervouet (2016) proposent une analyse théorique, du point de vue du régulateur, du choix optimal pour la création variétale entre un système de Certificats d'Obtention Végétale (COV) et les brevets. En s'appuyant sur l'analyse économétrique des décisions de renouvellement de COV, M. Baudry et A. Hervouet (2017) suggèrent que l'exemption du chercheur et l'exemption du fermier caractérisant les COV ne réduisent pas significativement l'incitation financière à la création variétale par rapport aux brevets. Dans une troisième contribution, M. Baudry et B. Dumont (2016) étudient, en s'appuyant sur les renouvellements des brevets dans l'éolien en Allemagne, le lien entre développement du marché appréhendé par les capacités installées cumulées et rythme de l'innovation tel que mesuré par le nombre de brevets déposés et maintenus. L'ouvrage publié par M. Baudry et B. Dumont (2017) discute, en général et non plus seulement dans le domaine de l'innovation « verte », du rôle des brevets dans l'innovation. Il met en exergue le basculement d'un rôle de protection à un rôle de signal des brevets pour expliquer la déconnection observée depuis quelques décennies entre démographie des brevets et gains de productivité.

T Dedeurwaerdere, P. Melindi-Ghidi et W. Sas (2017) étudient la production et la diffusion de biens de connaissance publics, comme les connaissances technologiques, générés par un réseau d'innovateurs volontaires. Leur analyse montre dans quelles conditions les préférences sociales, telles que « l'appartenance au groupe » ou « l'approbation par les pairs », influent sur la taille stable de la coalition de développeurs, rationalisant ainsi plusieurs faits stylisés issus d'enquêtes à grande échelle sur des développeurs de logiciels *open source*.

Thème 3. Travail

Le thème des recrutements sur le marché du travail a fait l'objet de plusieurs travaux. Une première série de recherches a mobilisé les deux approches théoriques que sont les modèles d'appariement et la coordination par les conventions (P. Batifoulier., F. Bessis, A. Ghirardello, G. de Larquier, D. Remillon, 2016), pour les appliquer à l'analyse empirique de l'intermédiation sur le marché du travail et à celle du recrutement des entreprises. Les recherches menées s'appuient essentiellement sur le traitement statistique de bases de données dites qualitatives, notamment l'enquête *Offre d'emploi et recrutement* (Ofer) et l'enquête *Emploi* en continu de l'Insee. Les intermédiaires du placement et les recruteurs, à savoir les agents économiques derrière la « boîte noire » de la fonction d'appariement, sont effectivement porteurs de différentes conventions d'évaluation pour classer et sélectionner les candidats, ce qui n'est pas neutre en termes d'exclusion et de discrimination de certains profils. Ainsi G. de Larquier et E. Marchal (2016) étudient la manière dont les entreprises organisent la sélection des candidats et analysent les résultats de cette sélection sur le profil des candidats retenus. Elles montrent que suivant les méthodes de recrutement utilisées (formelles ou informelles), ce profil est différencié. En étudiant le recrutement *via* les annonces, qui représentent la première source d'information sur les emplois, G. de Larquier et G. Rieucan (2017) mettent en évidence l'auto-sélection des chercheurs d'emploi et l'importance du diplôme dans le processus de sélection. G. de Larquier et G. Rieucan (2015) montrent que les trois principaux canaux sur le marché du travail français (candidatures spontanées, réseaux et intermédiaires publics) mènent à des appariements différents, car ils ne véhiculent pas le même type d'information sur les candidats. G. de Larquier et C. Tuchsirer (2013) étudient plus particulièrement les recrutements dans le secteur bancaire et montrent que ceux-ci relèvent en réalité de deux marchés du travail bien distincts : un marché du travail à dominante interne pour la banque de détail et un marché du travail à dominante professionnelle pour les banques de financement et les banques d'affaires. Ces deux modèles mettent au jour des formes de gouvernance spécifiques qui mobilisent différemment les managers et les professionnels des ressources humaines dans l'organisation et l'acte même de recrutement.

Dans une approche différente, L. du Parquet, F. Fremigacci, Y. L'Horty et P. Petit (2013) analysent le rôle du type de diplôme dans l'accès au marché du travail des jeunes. A l'aide d'une campagne de *testing*, ils évaluent les chances d'accès à un entretien d'embauche que procurent deux diplômes de la voie professionnelle : le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) et le baccalauréat professionnel. Leurs résultats montrent que les chances d'accès à un entretien d'embauche d'un baccalauréat professionnel ne sont pas supérieures à celles que procure un CAP.

Deux travaux de recherche se sont plus particulièrement intéressés au retour à l'emploi des chômeurs et aux trajectoires des demandeurs d'emploi. M. Bunel et E. Tovar (2014) étudient la mesure de l'accessibilité aux agences de Pôle emploi et ses effets, inégaux selon les territoires, sur les probabilités de retour à l'emploi des chômeurs. F. Fremigacci et A. Terracol (2013, 2014) évaluent l'efficacité des emplois temporaires subventionnés comme tremplin vers un emploi régulier. Ils constatent que ces activités réduites ont un effet d'enfermement durant la période d'activité réduite et un effet tremplin lorsque cette dernière est achevée.

J. Dmitrijeva, F. Fremigacci et Y. L'Horty (2015) analysent la participation des bénéficiaires du RSA à différents programmes départementaux d'insertion. Ils montrent, d'une part, que la participation des personnes aux actions

départementales est très faible, ce qui constitue un paradoxe, et d'autre part, que les facteurs d'offre jouent un rôle prépondérant dans cette faible participation aux actions d'insertion.

3.2.2.3 Population, inégalités et santé

Chercheurs (thème principal) : Philippe Batifoulier, Magali Dumontet, Dominique Meurs, Alice Nicole Sindzingre.

Chercheurs (thème secondaire) : Noémi Berlin, Johanna Etner, Florent Fremigacci, Meglena Jeleva, Fatih Karanfil, Lionel Ragot, Paolo Melindi-Ghidi, Elisabeth Tovar.

Publications : on relève 19 publications dans les revues classées par la section 37 du CNRS, réparties comme suit : 1 de rang 1, 7 de rang 2, 9 de rang 3 et 2 de rang 4.

Thème 1. Population/démographie

La question des générations sacrifiées et de l'équité intergénérationnelle a été le thème de plusieurs travaux réalisés durant la période évaluée. I. Badji et H. d'Albis (2017) estiment à l'aide d'un pseudo-panel construit à partir des enquêtes Budget de famille entre 1979 et 2011 les effets de l'âge et des générations sur le niveau de vie. Deux résultats principaux ressortent de leur analyse : le niveau de vie augmente fortement avec l'âge et le niveau de vie des générations du *baby-boom* est supérieur à celui des générations nées avant-guerre mais inférieur ou égal à celui des générations qui les suivent. Leur étude révèle l'importance de la croissance économique dans l'élévation du niveau de vie des générations et confirme qu'aucune génération n'a eu une consommation inférieure à celle des générations qui l'ont précédée. X. Chojnicki, J. Navaux et L. Ragot (2017) évaluent, selon le critère de l'équité intergénérationnelle, l'effet des réformes des retraites engagées depuis 1993 pour alléger l'impact du vieillissement démographique sur les finances des régimes de retraites. Les simulations du modèle d'équilibre général calculable qu'ils utilisent en projection montrent qu'elles auront bien pour effet de réduire le niveau de vie des retraités par rapport à celui des actifs (critère d'équité instantané), mais le niveau de vie des retraités d'une génération reste toujours supérieur ou égal à celui des générations précédentes (critère d'équité intertemporelle).

Concernant les familles et les politiques familiales, A. Mangarella (2017) s'intéresse aux réformes de la politique familiale en république Tchèque. A partir d'une estimation de type *difference-in-differences*, elle montre que la réforme de 1995 a eu un impact négatif sur la probabilité de retour au travail des mères après la fin du congé parental. R. Bell-Aldeghi et S. Tubeuf (2017) estiment la probabilité d'avoir une forme de vie à risque entre 18 et 19 ans (tabagisme, consommation d'alcool, usage de drogues, parentalité précoce...). Leurs résultats permettent de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents de l'influence de la structure familiale (en particulier des familles monoparentales) sur cette probabilité.

La question des migrations internationales et de leurs impacts économiques a également fait l'objet de plusieurs travaux, complémentaires de ceux engagés par les chercheurs de l'axe MIBEF dans sa thématique *Macroéconomie et finance internationales*. La première étude est en lien direct avec les questions évoquées précédemment portant sur le vieillissement démographique et le financement des retraites. X. Chojnicki et L. Ragot (2016a) à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable, montrent que l'immigration a bien des effets sur les finances de la protection sociale en France. L'immigration, telle qu'elle est projetée dans les prévisions officielles, réduit le fardeau fiscal du vieillissement démographique à l'horizon 2050. Ces effets bénéfiques proviennent essentiellement de la structure par âge des immigrés, globalement plus jeunes que la population française dans son ensemble et affectent principalement les deux piliers de la protection sociale les plus sensibles aux évolutions démographiques : les retraites et la santé. X. Chojnicki et L. Ragot (2016b) poursuivent cette réflexion en dépassant le cadre des seules finances de la protection sociale, pour évaluer l'impact de l'immigration sur l'ensemble des finances publiques de la France. Ils montrent que si les immigrés ont en moyenne une contribution nette inférieure à celle d'un natif, à tout âge, leur impact total sur les finances publiques est relativement neutre en raison de leur structure démographique concentrée sur les âges actifs (pour lesquels la contribution nette individuelle est positive). M. Beine, N. Romain et L. Ragot (2014) s'intéressent aux étudiants en mobilité internationale. Ces étudiants constituent une cible privilégiée des politiques d'immigration sélective en faveur des qualifiés et sont une source de revenus conséquents pour le financement des systèmes éducatifs. Pour renforcer l'efficacité des politiques d'attraction menées par les pays d'accueil, ils estiment quels sont les déterminants fondamentaux des choix de localisation des étudiants. Leurs résultats montrent que les leviers à disposition des pouvoirs publics sont l'augmentation des capacités d'accueil, la qualité de l'offre d'enseignement et la réduction du coût de la vie des étudiants. Enfin, H. d'Albis et J. Etner (2017) considèrent des contrats de rente viagère illiquides et montrent qu'ils peuvent être préférés à l'équilibre à ceux proposés par Yaari.

Thème 2. Inégalités et discriminations

Les inégalités de genre sur le marché du travail ont fait l'objet de plusieurs travaux de recherche. La stagnation dans la réduction de l'écart des salaires entre les hommes et les femmes est essentiellement due à la raréfaction des femmes au sommet de la hiérarchie. Deux travaux s'appuient sur le développement d'une nouvelle méthodologie de mesure du plafond de verre, construite à partir d'un modèle d'assignation des travailleurs (hommes ou femmes) à des positions d'emploi, qui permet d'estimer le rapport des probabilités d'une femme et d'un homme d'être recrutés à un rang donné. L. Gobillon, D. Meurs et S. Roux (2015) appliquent cette nouvelle méthodologie aux cadres du secteur privé en France. Leurs résultats montrent que la différence entre les sexes dans la probabilité d'obtenir un emploi augmente le long de l'échelle salariale de 9% à 50%. Les femmes ont donc beaucoup moins accès aux emplois bien rémunérés qu'aux emplois peu rémunérés. Cette méthodologie est également appliquée par F. Fremigacci, L. Gobillon, D. Meurs et S. Roux (2016) à la fonction publique. Pour une femme, la probabilité d'occuper une position de rang médian est de 80% de celle d'un homme, et elle n'est plus que de 30% aux rangs les plus élevés. Ces résultats suggèrent l'existence d'un plafond de verre dans la fonction publique. Toutefois, les estimations révèlent une grande diversité de situations selon le versant de la fonction publique, la catégorie hiérarchique, le stade de la carrière et la profession. Un chapitre du *Handbook on Income Distribution* (D. Meurs et S. Ponthieux, 2015) et un ouvrage (D. Meurs, 2014) font la synthèse de la littérature récente et abondante sur ce thème des inégalités de genre. N. Berlin (2018) recense les différentes explications avancées dans la littérature pour comprendre ce plafond de verre.

Une deuxième direction de recherche a été l'analyse des inégalités sur le marché du travail des immigrés et de leurs descendants par rapport à la population majoritaire. Y. Brinbaum, D. Meurs et J.L. Primon (2015), en exploitant l'enquête 2008 Te0 (Ined-Insee), estiment les inégalités de l'accès à l'emploi et des salaires selon l'origine ; une des richesses de cette enquête est de permettre de mesurer la corrélation entre les mesures subjectives de la discrimination et l'approche statistique standard. L'insertion professionnelle des descendants des immigrés dépend de leur éducation, elle-même fonction de la taille des familles, ce que vérifient D. Meurs, P. Puhani et F. Von Haaren (2016) pour la France et l'Allemagne. L. du Parquet, F. Fremigacci, P. Petit et G. Pierné (2015) examinent si l'introduction d'une caractéristique signalant positivement la productivité dans la candidature d'un jeune est en mesure de réduire les discriminations liées à l'origine. Les résultats du *testing* mis en œuvre montrent que, globalement, le supplément de chance que procure ce type de caractéristique tend à être légèrement plus important pour le jeune d'origine française. Ils suggèrent la présence d'une discrimination liée aux préférences à la Becker.

Plusieurs travaux se sont intéressés à la façon dont les principales théories de la justice (utilitarisme, *justice as fairness* de Rawls, libéralisme, capacités) pouvaient être mobilisées pour proposer un critère d'équité qu'il soit possible d'opérationnaliser dans le contexte d'études empiriques du phénomène de ségrégation urbaine. L. Bourdeau-Lepage et E. Tovar (2013) construisent des indicateurs urbains multidimensionnels et capabilistes, et montrent qu'ils peuvent apporter un nouvel éclairage empirique sur la différenciation socio-spatiale dans les villes. L'utilisation de ces indicateurs à la place de mesures plus traditionnelles basées sur le revenu, permet de découvrir des tendances intéressantes de la différenciation socio-spatiale en Île-de-France entre 1999 et 2006. E. Tovar (2016) met en évidence la nature hyper-mono-centrique de la distribution de l'emploi francilien et le caractère asymétrique et ségrégué de la division fonctionnelle des emplois en l'Île-de-France en 2007.

Les travaux réalisés par A. Sindzingre peuvent également être classés dans ce thème des inégalités, sauf qu'ils portent principalement sur les inégalités de développement entre les pays (avec un focus particulier sur l'Afrique Sub-Saharienne) et non plus sur des inégalités au sein d'une économie. Ses travaux sur ce thème s'intéressent aux relations entre croissance et structures d'exportation et mettent en évidence les relations entre le bas niveau de revenu d'un pays et sa dépendance vis-à-vis des matières premières (A. Sindzingre, 2013, 2016 ; C. Dufy et A. Sindzingre, 2016). Ils montrent également les effets négatifs de « l'externalisation des politiques publiques » dans les pays en développement (A. Sindzingre, 2015). Une autre partie de ses recherches est plus méthodologique et mobilise les concepts d'institution et de normes sociales, ceux de hiérarchies, de groupe d'appartenance et de « causalité cumulative » pour développer une analyse critique de l'économie néo-institutionnaliste ainsi que des modèles mathématiques (A. Sindzingre, 2017a, 2017b).

Thème 3. Santé

Plusieurs travaux se sont intéressés au secteur de la santé selon divers questionnements et angles d'analyse. Une première série de recherches a porté sur l'évaluation des différentes réformes touchant à l'offre de soins. T. Buchmuller, P. Dourgnon, M. Dumontet, F. Jusot et J. Wittwer (2017) étudient l'impact de la réforme de 2005 (instauration du médecin traitant) sur l'utilisation des services médicaux. Leurs résultats montrent que les consultations de spécialistes, qui étaient en augmentation constante dans les années précédant la mise en œuvre de la réforme, ont chuté après. Les consultations ont diminué pour les spécialistes ciblés par la réforme, mais aussi pour ceux pour lesquels des consultations sans passage

par le médecin référent pour certains traitements n'étaient pas financièrement pénalisées. Ce résultat suggère que, du moins au début, les patients n'ont pas compris les subtilités de la réforme. L. Bauld, N. Berlin, I. Berlin, L. Goldzahl et P. Hoddinott (2017) étudient l'acceptabilité par la population de politiques de santé qui s'appuieraient sur des incitations financières pour les patients. Ils ont réalisé une enquête au Royaume-Uni et en France posant la question de l'acceptabilité d'incitations financières pour récompenser l'abandon du tabac pendant la grossesse, l'arrêt du tabac après l'accouchement et garder un foyer sans fumée. Plus de répondants français que britanniques se sont déclarés favorables. Ces différences montrent que la mise en œuvre des politiques d'incitations financières peut ne pas être transférable d'un pays à l'autre.

L'évaluation des dispositifs de rémunération des médecins à la performance (Rémunération sur Objectif de Santé Publique, ROSP) a nourri une autre série de travaux sur ce thème de l'offre de soins. P. Batifoulier, N. Da Silva, L. Fleury et J.L. Vanhille (2015) testent l'hypothèse selon laquelle la performance d'un médecin est en partie dépendante des caractéristiques de ses patients. Leurs résultats montrent que les médecins dont les patients sont les plus malades ont davantage de chance d'obtenir de meilleurs résultats et que les médecins avec des patients plus pauvres voient leur probabilité d'obtenir de meilleurs résultats diminuer. N. Da Silva (2013a, 2013b) questionne les motivations des médecins et montre que ceux-ci ne paraissent pas exclusivement motivés par l'intéressement financier.

P. Batifoulier (2013) montre que les politiques visant à accroître le paiement par les patients (tickets modérateurs, franchises médicales, participations forfaitaires...) nuisent à l'état de santé des patients et alimentent les inégalités tout en activant des dépenses nouvelles, notamment par des mécanismes de report de soins vers l'hôpital.

3.2.2.4 *Economie comportementale et incertitudes*

Chercheurs (thème principal) : Noémi Berlin, Johanna Etner, Meglena Jeleva, Olivier Renault.

Chercheurs (thème secondaire) : Alain Ayong Le Kama, Fabien Prieur.

Publications : on relève 6 publications dans les revues classées par la section 37 du CNRS, réparties comme suit : 2 de rang 1, 2 de rang 2, 1 de rang 3 et 1 de rang 4.

Il s'agit de la thématique la plus récente qui s'est développée au sein de l'axe DDEE, notamment avec l'arrivée de trois chercheurs après 2015 (Olivier Renault en 2015, Fabien Prieur en 2016 et Noémi Berlin en 2017). Cette thématique mobilise les outils de l'économie comportementale pour étudier l'impact de différentes incertitudes sur les choix individuels et les politiques publiques environnementales et de santé.

La prévention en matière de santé et les mesures incitatives qui l'accompagnent sont devenues des défis majeurs pour les autorités publiques. Dans un contexte d'incertitude (épidémies, nouvelles pathologies, dégradation de l'état de santé), le risque individuel de santé perçu peut différer du risque objectif. J. Etner et M. Jeleva (2013) analysent les décisions de prévention primaire et tertiaire lorsque les perceptions du risque de santé suite à l'arrivée d'informations peuvent évoluer au cours du temps. J. Etner et M. Jeleva (2016) s'interrogent sur les comportements à long terme en matière de prévention et d'épargne d'individus qui peuvent avoir des perceptions pessimistes ou optimistes de leur risque de santé. Dans J. Etner et M. Jeleva (2014) est proposée une caractérisation comportementale de la sous-estimation des variations de probabilités, ainsi que ses déclinaisons dans différents modèles de décision. Il est aussi montré que cette caractéristique des croyances, fondamentale pour les décisions de prévention, est indépendante de l'aversion au risque et de la prudence. Une autre voie de recherche sur cette thématique a été développée en utilisant des méthodes expérimentales pour évaluer l'apport des mesures psychologiques et comportementales à l'étude des comportements individuels et sociaux. L. Bauld, N. Berlin, I. Berlin, L. Goldzahl et P. Hoddinott (2017) s'intéressent à des décisions spécifiques à la prévention santé (arrêt du tabac pour les femmes enceintes) en intégrant des variables comme la prise de risque, les traits de personnalité ou encore les croyances, et en y ajoutant d'autres déterminants comportementaux, comme les préférences intertemporelles ou l'impulsivité mais aussi des mesures biologiques et anthropométriques plus objectives. Enfin, dans un cadre de choix intertemporels, il est nécessaire de s'interroger sur les façons dont les agents actualisent le futur par des fonctions de distorsions temporelles. A. Lapied et O. Renault (2017) montrent comment chaque actualisation est reliée de manière unique à une perception temporelle.

Les incertitudes et leur perception ont aussi un impact sur les choix d'actifs financiers des agents et sur le fonctionnement des marchés financiers. Cet impact a fait l'objet de nombreux travaux en finance comportementale ces dix dernières années. M. Jeleva et J.M. Tallon (2016) en proposent une revue de la littérature.

3.2.3 Rayonnement et attractivité académiques

Parmi les facteurs illustrant le rayonnement et l'attractivité académiques de l'axe DDEE figurent tout d'abord les diverses manifestations qui se sont tenues durant le quinquennal en cours. **26 journées, workshops et colloques** ont ainsi été organisés par des membres de l'axe depuis janvier 2013 (voir la liste en annexe 4C). Outre les manifestations récurrentes et bien établies sur la question des faillites (journées d'études et colloque interdisciplinaire sur la défaillance d'entreprises (CIDE) organisés par Nadine Levratto), mentionnons l'organisation de la 6^e édition du Forum Innovation. Il s'agit d'un colloque international organisé tous les deux ans à l'initiative du Réseau de Recherche sur l'Innovation (RRI) avec la participation, pour cette édition, du Centre d'Etudes de l'Emploi (CEE) dont l'objet était de jeter un regard pluridisciplinaire sur les liens existant entre les concepts de crise, d'innovation et de transition économique et sociale. Au-delà de cette manifestation qui a rassemblé un large auditoire et toujours en lien avec la thématique relative aux entreprises et aux territoires, les divers workshops organisés sur les métropoles ont, eux aussi, réuni de nombreux participants.

L'année 2014 a également vu l'organisation des deuxièmes journées thématiques de la FAERE (*French Association of Environmental and Resource Economists*), association dont plusieurs membres d'EconomiX sont à l'origine puisqu'Alain Ayong Le Kama en est le président fondateur, Lionel Ragot le trésorier et Fabien Prieur est membre du bureau. La forte implication d'EconomiX au sein de la FAERE est une illustration de la reconnaissance des recherches menées par les membres de l'unité dans le domaine de l'économie de l'environnement et des ressources naturelles.

D'autres manifestations se sont également tenues, en particulier autour des questions de risque, d'incertitude et de décision publique, comme les journées « Incertitude et décision publiques » qui ont eu lieu deux fois par an, en alternance entre les universités Paris Nanterre et Paris 8 depuis 2013. A cet égard, dans le cadre de la mise en place et du développement de la plateforme expérimentale multi-sites PREDIR, un **groupe de travail « Economie Comportementale »** a été constitué en 2017. Il se réunit deux fois par mois, autour de la présentation de travaux de recherche de spécialistes du domaine, et poursuit trois objectifs :

- approfondir les connaissances méthodologiques en matière de mise en œuvre de protocoles expérimentaux des chercheurs d'EconomiX en devenant un lieu d'échange de compétences méthodologiques et thématiques;
- établir des relations plus étroites, dans l'objectif de travaux communs, avec des chercheurs d'autres disciplines représentées à Nanterre utilisant l'approche expérimentale pour l'étude des comportements humains (gestion, psychologie sociale et cognitive et sciences du langage);
- faire connaître au niveau national EconomiX comme un centre de recherche menant des travaux pluridisciplinaires utilisant l'approche expérimentale pour l'étude des comportements individuels et collectifs en matière de prévention des risques.

Le **séminaire bimensuel sur les questions d'économie de l'environnement et de l'énergie** contribue naturellement au rayonnement des travaux menés par les membres de l'axe dans le domaine. Ce séminaire, qui se tient le jeudi à 11h, joue un rôle fédérateur très important puisqu'il rassemble les meilleurs spécialistes français et étrangers du champ depuis de nombreuses années. L'accueil des intervenants, souvent très connus et reconnus au niveau international, témoigne du rayonnement et de la reconnaissance des travaux menés en économie de l'environnement et de l'énergie au sein de l'unité. Signalons également que l'axe DDEE a co-organisé le séminaire PEEES (*Paris Environmental and Energy Economics Seminar*) qui s'est tenu de septembre 2010 à juin 2016 en partenariat avec *Paris School of Economics*, l'Université Paris Descartes, l'Université Paris Dauphine, Agro ParisTech, l'Ecole Polytechnique, l'Ecole des Mines, l'Ecole des Ponts, le CEA, le CIRED, la Chaire Economie du Climat et IFP School.

Outre ces divers partenariats académiques entretenus par l'axe, son attractivité peut être illustrée par l'accueil de nombreux professeurs invités. Depuis janvier 2013, l'axe DDEE a ainsi accueilli **33 professeurs invités** internationalement reconnus dans les différentes thématiques qui structurent ses recherches (voir annexe 4C). Les membres de l'axe sont aussi régulièrement invités dans des institutions à l'étranger. Sans prétendre à l'exhaustivité, mentionnons qu'Alain Ayong Le Kama a effectué des séjours à l'*European University of Saint-Petersburg* (2013, 2015), l'Université des Antilles-Guyane (2013, 2015), l'Université de McGill à Montréal (2014) et l'Université de Nouvelle-Calédonie (2013) ; Fabienne Llense a effectué un séjour à l'Université du Queensland (2013) et Alice Nicole Sindzingre est très régulièrement invitée dans des laboratoires à l'étranger (voir annexe 4C).

Plusieurs membres de l'axe exercent des **activités éditoriales**, témoignant de leur rayonnement académique : Philippe Batifoulier est membre du comité de rédaction du *Journal de Gestion et d'Economie Médicales* et de la *Revue Française de Socio-Economie* ; Meglena Jeleva est membre du comité scientifique de *Risques, Les cahiers de l'assurance* ; Nadine

Levratto est membre du comité de rédaction de *Innovations*, membre du secrétariat de rédaction de la *Revue d'Economie Industrielle* et rédactrice adjointe de la *Revue Internationale PME* ; Fabien Prieur est membre du comité éditorial du *Journal of Agricultural and Applied Economics* ; Lionel Ragot est membre du comité éditorial de *International Economics* et Nicole Alice Sindzingre est membre du comité scientifique des revues *African Review of Economics and Finance*, *Afrique Contemporaine* et *Development Policy Review*. Ce rayonnement académique peut aussi être illustré par les responsabilités exercées par divers membres de l'axe au sein d'**instances d'évaluation** comme l'ANR, l'ANRT, le CNU, le HCERES, l'INRA, *etc.* et au sein d'**associations et de sociétés savantes** telles l'AFSE, la FAERE, l'ARDIS, *etc.*; une liste détaillée est fournie en annexe 4C. Autre signe du rayonnement académique des chercheurs de l'axe DDEE, ils ont été sollicités ces cinq dernières années pour évaluer des articles soumis à un grand nombre de revues (plus de 40 revues différentes, voir annexe 4C), parmi lesquelles l'*American Journal of Agricultural Economics*, *Ecological Economics*, *Econometrica*, *Economic Theory*, *Energy Journal*, *European Economic Review*, *Journal of Comparative Economics*, *Journal of Labor Economics*, *Journal of Public Economics* et *World Development*.

Mentionnons enfin l'obtention de plusieurs **prix et distinctions** par les membres de l'axe. S'agissant des doctorants, Alzbeta Mullerova a reçu le prix du meilleur article décerné lors de l'*Annual Conference in Memory of Valeria Solesin* à Venise (Italie) en 2016, Marie Renner le prix 2014 du meilleur article étudiant de l'Association des Economistes de l'Energie et Marion Dupoux une mention spéciale au prix de thèse 2018 de l'AFSE ainsi que le prix du meilleur article « jeune économiste » de l'Association Française des Economistes de l'Environnement et des Ressources (FAERE) lors de son congrès annuel de 2017 à Nancy. Alain Ayong Le Kama a été nommé Recteur de l'Académie de Guyane par le Conseil des Ministres en 2017 et Patricia Crifo a été nommée chevalier dans l'Ordre National du Mérite en 2013.

3.2.4 Interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire

Les interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire de l'axe DDEE peuvent être illustrées par de nombreux éléments ayant trait à l'activité contractuelle, la remise de rapports auprès de diverses institutions, la participation active au débat public et les fréquentes interventions dans les médias ou encore la publication d'ouvrages et de travaux de vulgarisation.

L'axe DDEE est porteur d'un **nombre important de contrats**. Tel est notamment le cas de la thématique relative aux entreprises pour laquelle l'activité contractuelle est tout particulièrement dynamique. On relève en effet de très nombreux contrats relatifs à l'analyse des déterminants de la croissance des entreprises et au développement économique des territoires obtenus auprès d'institutions nationales comme l'INSEE, France Stratégie, la Caisse des Dépôts et Consignations et des directions générales de ministères, ou encore auprès des collectivités territoriales (Région Ile-de-France, Association des communes de France, Communauté d'agglomération du Mont Valérien, *etc.*). S'agissant de la thématique traitant des questions environnementales, il est à souligner un important contrat sur la gestion et la prévision des déchets, le projet *Wasteforecaster*, financé par la Région Ile-de-France. Il s'agit d'un projet collaboratif adressant trois enjeux cruciaux : la réduction des coûts associés à la gestion des déchets, la diminution de la production des déchets (optimisation des politiques de prévention) et la mesure de l'empreinte des collectivités sur l'environnement (bilan CO₂, toxicité). La thématique relative aux inégalités fait, elle-aussi, preuve d'un très vif dynamisme en matière d'activité contractuelle auprès d'institutions publiques et privées ou encore d'associations avec des contrats relatifs aux écarts de retraites entre hommes et femmes, aux écarts de rémunérations et de déroulement de carrières dans la fonction publique et au sein de grandes entreprises françaises comme L'Oréal ou EDF. Enfin, concernant la thématique relative à l'économie comportementale, il est à souligner l'obtention du contrat RISLaC (« Risque, information, stéréotype, langage et communication ») obtenu auprès du CNRS dans le cadre du Défi S2C3. S'y ajoutent des financements obtenus via la ComUE Paris Lumières pour des projets relatifs aux questions de risque, d'incertitude, de politiques publiques ou encore de communication sur les risques liés aux pratiques alimentaires. La Région Ile-de-France a également apporté un soutien très important au travers du financement de la plateforme expérimentale PREDIR.

A ces contrats obtenus auprès d'institutions publiques et privées, d'associations, de collectivités territoriales ou de groupes industriels, il convient d'ajouter deux contrats ANR obtenus en 2015. Le premier, porté par Dominique Meurs, s'intéresse aux écarts de carrières entre hommes et femmes au sein du groupe français L'Oréal et vise à proposer des mesures afin de promouvoir l'égalité. Le deuxième, porté par Elisabeth Tovar, est un projet associant les disciplines de l'économie, du droit et de la géographie et a pour objet d'analyser les relations entre l'identité sociale et les préférences sur la justice sociale.

L'importance de l'activité contractuelle de l'axe est enfin illustrée par les divers contrats CIFRE et bourses de thèses obtenus auprès de partenaires industriels (Peugeot, Saint Gobain, ...), d'institutions comme Coe-Rexecode, EDF, GDF, l'IFPEN, l'INRA ou encore auprès des Chaires « Economie du Climat » et « Transitions Démographiques, Transitions

Economiques » avec lesquelles plusieurs membres de l'axe entretiennent des liens étroits (Alain Ayong Le Kama, Marc Baudry, Pierre-André Juvet et Lionel Ragot).

Plusieurs membres de l'axe exercent une **activité d'expertise** en tant que consultant ou au travers de la rédaction de rapports d'expertise. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut mentionner qu'Alain Ayong Le Kama a été durant cette période conseiller scientifique au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire dans le cadre du plan urbanisme, construction et architecture et président du conseil scientifique du service de l'observation et des statistiques de ce même ministère ; Marc Baudry est co-responsable du programme « Prix du CO2 et innovation bas carbone » de la Chaire Economie du Climat pour laquelle Pierre-André Juvet a présidé le Conseil scientifique ; Patricia Crifo est co-responsable de la Chaire FDIR, membre du Conseil économique pour le développement durable, membre du Comité des experts de la fondation « Connaissance des énergies » et membre du comité du label ISR ; Meglena Jeleva est experte associée du Fonds Croix Rouge ; Pierre-André Juvet est expert auprès de la Fondation pour la recherche pour la biodiversité et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (Commission des comptes et de l'économie de l'environnement) ; Nadine Levratto est experte auprès de l'OCDE et membre du Comité d'orientation du *think tank* de BPI-France ; Dominique Meurs est chercheuse associée à l'INED et Lionel Ragot est conseiller scientifique au CEPII et chercheur associé à la Chaire « Transitions Démographiques, Transitions Economiques ». L'annexe 4C donne en outre la liste des nombreux rapports d'expertise rédigés par les membres de l'axe auprès de diverses institutions.

Les interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire peuvent aussi être illustrées par la **participation active au débat public** et les fréquentes **interventions dans les médias** de plusieurs des membres de l'axe DDEE. Nadine Levratto est ainsi très fréquemment sollicitée par les médias sur les questions relatives aux entreprises et aux territoires, de même que Dominique Meurs sur les inégalités ou encore Lionel Ragot sur les questions migratoires (voir annexe 4C pour la liste détaillée).

La publication de travaux dans des **supports destinés à un large public** est aussi un signe de la reconnaissance et de la visibilité des recherches menées au sein de l'axe DDEE. L'annexe 4C fournit une liste de ces publications parmi lesquelles on peut relever, de façon non exhaustive, des contributions (ouvrages non académiques et autres produits de vulgarisation) sur la question climatique, la valeur carbone et la croissance verte (Pierre-André Juvet) ; les aides aux entreprises (Nadine Levratto) et la question de l'investissement socialement responsable (Patricia Crifo) ; les inégalités, les discriminations et la pauvreté (Dominique Meurs, Elisabeth Tovar) ou encore les frontières et l'immigration (Lionel Ragot).

3.2.5 Implication dans la formation par la recherche

Les membres de l'axe DDEE sont fortement impliqués dans la formation par la recherche, notamment au travers des différents parcours de deuxième année des trois masters en lien avec l'axe.

Entretien des relations étroites avec l'axe DDEE, la mention **Economie de l'environnement, de l'énergie et des transports** (EEET), co-dirigée par Lionel Ragot (avec J.C. Bureau pour Paris Saclay), est co-accréditée avec l'Université Paris Saclay, l'Ecole des Ponts - Paris Tech et l'EHESS, et associe également l'IFP - School, l'Ecole des Mines - Paris Tech, l'Ecole Centrale Paris et l'Université de Bourgogne comme partenaires. Ce master, en mobilisant des domaines de compétences variés (économie, sciences de l'ingénieur, sciences du vivant), permet aux étudiants d'acquérir une bonne compréhension des enjeux relatifs aux questions environnementales et énergétiques. Trois parcours sont offerts aux étudiants en deuxième année, dont l'un est plus particulièrement tourné vers la recherche : le parcours « Economie de l'environnement », dont la responsabilité est assurée par Lionel Ragot. La plupart des membres de l'axe sont impliqués dans cette mention au travers des cours qu'ils dispensent ; Fabien Prieur assurant en outre la responsabilité de la première année.

La mention **Analyse et politique économiques**, dirigée par Johanna Etner, comprend deux parcours en deuxième année : (i) « Modélisation des décisions publiques » (également dirigé par Johanna Etner) offrant aux étudiants les outils d'analyse des politiques publiques et d'aide à la décision en présence d'incertitudes ainsi qu'une préprofessionnalisation orientée vers les décisions publiques environnementales et (ii) « Développement durable, entreprises et territoires » dont la responsabilité est assurée par Marc Baudry, qui associe à une réflexion d'économiste spécialiste des questions d'environnement et de ressources naturelles des considérations d'espace et de territoires.

La mention **Risque et Environnement**, proposée conjointement par les départements d'économie et de mathématiques de l'UFR SEGMI, est co-dirigée par Meglena Jeleva (avec Cécile Durot pour le département de Mathématiques). Cette formation comprend deux parcours — Gestion des risques (également dirigé par Meglena Jeleva) et Statistiques du risque — et offre aux étudiants une double compétence en modélisation mathématique et en analyse économique des risques.

Comme pour les deux masters précédemment cités, de nombreux cours de ce diplôme sont assurés par les membres de l'axe DDEE.

Mentionnons enfin que deux parcours, à vocation professionnelle, du Master Sciences économiques et sociales (co-dirigé par Laurence Scialom, membre de l'axe MIBEF) ont pour responsables des membres de l'axe DDEE. Florent Fremigacci est co-responsable du parcours « Analyse du travail, organisation et gestion de l'emploi » et Elisabeth Tovar co-dirige le parcours « Organisation de la santé et de la protection sociale ».

L'ensemble des thématiques de l'axe DDEE est ainsi représenté au travers de ces masters dans lesquels interviennent la plupart de ses membres. Ces derniers assurent également des enseignements dans le cadre de la formation doctorale proposée par EconomiX, en partenariat avec l'Ecole Doctorale Economie, Organisations, Société. Ces enseignements portent sur des aspects méthodologiques, mais aussi sur les problématiques environnementales et d'aide à la décision dans l'incertain.

Enfin, l'axe DDEE a inscrit 30 thèses depuis septembre 2012 (23 depuis janvier 2013) et en a fait soutenir une quinzaine sur le présent quinquennal. En accord avec la politique du laboratoire, la très grande majorité des thèses est financée, par le biais de contrats doctoraux, de conventions CIFRE ou de contrats auprès d'industriels.

3.2.6 Faits marquants

Le fait marquant majeur sur le quinquennal en cours concerne la **recomposition de l'axe DDEE** qui a vu son périmètre évoluer au-delà de ses thématiques traditionnelles centrées sur l'économie de l'environnement et de l'énergie. Cette réorganisation s'est traduite par un enrichissement des approches et des sujets abordés au sein de l'axe, tout en conservant une homogénéité d'ensemble autour de la question du développement durable. Cette richesse peut être illustrée par le fait que l'axe aborde désormais les différentes dimensions du développement durable et non plus uniquement son pilier environnemental. Comme cela a été mentionné précédemment, au pilier environnemental s'ajoutent ainsi désormais les piliers économique et social du développement durable, dimensions qui sont toutes caractérisées par un important degré d'incertitude justifiant pleinement les recherches menées sur cette thématique au sein de l'axe. Cette recomposition de la recherche permet à l'axe de se positionner en chef de file sur des thématiques en vif développement et en prise directe avec l'actualité.

Un deuxième fait marquant, d'une grande importance pour la thématique *Economie comportementale et incertitudes*, a été la mise en place de la **plateforme expérimentale PREDIR** (Plateforme de Recherche Expérimentale sur les Décisions, les Interactions et les Risques). La création de cette plateforme est le résultat de la collaboration d'une équipe pluridisciplinaire, qui a réuni, autour de chercheurs d'EconomiX, des chercheurs en gestion, psychologie sociale et psycholinguistique des laboratoires MoDyCo (UMR 7114), LAPPS (EA4386), CEROS (EA4429) et CERSM (EA2931) de l'Université Paris Nanterre, et des chercheurs en économie de l'Université Paris 1 (CES, UMR 8174) autour de projets mobilisant l'approche expérimentale pour contribuer notamment à l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques de communication sur les risques. Afin de poursuivre et développer ses travaux, notamment dans le domaine des interactions sociales, l'équipe pluridisciplinaire précédente a répondu à un appel à projets SESAME de la Région Ile-de-France. Le projet PREDIR, qui a obtenu un financement de 300 000 euros, permettra de développer une plateforme expérimentale multi-sites (avec trois nouvelles salles d'expérimentation basées sur le Campus de l'Université Paris Nanterre, à La Défense et à la Maison des Sciences économiques de l'Université Paris 1) permettant de recueillir des données comportementales et biologiques utiles pour des travaux sur l'analyse de la communication sur les risques environnementaux et sanitaires, de l'effet des stéréotypes sur le marché du travail, l'observation des décisions collectives et des interactions. Cette plateforme sera gérée par la Fédération de Recherche (FR2006) S2CH (Sciences Sociales des Comportements Humaines), créée en janvier 2017 par le CNRS, dont les membres fondateurs sont les unités EconomiX, ModyCo et le CES (UMR 8174) et qui est sous la tutelle de l'Université Paris Nanterre, de l'Université Paris 1 et du CNRS.

Un troisième fait marquant est la création de l'**Association française des économistes de l'environnement et des ressources naturelles** (FAERE) en 2013. EconomiX, au travers de l'axe DDEE, est en effet à l'origine de cette association puisque son président-fondateur est Alain Ayong Le Kama qui en a déposé les statuts en juin 2013. La FAERE bénéficie d'une forte visibilité au niveau national en étant notamment affiliée à l'Association Française de Sciences Economiques (AFSE) et à l'*European Association of Environmental and Resource Economics* (EAERE). Outre la présidence de l'association assurée par un membre de l'axe, d'autres chercheurs de DDEE y sont fortement impliqués témoignant de la forte visibilité des travaux menés dans le domaine au sein du laboratoire et de son rôle structurant dans l'organisation de la recherche au niveau national. EconomiX a organisé les deuxièmes journées thématiques de la FAERE consacrées aux

problématiques dynamiques et/ou spatiales inhérentes aux questions environnementales et de gestion des ressources naturelles.

L'amélioration de la qualité des supports des publications est également à inscrire au titre des faits marquants. Plus de la moitié des articles publiés dans des revues à comité de lecture le sont dans des revues de rang A. Dans chacune des thématiques de l'axe, on relève en effet des travaux dans d'excellents supports. Au-delà des publications dans des revues généralistes ou de théorie économique de premier plan (*European Economic Review, Economic Theory*), mentionnons, à titre d'exemple, (i) dans le champ de l'environnement et de l'énergie : *Journal of Environmental Economics and Management, Ecological Economics, Environmental Modeling and Assessment, Energy Journal* ; (ii) dans le champ des entreprises, de l'innovation et du travail : *Journal of Labor Economics, International Journal of Production Economics, Economics of Innovation and New Technology, Small Business Economics* ; (iii) dans le champ de la population, des inégalités et de la santé : *Journal of Population Economics, Economics of Education Review, World Development, Health Economics, Health Policy* pour ne citer que quelques-unes des revues de rang A (voir annexe 4C).

3.3 Analyse SWOT

Points forts	Points à améliorer
1) Thématiques sur lesquelles les membres de l'axe bénéficient d'une très forte visibilité avec, notamment, une tradition de longue date de recherche en économie de l'environnement et des ressources naturelles. 2) Forte implication dans la structuration des recherches en économie de l'environnement au niveau national (création de la FAERE). 3) Réseau international important avec de nombreux partenariats et accueil de 5 professeurs invités par an en moyenne. 4) Importante activité contractuelle dans les thématiques de l'axe. 5) Nombre important de doctorants au sein de l'axe.	1) Développer les réponses aux appels à projets type ANR et européens. 2) Renforcer la participation au débat public et les interventions auprès des médias pour certaines thématiques.
Opportunités liées au contexte	Risques liés au contexte
1) Emergence de nouvelles thématiques porteuses, en lien avec la recomposition de l'axe, les recrutements récents et les évolutions de la discipline (application des questions environnementales aux questions de santé, de migrations, etc.). 2) Développement de l'approche comportementale et expérimentale de l'économie au travers, notamment, de la plateforme expérimentale PREDIR. 3) Possibilité de publier dans les meilleurs supports sur des thématiques en fort développement.	1) Faire face à la concurrence nationale, notamment francilienne, concernant le recrutement de chercheurs. 2) Nécessité de publier dans les meilleurs supports dans l'ensemble des thématiques de l'axe pour faire face à la concurrence.

3.4 Projet scientifique à cinq ans

3.4.1 Effectifs

23 membres permanents (dont 1 émérite) font partie de l'axe DDEE au 30/06/2018 : Alain Ayong Le Kama, Marc Baudry, Noémi Berlin, Marc Brunetto, Bénédicte Coestier, Patricia Crifo, Magali Dumontet, Johanna Etner, Florent Fremigacci, Meglena Jeleva, Pierre-André Jouvét, Fatih Karanfil, Nadine Levratto, Fabienne Llense, Paolo Melindi-Ghidi, Dominique Meurs, Luc-Désiré Omgba, Fabien Prieur, Lionel Ragot, Olivier Renault, Gilles Rotillon, Alice Nicole Sindzingre, Élisabeth Tovar.

3.4.2 Orientations, objectifs et thématiques scientifiques

La thématique *Environnement, ressources naturelles et énergie* voit une inflexion majeure au niveau des questions environnementales traitées dans les travaux de recherche qui seront développés dans les prochaines années. Cette inflexion concrétise une évolution déjà engagée dans ce sens au cours du présent quinquennal, qui s'est également traduite dans les profils des recrutements opérés. Les questions portent moins sur la dimension atténuation (mitigation) du changement climatique pour plus se concentrer sur la dimension adaptation. Les projets de recherche s'intéressent principalement aux impacts du changement climatique sur les mouvements de population (migrations climatiques) et sur la santé. Sur la dimension atténuation, les recherches aborderont l'option « ingénierie climatique » comme solution de dernier recours face aux dommages climatiques. Les travaux sur les ressources naturelles suivent également cette inflexion, en développant de nouvelles recherches sur les relations entre conflits liés aux ressources et migrations. La question de la malédiction des ressources, qui s'inscrit dans cette approche, continuera à être approfondie.

Les travaux qui seront menés sur la thématique *Entreprises, innovations et travail* poursuivront les études sur les performances économiques des firmes et les étendront aux performances économiques des territoires métropolitains. Les recherches sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises aborderont un pan délaissé jusqu'à présent qui concerne les mesures visant à encourager et déployer la RSE au niveau individuel. Les questions qui seront traitées sur le thème des innovations se concentreront sur la place et le rôle des brevets et des soutiens publics dans le développement des innovations « bas carbone ». Des questions spécifiques au marché du travail et aux ressources humaines continueront à être analysées, même si ce sont clairement les thèmes des inégalités et des discriminations sur ce marché qui alimenteront un grand nombre de travaux futurs.

S'agissant des recherches sur la thématique *Population, inégalités et santé*, l'orientation choisie consiste d'une part à amplifier le développement des travaux sur les inégalités-discriminations et sur le secteur de la santé, et d'autre part à clairement faire émerger un programme ambitieux de recherche sur la question des migrations internationales. De nouvelles mesures des inégalités de genre seront analysées et plusieurs études de cas (en partenariat avec L'Oréal et EDF) permettront d'investiguer des questions relativement originales. Les travaux sur les migrations s'attaqueront aussi bien aux questions des impacts économiques sur les pays d'accueil (impacts sur les finances publiques en particulier), qu'aux questions relatives à l'intégration des immigrés, sous différents angles d'analyse, ou encore à l'étude des politiques sélectives, en particulier celles visant à attirer les étudiants étrangers. Ces travaux sont complémentaires à ceux menés sur les migrations climatiques et seront réalisés en synergie avec ceux développés au sein de l'axe MIBEF.

Concernant la thématique *Economie comportementale et incertitudes*, les travaux futurs porteront sur l'efficacité des politiques publiques en matière d'incitation à la prévention des risques de santé et d'environnement, de lutte contre la fraude et les discriminations. Ils viseront à mieux comprendre les déterminants des comportements observés et testeront des dispositifs incitatifs, souvent non monétaires (« nudges », au sens de Thaler et Sunstein 2008). Au niveau méthodologique, la mobilisation de l'approche expérimentale sera renforcée, en se basant notamment sur des protocoles impliquant des paradigmes et des méthodes de différentes disciplines. La mise en place de la plateforme expérimentale PREDIR est un atout majeur pour le développement de ces approches expérimentales.

3.4.3 Politique scientifique et mise en œuvre

3.4.3.1 Environnement, ressources naturelles et énergie

Le changement climatique sera un facteur majeur de déstabilisation (économique et politique) et de migrations au cours du 21^{ème} siècle. Plusieurs millions de personnes sont déplacées chaque année suite à des catastrophes naturelles (en très grande partie en raison d'événements hydro-climatiques comme les tempêtes, les inondations, l'érosion des côtes). De nombreux projets de recherche sont engagés ou vont être lancés sur ces relations entre changement climatique et flux migratoires. L. Ragot va développer un modèle d'équilibre général calculable dynamique qui pourra fournir une évaluation des flux migratoires internationaux consécutifs aux effets du changement climatique au cours du 21^{ème} siècle. Le modèle intégrera la dimension environnementale, mais aussi la dimension économique car les choix de localisation sont en partie conditionnés par les différences de niveau de vie entre les zones géographiques modélisées. Il intégrera ainsi les flux migratoires économiques et les flux migratoires environnementaux. F. Prieur cherchera à redéfinir une politique climatique adaptée quand on prend en compte les flux migratoires importants que pourraient provoquer les dommages associés au réchauffement. Ses travaux chercheront également à adopter une perspective plus globale mêlant les problématiques de migration induite par le changement climatique et de conflit pour l'accès aux ressources naturelles. P. Melindi-Ghidi compte développer également cette question des liens entre changement climatique, migrations forcées et conflits ; question fondamentale quand on sait qu'environ 1/3 des guerres civiles ethniques (principalement dans les pays du Sud) depuis 1945 ont opposé des natifs aux populations immigrées. Il adoptera la perspective du décideur dans

le Sud, en rassemblant ces deux questions importantes afin de modéliser le compromis entre migration et conflit, et d'examiner ses implications pour la conception des politiques publiques. Les travaux de L.D. Omgba sur la malédiction des ressources ont mis en relief la complexité à capter pleinement les différentes contraintes et opportunités associées à la richesse en ressources naturelles. Cette complexité offre la possibilité de pouvoir développer des démarches originales afin de déceler les différents mécanismes encore inconnus ou méconnus permettant, de façon ultime, d'arriver à des conclusions susceptibles de déboucher sur des recommandations en termes de politique économique claires et adéquates. Dans cette perspective, ses futures recherches viseront à explorer les questions relatives aux disparités institutionnelles, en élargissant notamment l'analyse à d'autres ressources naturelles, de manière à asseoir ses conclusions concernant le pétrole.

Le changement climatique et les risques induits pour la santé posent un problème majeur à nos sociétés. Les résultats les plus récents montrent qu'environ 250 000 morts par an supplémentaires sont à craindre de ces changements, auxquels s'ajoutent un risque considérable de maladies, blessures et malnutrition. Concernant ces impacts du changement climatique et, plus généralement, de la pollution sur la santé, J. Etner poursuivra ses travaux initiés avec N. Raffin et T. Seegmuller sur leurs conséquences macroéconomiques. Ils étudieront plus particulièrement les effets d'une exposition différenciée à la pollution sur les indicateurs sanitaires, comme la fertilité. L'objectif est de mettre en exergue l'existence d'inégalités de santé environnementales en relation avec des inégalités pré-existantes socio-économiques. Plusieurs travaux aborderont cette question avec un focus particulier sur la prise en compte du risque et de l'incertitude sur le comportement des agents économiques ; ils sont présentés dans la thématique dédiée à l'incertitude. P. Crifo propose une approche originale fondée sur le rôle et les responsabilités des entreprises et des villes, en matière environnementale et sociale, et leurs stratégies d'adaptation au changement climatique pour s'attaquer aux enjeux de pollution et santé avec des données microéconomiques et locales. Elle étudiera les opportunités apportées par la ville intelligente en matière de qualité de l'air et les nouveaux usages des citoyens pour la santé grâce aux applications sur *smartphone*.

Dans une perspective renouvelée de l'atténuation, F. Prier développera une piste de recherche originale relative à l'option « ingénierie climatique » comme solution de dernier recours face aux dommages climatiques. L'ingénierie climatique correspond à l'ensemble des techniques et pratiques mises en œuvre ou envisagées dans une visée corrective à grande échelle d'effets de la pression anthropique sur le climat. Parmi ces techniques, on trouve, entre autres, l'injection d'aérosols stratosphériques ou l'ensemencement des nuages marins. Il abordera cette nouvelle thématique en se demandant quels sont les pays - ou coalitions de pays - qui auront le plus intérêt à recourir à ce type de méthodes. Il cherchera également à savoir comment la menace d'un déploiement futur de ces méthodes risquées peut affecter les efforts d'atténuation présents. O. Renault, quant à lui, se propose d'amender la règle de Ramsey sur le taux d'actualisation social utilisé dans les évaluations publiques de type « coûts-bénéfices » en considérant la spécificité associée aux futurs extrêmement distants.

3.4.3.2 *Entreprises, innovations et travail*

Concernant les questions spécifiques aux entreprises, les travaux s'articuleront autour de deux grands thèmes. Le premier s'intéressera aux déterminants des faillites d'entreprises. Ce projet, porté par N. Levratto, fait suite à différentes recherches et éditions de numéros spéciaux de revues (*Revue internationale PME* et *Small Business Economics*) et mobilisera des chercheurs étrangers du réseau qu'elle a constitué sur ce thème. Il s'agit de mettre en évidence des aspects liés à l'échec encore peu ou pas explorés tels que la localisation (en collaboration avec G. Arcuri, Univ. of Calabria) ou la corruption (en collaboration avec M. La Rocca, Univ. of Calabria). Le second, également porté par N. Levratto, abordera la question du financement et des performances des entreprises. Cette thématique s'inscrit dans le prolongement de travaux antérieurs sur le sujet. La situation des jeunes entreprises (thèse CIFRE de J. Salin) et le financement de l'innovation par *equity* (thèse CIFRE d'A. Quignon) seront privilégiés.

Une série de travaux en lien direct avec les deux thèmes précédents reposera sur l'analyse empirique comparative des performances économiques des territoires métropolitains et mobilisera M. Brunetto, D. Carré et N. Levratto. Un focus sur l'Île-de-France vient d'être engagé dans le cadre d'un contrat de recherche pour la Société du Grand Paris. Sur ce thème, des prolongements sur l'innovation sont envisagés avec D. Doloreux (HEC Montréal).

P. Crifo, en plus de son projet sur les opportunités apportées par la ville intelligente en matière de qualité de l'air et les nouveaux usages des citoyens pour la santé, poursuivra ses travaux sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Elle a en particulier comme projet d'étudier les programmes de rémunération responsable des cadres et les incitations des entreprises vis-à-vis de leurs cadres pour encourager et déployer la RSE au niveau individuel.

Concernant les questions spécifiques aux innovations, M. Baudry a pour projet de développer un programme cohérent de recherches à la croisée des chemins entre économie de l'innovation et de la propriété intellectuelle d'une part, économie

de l'environnement et des ressources naturelles d'autre part. Ces travaux combineront l'analyse microéconomique à des études empiriques s'appuyant sur la maîtrise de la base de données des brevets de l'Office Européen des Brevets et d'autres bases de données (parmi lesquelles celle des aides au financement de l'innovation reçues de BPI-France par les entreprises). Les questions abordées seront notamment : i) le rôle et la place des brevets dits « dormants » pour des technologies émergentes, avec une étude comparative entre différentes technologies « bas carbone » ; ii) la pertinence d'une stratégie d'innovation ouverte en cas de course à l'innovation pour des technologies « bas carbone » et iii) l'influence du soutien public à l'innovation en sus de la politique environnementale dans la stratégie de portefeuille de brevets (cessions/acquisitions de brevets) des PME spécialisées en innovation bas carbone.

Concernant les questions relatives au travail, F. Fremigacci développera une recherche centrée sur l'évaluation du pilotage par les résultats et ses implications sur le fonctionnement et les performances du Service Public de l'Emploi. F. Llense s'investira sur deux projets qui portent sur des problématiques d'économie des ressources humaines, qui viennent de recevoir un soutien financier sous la forme de contrats de recherche. Le premier, avec Pôle Emploi dans le cadre de leur deuxième appel à propositions de recherche, s'intitule : « Pilotage par les résultats et performance comparée : identifier les « bonnes pratiques » et les conditions de leur diffusion ». Le second, avec une grande entreprise, s'intitule « Mieux comprendre les absences et accidents au travail ». De nombreux autres travaux s'intéressent à cette question du travail, mais sous l'angle des inégalités et des discriminations ; ils sont présentés en détail dans la thématique suivante qui intègre les dimensions inégalités et discriminations.

3.4.3.3 Population, inégalités et santé

S'agissant des questions sur la population et la démographie, trois voies de recherche seront explorées qui ont toutes trait à la migration.

La première, portée par P. Melindi-Ghidi, s'intéressera aux processus d'intégration des migrants et des minorités ethniques. Différentes questions seront abordées : pourquoi dans certaines sociétés les minorités ethniques s'intègrent-elles dans une population majoritaire? Quelles sont les raisons de ce processus? Quelles sont les politiques qu'un gouvernement pourrait adopter pour éviter les conflits entre les différentes composantes de la population? Un premier travail de recherche analysera le processus d'intégration des minorités dans un pays où coexistent une majorité et plusieurs groupes minoritaires. L'apport principal eu égard à la littérature existante, qui met en évidence une vitesse de l'intégration culturelle diminuant avec la distance culturelle entre les minorités ethniques et la majorité, consistera à supposer que la distance culturelle est endogène (exogène dans la littérature), dépendant des flux migratoires et des conditions socio-économiques internes aux pays. Un second travail se focalisera sur les impacts que peut avoir le processus d'intégration sur les comportements individuels des minorités ethniques. En particulier, seront étudiés les mécanismes par lesquels le comportement de fécondité peut être façonné par les flux migratoires actuels et le processus ultérieur d'intégration des groupes minoritaires. L'analyse des processus d'intégration nécessitera de s'intéresser également aux dynamiques de transmission culturelle, en supposant que le trait culturel des individus est, lui aussi, endogène.

La deuxième voie poursuivra les travaux déjà engagés sur l'impact de l'immigration sur les finances publiques des pays d'accueil développés. L. Ragot a initié une recherche de cet impact sur les finances publiques françaises sur une relativement longue période allant de la fin des années 1970 à aujourd'hui. Elle mobilise une approche comptable qui s'appuie sur les enquêtes Budget de famille pour reconstituer les profils individuels de taxes-cotisations et de transferts reçus selon l'âge, le niveau de qualification et l'origine. La combinaison de ces profils avec les effectifs correspondants dans la population française fournit la contribution totale de chacune de ses sous-populations aux finances publiques et, en particulier, celle des immigrés. Cette recherche sera poursuivie par une approche fondée sur l'utilisation d'un modèle d'équilibre général calculable qui évaluera, par un exercice contrefactuel (pas de flux migratoires sur la même période que celle étudiée dans le cadre comptable), la contribution de l'immigration aux finances publiques en prenant en compte les effets directs liés aux profils individuels construits dans la phase comptable, mais également tous les effets indirects qui transitent par les effets d'équilibre général (impacts sur le marché du travail, impacts sur les choix éducatifs, impacts sur les niveaux d'épargne...).

La troisième voie prolongera les travaux déjà réalisés par L. Ragot sur les étudiants en mobilité internationale, avec une attention particulière à la situation de la France. Un premier projet vise à évaluer l'évolution de la diversité (par origine géographique) des étudiants en mobilité qui ont contribué à l'internationalisation de l'enseignement supérieur universitaire français. Il doit permettre de répondre à deux questions importantes. La hausse de la part des étudiants étrangers s'est-elle réalisée *via* les pays d'origine traditionnels ou *via* une plus grande diversité des origines ? La diversité des étudiants en mobilité au niveau de l'ensemble du système universitaire français s'explique-t-elle par la diversité au sein des universités françaises ou par une diversité entre universités françaises ? Un second projet évaluera l'impact sur les flux

d'étudiants étrangers en France de politiques publiques récemment prises, comme par exemple la mise en place de la procédure CEF (Centres pour les Études en France) par Campus France en 2007. L'objectif est de déterminer si de telles mesures ont affecté le nombre d'étudiants venant en France et leur diversité géographique.

Les recherches menées sur les inégalités, les discriminations et l'équité seront poursuivies et étendues. D. Meurs développera ses travaux sur le thème des inégalités sur le marché du travail dans deux directions. Des études sur des bases de données administratives (DADS, SIASP pour les salariés, EIR pour les retraites) ou d'enquêtes (TeO, EEC) permettront de réaliser un état des lieux et de proposer de nouvelles méthodes de mesure. Cette première direction aura une dimension méthodologique forte. La seconde direction s'appuiera sur des travaux plus originaux de type « case studies », qui s'intéresseront aux mécanismes d'assignation créateurs d'inégalités au sein des entreprises ou lors des concours à un dialogue avec les acteurs (direction et syndicats, ministère, école d'application). Chaque étude de cas permettra de développer un aspect central dans le constat des inégalités. Chez L'Oréal (ANR Career), le projet se concentrera sur le thème de l'acquisition d'entreprises comme choc exogène venant perturber la politique salariale de la firme absorbante. Chez EDF, c'est l'impact des naissances sur les salaires qui sera étudié, en utilisant la technique des études d'événements pour estimer la dynamique du « *family pay gap* » des mères et des pères. En relation avec les thématiques de santé, M. Dumontet s'intéressera aux différences de choix de spécialités médicales entre hommes et femmes ; son objectif étant de déterminer si la modification du concours de l'internat a eu ou non un effet genré sur le choix des spécialités médicales.

E. Tovar poursuivra ses travaux sur la justice sociale dans le cadre du projet ANR Justice Sociale Empirique (JEM) qu'elle porte. La question de recherche qui structure cette ANR fait écho à la jeune littérature de l'*Empirical Social Choice* et porte sur l'étude, *via* des questionnaires et des vignettes, des déterminants des préférences en matière de justice sociale. Elle souhaite explorer des dimensions rarement prises en compte dans la littérature économique : i) individuelle (traits psychologiques, valeurs, croyances et opinions politiques) et ii) sociale (milieu social, origine, trajectoires passée et espérée). Trois questions seront plus spécifiquement traitées : la validation empirique de l'hypothèse des préférences adaptatives, l'adhésion des répondants à un point de vue conséquentialiste et la valorisation relative des trois dimensions du bien-être chez Sen (liberté procédurale, liberté d'opportunité et réalisations effectives).

Les questions liées à la santé sont déjà abondamment traitées dans les projets de recherche des thématiques environnement et risques. Une question récente concerne le lien entre la pollution et la fertilité et ses conséquences en termes d'inégalités et de politiques publiques. En effet, la littérature épidémiologique et économique a d'ores et déjà établi une relation positive entre la dégradation des conditions environnementales ambiantes et l'altération du statut sanitaire des individus. Néanmoins, de nouvelles problématiques liées à l'utilisation des pesticides et leur impact sur la santé reproductive des agents émergent. L'existence de ces externalités négatives associées à l'utilisation de produits phytosanitaires représente un coût pour la société en réduisant le bien-être des populations, en affectant leur fertilité et en modifiant potentiellement leurs comportements en termes de consommation, d'épargne ou de santé. Dès lors, la réduction de ce coût social passe par un choix approprié d'instruments de politique économique. Dans ce contexte, les objectifs du projet auquel participent N. Berlin, M. Dumontet, J. Etner, N. Raffin et T. Seegmuller sont multiples. Tout d'abord, en se concentrant sur la capacité reproductive des agents économiques, il s'agira d'identifier les populations vulnérables aux pesticides en France. En outre, il conviendra d'isoler les critères socio-économiques, tels que l'éducation ou le revenu parmi d'autres, qui pourraient expliquer une plus grande vulnérabilité. Enfin, des recommandations en termes de politiques environnementale, sanitaire, mais également fiscale seront proposées afin de corriger de potentielles inégalités de santé environnementale mises en évidence au préalable. Un premier travail théorique (en soumission) sur l'impact du développement économique (et de la pollution) sur la fertilité et les politiques économiques (de santé et d'environnement) optimales a été réalisé par J. Etner, N. Raffin et T. Seegmuller. La dimension empirique de ce projet, auquel participent également N. Berlin et M. Dumontet, reposera sur une approche pluridisciplinaire (économie, géographie et épidémiologie). Indépendamment des dimensions environnementales, M. Dumontet poursuivra les travaux engagés sur les côtés offre et demande du secteur de la santé. Concernant l'offre, elle s'intéressera aux choix de localisation des médecins. Un premier volet portera sur les choix de localisation des spécialistes de premiers recours qui sont les spécialités les plus mal réparties sur le territoire. Un second volet étudiera les choix de localisation des médecins avec diplôme étranger (n'ayant pas effectué leurs études médicales en France). L'objectif est alors d'évaluer si c'est un levier efficace pour améliorer la répartition des médecins généralistes et spécialistes sur le territoire. Du côté demande, à l'intersection des thématiques du vieillissement et de la santé, elle s'intéressera à la dynamique de la fragilité des personnes âgées (état réversible qui se situe en amont de la perte d'autonomie) et au rôle des variables socioéconomiques. Un projet est en cours avec l'IUMSP de Lausanne pour étudier la relation bidirectionnelle entre handicap et variables socioéconomiques.

Enfin, A. Sindzingre poursuivra son programme de recherche en le centrant sur le concept de « trappe », qui constitue sans conteste l'un des liens forts entre ses différentes thématiques. Elle analysera plus particulièrement les trappes cumulatives qui peuvent être générées par des institutions (« trappes à pauvreté institutionnelles ») de même que par des structures de marché spécifiques, qui peuvent se renforcer mutuellement. Les pays en développement, notamment ceux d'Afrique Sub-Saharienne, exhibent de nombreux exemples de tels processus auto-renforçants. Ses recherches continueront à s'inscrire dans des questionnements théoriques de long terme sur le concept d'institution, les processus de causalité et les déterminants du développement.

3.4.3.4 *Economie comportementale et incertitudes*

Depuis début 2016, les chercheurs de cette thématique se sont engagés dans des travaux pluridisciplinaires mobilisant l'approche expérimentale pour contribuer notamment à l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques de communication sur les risques. Les recherches menées dans le domaine de la prévention seront poursuivies. Elles viseront à tester expérimentalement certains résultats théoriques obtenus précédemment concernant les comportements de prévention dans l'objectif, entre autres, de mieux comprendre le rôle joué par l'information et la communication sur les risques (sources, contenus). Ces travaux, impliquant N. Berlin, J. Etner et M. Jeleva, s'effectueront en collaboration avec des chercheurs d'autres disciplines (psychologie sociale et cognitive, linguistique, gestion) dans le cadre de la fédération de recherche S2CH. Un des projets pluridisciplinaires qui sera mis en œuvre porte sur la communication sur les risques liés aux habitudes alimentaires. Le but de ce projet est d'approfondir les connaissances sur l'impact sur le processus de décision (i) des sources d'information et (ii) du contenu des messages, afin de proposer des pistes pour le développement de politiques publiques plus efficaces pour la communication des risques. En effet, réussir à modifier certains comportements alimentaires pourrait contribuer à une diminution des maladies chroniques liées à l'alimentation (obésité, hypertension, diabète de type 2, etc.). Le traitement de l'information et la prise de décision dans ce projet seront étudiés dans des paradigmes pour lesquels une modélisation du processus de décision est disponible (théorie de la détection du signal, théorie de la décision, ...), ce qui permet de mesurer quantitativement les biais cognitifs par l'écart entre les comportements observés et un comportement idéal. Les données collectées seront comportementales et biologiques. Ce projet rassemblera des économistes, psycholinguistes, psychologues, informaticiens et gestionnaires des Universités Paris 1 et Paris Nanterre qui ont déjà collaboré dans le cadre du projet RisLaC et qui sont impliqués dans la construction de la plateforme expérimentale PREDIR.

J. Etner, M. Jeleva et O. Renault ont également pour projet de décrire comment l'observation d'événements passés (scandales politiques, sanitaires, écologiques, ...) est susceptible d'affecter le comportement d'un agent face à un choix dont les conséquences sont incertaines (par exemple, la vaccination). N. Berlin poursuivra ses travaux portant sur la prévention des comportements à risque en santé. Plus précisément, son projet se concentre sur les enfants et les adolescents, les femmes enceintes fumeuses, les familles défavorisées, et les obèses. Elle propose une approche méthodologique relativement nouvelle qui combine expérience en laboratoire ou de terrain et enquête/questionnaire et qui enrichit la recherche en économie empirique et dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques. Il s'agit également de développer et d'utiliser de nouvelles mesures qui améliorent la qualité des données afin de mieux faire face aux problèmes économétriques soulevés par des variables omises et l'hétérogénéité inobservée.

Concernant les risques environnementaux, J. Etner, M. Jeleva et N. Raffin se proposent d'étudier l'impact des incertitudes sur l'arbitrage optimal entre les politiques de mitigation et d'adaptation pour lutter contre le réchauffement climatique. M. Jeleva poursuivra ses travaux, engagés avec J.C. Vergnaud, O. L'Haridon et N. Zawali, sur les déterminants de la demande d'assurance (dommage et catastrophes naturelles). L'objectif de ces travaux, mobilisant la méthode expérimentale, est de mieux comprendre le processus de décision d'assurance et le rôle joué par les émotions.

4 AUTOEVALUATION DE L'AXE DIRIS

4.1 Présentation de l'axe

4.1.1 Effectifs

Au niveau des permanents, 12 membres seniors (dont 1 émérite) ont fait partie de l'axe Droit, Institutions, Règlementation et Interactions Stratégiques (DIRIS) sur la période d'évaluation et sont listés dans le tableau ci-dessous. Les listes des autres membres de l'axe figurent en annexe 1.

Nom	Prénom	D/A	Statut
Chopard	Bertrand	D 31/08/2015	MCF
Cosnita	Andreea		MCF
El Badaoui	Eliane		MCF
Favereau	Olivier		PREM (2014)
Julien	Ludovic	A 01/09/2013	PR
Langlais	Eric		PR
Melcarne	Alessandro	A 01/09/2016	MCF

Monnery	Benjamin	A 01/09/2017	MCF
Oddou	Rémy	A 01/09/2013	MCF
Oytana	Yves	D 31/08/2016	MCF
Souam	Saïd		PR
Zouikri	Messaoud		IR
D : départ au cours du quinquennal (date de départ)			
A : arrivée au cours du quinquennal (date d'arrivée)			

4.1.2 Objectifs, thèmes et structuration de la recherche

L'ambition du quinquennal 2013-2018 était de consolider la position du groupe de recherche en économie du droit (ex-axe DIR) du laboratoire EconomiX comme pôle de référence national et international dans ce domaine – à la fois par la qualité de ses travaux et par ses initiatives en faveur de l'animation scientifique aux niveaux national, européen et international. Il s'agissait également d'apparaître comme pôle attracteur de compétences spécifiques *via* les recrutements d'enseignants-chercheurs, mais aussi *via* la politique en matière de professeurs invités ou de post-doctorants, afin d'investir les problématiques qui sont actuellement les plus dynamiques dans le champ disciplinaire et favoriser le renouvellement thématique et/ou méthodologique de l'axe (comme les *Empirical Legal Studies* ou le renouveau des recherches autour des institutions).

L'évolution du projet de l'axe sur la période d'évaluation tient naturellement compte de la restructuration de l'ensemble des axes de recherche d'EconomiX. Ainsi, les travaux menés désormais au sein de l'axe DIRIS privilégient toujours des approches interdisciplinaires mais selon deux orientations principales, soit à l'interface entre économie et droit, soit à l'interface entre économie et mathématiques, constituant les deux grandes problématiques transversales de recherche :

L'analyse économique du droit et des institutions judiciaires. Les questions abordées ici sont à la fois d'ordre théorique et empirique, et comportent une importante dimension de politique publique notamment en matière de réformes judiciaires. Elles portent sur l'analyse économique des institutions et des règles – en premier lieu les institutions judiciaires et les règles de droit – et s'intéressent aux effets des lois sur les comportements individuels et la coordination des décisions des agents économiques, ainsi qu'au choix du *design* des lois et de l'organisation judiciaire. A partir des outils usuels de l'analyse économique (microéconomie, théorie des jeux, théorie des incitations et des contrats, méthodes économétriques ou expérimentales), il s'agit notamment (i) d'étudier les effets de la réglementation et du droit sur le fonctionnement des marchés ou l'organisation de certaines activités et professions ; (ii) d'analyser et de comparer l'impact des traditions juridiques et de l'organisation de l'institution judiciaire sur les activités marchandes et non marchandes ; ou encore (iii) d'évaluer les effets liés à la dynamique d'évolution des systèmes juridiques (diversité, harmonisation ou standardisation).

L'analyse économique des interactions stratégiques. Cet ensemble de travaux porte sur les fondements de la concurrence imparfaite (concepts de théorie des jeux, approche des variations conjecturales) et sur les manifestations et conséquences du pouvoir de marché dans des économies décentralisées. Ainsi, la modélisation des interactions stratégiques concerne des univers marchands complexes où les marchés sont interconnectés. Les modèles analysés mettent aussi en lumière les éventuelles défaillances de marchés dues aux comportements imparfaitement concurrentiels ; des propositions de politiques publiques pouvant en outre être déduites.

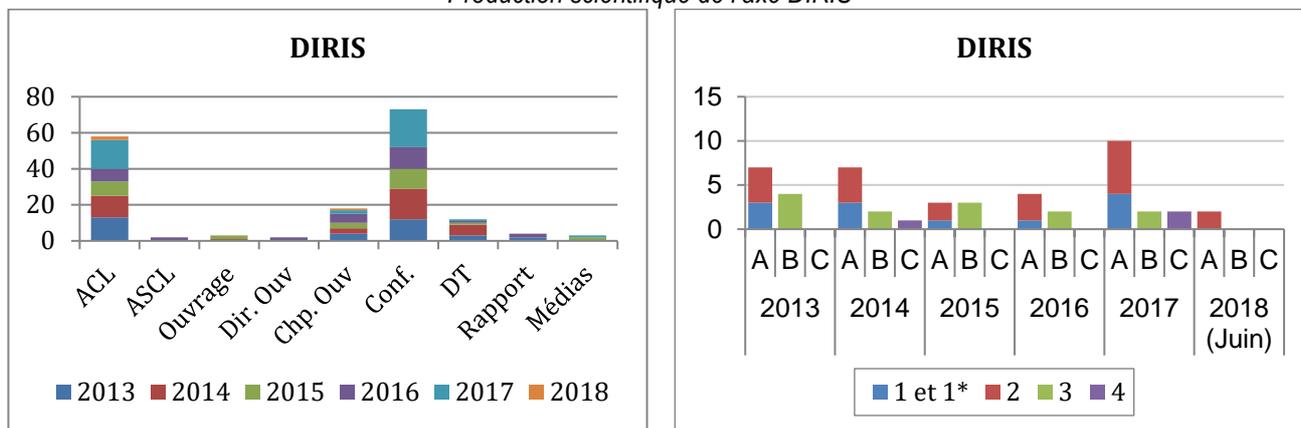
Ces grandes thématiques ont été structurées à partir des différents projets de recherche présentés ci-dessous, pour lesquels il existe au sein de l'axe un, voire deux, chercheurs qui apparaissent comme pilotes de projets collectifs, car bien identifiés au plan académique comme institutionnel, avec un fort potentiel de publications, ainsi que des réseaux et partenariats nationaux et internationaux bien établis et pérennes.

4.2 Produits et activités de recherche : bilan scientifique

4.2.1 Données chiffrées

L'activité de publication de DIRIS est soutenue sur la période, avec une moyenne de 4,16 publications par membre dans des revues classées par le Comité National du CNRS. Par rapport à la période antérieure, la stratégie de publication se caractérise par une amélioration qualitative, avec des revues de très grande qualité (28% d'entre elles étant de rang 1 dans la catégorisation du CNRS et 2/3 de rang A selon la liste du HCERES), dont près de 2/3 de revues internationales.

Production scientifique de l'axe DIRIS



ACL : revue à comité de lecture, ASCL : revue sans comité de lecture, Dir. Ouv : direction d'ouvrage ou de numéro spécial de revue, Chp. Ouv : contribution à ouvrage collectif, Conf. : présentation à une conférence, DT : document de travail.

Publications des membres de l'axe DIRIS au 30/06/2018 depuis 2013 dans les revues classées par la section 37 du CNRS (et dans l'ensemble des revues à comité de lecture)

Rang CNRS	1	2	3	4	Total
Nombre	12	21	13	3	49 (58)
HCERES	A = 33		B = 13	C = 3	

Ce tableau tient compte uniquement des publications des membres du laboratoire (les publications des chercheurs associés ne sont pas comptabilisées). Par ailleurs, les publications des membres ayant quitté l'unité en cours de quinquennal ou étant arrivés en cours de quinquennal ne sont comptabilisées que sur leur période d'appartenance au laboratoire. Le total entre parenthèses tient compte de l'ensemble des revues à comité de lecture (référéncées par le CNRS, le HCERES ou les bases de données internationales) et non pas seulement de celles de la catégorisation de la section 37 du CNRS. Cela permet de donner une image complète des publications dans des revues très spécialisées ou relevant d'autres disciplines.

4.2.2 Principaux résultats des recherches menées au sein de l'axe

De manière synthétique, les travaux réalisés se déclinent selon les six grandes thématiques présentées ci-dessous.

4.2.2.1 Litiges, responsabilité civile et justice

Les membres de l'axe DIRIS apportent tout d'abord des contributions originales à la croisée de l'économie des litiges et de la propriété intellectuelle, en étudiant (i) les effets sur la concurrence, les incitations à l'innovation et le bien-être social de différentes règles d'évaluation des dommages (telles qu'introduites par la réforme du droit français en 2007) dans le domaine de la propriété intellectuelle, selon différents contextes concurrentiels (Chopard, Cortade & Langlais), et (ii) le rôle joué par les frais judiciaires privés selon le degré de robustesse des droits (Chopard, Cortade & Langlais). Le rôle des dépenses privées de justice, notamment par le biais des frais d'expertise judiciaire, a été aussi étudié selon différentes règles procédurales encadrant les procès (procédures inquisitoire vs. accusatoire ; Oytana), selon que le rôle de l'expert est purement informationnel dans le déroulement du procès (Oytana & Chappe), ou que des incitations à l'effort sont également recherchées (Oytana & Lambert). Par ailleurs, des travaux empiriques dans la veine des *Empirical Legal Studies* ont été menés sur la mesure de la performance des tribunaux (Melcarne & Ramello), l'impact de l'efficacité des systèmes judiciaires sur l'entrepreneuriat (Melcarne & Ramello) et les déterminants du comportement des juges (Melcarne), en recourant à des outils économétriques (analyse de régression) et des méthodologies non paramétriques de recherche opérationnelle (*data envelopment analysis*). Une série de travaux portant sur les décisions de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, concernant les sanctions prononcées à l'encontre des Etats, est également en cours (Langlais, Melcarne & Ramello). Enfin, des travaux ont été consacrés au rôle de la responsabilité civile dans la gestion

des risques environnementaux ou de santé. Il s'agissait d'étudier sous différents régimes de responsabilité civile (responsabilité stricte, pour faute, négligence simple ou négligence avec causation) la complémentarité/substituabilité entre les investissements publics et privés en matière de prévention des accidents industriels (Friehe & Langlais) ; les effets d'incitation sur la prévention des dommages environnementaux comme sur les activités de restauration de l'environnement (Friehe & Langlais) ; ou encore l'influence du choix de la règle d'imputation des dommages aux victimes entre des offenseurs multiples, non seulement sur les incitations à la prévention, mais aussi sur l'intensité de la concurrence (Charreire & Langlais), y compris la stabilité des ententes (Baumann, Charreire & Cosnita), ainsi que l'impact sur le bien-être social selon le degré d'asymétrie d'un oligopole (Charreire & Langlais).

4.2.2.2 Secteur informel, délinquance et criminalité

Plusieurs travaux portent sur les relations entre le secteur informel et les stratégies de développement. Par exemple, l'impact de la migration interne sur les marchés du travail locaux a été étudié dans le cas de la Thaïlande (El Badaoui, Strobl & Walsh). D'autres travaux cherchent à évaluer quantitativement les effets d'une politique publique dans un marché du travail dual, comme l'impact de la taxation sur le marché du travail en Afrique du Sud sur la taille du secteur informel, le PIB et les inégalités (El Badaoui & Magnani) ; ou l'effet sur les flux d'emploi et l'efficacité du marché du travail, de subventions à l'éducation financées par un impôt sur les entreprises formelles (El Badaoui & Rebière). Un autre courant de recherches porte sur la qualité des institutions et les effets induits sur le développement. Il s'agit par exemple d'étudier les incitations d'une élite à proposer des réformes économiques (Lounaci & Souam), notamment en se focalisant sur le lien entre rentes, institutions et fiscalité (Benhassine & Souam). L'importance de ces mécanismes est également évaluée d'un point de vue empirique dans le cas de l'Algérie (Belarbi, Sami & Souam), de même que les interactions et impacts réciproques entre commerce informel et économie formelle (Feroukhi, Belarbi & Souam). Des travaux empiriques portant plus spécifiquement sur le rôle des échanges commerciaux ont aussi été menés, considérant les expériences de plusieurs zones ou pays (Zouikri). Enfin, le rôle des structures familiales dans le développement économique a donné lieu à plusieurs recherches : le lien entre maternité et formation des salaires des femmes en Italie et au Royaume-Uni (El Badaoui & Matteazzi) ; une comparaison entre l'emploi du temps et l'éducation des enfants biologiques et ceux des enfants confiés, notamment selon le genre de l'enfant (El Badaoui & Mangiavacchi). En outre, plusieurs recherches ont été dédiées à la criminalité et aux effets des politiques de *public law enforcement* sur la dissuasion et/ou la récidive. D'une part, des travaux théoriques se sont attachés à étudier les relations entre les erreurs de jugement (types I et II) sur le choix du standard optimal de conviction dans le domaine pénal (Obidzinski & Oytana) ; ou l'impact du choix d'un régime de preuve/conviction, selon qu'il est fondé sur les actes ou sur les dommages sur la structure des sanctions et la dissuasion (Langlais & Obidzinski) ; ou encore les effets des procédures d'appel sur les erreurs de jugement des cours de premier rang, selon que les objectifs de celles-ci sont plus orientés vers leur réputation ou l'intérêt collectif, comme sur la dissuasion (Chopard, Marion & Roussey). Plus ponctuellement, des travaux sur l'évolution de la législation associée au délit d'initiés, notamment vers une approche pénale en Europe, ont été développés (Faure & Léger). D'autre part, des travaux ont été consacrés au rôle des institutions sur la structure du code pénal et sur la dissuasion des activités illégales, soit en analysant d'un point de vue théorique les effets du marché politique sur les politiques de lutte contre la criminalité (Langlais & Obidzinski), soit en évaluant empiriquement l'influence des croyances et institutions religieuses sur la criminalité (Stef). Enfin, des recherches empiriques sont menées sur les déterminants individuels du risque de récidive dans le temps (Monnery), les effets des réductions de peine et le rôle clé de l'anticipation et de la préparation à la sortie (Monnery), les effets du placement sous surveillance électronique en alternative à l'incarcération (Henneguelle, Monnery & Kensey ; Henneguelle & Monnery) et les conséquences de la procédure d'incarcération rapide appelée « comparution immédiate » (Monnery).

4.2.2.3 Réglementation et droit de la concurrence

Les membres de l'axe DIRIS développent ici des recherches portant principalement sur la mise en œuvre de la politique de la concurrence et sur ses instruments. Il s'agit par exemple d'étudier l'impact du *design* des procédures de contrôle des concentrations (Cosnita), ou plus spécifiquement les effets des procédures négociées en droit de la concurrence (Choné, Souam & Vialfont) dans le contexte européen, et de déterminer comment certaines limites (procédures d'engagement) peuvent être contournées dans un cadre plus général avec des engagements partiels et l'utilisation d'amendes (Souam & Vialfont). On s'intéresse aussi (i) à l'allocation des efforts/stratégies des autorités de la concurrence entre le contrôle des concentrations et la lutte contre les cartels (Tropeano & Cosnita) et (ii) à l'impact des remèdes tels que les sessions d'actifs dans différents contextes institutionnels caractérisés soit par une négociation entre l'autorité et les firmes candidates à la fusion (Chopard, Cortade & Cosnita), soit par une stratégie de dissuasion pure des fusions anti-concurrentielles suivie par les autorités (Cosnita & Sørsgard). Enfin, des travaux récents questionnent l'adaptation du contrôle des concentrations aux cas particuliers de certains marchés, comme les marchés bi-faces, centrés sur les incitations individuelles à modifier le comportement post-fusion des firmes (Cosnita, Johanssen & Sørsgard), ou associées à l'équilibre de la branche (Baranes, Cortade & Cosnita). Par ailleurs, certains travaux plus ponctuels analysent l'évolution des fusions-acquisitions en Tunisie et leurs performances (Ferchichi & Souam). Enfin, des recherches sur l'introduction

des actions collectives en droit de la concurrence ont été menées, avec des applications au droit français dans le cas d'abus de position dominante (Léger), ainsi que sur les effets des biais de représentation des consommateurs (perception de la qualité, appropriation du bien) sur les firmes en concurrence imparfaite, et sur les stratégies de ces dernières en matière d'éducation des consommateurs (Bienenstock).

4.2.2.4 *Economie du droit des sociétés et de la défaillance*

Les travaux menés ici s'intéressent tout d'abord à plusieurs dimensions du droit de la faillite, dans une perspective essentiellement empirique. D'une part, il s'agit d'analyser les méthodes mises en œuvre par les juges français pour sélectionner les particuliers surendettés entre ceux qui bénéficient d'un effacement total et ceux qui obtiennent un rééchelonnement, et proposer une estimation du lien entre la capacité de remboursement et la probabilité d'annulation de la dette (Blazy, Chopard, Langlais & Ziane) ; ou de caractériser l'orientation pro-débiteur vs. pro-créancier du droit de la faillite, en évaluant comment les décisions des juges sont influencées par la présence de créanciers multiples, ou les conditions économiques des juridictions (Blazy, Chopard, Langlais & Ziane). D'autre part, des travaux ont cherché à construire une batterie d'indices légaux, captant les caractéristiques des procédures de faillite - en termes d'accessibilité des procédures, de capacité à révéler l'information pertinente, de protection des actifs du débiteur, de capacité à organiser la coordination des créanciers, et de sanction (Blazy, Chopard & Nigam). D'autres recherches se sont concentrées sur l'impact de certains dispositifs spécifiques au droit des faillites, tels que les règles de vote appliquées aux créanciers, et notamment l'influence du niveau de sévérité de la règle de la majorité (Stef), ou l'allocation entre débiteurs du coût des plans de restructuration de la dette mis en œuvre en vue de la sauvegarde du débiteur (Stef). Enfin, d'autres dimensions du droit des sociétés ont été abordées : (i) les effets des procédures de vote dans les assemblées générales d'entreprises à travers l'analyse de règles juridiques telles que l'existence de quorum et le vote obligatoire, en lien avec la structure actionnariale (Charléty, Fagart & Souam) ; (ii) la critique de l'approche dominante en termes de *shareholder value* et de son postulat selon lequel les actionnaires seraient propriétaires de l'entreprise (Favereau), explorant les conséquences de cette nouvelle approche de l'entreprise et du travail salarié, conduisant à une refondation institutionnaliste du droit du travail et du droit des sociétés (Favereau & Sachs ; Baudouin & Favereau ; Bidet, Le Gall, Favereau, Lopes, Roger & Seignour).

4.2.2.5 *Concurrence, interactions stratégiques, équilibre général*

Les travaux concernent ici la définition d'équilibres stratégiques permettant d'étendre la concurrence à la Cournot et à la Stackelberg à un cadre d'analyse en équilibre général. Dans un cas avec un nombre fini de *leaders* et *followers*, on analyse tout d'abord la question de la convergence vers l'équilibre concurrentiel, et on compare les effets en termes de bien-être relativement à d'autres notions d'équilibres stratégiques (Julien). On s'intéresse aussi à l'existence et l'unicité de l'équilibre de Nash parfait en sous-jeu (équilibre de Stackelberg-Nash) en relâchant les hypothèses usuelles (concavité de la demande, convexité des coûts ; Julien). Une synthèse de la littérature aborde en particulier l'extension des jeux séquentiels avec information complète et parfaite à la Stackelberg (Julien). D'autres recherches s'intéressent aux oligopoles non coopératifs. Un premier travail revisite deux modèles (proposés par Busetto et al. et Shitovitz) dans un cadre d'équilibre général, utilisant des restrictions sur les préférences individuelles, permettant d'établir l'existence d'un équilibre de Cournot-Nash et de montrer que l'ensemble des allocations d'équilibre Cournot-Nash coïncident avec celles des équilibres de Cournot-Walras (Codognato & Julien). Dans le cas d'un oligopole bilatéral dans une économie d'échange pur, on caractérise également l'équilibre de Cournot-Nash et on discute l'effectivité du pouvoir de marché (Julien). Enfin, dans le cas d'un espace mesuré mixte d'agents (atomes et partie non atomique), on étudie l'existence d'un équilibre de Cournot-Nash (Busetto, Codognato, Julien, Ghosal & Tonin). Enfin, des recherches ont été consacrées aux effets pervers de la concurrence dans les situations spécifiques dites de course à la rente (modèle à la Tullock), discutant la distinction entre rentes distributives et rentes productives (Dari-Mattiacci, Langlais, Lovat & Parisi), et les effets de certaines régulations publiques (niveau minimum d'investissement, etc.).

4.2.2.6 *Economie politique et choix publics*

Une première série de travaux articulant modèles de l'économie politique et de l'économie du droit s'intéresse à l'influence de certaines caractéristiques du marché politique. Des recherches sur données françaises portent sur les comportements des hommes politiques français et leurs motivations (service de l'intérêt général, extraction de rentes, etc.), et évaluent les effets des mécanismes disciplinaires destinés à lutter contre l'absentéisme qu'il s'agisse des amendes ou de leur combinaison avec des sanctions privées (Le Bihan & Monnery). D'autres s'intéressent à l'influence des comportements de *lobbying* ou des mécanismes de vote sur les dépenses publiques de sécurité, et analysent leurs répercussions sur les dépenses privées de prévention et le fonctionnement de la responsabilité civile (Friehe & Langlais), comme sur les politiques de lutte contre la criminalité et la dissuasion (Langlais & Obidzinski). Une seconde série de recherches, à la frontière de la théorie du choix social et de l'économie géographique, analyse la formation endogène de juridictions. On étudie les effets d'une politique de transferts compensateurs mise en œuvre par un gouvernement central selon qu'il utilise

un critère *leximin* ou utilitariste (Biswas, Gavrel & Oddou), comme la production de biens publics locaux en présence d'un marché de la terre concurrentiel (Gavrel & Oddou), ou bien d'effets de congestion (Oddou). Enfin, on analyse l'incidence des politiques fiscales locales sur la localisation des firmes (Oddou).

4.2.3 Rayonnement et attractivité académiques

Activité contractuelle et projets collaboratifs. L'un des leviers de la mise en œuvre du projet de l'axe, mis en avant dans le précédent rapport d'activité, était la recherche de financements alternatifs. Ainsi, les chercheurs de l'axe DIRIS ont accru au cours du quinquennal le nombre de propositions de recherche déposées au titre des appels à projets de multiples agences et institutions (4 projets soumis auprès du CNRS : 1 PEPS 2014, 2 projets PICS 2014 et 2017, 1 projet PRC 2017; 5 projets ANR soumis : 1 ANR ORA + 2013, 1 JCJC 2014, 1 JCJC et 1 PRC 2017, 1 JCJC 2018 ; Région Ile-de-France : 3 projets hors DIM 2013, 2014 x 2, et 1 réponse à l'appel à manifestation d'intérêt « nouveaux DIM » 2017 ; 1 projet soumis auprès de la MSH Paris-Nord : 1 PC 2014 ; 2 projets soumis dans le cadre de la ComUE Université Paris Lumières : 1 PC 2014-2017, 1 PC 2018). Les membres de l'axe ont été ou sont ainsi actuellement coordinateurs scientifiques de 8 conventions de recherche listées dans le tableau ci-dessous.

<i>Institution</i>	<i>Projet, montant, période</i>	<i>Coordinateur scientifique</i>
Collège des Bernardins	« L'entreprise : formes de la propriété et responsabilités sociales » ; 200 000 euros, 2012-2014	Olivier Favereau
Région Ile-de-France	Aide à manifestation scientifique hors DIM ; 5000 euros, 2013	Eliane El Badaoui
Région Ile-de-France	Aide à manifestation scientifique hors DIM ; 5000 euros, 2013	Eric Langlais
PEPS-CNRS	MoMIS « Modélisation des interactions stratégiques sur les marchés : théories et applications » (<i>projet interdisciplinaire Economie et Mathématiques</i>) ; 11 000 euros sur 2014-2016	Ludovic Julien
SG GIS Institut du Genre - MSH Paris Nord	« Gender, Time Use and Decision Making within Moroccan Households » ; 2014	Eliane El Badaoui
Région Ile-de-France	Aide à manifestation scientifique hors DIM ; 4000 euros, 2014	Eric Langlais
ComUE Université Paris Lumières	« Research on juridical security in the European space » (<i>projet bi-disciplinaire économie et droit</i>) ; 30 000 euros, 2014-2017	Eric Langlais (avec Jacques Pelletan, LED Paris 8)
ANR JCJC	« Labor Institutions & the Judiciary in the XXI century » (<i>projet bi-disciplinaire économie et droit</i>) ; 75 000 euros, 2017-2020	Alessandro Melcarne

Enfin, trois projets collaboratifs de recherche soumis dans le courant de l'année 2017 sont actuellement en attente d'une réponse. Alessandro Melcarne a soumis en mai 2017 un projet PICS-CNRS « Judicial Efficiency and its Determinants in Italy & France », en collaboration avec l'Université de Turin, concernant la comparaison des juridictions civiles entre les deux pays. Messaoud Zoukri a déposé en juin 2017 une proposition de recherche « Innovation, performance économique et environnementale » dans le cadre du PRC CNRS/*National Natural Science Foundation* de Chine (coopération avec le Centre d'Etudes sur la Chine Moderne et Contemporaine de l'EHESS (UMR CNRS 8173), le Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (UMR 7217) de l'Université Paris 8 et le Centre de Recherche en Economie & Management de l'Université Rennes 1 (UMR CNRS 6211)). Benjamin Monnery a été autorisé à soumettre une proposition de recherche en seconde étape de l'appel ANR JCJC 2018 sur le thème « Political Behaviors and Electoral Accountability » ; projet associant des économistes, des politistes et des juristes de différentes universités françaises. Benjamin Monnery coordonne aussi actuellement la préparation d'une proposition de recherche pour le GIP Mission Droit & Justice (dépôt en mai 2018) avec une équipe de juristes de l'Université Grenoble Alpes, sur la thématique de la motivation des décisions d'aménagement de peine.

Les membres de DIRIS ont également participé en qualité de contributeurs à d'autres projets collaboratifs. Bertrand Chopard et Nicolae Stef ont été contributeurs dans le projet blanc ANR EuroDef (2012-2015, coordinateur scientifique : Régis Blazy, LARGE Strasbourg). Benjamin Monnery est contributeur au projet labellisé GIP Mission Droit & Justice intitulé « La barémisation de la justice pénale », coordonné par Stéphane Gerry-Vernières, professeure de droit privé et de sciences criminelles à l'Université Grenoble Alpes (rapport final à remettre pour la fin de l'année 2018). Par ailleurs,

Andreea Cosnita, Eric Langlais, Alessandro Melcarne et Saïd Souam participent à un projet collaboratif droit-économie labellisé par la ComUE Paris Lumières en février 2018, sur le thème des « biens communs » (20 000 euros sur deux ans) ; projet porté par des membres de la Fédération Interdisciplinaire de Nanterre en Droit.

Collaborations suivies avec d'autres laboratoires. Les membres de DIRIS ont renforcé leurs liens avec des universités françaises et étrangères de multiples façons. D'une part, les collaborations interindividuelles, sur la base de projets de recherche spécifiques, se sont poursuivies comme par le passé avec de nombreuses universités/institutions françaises (U Aix-Marseille, U Franche-Comté, U Cergy, U Lorraine, U Montpellier 1, U Paris 1, U Paris 2, U Paris 12, U Paris 13, U Strasbourg ; CNAM, ESSEC, IAE Paris) ou étrangères (*Algérie* : CREAD ; *Allemagne* : U Bonn, U Marburg, U Hambourg ; *Etats-Unis* : U Minnesota, U Vanderbilt, U Washington ; *Israël* : U Tel Aviv ; *Italie* : U LUMSSA-Rome, U Padoue, U Piémont Oriental, U Turin, U Udine, U Vérone ; *Norvège* : *Norwegian School of Economics* et U Bergen ; *Pays-Bas* : U Amsterdam ; *Royaume-Uni* : U Birmingham, U Warwick, U Dublin), et conduisant à des co-publications (documents de travail et/ou revues). D'autre part, les membres de DIRIS ont initié des réseaux collaboratifs, soit dans le cadre de réponses à des appels à projets (ANR ORA+ avec des économistes et juristes d'Amsterdam, Rotterdam, Bonn, Washington, Nanterre, Paris 2, Strasbourg ; ANR JCJC avec des juristes de Nanterre et Rennes ou avec des politistes de Nanterre, Lille et Sciences Po-Paris), soit dans le cadre de l'organisation d'événements récurrents (avec Udine pour la conférence CEPET et le workshop SIGE ; avec les U Paris 2, 8, 12, 13 pour IML&E, voir ci-dessous), y compris dans une approche pluridisciplinaire (séminaire AMIS avec des mathématiciens et informaticiens de Nanterre ; séminaire « Economies du Monde Musulman » avec des sociologues et politistes de Paris 8 ; avec le réseau de l'*European Doctorate in Law & Economics*, pour les doctorales *The Future of L&E*, voir *infra*).

Organisation de séminaires, workshops et conférences. Un autre levier de mise en œuvre du projet de l'axe souligné dans le précédent rapport était l'organisation d'événements scientifiques, afin de nourrir la dynamique interne collective et assurer la formation par la recherche, mais aussi de structurer la recherche aux niveaux régional, local et international, dans les différents domaines de compétence de ses membres.

Les membres de DIRIS organisent ainsi trois séminaires pluridisciplinaires qui ont, au-delà de l'axe, un rôle fédérateur et structurant au niveau régional puisqu'ils sont ouverts à d'autres disciplines du campus et/ou des chercheurs d'Ile-de-France. Le séminaire bi-mensuel LIEN-« Law and Economics in Nanterre », actuellement organisé par Andreea Cosnita et Alessandro Melcarne, contribue fortement depuis 2009 à la visibilité des activités de DIRIS aux plans national et international en économie du droit et des institutions. Y interviennent en effet les meilleurs spécialistes (économistes et juristes) français et étrangers. Ensuite, le séminaire mensuel AMIS-« Analyse et Modélisation des Interactions Sociales », organisé depuis 2014 par Ludovic Julien, est un séminaire interdisciplinaire qui croise les disciplines de l'économie, des mathématiques et de l'informatique. Les travaux présentés sont de nature tant théorique qu'appliquée, en relation avec les interactions sociales entre agents ou groupes d'agents. Enfin, au croisement des approches économique, sociologique et politiste, le séminaire mensuel « Economies du Monde Musulman », co-organisé par Saïd Souam et Messaoud Zouikri (en coopération avec Fatiha Talahite, CRESPPA-Paris 8) depuis 2016, est centré sur le rôle et la qualité des institutions dans le développement et la croissance des économies du monde musulman.

Le rôle fédérateur de l'axe sur ses champs de compétences s'est aussi affirmé via l'organisation de plusieurs workshops internationaux récurrents. Tout d'abord, le workshop international « Strategic Interactions and General Equilibrium: Theories and Applications » (créé en 2010 par Ludovic Julien et Giulio Codognato) se déroule chaque année depuis 2013 sur le campus de Nanterre, et réunit les meilleurs spécialistes de la théorie de l'équilibre général et de la théorie des jeux. Sur des thématiques connexes, Ludovic Julien (en coopération avec Giulio Codognato et Simone Tonin) organise également la conférence annuelle du CEPET-« Center European Program in Economic Theory », qui se déroule depuis 2013 en alternance entre Nanterre et Udine. En relation avec les problématiques du *Law & Economics*, le workshop annuel IML&E-« International Meeting in Law & Economics » (responsable scientifique : Eric Langlais) a été créé en mars 2014 sur le campus de Nanterre, et associé à son organisation depuis 2015 quatre autres équipes d'Ile-de-France (CRED Paris 2, LED Paris 8, ERUDITE Paris 12, CEPN Paris 13), qui l'hébergent à tour de rôle. L'IML&E permet d'accueillir chaque année en Ile-de-France les meilleurs spécialistes internationaux du domaine autour de huit sessions thématiques sur deux jours, favorisant ainsi les échanges scientifiques avec les chercheurs français, et contribuant à développer un réseau et de nouvelles collaborations entre économistes et juristes. En coopération avec le réseau de l'*European Doctorate in L&E* (Rotterdam, Maastricht, Hambourg) et le CRED-Paris 2, DIRIS participe depuis 2009 aux doctorales européennes « The Future of Law & Economics » (hébergées en 2015 à Nanterre). Enfin, DIRIS a créé en 2015 une nouvelle série thématique de workshops internationaux L&EPIW-« Law and Economic Policy International Workshop » qui, avec un partenaire différent chaque année, traite un thème original (2014 : *Antitrust for Platforms and Network Markets*, Nanterre partenariat

avec le LAMETA-Université Montpellier 1 et la ComUE Université Paris Lumières ; 2015 : *Public Law Enforcement and Deterrence*, Nanterre partenariat avec le CRESE-Université de Franche-Comté et le LED-Paris 8 ; 2016 : *Recent developments in Corporate Governance*, La Défense, partenariat avec l'ESSEC & Thema-Université de Cergy ; 2018 : Université Montpellier 1 et Labex Entreprendre).

Les membres de DIRIS ont également contribué à l'organisation de quatre autres événements scientifiques ponctuels. Eliane El Badaoui a organisé le colloque international « Advances in Family Economics and Applications to Developing Countries » (2013, Nanterre) dans le cadre de sa chaire CNRS « Droit et Economie ». Saïd Souam (avec Yacine Belarbi, CREAD) a été l'organisateur du workshop international « Rentes, institutions et croissances » (ENSM d'Alger, 2013), puis du workshop international « Political Economy of Reforms: Where do we stand? » (CREAD, 2017, Alger). Alessandro Melcarne a été l'organisateur principal du 3rd *International Workshop on the Economic Analysis of Litigation* (2017, Nanterre).

Par ailleurs, les membres de DIRIS s'impliquent dans l'organisation et le déroulement des événements collectifs ou organisés par d'autres axes d'EconomiX. Eliane El Badaoui est ainsi depuis 2013 coordinatrice du séminaire « jeunes chercheurs/job market » du laboratoire. Dans le cadre de la conférence annuelle du réseau ICABE qui s'est déroulée en 2016 à Nanterre (coordonnée par JP. Allegret), Eric Langlais a organisé une session invitée « Experts and Expertise » ; il a aussi contribué au déroulement de la deuxième édition du Colloque Interdisciplinaire sur la Défaillance d'Entreprise, organisé par Nadine Levratto (Nanterre, 2016).

Réseaux nationaux et internationaux. La reconnaissance des compétences et de l'implication des membres de DIRIS dans la dynamique et la structuration de leurs champs de recherche se traduit aussi par leur participation à l'animation d'associations ou au sein d'institutions académiques. Ludovic Julien est depuis 2012 président du CEPET-Center *European Program in Economic Theory*. Eric Langlais est secrétaire général de l'*European Association of Law & Economics* (depuis septembre 2015), et membre du Bureau de Direction de l'*Association Française d'Economie du Droit* (créée en novembre 2016). Alessandro Melcarne est membre du Comité Organisateur de l'*International Workshop Economic Analysis of Litigation* (avec Giovanni Ramello, Turin, et Giuseppe Di Vita, Catane). Saïd Souam est membre du Conseil scientifique du CREAD-Alger depuis 2003 (évaluation de projets de recherche, politique scientifique du Centre, etc.).

Accueil de chercheurs, doctorants, post-doctorants. Les membres de DIRIS ont développé au cours de la période une politique d'accueil au sein de l'unité de professeurs reconnus au plan international (32 chercheurs invités au total ; en utilisant 6 supports du contingent de la présidence de l'Université Paris Nanterre et 26 supports de l'UFR SEGMI). Ces séjours de recherche longs ont conduit à 8 articles publiés ou à paraître, 12 collaborations actuellement en cours (mimeo ou *working paper* à paraître), ainsi qu'à des présentations dans des conférences internationales.

<i>Contingent Présidence UPN</i>	<i>Publications associées</i>	<i>Supports de l'UFR SEGMI</i>
Tim Friehe, Marburg 2013	Friehe & Langlais 1 article, IRLE 2015 (rang 1)	Giulio Codognato, Udine 2013 Giovanni Immordino, Salerne 2013
Lars Sørsgard, Bergen 2014	Cosnita & Sørsgard 1 article, RLE 2017 (rang 2) Friehe & Langlais 1 article, JEEM 2017 (rang 1)	Tim Friehe, Marburg 2014
Giuseppe Dari-Mattiacci, Amsterdam 2015	Dari-Mattiacci & Langlais 1 chapitre (ed. Congleton & Hillman, <i>Companion to Rent Seeking</i>) 2017 Belarbi & Souam 1 article, 2016	Yacine Belarbi, Alger 2015 Lars Sørsgard, Bergen 2015 Fayçal Hamdi, Alger 2015 Avraham Tabbach, Tel Aviv 2015
Matteo Rizzolli, Rome 2016	Hamdi & Souam 1 article, 2017 Langlais, Melcarne & Ramello, 1 article à paraître, EJLE (rang 2)	Fayçal Hamdi, Alger 2016 Giovanni Ramello, Turin 2016 Florian Baumann, Bonn 2016 Tim Friehe, Marburg 2016 Gerd Muehlheusser, Hamburg 2016 Elisabeth Schulte Marburg 2016
Joshua Teitelbaum, Washington 2017	El Badaoui & Walsh, 1 article, EDCC 2017 (rang 1)	Elliott Ash, Warwick 2017 Giuseppe Di Vita, Catane 2017 Luciano Greco, Padoue 2017 Fayçal Hamdi, Alger 2017 Maurizio La Rocca, Calabria 2017 Giovanni Ramello, Turin 2017 Paige Skiba, Nashville 2017 Franck Walsh, Dublin 2017
Murat Mungan, George Mason 2018		Paige Skiba, Nashville 2018 Charbel Bassil, Notre Dame 2018 Luciano Greco, Padoue 2018 Adeel Malik, Oxford 2018 Giovanni Ramello, Turin 2018

L'axe DIRIS a par ailleurs accueilli pour des séjours de recherche d'une semaine à un mois des doctorants étrangers issus des réseaux collaboratifs développés par ses membres (3 doctorants du CREAD-Alger ; 1 doctorante issue de l'*International Programme Institutions, Economics and Law* du Collegio Carlo Alberto de Turin). S'y ajoutent quatre post-doctorants (avec financement) qui ont également été associés aux activités de l'axe DIRIS. Jean-Claude Martin (2013-2014, dir. Ludovic Julien) a bénéficié d'un contrat post-doc avec la Région de Bourgogne. Claire Léger (2014-2015) a bénéficié d'un contrat d'ATER (un chapitre d'ouvrage publié), pendant que Nicolae Stef (2016-2017) a bénéficié d'un contrat post-doc EconomiX (deux articles publiés dans des revues de rangs 1 et 3), de même que Sophie Bienenstock (2017-2018).

Distinctions/prix, délégations, invitations. Benjamin Monnery a reçu un accessit au prix de thèse 2017 de l'AFSE. Olivier Favereau a obtenu pour son ouvrage « Penser le travail pour penser l'entreprise » le prix du meilleur livre 2016 sur le monde du travail (catégorie livres d'expert), décerné par le club des élus de comités d'entreprise (jury présidé par l'ancien ministre du travail Jean Auroux). Andreea Cosnita a reçu en 2014 un prix de recherche de la part de l'Institut NET (*Networks, Electronic Commerce, and Telecommunications*) et a bénéficié pour la période 2014-2016 d'une délégation CNRS à mi-temps à EconomiX. Elle a également été lauréate en 2016 du programme de mobilité TOR France-Suède.

Les membres de DIRIS ont aussi reçu des invitations pour des séminaires, conférences et séjours de recherche, ainsi que cela est reporté dans le tableau ci-dessous.

	<i>Séjours de recherche</i>	<i>Séminaires, conférences invitées</i>
Eliane El Badaoui	U Saint Joseph – Liban mai 2016 et mai 2015, LSE – Londres octobre 2015, Notre Dame University – Liban juillet 2015 et mai 2014, U Ottawa juillet 2014, U des Iles Baléares mai 2014, U Vérone janvier et novembre 2013	CRESE-U Franche-Comté 2017, U Vérone 2016, Paris School of Economics 2016, EPEE-U Evry 2015, U Ottawa 2014
Andreea Cosnita	Stockholm School of Economics, octobre 2016	GREDEG-Nice 2018, LCII & HEC-ULg U Liège 2017, CREM-Rennes 1 2017, Research Institute of Industrial Economics Stockholm 2016, Stockholm School of Economics Stockholm 2016, Düsseldorf Institute for Competition Economics 2015 CRED-Paris 2 2014
Ludovic Julien		U de Strathclyde - Glasgow 2016, U Udine 2016, 2015, 2014, et 2013, U Graz 2013
Eric Langlais	Alghero, Juin 2015, MACIE-Marburg, Janvier 2016, School of Law, Tel Aviv, Juin 2016, Academia Sinica, Taipei, Juin 2017 MACIE-Marburg, Juillet 2017	Conférence Banque de France – U Rennes 1 2014, GREDEG-Nice-Sophia-Antipolis 2015, MACIE-U Marburg 2016, CASTLE-U Bonn 2016, U Tel Aviv 2016, 6 th Workshop on Institutions, Individual Behavior and Economic Outcomes, U Sassari, Alghero 2015, 12 th Annual Conference of the Italian Society of Law & Economics, Torino, 2016, CELS Asia Conference & 4 th International Conference on the Empirical Studies of Judicial System, Taipei/Taiwan 2017, 18 th meeting of the Association of Public Economic Theory, Paris 2017
Alessandro Melcarne	Collège Carlo Alberto, U Turin, 2016	Workshop De Jure, Banque Mondiale, Washington 2017
Benjamin Monnery		CREM-Rennes 1, novembre 2017 CRED-Paris 2, janvier 2018
Saïd Souam	ENSM Alger 2012, 2013, 2014	ALISS-INRA 2013, BETA-U de Lorraine 2013, ENSM (Alger) 2014, GREDEG-Nice Sophia-Antipolis 2015, CREM-U de Caen 2016, Economic Policies for a Progressive Arab World. Sciences-Po Lille 2016, Journées Scientifique du RECITS (Laboratoire de mathématiques USTHB, Alger) 2017

Comités éditoriaux, comités scientifiques, expertises scientifiques. Plusieurs membres de DIRIS ont été ou sont impliqués dans les comités de revues internationales. Ainsi, Ludovic Julien est membre du comité éditorial de *Lecturas de Economia* (depuis 2009) et de *Studies in Microeconomics* (depuis 2011), Andreea Cosnita et Eric Langlais sont co-éditeurs de *The Review of Finance and Banking* (EconLit), Eric Langlais est éditeur associé de *l'International Review of Law and Economics* (rang 1 CNRS) et Saïd Souam est membre des *Cahiers du CREAD*.

Eliane El Badaoui a évalué des projets de recherche pour le compte de la *National Research Foundation* (Afrique du Sud) en 2015 et de l'Université de Franche-Comté en 2017. Elle a été membre du jury des manifestations scientifiques hors DIM 2014-2015 de la Région Ile-de-France. Enfin, elle a été membre du comité d'organisation de la conférence de

l'ADRES en 2016 (Cergy-Pontoise). Eric Langlais est membre du jury de l'EALE, qui honore chaque année l'un de ses membres pour sa contribution tout au long de sa carrière; il a aussi été membre du jury Göran Skogh 2016 (décerné par l'EALE et le *Forum for L&E*) qui couronne le meilleur papier Jeune Chercheur présenté à la conférence de l'EALE. Il a participé à l'évaluation de candidatures à la promotion au grade de *full professorship with tenure* pour la *Buchmann Faculty of Law* de l'Université de Tel Aviv (rapporteur et membre du comité de recrutement, mai 2016). Ludovic Julien a participé à un jury de recrutement de professeur pour l'Université Karl-Franzens de Graz en 2014.

Les membres de DIRIS ont été régulièrement sollicités pour des activités d'expertise auprès de l'ANR (Eric Langlais 2013, 2014, 2015), de l'ANRT (Andreea Cosnita 2017) et du HCERES (Eric Langlais : président du comité de visite de AMURE-UMR IFREMER et Université de Bretagne Ouest, février 2016 ; membre du comité de visite de l'Institut Universitaire Européen de la Mer, Brest, mars 2016). Saïd Souam participe régulièrement aux jurys de concours de l'INRA et a été membre du comité scientifique du PNR 27 (Programme National de Recherche, Economie et Société, Alger) de 2011 à 2013. Andreea Cosnita a été associée aux travaux du Conseil National d'Attestation des Titres, Diplômes et Certificats Universitaires de Roumanie (l'équivalent du CNU).

4.2.4 Interactions avec l'environnement social, économique, culturel et sanitaire

Les chercheurs de l'axe DIRIS ont davantage cherché à participer à différentes actions en vue du rapprochement avec la demande sociale, en répondant régulièrement à des sollicitations variées tout en valorisant leurs résultats de recherches plus fondamentales.

Olivier Favereau a réalisé en 2015-2016 un rapport sur les conséquences de la financiarisation sur les entreprises et, plus particulièrement, sur les relations de travail pour le compte de l'Organisation Internationale du Travail. Saïd Souam a mené une étude du marché de la téléphonie mobile en Algérie pour le compte de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications Algérienne (2015-2016), ainsi qu'une expertise sur la « Diversification économique en Algérie » pour le compte du Ministère de l'Industrie et des Mines Algérien (2016-2017). Plusieurs membres de DIRIS ont répondu à des propositions du GIP Mission Droit et Justice du Ministère de la Justice, soit en qualité de coordinateurs principaux (sur le principe de précaution en 2013, sur les frais de justice en 2013), soit comme contributeurs (sur les biens communs en 2017, porté par des juristes de Nanterre).

Eric Langlais, Alessandro Melcarne et Benjamin Monnery sont impliqués dans plusieurs projets de collaborations en cours d'élaboration avec le Tribunal de Grande Instance de Nanterre et le Ministère de la Justice, comportant différents types d'actions (accès aux données judiciaires, missions d'expertises, accueil de stagiaires issus du Master 2 Economie du Droit). Enfin, une convention de partenariat avec le Département des Hauts-de-Seine, à l'initiative de son pôle « Education, citoyenneté et collègues », est en cours de discussion. Ce projet implique Eric Langlais et Benjamin Monnery (correspondant scientifique) et porte sur l'analyse de la délinquance dans le département des Hauts-de-Seine (comparaisons inter- et intra-départementales).

La diffusion des résultats de la recherche est également assurée *via* des articles grand public, soit dans la *Lettre d'EconomiX* (Eliane El Badaoui 2015, Alessandro Melcarne 2017), soit dans la presse grand public (*interviews* de Benjamin Monnery sur les élus et les emplois familiaux par Mediapart en 2017 et dans *Cortex*, magazine du labex *Cortex* en 2017), ou encore dans des revues à ouverture professionnelle (Benjamin Monnery sur la récidive en 2016 dans *AJ Pénal* (Daloz) et dans la *Revue Justice Actualité*; Andreea Cosnita sur la politique de la concurrence et l'économie numérique dans *Annales des Mines* 2016). Olivier Favereau a publié une demi-douzaine de tribunes dans *Le Monde* ou *Les Echos*, et réalisé plusieurs *interviews* dans des revues professionnelles (*Carrières et Emplois*, *Revue de l'ANACT*) ou dans des médias (France Culture). Le dernier article paru dans *Le Monde* (6/10/2017) était une Tribune signée par 91 personnalités (dont Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT ; Robert Solow, Prix Nobel d'économie ; Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre ; Daniel Cohn-Bendit, ancien député européen ; Jean Peyrelevade, ancien président du Crédit Lyonnais).

Andreea Cosnita est intervenue à la table-ronde « Union Européenne Numérique » organisée par la revue *Les Annales des Mines* au Ministère de l'Economie et des Finances le 1er décembre 2016.

Benjamin Monnery a aussi assuré des sessions de formation dans le champ du droit pénal, au titre de la formation continue des magistrats français par l'Ecole Nationale de la Magistrature (2017), ou sous forme d'ateliers lors de la journée nationale de formation du GENEPI (2017). Enfin, une journée d'étude sur « L'application du droit de la concurrence à l'économie numérique » (2016) a été organisée par Saïd Souam en collaboration avec deux collègues juristes (Anne-Sophie Choné-Grimaldi (coordinatrice scientifique principale) de Paris Nanterre et Laurence Idot de Paris 1). Des tables rondes thématiques réunissant intervenants académiques et professionnels ont été organisées à l'occasion du workshop

L&EPIW (en 2014 par Andreea Cosnita sur *Antitrust policy for platforms* ; en 2016 par Saïd Souam sur *Corporate Governance of Intermediate-Sized Enterprises*).

L'originalité des thématiques et du positionnement méthodologique des recherches menées au sein de DIRIS a conduit ses membres à être sollicités par des institutions aux visées plus stratégiques, ou à siéger au sein d'instances plus opérationnelles. Alessandro Melcarne a été nommé en 2017 administrateur de la compagnie italienne *Holding Energia Risorse Ambiente*, basée à Bologne (Italie), qui gère la distribution de certains services publics locaux (gaz, eau, énergie, déchets) des provinces de Bologne, Ferrara, Forlì-Cesena, Modena, Ravenna, Rimini, Pesaro et Urbino, ainsi que de certaines municipalités de Florence et Ancona. Benjamin Monnery siège au *board* de la fondation Demeter (sous l'égide de la Fondation de France), qui finance et soutient des programmes innovants de réinsertion pour les publics à risque, en qualité d'expert en évaluation dans le champ pénal. Eric Langlais participe depuis 2015 aux travaux du Comité de Pilotage « Droit et développement – Stratégie d'influence par le droit » du Ministère des affaires étrangères et du développement international et du Ministère de la justice. A l'initiative du Tribunal de Grande Instance de Nanterre (première réunion avec la vice-présidente en juillet 2017), un groupe de travail auquel participent Andreea Cosnita, Eric Langlais, Alessandro Melcarne et Benjamin Monnery, et des magistrats du TGI a été mis en place début 2018. De même, DIRIS a été sollicité pour participer à un groupe de travail initié par l'Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice et son Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (auxquels participent des criminologues, des juristes, mais aussi des représentants de la Gendarmerie Nationale et du Ministère de l'Intérieur), mis en place en novembre 2017 (Eric Langlais, Alessandro Melcarne et Benjamin Monnery y sont associés).

4.2.5 Implication dans la formation par la recherche

Les membres de l'axe DIRIS sont extrêmement actifs dans plusieurs formations incluant un niveau master, ainsi que dans le cadre des programmes de formation et d'échanges doctoraux.

La filière « Droit et Économie » de l'Université Paris Nanterre continue à absorber un temps d'activité considérable des membres de DIRIS. Après la réforme de la carte nationale des diplômes de 2013, Eric Langlais a créé un master mention Economie du Droit (succédant au Master Droit et Economie, qui avait obtenu la note A+ lors de la campagne AERES 2013), au sein duquel la majorité des membres de DIRIS est impliquée pédagogiquement. Ce master est positionné sur les méthodologies de l'analyse de l'impact du droit. En termes de professionnalisation, l'atout du master est d'associer à la fois des enseignements académiques fondés sur des UE coordonnées entre économistes et juristes, et des interventions nombreuses des professionnels du domaine (économiste-chef de l'autorité de la concurrence ; vice-président contentieux du cabinet Deloitte ; *compliance officer* de la Société Générale). La formation à la recherche au sein du master repose sur des enseignements méthodologiques fondamentaux, des *lectures* assurées par des professeurs invités et la participation aux activités de l'axe (workshops, tables-rondes, séminaires). Lors de l'année 2016-2017, plusieurs conventions ont été signées avec des partenaires étrangers (U Piémont Oriental, Marburg ; d'autres sont en cours de discussion) afin de favoriser la mobilité au niveau européen des étudiants engagés dans des études de master à forte orientation pluridisciplinaire et sur les thématiques de l'analyse des institutions, du droit et de l'économie. Actuellement, Eric Langlais et les responsables des différents masters partenaires travaillent à un projet de diplôme de master européen commun.

Plusieurs membres de DIRIS sont aussi impliqués dans l'équipe pédagogique du Master Analyse et Politique Economiques (deux parcours, dirigés par Johanna Etner et Marc Baudry, de l'axe DDEE), dont certains enseignements méthodologiques sont mutualisés avec le Master Economie du Droit. Enfin, le parcours « Institutions, Economie et Société » du Master Sciences Economiques et Sociales, qui implique des doubles diplômes avec HEC (France) et la *High School of Economics* (Russie), a été dirigé jusqu'en 2015 par Olivier Favereau. Il s'adresse aux étudiants de formation économique, mais également gestionnaire, sociologique ou historique, désireux de se confronter aux approches économiques des phénomènes institutionnels ou organisationnels, et de les appliquer à des domaines empiriques variés : monnaie et systèmes financiers, travail et emploi, firme et organisation, transition et développement.

L'axe DIRIS est en outre impliqué dans la formation doctorale, à plusieurs titres. Ludovic Julien est ainsi responsable de la formation doctorale à EconomiX depuis 2014. Plusieurs membres de l'axe assurent ou ont assuré des enseignements dans le cadre du programme de formation doctorale (Ludovic Julien, Eric Langlais, Rémy Oddou, Saïd Souam, Messaoud Zouikri), ou organisé des séminaires avec les professeurs invités à EconomiX en partenariat avec l'Ecole Doctorale Economie, Organisations, Société, ainsi qu'avec l'Ecole Doctorale Droit et Science Politique. DIRIS a de même organisé en 2015 à Nanterre les doctorales européennes « The future of Law & Economics » (collaboration avec le réseau *European Doctorate in L&E* : Université Erasmus de Rotterdam, Université de Maastricht, Université de Hambourg) ; et en avait co-organisé la 4ème édition en 2012, avec l'Université de Paris 2.

Par ailleurs, l'axe DIRIS a hébergé 8 doctorants au cours de la période, dont une large majorité dispose d'un financement (une seule exception). Cinq thèses ont été soutenues (Sebastian Hikhisch 2013, dir. Eric Brousseau ; Pierre Jolivet 2014, dir. Bruno Deffains ; Thanh-Thuy Vu 2015, dir. Bruno Deffains ; Claude Mattern 2015, co-encadrement Ludovic Julien et Hélène Raymond ; Jean Albert, 2016, dir. Bruno Deffains). Trois autres doctorants sont actuellement en cours de finalisation de leurs travaux (Maxime Charreire, thèse commencée en 2015, dir. Eric Langlais ; Anicet Kabré, thèse commencée en 2014 et Emmanuel Berger (INSEE) thèse commencée en 2016, dir. Ludovic Julien). Les membres de DIRIS ont par ailleurs participé à des jurys de thèse (Eliane El Badaoui, 1 jury ESSEC-Cergy 2014 ; Eric Langlais, 3 jurys UPN 2014, 2015, 2016, 1 jury Lyon 2016 ; Saïd Souam, 2 jurys CREAD-Alger 2013 et 2016, 1 jury Paris 13 2013) ou de HDR (Saïd Souam, INRA 2015 en qualité de garant). La coopération concerne aussi des accords de cotutelles de thèse qui ont été signés (Ludovic Julien avec l'Université de Bourgogne ; Saïd Souam avec l'Université Paris 13).

4.2.6 Faits marquants

Au titre des faits marquants des activités menées au sein de l'axe DIRIS, on soulignera successivement (i) un point qui touche à la stratégie de l'axe sur le long terme (visibilité), (ii) un point qui concerne l'un des piliers de la stratégie du présent quinquennal (intensification de la présence de l'axe dans différents appels à projets) et (iii) un autre pilier de la stratégie de l'axe concernant un point à améliorer (renforcement des partenariats avec le monde socio-économique).

Tout d'abord, l'élection d'un membre de l'axe DIRIS (Eric Langlais) en qualité de secrétaire général de l'EAL et de membre du *board* de l'AFED traduit la visibilité et la notoriété, aux niveaux national comme européen, dont bénéficie actuellement EconomiX et ses membres engagés dans des recherches sur les différentes problématiques de l'économie du droit. La qualité des travaux en économie du droit des membres de l'axe et leur implication dans l'animation et la vie scientifique, aux niveaux régional, national et international (organisation de nombreux événements scientifiques pérennes – séminaire LIEN, workshop IMLE, Future of L&E, L&EPIW – présence dans les grands colloques du domaine – quatre papiers de DIRIS retenus au dernier congrès de l'EAL à Londres, et au dernier congrès de l'AFED à Aix-en-Provence), font d'EconomiX l'une des équipes reconnues en économie du droit au plan européen.

En deuxième lieu, le succès remporté par Alessandro Melcarne avec son projet ANR JCJC « Labor Institutions & the Judiciary in the XXI century », qui associe une équipe d'économistes et de juristes, vient après d'autres tentatives pour accroître la participation aux appels à projets nationaux et internationaux (ANR et autres) ; ce qui constituait l'un des pans de la stratégie développée pour le présent quinquennal. Cette première réussite atteste en même temps de la capacité de l'axe à attirer des jeunes chercheurs de grande qualité, déjà reconnus au plan international, et dont les travaux et compétences contribuent à répondre à une demande sociale, en proposant des orientations pertinentes et originales. On soulignera par ailleurs que d'autres membres de l'axe ont été également récompensés au cours de la période par d'autres institutions, aussi bien au plan national (Benjamin Monnery et son accessit au prix de thèse 2017 de l'AFSE) qu'international (Andreea Cosnita et son prix de recherche 2014 de l'Institut *Networks, Electronic Commerce, and Telecommunications*).

Enfin, on mettra en avant les partenariats naissants avec le Département des Hauts-de-Seine, le Ministère de la Justice, le Tribunal de Grande Instance de Nanterre ou l'Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice et son Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales. Le développement des échanges avec le monde non académique était une autre priorité de la stratégie pour le présent contrat, car les réalisations dans ce domaine au titre du quinquennal précédent étaient plus en retrait que le développement des échanges scientifiques.

4.3 Analyse SWOT

Points forts. La période antérieure a vu la consolidation du projet scientifique d'EconomiX en économie du droit, l'axe DIRIS hébergeant l'une des équipes françaises qui regroupe des spécialistes du domaine reconnus au plan international. Les recherches menées au sein de DIRIS sont en effet positionnées sur des thématiques porteuses, pour lesquelles les membres de l'axe disposent d'une visibilité et d'une expertise reconnues aux niveaux national et international. Le rôle structurant de DIRIS au niveau régional pour la recherche en économie du droit s'est affirmé au travers de différentes initiatives collectives (projets collaboratifs, workshops, séminaires), comme son rôle de précurseur au plan national en qualité de membre fondateur de l'Association Française d'Economie du Droit (et participation au *board* de l'AFED) et sa reconnaissance au plan international (participation au *board* de l'EAL, dans les comités éditoriaux de revues de premier rang et dans les comités d'organisation de conférences internationales). Les recrutements récents de Maîtres de conférences ont renforcé l'axe sur les méthodes empiriques, permettant de se positionner et de participer de façon crédible sur certains courants de recherche en pleine expansion actuellement (*Empirical Legal Studies*), mais aussi sur les grands appels à projets de recherche nationaux (comme en atteste le succès de l'ANR JCJC) ou internationaux. Les

problématiques et questionnements spécifiques à l'économie du droit permettent ainsi d'enrichir et renouveler les recherches développées sur les questions de concurrence et de l'analyse des institutions. Une nouvelle impulsion a été donnée aux recherches sur les institutions, *via* un renouvellement thématique (institutions et développement) et/ou méthodologique (économie politique des institutions), permettant d'anticiper une dynamique de recherche durable avec des réseaux de partenariats originaux autour du monde méditerranéen, avec une production scientifique de grande qualité. La recomposition récente de l'axe a fait apparaître un troisième pôle d'attraction au sein de DIRIS centré sur l'analyse de la concurrence, aussi bien autour de ses fondements stratégiques que sur les différentes questions relatives à la réglementation et la politique de la concurrence, qui s'appuie en outre sur des réseaux bien établis au niveau international. La notoriété des membres de DIRIS sur ces questions est attestée par leur rôle dans les associations européennes (présidence du CEPET-*Center European Program in Economic Theory*) aussi bien que par les prix qui leur ont été attribués (prix de l'Institut NET, ou TOR France-Suède). Le projet scientifique de l'axe pour le prochain quinquennal est ainsi fondé sur cette organisation thématique tripartite, avec des problématiques de recherches lui permettant d'être un pôle attracteur sur des compétences ciblées au niveau national (recrutements d'enseignants-chercheurs) comme international (professeurs invités, post-doctorants). Pour les trois thématiques transverses mises en avant, chaque membre de l'équipe peut jouer le rôle de pilote sur des projets collectifs. Enfin, les chercheurs de DIRIS ont su développer au cours de la période des accords de cotutelle de thèse, avec des partenaires français ou étrangers, et s'engager dans l'élaboration de partenariats pédagogiques divers au niveau européen, avec le souci d'élaborer un programme doctoral coordonné.

Points à améliorer. Les chercheurs de DIRIS doivent continuer à se mobiliser pour répondre et porter en propre des projets de type ANR, et se lancer dans le portage de projets européens. La recherche de financements alternatifs, y compris pour les doctorants (CIFRE), devrait être développée. Il s'agit de disposer de ressources externes permettant de réaliser et sécuriser à moyen/long terme un certain nombre de projets scientifiques (colloques, workshops thématiques, tables rondes) et/ou de développer une politique d'accueil pérenne (chercheurs invités, post-doctorants, doctorants). En outre, les membres de l'axe participent de façon encore limitée au débat public, à quelques exceptions près.

Risques liés au contexte. Le risque identifié dans le précédent rapport d'activité s'est rapidement concrétisé, dès le début de la période. La dynamique vertueuse, précédemment enclenchée avec la montée en puissance de la filière « Droit et Economie » de Nanterre, a été stoppée par la réforme de la nomenclature nationale des diplômes en 2013 (disparition de la mention Droit et Economie, tant en licence qu'en master), au moment où les premières générations de l'ex-licence bi-disciplinaire, arrivées au niveau master, comportaient d'excellents étudiants dotés d'une solide formation à la double culture. Ceci a principalement deux conséquences. Premièrement, les membres les plus actifs de l'axe sont aussi très impliqués dans la gestion et la promotion des diplômes de la nouvelle filière économie-droit (licence ou master), dont l'architecture actuelle complexe est d'autant plus consommatrice de temps. Cet engagement dans la pédagogie est fondamental afin d'assurer la formation de générations de chercheurs et de praticiens disposant d'une double culture droit et économie. Mais ceci implique que les chercheurs de DIRIS doivent consacrer moins de temps aux différentes activités liées à la recherche, ou arbitrer entre elles : d'une part, les publications (rythme soutenu quantitativement et qualitativement) et les congés de recherche (CRTC ou accueil en délégation CNRS) et, d'autre part, des activités essentielles et structurantes pour la dynamique collective : l'organisation de colloques de grande importance, le portage des contrats de recherche les plus lourds (ANR, PCRD ...), la recherche de financements alternatifs pour les doctorants. Deuxièmement, il reste à restaurer un flux régulier de doctorants ayant une double culture droit et économie, et contribuer au renforcement de la dynamique collective de l'axe *via* la transmission et le renouvellement des compétences et savoirs. La nouvelle contractualisation de l'établissement et l'élaboration de nouveaux projets pédagogiques au sein de partenariats européens offrent des perspectives intéressantes. Celles-ci permettraient de relancer une dynamique de recherche assise sur un flux régulier de doctorants ayant cette double culture droit et économie.

Opportunités liées au contexte. L'équipe actuelle est jeune et montre déjà un fort potentiel de publications ainsi qu'une grande aptitude à mener des projets de recherche de haut niveau, y compris à répondre aux campagnes d'appels ANR et autres. Elle va monter progressivement en puissance. Ces jeunes chercheurs ont un grand esprit d'initiative et disposent déjà de solides réseaux personnels. Enfin, les projets de programmes doctoraux européens en cours d'élaboration conduiront à un accroissement significatif du nombre de doctorants inscrits en cotutelle.

4.4 Projet scientifique à cinq ans

4.4.1 Effectifs

10 membres permanents (dont 1 émérite) font partie de l'axe DIRIS au 30/06/2018 : Andreea Cosnita, Eliane El Badaoui, Olivier Favereau, Ludovic Julien, Eric Langlais, Alessandro Melcarne, Benjamin Monnery, Rémy Oddou, Saïd Souam, Messaoud Zouikri.

4.4.2 Orientations, objectifs et thématiques scientifiques

Pour le prochain quinquennal, les membres de DIRIS poursuivront leurs recherches dans la continuité des travaux antérieurs, qui portent de façon très large et générale sur différentes approches de l'économie de la concurrence, du droit, et des institutions. Compte tenu des orientations plus récentes de ces recherches, portées par des dynamiques collectives structurantes (à la fois avec des projets porteurs à long terme, en progrès ou en devenir, et des événements scientifiques récurrents), les activités de recherche de l'axe DIRIS seront ainsi organisées autour de trois grandes thématiques :

- Droit, accès à la justice et systèmes judiciaires
- Institutions, droits, croissance et développement
- Réglementation, concurrence, interactions stratégiques

4.4.2.1 Droit, accès à la justice et systèmes judiciaires

Une première thématique de recherches porte sur l'analyse des décisions des tribunaux et l'évaluation de l'efficacité de la justice comme de son impact sur la société et les marchés. Un premier volet de ce programme de recherche concerne l'analyse théorique et empirique du fonctionnement des tribunaux du travail en France, dans le prolongement du projet ANR JCJC coordonné par Alessandro Melcarne. Le deuxième volet vise à contribuer à l'étude théorique et empirique du rôle des incitations économiques sur la productivité des juges dans une perspective comparative internationale. Le troisième volet se concentre sur le rôle joué par la complexité légale et l'origine historique des systèmes juridiques et judiciaires sur le développement des marchés financiers internationaux (Melcarne, Langlais).

La deuxième thématique, dans le champ de l'économie de la criminalité, concernera l'analyse de la récidive. D'une part, on s'intéressera d'un point de vue théorique aux schémas de sanctions optimaux permettant de contrôler la récidive (Langlais), et à leur comparaison avec ceux qui résultent du processus démocratique. D'autre part, à partir de l'exploitation de données issues de l'Administration Pénitentiaire ou du Ministère de l'Intérieur, il s'agira d'étudier l'impact sur la criminalité et la récidive de diverses politiques publiques sur la délinquance en France, comme les effets des choix de procédure par le parquet ou de l'utilisation des peines alternatives et des aménagements de peine (Monnery). Une deuxième série de travaux portera sur la question de l'objectif des politiques de lutte contre la criminalité dans une perspective dynamique, avec l'articulation entre les différents objectifs de la dissuasion, de la mise en incapacité et/ou de la réhabilitation/réinsertion. Dans cette perspective, il s'agira d'appréhender les effets des politiques de réduction/transformation de peine par rapport aux politiques d'éducation/qualification des prisonniers (Langlais, Monnery).

La troisième thématique qui continuera à être explorée sera celle de la responsabilité civile, dans le champ des risques émergents (y compris le risque de développement et d'innovation). Les travaux qui seront développés concernent la façon dont le contexte réglementaire et le droit de la responsabilité peuvent et doivent évoluer, dès lors qu'il s'agit de contrôler des activités engendrant des risques peu ou mal connus. En présence d'une information parcellaire, incomplète ou ambiguë, il s'agit de s'interroger sur l'articulation entre régulation publique et responsabilité civile, discuter le cas spécifique de la responsabilité des agences publiques de régulation et évaluer les implications sur la concurrence dans les secteurs concernés (Charreire, Cosnita, Langlais).

4.4.2.2 Institutions, droits, croissance et développement

Un premier axe de recherches qui sera développé se situe au croisement de l'économie des institutions, de l'économie du développement et de l'économie de la famille. L'objectif d'un premier projet est de mesurer l'impact de la migration interne sur la productivité du travail (exploitation de données d'enquêtes de ménages, par exemple en Thaïlande de 1990 à 2000, avec des données de PIB par province et par secteur d'activité au niveau de chaque province). Un deuxième projet vise à analyser les relations entre capital social et bonheur, au niveau individuel, dans un contexte multiconfessionnel institutionnalisé (exemple : Liban), et de poursuivre ultérieurement pour la région MENA sur la période post-révolutionnaire. Un troisième projet s'inscrit dans la continuité de la recherche effectuée sur les ménages agricoles au Malawi et vise à analyser leur comportement en termes de consommation et d'offre de travail à travers l'approche collective (El Badaoui).

Un deuxième axe s'inscrit à la frontière de la nouvelle économie politique et de l'économie des institutions. Dans un premier projet, portant sur l'économie politique des réformes dans les pays en voie de développement, il s'agit de développer de nouveaux modèles théoriques à la frontière entre la théorie des jeux et la macroéconomie afin de comprendre les enjeux du développement et de la gouvernance d'un pays, notamment en présence de rentes. Un deuxième projet est centré sur l'analyse de la gouvernance des entreprises, et procède à la fois à des travaux théoriques sur l'impact des règles de droit sur le fonctionnement des entreprises (assemblée générale, conseil d'administration, etc.), et à des études empiriques afin de tester les modèles théoriques. Un troisième projet développe des travaux tant

théoriques qu'empiriques sur l'importance de l'économie informelle. D'un point de vue théorique, seront tout d'abord développés des modèles microéconomiques basés sur l'économie industrielle et permettant notamment de mieux comprendre l'efficacité de la lutte contre l'informalité et le meilleur moyen de formaliser les entreprises informelles (amnistie, etc.). De même, des modèles de croissance endogène seront proposés afin d'étudier l'existence éventuelle de trappe à informalité et la façon dont les institutions impactent l'informalité et le sentier de croissance. D'un point de vue empirique, les modèles MIMIC seront mobilisés pour proposer des évaluations de l'informel dans l'économie algérienne (Souam). Ces travaux s'appuieront en particulier sur un projet de chaire scientifique « Economies du Monde Musulman » en cours de préparation pour être soumis à l'*International cooperation and knowledge exchange administration* de l'Université King Faisal (Arabie Saoudite), qui repose sur une collaboration entre des économistes, des sociologues et des politistes (coordinateur scientifique : Saïd Souam). Enfin, la critique institutionnaliste du courant néo-libéral du gouvernement d'entreprise sera poursuivie (la *shareholder value* devenant un mode pathologique), avec ses implications pour la flexisécurité sur le marché du travail, alternative à la lecture néo-libérale aujourd'hui dominante (Favereau).

Un troisième axe de recherche prolongera les travaux antérieurs, articulant économie du droit et nouvelle économie politique. D'un côté, en s'appuyant sur un projet ANR JCJC (soumis en octobre 2017) autour des comportements politiques et du contrôle citoyen, il s'agira de comprendre les motivations (intrinsèques, extrinsèques, réputationnelles) des parlementaires, et d'étudier l'impact de différentes innovations récentes (légales, institutionnelles, civiques) sur les comportements des élus français et les réactions des électeurs, en utilisant une base de données françaises. D'un autre côté, on prolongera les travaux entrepris sur les relations entre idéologies, marché politique et évolution du code pénal et des politiques pénales. L'objet de ces recherches théoriques est d'étudier l'impact des croyances des citoyens et de la perception/tolérance sociale vis-à-vis de certains comportements sur l'orientation des politiques pénales (Langlais).

4.4.2.3 Réglementation, concurrence, interactions stratégiques

Comme dans la période précédente, une première série de recherches sera entreprise dans le domaine de l'analyse des défaillances de marchés liées aux comportements imparfaitement concurrentiels, et de leurs implications. Les questions traitées relèveront tant de l'analyse positive que de l'analyse normative (Julien). Il s'agira par exemple de discuter l'existence et l'optimalité d'un équilibre non-coopératif en oligopole bilatéral. D'autres recherches porteront sur les politiques publiques susceptibles de remédier aux inefficacités engendrées par les comportements non coopératifs sur les marchés (Julien).

Une seconde série de travaux, à l'intersection de l'économie du droit et de l'économie industrielle, prolongera les recherches déjà entreprises sur le thème central de l'efficacité de l'action menée par les autorités publiques de la concurrence, et visera à formuler des propositions pour améliorer la qualité de sa mise en œuvre. Un premier volet du programme de recherche propose une analyse théorique de l'arbitrage entre procès/litige et accords à l'amiable/engagements dans le domaine de l'antitrust, compte tenu du rôle joué par la création de jurisprudence lors d'une procédure contradictoire (Cosnita). Le deuxième volet vise à contribuer à l'étude théorique de la mise en œuvre de la politique de la concurrence dans le domaine des participations minoritaires (Cosnita). Le troisième volet se concentre sur le rôle joué par les effets de réseaux, simples ou bien indirects, pour les stratégies de fusion-acquisition des entreprises et pour le contrôle des concentrations par l'autorité de la concurrence (Cosnita).

4.4.3 Politique scientifique et mise en œuvre

Dans un contexte national où il existe plusieurs équipes françaises en économie du droit, la taille de l'axe DIRIS et sa visibilité internationale ont conduit ses membres à jouer un rôle fédérateur en Ile-de-France comme au niveau national dans la période récente, mais aussi à jouer un rôle de premier rang dans les associations européennes. Les réseaux constitués sont solides et permettent d'entretenir des collaborations scientifiques variées, que ce soit dans l'organisation de nombreux événements scientifiques avec divers partenaires, ou dans les réponses à des appels à projets fédérant des chercheurs juristes et/ou économistes de nombreux établissements. Cette politique sera reconduite dans l'avenir, fondée sur des invitations pour des séjours de chercheurs étrangers renommés dans le domaine, mais aussi sur des invitations en séminaire ou workshop de chercheurs juniors (doctorants et post-doctorants).

Les interactions avec les réseaux professionnels continueront à être développées, à l'occasion de l'organisation d'événements spécifiques et/ou de tables-rondes. Plus spécifiquement, les contacts pris récemment avec certaines institutions, telles que le Tribunal de Grande Instance de Nanterre, le Département des Hauts-de-Seine et l'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales, constituent de belles opportunités et laissent entrevoir de nouvelles perspectives de partenariats pérennes, au travers notamment de relations formalisées par des conventions de partenariats (conventions de recherche ; accueil de stagiaires ; contrats doctoraux ou de post-doctorants). Le renforcement récent de l'équipe sur les méthodes empiriques, avec des spécialistes liés à un réseau d'experts européens académiques et

professionnels de la justice, offre aussi des perspectives prometteuses à cet égard de partenariats avec le ministère de la Justice, le ministère de l'Intérieur, l'administration pénitentiaire, l'OCDE, *etc.* On attend de ces partenariats qu'ils permettent de favoriser l'accès à certaines données, de mieux figurer dans les appels à projets internationaux, comme dans la production de travaux empiriques de premier plan.

La dynamique collective de l'axe continuera de s'appuyer sur l'ouverture à l'international. L'axe DIRIS vise à organiser dans le proche futur de grandes conférences de référence, notamment en économie du droit (en 2020 la conférence annuelle de l'Association Française d'Economie du Droit et, au début des années 2020, celle de l'*European Association of Law & Economics*). Enfin, l'axe est engagé dans l'élaboration d'un programme doctoral coordonné (coopération plus avancée avec l'Université de Turin et l'Université de Prague qu'avec d'autres partenaires potentiels) en vue de favoriser la mobilité des doctorants et des chercheurs, et leur offrir des opportunités de séjours de recherche longs chez les autres partenaires.

5 ANNEXES

5.1 Annexe 1 : Ressources humaines d'EconomiX et règlement intérieur de l'unité

Annexe 1.1. Ressources humaines d'EconomiX

Tableau A1.1.1. Liste des membres permanents au début et à la fin du quinquennal janvier 2013-juin 2018

Membres permanents au 01/01/2013				Membres permanents au 30/06/2018			
Nom	Prénom	Départ	Motif	Nom	Prénom	Arrivée	Statut
Allegret	Jean-Pierre	31/08/2017	Mutation				
Ayong Le Kama	Alain			Ayong Le Kama	Alain	01/11/2011	PR
Batifoulier	Philippe	31/08/2015	Promotion PR				
Baudry	Marc			Baudry	Marc	01/09/2011	PR
				Bennani	Hamza	01/09/2015	MCF
				Berlin	Noémi	01/10/2017	CR
Bidard	Christian		Eméritat 01/09/2013	Bidard	Christian	01/06/2005	PREM
Bignon	Vincent	31/12/2015	Changt. statut				
				Blot	Christophe	01/09/2017	PAST
				Boucher	Christophe	01/09/2015	PR
Boutillier	Michel			Boutillier	Michel	01/06/2005	PR
Bouvatier	Vincent	31/08/2017	Promotion PR				
Brei	Michael			Brei	Michael	01/09/2009	MCF HDR
				Brunetto	Marc	01/09/2016	MCF
Charles	Loïc	31/08/2013	Rattach. Instit.				
Chaserant	Camille	31/08/2014	Rattach. Instit.				
Chopard	Bertrand	31/08/2015	Mutation				
Coestier	Bénédicte			Coestier	Bénédicte	01/02/2006	MCF HDR
Cosnita-Langlais	Andreea			Cosnita-Langlais	Andreea	01/09/2007	MCF HDR
Coudert	Virginie	31/08/2017	Fin contrat PAST				
Couharde	Cécile			Couharde	Cécile	01/11/2010	PR
Coulibaly	Dramane			Coulibaly	Dramane	01/09/2012	MCF HDR
Creti	Anna	31/08/2013	Mutation				
Crifo	Patricia			Crifo	Patricia	01/09/2009	PR
de Bandt	Olivier	31/08/2017	Fin contrat PAST				
De Larquier	Guillemette	31/08/2017	Promotion PR				
				De Truchis	Gilles	01/09/2015	MCF
				Delatte	Anne-Laure	01/09/2013	CR
				Dumitrescu	Elena	01/09/2013	MCF
				Dumontet	Magali	01/09/2017	MCF
Égert	Balázs			Égert	Balázs	01/06/2005	MAST HDR
El Badaoui	Eliane			El Badaoui	Eliane	01/09/2009	MCF
Etner	Johanna			Etner	Johanna	01/09/2011	PR
Eymard-Duvernay	François	17/10/2016	Décès				
Favereau	Olivier		Eméritat 01/09/2014	Favereau	Olivier		PREM

Membres permanents au 01/01/2013				Membres permanents au 30/06/2018			
Nom	Prénom	Départ	Motif	Nom	Prénom	Arrivée	Statut
Ferrara	Laurent			Ferrara	Laurent	01/09/2010	MAST HDR
Fontaine	Philippe	31/12/2013	Rattach. Instit.				
Fremigacci	Florent			Fremigacci	Florent	01/09/2011	MCF
				Gandré	Pauline	01/09/2017	MCF
Harnay	Sophie	31/08/2014	Promotion PR				
Havrylchuk	Olena	31/08/2014	Agrégation				
Jeleva	Meglana			Jeleva	Meglana	01/09/2011	PR
Jouvet	Pierre-André			Jouvet	Pierre-André	01/09/2006	PR
				Julien	Ludovic	01/09/2013	PR
Karanfil	Fatih			Karanfil	Fatih	01/09/2011	MCF HDR
				Kotchoni	Rachidi	01/09/2016	MCF
Langlais	Eric			Langlais	Eric	01/09/2010	PR
Levratto	Nadine		DR au 01/09/2016	Levratto	Nadine	01/06/2005	DR
Llense	Fabienne			Llense	Fabienne	01/09/2012	MCF
Madeuf	Bernadette		Eméritat 01/09/2016	Madeuf	Bernadette	01/06/2005	PREM
				Melcarne	Alessandro	01/09/2016	MCF
				Melindi-Ghidi	Paolo	01/09/2017	MCF
				Merrouche	Ouarda	01/09/2016	PR
Meurs	Dominique			Meurs	Dominique	01/09/2009	PR
Mignon	Valérie			Mignon	Valérie	01/02/2006	PR
				Monnery	Benjamin	01/09/2017	MCF
Musy	Olivier	31/08/2015	Mutation				
				Oddou	Rémy	01/09/2013	MCF HDR
				Ongba	Luc-Désiré	01/11/2011	MCF HDR
Oytana	Yves	31/08/2016	Mutation				
Prat	Georges		Eméritat 01/01/2013	Prat	Georges	01/06/2005	DREM
				Prieur	Fabien	01/09/2016	PR
Raffin	Natacha	31/08/2016	Promotion PR				
Ragot	Lionel			Ragot	Lionel	01/09/2012	PR
Raymond	Hélène	09/05/2017	Décès				
Rebeyrol	Antoine			Rebeyrol	Antoine	01/06/2005	PR
				Renault	Olivier	01/09/2015	MCF
Rotillon	Gilles			Rotillon	Gilles	01/06/2005	PREM
				Sahuc	Jean-Guillaume	01/09/2017	PAST
Saïdi	Aurélien			Saïdi	Aurélien	01/09/2011	MCF
Scialom	Laurence			Scialom	Laurence	01/06/2005	PR
Sindzingre	Alice Nicole			Sindzingre	Alice Nicole	01/06/2005	CR
Souam	Saïd			Souam	Saïd	01/11/2011	PR
Tadjeddine	Yamina	31/08/2016	Promotion PR				
Tokpavi	Sessi	31/08/2016	Promotion PR				

Membres permanents au 01/01/2013				Membres permanents au 30/06/2018			
Nom	Prénom	Départ	Motif	Nom	Prénom	Arrivée	Statut
Tovar	Élisabeth			Tovar	Élisabeth	01/09/2009	MCF
Tricou	Fabrice			Tricou	Fabrice	01/06/2005	MCF HDR
Uctum	Remzi			Uctum	Remzi	01/06/2005	CR HDR
Aglietta	Michel			Aglietta	Michel	01/06/2005	PREM
Benetti	Carlo			Benetti	Carlo	01/06/2005	PREM
Cartelier	Jean			Cartelier	Jean	01/06/2005	PREM
Barre	Jocelyne	31/08/2017	Retraite				
Breidy	Maria	30/09/2014	Changt. affectation				
Hammerer	Frédéric			Hammerer	Frédéric	01/09/2011	IE
				Hereüs	Catherine	01/09/2017	ARTF
Lahmani	Jacqueline			Lahmani	Jacqueline	01/06/2005	IE
				Lebiet	Frédéric	01/04/2013	AI
Lefebvre	Gilliane	01/10/2015	Retraite				
Milelli	Christian	01/12/2014	Retraite				
Pereira	David			Pereira	David	01/06/2005	IE
Rabba	Abdou			Rabba	Abdou	01/12/2010	IE
				Rin-Tybenszky	Alinh	01/07/2016	TCN
Robin	Véronique			Robin	Véronique	01/06/2005	TCN
				Rodas	Henrique	01/10/2014	IE
Silva	Béatrice	31/03/2016	Mutation				
				Yang	Xi	01/12/2015	IE
Zaroualete	Nasam			Zaroualete	Nasam	01/12/2010	TCN
Zouikri	Messaoud			Zouikri	Messaoud	01/12/2012	IR

Rattach. Instit. : membre ayant dû changer de laboratoire de rattachement à la demande de son institution d'origine (en raison, notamment, de la création d'une UMR dans l'institution d'origine).

Tableau A1.1.2. Liste des chercheurs associés au 30 juin 2018

Nom	Prénom	Statut	Affiliation	Axe
Carré	Denis	CR	EconomiX	DDEE
Chèze	Benoît	Economiste	IFPEN	DDEE
Codognato	Giulio	PR	Università degli Studi di Udine (Italie)	DIRIS
Dari-Mattiacci	Giuseppe	PR	University of Amsterdam	DIRIS
El Ouadghiri	Imane	MCF	DeVinci Research Center	MIBEF
Fontaine	Philippe	PR	ENS Cachan	MIBEF
Friehe	Tim	PR	University of Marburg	DIRIS
Generoso	Rémi	MCF	Université Lille 1	MIBEF
Gnabo	Jean-Yves	PR	University of Namur	MIBEF
Gnimassoun	Blaise	MCF	Université de Lorraine	MIBEF
Grekou	Carl	Economiste	CEPII	MIBEF
Guerreiro	David	MCF	Université Paris 8	MIBEF
Hache	Emmanuel	Economiste	IFPEN	MIBEF
Harnay	Sophie	PR	Université de Lorraine	DDEE
Havrylchuk	Olena	PR	Université Lille 1	MIBEF
Jawadi	Fredj	MCF HDR	Université d'Evry Val d'Essonne	MIBEF
Joëts	Marc	Economiste	Banque de France	MIBEF
Klimovsky	Edith	PR	Université Autonome Métropolitaine-Azcapotzalco (Mexique)	MIBEF
Kyrtsov	Catherine	PR	University of Macedonia (Grèce)	MIBEF
Lavigne	Anne	PR	COR (en détachement)	MIBEF
Lubochinsky	Catherine	PR	Université Paris 2	MIBEF
Martinet	Vincent	DR	INRA	DDEE
Musy	Olivier	MCF HDR	Université Paris 2	MIBEF
Raffin	Natacha	PR	Université de Rouen	DDEE
Renou-Maissant	Patricia	MCF HDR	Université de Caen Normandie	MIBEF
Stef	Nicolae	MCF	Université de Nantes	DIRIS
Tadjeddine	Yamina	PR	Université de Lorraine	MIBEF
Turkisch	Edouard	Economiste	Commission Européenne	MIBEF
Wang	Xin	CR	IDDR	DDEE

Tableau A1.1.3. Liste des chercheurs rattachés et des PRAG au 30 juin 2018

Nom	Prénom	Statut	Axe
Courbis	Raymond	PREM	MIBEF
Fillol	Jérôme	MCF	MIBEF
Fombaron	Nathalie	MCF	MIBEF
Labye	Agnès	MCF	MIBEF
Oheix	Valérie	MCF	MIBEF
Liebeaux	Isabelle	PRAG	DDEE
Raedeker	Alexandra	PRAG	DDEE
Rischmann	Lionel	PRAG	MIBEF

Tableau A1.1.4. Liste des doctorants d'EconomiX au 30 juin 2018

Nom	Prénom	Financement	Titre de la thèse	Directeur	Axe
AIT BENHAMOU	Zouhair	CD	Marché du travail, politique monétaire et rigidités nominales en pays MENA non producteurs de pétrole	JP. ALLEGRET	MIBEF
ANTIR	Insaf	ETR	Accès aux postes de responsabilité dans la fonction publique, une approche par le genre féminin	D. MEURS	DDEE
BARRAU	Alexis	CDE	L'exclusion financière et l'accès au crédit en France, une limite du régime d'accumulation financiarisé ?	Y. TADJEDDINE	MIBEF
BELKOUCH	Hicham	CTO	Face au vieillissement, quels scénarios de réforme du système de retraite au Maroc ?	L. RAGOT	DDEE
BERGER	Emmanuel	SALARIE	Les salaires en France sur la période 1995-2015 : dynamiques, disparités et mutations	L. JULIEN	DIRIS
BUI QUANG	Pierre	SALARIE	Essais sur les investissements et les flux financiers internationaux : le cas de la France	V. MIGNON	MIBEF
CASSIN	Lesly	CDE	Croissance économique, population et environnement	A. AYONG LE KAMA	DDEE
CERGIBOZAN	Raif	AUCUN	Predicting Fiscal Stress Events: The Role of Fiscal, Financial and Governance Indicators	JP. ALLEGRET	MIBEF
CHARREIRE	Maxime	CDE	Responsabilité civile, concurrence imparfaite et innovation	E. LANGLAIS	DIRIS
CHRISTOPHE	Kymble	CIFRE	Définition et représentation des indicateurs de performance du financement de l'innovation	L. RAGOT	DDEE
CIVEL	Edouard	CIFRE	Imperfection et asymétries d'information dans le marché de la rénovation thermique : quelle valeur apporterait une mesure fiable de la performance énergétique des bâtiments ?	M. BAUDRY	DDEE
CRUZ-GARCIA	Nathaly	CTO	Rôle des interactions et anticipations dans la valorisation de l'efficacité énergétique des bâtiments	M. BAUDRY	DDEE
DAVENNE	Charles	CIFRE	Gestion collaborative des risques : quelles incitations pour les groupes affinitaires ?	M. JELEVA	DDEE
DEL CAMPO	Stellio	CD	Interdépendances entre équité inter et intragénérationnelle dans la gestion durable des ressources environnementales	A. AYONG LE KAMA	DDEE
DESQUITH	Louise-Ella	ETR	Evaluation et analyse de la gestion du risque climatique dans les systèmes agro-pastoraux en Afrique subsaharienne : cas de la Côte d'Ivoire	J. ETNER O. RENAULT	DDEE
DUFAU	Bastien	CIFRE	Evolution des prix de l'énergie et impact sur la compétitivité : étude rétrospective et prospective sur la France et ses principaux partenaires européens	M. BAUDRY	DDEE
DURAND	Pierre	CIFRE	Politiques monétaires non-conventionnelles, <i>spillovers</i> et hypothèse d'efficience des marchés financiers	V. MIGNON	MIBEF
EGRON	Benjamin	CDE	Politique d'austérité et réduction du ratio de dette publique, les conditions du succès	V. MIGNON	MIBEF
EHOUMAN	Axel	CDE	Le rôle des fluctuations du prix du pétrole dans l'instabilité financière mondiale	C. COUHARDE G. DE TRUCHIS	MIBEF
FAURE	Anouk	CTO	Modélisation du marché carbone européen	M. BAUDRY	DDEE
FONTAINE	Tiphanie	CD	Les conditions d'introduction des sources renouvelables sur l'offre d'électricité	J. ETNER	DDEE
HUBERT	Romain	CTO	La prise en compte du risque climatique par les investisseurs privés peut-elle constituer un levier de financement de la transition énergétique ?	P. CRIFO	DDEE
IBRAHIM	Dalia	CD	Union Européenne, politiques économiques et cycles financiers	JP. ALLEGRET	MIBEF
JOUF	Chouaib	CIFRE	Volatilité des prix agricoles et compétitivité : quelles politiques de régulation pour le secteur alimentaire ?	C. COUHARDE	MIBEF
JUNG	Chunsoo	ETR	Monetary Policy under Job Polarization : The Effects of change in Household Debt-to-Income Ratio	O. MERROUCHE	MIBEF

Nom	Prénom	Financement	Titre de la thèse	Directeur	Axe
KABRE	Anicet	ETR	Politiques environnementales et pollution dans les modèles d'oligopole bilatéral	L. JULIEN	DIRIS
KIREEVA	Daria	SALARIE	Humanitarian aid effectiveness framework: measuring the impact of intervention using cluster-specification at the country level	B. EGERT	MIBEF
LE QUANG	Gaëtan	CDE	Essais sur la liquidité : approches en termes d'information	L. SCIALOM	MIBEF
LECARPENTIER	Sandrine	CIFRE	Réglementation prudentielle, liquidité et résolution des banques	V. MIGNON	MIBEF
MAKHZOUMI	Maha	AUCUN	Endettement public, politique budgétaire et régimes de change	JP. ALLEGRET MARRAKCHI CHARFI	MIBEF
MALLIET	Paul	SALARIE	Endogénéisation de la recherche d'efficacité énergétique et micro-fondations de la fonction de production agrégée	F. PRIEUR	DDEE
MILOVICH	Juliana Yael	CDE	Absorptive Capacity Constraints and Sustainable Development in Energy Resource-Rich Developing Countries	C. COUHARDE	MIBEF
MORVILLIER	Florian	CDE	Mésalignements de change et déséquilibres globaux	V. MIGNON	MIBEF
NOAH	Alphonse	CIFRE	Trois essais empiriques sur l'octroi de crédits dans les pays en développement : le cas de l'Afrique	M. BOUTILLIER M. BREI	MIBEF
ODJOUANI	Nestor	AUCUN	Impact de l'incertitude sur les économies en développement	D. COULIBALY	MIBEF
OUYAHIA	Ouafa	CTO	Pourquoi une économie sociale et solidaire ? Le cas des banques mutualistes	M. BOUTILLIER E. JEFFERS	MIBEF
VERTON	George	CIFRE	Risque systémique dans les marchés d'assurance	JP. ALLEGRET O. DE BANDT	MIBEF
PARIS	Anthony	INDUSTR	Formation et évolutions des prix de la biomasse	V. MIGNON J. CHEVALLIER	MIBEF
QUIGNON	Aurélien	CIFRE	Analyse du lien entre l'accès aux ressources financières et l'engagement à l'innovation des entreprises	N. LEVRATTO	DDEE
RAGUIDEAU-HANNOTIN	Léonore	SALARIE	Central Eastern and South Eastern European Countries Disentangling International Monetary and Financial Integration Effects to Promote Regional Macroeconomic Growth	JP. ALLEGRET	MIBEF
SALIN	Julien	CIFRE	Structure financière, relation de financement et performance des start-ups	N. LEVRATTO	DDEE
TABAÏ	Basile	CIFRE*	L'évolution du coût du capital et son impact sur le tissu productif français	L. SCIALOM	MIBEF
VIROLEAU	Franck	AUCUN	Lobbying et politique commerciale : l'influence des groupes d'intérêt sur les modalités de l'ouverture commerciale	B. MADEUF	MIBEF
YAPI	Ange Joseph	CDE	Les effets des chocs d'incertitude et de news sur le marché du crédit	L. FERRARA	MIBEF

CD : contrat doctoral ; CDE : contrat doctoral avec avenant d'enseignement ; CIFRE : convention industrielle de formation par la recherche ; CTO : contrat de thèse d'autres organismes ; ETR : bourse pour étudiant étranger ; INDUSTR : bourse industrie ; SALARIE : doctorant salarié. * : en attente d'instruction.

Tableau A1.1.5. Liste des post-doctorants d'EconomiX au 30 juin 2018

Nom	Prénom	Axe
Arcuri	Giuseppe	DDEE
Badji	Ikpidi	DDEE
Bell-Aldeghi	Rosalind	DDEE
Bienenstock	Sophie	DIRIS
Bois	Hugo	DDEE
Bonnet	Clément	DDEE
Gaies	Brahim	MIBEF
Gomes	Gabriel	MIBEF
Hekimian	Raphaël	MIBEF
Hellou	Samira	MIBEF
Kpondjo	Nadia	MIBEF
Leboulenger	Déborah	MIBEF
Mangarella	Alzbeta	DDEE
Perrotton	Florian	DDEE
Rapelanoro	Nady	MIBEF
Rieu-Foucault	Anne-Marie	MIBEF
Rojas	Pierre-Hernan	MIBEF
Sanch-Maritan	Mathieu	DDEE
Sokhna Ndeye	Penda	DDEE
Stagnol	Lauren	MIBEF
Yongoua Tchikanda	Tatiana Gaëlle	MIBEF

Annexe 1.2. Règlement intérieur d'EconomiX

PRÉAMBULE

L'Unité EconomiX est l'UMR 7235 dont les tutelles sont le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et l'Université Paris Ouest - Nanterre La Défense (UPOND). L'Unité est implantée dans les locaux de l'UPOND.

Le présent règlement intérieur a été soumis à l'avis du Conseil de laboratoire, réuni le 16 décembre 2013.

Il a pour objet de préciser notamment l'application dans l'Unité :

- de son organisation générale,
- des règles générales et permanentes relatives au temps de travail (horaires, congés ...), à l'utilisation des locaux et du matériel,
- de la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail,
- de la réglementation en matière de sécurité de l'information et des systèmes d'information.

Le présent règlement intérieur est complémentaire à celui de l'UPOND. En cas de contradiction, les dispositions les plus restrictives prévaudront.

Toute modification sera soumise à l'avis du Conseil de laboratoire et devra faire l'objet le cas échéant d'un avenant ou d'un nouveau règlement intérieur.

Il s'applique à l'ensemble du personnel affecté à l'Unité, y compris les agents non titulaires et les stagiaires.

Toute évolution de la réglementation applicable dans les établissements tutelles de l'Unité s'applique de fait à l'Unité, même si le présent règlement intérieur n'en fait pas état.

SOMMAIRE

Chapitre 1 : Fonctionnement

Article 1 : Fonctionnement général de l'Unité

- 1.1 Direction
- 1.2 Assemblée Générale
- 1.3 Conseil de laboratoire
 - 1.3.1 Composition
 - 1.3.2 Compétences
 - 1.3.3 Fonctionnement
- 1.4 Directoire
- 1.5 Comité d'agrément
- 1.6 Organisation de l'Unité
 - 1.6.1 Règles électorales
 - 1.6.1.1 Corps électoral
 - 1.6.1.2 Candidatures et élections
 - 1.6.2 Axes de recherche
 - 1.6.3 Affectation des moyens
 - 1.6.4 Conventions
 - 1.6.5 Gestion des contrats
 - 1.6.6 Obligation d'informations du Directeur d'Unité : Contrats, décisions de subvention et ressources propres
- 1.7 Accès aux systèmes d'information (SI) de l'Unité
- 1.8 Accès aux locaux

Chapitre 2 : Organisation du temps de travail

Article 2 : Durée du travail

Article 3 : Horaires

- 3.1 Durée hebdomadaire de travail

Article 4 : Congés

- 4.1 Congés annuels et RTT
- 4.2 Conditions d'octroi et d'utilisation
 - 4.2.1 Conditions d'octroi

- 4.2.2 Conditions d'utilisation
- 4.3 Journée de solidarité
- 4.4 Compte épargne temps (CET)

Article 5 : Absences

- 5.1 Absence pour raison médicale

Article 6 : Missions

Chapitre 3 : Santé et sécurité au travail

Article 7 : Personnes ressources en matière de sécurité de santé et de prévention des risques

- 7.1 Directeur d'Unité
- 7.2 Assistant de prévention
- 7.3 Equipiers de sécurité incendie
- 7.4 Membres de l'instance de concertation

Article 8 : Organisation de la prévention au sein de l'Unité

- 8.1 Suivi médical des agents
- 8.2 Organisation des secours
- 8.3 Accident de service
- 8.4 Formation à la sécurité
- 8.5 Registres
- 8.6 Accueil de personnes extérieures à l'Unité

Article 9 : Interdictions

- 9.1 Animaux domestiques
- 9.2 Interdiction de fumer
- 9.3 Alcool

Chapitre 4 : Confidentialité, publications et communication, propriété intellectuelle

Article 10 : Confidentialité, publications et communication, propriété intellectuelle

- 10.1 Confidentialité
- 10.2 Publications et communication
 - 10.2.1 Autorisation préalable du Directeur de l'Unité
 - 10.2.2 Formalisme des publications et communications
 - 10.2.3 Logos et marques
 - 10.2.4 Création de sites web
- 10.3 Propriété intellectuelle

Chapitre 5 : Dispositions générales

Article 11 : Discipline

Article 12 : Formation

- 12.1 Correspondant formation
- 12.2 Formation par la recherche

Article 13 : Utilisation des moyens informatiques et sécurité des systèmes d'information

Article 14 : Durée

Article 15 : Publicité

Annexes

- Annexe n°1 : critères d'activité scientifique minimale
- Annexe n°2 : répartition des chercheurs et enseignants-chercheurs par statut
- Annexe n°3 : personnel ingénieur, technicien et administratif (ITA) affecté à l'Unité
- Annexe n°4 : chercheurs associés
- Annexe n°5 : répartition des chercheurs et enseignants-chercheurs par axe de recherche
- Annexe n°6 : règlement intérieur de l'UPOND
- Annexe n°7 : note sur le CET, UPOND
- Annexe n°8 : rôle et missions de l'assistant de prévention
- Annexe n°9 : charte sécurité des systèmes d'information du CNRS
- Annexe n°10 : charte sécurité des systèmes d'information de l'UPOND

CHAPITRE 1 : FONCTIONNEMENT

Article 1 : Fonctionnement général de l'Unité

L'Unité se compose de chercheurs et de personnel ingénieur, technicien et administratif (ITA) dont l'employeur principal est l'une des deux tutelles institutionnelles de l'Unité ou un autre établissement d'enseignement supérieur et de recherche.

Le statut de **membre** de l'Unité est assujéti à un critère d'activité scientifique minimale défini dans l'annexe n°1 du règlement intérieur et révisable par le Conseil de laboratoire. Un membre ne peut en aucun cas être membre d'une autre unité de recherche appartenant au CNRS ou associée au CNRS et relevant de la section 37.

Les chercheurs ci-après désignés comme **membres « internes »** sont des chercheurs ou enseignants-chercheurs dépendant d'une des deux tutelles institutionnelles de l'Unité et affectés par ces dernières à l'Unité.

Les chercheurs ci-après désignés comme **membres « externes »** sont des chercheurs ou enseignants-chercheurs dépendant d'autres établissements (essentiellement universitaires) et mis à disposition de l'Unité pour au moins 50% de leurs activités de recherche, par accord explicite de ces établissements. Ce statut est accordé par le comité d'agrément de l'Unité (cf. article 1.5).

L'Unité accueille également des chercheurs et enseignants-chercheurs ci-après désignés comme **« chercheurs associés »**, dont l'affectation principale n'est pas nécessairement l'Unité, mais dont une partie des activités de recherche s'effectue dans le cadre de l'Unité et à condition qu'ils remplissent les critères d'activité scientifique minimale. Ce statut est accordé par le comité d'agrément de l'Unité (cf. article 1.5).

Les chercheurs ci-après désignés comme **« chercheurs rattachés »** sont des chercheurs et enseignants-chercheurs dépendant d'une des deux tutelles mais qui ne satisfont pas, à titre provisoire, aux critères d'activité scientifique minimale définis dans l'annexe n°1 du règlement intérieur. Ce statut est accordé par le comité d'agrément de l'Unité (cf. article 1.5).

L'Unité accueille des **doctorants rattachés à l'Unité**. Elle a vocation à accueillir les étudiants en thèse, notamment ceux des écoles doctorales de l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense intervenant en économie. Ce statut de doctorant rattaché à l'Unité est accordé par le Directoire en concertation avec les directeurs d'école doctorale et après consultation du directeur de thèse. Le statut de **post-doctorant** peut en outre être accordé par le Directoire pendant un an à de jeunes docteurs en attente d'un poste. Il peut également être accordé à de jeunes docteurs n'ayant pas soutenu leur thèse à l'UPOND pendant la durée de leur séjour au sein de l'Unité.

Les professeurs et directeurs de recherche **émérites** qui avaient le statut de membre interne à la veille de leur admission à la retraite conservent ce statut à leur demande dès lors qu'ils satisfont aux critères d'activité scientifique minimale définis dans l'annexe n°1 du règlement intérieur. Les directeurs de recherche, maîtres de conférences et chargés de recherche membres de l'Unité jusqu'à leur admission à la retraite peuvent obtenir à leur demande le statut de chercheur associé dès lors qu'ils satisfont aux critères d'activité scientifique minimale définis dans l'annexe n°1 du règlement intérieur.

La répartition des chercheurs et enseignants-chercheurs par statut au 16 décembre 2013 est donnée en annexe n°2 du règlement intérieur. Le personnel ingénieur, technicien et administratif (ITA) affecté à l'Unité au 16 décembre 2013 par chacune des tutelles figure dans l'annexe n°3 du règlement intérieur.

Ces annexes seront mises à jour par le secrétariat général de l'Unité selon l'évolution de carrière et de statut des différents personnels de l'Unité : affectation, mutation, mobilité, retraite, détachement, association / des-association, etc.

1.1. Direction

L'Unité est dirigée par un **directeur** nommé par les tutelles, après consultation du corps électoral de l'Assemblée Générale de l'Unité qui émet un avis. Le directeur désigne un **directeur adjoint** et définit avec lui ses attributions. Les décisions sont prises de manière consensuelle au sein du **collège de direction** composé du directeur et du directeur adjoint. Le directeur exerce les attributions habituelles d'un directeur d'Unité dans le cadre des structures définies ci-après. Le mandat du directeur est d'une durée de 4 ans, avec possibilité de prolongation et/ou renouvellement.

1.2. Assemblée Générale

L'Assemblée Générale regroupe tous les membres du corps électoral de l'Unité (cf. article 1.6.1.1). Tous les personnels de l'Unité sont invités à y participer, sans droit de vote pour les chercheurs associés, les chercheurs rattachés et les membres émérites. L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an.

L'avis du corps électoral (cf. article 1.6.1.1) de l'Assemblée Générale est recueilli en vue de la nomination du Directeur de l'Unité.

1.3. Conseil de laboratoire

1.3.1. Composition

En application de la décision n° 920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS, le Conseil de laboratoire de l'Unité se compose de :

- membres de droit : le Directeur d'Unité et le Directeur adjoint
- membres nommés : 6 membres sont nommés par le Directeur d'Unité, afin de s'assurer de la représentation de chaque axe de recherche
- membres élus :
 - 10 représentants des membres de l'Unité sont élus par collèges du corps électoral selon la procédure définie à l'article 1.6.1.2 :
 - 3 représentants du collège A1
 - 1 représentant du collège A2
 - 3 représentants du collège B1
 - 1 représentant du collège B2
 - 2 représentants du personnel ingénieur, technicien et administratif (collège C), élus selon la procédure définie à l'article 1.6.1.2
 - 2 représentants des doctorants et jeunes docteurs rattachés à l'Unité (collège D), élus selon la procédure définie à l'article 1.6.1.2
 - 1 représentant sans droit de vote des chercheurs associés à l'Unité assiste aux réunions du Conseil de laboratoire (collège E) ; il est élu selon la procédure définie à l'article 1.6.1.2.

Le secrétaire général de l'Unité y assiste de droit.

Les directeurs des écoles doctorales intervenant en économie et relevant de l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense peuvent être invités à participer, sans droit de vote, aux débats du Conseil de laboratoire de manière à s'assurer d'une coordination efficace, notamment en matière de formation, encadrement et insertion des étudiants en thèse.

1.3.2. Compétences

Le Conseil de laboratoire a un rôle consultatif. Il est consulté par le Directeur de l'Unité sur :

- l'état, le programme, la coordination des recherches, la composition des équipes ;
- les moyens budgétaires à demander par l'Unité et la répartition de ceux qui lui sont alloués ;
- la politique des contrats de recherche concernant l'Unité ;
- la politique de transfert de technologie et la diffusion de l'information scientifique de l'Unité ;
- la gestion des ressources humaines ;
- la politique de formation par la recherche ;
- les conséquences à tirer de l'avis formulé par la ou les sections du Comité national de la recherche scientifique dont relève l'Unité ;
- le programme de formation en cours et pour l'année à venir ;
- toutes mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Unité et susceptibles d'avoir une incidence sur la situation et les conditions de travail du personnel.

Le directeur de l'Unité peut en outre consulter le Conseil de laboratoire sur toute autre question concernant l'Unité.

En application de l'article 241-1 du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, le Conseil de laboratoire est consulté préalablement à l'établissement du rapport de stage des fonctionnaires nommés dans les corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration (ITA) de la recherche.

Le Conseil de laboratoire reçoit communication :

- du relevé des propositions du Directoire telles qu'elles ressortent du procès-verbal des réunions du Directoire ;
- des documents, décrits à l'article 7 de la décision du CNRS du 17 septembre 1990, préparés par le Directeur de l'Unité à l'intention du Directoire.

Lorsque l'Unité est évaluée par une ou plusieurs sections du Comité national de la recherche scientifique, le Conseil de laboratoire joint au dossier un rapport pouvant comporter ses observations à l'adresse de la (des) section(s).

Le Conseil de laboratoire est tenu informé par le Directeur de l'Unité de la politique du ou des instituts du CNRS, ainsi que des politiques scientifiques des autres établissements de tutelle de l'Unité et de leur incidence sur le développement de l'Unité.

1.3.3. Fonctionnement

Le Conseil de laboratoire est présidé par le Directeur de l'Unité. Il se réunit au moins trois fois par an à l'initiative du directeur de l'Unité, ou sur demande du tiers de ses membres. Une information préalable est faite à l'ensemble des personnels de l'unité. Une convocation comprenant l'ordre du jour est adressée à l'ensemble des membres quinze jours avant la date de la réunion.

1.4. Directoire

L'Unité comporte également un directoire, comprenant le directeur, le directeur adjoint, le secrétaire général et les responsables des axes (cf. article 1.6.2). Le directoire se réunit à intervalles plus réguliers que le Conseil de laboratoire pour éclairer la direction sur l'affectation des moyens et discuter de la politique scientifique de l'Unité.

1.5. Comité d'agrément

Le comité d'agrément est composé de tous les membres élus et nommés de rangs A et B du Conseil de laboratoire et du secrétaire général. Le président de la commission consultative de discipline (CCD) de la section 05 — ainsi que celui de la 06, le cas échéant — de l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense est invité à participer, sans droit de vote, aux débats du comité de manière à assurer une coordination efficace.

Le comité d'agrément a pour fonction d'agréer les membres (internes et externes) et les associés en fonction de critères d'activité scientifique minimale. Il a également pour fonction de se prononcer sur le statut de « chercheurs rattachés » pour les chercheurs et enseignants-chercheurs dépendant d'une des deux tutelles mais qui ne satisfont pas, à titre provisoire, aux critères d'activité scientifique minimale définis dans l'annexe n°1 du règlement intérieur. Agréments des membres et associations ont lieu lors des périodes annoncées par le directeur d'Unité ou le secrétaire général au cours du contrat quinquennal. Ils sont tous réexaminés à l'échéance de ce contrat, dans la perspective de son renouvellement. Chaque dossier de candidature fait l'objet d'un examen approfondi par deux rapporteurs. Le statut de chercheur associé est accordé pour une durée de deux ans, renouvelable. Le comité prend ses décisions sur la base des avis formulés par les deux rapporteurs, à partir de rapports d'activité faisant état, notamment, des publications des chercheurs de l'Unité au cours des 8 dernières années (cf. annexe n°1). Il peut, à titre exceptionnel, déroger aux seuls critères quantitatifs définis en annexe n°1 pour tenir compte, soit d'une stratégie de publications rares mais de qualité exceptionnelle, soit d'un investissement momentané dans des fonctions administratives particulièrement lourdes au sein d'une des tutelles (Présidence ou Vice Présidence, Direction d'UFR, Membre du Bureau au CNU ou au Comité National). Le comité d'agrément apprécie enfin ces critères quantitatifs sans oublier d'examiner :

- les publications dans des domaines connexes à l'économie, ce afin de favoriser la pluridisciplinarité;
- les activités de valorisation de la recherche ou d'investissement dans l'animation de la recherche, qui contribuent au rayonnement de l'Unité.

Le comité d'agrément se réunit en formation plénière (18 membres) pour les décisions relatives aux membres externes et aux chercheurs associés. Il se réunit en formation restreinte aux seuls membres internes (16 membres) pour toutes les autres décisions.

Pour ce qui concerne les membres externes et les chercheurs associés, le comité d'agrément se prononce sur la proportion de leur activité scientifique relevant de l'Unité, cette proportion figurant dans les rapports de l'Unité. Toutes ces proportions sont réexaminées à l'échéance du contrat quinquennal sur la base de la participation effective des chercheurs aux activités de l'Unité.

Pour ce qui concerne les membres internes, dans le respect des procédures de recrutement et d'affectation propres à chaque institution de tutelle, le comité d'agrément donne son avis :

- sur l'affectation de nouveaux membres internes à l'Unité pour ce qui concerne les personnels CNRS ;
- sur les profils dont il conviendrait de privilégier le recrutement, compte tenu de la politique de recherche de l'Unité, pour ce qui concerne les personnels universitaires.

Afin de garantir la transparence des décisions, toute candidature ou demande de renouvellement refusée par le comité d'agrément devra faire l'objet d'un bref rapport écrit explicitant les motivations scientifiques de la décision.

1.6. Organisation de l'Unité

1.6.1. Règles électorales

1.6.1.1. Corps électoral

Le corps électoral est constitué (i) des membres de l'Unité à l'exception des professeurs et directeurs de recherche émérites (cf. article 1), (ii) du personnel ingénieur, technicien et administratif affecté à l'Unité, et (iii) des doctorants et jeunes docteurs rattachés à l'Unité. Le corps électoral élit des représentants au Conseil de laboratoire.

Le corps électoral est réparti en collèges. Au sein d'un même collège, tous les membres ont les mêmes droits de vote. Les collèges de chercheurs ou enseignants-chercheurs sont définis comme suit :

- Collège A1 : membres internes de rang A (Directeurs de recherche, Professeurs, Directeurs d'étude, ou assimilés) ;
- Collège A2 : membres externes de rang A ;
- Collège B1 : membres internes de rang B (Chargés de recherche, Maîtres de conférence, ou assimilés) ;
- Collège B2 : membres externes de rang B.

En date du 16 décembre 2013, la composition des collèges est indiquée dans l'annexe n°2 du règlement intérieur.

Le personnel ingénieur, technicien et administratif affecté à l'Unité constitue le collège C du corps électoral, dont la composition au 16 décembre 2013 est indiquée dans l'annexe n°3 du règlement intérieur.

Les étudiants en thèse et les jeunes docteurs rattachés à l'Unité constituent le collège D. La liste précise des membres de ce collège est établie lors de chaque élection.

Les chercheurs associés à l'Unité ne font pas partie du corps électoral. L'Unité reconnaît cependant en interne un corps de chercheurs associés, formant le collège E. La composition du collège E au 16 décembre 2013 est indiquée dans l'annexe n°4 du règlement intérieur.

Le secrétariat général tient à jour les listes électorales.

1.6.1.2. Candidatures et élections

Tout membre d'un collège du corps électoral, hors le directeur et le directeur adjoint, peut se porter candidat lors des élections des représentants au Conseil de laboratoire. L'élection est annoncée trois semaines avant la date du scrutin, par voie électronique et par affichage dans les locaux de l'Unité. Le secrétariat général de l'Unité enregistre les déclarations de candidature. La liste des candidats est close dix jours avant la date du scrutin. Elle est distribuée électroniquement aux électeurs et affichée dans les locaux de l'Unité.

L'élection se déroule en un seul tour de vote. Si, lors de la première convocation du corps électoral, le quorum de 50% des membres d'un collège électoral n'est pas atteint, le corps électoral correspondant est à nouveau convoqué pour

désigner son ou ses représentant(s) dans un délai maximal de dix jours. Lors du second scrutin, aucun quorum n'est exigé. Si des dispositifs techniques permettent d'assurer à la fois la confidentialité et la fiabilité des procédures de vote, le vote peut être organisé par voie électronique.

Pour être valide, un bulletin doit comporter pour chaque collègue un nombre de noms au plus égal au nombre de représentants à élire. Seules sont décomptées les voix s'étant portées sur des candidats déclarés. Chaque électeur vote exclusivement pour les candidats de son collège. En cas d'empêchement, une procuration peut être donnée à un autre électeur du même collège. Un électeur ne peut accepter plus de deux procurations.

Sont déclarés élus les n candidats d'un collège ayant obtenu le plus de voix si la représentation du collège est fixée à n élus. En cas d'égalité des nombres de suffrages entre deux candidats, le candidat le plus jeune est classé en premier. La durée du mandat des membres élus du Conseil de laboratoire est de 5 ans (durée du quinquennal) de l'Unité, renouvelables.

Toute vacance de poste peut donner lieu à une élection partielle dans un délai de trois mois, sur décision du Conseil de laboratoire.

Les élections au sein du corps des chercheurs associés (collège E) sont organisées selon la même procédure afin de désigner leur représentant au Conseil de laboratoire.

1.6.2. Axes de recherche

Les chercheurs de l'Unité se répartissent suivant des axes de recherche couvrant l'ensemble des domaines de l'économie théorique et appliquée. La définition des axes de recherche est liée au projet scientifique de l'Unité et à la déclaration de politique scientifique établie lors des phases quinquennales de reconnaissance de l'Unité.

Chaque chercheur peut inscrire son activité dans un ou deux axes de recherche. La répartition des chercheurs par axe de recherche au 16 décembre 2013 est donnée dans l'annexe n°5 du règlement intérieur.

Les chercheurs de chaque axe de recherche sont en charge de l'animation de la vie scientifique dans leur domaine. Chaque axe de recherche a un responsable d'axe, nommé par le directeur de l'Unité après consultation des chercheurs de l'axe concerné. Afin de ne pas rigidifier la gouvernance interne de chaque axe et les frontières entre les axes, les missions de chaque responsable d'axe consistent essentiellement en l'animation de la vie scientifique de l'axe (organisation de séminaires ou conférences, impulsion de nouveaux programmes et de nouvelles collaborations, suivi des travaux des jeunes chercheurs et doctorants, *etc.*), et à effectuer l'interface avec la direction de l'Unité, notamment à travers la participation au directoire (cf. article 1.4) et pour ce qui concerne la mise au point des différents rapports à remettre aux tutelles — rapports scientifiques à cinq ans, *etc.* — dont les responsables d'axe sont chargés pour la partie concernant leur axe.

Les responsables d'axe ne disposent pas en tant que tels d'une quelconque autorité en matière d'affectation des moyens humains et financiers affectés à l'Unité (cf. article 1.6.3). En outre, les équipes de chercheurs mobilisés autour d'un projet (cf. article 1.6.2) ou d'un contrat (cf. article 1.6.5) sont responsables de la gestion des moyens correspondants, que ces équipes comprennent le responsable de l'axe ou non, et que ces équipes comprennent des chercheurs issus d'un seul axe ou de plusieurs axes.

1.6.3. Affectation des moyens

Les décisions concernant l'affectation des moyens humains et financiers octroyés à l'Unité par les tutelles ou prélevés sur les contrats relèvent exclusivement du collège de direction (directeur et directeur adjoint).

Il consulte, en particulier, le Conseil de laboratoire pour ce qui concerne l'affectation des moyens de fonctionnement courant (locaux, dépenses de fonctionnement, *etc.*). L'organisation du partage des moyens est établie en fonction des statuts (membres, doctorants, ITA) et au prorata de l'activité réalisée au sein de l'Unité. En fonction des besoins, des moyens sont réservés pour permettre l'accueil de chercheurs visiteurs ainsi que de chercheurs ou assistants de recherche contractuels embauchés dans le cadre de la réalisation de projets ou de contrats de recherche.

Le collège de direction consulte, en particulier, le directoire sur l'attribution des moyens affectés aux différents projets de recherche quels qu'ils soient (missions, séminaires et manifestations scientifiques, *etc.*). Une procédure transparente est établie pour la soumission de projets et de demandes de financement afférentes auprès du directoire et ce dernier émet un avis rendu public.

Les projets peuvent émaner de tout membre de l'Unité, quel que soit son statut, ou de tout axe et peuvent être présentés à titre individuel ou collectif. Ils peuvent être rattachés à un ou plusieurs axes ou, à titre exceptionnel, n'être associés à aucun axe.

Les projets peuvent concerner tant des opérations de recherche que des opérations d'animation scientifique. Les demandes comportent un volet scientifique et un volet financier. Une fois un projet doté de moyens, le responsable du projet dispose de toute latitude pour gérer le budget alloué dans le cadre des activités approuvées par le directoire, les dépenses étant engagées sous la responsabilité de la direction de l'Unité. Un projet peut demander un financement allant d'une période de 6 à 12 mois, selon le semestre couvert par l'appel à projets. À l'issue de la période, les fonds non dépensés sont réaffectés au budget commun de l'Unité. Par ailleurs, le responsable du projet est tenu de soumettre au directoire un rapport d'activité sur la base duquel le projet sera notamment évalué après réalisation. Les promoteurs d'un projet peuvent faire une demande de renouvellement à l'expiration du projet. Ce renouvellement sera accordé par le directoire sur la base d'une évaluation effectuée à partir du rapport d'activité rédigé par le responsable du projet.

Les demandes de financement de projets sont effectuées deux fois par an : une fois à la fin de l'année universitaire pour faciliter la mise en œuvre des projets à la rentrée universitaire, une fois à la fin de l'année civile pour mise en œuvre au début de l'exercice budgétaire. Les dates butoirs de dépôt des demandes seront annoncées à l'ensemble des membres par voie électronique et affichage au moins quinze jours à l'avance. Le format des dossiers sera défini par le collège de direction et rendu public. Les décisions d'affectation des moyens seront notifiées aux intéressés et rendues publiques.

1.6.4. Conventions

Des moyens, tant humains, que financiers, ou en nature (locaux, centres de documentation), pouvant être affectés à l'Unité par d'autres établissements que l'une des deux tutelles, des conventions entre les tutelles de l'Unité et d'autres établissements pourront être établies afin de régler les conditions d'utilisation de ces moyens — notamment les modalités d'accès des membres de l'Unité à ces moyens et les modalités d'engagement des crédits octroyés par ces établissements — ainsi que les modalités de contrôle par ces établissements des moyens mis à disposition.

Ces conventions faisant intrinsèquement partie de la politique scientifique de l'Unité, leur principe devra être discuté au sein du directoire et du Conseil de laboratoire.

1.6.5. Gestion des contrats

L'Unité encourage ses membres à négocier des contrats de recherche avec des partenaires extérieurs, différents des tutelles institutionnelles.

L'Unité n'ayant pas de personnalité juridique, les contrats l'engageant scientifiquement doivent être visés par le directeur de l'Unité qui les soumet à la validation et à la signature d'une ou plusieurs autorités de tutelle. Comme défini par le contrat quinquennal reconnaissant l'Unité, les contrats peuvent être, suivant les cas, gérés par l'une des deux institutions de tutelle de l'Unité.

Chaque contrat est sous la responsabilité scientifique d'un chercheur, ou d'une équipe de chercheurs, responsable du contrat. Le chercheur ou l'équipe responsable d'un contrat de recherche en assure de façon décentralisée le suivi scientifique et décide une allocation des moyens correspondant à ses besoins, dans le respect des clauses juridiques et financières propres à chaque type de contrat.

Toute opération administrative est mise en œuvre par le secrétariat général de l'Unité, sous la responsabilité du directeur de l'Unité.

Une part du montant de ces contrats, net des frais de gestion ou de domiciliation perçus par les tutelles, est reversée à l'Unité au titre des dépenses courantes engendrées par la mise en œuvre du contrat. Cette part, ainsi que les chapitres budgétaires du contrat sur lesquels elle est prélevée, sont décidés au moment de l'approbation du contrat après discussion entre le responsable du contrat et la direction de l'Unité, elle est au minimum de 8% et ne peut excéder 15%.

1.6.6. Obligation d'informations du Directeur d'Unité : Contrats, décisions de subvention et ressources propres

Le personnel doit informer le Directeur de l'Unité de tout projet de collaboration, en particulier les collaborations internationales car ces dernières nécessitent avant signature l'autorisation formelle du ministère de tutelle, et de toute demande de subvention de l'Unité avec des partenaires publics et/ou privés.

Un exemplaire de tout contrat doit être remis au Directeur de l'Unité après sa signature.

Tout achat d'équipement et tout recrutement de personnel doit préalablement faire l'objet d'une demande officielle auprès du Directeur de l'Unité.

1.7. Accès aux systèmes d'information (SI) de l'Unité

Les conditions d'accès aux SI de l'Unité, y compris les SI sensibles relevant de secteurs scientifiques protégés, et de restitution des moyens d'accès aux SI sont définies de façon détaillée par la PSSI opérationnelle applicable à l'Unité. En tout état de cause les personnes non concernées par les activités de l'Unité ne peuvent avoir accès aux systèmes d'information de l'Unité sans l'autorisation du Directeur d'Unité.

Les personnes qui ont accès aux SI de l'Unité doivent, au préalable, avoir pris connaissance de la Charte de la Sécurité des Systèmes d'Information de l'Unité.

1.8. Accès aux locaux

L'accès aux locaux est soumis aux règles de l'UPOND.

Les personnes non concernées par les activités de l'Unité ne peuvent avoir accès aux locaux sans l'autorisation du Directeur en dehors des cas prévus par la réglementation relative aux droits syndicaux ou en cas d'urgence.

Toute personne quittant l'Unité (démission, mutation, départ à la retraite, fin de stage, fin de contrat ...) doit libérer les locaux et restituer l'ensemble des moyens d'accès à ceux-ci (clé, carte d'ascenseur, badge...).

CHAPITRE 2 : ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Article 2 : Durée du travail

Le personnel nécessaire au fonctionnement de l'Unité est affecté à celle-ci par décision des tutelles qui restent individuellement employeur de leurs agents. Chaque agent affecté à l'Unité est régi, pour ce qui concerne les dispositions relatives à ce chapitre, par les dispositions statutaires propres à son cadre d'emploi et aux règles en vigueur dans l'établissement qui verse sa rémunération.

La durée annuelle de travail est fixée à 1 607 heures en référence au code du travail. Cette durée tient compte des 7 heures de travail dues au titre de la journée de solidarité.

Pour le personnel CNRS : la durée annuelle de travail est fixée à 1 607 heures. Cette durée tient compte des 7 heures de travail dues au titre de la journée de solidarité (les modalités d'accomplissement de cette journée sont précisées à l'article 3.1 du présent règlement intérieur).

Les modalités de mise en œuvre dans l'Unité prennent en compte les dispositions du décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié et de son arrêté d'application du 31 août 2001 ainsi que celles du cadrage national du CNRS en date du 23 octobre 2001 modifié.

Article 3 : Horaires

3.1. Durée hebdomadaire de travail

Le personnel est tenu au respect des horaires et de la durée du travail fixés en fonction des dispositions statutaires et réglementaires relatives à la durée hebdomadaire de travail et aux congés fixés par son employeur et en tenant compte des nécessités de service de l'Unité.

Les dispositions fixées dans le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 et l'arrêté du 15 janvier 2002 complété par la circulaire n° 2002-007 du 21 janvier 2002 sont applicables. Elles sont explicitées en annexe n°6.

La durée hebdomadaire du travail effectif pour chaque personnel de l'Unité travaillant à temps plein est fixée sur la base d'un cycle de travail de 5 jours. Elle est calculée en fonction des dispositions réglementaires :

- pour les personnels CNRS, elle est de 38 heures 30.
- pour les personnels UPOND, elle est de 36 heures 40.

Seuls les personnels autorisés à accomplir un service à temps partiel d'une durée inférieure ou égale à 80 % peuvent travailler selon un cycle hebdomadaire de travail inférieur à 5 jours.

Le temps de travail correspond au temps de travail effectif. Il ne prend pas en compte la pause méridienne qui ne peut être ni inférieure à 45 minutes ni supérieure à 2 heures.

La plage horaire de travail de référence commence à 8 heures et se termine à 19 heures les jours ouvrés.

Article 4 : Congés

4.1. Congés annuels et RTT

Le nombre de jours de congés annuels et le nombre de jours accordés au titre de l'aménagement du temps de travail sont fixés dans le respect des dispositions statutaires et réglementaires telles que définies par l'employeur de l'agent.

Les dispositions fixées dans le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 et l'arrêté du 15 janvier 2002 complété par la circulaire n° 2002-007 du 21 janvier 2002 sont applicables. Elles sont explicitées en annexe n°6.

Pour le personnel CNRS :

L'agent travaillant selon une durée hebdomadaire de travail de 38 heures 30 bénéficie de :

- 32 jours ouvrés de congés annuels (du lundi au vendredi) par année civile (1^{er} janvier au 31 décembre) ;
- 12 jours au titre de l'Aménagement et de la Réduction du Temps de Travail (jours RTT) ;
- 1 à 2 jours de congés accordés au titre du fractionnement (1 jour quand les congés sont pris entre la période du 31 octobre au 1^{er} mai pour une durée de 5 à 7 jours et 2 jours si cette durée est au moins égal à 8 jours).

Les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel bénéficient d'un nombre de jours de congés annuels et de jours RTT calculés en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service. Par exemple, un agent travaillant selon une quotité de temps de travail de 80% sur 4 jours bénéficie de 26 jours de congés annuels ($32 \times 4/5$). En revanche, l'agent travaillant selon une quotité de temps de travail de 80% sur 5 jours bénéficie du même nombre de jours de congés annuels qu'un agent exerçant ses fonctions à temps plein soit 32 jours.

Les jours RTT sont, quant à eux, proratisés en fonction de la quotité de temps de travail de l'agent. Par exemple, le nombre de jours de congés annuels et RTT d'un agent exerçant ses fonctions à temps partiel selon une quotité de temps de travail de 80% sur 4 jours est calculé au prorata de la quotité travaillée. En revanche, l'agent travaillant à temps partiel selon une quotité de temps de travail de 80% sur 5 jours bénéficie du même nombre de jours de congés annuels et RTT qu'un agent exerçant ses fonctions à temps plein.

Les jours de fractionnement auxquels les agents à temps partiel ont droit, le cas échéant, ne sont pas proratisés.

Les jours de fêtes légales, dont la liste est déterminée annuellement par le Ministère chargé de la fonction publique comme pouvant être chômés et payés pour l'ensemble des personnels de l'Etat, ne donnent pas lieu à récupération même lorsque ces jours coïncident avec une journée de temps partiel.

Les jours de fermeture de l'Unité sont décidés au début de chaque année par le Directeur de l'Unité après avis du Conseil de laboratoire et en fonction des règles en vigueur dans l'établissement hébergeur. Ces jours sont décomptés des jours RTT des agents sauf lorsqu'ils coïncident avec une journée habituellement non travaillée au titre du temps partiel. De la même manière, lorsqu'un jour de fermeture coïncide avec une journée de congé de maladie ou une période de congé tel que congé de maternité, de paternité, d'adoption ou de formation, cette journée décomptée automatiquement en début d'année doit être restituée à l'agent.

Pour le personnel UPOND :

Le nombre de jours de congés existant préalablement à l'entrée en vigueur du décret du 25 août 2000 est maintenu. Il s'établit à 10 semaines soit 50 jours ouvrés.

Les jours fériés légaux font chaque année l'objet d'un calendrier annuel publié par le Ministère de la Fonction Publique. Ils sont comptabilisés comme du temps de travail effectif, pour le nombre d'heures de travail prévu dans l'emploi du temps de la semaine concernée, lorsqu'ils sont précédés ou suivis d'un jour travaillé, à l'exception des jours fériés survenant un samedi ou un dimanche habituellement non travaillés et de ceux survenant pendant une période de congés des personnels (congés annuels, temps partiel) qui ne sont pas décomptés des congés ni récupérables. Ils se décomptent au fur et à mesure du déroulement du calendrier (circulaire du 21 janvier).

Il en résulte que les jours fériés intervenant pendant une période de congé des personnels ne s'imputent pas sur le nombre de jours de congés annuels mais constituent des jours chômés qui viennent s'ajouter aux jours de congés annuels, sans diminuer pour autant la durée annuelle de travail de référence.

Les périodes de fermeture de l'université constituent une période de congés obligatoires :

- une semaine à Noël
- les deux premières semaines d'août.

En outre, les personnels doivent obligatoirement prendre une semaine de congés pendant les vacances scolaires de février ou de printemps.

Durant ces périodes, ainsi que du 1^{er} juin au 15 septembre, un tableau récapitulatif des congés est établi par service et transmis au SDRH accompagné des demandes individuelles. En dehors de ces périodes, les congés sont établis sur des formulaires individuels.

L'ensemble des informations relatives aux congés annuels et RTT figure en annexe n°6.

4.2. Conditions d'octroi et d'utilisation

4.2.1. Conditions d'octroi

L'octroi des congés fait nécessairement l'objet d'une demande préalable auprès du secrétaire général. Un délai de prévenance de 15 jours doit être respecté.

Les congés sont accordés sous réserve des nécessités du service.

4.2.2. Conditions d'utilisation

L'absence de service ne peut excéder 31 jours consécutifs (la durée du congé est calculée du premier au dernier jour sans déduction des samedis, dimanches et jours fériés) [sauf disposition spécifique liée à la fermeture du site].

Le report des jours de congés annuels et des jours RTT non utilisés pendant l'année civile est autorisé jusqu'au 28 février de l'année suivante pour le personnel CNRS et jusqu'au 31 mars de l'année suivante pour le personnel UPOND. Les jours qui n'ont pas été utilisés à cette date sont définitivement perdus sauf si ces jours ont été épargnés sur un compte épargne temps.

Le suivi des congés (annuels et RTT) est réalisé dans l'Unité par le secrétaire général sous la responsabilité du Directeur de l'Unité.

4.3. Journée de solidarité

En application de la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée, les agents de l'Unité sont tenus d'effectuer une journée de solidarité de 7 heures accomplie selon la modalité suivante : pour les personnels CNRS, la modalité d'accomplissement de la journée de solidarité tel que définie à l'article 2-1 du cadrage national du CNRS se traduit par la suppression d'un jour de RTT.

4.4. Compte épargne temps (CET)

Pour le personnel CNRS :

Tout agent titulaire ou non titulaire de l'Unité, employé de manière continue depuis au moins un an dans une administration de l'Etat, un établissement public à caractère administratif de l'Etat ou un établissement public local d'enseignement, peut ouvrir un CET.

Les conditions d'alimentation et d'utilisation du CET sont fixées par le décret n°2002-634 du 29 avril 2002 modifié et par son arrêté d'application du 20 janvier 2004 modifié.

Pour le personnel UPOND :

Sont autorisés à ouvrir un compte épargne temps :

- Les personnels BIATSS titulaires ainsi que les personnels chargés de fonctions d'encadrement (hors personnels stagiaires),

- Les agents non titulaires en CDI recrutés sous contrat de droit public ayant accompli au moins une année de service public de manière continue au moment de la demande d'ouverture de compte.

Les dispositions concernant l'alimentation et l'utilisation du CET sont décrites en annexe n°7.

Pour le personnel CNRS :

Le CET peut être alimenté à l'aide du formulaire spécifique disponible sur le site internet du CNRS au plus tôt le 1^{er} novembre et au plus tard le 31 décembre de l'année. Cette demande d'alimentation doit être accompagnée d'un décompte précis des congés pris par l'agent signé du Directeur de l'Unité.

La gestion et le suivi du CET sont confiés au service des ressources humaines de la délégation régionale du CNRS.

Pour le personnel UPOND :

Les demandes d'ouverture ou d'alimentation du CET devront être remises au SDRH (bâtiment B, 4^{ème} étage) au plus tard le 31 décembre.

Ouverture : L'agent remplit le formulaire n°1 « demande d'ouverture et de première alimentation d'un compte épargne-temps », le vise par sa hiérarchie qui l'envoie aux gestionnaires SDRH au plus tard le 31 décembre.

Alimentation : L'agent remplit le formulaire n° 2 « Demande d'alimentation d'un compte épargne-temps », le vise par sa hiérarchie qui l'envoie aux gestionnaires SDRH au plus tard le 31 décembre.

Entre le 1^{er} et le 15 janvier, le gestionnaire SDRH communique à l'agent l'état de situation de son compte retraçant le nombre de jours épargnés et utilisés au cours de la période de référence, ainsi que le solde de jours disponibles. Il invite le cas échéant l'agent à exercer son droit d'option, au moyen du formulaire n°3 « Demande d'exercice du droit d'option », qui doit intervenir au plus tard le 31 janvier pour les jours dépassant le seuil des 20 jours.

L'ensemble des informations sur le CET figure en annexe n°7.

Article 5 : Absences

5.1. Absence pour raison médicale

Toute indisponibilité consécutive à la maladie doit, sauf cas de force majeure, dûment être justifiée et signalée au Directeur de l'Unité et au secrétaire général dans les 24 heures. Sous les 48 heures qui suivent l'arrêt de travail l'agent doit produire un certificat médical.

Article 6 : Missions

Tout agent se déplaçant pour l'exercice de ses fonctions, doit être en possession d'un ordre de mission délivré préalablement au déroulement de la mission par le Directeur de l'Unité. Ce document assure notamment la couverture de l'agent au regard de la réglementation sur les accidents de service.

La réglementation impose l'autorisation préalable du fonctionnaire sécurité défense pour les missions des agents CNRS dans certains pays étrangers.

L'agent amené à se rendre directement de son domicile sur un lieu de travail occasionnel sans passer par sa résidence administrative habituelle doit nécessairement être en possession d'un ordre de mission.

Dans l'hypothèse où l'agent utilise un véhicule administratif ou son véhicule personnel, le Directeur de l'Unité doit avoir donné préalablement son autorisation.

CHAPITRE 3 : SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Article 7 : Personnes ressources en matière de sécurité et de prévention des risques

7.1. Directeur d'Unité

Il lui incombe de veiller à la sécurité et à la protection des agents placés sous son autorité et d'assurer la sauvegarde des biens dont il dispose.

En fonction de la taille de l'Unité et des risques liés aux activités, il nomme, après avis du Conseil de laboratoire, un Agent de Prévention (AP), placé sous son autorité qui l'assiste et le conseille dans le domaine de la prévention et de la sécurité.

La nomination d'un assistant de prévention est sans incidence sur le principe de responsabilité du Directeur d'Unité.

7.2. Assistant de prévention

Le rôle de conseil et d'assistance porte sur la démarche d'évaluation des risques, la mise en place d'une politique de prévention ainsi que sur la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité dans l'Unité (voir annexe n°8). L'UPOND dispose d'une Direction logistique et sécurité. Elle est chargée de la logistique et du fonctionnement de l'université : service intérieur, gardiennage, hygiène et sécurité, nettoyage et lingerie, courrier, chauffeurs, archives, standard, magasin et manutention, gestion des plannings et reprographie. L'ingénieur hygiène et sécurité de l'UPOND conseille et assiste la direction de l'université dans la définition et la mise en œuvre des actions de prévention des risques dans les domaines de la sécurité et de la santé des personnels et des usagers, ainsi que de la protection des biens et de l'environnement. Il élabore et met en œuvre le schéma directeur pour la sécurité, prépare les séances du Comité hygiène et sécurité et en assure le suivi.

L'assistant de prévention de l'Unité est Monsieur Abdou Rabba, bureau G610B, poste 59 13.

7.3. Equipiers de sécurité Incendie

Ce secteur d'intervention dépend du Service de sécurité de l'université.

7.4. Membres de l'instance de concertation

En l'absence d'une telle instance, les problématiques relevant de la santé et de la sécurité au travail devront être traitées au moins une fois par an au sein du Conseil de laboratoire. Dans ce cas, l'AP est invité à y participer.

Article 8 : Organisation de la prévention au sein de l'Unité

8.1. Suivi médical des agents

Les agents bénéficient d'un suivi médical dont la périodicité est définie par le médecin de prévention (tous les 5 ans minimum ou surveillance médicale particulière en fonction de l'exposition à des risques déterminés et / ou de l'état de santé de l'agent).

Le Directeur doit veiller à ce que chaque agent de son Unité se présente aux convocations du service de médecine de prévention. Le médecin de prévention du personnel de l'UPOND assure ses visites médicales qui ont lieu au service universitaire de médecine préventive sur convocation ou à la demande des intéressés sur rendez-vous. Le service universitaire de médecine préventive est situé au rez-de-chaussée du bâtiment E, Salle 05. Il est ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30, sans interruption. Contact : medecine-preventive@u-paris10.fr. Tél. : 01 40 97 78 57 / 01 40 97 75 33.

8.2. Organisation des secours

Ce secteur d'intervention dépend du Service de sécurité de l'UPOND situé au PC Sécurité, bâtiment B, poste 74 00.

8.3. Accident de service

Le Directeur d'Unité et son secrétaire général doivent immédiatement être informés de tout accident de service, de trajet ou de mission d'agent travaillant dans l'Unité, afin qu'ils puissent en faire la déclaration à l'employeur de la victime de l'accident.

Une analyse permettant de définir les causes de l'accident devra être menée : un rapport des faits établi par la victime et/ou le(s) témoin(s) devra être établi et transmis au secrétaire général de l'Unité dans les 48 heures. Ce dernier, en accord avec le collège de direction, définira les mesures à prendre.

8.4. Formation à la sécurité

Le Directeur de l'Unité doit s'assurer que les agents placés sous son autorité, notamment les nouveaux entrants, ont bien reçu une formation à la sécurité et, le cas échéant, une formation spécifique adaptée à leur poste de travail. Il doit en garantir la traçabilité.

Formation des nouveaux entrants : dans les six mois suivant leur arrivée, ils auront une initiation à la sécurité dispensée par l'AP.

Autres formations : elles sont définies en concertation avec l'assistant de prévention. Les formations à la sécurité devront être intégrées au plan de formation de l'Unité.

8.5. Registres

Un registre santé sécurité au travail est mis à la disposition du personnel afin de consigner toutes les observations et suggestions relatives à la prévention des risques et à l'amélioration des conditions de travail. Il permet également de signaler tout incident ou accident survenu dans l'Unité

L'emplacement de ce registre est dans le bureau de l'AP (G610B).

8.6. Accueil de personnes extérieures à l'Unité

- Stagiaires et visiteurs

L'accueil de stagiaires et de visiteurs doit être organisé et encadré : les stagiaires sont pris en charge par leur encadrant et les visiteurs par la personne invitante. Ils doivent se conformer aux règles prévues dans ce présent règlement et par celles de l'UPOND.

- Entreprises extérieures

L'intervention d'entreprises extérieures dans l'Unité relève des règles de l'UPOND.

Article 9 : Interdictions

9.1. Animaux domestiques

L'introduction d'animaux domestiques dans les locaux est strictement interdite

9.2. Interdiction de fumer

En application de l'article L.3511-7 du code de la santé publique, il est interdit de fumer sur les lieux de travail.

9.3. Alcool

Il est interdit de pénétrer ou de demeurer dans l'Unité en état d'ébriété.

La consommation de boissons alcoolisées dans les locaux de travail est interdite sauf autorisation exceptionnelle du Directeur de l'Unité.

Le Directeur d'Unité doit retirer de son poste de travail toute personne en état apparent d'ébriété sur un poste dangereux pour sa santé et sa sécurité, ainsi que pour celles des autres personnes placées à proximité.

Il est interdit à toute personne en état d'ébriété de conduire un véhicule, qu'il soit de service ou personnel.

CHAPITRE 4 : CONFIDENTIALITÉ, PUBLICATIONS ET COMMUNICATION, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article 10 : Confidentialité, publications et communication, propriété intellectuelle

10.1. Confidentialité

Les travaux de l'Unité constituent par définition des activités confidentielles.

Par conséquent, les personnels de l'Unité sont tenus de respecter la confidentialité de toutes les informations de nature scientifique, technique ou autre, quel qu'en soit le support, ainsi que de tous les produits, échantillons, composés, matériels biologiques, appareillages, systèmes logiciels, méthodologies et savoir-faire ou tout autre élément ne faisant pas partie du domaine public dont ils pourront avoir connaissance du fait de leur séjour au sein de l'Unité, des travaux qui leur sont confiés ainsi que de ceux de leurs collègues.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur tant que ces informations ne sont pas dans le domaine public.

En l'absence de tout autre accord équivalent déjà signé, les personnels non statutaires accueillis dans l'Unité doivent impérativement signer un accord de confidentialité à leur arrivée.

Pour toute présentation et tout échange sur les travaux et résultats de recherche de l'Unité avec des partenaires publics et/ou privés, la signature d'un accord de secret entre les parties concernées est fortement recommandée. Les structures de valorisation des établissements de tutelle peuvent être utilement contactées à cet effet.

L'obligation de secret ne peut faire obstacle à l'obligation qui incombe aux chercheurs affectés à l'Unité d'établir leur rapport annuel d'activité pour l'organisme dont ils relèvent, cette communication à usage interne ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

Les dispositions du présent article ne peuvent pas non plus faire obstacle à la soutenance d'une thèse ou d'un mémoire par un chercheur, un boursier ou un stagiaire affecté à l'Unité qui pourra se faire le cas échéant à huis clos.

Les règles déterminant la classification du niveau de confidentialité des informations et des systèmes d'information, les règles de marquage des documents et de cartographie des systèmes d'information, ainsi que les règles concernant les mesures de protection applicables à ces informations et systèmes d'informations figurent dans la Charte Sécurité des Systèmes d'Information de l'Unité et sont détaillées par la PSSI opérationnelle de l'Unité.

10.2. Publications et communication

10.2.1. Autorisation préalable du Directeur de l'Unité

Nonobstant les dispositions de l'article 10.1, les personnels de l'Unité peuvent, après autorisation du Directeur de l'Unité et du responsable scientifique du projet le cas échéant et en accord avec les dispositions contractuelles des conventions dans le cadre desquelles ces publications sont réalisées, publier tout ou partie des travaux qu'ils ont effectué au sein de l'Unité.

En outre, toute publication et communication doit respecter la législation en vigueur et notamment concernant :

- les informations nominatives (déclaration à la CNIL),
- la réglementation PPST applicable lorsque le sujet de la publication relève d'un secteur protégé,
- les droits d'auteurs sur les textes, images, sons, vidéos...

10.2.2. Formalisme des publications et communication

Les publications des personnels de l'Unité font apparaître l'appartenance à l'Unité et le lien avec les organismes de tutelle. L'affiliation correspond aux dispositions de la convention quinquennale en vigueur.

Un exemplaire de toutes les publications (articles, revues, thèses...) dont tout ou partie du travail a été effectué à l'Unité doit être remis dès parution au secrétaire général.

Ces publications doivent également comporter les éventuelles mentions requises par l'organisme contribuant à financer les travaux ayant conduit à la publication.

Les personnels de l'Unité sont tenus de respecter les règles de communication du CNRS explicitées dans la Charte de la Communication du CNRS et/ou des autres établissements de tutelle.

10.2.3. Logos et marques

Les personnels ne peuvent en aucun cas utiliser ni faire référence aux dénominations sociales, logos ou aux marques des tutelles à toute autre fin que la communication scientifique, sans autorisation préalable expresse et écrite desdites tutelles.

Pour le CNRS, cette demande d'autorisation doit être présentée au chargé de communication de la Délégation régionale dont dépend l'Unité.

Pour l'UPOND, cette demande d'autorisation doit être effectuée auprès du service communication de l'université.

10.2.4. Création de sites web

La création de sites internet, de blogs et autres diffusions sur internet concernant les travaux d'un ou plusieurs personnels de l'Unité doit faire l'objet d'une autorisation du Directeur de l'Unité ainsi que des représentants des tutelles de l'Unité.

La diffusion d'informations sur les travaux de l'Unité est autorisée seulement sur le site internet officiel de l'Unité après accord du Directeur de l'Unité et, le cas échéant, dans le respect des dispositions contractuelles des conventions dans le cadre desquelles ces publications sont réalisées.

Il est rappelé dans l'installation et la gestion d'un serveur www que le Directeur de l'Unité est responsable de l'information délivrée par le serveur de son laboratoire (cf. <http://www.urec.cnrs.fr/article408.html>).

De manière analogue à une publication traditionnelle, un serveur doit avoir "un Directeur de publication" qui assure la responsabilité de l'information qui est accessible sur le serveur. Cette fonction ne peut être assurée que par le Directeur de l'Unité. Un serveur doit respecter les lois sur la presse et tous les moyens de diffusion plus classiques.

Toute diffusion d'informations sur support soit papier, soit informatique, soit page web émanant des Unités du CNRS doit respecter la charte graphique du CNRS, consultable à l'adresse : <http://www.cnrs.fr/compratique/index.htm> et la charte graphique des autres tutelles le cas échéant.

10.3. Propriété intellectuelle

Les inventions et droits patrimoniaux sur les logiciels obtenus au sein de l'Unité appartiennent aux tutelles de l'Unité en application de l'article L.611-7 et L113-9 du code de la propriété intellectuelle et conformément aux accords passés entre lesdites tutelles.

Dans tous les cas, les tutelles de l'Unité disposent seules du droit de protéger les résultats issus des travaux de l'Unité et notamment du droit de déposer des titres de propriété intellectuelle correspondants.

Le personnel de l'Unité doit prêter son entier concours aux procédures de protection des résultats issus des travaux auxquels il a participé, et notamment au dépôt éventuel d'une demande de brevet, au maintien en vigueur d'un brevet et à sa défense, tant en France qu'à l'étranger.

Les tutelles s'engagent à ce que le nom des inventeurs soit mentionné dans les demandes de brevets à moins que ceux-ci ne s'y opposent.

Toute personne accueillie au sein de l'Unité, sans lien statutaire ou contractuel avec les tutelles de l'Unité, doit avoir signé à la date de son arrivée dans le laboratoire, une convention d'accueil prévoyant notamment les dispositions de confidentialité, de publications et de propriété intellectuelle applicables aux résultats qu'elle pourrait obtenir ou pourrait contribuer à obtenir pendant son séjour au sein de l'Unité.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 11 : Discipline

Tout manquement aux droits et obligations des agents publics peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Pour les personnels CNRS, cette sanction est notifiée par le Délégué régional pour les sanctions du premier groupe (avertissement, blâme) et par le Président du CNRS pour tous les autres groupes de sanctions.

Pour l'UPOND, les sanctions disciplinaires sont prises en application des règles régissant chaque corps de personnels.

Article 12 : Formation

12.1. Correspondant formation

Le correspondant de formation de l'Unité contribue auprès du Directeur de l'Unité au recueil et à l'analyse des besoins de formation et à la définition des objectifs.

Il prépare les différentes étapes de la conception du plan de formation de l'entité, de son déroulement et de son évaluation, en liaison avec le conseiller RH/formation chargé au sein de la Délégation régionale du CNRS du suivi des agents.

Le plan de formation est transmis au service des ressources humaines de la Délégation régionale du CNRS.

Le correspondant de formation informe les personnels des actions de formation susceptibles de les intéresser, les assiste et les conseille dans leurs démarches en lien avec le secrétaire général.

12.2. Formation par la recherche

L'encadrement des stagiaires par un agent titulaire ou non de l'Unité est soumis à l'autorisation préalable du Directeur de l'Unité. Tout stage effectué en partie au laboratoire doit faire l'objet d'une convention de stage tripartite signée par le stagiaire avec les tutelles concernées, avant le début du stage.

Les doctorants doivent signer la charte des thèses prévue par l'Ecole doctorale de rattachement et, éventuellement, celle de l'Unité.

Article 13 : Utilisation des moyens informatiques et sécurité des systèmes d'information

L'utilisation des moyens informatiques de l'Unité est soumise aux dispositions de la Charte Sécurité des Systèmes d'Information en vigueur dans l'Unité (Charte SSI du CNRS ou du partenaire).

Cette Charte, qui a notamment pour objet de préciser la responsabilité des utilisateurs au regard de la législation, doit être signée par tout nouvel arrivant.

La Charte Sécurité des Systèmes d'Information du CNRS et de l'UPOND figurent en annexes n°9 et 10 du présent règlement intérieur.

L'utilisation des moyens informatiques de l'Unité est par ailleurs soumise à des règles de sécurité qui sont détaillées dans la PSSI opérationnelle de l'Unité, cohérente avec le dispositif de protection du potentiel scientifique et technique, également annexée au présent règlement intérieur.

Le CSSI (chargé de la sécurité des systèmes d'information) assiste et conseille le Directeur d'Unité dans l'élaboration du plan d'action de mise en œuvre de la PSSI opérationnelle de l'Unité et du suivi de sa mise en œuvre. Il informe et sensibilise les personnels travaillant dans l'Unité pour la mise en œuvre des consignes de sécurité des systèmes d'information. Il est le point de contact pour la signalisation des incidents de sécurité des SI qui concernent le personnel et les systèmes d'information de l'Unité et remonte les incidents à la chaîne fonctionnelle SSI décrite par la PSSI opérationnelle de l'Unité. Le CSSI de l'Unité est Abdou Rabba.

Article 14 : Durée

Le règlement intérieur entre en vigueur à la date de signature par le Délégué régional du CNRS et des représentants dûment habilités des autres tutelles. Il peut être modifié lors du changement de Directeur de l'Unité, à son initiative ou à la demande des tutelles suite à une évolution réglementaire importante et toujours dans le respect des consultations requises au niveau réglementaire.

Dans tous les cas, à la nomination d'un nouveau Directeur de l'Unité, le présent règlement intérieur et ses annexes lui sont remis par le Délégué Régional du CNRS.

Article 15 : Publicité

Le présent règlement intérieur est porté à la connaissance des agents par voie d'affichage dans les locaux de l'Unité.

Il annule et remplace le règlement intérieur du 19 avril 2012 et entre en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Il est ensuite consultable sur le site internet du laboratoire : <http://economix.fr>.

ANNEXES

Annexe n°1 : critères d'activité scientifique minimale

Annexe n°2 : répartition des chercheurs et enseignants-chercheurs par statut

Annexe n°3 : personnel ingénieur, technicien et administratif (ITA) affecté à l'Unité

Annexe n°4 : chercheurs associés

Annexe n°5 : répartition des chercheurs et enseignants-chercheurs par axe de recherche

Annexe n°6 : règlement intérieur de l'UPOND

Annexe n°7 : note sur le CET, UPOND

Annexe n°8 : rôle et missions de l'assistant de prévention

Annexe n°9 : charte sécurité des systèmes d'information du CNRS

Annexe n°10 : charte sécurité des systèmes d'information de l'UPOND

Annexe n°1 : critères d'activité scientifique minimale

La politique de l'Unité vise à favoriser une production scientifique de qualité, atout essentiel tant en ce qui concerne l'impact de la production, que l'attractivité et la dynamique de l'Unité.

Elle cherche donc à favoriser une activité de publication dans des revues à comité de lecture à audience nationale et internationale et dans des ouvrages scientifiques de qualité.

Le critère d'activité scientifique minimale est essentiellement fondé sur la Catégorisation des revues en économie et gestion de la Section 37 du Comité National qui attribue des catégories aux revues à comité de lecture.

Le critère d'activité scientifique minimale consiste à ce que les membres de l'UMR aient publié en moyenne une fois tous les quatre ans dans une revue de catégorie 3, 2, 1 ou 1* sur les 8 dernières années et qu'ils aient maintenu une activité scientifique suffisante sur les quatre dernières années (au moins, en moyenne, une publication par an — article de revue, chapitre d'ouvrage collectif, ouvrage —). On considère que le critère est automatiquement satisfait pour les personnes ayant publié au moins une fois dans une revue de catégorie 2, 1 ou 1* sur les 4 dernières années.

Pour les jeunes chercheurs, le critère est assoupli :

- ceux qui ont soutenu leur thèse depuis moins de trois ans sont exemptés de seuil minimal de publication,
- ceux qui ont soutenu leur thèse depuis trois ans, mais moins de 5 ans, sont tenus d'avoir au moins une publication dans une revue de catégorie 3, 2, 1 ou 1*.

Les [annexes n°2 à n°10](#) figurant dans le règlement intérieur de l'unité ne sont pas reproduites ici afin de ne pas alourdir le document mais sont consultables sur le site internet de l'unité.

5.2 Annexe 2 : Équipements, plateformes

A2.1. Equipement informatique

Tous les membres du laboratoire — chercheurs, enseignants-chercheurs, personnel ITA/BIATSS, doctorants, post-doctorants — sont dotés d'un poste de travail individuel. Le parc informatique d'EconomiX est composé majoritairement de PCs (fixes et portables), ainsi que d'ordinateurs Macintosh (fixes et portables) et d'une infrastructure de serveurs DELL auxquels s'ajoutent des imprimantes, des scanners, des vidéoprojecteurs et un fax.

Ordinateurs

Les quelques 162 postes de travail actuellement actifs sont répartis comme suit :

- Postes de travail *Apple* : 9 ordinateurs Macintosh (dont 1 MacBook Pro et 8 iMac) sous MacOS X avec chacun une configuration différente allant du processeur Intel Dual Core et 4 Go de RAM au processeur Intel Core i7 et 32 Go.
- Postes de travail PCs :
 - 50 PCs (dont 1 sous Linux et les 49 restants sous Windows) avec chacun soit un processeur Intel Dual Core, soit un processeur Intel Core 2 Duo et 4 Go de RAM utilisés par des doctorants (tous les autres PCs étant utilisés par les autres membres du laboratoire).
 - 103 PCs (dont 1 fixe sous Linux et les 102 restants sous Windows dont 5 portables) avec chacun un processeur Intel (soit Dual Core, soit Core i3, soit Core i5, soit Core i7, soit Xeon) et une quantité de RAM allant de 4 Go à 32 Go. Parmi ces 102 PCs sous Windows, 6 se démarquent des autres par leurs performances assez exceptionnelles de 16 à 32 Go de RAM, un espace disque allant de 500 Go à 1 To et des processeurs haut de gamme entre le Xeon, le Core i5 et le Core i7. Il est important de souligner l'existence de 2 ordinateurs PCs partagés du parc, hébergeant pour l'un la base de données DATASTREAM et pour l'autre la base de données MACROBOND.

Serveurs

L'infrastructure de serveurs DELL est composée de 3 PowerEdge R410 (avec chacun 2 processeurs Intel Xeon, 32 Go de RAM et 4 To d'espace disque) et 1 PowerVault MD1200 (de 8 To). Il s'agit de l'architecture d'implémentation d'un cluster de 3 hyperviseurs sous Proxmox permettant de configurer virtuellement des serveurs de production (partage de fichiers, applicatifs, RemoteApp, ...) et des serveurs de tests (tests d'applications divers, serveurs web de développement, ...).

Autres équipements

EconomiX dispose aussi d'un fax, de 3 vidéoprojecteurs, de 5 scanners dont 4 à plat et de 41 imprimantes (dont 6 couleur et 35 noir-et-blanc dont une multifonctions).

A2.2. Plateforme expérimentale

Comme indiqué dans le rapport, EconomiX est membre fondateur de la Fédération de Recherche (FR2006) du CNRS pour les Sciences Sociales des Comportements Humains (S2CH) assurant la gestion de la plateforme expérimentale multi-sites PREDIR (Plateforme de Recherche Expérimentale sur les Décisions, les Interactions et les Risques). L'enveloppe budgétaire associée à cette plateforme est destinée à financer la création d'une salle d'économie expérimentale gérée par EconomiX à La Défense (dédiée essentiellement au recueil de données comportementales), d'une nouvelle salle gérée par le CES à la Maison des Sciences Economiques (équipée d'instruments de mesures comportementales et neurophysiologiques et dédiée principalement à la réalisation d'expériences collectives) et d'une salle gérée par MoDyCo sur le campus de l'Université Paris Nanterre (équipée d'instruments de mesures comportementales et neurophysiologiques et permettant de réaliser des expériences collectives).

A2.3. Bases de données

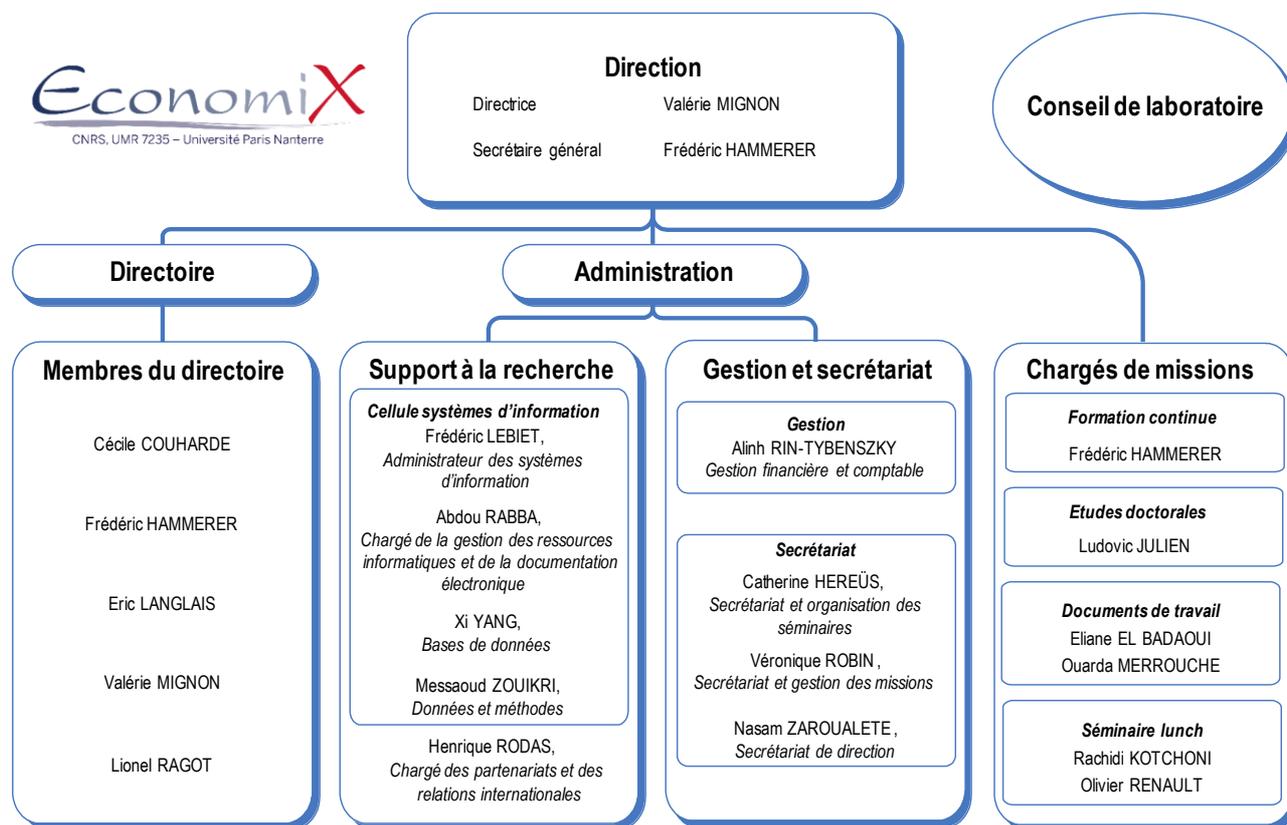
Outre les accès aux bases de données bibliographiques, EconomiX met à disposition des membres de l'unité les bases de données suivantes :

- Datastream (abonnement illimité pour tous les membres du laboratoire),
- Macrobond (abonnement illimité pour tous les membres du laboratoire),
- Fitch Connect (10 licences individuelles), qui a remplacé la base de données Bankscope pour laquelle EconomiX était abonné jusqu'en 2016,
- Amadeus entreprises européennes (5 licences individuelles),
- S&P500 : cours des actions de l'indice S&P500 à haute fréquence sur la période 1998-2016,

- World energy balance, données sur la période 1970-2014,
- World energy statistics, données sur la période 1970-2014.

5.3 Annexe 3 : Organigramme fonctionnel

L'organigramme fonctionnel de l'unité est représenté schématiquement ci-dessous.



5.4 Annexe 4A : Sélection des produits et des activités de recherche pour EconomiX

5.4.1 Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique

Les listes ci-dessous sont présentées par ordre chronologique inversé. Les noms des membres d'EconomiX sont soulignés en traits pleins. Dans le cas de travaux co-écrits avec des chercheurs associés à EconomiX, les noms de ces derniers sont soulignés en pointillés.

5.4.1.1 Journaux / revues

5.4.1.1.1 Articles scientifiques

La liste ci-dessous reporte une sélection de 20% des articles publiés par les membres d'EconomiX dans des revues à comité de lecture de rang A selon la liste HCERES et de rangs 1*, 1 et 2 selon la catégorisation de la section 37 du Comité National du CNRS.

2018

Cherrier Béatrice, Saïdi Aurélien, (2018), « The Indeterminate Fate of Sunspots in Economics », **History of Political Economy**.

Court Victor, Jouvet Pierre-André, Lantz Frédéric, (2018), « Long-term endogenous economic growth and energy transitions », **Energy Journal**, vol.39, n°1, pp.29-57.

Fève Patrick, Matheron Julien, Sahuc Jean-Guillaume, (2018), « The Horizontally S-Shaped Laffer Curve », **Journal of the European Economic Association**, (<https://doi.org/10.1093/jeea/jvx027>).

Gomes Gabriel, Hache Emmanuel, Mignon Valérie, Paris Anthony, (2018), « On the current account - biofuels link in emerging and developing countries: do oil price fluctuations matter? », **Energy Policy**, vol.116, pp.60-67.

2017

Allegret Jean-Pierre, Raymond Hélène, Rharrabti Houda, (2017), « The impact of the European sovereign debt crisis on banks stocks. Some evidence of shift contagion in Europe », **Journal of Banking and Finance**, vol.74, pp.24-37.

Baudry Marc, Hervouet Adrien, (2017), « The private value of plant variety protection and the impact of exemption rules », **Economics of Innovation and New Technology**, vol.26, n°3, pp.202-226.

Bauld Linda, Berlin Noémi, Berlin Ivan, Goldzahl Léontine, Hoddinott Pat, (2017), « Public acceptability of financial incentives to reward pregnant smokers who stop smoking: a United Kingdom - France comparison », **European Journal of Health Economics**.

Bennani Hamza, Neuenkirch Matthias, (2017), « The (Home) Bias of European Central Bankers: New Evidence Based on Speeches », **Applied Economics**, vol.49, n°11, pp.1114-1131.

Bidard Christian, (2017), « Ricardo and Ricardians on the order of cultivation », **Journal of the History of Economic Thought**, vol. 40 (<https://doi.org/10.17605/OSF.IO/DZY53>).

Bouvatier Vincent, (2017), « The frequency of banking crises in a dynamic setting: a discrete-time duration approach », **Oxford Economic Papers**, vol. 69, n°4, pp. 1078–1100.

Busetto Francesca, Codognato Giulio, Ghosal Sayantan, Julien Ludovic A., Tonin Simone, (2017), « Noncooperative oligopoly in markets with a continuum of traders and a strongly connected set of commodities », **Games and Economic Behavior**, (<https://doi.org/10.1016/j.geb.2017.01.013>).

Cahn Christophe, Matheron Julien, Sahuc Jean-Guillaume, (2017), « Assessing the Macroeconomic Effects of LTROs during the Great Recession », **Journal of Money, Credit and Banking**, vol.49, pp.1443-1482.

Chinn Menzie, Ferrara Laurent, Giacomini Raffaella, (2017), « Impact of uncertainty shocks on the global economy », **Journal of International Money and Finance**, (<https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2017.07.009>).

Cosnita-Langlais Andreea, Sorgard Lars, (2017), « Enforcement vs Deterrence in Merger Control: Can Remedies Lead to Lower Welfare? », **Review of Law and Economics**, (<https://doi.org/10.1515/rle-2015-0014>).

Dauvin Magali, Guerreiro David, (2017), « The paradox of plenty: a meta-analysis », **World Development**, vol.94, n° June, pp.212-231.

Dedeurwaerdere Tom, Melindi-Ghidi Paolo, Sas Willem, (2017), « Networked innovation and coalition formation: the effect of group-based social preferences », **Economics of Innovation and New Technology** (<https://doi.org/10.1080/10438599.2017.1378163>).

Delatte Anne-Laure, Fouquau Julien, Portes Richard, (2017), « Regime-Dependent Sovereign Risk Pricing During the Euro Crisis », **Review of Finance**, vol.21, n°1, pp.363-385.

El Badaoui Eliane, Strobl Eric, Walsh Frank, (2017), « Impact of Internal Migration on Labor Market Outcomes of Native Males in Thailand », **Economic Development and Cultural Change**, vol.66, n°1, pp.147-177.

Farrow Katherine, Grolleau Gilles, Ibanez Lisette, (2017), « Social norms and pro-environmental behavior: A review of the evidence », **Ecological Economics**, vol.140, pp.1-13.

Ferrara Laurent, Marsilli Clément, (2017), « Nowcasting global economic growth: A factor-augmented mixed-frequency approach », **World Economy**.

Friehe Tim, Langlais Eric, (2017), « Prevention and Cleanup of Dynamic Harm under Environmental Liability », **Journal of Environmental Economics and Management**, vol.83, pp.107-120.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2017), « Does the volatility of commodity prices reflect macroeconomic uncertainty? », **Energy Economics**, vol.68, pp.313-326.

Julien Ludovic A., (2017), « On Noncooperative Oligopoly Equilibrium in the Multiple Leader-Follower Game », **European Journal of Operational Research**, vol.256, n°2, pp.650-662.

Karanfil Fatih, Li Yuanjing, (2017), « The Role of Continuous Intraday Electricity Markets: The Integration of Large-Share Wind Power Generation in Denmark », **Energy Journal**, vol.38, n°2, pp.107-130.

Langlais Eric, Obidzinski Marie, (2017), « Law enforcement with a democratic government », **American Law and Economics Review**, vol.19, pp.162-201.

Long Ngo Van, Prieur Fabien, Puzon Klarizze, Tidball Mabel, (2017), « Piecewise Closed-Loop equilibria in differential games with regime switching strategies », **Journal of Economic Dynamics and Control**, vol.76, pp.264-284.

Lopez Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, (2017), « Exchange rate pass-through in emerging countries: Do the inflation environment, monetary policy regime and central bank behavior matter? », **Journal of International Money and Finance**, vol.79, pp.20-38.

Melcarne Alessandro, (2017), « Careerism and judicial behavior », **European Journal of Law and Economics**, vol.44, n°2, pp.241-264.

Merrouche Ouarda, Nier Erlend, (2017), « Capital Inflows, Monetary Policy, and Financial Imbalances », **Journal of International Money and Finance**.

2016

Boucekkine Raouf, Prieur Fabien, Puzon Klarizze, (2016), « On the timing of political regime changes in resource-dependent economies », **European Economic Review**, vol.85, pp.188-207.

Boubtane Ekrame, Coulibaly Dramane, d'Ablis Hippolyte, (2016), « Immigration Policy and Macroeconomic Performances in France », **Annals of Economics and Statistics**, vol.121, pp.279-308.

Brei Michael, Pérez-Barahona Agustin, Strobl Eric, (2016), « Environmental Pollution and Biodiversity: Light Pollution and Sea Turtles in the Caribbean », **Journal of Environmental Economics and Management**, vol.77, n°C, pp.95-116.

Candelon Bertrand, Tokpavi Sessi, (2016), « A Nonparametric Test for Granger-causality in Distribution with Application to Financial Contagion », **Journal of Business and Economic Statistics**, vol. 34, n°2, pp. 240-253.

Carrasco Marine, Kotchoni Rachidi, (2016), « Efficient Estimation Using the Characteristic Function », **Econometric Theory**.

Coudert Virginie, Mignon Valérie, (2016), « Reassessing the empirical relationship between the oil price and the dollar », **Energy Policy**, vol.95, pp.147-157.

Crifo Patricia, Diaye Marc-Arthur, Pekovic Sanja, (2016), « CSR related management practices and Firm Performance: An Empirical Analysis of the Quantity-Quality Trade-off on French Data », **International Journal of Production Economics**, vol.171, n°3, pp.405-416.

de Truchis Gilles, Keddad Benjamin, (2016), « On the risk dependence between crude oil market and U.S. dollar exchange rates », **Economic Modelling**, vol.52, pp.206-215.

Egert Balázs, (2016), « Regulation, institutions and productivity: new macroeconomic evidence from OECD countries », **American Economic Review**, vol.106, n°5, pp.109-113.

Gnimassoun Blaise, Mignon Valérie, (2016), « How do macroeconomic imbalances interact? Evidence from a panel VAR analysis », **Macroeconomic Dynamics**, vol.20, n°7, pp.1717-1741.

Harnay Sophie, Scialom Laurence, (2016), « The influence of the economic approaches to regulation on banking regulations: a short history of banking regulations », **Cambridge Journal of Economics**, vol.40, n°2, pp.401-426.

2015

Amigues Jean-Pierre, Ayong Le Kama Alain, Moreaux Michel, (2015), « Equilibrium Transitions from Non Renewable Energy to Renewable Energy under Capacity Constraints », **Journal of Economic Dynamics and Control**, vol.55, pp.89-112.

Banulescu Georgiana-Denisa, Dumitrescu Elena Ivona, (2015), « Which Are the SIFIs? A Component Expected Shortfall Approach to Systemic Risk », **Journal of Banking and Finance**, vol.50, pp.575-588.

Bouvatier Vincent, Delatte Anne-Laure, (2015), « Waves of international banking integration: A tale of regional differences », **European Economic Review**, vol.80, pp.354-373.

Brei Michael, Schclarek Curutchet Alfredo, (2015), « A theoretical model of bank lending: does ownership matter in times of crisis? », **Journal of Banking and Finance**, vol.50, pp.298-307.

Brei Michael, Buzaushina Almira, (2015), « International Financial Shocks in Emerging Markets », **Journal of International Money and Finance**, vol.58, pp.51-74.

Cartelier Jean, (2015), « Jean Cartelier Early classics and Quesnay after Sraffa: a suggested interpretation », **Cambridge Journal of Economics**, vol.39, n°3, pp.825-842.

Coudert Virginie, Couharde Cécile, Mignon Valérie, (2015), « On the impact of volatility on the real exchange rate - terms of trade nexus: Revisiting commodity currencies », **Journal of International Money and Finance**, vol.58, pp.110-127.

Court Victor, Fizaine Florian, (2015), « Renewable electricity producing technologies and metal depletion: A sensitivity analysis using the EROI », **Ecological Economics**, vol.110, pp.106-118.

Crifo Patricia, Forget Vanina, (2015), « The Economics of Corporate Social Responsibility: A Firm Level Perspective Survey », **Journal of Economic Surveys**, vol.29, n°1, pp.112-130.

Crifo Patricia, Forget Vanina, Teyssier Sabrina, (2015), « The Price of Environmental, Social and Governance Practices Disclosure: An Experiment with Professional Private Equity Investor », **Journal of Corporate Finance: Contracting, Governance and Organization**, vol.30, pp.168-194.

Ebeke Christian, Laajaj Rachid, Ongba Luc-Désiré, (2015), « Oil, Governance and the (Mis)Allocation of Talent in Developing countries », **Journal of Development Economics**, vol.114, pp.126-141.

Egert Balázs, (2015), « Public debt, economic growth and nonlinear effects: Myth or reality? », **Journal of Macroeconomics**, vol.43, n°C, pp.226-238.

Friehe Tim, Langlais Eric, (2015), « On the political economy of public safety investments », **International Review of Law and Economics**, vol.41, pp.7-16.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2015), « Do labor tax rebates facilitate firm growth? An empirical study on French establishments in the manufacturing industry, 2004-2011 », **Small Business Economics**, vol.45, n°3, pp.613-641.

Gnimassoun Blaise, Mignon Valérie, (2015), « Persistence of current-account disequilibria and real exchange-rate misalignments », **Review of International Economics**, vol.23, n°1, pp.137-159.

Gobillon Laurent, Meurs Dominique, Roux Sébastien, (2015), « Estimating Gender Differences in Access to Jobs », **Journal of Labor Economics**, vol.33, n°2, pp.317-363.

Gonand Fr, Jouvet Pierre-André, (2015), « The "Second Dividend" and the Demographic Structure », **Journal of Environmental Economics and Management**.

Lopez Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, (2015), « Instability of the inflation-output trade-off and time-varying price rigidity », **Oxford Bulletin of Economics and Statistics**, vol.77, n°5, pp.634-654.

Maillet Bertrand, Tokpavi Sessi, Vaucher Benoit, (2015), « Global Minimum Variance Portfolio Optimisation Under some Model Risk: A Robust Regression-based Approach », **European Journal of Operational Research**, vol.244, pp.289-299.

Prat Georges, Uctum Remzi, (2015), « Expectation formation in the foreign exchange market: a time-varying heterogeneity approach using survey data », **Applied Economics**, vol.47, n°34-35, pp.3673-3695.

Ongba Luc-Désiré, (2015), « Why do some oil-producing countries succeed in democracy while others fail? », **World Development**, vol.76, pp.180-189.

2014

Allegret Jean-Pierre, Couharde Cécile, Coulibaly Dramane, Mignon Valérie, (2014), « Current accounts and oil price fluctuations in oil-exporting countries: the role of financial development », **Journal of International Money and Finance**, vol.47, pp.185-201.

- Ayong Le Kama Alain, Ha-Huy Thai, Le Van Cuong, Schubert Katheline, (2014), « A Never-decisive and Anonymous Criterion for Optimal Growth Models », **Economic Theory**, vol.55, n°2, pp.281-306.
- Beine Michel, Noël Romain, Ragot Lionel, (2014), « Determinants of the International Mobility of Students », **Economics of Education Review**, vol.41, pp.40-54.
- Bénassy-Quéré Agnès, Coulibaly Dramane, (2014), « The impact of market regulations on intra-European real exchange rates », **Review of World Economics**, vol.150, n°3, pp.529-556.
- Bouvatier Vincent, Lepetit Laetitia, Strobel Frank, (2014), « Bank income smoothing, ownership concentration and the regulatory environment », **Journal of Banking and Finance**, vol.41, pp.253-270.
- Bunel Matthieu, Tovar Elisabeth, (2014), « Key Issues in Local Job Accessibility Measurement: Different Models Mean Different Results », **Urban Studies**, vol. 51, n°6, pp. 1322-1338.
- Choné Philippe, Souam Saïd, Vialfont Arnold, (2014), « On the optimal use of commitment decisions under European competition law », **International Review of Law and Economics**, vol.37, pp.169-179.
- Constant Karine, Nourry Carine, Seegmuller Thomas, (2014), « Population growth in polluting industrialization », **Resource and Energy Economics**, vol.36, n°1, pp.229-247.
- Delatte Anne-Laure, Lopez Claude, (2014), « Commodity and Equity Markets: Some Stylized Facts from a Copula Approach », **Journal of Banking and Finance**, vol. 37, n°12, pp. 5346-5356.
- Etner Johanna, Jeleva Meglena, (2014), « Underestimation of probability modifications: characterization and economic implications », **Economic Theory**, vol.56, n°2, pp.291-307.
- Gravel Nicolas, Oddou Rémy, (2014), « The segregative properties of endogenous jurisdiction formation with a land market », **Journal of Public Economics**, vol.117.
- Levratto Nadine, Serverin Evelyne, (2014), « Become independent! The paradoxical constraints of France's 'Auto-Entrepreneur' Regime », **Journal of Small Business Management**, vol.53, n°1, pp.284-301.
- Omgba Luc-Désiré, (2014), « Institutional foundations of export diversification patterns in oil-producing countries », **Journal of Comparative Economics**, vol.42, pp.1052-1064.
- Raffin Natacha, Seegmuller Thomas, (2014), « Longevity, pollution and growth », **Mathematical Social Sciences**, vol.69, pp.22-33.

2013

- Ayong Le Kama Alain, Fodha Mouez, Lafforgue Gilles, (2013), « Optimal Carbon Capture and Storage Policies », **Environmental Modeling and Assessment**, vol.18, n°4, pp.417-426.
- Barhoumi Karim, Darné Olivier, Ferrara Laurent, (2013), « Testing the number of factors: An empirical assessment for forecasting purposes », **Oxford Bulletin of Economics and Statistics**, vol.75, n°1, pp.64-79.
- Biswas Rongili, Gravel Nicolas, Oddou Rémy, (2013), « The segregative properties of endogenous formation of jurisdictions with a welfarist central government », **Social Choice and Welfare**, vol.41, n°2, pp.293-319.
- Bréchet Thierry, Jouvet Pierre-André, Rotillon Gilles, (2013), « Tradable pollution permits in dynamic general equilibrium: can optimality and acceptability be reconciled? », **Ecological Economics**.
- Brei Michael, Gambacorta Leonardo, von Peter Goetz, (2013), « Rescue packages and bank lending », **Journal of Banking and Finance**, vol.37, n°2, pp.490-505.
- Cosnita-Langlais Andreea, Tropeano Jean-Philippe, (2013), « Fight Cartels or Control Mergers? On the Optimal Allocation of Enforcement Efforts within Competition Policy », **International Review of Law and Economics**, vol.34, n°1, pp.34-40.
- Coudert Virginie, Couharde Cécile, Mignon Valérie, (2013), « On Currency Misalignments within the Euro Area », **Review of International Economics**, vol.21, n°1, pp.35-48.
- Coudert Virginie, Gex Mathieu, (2013), « The interactions between the CDS and the bond markets in financial turmoil », **Review of International Economics**, vol.21, n°3.
- Couharde Cécile, Coulibaly Issiaka, Guerreiro David, Mignon Valérie, (2013), « Revisiting the theory of optimum currency areas: Is the CFA franc zone sustainable? », **Journal of Macroeconomics**, vol.38, pp.428-441.
- Etner Johanna, Jeleva Meglena, (2013), « Risk Perception, Health Prevention and Diagnostic Test », **Health Economics**, vol.22, n°2.
- Le Maux Laurent, Scialom Laurence, (2013), « Central banks and financial stability: rediscovering the lender-of-last-resort practices in a finance economy », **Cambridge Journal of Economics**, vol.37, n°1, pp.1-16.

5.4.1.1.2 Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)

- Scialom Laurence (2018), « There must be public debate on the renewal of the central bank! », **VoxEurope**, 22/01/2018.
- Couharde Cécile, Delatte Anne-Laure, Grekou Carl, Mignon Valérie et Morvillier Florian (2017), « EQCHANGE: A Worldwide Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates », **Econbrowser**, 14/09/2017.
- Couharde Cécile, Delatte Anne-Laure, Grekou Carl, Mignon Valérie et Morvillier Florian (2017), « Going beyond the Big Mac index: EQCHANGE – a new powerful database on actual and equilibrium effective exchange rates », **Vox**, 02/09/2017.
- Favereau Olivier, Sachs Tania, (2017), « Regards croisés sur la financiarisation, l'entreprise, le travail et le droit », **Revue de droit du travail**, n°4, pp.250-255.
- Favereau Olivier, (2017), « Droit du travail : la démocratie économique entre le marché et l'entreprise », **Revue de droit du travail**, n°10 (octobre), pp.581-584.
- Bacchetta Philippe, Merrouche Ouarda, (2016), « The stabilising role of dollar borrowing », **VoxEU**, 16/01/2016.
- Baranes Edmond, Cosnita-Langlais Andreea, (2016), « Les défis posés par l'économie numérique aux politiques de concurrence », **Réalités industrielles. Annales des Mines**, vol.3.
- Favereau Olivier, (2016), « Droit du travail, croissance et emploi : que faire ? Commentaires du point de vue de l'économie institutionnaliste », **Droit Social**, n°4, pp.341-350.
- Mignon Valérie (2016), « Pétrole et dollar : deux facettes d'un même pouvoir? », **Revue Internationale et Stratégique**, 104, pp. 91-100.
- Favereau Olivier, (2015), « Le devoir de vigilance dans les groupes et réseaux de sociétés », **Revue de droit du travail**, n°7-8, pp.447-450.
- Meurs Dominique, (2015), « Measuring discriminations: economists' approaches », **Revue de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale**, CNRS, n°3, pp 86-94.
- Bouvatier Vincent, Delatte Anne-Laure (2014), « Eurozone bank integration: EU versus non-EU banks », **VoxEU**, 14/12/2014.
- Delatte Anne-Laure (2014), « Derivatives and the European Crisis », **VoxEU** column (CEPR blog).
- Gauvin Ludovic (2014), « Policy uncertainty spillovers to emerging markets: Evidence from capital flows », **Vox** (05/11/2014).
- Anne-Laure Delatte, Claude Lopez (2013), « Commodities: The end of the Holy Grail », **VoxEU**, 04/08/2013.
- Égert Balázs, (2013), « France's weak economic performance: Sick of taxation? », **VoxEU**, 10/05/2013.
- Égert Balázs, Rafał Kierzenkowski, (2013), « Real estate-driven exports », **VoxEU**, 02/10/2013.
- Tricou Fabrice, (2013), « L'expansion contextuelle et structurelle du domaine du choix économique rationnel », **Noesis**, n°20, pp.55-87.

5.4.1.2 Ouvrages

5.4.1.2.1 Monographies et ouvrages scientifiques

- Cartelier Jean, (2018), « Money, Markets, Capital: The Case for a Monetary Analysis » Routledge.
- Aglietta Michel, Leron Nicolas, (2017), « La double démocratie. Une Europe politique pour la croissance » Le Seuil.
- Aglietta Michel, (2016), « La monnaie. Entre dettes et souveraineté » Odile Jacob.
- Boutillier Sophie, Çarré Denis, Levratto Nadine, (2016), « Entrepreneurial Ecosystems » ISTE-Wiley.
- de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André, (2015), « Green Capital » Columbia University Press.
- Favereau Olivier, Roger Baudoin, (2015), « Penser l'entreprise » Parole et Silence, Bernardins Perspectives et Propositions.
- Meurs Dominique, (2014), « Hommes/Femmes, une impossible égalité professionnelle » Editions Rue d'Ulm, Collection du Cepremap.

5.4.1.2.2 Direction et coordination d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues

- Aglietta Michel, (sld) 2017 « Finance globale, cycle financier et stabilité macroéconomique », **Revue d'Economie Financière** (numéro spécial), n°121.
- Busch Timo, Crifo Patricia, Louche C, Marcus Alfred, (sld) 2017 « Financial Markets and the Transition to a Low-Carbon Economy », **Organization and Environment** (numéro spécial).

Chinn Menzie, Ferrara Laurent, Giacomini Raffaella, (sld) 2017 « Impact of uncertainty shocks on the global economy », **Journal of International Money and Finance** (numéro spécial).

Favereau Olivier, (sld) 2016 « Penser le travail pour penser l'entreprise » Presses des Mines.

Kyrtsou Catherine, Mignon Valérie, Tokpavi Sessi, (sld) 2014 « Comovement and Contagion in Financial Markets », **International Review of Financial Analysis** (numéro spécial).

5.4.1.2.3 Chapitres d'ouvrages

Delatte Anne-Laure, (2018), « Les paradis fiscaux, des paradis pas du tout artificiels » *Economie Mondiale 2018*, sous la direction de CEPII, La Découverte.

Julien Ludovic A., (2018), « Stackelberg Games » *Handbook of Game Theory and Industrial Organization*, sous la direction de Luis C. Corchon and Marco A. Marini, Edward Elgar, pp. 261-311.

Béreau Sophie, Gnabo Jean-Yves, Kerkour Malik, Raymond Hélène, (2017), « Sovereign wealth funds investments and industry performance: Evidence from Europe » *The Oxford Handbook of Sovereign Wealth Funds*, sous la direction de Douglas J. Cumming, Geoffrey Wood, Igor Filatotchev, Juliane Reinecke, Oxford University Press.

Bienenstock Sophie, (2017), « Consumer Bias » *Encyclopedia of Law and Economics*, sous la direction de Alain Marciano, Giovanni Ramello, Springer.

Brei Michael, Schclarek Alfredo, (2017), « The Countercyclical Behavior of National Development Banks in Latin America and the Caribbean » *The Future of National Development Banks*, sous la direction de Stephany Griffith-Jones, Jose Antonio Ocampo, Forthcoming, Oxford University Press.

Carré Denis, Levratto Nadine, Tessier Luc, (2017), « Are French Industrial Establishments Equally Sensitive to the Local Atmosphere? An Analysis Resting upon a Panel of Manufacturing Plants over the Period 2003-2010 » *Exploring the Entrepreneurial Society. Institutions, Behaviors and Outcomes*, sous la direction de Jean Bonnet, Marcus Dejardin, Domingo Garcia Perez de Lema, Edward Elgar Publishing.

Zouikri Messaoud, (2017), « Dynamique et technicité des échanges commerciaux algéro-chinois (2003-2015) » pp.69-85, *La Chine en Algérie. Approches socio-économiques*, sous la direction de Abderrezak Adel, Thierry Pairault, Fatiha Talahite, MA Éditions-ESKA.

Bidard Christian, (2016), « The dropbox and the ghosts » pp.147-159, *Economic Theory and its History*, sous la direction de G. Freni, H.D. Kurz, A M Lavezzi, R. Signorino, Taylor & Francis.

Crifo Patricia, Diaye Marc-Arthur, Oueghlissi Rim, Pekovic Sanja, (2016), « What drives firm's firm's Corporate Social Responsibility: The role of ownership concentration » *Global Perspectives of Corporate Social Action and Social and Financial Performance*, sous la direction de Manos, Drori, Palgrave Mc Millan.

Favereau Olivier, (2016), « L'économiste face aux organisations » pp.112-121, *Les organisations : état des savoirs*, sous la direction de Jean-Michel Saussois, éditions sciences humaines.

Favereau Olivier, (2016), « George Akerlof » pp.737-740, *Handbook on the history of economic analysis, vol. 1: Great economists since Petty and Boisguilbert*, sous la direction de Gilbert Faccarello, Heinz Kurz, Edward Elgar.

Favereau Olivier, (2016), « Les trois dimensions du travail salarié » pp.15-37, *Penser le travail pour penser l'entreprise*, sous la direction de Olivier Favereau, Presses des Mines.

Favereau Olivier, (2016), « Entreprise et travail : l'économie d'une double absence » pp.39-61, *Penser le travail pour penser l'entreprise*, sous la direction de Olivier Favereau, Presses des Mines.

Favereau Olivier, (2016), « Remettre l'entreprise au travail » pp.81-88, *Sortir de l'impasse*, sous la direction de Appel 138 économistes, Les Liens qui Libèrent.

Scialom Laurence, (2016), « Les nouvelles régulations et architectures bancaires européennes ont-elles tiré toutes les leçons de la crise ? » *Peut-on apprivoiser l'argent aujourd'hui*, sous la direction de sous la Direction de Jean Baptiste de Foucault, Hermann Ed.

Aglietta Michel, Mojon Benoit, (2015), « Central Banking » pp.431-452, *Oxford Handbook on Banking*, sous la direction de Allen Berger Philip Molyneux John Wilson, Oxford University Press.

Allegret Audrey, Allegret Jean-Pierre, (2015), « Capital flows and boom-bust cycle in emerging Europe. Responses to the volatile financial global context » pp.208-232, *The European Union and the challenges of the new global context*, sous la direction de Ileana Tache, Cambridge Scholars Publishing.

Bidard Christian, Erreygers Guido, (2015), « Ricardian dynamics » *Elgar Companion to David Ricardo*, sous la direction de Heinz D. Kurz, Neri Salvadori, Edward Elgar.

Boucher Christophe, (2015), « Monnaies, taux de change et déséquilibres financiers » *Problématiques économiques*, sous la direction de la Documentation française, La Documentation française.

Dari-Mattiacci Giuseppe, Langlais Eric, Lovat Bruno, Parisi Francesco, (2015), « Chapter 5: Asymmetries in rent-seeking » pp.73-91, *Companion to Rent Seeking*, sous la direction de Roger Congleton, Arye Hillman, Springer.

de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André, (2015), « Négociation Climatique et Prix du carbone » *Le Climat va-t-il changer le capitalisme ?*, sous la direction de Jacques Mistral, Eyrolles.

Meurs Dominique, Ponthieux Sophie, (2015), « Gender Inequality » *Handbook on Income Distribution, vol 2A*, sous la direction de A. Atkinson, F Bourguignon, Elsevier.

Baudry Marc, (2014), « Chapter 5: Valuation and rating methods for patents and patent portfolio » pp.95-124, *Patents Markets in the Global Knowledge Economy: Theory, Empirics and Public Policy Implications*, sous la direction de Dominique Guellec, Thierry Madiès, Jean-Claude Prager, Cambridge University Press, Cambridge, UK.

Boucher Christophe, Raymond Hélène, (2013), « Les crises bancaires et financières » *Les systèmes financiers : Mutations, crises et régulation*, quatrième édition, sous la direction de Christian de Boissieu, Economica.

Cartelier Jean, (2013), « Beyond modern academic theory of money » *New Contributions to Monetary Analysis*, sous la direction de Faruk Ulgén, Routledge.

Crifo Patricia, (2013), « Quelle économie verte ? » *Le développement durable à découvert*, sous la direction de CNRS, CNRS éditions.

Tricou Fabrice, (2013), « The monetary constituents of capitalism » pp.135-154, *New contributions to monetary analysis*, sous la direction de Faruk Ulgén, Routledge International Studies in Money and Banking.

5.4.1.3 Colloques / congrès, séminaires de recherche

2017

Berlin Noémi, (2017), « The formation and malleability of dietary habits: A field experiment with low income families » **1st Winter Workshop Behavioral and Experimental Economics of Food Consumption**, Autrans, 25-27 Janvier.

Blot Christophe, (2017), « Does Monetary Policy generate Asset Price Booms and Busts? » **Society of Non-linear dynamics**, Paris, Mars.

Blot Christophe, (2017), « The interest rate pass-through during the ZLB: has the ECB lost control on the retail-banking markets? » **Money, Macro and Finance Research group Annual Conference**, Londres, Septembre.

Brunetto Marc, Levratto Nadine, (2017), « Analysis of the job creation process in metropolitan areas: A spatial perspective » Actes de la conférence **51ème colloque de l'ASRDLF**, Athènes, 6-8 Juillet.

Candelon Bertrand, Ferrara Laurent, Joëts Marc, (2017), « Global Financial Interconnectedness: A nonlinear Assessment of the Uncertainty Channel » Actes de la conférence **25th Symposium of the Society for Nonlinear Dynamics and Econometrics**, Paris, 30-31 Mars.

Candelon Bertrand, Ferrara Laurent, Joëts Marc, (2017), « Global Financial Interconnectedness: A nonlinear Assessment of the Uncertainty Channel » Actes de la conférence **International Association of Applied Econometrics**, Sapporo, 26-29 Juin.

Charreire Maxime, Langlais Eric, (2017), « Compensation of third party victims, and liability sharing rules in oligopolistic markets » **18th meeting of the Association of Public Economic Theory**, Paris, July, 10-13.

Coestier Bénédicte, (2017), « Jordan and the Middle-Income Growth Trap: Why Institutional Transition Matters » **2nd World Congress of Comparative Economics**, Saint Petersburg, June 15-17.

Cosnita-Langlais Andreea, Tropeano Jean-Philippe, (2017), « Litigation, Settlement, and the Role of Legal Precedent: An Application to Antitrust Commitments » **Annual Bergen Competition Policy Conference - Bergen Center for Competition Law and Economics (BECCLE)**, Bergen, 27-28 April.

Couharde Cécile, Karanfil Fatih, Kilama Eric Gabin, Omgba Luc-Désiré, (2017), « The Importance of Oil in the Allocation of Foreign Aid » **66th Annual Meeting of the French Economic Association**, Nice, June 19-21.

Coulibaly Dramane, Omgba Luc-Désiré, Raymond Hélène, (2017), « Exchange rate misalignments in energy-exporting countries: Do sovereign wealth funds matter? » Actes de la conférence **34th International Symposium on Money, Banking and Finance**, Nanterre, 5-6 Juillet.

Hache Emmanuel, Paris Anthony, (2017), « Efficiency and Optimal Hedge Ratio of the Ethanol Market in the US » Actes de la conférence **15th European Conference of IAEE**, Vienna, 3-6 Septembre.

Harnay Sophie, Tovar Elisabeth, (2017), « The Rebel, the Enforcer, and the Indifferent. A Structural Analysis of the Internalization of Collective Preferences on Redistribution » **IMEBESS (International Meeting on Experimental and Behavioral Social Science), Nuffield Centre for Experimental Social Sciences of the University of Oxford (CESS) & Universitat de Barcelona**, Barcelona Spain, 27-29 avril.

Julien Ludovic A., (2017), « Hierarchical Competition and Heterogeneous Behavior in Noncooperative Oligopoly Markets » Actes de la conférence **ASSET**, Algiers, 27-29 October.

Langlais Eric, Melcarne Alessandro, Ramello Giovanni Battista, (2017), « Are judges harsher with repeated offenders? Evidence from the European Court of Human Rights » **CELS Asia Conference & the 4th International Conference on the Empirical Studies of Judicial System**, Taipei, Taiwan, June, 13-15.

Le Bihan Maxime, Monnery Benjamin, (2017), « Can Sanctions Discipline Politicians? Evidence from the French Parliament » **2nd AFED conference**, Aix-en-Provence, 8-9 Novembre.

Monnery Benjamin, (2017), « The Cost of Slow Justice: How Delayed Incarceration Fuels Recidivism » **34th EAL&E conference**, London (UK), 14-16 septembre.

Saïdi Aurélien, (2017), « How schools of thoughts in macroeconomics strategized over Solow's residual » **Conference History of Macro-econometric Modeling**, Utrecht (Netherlands), 6-7 Avril.

2016

Bouvatier Vincent, Tadjeddine Yamina, (2016), « Are banking crisis really an equal opportunity menace? » **GDRE**, Clermont-Ferrand, 7 juillet.

Friehe Tim, Langlais Eric, (2016), « Prevention and Cleanup of Dynamic Harm under Environmental Liability » **33rd Annual Conference of the European Association of Law & Economics**, Bologna, September 15-17.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2016), « Does the volatility of commodity prices reflect macroeconomic uncertainty? » Actes de la conférence **30th European Economic Association (EEA) meeting**, Mannheim, August 24- 27.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2016), « Does the volatility of commodity prices reflects macroeconomic uncertainty? » **10th International Conference on Computational and Financial Econometrics**, Seville, 9-11 Décembre.

Langlais Eric, (2016), « Specific vs general enforcement under political competition » **26th Annual Conference of the American Law and Economics Association**, Harvard Law School, Cambridge, May 20-21.

Paris Anthony, (2016), « The Effect of Biofuels on the Link between Oil and Agricultural Commodity Prices: A Smooth Transition Cointegration Approach » Actes de la conférence **39th International Conference of IAEE**, Bergen, 19 - 22 Juin.

Prat Georges, Uctum Remzi, (2016), « Do markets learn to rationally expect US interest rates? Evidence from survey data » **33d International Symposium on Money, Banking and Finance (GDRE)**, Clermont-Ferrand, July 7-8.

Sindzingre Alice Nicole, (2016), « The Relevance of the Concept of Developmental Industrial Policy in Times of Globalisation: Insights from Low-Income Countries » **24th World Congress of the International Political Science Association (IPSA)**, Poznan, 23-28 juillet.

2015

Abdel Fattah Lara, Barthelemy Sylvain, Levratto Nadine, Trempont Benjamin, (2015), « Bankruptcy survival: evidence from France » Actes de la conférence **Workshop on Bankruptcy institutions, corporate insolvency and entrepreneurship**, Torino, 19-20 Novembre.

Allegret Jean-Pierre, Couharde Cécile, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2015), « Oil currencies in the face of oil shocks: What can be learned from time-varying specifications? » **55ème congrès annuel de la Société Canadienne de Science économique**, Montréal, 13-15 Mai.

Baranes Edmond, Cortade Thomas, Cosnita-Langlais Andreea, (2015), « Merger control on two- sided markets: is there need for an efficiency defense? » **4th Annual Conference of the Leibniz Science Campus MaCCI - Mannheim Centre for Competition and Innovation (MaCCI)**, Mannheim, 12-13 March.

Brei Michael, Yang Xi, (2015), « The universal bank model: Synergy or vulnerability? » **64ème Congrès annuel de l'Association française de Science économique**, Rennes, 22-24 juin.

de Larquier Guillemette, Rieucou Géraldine, (2015), « Labour Market Segmentation and Youth Employment Insertion in France: A Job-Finding Channels Approach » **27th Annual Meeting of the Society for the Advancement of Socio-Economics**, London, July 2-4.

Langlais Eric, (2015), « Political pressure and delegation in law enforcement » **32th Annual Conference of the European Association of Law and Economics**, Vienna, September 17-19.

Sindzingre Alice Nicole, (2015), « Fostering Structural Change? China's Divergence and Convergence with Africa's Other Trade and Investment Partners » **Nottingham Trent University, Nottingham Business School, College of Business, Law and Social Sciences, Division of Economics, Research Seminar**, Nottingham, 9 décembre.

2014

Almeida Lionel, (2014), « The level and structure of CEO compensation: Does ownership matter? » **17th World Congress of the International Economic Association**, Dead Sea, Jordan, June 6-10.

Baranes Edmond, Cortade Thomas, Cosnita-Langlais Andreea, (2014), « Merger control on two-sided markets: is there need for an efficiency defense? » **Annual Meeting of the Association of Southern-European Theorists (ASSET)**, Aix-en-Provence, 6-8 November.

Coestier Bénédicte, (2014), « Jordan and the Middle-Income Growth Trap: "Arab Springs" and Institutional Changes » **17th IEA World Congress**, Dead Sea, Amman, Jordan, June 6-10.

Cosnita-Langlais Andreea, Tropeano Jean-Philippe, (2014), « Substantive Law and Antitrust Liability Standards » **3rd Annual Conference of the Leibniz Science Campus MaCCI Mannheim Centre for Competition and Innovation (MaCCI)**, Mannheim, 14-15 March.

Cosnita-Langlais Andreea, Sorgard Lars, (2014), « Enforcement vs Deterrence in Merger Control: Can Remedies Lead to Lower Welfare? » **41st Annual Conference of the European Association for Research in Industrial Economics (EARIE)**, Milan, 29-31 August.

Court Victor, Fizaine Florian, (2014), « Energy transition towards renewables and metal depletion: an approach through the EROI concept » **1st FAERE Annual Conference**, Montpellier, 14-12 September.

De Cara Stéphane, Fournier Anne, Gagné Carl, (2014), « Feeding the Cities and Greenhouse Gas Emissions: A New Economic Geography Approach » Actes de la conférence **14th EAAE Congress**, Ljubljana, 26-29 August.

De Cara Stéphane, Fournier Anne, Gagné Carl, (2014), « Feeding the Cities and Greenhouse Gas Emissions: A New Economic Geography Approach » Actes de la conférence **WCERE**, Istanbul, 28 juin - 2 juillet.

de Larquier Guillemette, Rieucou Géraldine, (2014), « Labour market segmentation and youth employment insertion in France: a job-finding channels approach » **Annual meeting of the International Working Party on Labour Market Segmentation**, The University of Manchester, Septembre 10-12.

Friehe Tim, Langlais Eric, (2014), « On the Political Economy of Public Safety Investments » **24th Annual Conference of the American Law & Economics Association**, Chicago, 8-9 mai.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2014), « Uncertainty transmission in commodity markets » Actes de la conférence **37th International Association for Energy Economics Conference**, New York, June 15-18.

Lecarpentier-Moyal Sylvie, Prat Georges, Renou-Maissant Patricia, Uctum Remzi, (2014), « Persistence of announcement effects on the intraday volatility of stock returns: evidence from individual data » **21st Forecasting Financial Markets Conference**, Marseille, May 21-23.

Lopez Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, (2014), « Nonlinearity of the inflation-output trade-off and time-varying price rigidity » Actes de la conférence **International Association for Applied Econometrics (IAAE)**, London, June 26-28.

Prat Georges, Uctum Remzi, (2014), « Expectation formation in the foreign exchange market: a time varying heterogeneity approach using survey data » **12th INFINITI Conference on International Finance**, Prato (Italy), June 9-10.

2013

Bouvatier Vincent, Brei Michael, Yang Xi, (2013), « The Determinants of Banks Failures in the Unites States: Revisited » **28th Annual Congress of the European Economic Association**, Gothenburg, Sweden, 26-30 août.

Çarré Deniz, Levratto Nadine, (2013), « L'équité territoriale au prisme de la croissance des établissements industriels : une analyse à partir des données individuelles » **50ème colloque de l'ASRDLF**, Mons, 8-11 juillet.

Chinn Menzie, Ferrara Laurent, Mignon Valérie, (2013), « Post-recession US employment through the lens of a non-linear Okun » Actes de la conférence **International Symposium Forecasting (ISF)**, Seoul, June 23-26.

Coudert Virginie, Couharde Cécile, Mignon Valérie, (2013), « Pegging emerging currencies in the face of dollar swings » **62nd Annual Meeting of the French Economic Association**, Aix-en-Provence, France, June 24-28.

de Larquier Guillemette, (2013), « Enterprises As Nexus Of Quality Conventions Between Three Markets » **25th EAEPE conference**, Bobigny, November 7-9.

Fournier Anne, (2013), « Global vs. Local Food Sourcing: Assessing the Impacts of Regional Policies » Actes de la conférence **62nd Annual Meeting AFSE**, Aix-en-Provence, June 24-26.

Joëts Marc, (2013), « Heterogeneous beliefs, regret, and uncertainty: The role of speculation in energy price dynamics » Actes de la conférence **36th IAEE Conference**, Daegu, South Korea, June 16-20.

Sindzingre Alice Nicole, (2013), « Whatever Inconsistencies and Effects? Resilience of Policy Reform in Developing Countries » **25th Annual Conference of the European Association for Evolutionary Political Economy (EAEPE)**, Paris, 7-9 November.

5.4.1.4 Organisation de colloques / congrès

84 colloques et workshops ont été organisés par EconomiX sur le quinquennal 2013-2018 ; la liste en est donnée ci-après par ordre chronologique.

Date	Titre	Axe
17/01/2013 - 18/01/2013	The Pioneers of Linear Models of Production	MIBEF
01/03/2013 - 01/03/2013	International Symposium on Finance and Energy Issues (ISEFI-2013)	DDEE
27/03/2013 - 27/03/2013	2nd PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics	MIBEF
18/04/2013 - 18/04/2013	Regards croisés sur l'entreprise 2013, sur le thème : "Le Made in France, une problématique récurrente ?"	DDEE
29/05/2013 - 29/05/2013	14ème journée d'études sur les faillites, sur le thème : "Renforcer la robustesse des banques européennes : les options".	MIBEF
14/06/2013 - 14/06/2013	The Cachan History of Social Science 6th ANR Workshop 'Cross-disciplinary research ventures in postwar American social science'	MIBEF
15/06/2013 - 15/06/2013	The Cachan History of Social Science Group 10th History of Economics as History of Science	MIBEF
27/06/2013 - 28/06/2013	Colloque inaugural du DIM " Genre, inégalités, discriminations "	DDEE
26/09/2013 - 26/09/2013	Tables rondes : Enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine	MIBEF
27/09/2013 - 28/09/2013	The professions between competition and regulation : interdisciplinary perspectives	DIRIS
05/11/2013 - 05/11/2013	Regards croisés sur l'entreprise 2013, sur le thème : "Le Made in France, mode d'emplois"	DDEE
20/11/2013 - 20/11/2013	The Cachan History of Social Science 7th ANR Workshop 'Cross-disciplinary research ventures in postwar American social science'	MIBEF
28/11/2013 - 28/11/2013	Strategic interactions and general equilibrium IV: theories and applications	DIRIS
11/12/2013 - 11/12/2013	12ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance	MIBEF
12/12/2013 - 13/12/2013	Advances in Family Economics and Applications to Developing Countries	DIRIS
24/01/2014 - 24/01/2014	Workshop on Sovereign Wealth Funds and globalization	MIBEF
29/01/2014 - 29/01/2014	15ème journée d'études sur les faillites	DDEE
19/03/2014 - 19/03/2014	3rd PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics	MIBEF
20/03/2014 - 21/03/2014	1st International Meeting in Law & Economics	DIRIS
28/04/2014 - 28/04/2014	Journée d'Economie Appliquée	MIBEF
03/06/2014 - 03/06/2014	16ème journée d'études sur les faillites, sur le thème : "Crises bancaires d'hier, d'aujourd'hui, de demain".	MIBEF
10/06/2014 - 10/06/2014	Regards croisés sur l'entreprise 2014, sur le thème : "Quelles perspectives de financement pour les PME depuis la crise ?"	DDEE
12/06/2014 - 12/06/2014	The Cachan History of Social Science 8th ANR Workshop 'Cross-disciplinary research ventures in postwar American social science'	MIBEF
11/09/2014 - 11/09/2014	Tables rondes : Enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine	MIBEF
25/09/2014 - 26/09/2014	Economics and the Law in Europe in the 20th century - History and Methodology International workshop	DIRIS
01/10/2014 - 03/10/2014	Forum Innovation VI - Edition 2014 Crise, innovation et transition	DDEE

<i>Date</i>	<i>Titre</i>	<i>Axe</i>
16/10/2014 - 17/10/2014	What have we learnt on Classical economy since Sraffa?	MIBEF
06/11/2014 - 08/11/2014	L'entreprise et les nouveaux horizons du politique	DDEE
21/11/2014 - 21/11/2014	Shadow banking System	MIBEF
27/11/2014 - 28/11/2014	2nd Thematic meeting of the FAERE "Environmental Economics: Dynamic and spatial aspects"	DDEE
27/11/2014 - 28/11/2014	Strategic interactions and general equilibrium V: theories and applications	DIRIS
03/12/2014 - 03/12/2014	13ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance	MIBEF
09/12/2014 - 09/12/2014	Regards croisés sur l'entreprise - La PME dans son écosystème territorial	DDEE
11/12/2014 - 11/12/2014	Syndrome hollandais et dépendance aux matières premières	MIBEF
11/12/2014 - 12/12/2014	Law and Economic Policy International Workshop : Antitrust for platform and network markets	DIRIS
13/01/2015 - 13/01/2015	Journée " Incertitude et Décision Publique "	DDEE
04/02/2015 - 04/02/2015	17th Workshop on Insolvency	DDEE
18/03/2015 - 18/03/2015	4th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics	MIBEF
26/03/2015 - 27/03/2015	7th Joint Seminar 'The Future of Law and Economics'	DIRIS
04/06/2015 - 05/06/2015	International Conference on Macroeconomics and Financial Energy prices: macroeconomic and financial impacts	MIBEF
10/06/2015 - 10/06/2015	Workshop "New Insights on Poverty"	DDEE
11/06/2015 - 12/06/2015	2d International Meeting in Law & Economics	DIRIS
12/06/2015 - 12/06/2015	Regards croisés sur l'entreprise	DDEE
08/10/2015 - 09/10/2015	2nd Law and Economic Policy International Workshop : Public Law Enforcement and Deterrence Policies	DIRIS
12/10/2015 - 12/10/2015	Syndrome hollandais et dépendance aux matières premières	MIBEF
19/11/2015 - 20/11/2015	Bankruptcy institutions, corporate insolvency and entrepreneurship	DDEE
24/11/2015 - 24/11/2015	Transition numérique : quels risques, quelles régulations ? Regards croisés sur l'entreprise	DDEE
25/11/2015 - 25/11/2015	14ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance	MIBEF
26/11/2015 - 27/11/2015	Strategic interactions and general equilibrium VI: theories and applications	DIRIS
23/03/2016 - 24/03/2016	8th Joint Seminar 'The Future of Law and Economics'	DIRIS
25/03/2016 - 25/03/2016	5th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics	MIBEF
08/04/2016 - 08/04/2016	Journée Finance et Société	MIBEF
14/04/2016 - 15/04/2016	3rd International Meeting in Law & Economics	DIRIS
07/06/2016 - 07/06/2016	Journée " Incertitude et Décision Publique "	DDEE
09/06/2016 - 09/06/2016	Internationalisation des PME : les clés du succès ? Regards croisés sur l'entreprise	DDEE
24/06/2016 - 24/06/2016	The Cachan History of Social Science Group 13th History of Economics as History of Science	MIBEF
01/09/2016 - 02/09/2016	International Conference on Applied Business and Economics	MIBEF
29/09/2016 - 29/09/2016	Table ronde de macro-finance contemporaine	MIBEF
14/10/2016 - 14/10/2016	2ème Colloque Interdisciplinaire sur la Défaillance d'Entreprise "Quand les PME matent l'échec"	DDEE
04/11/2016 - 04/11/2016	15ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance	MIBEF
10/11/2016 - 10/11/2016	Les banques coopératives ou mutualistes : des banques différentes ?	MIBEF
17/11/2016 - 17/11/2016	L'application du droit de la concurrence au secteur numérique	DIRIS
24/11/2016 - 25/11/2016	Strategic interactions and general equilibrium VII: theories and applications	DIRIS
28/11/2016 - 29/11/2016	3rd Law and Economic Policy International Workshop	DIRIS
17/01/2017 - 17/01/2017	Mobilités spatiales, mobilités professionnelles et inégalités d'accès à l'emploi	DDEE
19/01/2017 - 20/01/2017	Théories de l'exploitation	MIBEF
24/03/2017 - 24/03/2017	6th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics	MIBEF
30/03/2017 - 30/03/2017	3e Nocturnes de l'Economie : "Le retour des frontières : la fin de la mondialisation?"	DDEE

Date	Titre	Axe
30/05/2017 - 30/05/2017	La question métropolitaine au prisme de l'entreprise Activité économique, territoire et réseaux	DDEE
01/06/2017 - 02/06/2017	4th International Meeting in Law & Economics	DIRIS
20/06/2017 - 20/06/2017	Les métropoles : un accélérateur pour la croissance	DDEE
22/06/2017 - 23/06/2017	4th International Workshop on Economic Analysis of Litigation	DIRIS
23/06/2017 - 23/06/2017	The Cachan History of Social Science Group 14th History of Economics as History of Science	MIBEF
05/07/2017 - 06/07/2017	34th International Symposium on Money, Banking and Finance Annual meeting of the European Research Group (GdRE)	MIBEF
20/09/2017 - 20/09/2017	Table ronde de macro-finance contemporaine : 10 ans après le début de la crise financière : Bilan et perspectives	MIBEF
08/11/2017 - 08/11/2017	16ème Journée d'Économétrie Développements Récents de l'Économétrie Appliquée à la Finance	MIBEF
17/11/2017 - 17/11/2017	Journée sur les questions économiques européennes	MIBEF
23/11/2017 - 24/11/2017	Strategic interactions and general equilibrium VIII: theories and applications	DIRIS
07/12/2017 - 07/12/2017	Workshop Croissance, Environnement et Population	DDEE
12/01/2018 - 12/01/2018	Workshop Risk, Information, Language and Communication	DDEE
16/03/2018 - 16/03/2018	7th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics	MIBEF
12/04/2018 - 12/04/2018	5th International Meeting in Law & Economics	DIRIS
29/05/2018 - 29/05/2018	Penser le capitalisme avec Michel Aglietta	MIBEF
15/06/2018 - 15/06/2018	La défaillance d'entreprise : vers une approche multidimensionnelle	DDEE

Outre ces colloques, EconomiX organise plusieurs **séminaires réguliers**. Deux **séminaires transversaux** se tiennent en alternance le jeudi :

- Le séminaire « lunch » : il s'agit du séminaire interne du laboratoire qui se tient un jeudi sur deux, de 13h à 14h, et auquel tous les membres de l'unité sont conviés à assister. Le séminaire est animé par Rachidi Kotchoni et Olivier Renault qui ont pris la succession de Dramane Coulibaly et Meglena Jeleva en septembre 2017.
- Le séminaire « doctorants » : durant ce séminaire qui se tient le jeudi de 13h à 14h en alternance avec le séminaire lunch, les doctorants présentent leurs travaux devant les autres doctorants du laboratoire, les seniors qui souhaitent y assister et deux discutants (un senior et un junior).

Cinq manifestations récurrentes sont organisées par l'**axe MIBEF** :

- Les doctorales en macroéconomie internationale et économétrie financière, créées en 2012 par Cécile Couharde, se déroulent chaque année sur le campus de l'Université Paris Nanterre.
- Les journées d'économétrie financière, créées en 2002 par Valérie Mignon, se tiennent annuellement sur le campus de l'Université Paris Nanterre et sont organisées par Elena Dumitrescu, Valérie Mignon et Gilles de Truchis.
- Les tables rondes de la macro-finance contemporaine, créées par Laurence Scialom, se déroulent tous les ans en septembre sur le campus de l'Université Paris Nanterre.
- Le groupe de travail « Crises et nouvelles régulations financières », animé par Laurence Scialom, se réunit tous les quinze jours le jeudi après-midi.
- Le groupe de travail « Jeunes économètres », animé par Elena Dumitrescu et Gilles de Truchis, créé en septembre 2016 se réunit tous les mois autour de travaux en économétrie des séries temporelles.

S'agissant de l'**axe DDEE**, deux séminaires réguliers sont organisés :

- Le séminaire de l'axe se tient désormais le jeudi à 11h, à raison de deux séances par mois, et est co-organisé par Fabien Prieur et Stelio Del Campo.
- Le groupe de travail « Economie comportementale », créé en 2017 et animé par Meglena Jeleva, se réunit le jeudi, à raison de deux séances par mois.

L'**axe DIRIS**, en plus de l'organisation de manifestations récurrentes mentionnées dans le tableau ci-dessus, héberge quant à lui trois séminaires réguliers :

- Le séminaire LIEN (*Law, Institutions and Economics in Nanterre*), bimensuel, est le séminaire de l'axe en économie du droit. Animé par Andreea Cosnita et Alessandro Melcarne, il se déroule le lundi de 12h à 13h30.

- Le séminaire « Economies du monde musulman », animé par Saïd Souam et Messaoud Zouikri, a repris en 2016 à raison d'une séance par mois le vendredi de 16h à 18h.
- Le séminaire « Analyse et Modélisation des Interactions Sociales » (AMIS), animé par Ludovic Julien, réunit un vendredi par mois économistes et mathématiciens travaillant sur les questions d'interactions sociales entre agents ou groupes d'agents.

Il est à souligner qu'EconomiX organisait également deux autres séminaires :

- Le séminaire PEEES (*Paris Environmental and Energy Economics Seminar*), animé par Fatih Karanfil, en partenariat avec *Paris School of Economics*, l'Université Paris Descartes, l'Université Paris Dauphine, Agro ParisTech, l'Ecole Polytechnique, l'Ecole des Mines, l'Ecole des Ponts, le CEA, le CIRED, la Chaire Economie du Climat et IFP *School*. Ce séminaire s'est tenu de septembre 2010 à juin 2016.
- Le séminaire de théorie économique « CoFail », animé par Ludovic Julien jusqu'en avril 2015, a laissé la place au séminaire AMIS.

5.4.1.5 Produits et outils informatiques

5.4.1.5.1 Logiciels

Le test de causalité développé par Elena Dumitrescu (en collaboration avec Christophe Hurlin) est implémenté sous le logiciel d'économétrie Eviews (versions 8.0 et suivantes) et sera bientôt également disponible sous le logiciel STATA.

5.4.1.5.2 Bases de données

Création de la base EQCHANGE par Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte et Valérie Mignon, en collaboration avec Carl Grekou (docteur d'EconomiX, embauché comme économiste au CEPII) et Florian Morvillier (doctorant d'EconomiX) en 2017. Il s'agit de la première base de données exhaustive sur les taux de change effectifs, mise à disposition gratuitement en ligne. Cette base comprend, pour la quasi-totalité des pays du monde, des données sur (i) les taux de change effectifs nominaux et réels, et (ii) les taux de change effectifs réels d'équilibre et les mésalignements de change correspondants.

Construction d'une base de données à haute fréquence sur la volatilité réalisée. En 2016-2017, Gilles de Truchis, Elena Dumitrescu et Xi Yang ont construit une base de données à haute fréquence (une minute) proposant des mesures de volatilité réalisée pour toutes les sociétés de l'indice américain SP500. Cette base est mise à disposition gratuitement auprès des chercheurs.

5.4.1.6 Développements instrumentaux et méthodologiques

EconomiX est membre fondateur de la Fédération de Recherche (FR2006) du CNRS pour les Sciences Sociales des Comportements Humains (S2CH) qui assure la gestion de la plateforme expérimentale multi-sites PREDIR (Plateforme de Recherche Expérimentale sur les Décisions, les Interactions et les Risques) créée grâce à un financement de 300 000 euros obtenu en réponse à l'appel à projets SESAME de la Région Ile-de-France. Cette enveloppe budgétaire a vocation à financer la création d'une salle d'économie expérimentale gérée par EconomiX à La Défense (dédiée essentiellement au recueil de données comportementales), d'une nouvelle salle gérée par le CES à la Maison des Sciences Economiques (équipée d'instruments de mesures comportementales et neurophysiologiques et dédiée principalement à la réalisation d'expériences collectives) et d'une salle gérée par MoDyCo sur le campus de l'Université Paris Nanterre (équipée d'instruments de mesures comportementales et neurophysiologiques et permettant de réaliser des expériences collectives).

5.4.1.7 Activités éditoriales

5.4.1.7.1 Participation à des comités éditoriaux

Le tableau ci-dessous dresse la liste des revues auxquelles les membres du laboratoire participent en tant qu'éditeur associé ou par leur présence au comité éditorial ou au comité scientifique.

Revue	Membre	Rôle	Axe
<i>African Review of Economics and Finance</i>	Nicole Alice Sindzingre	Membre Comité scientifique	DDEE
<i>Afrique Contemporaine</i>	Nicole Alice Sindzingre	Membre Comité scientifique	DDEE
<i>Cahiers d'Economie Politique</i> (*)	Antoine Rebeyrol	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Central European Review of Economics & Finance</i>	Jean-Pierre Allegret	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Development Policy Review</i>	Nicole Alice Sindzingre	Membre Comité scientifique	DDEE
<i>Economic Research Guardian</i>	Jean-Pierre Allegret	Editeur associé	MIBEF

Revue	Membre	Rôle	Axe
<i>Economic Systems Research</i>	Christian Bidard	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Economics Bulletin</i> (*)	Valérie Mignon	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Economie et Prévision</i> (*)	Michel Boutillier Valérie Mignon	Membre Comité de rédaction Membre Comité de rédaction	MIBEF MIBEF
<i>Energy Policy</i> (*)	Valérie Mignon	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>European Research Studies Journal</i>	Jean-Pierre Allegret	Editeur associé	MIBEF
<i>Financial Theory and Practice</i>	Balazs Egert	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Finance</i> (*)	Valérie Mignon	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Innovations</i> (*)	Nadine Levratto	Membre Comité de rédaction	DDEE
<i>International Economics</i> (*)	Balazs Egert Lionel Ragot	Membre Comité éditorial Membre Comité éditorial	MIBEF DDEE
<i>International Journal of Economics and Business Administration</i>	Jean-Pierre Allegret	Editeur associé	MIBEF
<i>International Journal of Forecasting</i> (*)	Laurent Ferrara	Editeur associé	MIBEF
<i>International Review of Law and Economics</i> (*)	Eric Langlais	Editeur associé	DIRIS
<i>Journal de Gestion et d'Economie Médicales</i> (*)	Philippe Batifoulier	Membre Comité de rédaction	DDEE
<i>Journal of Agricultural and Applied Economics</i>	Fabien Prieur	Membre Comité éditorial	DDEE
<i>Journal of Business and Finance</i>	Jean-Pierre Allegret	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Journal of Financial Stability</i> (*)	Olivier de Bandt	Membre Comité de rédaction	MIBEF
<i>Lecturas de Economía</i>	Ludovic Julien	Membre Comité éditorial	DIRIS
<i>Panoeconomicus</i>	Jean-Pierre Allegret Cécile Couharde	Membre Comité éditorial Membre Comité éditorial	MIBEF MIBEF
<i>Practical Ideas in Economics and Finance</i>	Jean-Pierre Allegret	Editeur associé	MIBEF
<i>Revue d'Economie Industrielle</i> (*)	Nadine Levratto	Membre secrétariat de rédaction	DDEE
<i>Revue d'Economie Politique</i> (*)	Cécile Couharde Olivier Musy	Membre Comité de rédaction Secrétaire de rédaction	MIBEF MIBEF
<i>Revue Economique</i> (*)	Michel Boutillier	Membre Comité de rédaction	MIBEF
<i>Revue Française de Socio-Economie</i> (*)	Philippe Batifoulier	Membre Comité de rédaction	DDEE
<i>Revue Internationale d'Intelligence Economique</i>	Jean-Pierre Allegret	Membre Comité éditorial	MIBEF
<i>Revue Internationale PME</i> (*)	Nadine Levratto	Rédactrice adjointe	DDEE
<i>Risques. Les cahiers de l'assurance</i>	Meglana Jeleva	Membre Comité Scientifique	DDEE
<i>Studies in Microeconomics</i>	Ludovic Julien	Membre Comité éditorial	DIRIS
<i>The Review of Finance and Banking</i>	Andreea Cosnita Eric Langlais	Co-éditeur Co-éditeur	DIRIS DIRIS

(*) : revue figurant dans la liste HCERES (version de janvier 2018) et dans la catégorisation des revues en économie et gestion de la section 37 du Comité National du CNRS (version 5.02, décembre 2017).

5.4.1.7.2 Direction de collections et de séries

Valérie Mignon est co-rédactrice en chef de la revue *International Economics* (Elsevier, rang 3 CNRS).

Fabrice Tricou est le directeur adjoint des *Cahiers d'Economie Politique* (rang 3 CNRS).

Antoine Rebeyrol et Fabrice Tricou codirigent la collection *Essais économiques* des Presses Universitaires de Paris Nanterre.

5.4.1.8 Activités d'évaluation

5.4.1.8.1 Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques

Le tableau ci-dessous donne la liste (non exhaustive) des revues figurant dans la catégorisation de la section 37 du Comité National du CNRS (version 5.02, décembre 2017) pour lesquelles les membres d'EconomiX ont effectué des rapports de *referee*.

Revue généralistes

American Economic Journal: Applied Economics
Annales d'Économie et Statistiques
Applied Economics
Australian Economic Papers

Brussels Economic Review
Bulletin of Economic Research
Cambridge Journal of Economics
Canadian Journal of Economics / Revue Canadienne d'Économique
Econometrica
Economic Inquiry

Economica
 Economics Bulletin
 Economics Letters
 Économie et Institutions
 Économie et Prévision
 Économie et Statistique
 European Economic Review
 Journal of Economic Behavior and Organization,
 Journal of Economic Issues
 Journal of Economics
 Journal of Institutional and Theoretical Economics
 Journal of Institutional Economics
 L'Actualité Economique
 Metroeconomica
 Oxford Bulletin of Economics and Statistics
 Oxford Economic Papers
 Recherches Economiques de Louvain
 Research in Economics
 Revue d'Économie Politique
 Revue de la Régulation
 Revue Économique
 Revue Française d'Économie
 Scottish Journal of Political Economy

Economie de l'agriculture de l'environnement et de l'énergie

American Journal of Agricultural Economics
 Ecological Economics
 Energy Economics
 Energy Journal
 Energy Policy
 Energy Studies Review
 Environment and Development Economics
 Environmental and Resource Economics
 Environmental Economics and Policy Studies
 Resource and Energy Economics

Economie du développement et transition

China Economic Review
 Economic Systems
 Economics of Transition
 Emerging Markets Review
 European Journal of Comparative Economics
 Journal of African Economies
 Journal of Asian Economies
 Journal of Comparative Economics
 Journal of Development Economics
 Journal of Development Studies
 World Bank Economic Review
 World Development

Droit et économie

American Review of Law and Economics
 European Journal of Law and Economics
 International Review of Law and Economics
 Journal of Law, Economics, and Organization
 Journal of Legal Studies
 Review of Law and Economics

Economie publique et choix collectifs

European Journal of Political Economy
 International Tax and Public Finance

Journal of Public Economic Theory
 Journal of Public Economics

Finance et assurance

Applied Financial Economics
 Bankers, Markets & Investors
 Finance
 International Review of Financial Analysis
 Journal of Banking and Finance
 Journal of Empirical Finance
 Journal of Finance
 Journal of Financial and Quantitative Analysis
 Journal of Financial Economics
 Journal of Financial Stability
 Review of Finance
 Review of Financial Studies
 Revue d'Économie Financière

Gestion des ressources humaines

Business Ethics Quarterly
 Industrial Relations
 Journal of Business Ethics

Innovation et entrepreneuriat

Economics of Innovation and New Technology
 Industrial and Corporate Change
 Innovations
 Journal of Small Business Management
 Revue Internationale PME
 Small Business Economics

Histoire de la pensée économique, histoire économique et des affaires, méthodologie, philosophie économique

Cahiers d'Economie Politique
 Cliometrica
 Oeconomia

Macroéconomie, économie internationale et monnaie

American Economic Journal: Macroeconomics
 Economic Modelling
 International Economics
 International Journal of Finance and Economics
 International Trade Journal
 Journal of Economic Integration
 Journal of International Financial Markets, Institutions and Money
 Journal of International Money and Finance
 Journal of Macroeconomics
 Journal of Money, Credit and Banking
 Journal of the Japanese and International Economies
 Macroeconomic Dynamics
 Open Economies Review
 Review of Economic Dynamics
 Review of International Economics
 Review of World Economics
 World Economy

Econométrie

Econometric Theory
 Empirical Economics
 International Journal of Forecasting
 International Review of Applied Economics
 Journal of Applied Econometrics
 Journal of Financial Econometrics

Journal of Forecasting
Studies in Nonlinear Dynamics and Econometrics
Organisation industrielle
Journal of Evolutionary Economics
RAND Journal of Economics
Review of Industrial Organization
Revue d'Economie Industrielle
Recherche opérationnelle
European Journal of Operational Research
Economie et gestion de la santé
Social Science and Medicine
Economie spatiale, économie géographique, économie et gestion des transports et du tourisme

Papers in Regional Science
Région et Développement
Revue d'Économie Régionale et Urbaine
Théorie économique, théorie des jeux et de la décision et économie expérimentale
Computational Economics
Economic Theory
Games and Economic Behavior
Mathematical Social Science
Economie du travail et de la population
Education Economics
Journal of Labor Economics
Journal of Population Economics

5.4.1.8.2 Évaluation de projets de recherche

Les membres d'EconomiX sont fréquemment sollicités pour des évaluations. De façon non exhaustive, mentionnons dans le tableau ci-dessous les organismes et institutions pour lesquels les membres de l'unité effectuent de nombreuses et régulières évaluations.

Agences et organismes nationaux	
ANRT (évaluation de projets CIFRE)	Marc Baudry, Nadine Levratto, Valérie Mignon, Yamina Tadjeddine
ANR (évaluation de projets de recherche)	Andreea Cosnita, Sophie Harnay, Meglena Jeleva, Eric Langlais, Nadine Levratto, Ouarda Merrouche, Dominique Meurs, Valérie Mignon, Lionel Ragot, Elisabeth Tovar
Conseil Français de l'Energie	Valérie Mignon
Conseil Général d'Aquitaine	Nicole Alice Sindzingre
Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes	Valérie Mignon
Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine	Hamza Bennani
Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques	Jean-Pierre Allegret
Diverses MSH	Nadine Levratto
Institut de Recherche en Santé Publique	Magali Dumontet
Universités autres que Paris Nanterre	Eliane El Badaoui, Valérie Mignon
Agences et organismes internationaux	
Austrian Science Fund	Valérie Mignon
Centre National Scientifique de Pologne	Vincent Bouvatier
Commission franco-américaine (programme Fulbright)	Bénédicte Coestier
Commission Européenne	Patricia Crifo, Nadine Levratto, Nicole Alice Sindzingre
CREAD (Alger)	Saïd Souam
Fonds de la Recherche Scientifique (Belgique)	Meglana Jeleva, Valérie Mignon
National Research Foundation (Afrique du Sud)	Eliane El Badaoui
Netherlands Organisation for Scientific Research	Meglana Jeleva
Polish Science Foundation	Ouarda Merrouche
Swedish Foundation for Strategic Environmental Research	Patricia Crifo
Swiss National Science Foundation	Rachidi Kotchoni

5.4.1.8.3 Évaluation de laboratoires (type Hcéres)

<i>Laboratoire</i>	<i>Evaluateur</i>
AMURE (2016-2017)	Eric Langlais (Président)
BETA (2016-2017)	Valérie Mignon, Lionel Ragot
CESAER (2015-2016)	Lionel Ragot
CHERPA (2016-2017)	Laurence Scialom
CIREC (2013-2014)	Lionel Ragot (Président)
CREAM (2015-2016)	Meglana Jeleva

Laboratoire	Evaluateur
Gael (2014-2015)	Lionel Ragot (Président)
GREQAM (2016-2017)	Meglana Jeleva
GREThA (2014-2015)	Jean-Pierre Allegret
Institut Universitaire Européen de la Mer (2016-2017)	Eric Langlais
Lape (2016-2017)	Cécile Couharde (Présidente)
LAREFI (2014-2015)	Cécile Couharde
LEO (2016-2017)	Jean-Pierre Allegret (Président)
REGARDS (2016-2017)	Dominique Meurs

Meglana Jeleva est par ailleurs membre du Conseil de perfectionnement de l'Institut du Risque et de l'Assurance de l'Université du Maine, Alain Ayong Le Kama est membre du comité scientifique du Labex Voltaire, Nadine Levratto est membre du comité d'évaluation du Labex Entreprendre et Sophie Harnay a été sollicitée par le HCERES pour l'expertise de formations.

5.4.1.8.4 Responsabilités au sein d'instances d'évaluation

Participation aux instances d'évaluation (CNU, CNRS, INRA)	
Alain Ayong Le Kama	Président de la section 5 et du groupe 2 du CNU
Philippe Batifoulier	Membre du CNU
Cécile Couharde	Membre du CNU
Gilles de Truchis	Membre du CNU
Sophie Harnay	Membre du CNU
Meglana Jeleva	Membre du CNU
Olivier Musy	Membre du CNU
Luc Désiré Omgba	Membre du CNU
Valérie Mignon	Membre de la section 37 du Comité National du CNRS, membre du bureau (mandature 2012-2016)
Lionel Ragot	Membre de la Commission Scientifique Spécialisée SESG (Sciences économiques, sociales et de gestion) de l'INRA
Jurys de concours, jurys de prix	
Cécile Couharde	Membre du jury des prix de la Chancellerie des Universités de Paris (depuis 2013)
Patricia Crifo	Membre du jury du prix Forum pour l'investissement responsable (depuis 2011) Membre du jury du prix de l'Université du Conseil départemental du Val de Marne depuis 2016 Membre du jury du prix de thèse en gouvernance de l'IFA (depuis 2017)
Sophie Harnay	Vice-présidente du jury de l'agrégation interne de sciences économiques et sociales de 2013 à 2015
Eric Langlais	Membre du jury de l'EALE Membre du jury Göran Skogh du prix 2016 du meilleur article présenté à l'EALE
Dominique Meurs	Membre du jury du prix de thèse de Défenseur des droits depuis 2015
Valérie Mignon	Membre du jury de sélection des membres de l'Institut Universitaire de France (depuis 2017) Membre du jury de prix de thèse de l'AFSE (depuis 2005) Membre du jury du prix AFSE du meilleur ouvrage d'économie (2014-2016) Membre du jury du premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en économie (2013)
Hélène Raymond	Membre du jury du second concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en économie (2012-2013)
Aurélien Saïdi	Membre du jury du concours d'agrégation du secondaire en sciences économiques et sociales, président de l'épreuve écrite d'économie (depuis 2015)
Laurence Scialom	Membre du jury du prix Veblen en 2016
Yamina Tadjeddine	Membre du jury du concours d'entrée aux ENS, ENSAE et ENSAI de 2004 à 2016

5.4.1.9 Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives

5.4.1.9.1 Contrats européens et internationaux

Partenaire	Intitulé	Porteur	Montant	Durée	Début	Fin	Axe
University of Piraeus Research	Jean-Monnet Développement	JP. ALLEGRET	5 000 €	24	01/09/2012	31/08/2014	MIBEF

Partenaire	Intitulé	Porteur	Montant	Durée	Début	Fin	Axe
Center (UPRC)							
Commission Européenne	Banks in Tax Havens: First Evidence based on Country-by-Country Reporting	AL. DELATTE			2016	2017	MIBEF
Polish Science Foundation	Monetary policy expectations and uncertainty	H. BENNANI	30 000 €	36	01/06/2017	31/05/2020	MIBEF

5.4.1.9.2 Contrats nationaux

Contrats ANR

	Acronyme	Porteur	Montant	Durée	Début	Fin	Axe
ANR	Career	D. MEURS	89 539 €	48	01/10/2015	30/09/2019	DDEE
ANR	JEM	E. TOVAR	91 900 €	36	01/10/2015	30/09/2018	DDEE
ANR	LIJE-XXI	A. MELCARNE	64 000 €	36	01/10/2017	30/09/2020	DIRIS

Autres contrats nationaux

Partenaire	Intitulé du contrat	Porteur	Montant	Début	Fin	Axe
INSEE	Étude sur l'analyse des déterminants territoriaux de la croissance des entreprises	N. LEVRATTO		01/01/2012	01/01/2015	DDEE
Institut Caisse des Dépôts et Consignations pour la Recherche Scientifique, Economique, Financière et Sociale	Les enjeux du développement économique dans les territoires	N. LEVRATTO	23 000 €	13/08/2012	13/08/2013	DDEE
ACOSS	Analyse de la relation du coût du travail et emploi, application sur données individuelles	N. LEVRATTO		31/05/2013	30/05/2016	DDEE
GIP MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE	Régulations professionnelles et pluralisme juridique : une analyse économique de la profession d'avocat	S. HARNAY	20 437 €	17/11/2010	16/11/2012	DDEE
DéGéOm	Evaluation des dispositifs d'exonérations de cotisations sociales outre-mer sur la croissance des effectifs employés outre-mer	N. LEVRATTO	108 836 €	02/11/2011	02/07/2014	DDEE
DéGéOm	Evaluation des dispositifs d'exonérations de cotisations sociales outre-mer sur la croissance des effectifs employés outre-mer	N. LEVRATTO	49 036 €	12/03/2013	11/09/2013	DDEE
DéGéOm	Evaluation des dispositifs d'exonérations de cotisations sociales outre-mer sur la croissance des effectifs employés outre-mer	N. LEVRATTO	15 309 €	21/11/2013	15/03/2014	DDEE
DéGéOm	Evaluation des dispositifs d'exonérations de cotisations sociales outre-mer sur la	N. LEVRATTO	50 400 €	18/06/2014	17/01/2015	DDEE

Partenaire	Intitulé du contrat	Porteur	Montant	Début	Fin	Axe
	croissance des effectifs employés outre-mer					
DGAFP	Mesurer et analyser les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes de la fonction publique	D. MEURS	66 722 €	04/04/2013	31/10/2015	DDEE
CNRS	PEPS-CNRS MoMIS : Modélisation des interactions stratégique sur les marchés : théories et applications	L. JULIEN	11 000 €	2014	2016	DIRIS
CDC	Les déterminants territoriaux de la croissance des entreprises	D. LEVRATTO	22 500 €	22/07/2014	21/01/2016	DDEE
CNRS	Création du GDRE "Histoire de la pensée économique récente"	P. FONTAINE	13 000 €	01/06/2010	01/06/2014	MIBEF
Mission de recherche Droit & Justice	L'efficacité des codes de gouvernance - Perspectives comparées et pluridisciplinaires	S. HARNAY	39 472 €	12/01/2015	12/07/2017	DDEE
CGSP (FS) CGET CDC	L'analyse du lien entre les métropoles et les territoires avoisinants dans le domaine productif	N. LEVRATTO	90 000 €	15/09/2015	15/07/2016	DDEE
GDR	Histoire des sciences sociales après 1945 : structuration d'un domaine de recherche	P. FONTAINE	14 000 €	01/01/2015	31/12/2015	MIBEF
IUF/Paris I	GDRE	C. BOUCHER	3 692 €	05/07/2017	05/07/2017	MIBEF
CNRS	Défi interdisciplinaire : InFiniTI	E. DUMITRESCU	6 000 €	16/02/2017	31/12/2017	MIBEF
UPEM/Pôle Emploi	Pilotage par les résultats et performance comparée : identifier les « bonnes pratiques » et les conditions de diffusion	F. FREMIGACCI		01/06/2017	01/12/2018	DDEE
CNRS	Soutien à la mobilité internationale	O. MERROUCHE	6 000 €	01/02/2018	31/12/2018	MIBEF
CNRS	Soutien à la mobilité internationale	H. BENNANI	6 000 €	06/02/2018	31/12/2018	MIBEF
CDC	Subvention colloque en l'honneur de Michel Aglietta	L. SCIALOM	4 500 €	05/2018	05/2018	MIBEF
CNRS	Défi InFiniTI 2018 Analyse du Risque Financier et Modélisation de la persistance en présence de Jumps	E. DUMITRESCU	6 000 €	13/02/2018	31/12/2018	MIBEF
CNRS	Défi S2C3 2018 Risque, information, stéréotype, langage et communication (RISLaC)	J. ETNER	11 000 €	01/03/2018	31/12/2018	DDEE

Contrats nationaux financés dans le cadre de la ComUE Paris Lumières

Intitulé	Porteur	Montant	Durée	Début	Fin	Axe
Conflits, litiges, criminalités : recherches sur la sécurité juridique dans l'espace européen	E. LANGLAIS	9 000 €	6	13/06/2014	31/12/2014	DIRIS
La question des ressources naturelles: le Sud à l'épreuve du développement durable?	C. COUHARDE	11 000 €	6	30/12/2013	29/06/2014	MIBEF
Incertitude et politiques publiques	J. ETNER et M. JELEVA	3 500 €	6	30/12/2013	29/06/2014	DDEE
Conflits, litiges, criminalités : recherches sur la sécurité juridique en Europe	E. LANGLAIS	3 000 €	24	01/01/2015	31/12/2017	DIRIS
Mobilités spatiales, mobilités professionnelles et inégalités d'accès aux emplois	G. DE LARQUIER	5 000 €	24	01/01/2015	31/12/2017	DDEE
Risques, vulnérabilités et politiques économiques	M. JELEVA	2 000 €	24	01/01/2015	31/12/2017	DDEE
Risques, vulnérabilités et politiques économiques	J. ETNER	15 000 €	6	30/12/2013	29/06/2014	DDEE

Communication sur les risques liés aux pratiques alimentaires : traitement de l'information et prise de décision	J. ETNER	10 500 €	12	23/01/2018	31/12/2018	DDEE
--	----------	----------	----	------------	------------	------

5.4.1.9.3 Contrats avec les collectivités territoriales

Partenaire	Intitulé du contrat	Porteur	Montant	Début	Fin	Axe
GIP CORSE COMPETENCES	Etude sur les trajectoires de croissance des entreprises actives en Corse	N. LEVRATTO	65 000 €	15/09/2012	15/05/2013	DDEE
CAMV	Etude sur les filières stratégiques du territoire de la CAMV	D. CARRE	12 000 €	01/12/2012	01/06/2013	DDEE
CAMV	La place des structures intercommunales dans les politiques de soutien à l'innovation technologique et organisationnelle	N. LEVRATTO	5 000 €	01/11/2013	31/03/2014	DDEE
Région Ile de France	Aide à manifestations hors DIM	E. LANGLAIS	5 000 €	2014	2014	DIRIS
Région Ile de France - Datapole (FUI16)	WASTEFORCASTER	LD. OMGBA	190 609 €	01/02/2014	31/01/2017	DDEE
AdCF	Les déterminants territoriaux de la croissance des entreprises	D. CARRE et N. LEVRATTO	22 500 €	22/09/2014	21/03/2016	DDEE
Région Ile de France	Aide à manifestations hors DIM	E. LANGLAIS	4 000 €	2015	2015	DIRIS
Région Ile de France	Marchés Publics : Etude sur le développement économique de l'Île de France	D. CARRE	28 800 €	01/09/2015	01/08/2016	DDEE
Région Ile de France	SESAME IDF (projet PREDIR)	J. ETNER et M. JELEVA	300 000 €	01/09/2016	31/08/2019	DDEE
Région Ile de France	Aide à la mobilité internationale, AMI-Doc	G. LE QUANG	2 000 €	20/09/2017	20/09/2020	MIBEF

5.4.1.9.4 Contrats financés par des associations caritatives et des fondations

Partenaire	Intitulé du contrat	Porteur	Montant	Début	Fin	Axe
Union Nationale des Syndicats Autonomes	Etude sur les "Ecart de retraite entre les hommes et les femmes"	D. MEURS	30 000 €	03/12/2012	03/06/2014	DDEE
Association du collège des Bernardins	Programme de recherche sur la propriété de l'entreprise	O. FAVEREAU	199 050 €	09/07/2012	25/12/2015	DIRIS
Union Nationale des Syndicats Autonomes	Etude sur les "Ecart de retraite entre les hommes et les femmes"	D. MEURS	30 000 €	21/01/2013	02/10/2015	DDEE
Fondation Louis Bachelier	Chaire Transitions démographiques, transitions économiques : "Quelles politiques économiques et sociales face au choc démographique?"	L. RAGOT		01/07/2014	31/10/2018	DDEE
Union Nationale des Syndicats Autonomes	Dépense publique, équité sociale et utilité	P. BATIFOULIER	31 000 €	15/03/2015	15/09/2016	DDEE
Fondation du risque (Energy prosperity)	Contribution colloque GDRE	C. BOUCHER	4 000 €	05/07/2017	05/07/2017	MIBEF
Fonds Croix Rouge/Université Islamique du Niger	Convention EconomiX - Croix Rouge (Nouhou Koutcha Mariama)	M. JELEVA		2018	2019	DDEE

Chaire Economie du Climat	Modélisation du marché du carbone européen (Convention de reversement Anouk Faure)	M. BAUDRY		janv-18	janv-21	DDEE
---------------------------	--	-----------	--	---------	---------	------

5.4.1.10 Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis

5.4.1.10.1 Post-doctorants

Sur le quinquennal en cours, EconomiX a accueilli 25 post-doctorants financés. 12 d'entre eux ont bénéficié d'un financement de la part d'EconomiX, un d'un contrat ATER, un d'une bourse post-doctorale de la ComUE Paris Lumières et les 11 autres ont été financés sur contrat auprès de partenaires publics et privés.

Nom	Prénom	Date d'arrivée	Date de départ	Financement	Axe
ABID	Ilyes	01/09/2012	31/08/2013	EconomiX	DDEE
LIEVAUT	Jeanne	01/09/2012	31/08/2013	EconomiX	DDEE
KAABIA	Olfa	01/09/2013	31/08/2014	EconomiX	MIBEF
ROSELL	Olivier	01/09/2013	31/08/2014	EconomiX	MIBEF
RAZAFINDRABE	Tovonony	01/10/2013	28/02/2015	Conseil Français de l'Energie	MIBEF
GENEROSO	Rémi	01/09/2014	31/08/2015	EconomiX	MIBEF
LEGER	Claire	01/09/2014	31/08/2015	Contrat ATER	DIRIS
NGUEDAM NTOUKO	Clarisse	01/09/2014	31/08/2015	EconomiX	DDEE
RENAULD-GIARD	Vincent	01/09/2014	31/08/2015	Fondation Institut Europlace de Finance	DDEE
SENE	Omar	01/10/2014	31/08/2015	CRIF - WASTEFORECASTER	DDEE
DESMARCHELIER	David	01/09/2015	31/07/2016	EconomiX	DDEE
YOGO	Urbain Thierry	01/09/2015	31/07/2016	EconomiX	MIBEF
CONSTANT	Karine	01/09/2015	31/08/2016	CRIF - WASTEFORECASTER	DDEE
KILAMA	Eric Gabin	01/11/2015	31/10/2017	Conseil Français de l'Energie	MIBEF
BRUNETTO	Marc	14/11/2015	31/08/2016	France Stratégie	DDEE
NGUEDAM NTOUKO	Clarisse	18/01/2016	17/06/2016	Région Ile-de-France	DDEE
RENAULD-GIARD	Vincent	12/02/2016	31/08/2016	Saint Gobain	DDEE
DA SILVA	Nicolas	01/04/2016	31/07/2016	UNSA	DDEE
STEF	Nicolae	01/09/2016	31/07/2017	EconomiX	DIRIS
REHAULT	Pierre-Nicolas	01/09/2016	31/07/2017	EconomiX	MIBEF
BEN ZAIED	Younes	01/02/2017	31/01/2018	CRIF - WASTEFORECASTER	DDEE
ROJAS	Pierre Hernan	01/09/2017	31/07/2018	EconomiX	MIBEF
BIENENSTOCK	Sophie	01/09/2017	31/07/2018	EconomiX	DIRIS
NGUEDAM NTOUKO	Clarisse	01/09/2017	30/11/2017	France Stratégie	DDEE
FARROW	Katherine	16/10/2017	30/09/2018	Université Paris Lumières	DDEE

Ci-dessous figure la liste, non exhaustive, de quelques publications réalisées par ces post-doctorants et issues de leur post-doctorat (les publications antérieures et ultérieures ne sont pas mentionnées).

Abid Ilyes, Guesmi Khaled, Kaabia Olfa, (2014) « Stock Market Integration and Risk Premium: Empirical Evidence for Emerging Economies of South Asia », *Economic Modelling*, vol.37, pp.408-416.

Allegret Jean-Pierre, Couharde Cécile, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2017) « Oil currencies in the face of oil shocks: what can be learned from time-varying specifications? », *Applied Economics*, vol.49, n°18, pp.1774-1793.

Couharde Cécile, Generoso Rémi, (2017) « Croissance économique et seuils hydro-climatiques dans les pays en développement », *Mondes en développement*, vol.45, n°179, pp.1-19.

Faure M., Leger Claire, (2015) « An Analysis of the Criminalization of Insider Trading in Europe », in Gerbrandt, A. and Kovac M. (Eds), *EU Competition Law, Economic Evidences and National Enforcement Problems*, Ed.Mortsel/Cambridge: Intersentia.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2017) « Does the volatility of commodity prices reflect macroeconomic uncertainty? », *Energy Economics*, vol.68, pp.313-326.

Kilama Eric Gabin, (2016) « The influence of China and emerging donors aid allocation: A recipient perspective », *China Economic Review*, vol.38, pp.76-91.

Stef Nicolae, (2017) « Crime deterrence role of Romanian churches », *Review of Social Economy*.

Stef Nicolae, (2018) « Bankruptcy and the difficulty of firing », *International Review of Law and Economics* » (article accepté pour publication en 2017, publié en 2018).

5.4.1.10.2 Chercheurs seniors accueillis

Sur le quinquennal 2013-2018, EconomiX a accueilli 102 professeurs invités, dont la liste figure dans le tableau ci-dessous.

Nom	Prénom	Affiliation	Pays	Année	Axe
BORISSOV	Kirill	European University in St. Petersburg	Russie	2013	DDEE
BRETSCHTGER	Lucas	ETH Zurich	Suisse	2013	DDEE
CANDELON	Bertrand	Maastricht University	Pays-Bas	2013	MIBEF
CODOGNATO	Giulio	Université d'Udine	Italie	2013	DIRIS
FRIEHE	Tim	University of Bonn	Allemagne	2013	DIRIS
GUAY	Alain	Université de Québec à Montréal	Canada	2013	MIBEF
IMMORDINO	Giovanni	Université de Salerne	Italie	2013	DIRIS
LEROUX	Anke	Monasch University	Australie	2013	DDEE
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2013	DDEE
ONGENA	Steven	University of Zürich	Suisse	2013	MIBEF
PUHANI	Patrick	Leibniz University of Hannover	Allemagne	2013	DDEE
DAUBANES	Julien	Eidgenössische Technische Hochschule (ETH) Zürich	Suisse	2014	DDEE
FRIEHE	Tim	University of Bonn	Allemagne	2014	DIRIS
GUAY	Alain	Université de Québec à Montréal	Canada	2014	MIBEF
HOTTE	Louis	University of Ottawa	Canada	2014	DDEE
IKEFUJI	Masako	University of Southern Denmark	Danemark	2014	DDEE
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2014	DDEE
MUKERJI	Sujoy	University Collège Oxford	Royaume Uni	2014	DDEE
PORTES	Richard	London Business School	Royaume Uni	2014	MIBEF
PUHANI	Patrick	Leibniz University of Hannover	Allemagne	2014	DDEE
SORGARD	Lars	Norwegian School of Economics	Norvège	2014	DIRIS
THALASSINOS	Eleftherios	University of Piraeus	Grèce	2014	MIBEF
BELARBI	Yacine	Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement	Algérie	2015	DIRIS
BENCHEKROUN	Hassan	McGill University	Canada	2015	DDEE
BORISSOV	Kirill	European University in St. Petersburg	Russie	2015	DDEE
DARI-MATTIACCI	Giuseppe	University of Amsterdam	Pays-Bas	2015	DIRIS
DE SERRES	Andrée	Université de Québec à Montréal	Canada	2015	MIBEF
GUAY	Alain	Université de Québec à Montréal	Canada	2015	MIBEF
GYLFASON	Thorvedur	University of Iceland	Islande	2015	MIBEF
GUNDERSEN	Craig	University of Illinois	Etats-Unis	2015	DDEE
HAMDI	Fayçal	Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene	Algérie	2015	DIRIS
HANSEN	Peter Reinhard	European University Institute	Italie	2015	MIBEF
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2015	DDEE
LUNDE	Asger	Aarhus University	Danemark	2015	MIBEF
MATSUEDA	Norimichi	Kwansei Gakuin University	Japon	2015	DDEE
PHILIPPON	Thomas	New York University	Etats-Unis	2015	MIBEF
ROCHET	Jean-Charles	University of Zurich	Suisse	2015	MIBEF
SORGARD	Lars	Norwegian School of Economics	Norvège	2015	DIRIS
TABBACH	Avraham	Tel Aviv University	Israël	2015	DIRIS
THALASSINOS	Eleftherios	University of Piraeus	Grèce	2015	MIBEF
VAN DER PLOEG	Rick	University of Oxford	Royaume Uni	2015	MIBEF
AIELLO	Francesco	University of Calabria	Italie	2016	DDEE
BAUMANN	Florian	University of Bonn	Allemagne	2016	DIRIS
BEINE	Michel	Université du Luxembourg	Luxembourg	2016	DDEE
BENCHEKROUN	Hassan	McGill University	Canada	2016	DDEE
BORISSOV	Kirill	European University in St. Petersburg	Russie	2016	DDEE
BRETSCHTGER	Lucas	ETH Zurich	Suisse	2016	DDEE
CHAKRAVORTY	Ujjayant	Tufts University	Etats-Unis	2016	DDEE
FLANDREAU	Marc	Graduate Institute of International Studies and Development, Geneva	Suisse	2016	MIBEF
FRIEHE	Tim	University of Marburg	Allemagne	2016	DIRIS
GERAATS	Petra Maria	University of Cambridge	Royaume Uni	2016	MIBEF
GUAY	Alain	Université de Québec à Montréal	Canada	2016	MIBEF
HAMDI	Fayçal	Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene	Algérie	2016	DIRIS
KOOPMAN	Siem Jan	VU University Amsterdam	Pays-Bas	2016	MIBEF
LEROUX	Anke	Monasch University	Australie	2016	DDEE

Nom	Prénom	Affiliation	Pays	Année	Axe
MÜHLHEUßER	Gerd	Universität Hamburg	Allemagne	2016	DIRIS
NGUIMKEU	Pierre	Georgia State University	Etats-Unis	2016	MIBEF
PHILIPPON	Thomas	New York University	Etats-Unis	2016	MIBEF
RAMELLO	Giovanni	Università del Piemonte Orientale	Italie	2016	DIRIS
RIZZOLLI	Matteo	Università LUMSA, Rome	Italie	2016	DIRIS
SCHULTE	Elisabeth	Philipps-Universität Marburg	Allemagne	2016	DIRIS
STRAETMANS	Stefan	Maastricht University	Pays-Bas	2016	MIBEF
VAN DER PLOEG	Rick	University of Oxford	Royaume Uni	2016	MIBEF
ARAUJO	Luigi	Michigan State University	Etats-Unis	2017	MIBEF
ASH	Elliott	University of Warwick	Royaume Uni	2017	DIRIS
BACHETTA	Philippe	Université de Lausanne	Suisse	2017	MIBEF
BECK	Thorsten	Cass Business School, London	Royaume Uni	2017	MIBEF
BEINE	Michel	Université du Luxembourg	Luxembourg	2017	DDEE
DEJARDIN	Marcus	Université de Namur	Belgique	2017	DDEE
DI VITA	Giuseppe	University of Catania	Italie	2017	DIRIS
DOLOREUX	David	HEC Montréal	Canada	2017	DDEE
GRECO	Luciano	University of Padua	Italie	2017	DIRIS
GUAY	Alain	Université de Québec à Montréal	Canada	2017	MIBEF
HAMDI	Fayçal	Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene	Algérie	2017	DIRIS
HORVATH	Roman	Charles University, Prague	République Tchèque	2017	MIBEF
LA ROCCA	Maurizio	University of Calabria	Italie	2017	DIRIS
MARIATHASAN	Mike	KU Leuven	Belgique	2017	MIBEF
NYBORG	Karine	University of Oslo	Norvège	2017	DDEE
RAMELLO	Giovanni	Università del Piemonte Orientale	Italie	2017	DIRIS
SKIBA	Paige Marta	Vanderbilt University, Nashville	Etats-Unis	2017	DIRIS
TEITELBAUM	Joshua	Georgetown University	Etats-Unis	2017	DIRIS
WALSH	Frank	University College Dublin	Eire	2017	DIRIS
WHITE	Eugene	Rutgers University	Etats-Unis	2017	MIBEF
AGENOR (*)	Pierre-Richard	University of Manchester	Royaume-Uni	2018	MIBEF
AVOM	Désiré	Université de Dschang	Cameroun	2018	MIBEF
BASSIL	Charbel	Notre Dame University	Liban	2018	DIRIS
DEL LUJAN MAURIZIO (*)	Roxana	Université de Buenos Aires	Argentine	2018	MIBEF
DOCQUIER (*)	Frédéric	Université Catholique de Louvain	Belgique	2018	DDEE
DOLOREUX	David	HEC Montréal	Canada	2018	DDEE
GRECO (*)	Luciano Giovanni	University of Padova	Italie	2018	DIRIS
GUAY (*)	Alain	Université de Québec à Montréal	Canada	2018	MIBEF
HANSEN	Peter Reinhard	University of North Carolina	Etats-Unis	2018	MIBEF
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2018	DDEE
MALIK (*)	Adeel	University of Oxford	Royaume Uni	2018	DIRIS
MENG (*)	Xin	Australian National University	Australie	2018	DDEE
MUNGAN	Murat	Antonin Scalia Law School de George Mason University	Etats-Unis	2018	DIRIS
PYATANOVA (*)	Victoria	Plekhanov Russian University of Economics, Moscow	Russie	2018	MIBEF
RAMELLO	Giovanni Battista	Università del Piémont Oriental	Italie	2018	DIRIS
ROMELLI	Davide	Trinity College Dublin	Irlande	2018	MIBEF
SA	Saraly Andrade de	University of Copenhagen	Danemark	2018	DDEE
SKIBA	Paige Marta	Vanderbilt University	Etats-Unis	2018	DIRIS
ZANK (*)	Horst	University of Manchester	Royaume Uni	2018	DDEE

(*) : invitation actée avant le 30/06/2018 mais venue du professeur invité entre le 30/06/2018 et le 31/12/2018.

Outre ces professeurs invités, notons qu'EconomiX a accueilli Jean-Yves Gnabo (Professeur à l'Université de Namur et directeur du laboratoire CeReFiM) au 1er semestre 2017 dans le cadre d'un sabbatique. EconomiX a également accueilli Fredj Jawadi (Maître de conférences HDR à l'Université d'Evry) dans le cadre d'une délégation à EconomiX obtenue auprès du CNRS pour le second semestre de l'année universitaire 2016-2017.

5.4.1.11 Indices de reconnaissance

5.4.1.11.1 Prix

Membres permanents		
Vincent Bouvatier	Nominé au prix jeune chercheur de l'Autorité des Marchés Financiers, 2015	MIBEF
Michaël Brei	Prix jeune chercheur de la Fondation Banque de France, 2013	MIBEF
Andreea Cosnita	Prix de recherche du NET (Networks, Electronic Commerce, and Telecommunications) Institute, 2014	DIRIS

Elena Dumitrescu	Prix de la MSH Val de Loire (2014) pour les résultats de ses travaux en économétrie financière	MIBEF
Olivier Favereau	Prix 2017 du meilleur livre sur le monde du travail de l'association Le Toit Citoyen pour son ouvrage « Penser le travail pour penser l'entreprise » (Presses des Mines, 2016)	DIRIS
Pauline Gandré	Nominée au prix jeune chercheur de l'Autorité des Marchés Financiers, 2017	MIBEF
Aurélien Saïdi	Prix de l'innovation pédagogique en assurance, 2016	MIBEF
Doctorants		
Benjamin David	Prix de thèse de l'Institut Louis Bachelier, 2013	MIBEF
Marion Dupoux	Prix du meilleur article « jeune économiste » décerné par la FAERE, 2017 Mention spéciale au prix de thèse de l'AFSE, 2018	DDEE
Blaise Gnimassoun	Prix de thèse d'excellence 2014 de l'institut CEDIMES Accessit au prix de thèse 2015 de l'ANDESE	MIBEF
Marc Joëts	Prix de thèse Louis Forest / Aguirre-Basualdo 2014 de la Chancellerie des Universités de Paris Accessit au prix de thèse 2014 de l'ANDESE United States Association for Energy Economics/International Association for Energy Economics 2nd Dennis J. O'Brien Best Student Paper Award, Anchorage, Alaska, 2013 International Association for Energy Economics Daegu 2nd Best Student Paper Award, Daegu, Corée, 2013 European International Association for Energy Economics Student Paper Award, Düsseldorf, Allemagne, 2013	MIBEF
Juliana Milovich	Obtention du statut de <i>visiting-research PhD. recognized student</i> à l'Université d'Oxford, 2016 Lauréate de la bourse Jean Walter Zellidja de l'Académie Française, 2016	MIBEF
Alzbeta Mullerova	Prix du meilleur article décerné lors de l'Annual Conference in Memory of Valeria Solesin à Venise (Italie), 2016	DDEE
Marie Renner	Prix du meilleur article étudiant de l'Association des Economistes de l'Energie, 2014	DDEE
Franck Viroleau	Prix du meilleur article en économie décerné lors de la 36th International Business Research Conference de Toronto, 2016	MIBEF

5.4.1.11.2 Distinctions

Michel Aglietta	Décoration de la Légion d'honneur, 2016	MIBEF
Alain Ayong Le Kama	Nommé Recteur de l'Académie de Guyane en janvier 2017	DDEE
Michael Brei	Obtention d'une bourse de recherche de la Banque des Règlements Internationaux, 2016 et 2017	MIBEF
Andreea Cosnita	Délégation à EconomiX obtenue auprès du CNRS, un semestre, 2014-2015 Renouvellement délégation à EconomiX obtenue auprès du CNRS, un semestre, 2015-2016 Lauréate du programme de mobilité TOR France-Suède, 2016	DIRIS
Cécile Couharde	Délégation à EconomiX obtenue auprès du CNRS, un semestre, 2014-2015 Obtention d'un CRCT sur contingent CNU, un semestre, 2014-2015 Renouvellement délégation à EconomiX obtenue auprès du CNRS, un semestre, 2015-2016	MIBEF
Patricia Crifo	Nomination au grade de chevalier dans l'Ordre National du Mérite, 2013	DDEE
Anne-Laure Delatte	Nomination au grade de chevalier dans l'Ordre National du Mérite, 2016 Obtention d'un poste de <i>visiting</i> à l'Université de Princeton, 2014-2015 et 2015-2016	MIBEF
Pierre-André Jouvét	Election à la Présidence de la ComUE Paris Lumières, septembre 2015	DDEE
Dominique Meurs	Délégation auprès de l'INED, 2015-2016	DDEE
Aurélien Saïdi	Nommé Vice-Président Numérique de l'Université Paris Nanterre, 2017	MIBEF

5.4.1.11.3 Responsabilités dans des sociétés savantes

Alain Ayong Le Kama	Président fondateur de la FAERE (<i>French Association of Environmental and Resource Economists</i>) Membre du Comité Directeur de l'AFSE, depuis 2012	DDEE
Ludovic Julien	Président du CEPET (<i>Center European Program in Economic Theory</i>), depuis 2012	DIRIS
Eric Langlais	Secrétaire général de l' <i>European Association of Law & Economics</i> , depuis 2015 Membre du Bureau de Direction de l'Association Française d'Economie du Droit, depuis 2016	DIRIS
Dominique Meurs	Membre du comité de direction de l'Alliance pour la recherche sur les discriminations (ARDIS) du DIM « Genre, Inégalités et Discrimination ».	DDEE

Valérie Mignon	Membre du Comité Directeur de l'AFSE, depuis 2004 Membre du Cercle des Economistes, depuis 2015	MIBEF
Fabien Prieur	Membre du bureau de la FAERE	DDEE
Lionel Ragot	Membre du Comité Directeur de l'AFSE, depuis 2016 Trésorier de la FAERE	DDEE

5.4.1.11.4 Invitations à des colloques / congrès à l'étranger

Le tableau ci-après dresse la liste non exhaustive des invitations à des colloques à l'étranger :

Elena Dumitrescu	Applied time series econometrics Workshop, St. Louis, 11 avril 2014 Vienna-Copenhagen conference on financial econometrics, Vienna, 9-11 mars 2017	MIBEF
Eric Langlais	6 th Workshop on Institutions, Individual Behavior and Economic Outcomes, University of Sassari, Alghero (Sardinia), June 28-29, 2015 12 th Annual Conference of the Italian Society of Law & Economics, Torino, December 16-17, 2016 CELS Asia Conference & the 4 th International Conference on the Empirical Studies of Judicial System, Taipei, Taiwan, June, 13-15, 2017 18 th meeting of the Association of Public Economic Theory, Paris, July, 10-13, 2017	DIRIS
Alessandro Melcarne	« De Jure Workshop », World Bank (USA), juin 2017	DIRIS
Alice Nicole Sindzingre	Workshop on Regional Financial and Monetary Cooperation, UNCTAD, Division of Globalization and Development Strategies, 12-13 décembre 2013 Workshop Institutions and Social Innovation: a Mutual Feeding, University of Pavia, 29-30 janvier 2015 SOAS Africa Conference, Londres, 20-21 juillet 2017; 24-25 juin 2016 Conference 'Implications of Chinese Economic Engagement in Africa', Nottingham, 8 juin 2016	DDEE

Le tableau ci-dessous donne la liste non exhaustive des invitations à des séminaires à l'étranger :

Hamza Bennani	Université de Trier, décembre 2015 Université de Saint-Louis, avril 2016 Banque Nationale de Slovaquie, octobre 2016 Banque d'Angleterre, février 2017 Banque du Maroc, mai 2017	MIBEF
Andreea Cosnita	Düsseldorf Institute for Competition Economics, 2015 Research Institute of Industrial Economics Stockholm, octobre 2016 Stockholm School of Economics, Stockholm, octobre 2016 LCII & HEC-ULg, Université de Liège, février 2017	DIRIS
Eliane El Badaoui	Séminaire du département d'économie, Université d'Ottawa, juillet 2014 Séminaire du département d'économie, Université de Vérone, octobre 2016	DIRIS
Ludovic Julien	Séminaire invité Université d'Udine, juillet 2013, avril 2014, octobre 2016 Séminaire Université de Strathclyde, Glasgow, novembre 2016	DIRIS
Eric Langlais	Seminar Series « Law and Economics », University of Marburg, janvier 2016 Seminar Series « Law and Economics », University of Tel Aviv, mai 2016	DIRIS
Alice Nicole Sindzingre	CESA Research Seminar, School of Economics and Management, Lisbon, 28 février 2013 University of Macerata, department of economics and law, faculty of economics, 8 octobre 2013 Graduate School of International Relations, College of International Relations/Department of International Relations, Ritsumeikan University, 25 novembre 2014 Division of Economics, Research Seminar, Nottingham Trent University, 9 décembre 2015 Africa Research Group Research Seminar, University of Nottingham, 20 avril 2016 Development Studies Seminar, University of Portsmouth, 28 mars 2017	DDEE

5.4.1.11.5 Séjours dans des laboratoires étrangers

Le tableau ci-dessous fournit la liste non exhaustive des séjours effectués dans des laboratoires étrangers :

Alain Ayong Le Kama	European University of Saint-Petersburg (2013, 2015) Université des Antilles-Guyane (2013, 2015)	DDEE
---------------------	---	------

	Université de McGill à Montréal (2014) Université de Nouvelle-Calédonie (2013)	
Hamza Bennani	University of Łódź (2017)	MIBEF
Michael Brei	University of the West Indies (2015, 2016, 2017)	MIBEF
Bénédicte Coestier	Columbia University (2012, 2013, 2014)	DDEE
Andreea Cosnita	Stockholm School of Economics (2016)	DIRIS
Cécile Couharde	UQAM, Canada (2015)	MIBEF
Dramane Coulibaly	Université de Dschang (2016, 2017)	MIBEF
Anne-Laure Delatte	Université de Princeton (2014, 2015, 2016)	MIBEF
Elena Dumitrescu	European University Institute (2013,2014)	MIBEF
Eliane El Badaoui	Université Saint Joseph, Liban (2014, 2015, 2016) Grantham Research Institute, LSE, Londres (2015) Notre Dame University, Liban (2015) Université d'Ottawa, Canada (2014) Université des Iles Baléares, Espagne (2014) Université de Vérone, Italie (2013)	DIRIS
Ludovic Julien	Université d'Udine Université Catholique de Louvain	DIRIS
Eric Langlais	Université Sassari (2015) School of Law, Tel Aviv (2016) Academia Sinica, Taipei (2017) Université de Marburg (2016, 2017)	DIRIS
Fabienne Llense	Université du Queensland (2013)	DDEE
Alessandro Melcarne	Université du Piemont Oriental (2017)	DIRIS
Ouarda Merrouche	Université de Zurich (séjours réguliers) Université de Lausanne (séjours réguliers)	MIBEF
Dominique Meurs	Université de Melbourne	DDEE
Luc Désiré Omgba	United Nations University, Helsinki, Finlande (2016)	DDEE
Hélène Raymond	Université du Pirée (2014)	MIBEF
Nicole Alice Sindzingre	Université de Londres, School of Oriental and African Studies (depuis 2002) Université de Lisbonne (2015, 2016) Université de Kobe (2014)	DDEE
Saïd Souam	ENSM d'Alger (2013, 2014)	DIRIS

5.4.2 Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé

5.4.2.1 Interactions avec les acteurs socio-économiques

5.4.2.1.1 Contrats de R&D avec des industriels

Le tableau ci-dessous donne une liste non exhaustive de contrats obtenus auprès de partenaires industriels. Les contrats visant à financer des thèses ne figurent pas dans ce tableau et sont reportés dans le tableau de la rubrique suivante.

Partenaire	Intitulé du contrat	Porteur	Montant	Début	Fin	Axe
OSEO	Performance, risque et échec de l'entreprise	N. LEVRATTO	23 322 €	06/05/2010	06/05/2013	DDEE
L'OREAL	Etude des rémunérations et des déroulements de carrière des salariés de L'Oréal en France	D. MEURS	30 000 €	01/10/2012	01/10/2015	DDEE
CFE	Déséquilibres des paiements courants et taux de change : les effets systémiques des prix de l'énergie	V. MIGNON	139 228 €	01/03/2013	31/01/2016	MIBEF
Kedge Business School- Anima	Observatoire des Pratiques des Entrepreneurs et des Entreprises dans les Economies de la Région MENA	N. LEVRATTO	3 503 €	18/12/2014	31/12/2015	DDEE
EIF	Chaire économie du climat (Post-doc Vincent Renault-Giard)	PA. JOUVET	46 692 €	01/09/2014	31/08/2015	DDEE
IFPEN	Croissance économique et contrainte d'énergie nette: une analyse en dynamique des systèmes	PA. JOUVET	21 600 €	01/10/2013	30/09/2016	DDEE
Kedge ParisEst PBA	Optimisation des actions d'accompagnement de PBA	N. LEVRATTO		01/01/2015	01/01/2017	DDEE
EDF	Egalité professionnelle	D. MEURS	54 000 €	01/06/2015	30/05/2018	DDEE
Kedge Business School- Anima	Observatoire des Pratiques des Entrepreneurs et des Entreprises dans les Economies de la Région MENA	N. LEVRATTO		12/05/2015	31/12/2016	DDEE
AFTI	Les matinales de l'AFTI	M. BOUTILLIER	2 500 €	04/11/2015	04/11/2015	MIBEF
CFE	Risque et enjeux liés aux défis énergétiques dans les pays en développement	C. COUHARDE	180 253 €	01/11/2015	31/10/2017	MIBEF
VERTEEGO	Evaluation de projet	M. BAUDRY	7 840 €	20/04/2016	15/12/2017	DDEE
Saint-Gobain	Post-doc Vincent Renault-Giard	M. BAUDRY	54 000 €	12/02/2016	11/02/2017	DDEE
BPIFrance / CASD	Prêt de base de données	M. BAUDRY		20/02/2017	20/02/2020	DDEE
Natixis	GDRE	C. BOUCHER	3 000 €	05/07/2017	05/07/2017	MIBEF
AFG	GDRE	C. BOUCHER	3 000 €	05/07/2017	05/07/2017	MIBEF
ESCP	GDRE	C. BOUCHER	6 000 €	05/07/2017	05/07/2017	MIBEF
La Poste	Mieux comprendre les absences et accidents au travail	F. FREMIGACCI		01/07/2016	01/01/2018	DDEE

5.4.2.1.2 Bourses Cifre et bourses de thèse financées par des industriels

Doctorant		Directeur de thèse		Soutenance	Institution	Axe
Nom	Prénom	Nom	Prénom			
AUDIGE	Henri	MIGNON	Valérie	12/06/2014	Banque de France	MIBEF
BARRETAUD	Benjamin	SCIALOM	Laurence	14/04/2015	Banque de France	MIBEF
BOIS	Hugo	AYONG KAMA LE	Alain	06/11/2017	PCA Peugeot (*)	DDEE
CHAHAD	Mohamed	DE BANDT	Olivier	12/12/2013	Banque de France	MIBEF
CHRISTOPHE	Kymblye	RAGOT	Lionel		FRS Consulting	DDEE
CIVEL	Edouard	BAUDRY	Marc		Saint Gobain	DDEE
CRUZ-GARCIA	Nathaly	BAUDRY	Marc		Centre Scientifique et Technique du Bâtiment	DDEE
DAVENNE	Charles	JELEVA	Meglana		Yakman	DDEE
DUFAU	Bastien	BAUDRY	Marc		Coe-Rexecode	DDEE
DUPOUX	Marion	AYONG KAMA LE	Alain	16/01/2017	IFPEN – INRA	DDEE
DURAND	Pierre	MIGNON	Valérie		BNP Paribas	MIBEF

Doctorant		Directeur de thèse		Soutenance	Institution	Axe
Nom	Prénom	Nom	Prénom			
EL OUADGHIRI	Imane	MIGNON	Valérie	01/10/2015	Marketscience France (*)	MIBEF
GAMBARDELLA	Massimiliano	BROUSSEAU	Eric	23/01/2014	Société France Télécom	DIRIS
GAUVIN	Ludovic	MIGNON	Valérie	18/12/2014	Banque de France	MIBEF
HUBERT	Romain	CRIFO	Patricia		ADEME	DDEE
JOUF	Chouaib	COUHARDE	Cécile		Association Nationale des Industries Alimentaires	MIBEF
KPONDJO	Nadia	CRETI	Anna	01/12/2016	EDF - IFPEN	DDEE
LEBOULLENGER	Déborah	MIGNON	Valérie	06/07/2017	BPCE	MIBEF
LECARPENTIER	Sandrine	MIGNON	Valérie		Banque de France	MIBEF
MEURISSE	Bénédicte	AYONG KAMA LE	Alain	30/11/2015	Michelin	DDEE
NICOLAS	Claire	AYONG KAMA LE	Alain	01/06/2016	GDF – IFPEN	DDEE
NOAH	Alphonse	BOUTILLIER BREI	Michel Michael		Banque de France	MIBEF
OVERTON	George	ALLEGRET DE BANDT	Jean-Pierre Olivier		Banque de France	MIBEF
PARIS	Anthony	MIGNON CHEVALLIER	Valérie Julien		IFPEN (*)	MIBEF
PERROTTON	Florian	AYONG KAMA LE	Alain	15/12/2017	GDF	DDEE
QUIGNON	Aurélien	LEVRATTO	Nadine		Institut Friedland	DDEE
RENNER	Marie	JOUVET	Pierre-André	08/04/2015	EDF	DDEE
SALAKHOVA	Dilyara	SCIALOM	Laurence	02/02/2015	Banque de France	MIBEF
SALIN	Julien	LEVRATTO	Nadine		BPI France	DDEE
STAGNOL	Lauren	MIGNON	Valérie	12/06/2017	Amundi	MIBEF
TABAÏ	Basile	SCIALOM	Laurence		Institut Friedland (**)	MIBEF

(*) : bourse de thèse financée par contrat de 3 ans avec le partenaire industriel. (**): en attente d'instruction.

5.4.2.2 Activités d'expertise scientifique (consultant)

Michel Aglietta	Conseiller à Groupama Asset Management Conseiller au CEPII Membre du Haut Conseil des Finances Publiques	MIBEF
Alain Ayong Le Kama	Conseiller scientifique au plan urbanisme, construction et architecture (PUCA, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire) depuis 2009 Membre du conseil scientifique du programme interdisciplinaire de recherche sur la ville et l'environnement du CNRS depuis 2010 Président du conseil scientifique du SOeS (service de l'observation et des statistiques) du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire depuis 2014 Membre du comité de pilotage scientifique du Défi 1 « Gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique » de l'ANR (2011-2016)	DDEE
Marc Baudry	Co-responsable du Programme « Prix du CO2 et Innovation bas carbone » de la Chaire Economie du Climat (depuis 2013)	DDEE
Christophe Boucher	Consultant auprès de nombreuses banques privées et sociétés de gestion d'actifs	MIBEF
Michael Brei	Consultant auprès du Bureau International du Travail en 2013 Consultant auprès de la Banque des Règlements Internationaux (2016, 2017)	MIBEF
Denis Carré	Expert auprès de la DATAR (2014), du Grand Paris (2014) et de la Région Ile de France (2015, 2016)	DDEE
Virginie Coudert	Conseiller scientifique à la Banque de France	MIBEF
Patricia Crifo	Co-responsable de la Chaire FDIR Membre du Conseil Économique pour le Développement Durable (CEDD) depuis 2009 Membre du comité des experts de la fondation Connaissance des énergies depuis 2011 Membre du comité du label ISR depuis 2016	DDEE

Guillemette de Larquier	Membre du conseil scientifique du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) depuis 2016 Membre du comité scientifique de l'Association d'Economie Sociale depuis 2007	DDEE
Gilles De Truchis	Consultant auprès du Ministère de la Défense	MIBEF
Anne-Laure Delatte	Membre nommée du conseil scientifique de la Fondation Banque de France depuis 2014 Directrice adjointe du CEPII depuis 2016 Membre du Conseil d'Analyse Economique depuis 2016	MIBEF
Meglana Jeleva	Experte associée du Fonds Croix Rouge	DDEE
Pierre-André Jouvet	Présidence du conseil scientifique de la Chaire Economie du Climat Expert auprès de la Fondation pour la Recherche pour la Biodiversité depuis 2010 Membre expert de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire) depuis 2011	DDEE
Rachidi Kotchoni	Membre du comité scientifique de l'Observatoire de la Francophonie Economique	MIBEF
Eric Langlais	Membre du comité de Pilotage « Droit et développement – Stratégie d'influence par le droit » du Ministère des affaires étrangères et du développement international et du Ministère de la justice	DIRIS
Nadine Levratto	Experte auprès de l'OCDE depuis 2013 Membre du comité d'orientation du <i>think tank</i> de BPI-France	DDEE
Alessandro Melcarne	Administrateur de la compagnie italienne Holding Energia Risorse Ambiente depuis 2017	DIRIS
Dominique Meurs	Chercheuse associée à l'INED Co-directrice du programme de travail du CEPREMAP depuis 2015 Membre du conseil scientifique de la DGAFP (Ministère de la Fonction Publique) depuis 2012	DDEE
Valérie Mignon	Conseiller scientifique au CEPII Membre du comité scientifique du Conseil Français de l'Energie depuis 2014	MIBEF
Benjamin Monnery	Expert en évaluation dans le champ pénal auprès de la fondation Demeter (sous l'égide de la Fondation de France)	DIRIS
Lionel Ragot	Conseiller scientifique au CEPII	DDEE
Aurélien Saïdi	Membre titulaire de la commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	MIBEF
Laurence Scialom	Responsable du pôle régulation financière de <i>think tank</i> Terra Nova Membre qualifiée de l'association Finance Watch Membre du Conseil scientifique de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) depuis 2015 Membre de la Commission consultative épargnants de l'Autorité des Marchés Financiers depuis 2016	MIBEF
Yamina Tadjeddine	Membre fondateur de l'Association Etudes Sociales de la Finance	MIBEF
Sessi Tokpavi	Consultant à <i>Famsa Investment</i> (Unigestion) au Luxembourg depuis 2012	MIBEF

5.4.2.3 Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation

2017

Allègre Guillaume, Blot Christophe, Creel Jérôme, Ducoudré Bruno, Georg Feigl, Hofmann Julia, Marterbauer Markus, Nielsen Jon, Périvier Hélène, sampognaro Raul, Saraceno Francesco, Schnetzer Matthias, Timbeau Xavier, Villemot Sébastien, Watt Andrew, Zuckerstätter Sepp, « Time to repair the roof » (Rapport), **S&D Group of the European Parliament**, Novembre, 2017.

Blot Christophe, Creel Jérôme, Hubert Paul, Labondance Fabien, Ragot Xavier, « Financial stability and the ECB » (Rapport), **Parlement européen - Dialogue monétaire avec la BCE**, Février, 2017.

Blot Christophe, Creel Jérôme, Hubert Paul, Labondance Fabien, « Are European bond markets overshooting? » (Rapport), **Parlement européen - Dialogue monétaire avec la BCE**, Mai, 2017.

Blot Christophe, Creel Jérôme, « Policy decentralization at the ECB » (Rapport), **Parlement européen - Dialogue monétaire avec la BCE**, Septembre, 2017.

Blot Christophe, Creel Jérôme, Hubert Paul, « What should the ECB "new normal" look like? » (Rapport), **Parlement européen - Dialogue monétaire avec la BCE**, Décembre, 2017.

Brunetto Marc, Çarré Denis, Levratto Nadine, Tessier Luc, « Analyse du lien entre les métropoles et les territoires avoisinants » (Rapport), **France Stratégie, CGET, CDC**, janvier, 2017.

Deckert Katrin, Harnay Sophie, Llense Fabienne, Sachs Tatiana, « L'efficacité des codes de gouvernance : perspectives comparées et pluridisciplinaires » (Rapport), **GIP Mission Droit & Justice, Ministère de la Justice**, Octobre, 2017.

Frédéric G. Reynès, Malliet Paul, « Assessing Low Carbon and Resilient Growth in Indonesia: An application of the ThreeME model » (Rapport), **Direction des ressources marines et naturelles, Ministère de la planification au développement / BAPPENAS, Jakarta, Indonésie**, Mars, 2017.

Gilles Fabrice, L'Horty Yannick, Mihoubi Ferhat, Yang Xi, « Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et la R&D: une évaluation ex post: Résultats complémentaires » (Rapport), **France Stratégie**, mars, 2017.

Gilles Fabrice, L'Horty Yannick, Mihoubi Ferhat, Yang Xi, « Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et l'activité des entreprises: une nouvelle évaluation ex post pour la période 2013-2015 » (Rapport), **France Stratégie**, Octobre, 2017.

Mignon Valérie, « Déséquilibres des paiements courants et taux de change : les effets systémiques des prix de l'énergie » (Rapport), **Conseil Français de l'Energie**, Septembre, 2017.

Moret Bailly Joël, Ruiz Fabri Hélène, Scialom Laurence, « Conflits d'intérêt : nouvelle frontière de la démocratie » (Rapport), **Think Tank Terra Nova**, 3 février, 2017.

2016

Aglietta Michel, Valla Natacha, « Taux d'intérêt négatifs et stagnation séculaire : politique monétaire ou choix sociétal ? » (Rapport), **Panorama du CEPII, N° 2016-01**, Février, 2016.

Aglietta Michel, Espagne Etienne, Hourcade Jean-Charles, Perrissin Fabert Baptiste, « The low carbon transition between the animal spirits of finance and the fault lines of the world economy » (Rapport), **Moving the trillions, Brazil on CLIMA**, Janvier, 2016.

Aglietta Michel, Coudert Virginie, « Trump and the Dollar in the Refection of History » (Rapport), **CEPII Policy Brief n° 17**, Septembre, 2016.

Aglietta Michel, Bai Guo, « China's 13th Five-Year Plan. In Pursuit of a "Moderately Prosperous Society" » (Rapport), **CEPII Policy Brief n° 12**, Septembre, 2016.

Baumont Catherine, Çarré Denis, Levratto Nadine, « Dynamiques territoriales et politiques de développement économique en Ile-de-France » (Rapport), **Conseil Régional Ile-de-France**, Juillet, 2016.

Belkouch Hicham, « Protection sociale au Maroc, analyse des parties prenantes » (Rapport), **Friedrich Ebert Stiftung**, Avril, 2016.

Benhamou Salima, Crifo Patricia, Diaye Marc-Arthur, « RSE et compétitivité. Evaluation et approche stratégique » (Rapport), **France Stratégie**, Janvier, 2016.

Bunel Matthieu, Gilles Fabrice, L'Horty Yannick, Mihoubi Ferhat, Yang Xi, « Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et la R&D: une évaluation ex post » (Rapport), **France Stratégie**, Septembre, 2016.

Çarré Denis, Levratto Nadine, « Analyse qualitative de l'effet local : étude de territoires particuliers » (Rapport), **Institut CDC pour la recherche, AdCF**, juillet, 2016.

Favereau Olivier, « L'impact de la financiarisation de l'économie sur les entreprises et plus particulièrement sur les relations de travail, » (Rapport), **Bureau International du travail**, octobre, 2016.

Favereau Olivier, « The impact of financialisation of the economy on enterprises and more specifically on labour relations » (Rapport), **International Labor Organisation**, octobre, 2016.

Scialom Laurence, « Union bancaire inachevée : danger » (Rapport), **Terra Nova**, 5 Avril, 2016.

2015

Aglietta Michel, « Qualité de la croissance et transition écologique » (Rapport), **Nature et Richesses des Nations, Revue du CGDD, n° spécial**, Décembre, 2015.

Aglietta Michel, Espagne Etienne, « Financing energy and low-carbon investment: public guarantees and the ECB » (Rapport), **CEPII Policy Brief n° 6**, Mars, 2015.

Cavaco Sandra, Crifo Patricia, « La responsabilité sociale et la performance des entreprises » (Rapport), **CFE-CGC**, Septembre, 2015.

2014

Coupey-Soubeyran Jézabel, Scialom Laurence, « Union bancaire : le temps joue contre nous » (Rapport), **Terra Nova**, Mars, 2014.

Aglietta Michel, Bai Guo, « China's Roadmap to Harmonious Society: Third Plenum Decisions on "major issues concerning comprehensively deepening reforms" » (Rapport), **CEPII Policy Brief n° 3**, Mai, 2014.

Fremigacci Florent, Gobillon Laurent, Meurs Dominique, Ponthieux Sophie, Roux Sébastien, « Mesurer et analyser les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes au sein de la fonction publique en France. url: http://economix.fr/pdf/DMeurs_Rapport_final_141002.pdf » (Rapport), **DGAFP et Défenseur des Droits**, Octobre, 2014.

Scialom Laurence, Tadjeddine Yamina, « Banques hybrides et Réglementation des banques de l'ombre », (Rapport), **Terra Nova**, 17 novembre, 2014.

Scialom Laurence, « Union bancaire - Réforme de la structure des banques: la tentation de l'autruche » (Rapport), **Terra Nova**, Novembre, 2014.

2013

Bessis Franck, Chaserant Camille, Favereau Olivier, Harnay Sophie, Pietrini Silvia, « Régulations professionnelles et pluralisme juridique : une analyse économique de la profession d'avocat » (Rapport), **Mission Droit et Justice (GIP)**, Novembre, 2013.

Bessis Franck, Bessy Christian, Chaserant Camille, Favereau Olivier, Harnay Sophie, « Enquête statistique sur la profession d'avocat : modes d'organisation des activités et identité professionnelle, » (Rapport), **Conseil National des Barreaux, Paris, France**, mars, 2013.

Carré Denis, Levratto Nadine, « Les entreprises du secteur compétitif dans les territoires. Les déterminants de la croissance » (Rapport), **AdCF, CDC, Paris France**, juin, 2013.

Crifo Patricia, Rebérioux Antoine, Williamson Tannis, « The Link between corporate governance and CSR: the role of board of directors. » (Rapport), **IMS Luxembourg**, Novembre, 2013.

Giraud Gaël, Scialom Laurence, « Pour une réforme bancaire ambitieuse : vous avez dit Liikanen ? Chiche ! » (Rapport), **Terra Nova**, 28 février, 2013.

Méadel Cécile, Scialom Laurence, « Danses politiciennes au bord du précipice » (Rapport), **Terra Nova**, 28 Mars, 2013.

5.4.2.4 Produits destinés au grand public

5.4.2.4.1 Émissions radio, TV, presse écrite

2018

Valérie Mignon, L'inflation de la zone euro est-elle désespérante ?, Boursorama, 30/04/2018

Dominique Meurs, Egalité salariale. L'entreprise a un rôle à jouer, Ouest France, 07/03/2018

Denis Carré, De la carte des métropoles au débat sur « l'effet métropolitain », Les Echos, 14/02/2018

Nadine Levratto, Grand Paris : et si le « ruissellement » de l'emploi n'était pas automatique ?, Le Monde, 08/02/2018

Laurence Scialom, Démocratiser l'Europe, cela commence à la Banque centrale européenne, Le Monde, 22/01/2018

2017

Lionel Ragot, L'immigration : une chance économique pour les pays d'installation ?, Radio France Internationale, 18/12/2017

Valérie Mignon, Y a-t-il un retournement boursier ?, Boursorama, 27/11/2017

Dominique Meurs, L'inégalité au travail, France Culture, 07/11/2017

Dominique Meurs, Les inégalités de salaire entre femmes et hommes stagnent : une fatalité ?, LCI, 07/10/2017

Valérie Mignon, Hausse des dividendes : un bon signal ?, Boursorama, 02/10/2017

Nadine Levratto, Le travail indépendant, Conseil Economique, Social et Environnemental, 28/09/2017

Laurence Scialom, La finance dans sa bulle (1929, 2008), France Culture, 20/09/2017

Nadine Levratto, Artisans, professions libérales, indépendants... : doivent-ils se réjouir de la fin du RSI ?, France Culture, 11/09/2017

Patricia Crifo, La croissance verte réunit écologie et emploi, Libération, 2/08/2017

Dominique Meurs, Le chômage des immigrés : quelle est la part des discriminations ?, La Croix, L'humanité, 01/07/2017

Laurence Scialom, Ces hauts fonctionnaires qui préfèrent le privé, Alternatives Economiques, 27/06/2017

Nadine Levratto, Les politiques ont facilité les licenciements, Décideurs magazine, 06/06/2017

Laurence Scialom, Généalogie du conflit d'intérêt avec Antoine Vauchez, France Culture, 29/05/2017

Valérie Mignon, Yuan : pourquoi Trump change d'avis ?, Boursorama, 24/05/2017

Nadine Levratto, Internationalisation des métropoles : vers l'abandon des territoires ruraux ?, Elues locales, 14/04/2017

Patricia Crifo, Moi, Présidente, Ouest France, 04/2017

Fatih Karanfil, Celtic and Rangers 'need to cash in on bitter rivalry', claims leading economist, Daily Record, 20/03/2017
 Laurence Scialom, Réponse aux propositions d'E Macron sur la réglementation bancaire, L'AGEFI, 17/03/2017
 Laurence Scialom, Cumul des mandats : davantage de régulation pour renouer avec le peuple ?, Le courrier des maires, 08/03/2017
 Laurence Scialom, Pour Terra Nova, les parlementaires ne doivent plus recruter de collaborateur parmi leurs proches, Le Monde, 02/03/2017
 Benjamin Monnery, Au Parlement, les amateurs d'emplois familiaux sont moins actifs que les autres, Mediapart, 21/02/2017

2016

Laurence Scialom, Qui doit sauver les banques ?, BFM Business, 22/12/2016
 Valérie Mignon, Effet Trump : quel impact sur les taux et la Bourse ?, Boursorama, 18/11/2016
 Laurence Scialom, La réglementation bancaire en Europe est-elle trop sévère? L'expansion, 25/10/2016
 Nadine Levratto, Notre pays reste attractif pour des entreprises étrangères, Libération, 05/10/2016
 Michel Aglietta, La crise de Deutsche Bank reflète les maux de l'économie mondiale, La Tribune, 30/09/2016
 Laurence Scialom, Les anathèmes de MM. Cahuc et Zylberberg ne sont pas à la hauteur des défis que doit relever l'économie, Le Monde, 22/09/2016
 Hamza Bennani, Comment les profils des membres de la BCE influent sur leurs discours sur les réformes, Les Echos, 13/09/2016
 Laurence Scialom, L'affaire Barroso, L'AGEFI, 13/09/2016
 Laurence Scialom, Titrisation : la mémoire courte de la Commission européenne, Alterécoplus, 20/07/2016
 Laurence Scialom, L'Europe n'est-elle bonne qu'à sanctionner ? / Nouveau réalisme et art contemporain, France Culture, 12/07/2016
 Valérie Mignon, Malgré la mondialisation, le retour des frontières, Les Echos, 29/06/2016
 Laurence Scialom, Lettre ouverte aux députés européens sur les risques d'une relance de la titrisation, La Tribune, 23/05/2016
 Laurence Scialom, Il faut réformer les « mastodontes bancaires », Le Monde, 20/05/2016
 Hamza Bennani, Que peuvent (encore) faire les banques centrales ?, Alternatives Economiques, 01/05/2016
 Laurence Scialom, Les masters 2 « non sélectifs » valent-ils encore le coup ?, Le Monde, 27/04/2016
 Michel Aglietta, L'invité de l'économie, Radio Classique, 21/04/2016
 Valérie Mignon, Blockchain : une chance pour la Bourse de Paris ?, Boursorama, 18/04/2016
 Yamina Tadjeddine, La bulle technologique va-t-elle finir par éclater ?, France Culture, le grain à moudre, 14/04/2016
 Yamina Tadjeddine, Cela ne sert à rien de lutter contre les paradis fiscaux !, Sud Radio, 13/04/2016
 Lionel Ragot, Les nouveaux visages de la mondialisation, France Culture, 09/04/2016
 Laurence Scialom, Union bancaire : le fonds européen de garantie des dépôts fait débat, La Tribune, 25/03/2016
 Laurence Scialom, En sélectionnant à l'entrée du Master 2, on n'a fait que déplacer le problème, Alterécoplus, 15/03/2016
 Yamina Tadjeddine, Krach ou pas krach? Pèlerin n°6953, 03/03/2016
 Patricia Crifo, Et si la performance économique reposait (aussi) sur une politique RSE ?, Interview pour l'Observatoire Energies d'Entreprise, 22/02/2016
 Yamina Tadjeddine, Les conditions d'un nouveau krach boursier sont-elles réunies ?", France Culture, le grain à moudre, 18/02/2016
 Yamina Tadjeddine, Faut-il craindre un krach boursier ?, RFI, 17/02/2016
 Laurence Scialom, Y a-t-il une alternative pour sortir de la crise ?, France culture, 15/02/2016
 Valérie Mignon, La situation actuelle des marchés, BFM Business, 15/02/2016
 Marc Baudry, L'état des lieux de l'innovation bas carbone, BFM TV, 13/02/2016
 Valérie Mignon, Faut-il adapter la politique monétaire aux prix du pétrole ?, Les Echos, 10/02/2016
 Patricia Crifo, Les emplois verts, Radio classique, 12/01/2016

2015

Yamina Tadjeddine, La FED relève ses taux, Radio Méditerranée Internationale, 19/12/2015
 Laurence Scialom, Banques : la fabrique de la confiance (2/4) - Réformer les banques pour prévenir les crises, France culture, 12/12/2015
 Valérie Mignon, COP21 : "À quoi sert la taxe sur les transactions financières ?", Boursorama, 30/11/2015
 Laurence Scialom, Une activation du bail-in pourrait propager la crise, Revue Banque, 30/11/2015

Guillemette de Larquier, Les entreprises devraient publier davantage leurs emplois vacants par annonce, *Entreprise et Carrières*, 06/10/2015

Lionel Ragot, L'immigration, un problème économique ?, *Arte*, 05/10/2015

Nadine Levratto, Pourquoi le bassin d'emploi de Brive réussit mieux ?, *CCI Corrèze*, 01/10/2015

Laurence Scialom, Pour une Banque de France indépendante du secteur financier, *Le Monde*, 24/09/2015

Laurence Scialom, Banque de France : François Villeroy de Galhau est exposé à un grave conflit d'intérêts, *Le Monde*, 15/09/2015

Laurence Scialom, Banque de France : la nomination d'un ex-dirigeant de BNP dénoncée par 150 économistes, *Le Monde*, 15/09/2015

Laurence Scialom, Villeroy de Galhau à la tête de la BdF: "un problème éthique majeur", *Challenges*, 15/09/2015

Laurence Scialom, Banque de France : la nomination de Villeroy de Galhau dénoncée, *Le Figaro*, 15/09/2015

Laurence Scialom, Banque de France: la nomination de Villeroy de Galhau contestée par des économistes, *Mediapart*, 15/09/2015

Laurence Scialom, Banque de France : 150 économistes s'opposent à Villeroy de Galhau, *Le Point*, 15/09/2015

Laurence Scialom, Doit-on tout accepter des Grecs ?, *BFM Business*, 06/07/2015

Luc-Désiré Omgba, Maudites matières premières, *L'Usine Nouvelle*, 02/07/2015

Lionel Ragot, Union Européenne : à qui profite l'immigration ?, *France 24*, 25/06/2015

Valérie Mignon, Dollar fort et pétrole faible : jusqu'à quand ?, *Les Echos*, 03/06/2015

Patricia Crifo, Les entreprises et le climat, *LCI*, 20/05/2015

Laurence Scialom, Le grand ménage des banques européennes, *Le Monde*, 13/05/2015

Laurence Scialom, Le Livre noir des banques, *Les Possibles*, 08/04/2015

Luc-Désiré Omgba, Comment éviter la "malédiction" des ressources naturelles ?, *La Tribune*, 11/03/2015

Olivier Favereau, Pour libérer la croissance, transformons l'entreprise, *Le Monde*, 27/02/2015

Nadine Levratto, La France redécouvre-t-elle ses usines ?, *BFM Business*, 18/02/2015

Laurence Scialom, Réforme bancaire : un impératif démocratique, *France culture*, 17/02/2015

Guillemette de Larquier, Simulez pour être recrutés, *Changer le travail*, 27/01/2015

Laurence Scialom, Le Parlement européen étudie une version light de la réforme des banques, *L'AGEFI*, 21/01/2015

Olivier Favereau, L'explosion des inégalités s'invite au Forum de Davos, *La Croix*, 20/01/2015

Laurence Scialom, Mmes et M. Les parlementaires, ne vous laissez pas engourdir par le sentiment du devoir accompli, *Le nouvel Economiste*, 15/01/2015

Anne-Laure Delatte, Instabilité sociale et austérité, *L'Economiste*, 13/01/2015

2014

Pierre-André Jovet, Conférence sur le climat : à Lima, il faut aller plus loin !, *Le Monde*, 09/12/2014

Ludovic Gauvin, Here Comes the Next Great Recession? The Dual-Stimuli Dilemma, *The National Interest*, 09/12/2014

Guillemette de Larquier, Recruteur VS candidat : pas vraiment le même combat, *Cadremploi*, 08/12/2014

Laurence Scialom, L'Europe relance sa réforme de la structure des banques, *L'AGEFI*, 03/12/2014

Laurence Scialom, Comment réguler la finance de l'ombre ?, *France culture*, 27/11/2014

Laurence Scialom, Qu'est-ce que le shadow banking ?, *France culture*, 26/11/2014

Laurence Scialom, Pourquoi il faut séparer les activités bancaires, *France culture*, 25/11/2014

Laurence Scialom, Régulation du secteur bancaire européen : un état des lieux, *France culture*, 24/11/2014

Laurence Scialom, La menace de la « finance de l'ombre », *La Croix*, 16/11/2014

Denis Carré et Nadine Levratto, Limiter les disparités entre territoires, *Le Monde*, 12/11/2014

Laurence Scialom, L'avenir du projet européen de séparation des activités bancaires est en question, *L'AGEFI*, 06/11/2014

Jean-Pierre Allegret, Les relations yuan - dollar : de la " guerre des monnaies " à la gouvernance monétaire et financière internationale, *Diplomatie*, n°71, novembre - décembre, 2014, p.80-85., 01/11/2014

Laurence Scialom, Le risque de contrepartie est massif, *Revue Banque*, 27/10/2014

Dominique Meurs, Pourquoi j'irai à la manif pour toutes de Deauville, *Le monde éco et entreprise*, 11/10/2014

Yamina Tadjeddine, La titrisation au secours de l'économie européenne ?, *AMAFI* n°116 (septembre 2014), pour un numéro spécial, 01/09/2014

Nadine Levratto, Le « pacte de responsabilité » n'inversera pas la courbe du chômage, *Mediapart*, 25/07/2014

Yamina Tadjeddine, Le "shadow banking" n'est pas près de disparaître, *Alternatives Economiques*, 01/07/2014

Anne-Laure Delatte, Kit de négociation pour conseil européen, *Libération*, 26/06/2014

Dominique Meurs, Nouveaux pères ?, *Le Monde*, 10/06/2014

Laurence Scialom, Les enjeux économiques de l'affaire BNP Paribas, *France Inter*, 06/06/2014

Laurence Scialom, Mario Draghi va-t-il vaincre la déflation ?, BFM TV, 05/06/2014
 Laurence Scialom, La capture des régulateurs, Nouvel Economiste - n°1715, 23/05/2014
 Anne-Laure Delatte, Pour une union budgétaire et fiscale en Europe, Le Monde, 22/05/2014
 Anne-Laure Delatte, Gare à l'éléphant dans les urnes dimanche, Libération, 22/05/2014
 Laurence Scialom, La capture. Où l'on verra comment les intérêts financiers ont pris le pas sur l'intérêt général et comment y mettre fin, Alternatives Economiques, 01/05/2014
 Patricia Crifo, Transition énergétique et emploi, BFM TV, 25/04/2014
 Anne-Laure Delatte, Pourquoi sortir de l'euro n'est pas la bonne solution, Challenge, 24/04/2014
 Laurence Scialom, Union bancaire : le temps joue contre nous, Les Echos, 26/03/2014
 Laurence Scialom, Ça y est, les Européens ont une arme pour se protéger de leurs banques, Europe1, 20/03/2014
 Laurence Scialom, Après Kerviel, la Société Générale va-t-elle devoir payer ?, BFM Business, 19/03/2014
 Laurence Scialom, Banques traditionnelles vs banques de l'ombre : je t'aime moi non plus, Le nouvel Economiste, 19/03/2014
 Ludovic Gauvin, Oil Stays Thick in China Downturn, The Wall Street Journal, 14/03/2014
 Lionel Ragot, Le nouvel enjeu économique de l'accueil des étudiants étrangers, La Tribune, 12/03/2014
 Lionel Ragot, L'immigration sans effet sur les comptes de la Sécurité sociale, RFI, 12/03/2014
 Anne-Laure Delatte, Comment les banques sont devenues plus puissantes que les Etats, Le Monde, 11/03/2014
 Dominique Meurs, Le congé parental masculin, un vrai pari pour la parité hommes-femmes, Le Figaro, 07/03/2014
 Anne-Laure Delatte, Pour une dépréciation de l'euro, Le Figaro, 06/03/2014
 Dominique Meurs, Placer le père au cœur des politiques familiales pour réduire les inégalités au travail, Le Monde, 03/03/2014
 Dominique Meurs, Mais à quoi ça sert que les femmes se décarcassent ?, Le Monde, 02/03/2014
 Laurence Scialom, L'état d'avancement et les perspectives d'évolution de l'Union bancaire, Sénat, 25/02/2014
 Anne-Laure Delatte, Manifeste pour une union politique de l'euro, Le Monde, 16/02/2014
 Laurence Scialom, La France s'oppose violemment au projet européen de réforme bancaire, Le Monde, 05/02/2014
 Dominique Meurs, Hommes/Femmes, une impossibilité égalité professionnelle ?, Entreprise et Carrières, 04/02/2014
 Laurence Scialom, Lettre ouverte au Conseil général de la Banque de France, Le Nouvel Economiste, 04/02/2014
 Laurence Scialom, LCI au journal 12-14h : interview sur la réforme de la structure des banques proposée par le commissaire européen Michel Barnier, LCI, 29/01/2014
 Laurence Scialom, Comment les banques ont profité de la crise grâce aux garanties d'Etat, Le Monde, 27/01/2014
 Laurence Scialom, Aux dirigeants politiques d'assumer le caractère fédéral du compromis !, Le Monde, 16/01/2014
 Lionel Ragot, Dénatalité : quelle France demain ?, France 5 - C dans l'air, 16/01/2014
 Nadine Levratto, Les Poussins sèment la zizanie chez les artisans, Liaisons sociales magazine - hors-série, 14/01/2014
 Laurence Scialom, Zone €: le soleil va-t-il briller à nouveau ?, BFM Business, 06/01/2014

2013

Lionel Ragot, Une réforme fiscale pour la croissance, Les Echos, 26/12/2013
 Laurence Scialom, Union bancaire : et si une banque faisait faillite ?, Europe1, 19/12/2013
 Pierre-André Jouvét, La nature a une valeur, Le Monde, 13/12/2013
 Pierre-André Jouvét, Les quatre piliers de la réforme fiscale, Les Echos, 29/11/2013
 Laurence Scialom, Un trublion de la finance nommé au sein de l'Autorité des marchés financiers, Le Monde, 29/11/2013
 Dominique Meurs, Les femmes toujours moins rémunérées que leurs homologues masculins, Grandes Ecoles et Universités, 28/11/2013
 Anne-Laure Delatte, L'économie suspendue aux stratégies des banques centrales, Les Echos Business, 18/11/2013
 Anne-Laure Delatte, La Relève, Les Echos, 17/11/2013
 Laurence Scialom, Le fiasco Crédit Lyonnais: vraiment soldé ?, BFM Business, 13/11/2013
 Anne-Laure Delatte, Note française dégradée : "La France reste une valeur refuge", Le nouvel observateur, 08/11/2013
 Nadine Levratto, Travail et ressources humaines, des richesses à cultiver localement, La Fabrique de l'industrie, 04/11/2013
 Lionel Ragot, Faut-il modifier, clarifier la politique migratoire de la France ?, France Inter, 24/10/2013
 Philippe Batifoulier, En pleine réforme, mais larvée, rampante, La Marseillaise, 23/10/2013
 Dominique Meurs, Les écarts de salaires ne bougent pas, Alternatives Economiques - Hors-série n°63, 26/09/2013
 Denis Carré, L'intercommunalité au service de la compétitivité de l'Ile-de-France ?, Métropolitique, 25/09/2013
 Nadine Levratto, les collectivités locales déterminent-elles encore le développement de leur territoire ?, La Gazette, 20/09/2013

Laurence Scialom, « La finance de l'ombre » représente toujours un énorme risque systémique, *Le Monde*, 16/09/2013
 Jean-Pierre Allegret, Les acteurs financiers de la mondialisation, *Questions internationales*, n°63, septembre-octobre, 2013, La Documentation française, Paris, p.46-52., 01/09/2013
 Michel Aglietta, Europe : la France est face à un choix décisif, *Alternatives économiques* (N° 327), 09/2013
 Nadine Levratto, Poussin un jour, pigeon toujours – Le statut des auto-entrepreneurs, *France Inter*, 27/08/2013
 Dramane Coulibaly, Quel programme économique pour le Mali ?, *Medi1 Radio, Magazine Afrique Invest*, 27/07/2013
 Nadine Levratto, Une nouvelle étude de l'AdCF sur « Les entreprises du secteur compétitif dans les territoires. Les déterminants de la croissance », *Assemblée des Communautés de France - Développement économique*, 12/07/2013
 Laurence Scialom, Recette miracle ? Comment la Banque postale s'est (ré)inventée en seulement 7 ans, *Atlantico*, 13/06/2013
 Nadine Levratto, Auto-entrepreneur : les 7 pommes de discorde, *La Tribune*, 06/06/2013
 Laurent Ferrara et Valérie Mignon, What's Holding Back Hiring?, *The Wall Street Journal*, 20/05/2013
 Vincent Bignon, Crise et châtiments, *Le Monde*, 22/04/2013
 Nadine Levratto, Cultiver localement la croissance, *Intercommunalités* n°177, 01/04/2013
 Laurence Scialom, Les banques ont-elles enfin mis de l'ordre dans les bilans ?, *L'Expansion*, 28/03/2013
 Dramane Coulibaly, Crise économique au Mali, *Medi1 Radio, Magazine Afrique Invest*, 09/03/2013
 Laurence Scialom, Le débat : Réforme bancaire, *LCI*, 25/02/2013
 Laurence Scialom, Réforme bancaire : ce qui est prévu, *MyTF1 News*, 14/02/2013
 Christian Milelli, Faut-il encore investir en Chine ?, *L'Harmattan*, 09/02/2013
 Laurence Scialom, La réforme bancaire : le rendez-vous manqué ?, *La Revue Parlementaire*, 01/02/2013
 Laurence Scialom, Table ronde sur la séparation des activités bancaires, *Sénat Vidéo*, 30/01/2013
 Laurence Scialom, Le découpage des grandes banques en question - pages 4 et 5, *Le Monde*, 15/01/2013
 Patricia Crifo, Les investissements d'avenir, *LCI*, 10/01/2013

5.4.2.4.2 Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.

Articles et interviews

2017

Aglietta Michel (2017), Capitalisme : les mutations d'un système de pouvoirs, **L'économie mondiale 2018**, Collection Repères, La Découverte.

Belkouch Hicham (2017), Système de retraite au Maroc entre vieillissement démographique et défaillance du marché de travail, **Critique Economique**.

Blot Christophe et Sabine Le Bayon (2017), La situation conjoncturelle européenne, **L'économie européenne 2017**, La Découverte.

Couharde Cécile, Delatte Anne-Laure, Grekou Carl, Mignon Valérie et Morvillier Florian (2017), Baisse du dollar : tous perdants au sein de la zone euro ?, **Lettre du CEPII n°381**, octobre.

Couharde Cécile, Delatte Anne-Laure, Grekou Carl, Mignon Valérie et Morvillier Florian (2017), Sur et sous-évaluations de change en zone euro : vers une correction soutenable des déséquilibres ?, **Lettre du CEPII n°375**, mars.

Delatte Anne-Laure (2017), Les paradis fiscaux, des paradis pas du tout artificiels, **L'économie mondiale 2018**, Collection Repères, La Découverte.

Egert Balázs, Gal Peter (2017), The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework, **OECD Journal: Economic Studies**, n°1, pp.91-108.

Jacolin Luc, Noah Alphonse (2017), Le mouvement de déconcentration des systèmes bancaires en Afrique subsaharienne, **Bulletin de la Banque de France**, vol.212, n°juillet-août 2017, pp.47-55.

Jacolin Luc, Noah Alphonse (2017), The deconcentration of banking systems in Sub-Saharan Africa, **Quarterly selection of articles-Banque de France**, n°47, pp.43-51.

Meurs Dominique (2017), Le chômage des immigrés : quelle est la part de la discrimination ?, **Population et société**, n°546, juillet.

Meurs Dominique (2017), Progrès technique et mutations du travail : hier et aujourd'hui, **Les Cahiers Français**, n°398, mai.

Monnery Benjamin (2017), Inciter les élus à la vertu : les apports de l'économie politique, *Cortex*, **Magazine du Labex Cortex**, 4/04/2017.

Sindzingre Alice Nicole (2017), L'économie peut-elle absorber les autres sciences sociales ? La pertinence des concepts de l'anthropologie, **Afrique Contemporaine**, vol.258, pp.157-171.

Sindzingre Alice Nicole (2017), Institutions as a Composite Concept: Explaining their Indeterminate Relationships with Paths of Development, **Journal of Contextual Economics-Schmollers Jahrbuch**, vol.137, pp. 167-192.

2016

Aglietta Michel (2016), America's slowdown, **New Left Review**, n°100.

Baudry Marc (2016), La "figure de l'entrepreneur" est-elle absente de l'analyse économique ?, **Regards Croisés sur l'Économie**, vol.19, n°2016/2, pp.106-116.

Bennani Hamza (2016), Que peuvent (encore) faire les banques centrales ? **Les Dossiers d'Alternatives Economiques**, mai.

Breton Régis, Coudert Virginie (2016), Stabilité financière : L'initiative « monnaie pleine », **Banque & Stratégie** n° 345.

Carré Denis (2016), Entreprises et territoires, la question de la coordination des acteurs, **Sol et Civilisation**, Lettre octobre 2016, n°58.

Delatte Anne Laure et Xavier Ragot (2016), Les divergences européennes : causes et leçons **L'économie européenne 2016**, La Découverte.

Monnery Benjamin (2016), Milieu ouvert, milieu fermé : quels effets sur la récidive ?, **AJ Pénal (Daloz)**, mai.

Monnery Benjamin (2016), Prévention de la récidive : les apports récents de la recherche empirique, **Revue Justice Actualité (ENM)**, juin.

Ragot Lionel (2016), Débat : faut-il ouvrir les frontières ?, **Alternatives Economiques**, Hors-Série, Janvier.

Ragot Lionel (2016), L'incidence fiscale de l'immigration, **Informations sociales**, 2016/3 (194).

Sindzingre Alice Nicole (2016), From an Eroding Model to Questioned Trade Relationships: the European Union and Sub-Saharan Africa, **Insight on Africa**, vol.8, n°2, pp.81-95.

2015

Aglietta Michel (2015), Monnaie et souveraineté ; comment compléter l'euro ?, **Economie Politique**, vol.2, n°66, pp.28-41.

Aglietta Michel et Thomas Brand (2015), La stagnation séculaire dans les cycles financiers de longue période, **L'économie mondiale 2016**, Collection Repères, La Découverte, 2015.

Allegret Jean-Pierre (2015), Les défauts souverains sur la dette extérieure : conditions et implications, **Regards Croisés sur l'Économie**.

Allegret Jean-Pierre (2015), Quelles sont les causes et les conséquences d'un défaut sur la dette publique ?, **Regards Croisés sur l'Économie**, vol.2, n°17, pp.101-116.

Bonnet C., Meurs Dominique et Rapoport B. (2015), Inégalités de retraite entre les hommes et les femmes dans le privé et le public : une analyse des distributions, **Revue de l'Ires**, n°87, 4, pp 35-61.

Coudert Virginie, Herve Karine (2015), Assurance : CDS souverains : vraie ou fausse protection ?, **Revue Banque**, n°784.

de Larquier Guillemette et Rieucau Géraldine (2015), Les entreprises devraient davantage publier leurs emplois vacants par annonce, **Entreprise & Carrières**, n° 1257, 6 octobre.

Delatte Anne Laure (2015), Sortie de l'euro, **L'économie française 2015**, La Découverte.

Scialom Laurence (2015), Une activation du bail-in pourrait propager la crise, **Revue Banque** (30/11/2015).

Sindzingre Alice Nicole (2015), Whatever Inconsistencies and Effects? Explaining the Resilience of the Policy Reforms Applied to Developing Countries, **Forum for Social Economics**, vol.44, n°2, pp.159-178.

Ragot Lionel (2015), Droit, écologie & économie de la biodiversité, **Les cahiers prospectives – CNRS**.

Sindzingre Alice Nicole (2015), La pertinence de l'anthropologie économique face à une économie intégrant les concepts de l'anthropologie : l'exemple des normes sociales, **Cahiers de Sociologie économique et culturelle**, vol.59-60, pp.151-167.

Tadjeddine Yamina (2015), La réforme de la gouvernance bancaire et financière, **Cahiers français**, n°387.

Tadjeddine Yamina (2015), 2009-2015 : Quelles avancées en matière de régulation du système financier mondial ?, **Ecoflash**, n°297.

2014

Aglietta Michel (2014), Dette publique et politique monétaire dans la zone euro, **L'économie mondiale 2015**, Collection Repères, La Découverte.

Aglietta Michel (2014), Les puissances émergentes, porteuses de nouveaux modèles ?, **Comprendre le capitalisme**, La Documentation française.

Allegret Jean-Pierre (2014), Les relations yuan - dollar : de la guerre des monnaies à la gouvernance monétaire et financière internationale, **Diplomatie**, n°71, novembre - décembre, 2014, p.80-85.

Coudert Virginie, Maggier Nicolas (2014), CDS européens : la spéculation sous contrôle, **Revue Banque**, n°777.

Ferrara Laurent, Sestieri Giulia (2014), Marché du travail et politique monétaire aux Etats-Unis : débats actuels et enjeux, **Bulletin de la Banque de France**, n°198, pp.113-124.

Gobillon Laurent, Meurs Dominique, Roux S. (2014), Le difficile accès des femmes aux emplois les mieux rémunérés : mécanismes et mesure, **Regards croisés sur l'économie**.

Jouvet Pierre-André (2014), Les contours d'un accord climatique : le rôle de la valeur carbone, **Revue Banque**, 778bis.

Jouvet Pierre-André (2014), L'Europe doit-elle arrêter son marché carbone ?, **Alternatives Internationales**, Janvier.

Le Maux Laurent, Scialom Laurence (2014), La Fed a 100 ans. Aux origines d'une banque centrale, **Economie Politique**, n°61, pp.82-94.

Meurs Dominique, Pailhé A., Ponthieux S. (2014), Quels sont les effets des enfants sur les rémunérations et carrières des mères ?, **Regards croisés sur l'économie**, septembre.

Meurs Dominique (2014), Les inégalités professionnelles entre les sexes perdurent, **Problèmes Economiques**, Numéro spécial, n°3086, p 5-9.

Ragot Lionel (2014), Les étudiants étrangers : un enjeu de la politique migratoire, **Problèmes Economiques**, Avril.

Scialom Laurence (2014), Le risque de contrepartie est massif, **Revue Banque** (27/10/2014).

Tovar Elisabeth (2014), L'avis du bien-portant doit-il plus compter que celui du malade pour décider de la distribution des soins de santé ? Un examen par les théories de la justice sociale, dans *Pour une élaboration démocratique des priorités de santé*, **Tribunes de la Santé**, mars.

Tovar Elisabeth (2014), Mesurer la pauvreté : l'apport de l'approche par les capacités. L'exemple de l'aire urbaine parisienne en 2010, **Informations sociales**, mars.

2013

Aglietta Michel (2013), Politique monétaire : nouveaux territoires, nouveaux horizons, **L'économie mondiale 2014**, Collection Repères, La Découverte.

Allegret Jean-Pierre (2013), Les acteurs financiers de la mondialisation, **Questions internationales**, n°63, septembre-octobre, 2013, La Documentation française, Paris, p.46-52.

Coudert Virginie, Gex Mathieu (2013), Pourquoi le règlement des CDS grecs n'a pas conduit à la débâcle annoncée, **Financial Stability Review**, vol.17, Banque de France.

Coudert Virginie, Gex Mathieu (2013), Why the Greek CDS settlement did not lead to the feared meltdown, **Financial Stability Review**, vol.17, Banque de France.

Coupey-Soubeyran Jézabel, Scialom Laurence (2013), Faut-il séparer les banques ?, **Economie Politique**, n°57, pp.6-13.

de Larquier Guillemette, Tuchsirer Carole (2013), Le secteur bancaire : des recrutements sous l'autorité des ressources humaines ?, **Revue de l'IRES**, n°76, pp.71-98.

de Larquier Guillemette (2013), Recrutement et détermination du salaire : l'importance des règles et des conventions, **Problèmes Economiques**, Hors-série n°3 « Comprendre le marché du travail », Février.

de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André (2013), La croissance verte : de l'intention à la mise en œuvre, **Futuribles**, 392, Janvier.

Ragot Lionel (2013), L'immigration ne plombe pas l'économie française, **Alternatives Internationales**, Hors-Série 12, Janvier.

Ragot Lionel (2013), Un état des lieux des dommages et des risques environnementaux, **Les cahiers français**, 374, Mai.

Renault-Giard Vincent (2013), L'habitat écologique à l'épreuve de son public, **EspaceTemps.net**.

Rotillon Gilles (2013), Comment juger le Grenelle de l'environnement ?, **Cahiers français**, n°374, pp.52-57.

Tadjeddine Yamina (2013), La loi sur les Banques, **Cahiers français**, n°376, pp.89-92.

Tadjeddine Yamina (2013), Les dérèglements financiers, **Sens dessous**, vol.11, pp.21-28.

Tadjeddine Yamina (2013), La finance comportementale, une critique cognitive du paradigme classique de la finance, **Idées**, n°174.

Vidéos

Patricia Crifo, L'ISR, Xerfi Canal, 04/2017

Laurence Scialom, Union bancaire : bail in et assurance dépôts européenne, Sénat vidéo, 23/03/2016

Laurence Scialom, Le risque de certaines banques systémiques n'est pas maîtrisé, Xerfi, 04/07/2016

Nadine Levratto, Terra Nova sur les politiques d'aide aux entreprises : "jouer plus collectif", Xerfi, 17/11/2015

Laurence Scialom, Comprendre les risques du shadow banking, Xerfi, 22/06/2015

Laurence Scialom, Union bancaire : il faut accélérer, Xerfi, 19/05/2014

Laurence Scialom, Auditions en commission des finances de l'assemblée nationale, Vidéos Assemblée Nationale, 30/01/2013

Laurence Scialom, Scission bancaire, débat: Laurence Scialom, Dailymotion, 21/01/2013

Laurence Scialom, Débat sur la scission bancaire, Dailymotion, 21/01/2013

5.4.2.4.3 Produits de médiation scientifique

Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon et Florian Morvillier, EQCHANGE: A Worldwide Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates, Econbrowser, 14/09/2017

Valérie Mignon, Sortie de l'euro et compétitivité française, Blog du CEPII, 30/03/2017 (en collaboration)

Nadine Levratto, Un nouveau souffle pour l'industrie française, Terra Nova, 28/03/2017

Virginie Coudert et Valérie Mignon, Falling oil price and appreciating dollar: is it normal?, Blog du CEPII, 27/01/2016

Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde, Valérie Mignon et Tovonony Razafindrabe, Is the exchange rate - oil price nexus stable over time?, Blog du CEPII, 26/10/2015

Nadine Levratto, Politiques d'aides aux entreprises : et si on jouait collectif ?, Terra Nova, 22/10/2015

Marc Joëts, Valérie Mignon et Tovonony Razafindrabe, Volatility and uncertainty are not the same!, Blog du CEPII, 4/05/2015

Laurent Ferrara et Valérie Mignon, Etats-Unis : la faiblesse de la reprise n'explique pas entièrement celle de l'emploi, Blog du CEPII, 6/06/2013

5.4.2.4.4 Débats science et société

2017

Michel Aglietta, Interventions aux JECO 2017, La preuve dans les sciences économiques, Entretiens AFSE, 07/11/2017

Michel Aglietta, Intervention aux JECO 2017, La secular stagnation est-elle notre avenir à long terme ?, 07/11/2017

Patricia Crifo, L'économie verte : de la contrainte aux opportunités d'emploi, Rencontres Economiques du Ministère de l'économie et des finances, IGPDE, 10/10/2017

Patricia Crifo, RSE, défi économique, Les jeudis de la recherche à l'X, 04/2017

Lionel Ragot, JECO – Les nocturnes de l'économie, conférence débat sur le thème « Le retour des frontières: la fin de la mondialisation ? », 30/03/2017

Laurence Scialom, JECO – Les nocturnes de l'économie, conférence débat sur le thème « Le retour des frontières: la fin de la mondialisation ? », 30/03/2017

2016

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, Quand la monnaie fait société, 09/11/2016

Virginie Coudert, Intervention aux JECO, La Chine a-t-elle fini avec les trente glorieuses ? 3 questions sur la monnaie chinoise, 08/11/2016

Guillemette de Larquier, Les pratiques de recrutement : éclairages statistiques, présentation pour le Réseau emplois compétences, France stratégie, Paris, 12/04/2016

Guillemette de Larquier, Les pratiques de recrutement : éclairages statistiques, Pôle Emploi, Direction des Statistiques, des Etudes et de l'Evaluation, Paris, 01/10/2016

Laurence Scialom, Lessons from Minsky for today's Challenges, Conférence à l'OCDE, 15/04/2016

Patricia Crifo et S. Cavaco, RSE et performance, Séminaire Economie et environnement, Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 21/01/2016

2015

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, La zone euro est-elle gouvernée ?, 15/10/2015

Guillemette de Larquier, Participation à la table ronde « Recruter autrement », Cercle du Oui / Lab'Ho (Adecco), Maison de la Chimie, 09/02/2015

Valérie Mignon, Prix du pétrole : effets macroéconomiques, sectoriels et conséquences financières, Les Matinales du CEPII, 16/09/2015

2014

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, La démocratie : un levier du développement ?, 15/11/2014.

Patricia Crifo, E. Laurent E, Making the link between social justice and the environment: are environmental and social inequalities cumulative?, OECD Green growth and sustainable development Forum, 11/2014

Meglana Jeleva, Evaluation économique du risque d'accident nucléaire, Autorité de Sureté Nucléaire, 10/2014

2013

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, Peut-on éviter les crises financières ?, 15/11/2013

Laurence Scialom, Table ronde sur la séparation des activités bancaires, Sénat Vidéo, 30/01/2013

5.4.3 Implication dans la formation par la recherche

5.4.3.1 Produits des activités pédagogiques et didactiques

5.4.3.1.1 Ouvrages

Aglietta Michel, Valla Natacha, (2017) « Macroéconomie » La Découverte, Grands Repères.

Allegret Jean-Pierre, Le Merrer Pascal, (2015) « Economie de la mondialisation » deuxième édition, de Boeck, Ouvertures économiques.

Hurlin Christophe, Mignon Valérie, (2015) « Statistique et probabilités en économie-gestion » Dunod, Collection Openbook.

Aglietta Michel, Coudert Virginie, (2014) « Le dollar et le système monétaire international » La découverte.

Etner Johanna, Jeleva Meglana, (2014) « Microéconomie » Dunod.

Bontems Philippe, Rotillon Gilles, (2013) « Economie de l'environnement » quatrième édition, La Découverte.

de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André, (2013) « Le capital Vert. Une nouvelle perspective de croissance. » Odile Jacob.

Scialom Laurence, (2013) « Economie bancaire » Repères La Découverte.

5.4.3.1.2 E-learning, moocs, cours multimedia, etc.

Nom	Type	Intitulé
Noémi Berlin	MOOC	Understanding obesity, Université d'Edimbourg
Cécile Couharde	Small Private Online Course (SPOC)	Culture économique
Johanna Etner et Meglana Jeleva	Ressources pédagogiques AUNEGE	Les choix du consommateur (2015) Les préférences du consommateur (2015) Les élasticités de la demande (2015)
Ouarda Merrouche	Cours en ligne	Economie monétaire et bancaire
Dominique Meurs	Clip AUNEGE	Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes (2014)
Valérie Mignon	Clips AUNEGE	La théorie de l'efficience informationnelle des marchés financiers (2015) Les tests de l'hypothèse d'efficience informationnelle des marchés financiers (2015)
Aurélien Saïdi	Small Private Online Course (SPOC)	Culture économique
Yamina Tadjeddine	Clip AUNEGE	Marchés financiers : enjeux économiques et sociaux (2014)
Elisabeth Tovar	Clips AUNEGE	L'approche par les capacités d'Amartya Sen (2014) Mesurer la pauvreté (2014)

5.4.3.2 Productions scientifiques issues des thèses

Une liste, non exhaustive, des publications issues des thèses est fournie ci-après.

2018

Court Victor, Jouvet Pierre-André, Lantz Frédéric, (2018), « Long-term endogenous economic growth and energy transitions », **Energy Journal**, vol.39, n°1, pp.29-57.

Gomes Gabriel, Hache Emmanuel, Mignon Valérie, Paris Anthony, (2018), « On the current account - biofuels link in emerging and developing countries: do oil price fluctuations matter? », **Energy Policy**, vol.116, pp.60-67.

Paris Anthony, (2018), « On the link between oil and agricultural commodity prices: Do biofuels matter? », **International Economics**, (<https://doi.org/10.1016/j.inteco.2017.12.003>).

2017

Aït Benhamou Zouhair, (2017), « Are all cycles alike? An empirical investigation of regional and global factors in developed and emerging economies », **International Economics**.

Allegret Jean-Pierre, Raymond Hélène, Rharrabti Houda, (2017), « The impact of the European sovereign debt crisis on banks stocks. Some evidence of shift contagion in Europe », **Journal of Banking and Finance**, vol.74, pp.24-37.

Badji Ikpidi, d'Ablis Hippolyte, (2017), « Intergenerational Inequalities in Standards of Living in France », **Economie et Statistique**, n°491-492, pp.71-92.

Badji Ikpidi, d'Ablis Hippolyte, El Mekkaoui Najat, Navaux Julien, (2017), « Private Asset Income in France: Is there a Breakdown of Intergenerational Equity between 1979 and 2011? », **Journal of the Economics of Ageing** (<https://doi.org/10.1016/j.jeo.2017.11.002>).

Belkouch Hicham, (2017), « Système de retraite au Maroc entre vieillissement démographique et défaillance du marché de travail », **Critique Economique**.

Dauvin Magali, Guerreiro David, (2017), « The paradox of plenty: a meta-analysis », **World Development**, vol.94, n° June, pp.212-231.

Frédéric G. Reynès, Landa Riveria Gissela, Malliet Paul, Saussay Aurélien, (2017), « État de la macroéconomie environnementale appliquée », **Revue de l'OFCE**, vol.4, n°153, pp.151-170.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2017), « L'entreprise, le territoire, ou les deux ? Analyse multiniveaux des déterminants des variations de l'emploi en France », **Région et Développement**, n°45, pp.31-58.

Hache Emmanuel, Leboulenger Déborah, Mignon Valérie, (2017), « Beyond average energy consumption in the French residential market: A household classification approach », **Energy Policy**, vol.107, pp.82-95.

Jacolin Luc, Noah Alphonse, (2017), « Le mouvement de déconcentration des systèmes bancaires en Afrique subsaharienne », **Bulletin de la Banque de France**, vol.212, n° Juillet-août 2017, pp.47-55.

Jacolin Luc, Noah Alphonse, (2017), « The deconcentration of banking systems in Sub-Saharan Africa », **Quarterly selection of articles-Banque de France**, n°47, pp.43-51.

Mangarella Alzbeta, (2017), « Family policy and maternal employment in the Czech transition: a natural experiment », **Journal of Population Economics**, pp.1-26.

Ouyahia Ouafa, Roux Michel, (2017), « Le mutualisme du XXI^e siècle réducteur des inégalités ? », **Revue d'Economie Financière**, n°128, pp. 207-223.

Stagnol Lauren, (2017), « The Risk Parity Principle Applied to a Corporate Bond Index », **Journal of Fixed Income**, vol.27, n°1, pp.27-48.

2016

Boitout Nicolas, El Ouadghiri Imane, Mignon Valérie, (2016), « On the impact of macroeconomic news surprises on Treasury-bond returns », **Annals of Finance**, vol.12, n°1, pp.29-53.

Court Victor, Fizaine Florian, (2016), « Energy expenditure, economic growth, and the minimum EROI of society », **Energy Policy**, vol.95, pp.172-186.

de Jong Marielle, Stagnol Lauren, (2016), « A fundamental bond index including solvency criteria », **Journal of Asset Management**, vol.17, n°4, pp.280-294.

El Ouadghiri Imane, Uctum Remzi, (2016), « Jumps in equilibrium prices and asymmetric news in foreign exchange markets », **Economic Modelling**, vol.54, pp.218-234.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2016), « Does the employment growth rate depend on the local context ? An analysis of French establishments over the 2004-2010 period », **Revue d'Economie Industrielle**, vol.153, n°1, pp.47-89.

2015

Batifoulier Philippe, Da Silva Nicolas, Fleury Laetitia, Vanhille Jean-Louis, (2015), « Les liens entre la performance médicale et la composition de la patientèle : une étude économétrique sur les médecins d'Ile de France », **Journal d'Economie Médicale**.

Court Victor, Fizaine Florian, (2015), « Renewable electricity producing technologies and metal depletion: A sensitivity analysis using the EROI », **Ecological Economics**, vol.110, pp.106-118.

Da Silva Nicolas, Gadreau Maryse, (2015), « La médecine libérale en France. Une régulation située entre contingence et déterminisme », **Revue de la Régulation**, vol.17.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2015), « Do labor tax rebates facilitate firm growth? An empirical study on French establishments in the manufacturing industry, 2004-2011 », **Small Business Economics**, vol.45, n°3, pp.613-641.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, Tessier Luc, (2015), « Do exemptions from social security contributions affect job creation? New empirical evidence from French overseas regions », **Région et Développement**, n°42.

Grekou Carl, (2015), « Revisiting the nexus between currency misalignments and growth in the CFA Zone », **Economic Modelling**, vol.45, pp.142-153.

2014

Abid Ilyes, Guesmi Khaled, Kaabia Olfa, (2014), « Stock Market Integration and Risk Premium: Empirical Evidence for Emerging Economies of South Asia », **Economic Modelling**, vol.37, pp.408-416.

Almeida Lionel, (2014), « The level and structure of CEO compensation: Does ownership matter? », **Revue d'Economie Politique**, vol.124, n°4, pp.653-666.

Batifoulier Philippe, Da Silva Nicolas, (2014), « Medical altruism in mainstream health economics: theoretical and political paradoxes », **Review of Social Economy**, vol.72, n°3, pp.261-279.

Concettini Silvia, Creti Anna, (2014), « Liberalization of electricity retailing in Europe: what to do next? », **Energy Studies Review**, vol.21, n°1.

Coulibaly Issiaka, Gnimassoun Blaise, (2014), « Current account sustainability in Sub-Saharan Africa: Does the exchange rate regime matter? », **Economic Modelling**, vol.40, pp.208-226.

Dauvin Magali, (2014), « Energy Prices and the real exchange rate of commodity-exporting countries », **International Economics**, vol.137, pp.52-72.

de Bandt Olivier, Razafindrabe Tovonony, (2014), « Exchange rate pass-through to import prices in the Euro-area: a multicurrency investigation », **International Economics**.

Deffains Bruno, Vu Thanh Thuy, Zouikri Messaoud, (2014), « The Interrelationship between Formal and Informal Decentralization and Its Impact on Sub-Central Governance Performance: the Case of Vietnam. », **CESifo Economic Studies**, vol.60, n°3, pp.613-652.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, Tessier Luc, (2014), « La Corse est-elle soluble dans le modèle méditerranéen ? Une analyse à partir d'une régression quantile sur données d'entreprises en panel entre 2004 et 2010 », **Revue d'Economie Régionale et Urbaine**, n°4, pp.677-718.

Guesmi Khaled, Mankai Selim, Teulon Frederic, (2014), « Regional Stock Market Integration of Singapore: A Multivariate Analysis », **Economic Modelling**.

Jouvet Pierre-André, Renner Marie, (2014), « Social Acceptance and Optimal Pollution: CCS or Tax? », **Environmental Modeling and Assessment**.

2013

Abid Ilyes, Guesmi Khaled, Kaabia Olfa, (2013), « Does Bayesian Shrinkage Help to Better Reflect What Happened During the Subprime Crisis? », **Economic Modelling**, vol.31, pp.423-432.

Abid Ilyes, Kaabia Olfa, (2013), « Theoretical Channels of International Transmission during the Subprime Crisis to OECD Countries: A FAVAR Model under Bayesian Framework », **Journal of Applied Business Research**, vol.29, n°2, pp.443-460.

Abid Ilyes, Kaabia Olfa, (2013), « Detecting Contagion Effects during the Subprime Crisis Using Different VAR Size Models: Comparison between OLS and Bayesian Shrinkage », **Journal of Applied Business Research**, vol.29, n°3, pp.717-736.

- Akbar Farhan, Kazi Irfan Akbar, Mehanaoui Mohamed, (2013), « The Shift-Contagion Effect Of Global Financial Crisis And The European Sovereign Debt Crisis On OECD Countries », **Journal of Applied Business Research**, vol.30, n°1.
- Allegret Audrey, Couharde Cécile, (2013), « How do currency misalignments' threshold affect economic growth? », **Journal of Macroeconomics**, vol.36, pp.106-120.
- Bénassy-Quéré Agnès, Carton Benjamin, Gauvin Ludovic, (2013), « China and global rebalancing: A two-country approach », **China Economic Review**, vol.26, pp.118-139.
- Benedettini Simona, Pontoni Federico, (2013), « Italian Regulation of Electricity Distribution and its Impact on Efficiency, Investments and Innovation: A Qualitative Assessment », **Competition and Regulation in Network Industries (CRNI)**, vol.14, n°4, pp.363-382.
- Candelon Bertrand, Joëts Marc, Tokpavi Sessi, (2013), « Testing for Granger-Causality in Distribution Tails: An Application to Oil Markets Integration », **Economic Modelling**, vol.31, pp.276-285.
- Couharde Cécile, Coulibaly Issiaka, Guerreiro David, Mignon Valérie, (2013), « Revisiting the theory of optimum currency areas: Is the CFA franc zone sustainable? », **Journal of Macroeconomics**, vol.38, pp.428-441.
- Coulibaly Issiaka, Gnimassoun Blaise, (2013), « Optimality of a monetary union: New evidence from exchange rate misalignments in West Africa », **Economic Modelling**, vol.32, pp.463-482.
- Creti Anna, Joëts Marc, Mignon Valérie, (2013), « On the links between stock and commodity markets' volatility », **Energy Economics**, vol.37, pp.16-28.
- Da Silva Nicolas, (2013), « Les médecins sont-ils intéressés à l'intéressement ? », **Supplément de la revue du MAUSS**.
- Da Silva Nicolas, (2013), « Faut-il intéresser les médecins pour les motiver ? Une analyse critique du paiement à la performance médicale », **Revue du Mauss**, vol.1, n°41, pp.93-108.
- Deffains Bruno, Vu Thanh Thuy, (2013), « Formal and Informal Mechanisms of Accountability in Local Governance: Towards a New Authoritarian Governance Model », **Business Systems Review**, vol.2, n°2, Special Issue, pp.330-367.
- Guerreiro David, Mignon Valérie, (2013), « On price convergence in Eurozone », **Economic Modelling**, vol.34, pp.42-51.
- Kaabia Olf, (2013), « Potential Contagion Effects on OECD Countries: A FAVAR Model under Bayesian Framework », **International Economic Journal**.
- Kazi Irfan Akbar, Mehanaoui Mohamed, (2013), « How Does the Financial Crisis Affect Volatility Behavior and Transmission Among European Stock Markets? », **International Journal of Financial Studies**, vol.1, n°3, pp.81-101.

5.4.3.3 Efficacité de l'accompagnement des étudiants et qualité de leur encadrement

Ainsi que nous l'avons détaillé dans la partie relative au dossier d'évaluation, la politique doctorale fait partie des priorités d'EconomiX. A ce titre, l'unité accorde une attention toute particulière à l'encadrement des doctorants et mène à cet égard une politique très active. Plusieurs éléments participent à cette politique et à son succès :

- L'existence d'un **chargé de mission « études doctorales »**. Ludovic Julien, professeur, assure ce rôle au sein de l'unité et est ainsi, aux côtés de la direction du laboratoire, un interlocuteur privilégié des doctorants qui peuvent le solliciter pour toute question relative à la thèse et à son déroulement.
- La tenue d'un **séminaire doctorants**. Celui-ci se tient deux fois par mois (le jeudi, de 13h à 14h) et est géré par les doctorants, avec l'aide du secrétaire général de l'unité. A chaque séance, un doctorant présente son travail devant l'ensemble des doctorants de l'unité, les membres « seniors » pouvant également y assister. Au moins une semaine avant la tenue du séminaire, l'article est envoyé par courrier électronique à l'ensemble du laboratoire. Il est en particulier transmis à (i) un membre confirmé du laboratoire et un doctorant qui ont la charge de le discuter en séance et (ii) deux autres doctorants qui doivent lire l'article avant le séminaire afin de poser quelques questions en séance avant la discussion générale avec la salle. Ce séminaire, lieu d'échanges très fructueux, connaît un vif succès puisqu'il rassemble non seulement tous les doctorants de l'unité, mais aussi nombre de « seniors » qui y assistent de façon très régulière.
- Une **offre de formation** destinée aux doctorants en début de thèse. Cette offre de formation, d'un volume de 90 heures CM pour ce qui est de la partie relative aux enseignements, consiste en un ensemble de cours dont l'objet est, pour les doctorants, d'approfondir leurs connaissances techniques, leurs compétences professionnelles et leurs savoirs disciplinaires. Cette offre de formation, intégrée dans la charte du doctorant d'EconomiX, fait partie des 30 crédits que doivent valider les doctorants en plus des 150 crédits correspondant à la thèse afin d'obtenir le diplôme de doctorat. Ces 30 crédits se répartissent comme suit : 15 crédits pour le suivi d'enseignements, 5

crédits pour le suivi de *lectures* données par les professeurs invités et 10 crédits de participation à la vie du laboratoire (participation obligatoire aux séminaires lunch et doctorants, participation à l'organisation de colloques/workshops/journées d'axes organisés par EconomiX et à l'activité de *refereeing* pour les Documents de Travail EconomiX, présentation à des colloques/workshops/séminaires, publications sous la forme d'articles dans des revues à comité de lecture et/ou de documents de travail). Cette charte permet ainsi une forte implication des doctorants à l'activité du laboratoire, tout en leur garantissant un encadrement de qualité et un suivi très régulier de leur travail.

- Un **comité de suivi des doctorants** mis en place en 2012. Le comité de suivi, effectif dès la première année de thèse, a pour objectif de faire un point régulier sur l'avancement de la thèse et mettre fin à d'éventuelles difficultés. Ce comité est composé du représentant de l'économie à l'école doctorale, des responsables d'axes d'EconomiX, de la direction d'EconomiX, du chargé de mission « études doctorales » d'EconomiX et de deux membres suppléants (professeurs ou maîtres de conférences HDR). Concrètement, tous les doctorants de l'unité en fin de première et de deuxième année de thèse doivent remettre un rapport (dit « rapport intermédiaire ») écrit, visé par leur directeur de thèse, présentant de façon détaillée l'avancement de leurs travaux. Ces rapports intermédiaires sont examinés par le comité de suivi afin de s'assurer du bon déroulement de la thèse. Le comité auditionne (i) les doctorants en première et deuxième année de thèse pour lesquels il a repéré des difficultés à la lecture des rapports intermédiaires et (ii) de façon systématique, tous les doctorants en troisième année de thèse demandant une dérogation (inscription en quatrième année ou plus) puis valide ou non la demande de dérogation, après concertation avec le directeur de thèse. L'objectif est de vérifier que le projet se déroule correctement et de proposer, le cas échéant, des pistes d'amélioration. Ces bilans sont l'occasion de faire un point non seulement sur le plan scientifique, mais aussi sur l'intégration des doctorants au sein du laboratoire et sur les actions mises en place pour leur projet professionnel. En fin de deuxième année, l'échéance de la soutenance doit être discutée pour planifier le travail restant à accomplir et soutenir dans les temps. Si un délai supplémentaire s'avère nécessaire, il faut l'acter dès ce moment, et les doctorants demandant une dérogation doivent remettre au préalable un rapport final avant le 31 mai de l'année correspondant à la troisième année de thèse. Les bilans du comité de suivi se font par écrit et sont transmis aux doctorants et à leur directeur de thèse. Le comité de suivi peut proposer une rencontre avec le doctorant et le directeur de thèse si nécessaire.
- L'existence d'un dispositif de **soutien financier** spécifique. Les doctorants bénéficient d'une procédure simplifiée qui leur permet de demander à tout moment *via* l'intranet du laboratoire des financements individuels pour la participation à des colloques, à des écoles d'été/d'hiver, des séjours à l'étranger, *etc.* Les critères retenus pour attribuer le financement demandé sont : la qualité et la pertinence du colloque, la qualité et l'originalité du papier présenté, le dynamisme et l'implication du doctorant attestés par ses documents de travail, publications et communications (sauf pour un doctorant en début de thèse), l'avis du directeur de thèse.

Les **résultats** issus de l'application de cette politique menée en faveur des doctorants nous semblent **très positifs**. En effet, depuis la mise en place de cette politique, le **taux d'abandon des thèses est faible, s'élevant à 7%**. Notons qu'il s'agissait principalement de thèses non financées, alors que la politique du laboratoire sur le quinquennal en cours est de n'inscrire que des thèses financées (sauf exception particulière). Une autre illustration, très nette, de l'apport de notre politique doctorale concerne la durée des thèses. Ainsi, alors que la **durée moyenne des thèses** avant la mise en œuvre de notre politique doctorale était de 4 ans et 10 mois, elle est désormais de **3,5 ans**.

S'agissant du **financement des thèses**, ainsi que cela est mentionné ci-dessus, le laboratoire n'inscrit que des thèses financées (sauf exception excessivement rare). Face au nombre très insuffisant de contrats doctoraux ministériels pour satisfaire les demandes d'inscription en thèse de la part de nos très bons étudiants de master (3 contrats en 2017), EconomiX est très actif dans la recherche de financements auprès d'autres partenaires. Si l'on considère les 65 thèses inscrites depuis janvier 2013, on constate ainsi que **92,3% des thèses sont financées**, ce qui nous semble être un point très positif. La répartition des financements concernant les 65 thèses inscrites à EconomiX depuis janvier 2013 est décrite dans le tableau ci-dessous.

Type de financement des thèses	Nombre	Pourcentage
Contrats doctoraux ministériels	20	30,8
CIFRE et contrats de 3 ans auprès de partenaires industriels	19	29,2
Autres contrats doctoraux (chaires...)	7	10,8
Bourses du gouvernement étranger	6	9,2
Doctorants salariés	8	12,3
Doctorants non financés	5	7,7
Total	65	100

5.4.3.4 Suivi des doctorants en liaison avec les écoles doctorales et attention portée à l'insertion professionnelle des docteurs

Depuis le mois de janvier 2013, 67 thèses ont été soutenues. EconomiX accorde une attention toute particulière au suivi et au devenir de ses doctorants. Une fois la thèse soutenue, EconomiX continue à apporter un soutien financier et matériel à ses doctorants pendant un an afin de leur laisser le temps d'obtenir un poste. A l'instar d'un doctorant n'ayant pas encore soutenu sa thèse, le soutien financier prend essentiellement la forme de financements pour participer à des colloques. Lorsque cela est justifié par la qualité du travail réalisé par le jeune docteur, il peut aussi s'agir d'une aide financière pour effectuer un séjour dans un laboratoire à l'étranger. S'agissant du soutien matériel, le jeune docteur conserve son poste de travail (bureau et ordinateur) pendant un an après la soutenance de la thèse. De façon générale, les docteurs ayant effectué leur thèse au sein d'EconomiX entretiennent des contacts durables et pérennes avec l'unité. Plusieurs d'entre eux, en poste dans d'autres universités ou dans des organismes de recherche d'institutions nationales et internationales, demandent ainsi le statut de chercheur associé à EconomiX, sous réserve de justifier du critère d'activité scientifique minimale figurant dans le règlement intérieur de l'unité.

Sur 52 thèses parmi les 67 soutenues pour lesquelles nous disposons d'informations précises depuis la soutenance, les statistiques en matière de devenir des docteurs sont les suivantes : **53% des docteurs d'EconomiX occupent un poste dans le milieu académique et 47% ont obtenu un poste auprès d'organismes et institutions dans le secteur public ou dans le secteur privé.** Dans ce dernier cas, il s'agit très majoritairement de postes en lien avec la recherche : à titre d'exemple, plusieurs docteurs de l'unité sont en poste à la Banque de France, au CEPIL, dans les services d'études et de recherche des banques ou institutions financières, etc.

Nom	Prénom	Directeur de thèse	Titre de la thèse	Date soutenance	Devenir	Axe
ABCHA	Ali	L. JULIEN	Croissance et défauts de coordination	22/05/2013		DIRIS
ABDEL FATTAH	Lara	N. LEVRATTO	Appartenance à un groupe et déroulement du processus de défaillance des entreprises. Application au cas de la France	14/05/2016	Vacataire à l'Université Beyrouth	DDEE
ALBERT	Jean	B. DEFFAINS	Rationalisation des frais de justice dans l'union européenne	05/11/2015	Président du Centre de Recherche Internationale - International Research Center (CRI-IRC)	DIRIS
ALMEIDA	Lionel	V. COUDERT	L'impact de la financiarisation sur les inégalités, les bulles et le mode de croissance	30/11/2015	Maître de Conférences au CNAM	MIBEF
AUDIGE	Henri	V. MIGNON	Stabilité financière et contagion sur les marchés boursiers	12/06/2014	Consultant senior chez Aurexia	MIBEF
BADJI	Ikpidi	L. RAGOT	L'impact du vieillissement démographique sur la structure de consommation : vers une	13/12/2016	Post-doctorante à l'INRA	DDEE

Nom	Prénom	Directeur de thèse	Titre de la thèse	Date soutenance	Devenir	Axe
			nouvelle économie de service ?			
BOIS	Hugo	A. AYONG LE KAMA	Modélisation et prospective de la demande de mobilité	06/11/2017		DDEE
BONNET	Clément	M. BAUDRY	L'innovation dans les technologies de l'énergie bas-carbone : analyses théoriques et évaluations empiriques	14/12/2016	Post-doctorant à l'IFPEN	DDEE
CHAHAD	Mohamed	O. DE BANDT	Intégration de frictions financières dans des modèles de type DSGE	12/12/2013	Macro-économiste à la Banque de France	MIBEF
CHEBIL	Myriam	V. COUDERT	Spreads obligataires souverains et transmission de la volatilité entre les marchés financiers de la zone euro	21/11/2016	Chargée d'investissement, Maxula Gestion	MIBEF
CONCETTINI	Silvia	A. CRET	La libéralisation des marchés électriques et le mélange technologique optimal	27/02/2015	Maître de Conférences à l'Université de Tours	DDEE
COURT	Victor	PA. JOUVET	Énergie, EROI et croissance économique dans une perspective de long terme	18/11/2016	Post-doctorant à la Chaire Energie et Prospérité	DDEE
DA SILVA	Nicolas	P. BATIFOULIER	Le comportement économique du médecin : motivation intrinsèque et crowding out effect	09/12/2014	Maître de Conférences à l'Université Paris Nord	DDEE
DAUVIN	Magali	V. MIGNON	Essais sur la dépendance des économies aux ressources naturelles	04/07/2016	Chargée d'études prévisions chez IplusC	MIBEF
DAVID	Benjamin	V. MIGNON	Mesure et chronologie de l'impact des Technologies de l'Information et de la Communication sur l'activité économique	12/11/2015	Statistical analyst, Japon	MIBEF
DUPOUX	Marion	A. AYONG LE KAMA	Structure of preferences, decision-making and the environment: theoretical and experimental approaches	16/01/2017	Post-doctorante à l'Université de Göteborg	DDEE
EL OUADGHIRI	Imane	V. MIGNON	Analyse du processus de diffusion des informations sur les marchés financiers : anticipation, publication et impact	01/10/2015	Assistant Professor EMLV	MIBEF
FOURNIER	Anne	PA. JOUVET	Localisation des activités économiques et transports	01/12/2014	Maître de Conférences à l'Université de Valenciennes	DDEE
GAIES	Brahim	B. MADEUF	Globalisation financière, instabilité dynamique et	28/01/2018		MIBEF

Nom	Prénom	Directeur de thèse	Titre de la thèse	Date soutenance	Devenir	Axe
			croissance économique dans les pays en développement			
GAMBARDELLA	Massimiliano	E. BROUSSEAU	Converging of the telecommunications and media? The change of the way of production and distribution about the audio-video contents	23/01/2014	Economiste dans le cabinet législatif de la Chambre des Députés du Parlement italien	DIRIS
GARSAA	Aziza	N. LEVRATTO	Analyse de la relation entre coût du travail et variation de l'emploi : une analyse à partir de données individuelles d'entreprises françaises	22/04/2015	Assistant Professor à ICN Business School Nancy	DDEE
GAUVIN	Ludovic	V. MIGNON	Flux de capitaux et taux de change	18/12/2014	Economiste à la Banque de France	MIBEF
GNIMASSOUN	Blaise	V. MIGNON	Régimes de change, mésalignements et déséquilibres globaux	24/06/2014	Maître de Conférences à l'Université de Lorraine	MIBEF
GOMES DA SILVEIRA	Gabriel	V. MIGNON	Impacts macroéconomiques, financiers et environnementaux des fluctuations du prix du pétrole : trois essais empiriques	03/10/2017	Economiste junior à l'OCDE	MIBEF
GREKOU	Carl	C. COUHARDE	Essais sur les mésalignements de change et la politique de change dans les pays en développement et les économies émergentes	06/12/2016	Economiste au CEPII	MIBEF
HEKIMIAN	Raphaël	C. COUHARDE	Contagion et intégration financière pendant l'entre-deux guerres : l'exemple de la Bourse de Paris	06/10/2017	Post-doctorant à l'Institut Louis Bachelier	MIBEF
HELLOU	Samira	M. BOUTILLIER	Réglementations de Bâle et flux de capitaux bancaires vers les pays émergents	30/03/2018	Chargée de TD, Université Paris I	MIBEF
HEMIDET	Mohamed El Hadi	H. RAYMOND	Impacts macroéconomiques des fluctuations du prix du pétrole dans les pays de l'OPEP: une approche par la cointégration en panel	08/03/2016	Conseiller auprès du PDG de la Société de Refinancement Hypothécaire	MIBEF
JEBRI	Saoussen	S. LARDIC	Les hedge funds et l'évolution des marchés financiers	26/02/2013	Business Analyst Market Risk chez Lyxor Asset Management	MIBEF
JOËTS	Marc	V. MIGNON	Prix des énergies et marchés financiers : vers une financiarisation des	26/06/2013	Economiste-chercheur Banque de France	MIBEF

Nom	Prénom	Directeur de thèse	Titre de la thèse	Date soutenance	Devenir	Axe
			marchés de matières premières			
JOLIVET	Pierre-Jean	B.DEFFAINS D.DEMOUGIN	Analyse économique des actions de groupe	17/06/2013	Ingénieur d'affaire Grands Comptes Union Electric Akers	DIRIS
KAABIA	Olfia	R. UCTUM	Gestion dynamique de portefeuille en finance et assurance avec identification des directions de risques sur la base de séries observées à différentes fréquences	10/09/2013	Assistant professor of Finance & Economics chez INSEEC Business School Paris	MIBEF
KAZI	Irfan Akbar	M. BOUTILLIER	Une analyse comparative de l'impact de l'utilisation des dérivés de crédit sur la politique monétaire dans les pays développés	19/03/2013	Credit analyst chez ADCB (Abu Dhabi)	MIBEF
KENECK MASSIL	Joseph	S. HARNAY	Analyse Economique des Institutions dans les pays en développement	28/01/2016	Enseignant contractuel à l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines	DDEE
KPONDJO	Nadia	A. CRETI	Modélisation de la compétitivité industrielle : rôle de l'énergie	01/12/2016	Chargée d'études à ENEDIS	DDEE
LEBOULLENGER	Déborah	V. MIGNON	Essais sur la transition énergétique : enjeux, valorisation, financement et risques	06/07/2017		MIBEF
LEGRAND	Nicolas	A. AYONG LE KAMA	Reconsidérer le modèle de stockage compétitif comme outil d'analyse empirique de la volatilité des prix des matières premières	21/11/2016	Post-doctorant à la Toulouse School of Economics	DDEE
LEMUS	Antonio	JP. ALLEGRET	The effects of external and internal shocks in a small and open economy: The case of Chile	06/12/2016	Economiste sénior à la Direction de la recherche de la Superintendencia de Bancos, Chili	MIBEF
MADELENAT	Jill	PA. JOUVET	La consommation énergétique du secteur tertiaire marchand. Le cas de la France avec données d'enquête à plan de sondage complexe	16/12/2016		DDEE
MANKAI	Selim	C. BRUNEAU	Investissement optimal et capital économique pour les sociétés d'assurance non vie	05/12/2013	Maître de conférences, IAE, Université d'Auvergne	MIBEF
MATTERN	Claude	H. RAYMOND L. JULIEN	Anticipations et complémentarité : apports et intérêts sur le marché des changes	19/10/2015	Retraité	DIRIS

Nom	Prénom	Directeur de thèse	Titre de la thèse	Date soutenance	Devenir	Axe
MEURISSE	Bénédicte	A. AYONG LE KAMA	La prise en compte d'un objectif de mobilité bas carbone par les industriels du secteur des transports et le rôle de la régulation publique	30/11/2015	Chargée d'études en économie des risques sanitaires et environnementaux au Commissariat Général au Développement Durable	DDEE
MULLEROVA	Alzbeta	D. MEURS	L'emploi des mères en République tchèque : effets des politiques familiales et normes de genre	14/12/2016	Postdoctoral researcher au Leibniz Institute for East and Southeast European Studies (IOS) à Regensburg, Allemagne	DDEE
NGUYEN	Ha Thu	V. MIGNON	Crédit Scoring et ses applications au crédit à la consommation	14/06/2016	Economiste HSBC	MIBEF
NICOLAS	Claire	A. AYONG LE KAMA	Bioénergies, transports et changement climatique: une analyse à partir du modèle TIAM-World	01/06/2016	Analyste des risques environnementaux à la Banque Mondiale, Washington	DDEE
PARK	Hyung Geun	L. SCIALOM	Trois essais empiriques sur les canaux de transmission entre secteurs réels et financiers en Corée du Sud	28/05/2013	Economiste à la Banque de Corée	MIBEF
PERROTTON	Florian	A. AYONG LE KAMA	The economics and regulation of natural gas pipeline networks: four essays on the impacts of demand uncertainly	15/12/2017	Consultant réseau chez ENEDIS	DDEE
PONTONI	Federico	A. CRETI	Hydroelectricity concession fees in the light of the Water Framework Directive	08/05/2014	IEFE Research Fellow, Assistant Professor Bocconi University	DDEE
POUCHAIN	Delphine	O. FAVEREAU	Juste prix et commerce équitable	24/10/2013	Enseignant titulaire à Sciences Po Lille	DIRIS
QUANG	Thérèse	V. MIGNON	Intégration financière et dynamique macroéconomique dans les pays émergents et en développement	23/10/2013	Economiste chez Coe-Rexecode	MIBEF
RAKOTONDRAMANITRA	Tiana Harisoa	O. FAVEREAU	Approche économique de la qualité d'un bien intermédiaire	03/12/2014	Economiste à l'INAO	DIRIS
RAPELANORO	Nady	JP. ALLEGRET	Essai empirique sur les conséquences de l'expansion de la liquidité globale dans les pays destinataires	12/07/2017	ATER UPEC	MIBEF
RAZAFINDRABE	Tovonony	O. DE BANDT	Politique monétaire et incomplete exchange rate pass-through	28/02/2013	Maître de Conférences à l'Université de Rennes 1	MIBEF

Nom	Prénom	Directeur de thèse	Titre de la thèse	Date soutenance	Devenir	Axe
			(ERPT) : application pour la zone euro			
RENNER	Marie	PA. JOUVET	Technologie de captage, de transport et stockage du carbone (CCS) et prix du carbone	08/04/2015	Chercheur à EDF R&D	DDEE
RHARRABIT	Houda	JP. ALLEGRET	Essais sur la contagion financière en Europe	15/12/2016		MIBEF
RIEU-FOUCAULT	Anne-Marie	L. SCIALOM ROCHET	Essais sur la liquidité, les banques et le prêteur en dernier ressort	22/11/2017	Chargée de recherche en économie monétaire et financière à la Banque de France	MIBEF
SALAKHOVA	Dilyara	L. SCIALOM	Systemic Risk and Macroprudential Regulation	02/02/2015	Economiste-chercheur Banque de France	MIBEF
SIGNORI	Ombretta	V. MIGNON	Inflation hedging portfolios	16/10/2013	Senior strategist chez AXA Investment Managers	MIBEF
SILVESTRE	Stephan	R. UCTUM F.KARANFIL	Asymétries, volatilité et déterminants des prix sur les marchés des matières premières énergétiques	12/12/2016	Assistant Professor à Paris School Business	MIBEF
SOKHNA	Ndeye Penda	L. RAGOT	Impacts économiques de l'immigration en France : finances publiques et consommation	14/12/2017	ATER à l'Université Paris Nanterre	DDEE
STAGNOL	Lauren	V. MIGNON	Accounting for Risk in the Design of Fixed-Income Benchmarks	12/06/2017	Economiste junior global funds chez Candriam (Bruxelles)	MIBEF
TRABELSI	Nour	L. JULIEN	Chômage d'équilibre et défauts de coordination	06/02/2014	Chargée de cours à l'Université de Sfax (Tunisie)	DIRIS
VU	Thanh Thuy	B. DEFFAINS	Toward a new economic political order	29/09/2014		DIRIS
YANG	Xi	L. SCIALOM	Régulation des institutions financières larges et complexes après la crise des subprimes	10/12/2015	Ingénieure d'études CNRS	MIBEF
YONGOUA TCHIKANDA	Tatiana Gaëlle	L. SCIALOM	Structure des banques, concurrence et stabilité financière	06/12/2017		MIBEF
ZAOUALI	Naima	M. JELEVA S.BENAMMOU	La couverture des risques extrêmes : analyse théorique et application du risque de catastrophes naturelles	09/01/2017	Assistante à l'Université de Sousse	DDEE
ZHANG	Peixin	L. SCIALOM	La consolidation des politiques prudentielles en Europe face à l'interdépendance des différents métiers de la banque	09/10/2013	Financial Advisor chez CIBC Montréal	MIBEF

5.4.3.5 Labellisation nationale ou internationale des formations

EconomiX, au travers de l'axe DIRIS, est engagé dans l'élaboration d'un programme doctoral coordonné au niveau européen. Parmi les partenaires potentiels, les discussions sont plus avancées à ce jour avec les Universités de Turin et de Prague. L'objectif est d'encourager la mobilité internationale des doctorants et des chercheurs, en leur offrant des opportunités de séjours de recherche longs au sein des laboratoires partenaires.

Dans la perspective du LMD4, EconomiX est aussi engagé auprès du département d'économie dans une réflexion sur la création d'un master international. L'ensemble des cours serait dispensé en anglais, l'objectif étant d'ouvrir nos masters aux étudiants non francophones à l'instar du dispositif Erasmus.

5.4.3.6 Accompagnement des séminaires de doctorants par des chercheurs ; degré de participation des doctorants à la vie de l'entité de recherche

Ainsi que nous l'avons souligné précédemment, EconomiX accorde une attention toute particulière à sa politique doctorale, constituant une réelle priorité pour le laboratoire. Le séminaire doctorants est géré par les doctorants, avec l'aide du secrétaire général de l'unité, et se déroule tous les quinze jours (le jeudi, de 13h à 14h). La directrice du laboratoire, ainsi que le responsable des études doctorales à EconomiX se tiennent à la disposition des doctorants lorsque ceux-ci ont besoin d'aide pour trouver, parmi les membres seniors de l'unité, un discutant. Chaque article présenté par un doctorant fait ainsi l'objet d'une discussion approfondie en séance par un membre senior de l'unité. Outre la directrice du laboratoire, le secrétaire général et le responsable des études doctorales, une dizaine de chercheurs et enseignants-chercheurs confirmés assistent de façon très régulière au séminaire doctorants. Ce séminaire connaît un vif succès, avec une assistance très fournie. Il s'agit d'un véritable lieu d'échanges, toujours très constructifs et se déroulant dans une ambiance très conviviale.

Les doctorants sont pleinement impliqués dans la vie de l'unité. En accord avec la charte du doctorant d'EconomiX, ils assistent aux séminaires transversaux de l'unité, suivent les *lectures* données par les professeurs invités, les séminaires ou journées d'axes, *etc.* Etant pleinement associés aux manifestations et activités de l'unité, ils participent à l'organisation par EconomiX de colloques/workshops/journées d'axes, ainsi qu'à l'activité de *refereeing* pour les Documents de Travail EconomiX. Ils sont aussi naturellement invités à tous les événements conviviaux du laboratoire, que ceux-ci se tiennent sur le campus ou à l'extérieur. Deux d'entre eux siègent au conseil de laboratoire en tant que représentants des doctorants. Au total, la charte du doctorant d'EconomiX permet une très forte implication des doctorants à l'activité du laboratoire, tout en leur garantissant un encadrement de qualité, un soutien financier et matériel et un suivi très régulier de leur travail.

5.4.3.7 Mobilisation des chercheurs dans le montage de formation de niveau master

Les chercheurs et enseignants-chercheurs d'EconomiX sont pleinement impliqués dans la formation de niveau master. A ce jour, il existe huit mentions de master, placées sous la responsabilité d'un membre d'EconomiX. De même, pour chaque mention de master, la responsabilité de la première année et/ou des parcours de deuxième année est systématiquement assurée par un membre de l'unité.

Mentions de Master et responsables	Responsables M1	Parcours de M2 et responsables
Master Economie appliquée Resp. : Cécile Couharde	Elena Dumitrescu	Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture, resp. : Valérie Mignon
Master Monnaie, Banque, finance, assurance Resp. : Michel Boutillier	Hamza Bennani	Banque, monnaie et marchés, resp. : Patricia Crifo et Ouarda Merrouche Gestion des actifs, resp. : Christophe Boucher et Gilles de Truchis
Master Economie de l'environnement, de l'énergie et des transports Resp. : Lionel Ragot	Fabien Prieur	Economie de l'environnement, resp. : Lionel Ragot Economie de l'énergie, resp. : Frédéric Lantz (IFPEN) Modélisation prospective : économie environnement, énergie, resp. : Julien Lefevre (CIRED)
Master Analyse et politique économiques Resp. : Johanna Etner	Olivier Renault	Modélisation des décisions publiques, resp. : Johanna Etner Développement durable, entreprises et territoires, resp. : Marc Baudry
Master Economie du droit Resp. : Eric Langlais	Andreea Cosnita	Analyse et impact économiques du droit, resp. : Eric Langlais

<i>Mentions de Master et responsables</i>	<i>Responsables M1</i>	<i>Parcours de M2 et responsables</i>
Master Sciences économiques et sociales Resp. : Laurence Scialom et <i>François Vatin</i>	<i>Delphine Martin</i> et <i>Fabrice Bondoux</i>	Institutions, économie et société, resp. : Laurence Scialom et Fabrice Tricou Histoire de la pensée économique, resp. : Antoine Rebeyrol Action publique, action sociale : <i>Pierre Sauvetre</i> Analyse du travail, organisation et gestion de l'emploi, resp. : Florent Fremigacci et <i>Mathieu Grégoire</i> Organisation de la santé et de la protection sociale, resp. : Elisabeth Tovar et <i>David Lepoutre</i>
Master Risque et environnement Resp. : Meglena Jeleva et <i>Cécile Durot</i>	Meglana Jeleva et <i>Cécile Durot</i>	Ingénierie statistique et économique de la finance, de l'assurance et du risque ; gestion des risques, resp. : Meglena Jeleva Ingénierie statistique et économique de la finance, de l'assurance et du risque ; statistique du risque, resp. : <i>Cécile Durot</i>
Master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation Resp. : Alexandra Raedecker	Alexandra Raedecker	Professorat des écoles, resp. : Alexandra Raedecker

En *italique* : collègue non membre d'EconomiX (appartenant à une autre institution, ou à une autre discipline que l'économie).

Dans la perspective du LMD4, tous les membres d'EconomiX, et en particulier ceux dont les noms figurent ci-dessus, sont pleinement mobilisés en vue de l'accréditation des nouvelles maquettes.

5.5 Annexe 4B : Sélection des produits et des activités de recherche pour l'axe MIBEF

5.5.1 Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique

Les listes ci-dessous sont présentées par ordre chronologique inversé. Les noms des membres de l'axe MIBEF sont soulignés en traits pleins. Dans le cas de travaux co-écrits avec des chercheurs associés à EconomiX, les noms de ces derniers sont soulignés en pointillés.

5.5.1.1 Journaux / revues

5.5.1.1.1 Articles scientifiques

La liste ci-dessous reporte une sélection de 20% des articles publiés par les membres de l'axe MIBEF dans des revues à comité de lecture de rang A selon la liste HCERES et de rangs 1*, 1 et 2 selon la catégorisation de la section 37 du Comité National du CNRS.

2018

Cherrier Béatrice, Saïdi Aurélien, (2018), « The Indeterminate Fate of Sunspots in Economics », **History of Political Economy**.

Fève Patrick, Matheron Julien, Sahuc Jean-Guillaume, (2018), « The Horizontally S-Shaped Laffer Curve », **Journal of the European Economic Association**, (<https://doi.org/10.1093/jeea/jvx027>).

Gomes Gabriel, Hache Emmanuel, Mignon Valérie, Paris Anthony, (2018), « On the current account - biofuels link in emerging and developing countries: do oil price fluctuations matter? », **Energy Policy**, vol.116, pp.60-67.

2017

Allegret Jean-Pierre, Raymond Hélène, Rharrabti Houda, (2017), « The impact of the European sovereign debt crisis on banks stocks. Some evidence of shift contagion in Europe », **Journal of Banking and Finance**, vol.74, pp.24-37.

Bennani Hamza, Neuenkirch Matthias, (2017), « The (Home) Bias of European Central Bankers: New Evidence Based on Speeches », **Applied Economics**, vol.49, n°11, pp.1114-1131.

Bidard Christian, (2017), « Ricardo and Ricardians on the order of cultivation », **Journal of the History of Economic Thought**, (vol. 40 (<https://doi.org/10.17605/OSF.IO/DZY53>)).

Bouvatier Vincent, (2017), « The frequency of banking crises in a dynamic setting: a discrete-time duration approach », **Oxford Economic Papers**, vol. 69, n°4, pp. 1078–1100.

Cahn Christophe, Matheron Julien, Sahuc Jean-Guillaume, (2017), « Assessing the Macroeconomic Effects of LTROs during the Great Recession », **Journal of Money, Credit and Banking**, vol.49, pp.1443-1482.

Chinn Menzie, Ferrara Laurent, Giacomini Raffaella, (2017), « Impact of uncertainty shocks on the global economy », **Journal of International Money and Finance**, (<https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2017.07.009>).

Dauvin Magali, Guerreiro David, (2017), « The paradox of plenty: a meta-analysis », **World Development**, vol.94, n° June, pp.212-231.

Delatte Anne-Laure, Fouquau Julien, Portes Richard, (2017), « Regime-Dependent Sovereign Risk Pricing During the Euro Crisis », **Review of Finance**, vol.21, n°1, pp.363-385.

Ferrara Laurent, Marsilli Clément, (2017), « Nowcasting global economic growth: A factor-augmented mixed-frequency approach », **World Economy**.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2017), « Does the volatility of commodity prices reflect macroeconomic uncertainty? », **Energy Economics**, vol.68, pp.313-326.

Lopez Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, (2017), « Exchange rate pass-through in emerging countries: Do the inflation environment, monetary policy regime and central bank behavior matter? », **Journal of International Money and Finance**, vol.79, pp.20-38.

Merrouche Ouarda, Nier Erlend, (2017), « Capital Inflows, Monetary Policy, and Financial Imbalances », **Journal of International Money and Finance**.

2016

Boubtane Ekrame, Coulibaly Dramane, d'Ablis Hippolyte, (2016), « Immigration Policy and Macroeconomic Performances in France », **Annals of Economics and Statistics**, vol.121, pp.279-308.

- Brei Michael, Pérez-Barahona Agustin, Strobl Eric, (2016), « Environmental Pollution and Biodiversity: Light Pollution and Sea Turtles in the Caribbean », **Journal of Environmental Economics and Management**, vol.77, n°C, pp.95-116.
- Candelon Bertrand, Tokpavi Sessi, (2016), « A Nonparametric Test for Granger-causality in Distribution with Application to Financial Contagion », **Journal of Business and Economic Statistics**, vol. 34, n°2, pp. 240-253.
- Carrasco Marine, Kotchoni Rachidi, (2016), « Efficient Estimation Using the Characteristic Function », **Econometric Theory**.
- Coudert Virginie, Mignon Valérie, (2016), « Reassessing the empirical relationship between the oil price and the dollar », **Energy Policy**, vol.95, pp.147-157.
- de Truchis Gilles, Keddad Benjamin, (2016), « On the risk dependence between crude oil market and U.S. dollar exchange rates », **Economic Modelling**, vol.52, pp.206-215.
- Egert Balázs, (2016), « Regulation, institutions and productivity: new macroeconomic evidence from OECD countries », **American Economic Review**, vol.106, n°5, pp.109-113.
- Gnimassoun Blaise, Mignon Valérie, (2016), « How do macroeconomic imbalances interact? Evidence from a panel VAR analysis », **Macroeconomic Dynamics**, vol.20, n°7, pp.1717-1741.
- Harnay Sophie, Scialom Laurence, (2016), « The influence of the economic approaches to regulation on banking regulations: a short history of banking regulations », **Cambridge Journal of Economics**, vol.40, n°2, pp.401-426.

2015

- Banulescu Georgiana-Denisa, Dumitrescu Elena Ivona, (2015), « Which Are the SIFIs? A Component Expected Shortfall Approach to Systemic Risk », **Journal of Banking and Finance**, vol.50, pp.575-588.
- Bouvatier Vincent, Delatte Anne-Laure, (2015), « Waves of international banking integration: A tale of regional differences », **European Economic Review**, vol.80, pp.354-373.
- Brei Michael, Schclarek Curutchet Alfredo, (2015), « A theoretical model of bank lending: does ownership matter in times of crisis? », **Journal of Banking and Finance**, vol.50, pp.298-307.
- Brei Michael, Buzaushina Almira, (2015), « International Financial Shocks in Emerging Markets », **Journal of International Money and Finance**, vol.58, pp.51-74.
- Cartelier Jean, (2015), « Jean Cartelier Early classics and Quesnay after Sraffa: a suggested interpretation », **Cambridge Journal of Economics**, vol.39, n°3, pp.825-842.
- Coudert Virginie, Couharde Cécile, Mignon Valérie, (2015), « On the impact of volatility on the real exchange rate - terms of trade nexus: Revisiting commodity currencies », **Journal of International Money and Finance**, vol.58, pp.110-127.
- Egert Balázs, (2015), « Public debt, economic growth and nonlinear effects: Myth or reality? », **Journal of Macroeconomics**, vol.43, n°C, pp.226-238.
- Gnimassoun Blaise, Mignon Valérie, (2015), « Persistence of current-account disequilibria and real exchange-rate misalignments », **Review of International Economics**, vol.23, n°1, pp.137-159.
- Lopez Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, (2015), « Instability of the inflation-output trade-off and time-varying price rigidity », **Oxford Bulletin of Economics and Statistics**, vol.77, n°5, pp.634-654.
- Maillet Bertrand, Tokpavi Sessi, Vaucher Benoit, (2015), « Global Minimum Variance Portfolio Optimisation Under some Model Risk: A Robust Regression-based Approach », **European Journal of Operational Research**, vol.244, pp.289-299.
- Prat Georges, Uctum Remzi, (2015), « Expectation formation in the foreign exchange market: a time-varying heterogeneity approach using survey data », **Applied Economics**, vol.47, n°34-35, pp.3673-3695.

2014

- Allegret Jean-Pierre, Couharde Cécile, Coulibaly Dramane, Mignon Valérie, (2014), « Current accounts and oil price fluctuations in oil-exporting countries: the role of financial development », **Journal of International Money and Finance**, vol.47, pp.185-201.
- Bénassy-Quéré Agnès, Coulibaly Dramane, (2014), « The impact of market regulations on intra-European real exchange rates », **Review of World Economics**, vol.150, n°3, pp.529-556.
- Bouvatier Vincent, Lepetit Laetitia, Strobel Frank, (2014), « Bank income smoothing, ownership concentration and the regulatory environment », **Journal of Banking and Finance**, vol.41, pp.253-270.
- Delatte Anne-Laure, Lopez Claude, (2014), « Commodity and Equity Markets: Some Stylized Facts from a Copula Approach », **Journal of Banking and Finance**, vol. 37, n°12, pp. 5346-5356.

2013

Barhoumi Karim, Darné Olivier, Ferrara Laurent, (2013), « Testing the number of factors: An empirical assessment for forecasting purposes », **Oxford Bulletin of Economics and Statistics**, vol.75, n°1, pp.64-79.

Brei Michael, Gambacorta Leonardo, von Peter Goetz, (2013), « Rescue packages and bank lending », **Journal of Banking and Finance**, vol.37, n°2, pp.490-505.

Coudert Virginie, Couharde Cécile, Mignon Valérie, (2013), « On Currency Misalignments within the Euro Area », **Review of International Economics**, vol.21, n°1, pp.35-48.

Coudert Virginie, Gex Mathieu, (2013), « The interactions between the CDS and the bond markets in financial turmoil », **Review of International Economics**, vol.21, n°3.

Couharde Cécile, Coulibaly Issiaka, Guerreiro David, Mignon Valérie, (2013), « Revisiting the theory of optimum currency areas: Is the CFA franc zone sustainable? », **Journal of Macroeconomics**, vol.38, pp.428-441.

Le Maux Laurent, Scialom Laurence, (2013), « Central banks and financial stability: rediscovering the lender-of-last-resort practices in a finance economy », **Cambridge Journal of Economics**, vol.37, n°1, pp.1-16.

5.5.1.1.2 Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)

Scialom Laurence (2018), « There must be public debate on the renewal of the central bank! », **VoxEurope**, 22/01/2018.

Couharde Cécile, Delatte Anne-Laure, Grekou Carl, Mignon Valérie et Morvillier Florian (2017), « Going beyond the Big Mac index: EQCHANGE – a new powerful database on actual and equilibrium effective exchange rates », **Vox**, 02/09/2017.

Bacchetta Philippe, Merrouche Ouarda (2016), « The stabilising role of dollar borrowing », **VoxEU**, 16/01/2016.

Bouvatier Vincent, Delatte Anne-Laure (2014), « Eurozone bank integration: EU versus non-EU banks », **VoxEU**, 14/12/2014.

Delatte Anne-Laure (2014), « Derivatives and the European Crisis », **VoxEU**, 17/04/2014.

Gauvin Ludovic (2014), « Policy uncertainty spillovers to emerging markets: Evidence from capital flows », **Vox**, 05/11/2014.

Anne-Laure Delatte, Claude Lopez (2013), « Commodities: The end of the Holy Grail », **VoxEU**, 04/08/2013.

5.5.1.2 Ouvrages

5.5.1.2.1 Monographies et ouvrages scientifiques

Cartelier Jean, (2018), « Money, Markets, Capital: The Case for a Monetary Analysis » Routledge.

Aglietta Michel, Leron Nicolas, (2017), « La double démocratie. Une Europe politique pour la croissance » Le Seuil.

Aglietta Michel, (2016), « La monnaie. Entre dettes et souveraineté » Odile Jacob.

5.5.1.2.2 Direction et coordination d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues

Aglietta Michel, (sld) 2017 « Finance globale, cycle financier et stabilité macroéconomique », **Revue d'Economie Financière** (numéro spécial), n°121.

Chinn Menzie, Ferrara Laurent, Giacomini Raffaella, (sld) 2017 « Impact of uncertainty shocks on the global economy », **Journal of International Money and Finance** (numéro spécial).

Kyrtsou Catherine, Mignon Valérie, Tokpavi Sessi, (sld) 2014 « Comovement and Contagion in Financial Markets », **International Review of Financial Analysis** (numéro spécial).

5.5.1.2.3 Chapitres d'ouvrages

Delatte Anne-Laure, (2018), « Les paradis fiscaux, des paradis pas du tout artificiels » *Economie Mondiale 2018*, sous la direction de CEPII, La Découverte.

Béreau Sophie, Gnabo Jean-Yves, Kerkour Malik, Raymond Hélène, (2017), « Sovereign wealth funds investments and industry performance: Evidence from Europe » *The Oxford Handbook of Sovereign Wealth Funds*, sous la direction de Douglas J. Cumming, Geoffrey Wood, Igor Filatotchev, Juliane Reinecke, Oxford University Press.

Brei Michael, Schclarek Alfredo, (2017), « The Countercyclical Behavior of National Development Banks in Latin America and the Caribbean » *The Future of National Development Banks*, sous la direction de Stephany Griffith-Jones, Jose Antonio Ocampo, Forthcoming, Oxford University Press.

Bidard Christian, (2016), « The dropbox and the ghosts » pp.147-159, *Economic Theory and its History*, sous la direction de G. Freni, H.D. Kurz, A M Lavezzi, R. Signorino, Taylor & Francis.

Scialom Laurence, (2016), « Les nouvelles régulations et architectures bancaires européennes ont-elles tiré toutes les leçons de la crise ? » *Peut-on apprivoiser l'argent aujourd'hui*, sous la direction de sous la Direction de Jean Baptiste de Foucault, Hermann Ed.

Aglietta Michel, Mojon Benoit, (2015), « Central Banking » pp.431-452, *Oxford Handbook on Banking*, sous la direction de Allen Berger Philip Molyneux John Wilson, Oxford University Press.

Allegret Audrey, Allegret Jean-Pierre, (2015), « Capital flows and boom-bust cycle in emerging Europe. Responses to the volatile financial global context » pp.208-232, *The European Union and the challenges of the new global context*, sous la direction de Ileana Tache, Cambridge Scholars Publishing.

Bidard Christian, Erreygers Guido, (2015), « Ricardian dynamics » *Elgar Companion to David Ricardo*, sous la direction de Heinz D. Kurz, Neri Salvadori, Edward Elgar.

Boucher Christophe, (2015), « Monnaies, taux de change et déséquilibres financiers » *Problématiques économiques*, sous la direction de la Documentation française, La Documentation française.

Boucher Christophe, Raymond Hélène, (2013), « Les crises bancaires et financières » *Les systèmes financiers : Mutations, crises et régulation*, quatrième édition, sous la direction de Christian de Boissieu, Economica.

Cartelier Jean, (2013), « Beyond modern academic theory of money » *New Contributions to Monetary Analysis*, sous la direction de Faruk Ulgen, Routledge.

Tricou Fabrice, (2013), « The monetary constituents of capitalism » pp.135-154, *New contributions to monetary analysis*, sous la direction de Faruk Ulgen, Routledge International Studies in Money and Banking.

5.5.1.3 Colloques / congrès, séminaires de recherche

2017

Blot Christophe, (2017), « Does Monetary Policy generate Asset Price Booms and Busts? » **Society of Non-linear dynamics**, Paris, Mars.

Blot Christophe, (2017), « The interest rate pass-through during the ZLB: has the ECB lost control on the retail-banking markets? » **Money, Macro and Finance Research group Annual Conference**, Londres, Septembre.

Candelon Bertrand, Ferrara Laurent, Joëts Marc, (2017), « Global Financial Interconnectedness: A nonlinear Assessment of the Uncertainty Channel » Actes de la conférence **25th Symposium of the Society for Nonlinear Dynamics and Econometrics**, Paris, 30-31 Mars.

Candelon Bertrand, Ferrara Laurent, Joëts Marc, (2017), « Global Financial Interconnectedness: A nonlinear Assessment of the Uncertainty Channel » Actes de la conférence **International Association of Applied Econometrics**, Sapporo, 26-29 Juin.

Couharde Cécile, Karanfil Fatih, Kilama Eric Gabin, Ongba Luc-Désiré, (2017), « The Importance of Oil in the Allocation of Foreign Aid » **66th Annual Meeting of the French Economic Association**, Nice, June 19-21.

Coulibaly Dramane, Ongba Luc-Désiré, Raymond Hélène, (2017), « Exchange rate misalignments in energy-exporting countries: Do sovereign wealth funds matter? » Actes de la conférence **34th International Symposium on Money, Banking and Finance**, Nanterre, 5-6 Juillet.

Hache Emmanuel, Paris Anthony, (2017), « Efficiency and Optimal Hedge Ratio of the Ethanol Market in the US » Actes de la conférence **15th European Conference of IAEE**, Vienna, 3-6 Septembre.

Saïdi Aurélien, (2017), « How schools of thoughts in macroeconomics strategized over Solow's residual » **Conference History of Macro-econometric Modeling**, Utrecht (Netherlands), 6-7 Avril.

2016

Bouvatier Vincent, Tadjeddine Yamina, (2016), « Are banking crisis really an equal opportunity menace? » **GDRE**, Clermont-Ferrand, 7 juillet.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2016), « Does the volatility of commodity prices reflect macroeconomic uncertainty? » Actes de la conférence **30th European Economic Association (EEA) meeting**, Manheim, August 24- 27.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2016), « Does the volatility of commodity prices reflects macroeconomic uncertainty? » **10th International Conference on Computational and Financial Econometrics**, Seville, 9-11 Décembre.

Paris Anthony, (2016), « The Effect of Biofuels on the Link between Oil and Agricultural Commodity Prices: A Smooth Transition Cointegration Approach » Actes de la conférence **39th International Conference of IAEE**, Bergen, 19 - 22 Juin.

Prat Georges, Uctum Remzi, (2016), « Do markets learn to rationally expect US interest rates? Evidence from survey data » **33d International Symposium on Money, Banking and Finance (GDRE)**, Clermont-Ferrand, July 7-8.

2015

Allegret Jean-Pierre, Couharde Cécile, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2015), « Oil currencies in the face of oil shocks: What can be learned from time-varying specifications? » **55ème congrès annuel de la Société Canadienne de Science économique**, Montréal, 13-15 Mai.

Brei Michael, Yang Xi, (2015), « The universal bank model: Synergy or vulnerability? » **64ème Congrès annuel de l'Association française de Science économique**, Rennes, 22-24 juin.

2014

Almeida Lionel, (2014), « The level and structure of CEO compensation: Does ownership matter? » **17th World Congress of the International Economic Association**, Dead Sea, Jordan, June 6-10.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2014), « Uncertainty transmission in commodity markets » Actes de la conférence **37th International Association for Energy Economics Conference**, New York, June 15-18.

Lecarpentier-Moyal Sylvie, Prat Georges, Renou-Maissant Patricia, Uctum Remzi, (2014), « Persistence of announcement effects on the intraday volatility of stock returns: evidence from individual data » **21st Forecasting Financial Markets Conference**, Marseille, May 21-23.

Lopez Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, (2014), « Nonlinearity of the inflation-output trade-off and time-varying price rigidity » Actes de la conférence **International Association for Applied Econometrics (IAAE)**, London, June 26-28.

Prat Georges, Uctum Remzi, (2014), « Expectation formation in the foreign exchange market: a time varying heterogeneity approach using survey data » **12th INFINITI Conference on International Finance**, Prato (Italy), June 9-10.

2013

Bouvatier Vincent, Brei Michael, Yang Xi, (2013), « The Determinants of Banks Failures in the Unites States: Revisited » **28th Annual Congress of the European Economic Association**, Gothenburg, Sweden, 26-30 août.

Chinn Menzie, Ferrara Laurent, Mignon Valérie, (2013), « Post-recession US employment through the lens of a non-linear Okun » Actes de la conférence **International Symposium Forecasting (ISF)**, Seoul, June 23-26.

Coudert Virginie, Couharde Cécile, Mignon Valérie, (2013), « Pegging emerging currencies in the face of dollar swings » **62nd Annual Meeting of the French Economic Association**, Aix-en-Provence, France, June 24-28.

Joëts Marc, (2013), « Heterogeneous beliefs, regret, and uncertainty: The role of speculation in energy price dynamics » Actes de la conférence **36th IAEE Conference**, Daegu, South Korea, June 16-20.

5.5.1.4 Organisation de colloques / congrès

Trois manifestations de grande ampleur ont été organisées par l'axe MIBEF sur le quinquennal 2013-2018 :

- **International Conference on Energy prices: macroeconomic and financial impacts, June 4-5, 2015.** Trois conférenciers de renommée internationale ont participé à cette conférence en tant que *keynote speakers* : Christiane BAUMEISTER, principal *researcher* à la Banque Centrale du Canada, *visiting scholar* à l'*University of California at*

San Diego et professeur à l'Université Notre Dame (USA) ; Rick VAN DER PLOEG, professeur à l'Université d'Oxford et directeur de recherche à l'*Oxford Centre for the Analysis of Resource Rich Economies* et Thorvaldur GYLFASSON, professeur à l'Université d'Islande. Tous trois sont des spécialistes internationalement reconnus, auteurs de très nombreux articles publiés dans les revues les plus prestigieuses de leur champ de recherche. Christiane BAUMEISTER a publié de nombreux travaux sur les impacts macroéconomiques des chocs de prix du pétrole. Rick VAN DER PLOEG est quant à lui un spécialiste des économies en développement riches en ressources naturelles et a publié de nombreux travaux sur le syndrome hollandais. Thorvaldur GYLFASSON est un spécialiste internationalement reconnu des questions liées aux ressources naturelles. Cette conférence internationale, qui a réuni un très large auditoire, a bénéficié du soutien financier du Conseil Français de l'Energie.

- **Théories de l'exploitation, 19-20 janvier 2017.** Co-organisé par EconomiX (axe MIBEF), Sophiapol (axe « Le présent du capitalisme ») et l'ANR Philcentrav (approches philosophiques de la centralité du travail), le colloque *Théories de l'exploitation* s'est déroulé à l'Université Paris Nanterre autour d'une vingtaine d'intervenants. Ce colloque faisait suite au séminaire « Economie et Philosophie de l'Exploitation » (débuté en janvier 2014) dont il constituait en quelque sorte une reprise synthétique, notamment orientée vers les aspects théoriques de la question.
- **34th International Symposium on Money, Banking and Finance, Annual meeting of the European Research Group (GdRE), July 5-6, 2017.** Les 34èmes Journées d'Economie Monétaire et Bancaire, organisées par le Groupement de Recherche Européen (GdRE) « Monnaie Banque Finance », se sont tenues à l'Université Paris Nanterre les 5 et 6 juillet 2017 devant un très large auditoire. Les Journées ont été localement organisées par EconomiX sous la coordination de Christophe Boucher et Michel Boutillier qui ont pu s'appuyer sur une forte implication des membres du laboratoire, en particulier des doctorants et du personnel administratif. Sont intervenus comme conférenciers invités : Philippe Bacchetta (Université de Lausanne), Thorsten Beck (CEPR et Cass Business School), Patrick Artus (NATIXIS), Christian Noyer (Banque de France), Paul Mizen (University of Nottingham), Michael D. Bordo (Rutgers University). Environ 150 articles ont fait l'objet d'une présentation lors des sessions parallèles.

Outre ces trois manifestations majeures, l'axe MIBEF a organisé sur le quinquennal 2013-2018 les colloques et workshops suivants :

- 27/03/2013 : 2nd PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics
- 29/05/2013 : 14ème journée d'études sur les faillites, sur le thème : "Renforcer la robustesse des banques européennes : les options"
- 14/06/2013 : The Cachan History of Social Science 6th ANR Workshop 'Cross-disciplinary research ventures in postwar American social science'
- 15/06/2013 : The Cachan History of Social Science Group 10th History of Economics as History of Science
- 26/09/2013 : Tables rondes : Enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine
- 20/11/2013 : The Cachan History of Social Science 7th ANR Workshop 'Cross-disciplinary research ventures in postwar American social science'
- 11/12/2013 : 12ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance
- 24/01/2014 : Workshop on Sovereign Wealth Funds and globalization
- 19/03/2014 : 3rd PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics
- 28/04/2014 : Journée d'Economie Appliquée
- 03/06/2014 : 16ème journée d'études sur les faillites, sur le thème : "Crises bancaires d'hier, d'aujourd'hui, de demain".
- 12/06/2014 : The Cachan History of Social Science 8th ANR Workshop 'Cross-disciplinary research ventures in postwar American social science'
- 11/09/2014 : Tables rondes : Enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine
- 16/10/2014 - 17/10/2014 : What have we learnt on Classical economy since Sraffa?
- 21/11/2014 : Shadow banking System
- 03/12/2014 : 13ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance
- 11/12/2014 : Workshop Syndrome hollandais et dépendance aux matières premières
- 18/03/2015 : 4th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics
- 12/10/2015 : Workshop Syndrome hollandais et dépendance aux matières premières
- 25/11/2015 : 14ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance
- 25/03/2016 : 5th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics
- 08/04/2016 : Journée Finance et Société

- 24/06/2016 : The Cachan History of Social Science Group 13th History of Economics as History of Science
- 29/09/2016 : Table ronde de macro-finance contemporaine
- 04/11/2016 : 15ème Journée d'Econométrie: Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance
- 10/11/2016 : Les banques coopératives ou mutualistes : des banques différentes ?
- 24/03/2017 : 6th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics
- 23/06/2017 : The Cachan History of Social Science Group 14th History of Economics as History of Science
- 20/09/2017 : Table ronde de macro-finance contemporaine : 10 ans après le début de la crise financière : Bilan et perspectives
- 08/11/2017 : 16ème Journée d'Econométrie Développements Récents de l'Econométrie Appliquée à la Finance
- 17/11/2017 : Journée sur les questions économiques européennes
- 16/03/2018 : 7th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics
- 29/05/2018 : Penser le capitalisme avec Michel Aglietta

5.5.1.5 Produits et outils informatiques

5.5.1.5.1 Logiciels

Elena Dumitrescu (en collaboration avec Christophe Hurlin) a développé un test de causalité en panel qui est implémenté sous le logiciel d'économétrie Eviews (versions 8.0 et suivantes) et sera bientôt également disponible sous le logiciel STATA.

5.5.1.5.2 Bases de données

Cécile Couharde, Anne Laure Delatte et Valérie Mignon, en collaboration avec un chercheur associé (Carl Grekou) et un doctorant (Florian Morvillier) de l'axe MIBEF, ont développé une base de données — EQCHANGE — accessible gratuitement à l'adresse web : http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=34. Cette base de données inclut :

- Des indices de taux de change effectifs nominaux et réels couvrant 187 pays sur la période 1973-2016. Les indices de taux de change effectifs sont calculés sur deux échantillons de pays partenaires : 186 pays partenaires (indices larges) et les 30 principaux pays partenaires (indices étroits), et pour deux systèmes de pondérations : pondérations invariantes dans le temps correspondant à la moyenne des flux commerciaux calculée sur les périodes (i) 2008-2012 et (ii) 1973-2016 ; pondérations variant dans le temps correspondant à la moyenne des flux commerciaux calculée sur des périodes de 5 ans.
- Des estimations de taux de change effectifs réels d'équilibre basées sur l'approche comportementale du taux de change d'équilibre (approche BEER) et les mésalignements de change correspondants couvrant 182 pays sur la période 1973- 2016. La disponibilité de plusieurs mesures de mésalignements de taux de change réels (selon le modèle d'estimation, l'échantillon de pays) permet ainsi d'avoir une analyse plus précise des déséquilibres à l'échelle internationale et donne la possibilité aux chercheurs de disposer de différentes mesures pour mener des analyses empiriques plus robustes.

Gilles de Truchis, Elena Dumitrescu et Xi Yang ont construit une base de données à haute fréquence (une minute) proposant des mesures de volatilité réalisée pour toutes les sociétés de l'indice américain SP500. Cette base est mise à disposition gratuitement auprès des chercheurs.

5.5.1.6 Activités éditoriales

5.5.1.6.1 Participation à des comités éditoriaux

Plusieurs chercheurs de l'axe MIBEF sont membres de comités éditoriaux de revues. Citons notamment les revues suivantes (les noms des chercheurs de l'axe membres des comités éditoriaux figurent entre parenthèses) : Cahiers d'Economie Politique (Antoine Rebeyrol, Fabrice Tricou) ; Economics Bulletin (Valérie Mignon) ; Economie et Prévision (Michel Boutillier, Valérie Mignon) ; Energy Policy (Valérie Mignon) ; International Economics (Balazs Egert, Valérie Mignon) ; Finance (Valérie Mignon) ; International Journal of Forecasting (Laurent Ferrara) ; Journal of Financial Stability (Olivier de Bandt) ; Panoeconomicus (Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde) ; Revue Economique (Michel Boutillier) ; Revue d'Economie Politique (Cécile Couharde).

5.5.1.6.2 Direction de collections et de séries

Antoine Rebeyrol et Fabrice Tricou codirigent la collection *Essais économiques* des Presses Universitaires de Paris Nanterre.

Valérie Mignon est co-rédactrice en chef de la revue *International Economics* (Elsevier, rang 3 CNRS).

Fabrice Tricou est le directeur adjoint des *Cahiers d'Economie Politique* (rang 3 CNRS).

5.5.1.7 Activités d'évaluation

5.5.1.7.1 Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques

L'ensemble des enseignants-chercheurs de l'axe MIBEF sont régulièrement sollicités par des revues académiques pour évaluer des articles. Parmi ces revues, on citera entre autres : concernant le domaine **Economie de l'agriculture de l'environnement et de l'énergie** : *American Journal of Agricultural Economics*, *Ecological Economics*, *Energy Economics*, *Energy Journal*, *Energy Policy*, *Energy Studies Review*, *Resource and Energy Economics*; concernant le domaine **Economie du développement et transition** : *China Economic Review*, *Economics of Transition*, *Economic Systems*, *Emerging Markets Review*, *European Journal of Comparative Economics*, *Journal of African Economies*, *Journal of Asian Economics*, *Journal of Comparative Economics*, *Journal of Development Economics*, *World Bank Economic Review*, *World Development* ; dans le domaine **Finance** : *Applied Financial Economics*, *Bankers, Markets & Investors*, *Finance*, *International Review of Financial Analysis*, *Journal of Banking and Finance*, *Journal of Empirical Finance*, *Journal of Finance*, *Journal of Financial and Quantitative Analysis*, *Journal of Financial Economics*, *Journal of Financial Stability*, *Review of Finance*, *Review of Financial Studies*, *Revue d'Économie Financière* ; dans le domaine **Macroéconomie, économie internationale et monnaie** : *American Economic Journal: Macroeconomics*, *Economic Modelling*, *International Economics*, *International Journal of Finance and Economics*, *Journal of Economic Integration*, *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, *Journal of International Money and Finance*, *Journal of Money, Credit and Banking*, *Journal of the Japanese and International Economies*, *Journal of Macroeconomics*, *Macroeconomic Dynamics*, *Open Economies Review*, *Review of Economic Dynamics*, *Review of International Economics*, *Review of World Economics*, *World Economy* ; dans le domaine **Econométrie** : *Econometric Theory*, *Empirical Economics*, *International Journal of Forecasting*, *International Review of Applied Economics*, *Journal of Applied Econometrics*, *Journal of Financial Econometrics*, *Journal of Forecasting*, *Studies in Nonlinear Dynamics and Econometrics* ; dans le domaine **Histoire de la pensée économique, histoire économique, méthodologie, philosophie économique** : *Cahiers d'Economie Politique*, *Cliometrica*, *Oeconomia* ; et enfin dans les **revues généralistes en économie** : *American Economic Journal: Applied Economics*, *Annales d'Économie et Statistiques*, *Applied Economics*, *Brussels Economic Review*, *Bulletin of Economic Research*, *Cambridge Journal of Economics*, *Canadian Journal of Economics / Revue Canadienne d'Économie*, *Economic Inquiry*, *Economics Bulletin*, *Economics Letters*, *Économie et Prévision*, *Économie et Statistique*, *European Economic Review*, *Journal of Economic Issues*, *L'Actualité Économique*, *Revue Française d'Économie*, *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, *Oxford Economic Papers*, *Revue d'Économie Politique*, *Revue Économique*, *Scottish Journal of Political Economy*.

5.5.1.7.2 Évaluation de projets de recherche

- Jean-Pierre Allegret, expert auprès du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques.
- Hamza Bennani, expert auprès du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine.
- Vincent Bouvatier, expert auprès du Centre National Scientifique de Pologne (Narodowe Centrum Nauki).
- Rachidi Kotchoni, expert auprès de la Swiss National Science Foundation.
- Ouarda Merrouche, experte auprès de l'ANR et de l'Agence Nationale de la recherche de Pologne pour l'évaluation de projets.
- Valérie Mignon, experte auprès de l'ANR (évaluation de projets), l'ANRT (évaluation de projets CIFRE), du Conseil Français de l'Energie (évaluation de projets de recherche), du FRS-FNRS (évaluation de projets de recherche) et de l'*Austrian Science Fund* (évaluation de projets de recherche type ANR). Valérie Mignon est également sollicitée pour l'expertise de projets lors d'appels à projets d'autres universités que Paris Nanterre.
- Yamina Tadjeddine, experte auprès de l'ANRT pour l'évaluation de projets CIFRE.

5.5.1.7.3 Évaluation de laboratoires (type Hcéres)

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

- Jean-Pierre Allegret, président du comité d'évaluation du Groupe de Recherche en Économie Théorique et Appliquée (GREThA), Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

- Cécile Couharde, experte du comité d'évaluation du Laboratoire d'Analyse et de Recherche en Économie et Finance Internationales (LAREFI), Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

- Jean-Pierre Allegret, président du comité d'évaluation du Laboratoire d'Économie d'Orléans (LÉO), Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)
- Cécile Couharde, présidente du comité d'évaluation Laboratoire d'Analyse et de Prospective Économiques (LAPE), Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)
- Laurence Scialom, experte du comité d'évaluation de l'unité Croyances, Histoire, Espaces, Régulation Politique et Administrative (CHERPA), Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)
- Valérie Mignon, experte du comité d'évaluation du Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA), Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

5.5.1.7.4 Responsabilités au sein d'instances d'évaluation

- Cécile Couharde et Gilles de Truchis, Membres de la section 5 du CNU.
- Cécile Couharde, Membre du jury des prix de la Chancellerie des Universités de Paris (depuis 2013).
- Valérie Mignon, Nommée membre du jury de sélection des membres de l'Institut Universitaire de France, 2017, 2018.
- Valérie Mignon, Nommée membre du jury du premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en économie, 2013.
- Valérie Mignon, Membre nommée à la section 37 du Comité National du CNRS (membre du bureau) jusqu'en 2016.
- Valérie Mignon, Membre du jury de prix de thèse de l'AFSE depuis 2005 et membre du jury du prix AFSE du meilleur ouvrage d'économie (2014-2016).
- Aurélien Saidi, Membre du jury du concours d'agrégation du secondaire, Sciences Economiques et sociales. Responsable de l'épreuve écrite de Sciences Economiques, depuis 2015.
- Laurence Scialom, Membre du jury du prix Veblen en 2016.
- Yamina Tadjeddine, Membre du jury du concours d'entrée aux ENS, ENSAE et ENSAI de 2004 à 2016.

5.5.1.8 Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives

5.5.1.8.1 Contrats européens et internationaux

On relève **deux contrats européens** au niveau de l'axe MIBEF :

- **2016-2017 : DG ECFIN Research Fellowships, projet financé par la Commission Européenne; coordonné par Anne-Laure Delatte.** L'initiative Fellowship 2016-17 de la DG ECFIN vise à réexaminer les défis de l'intégration économique aux niveaux mondial et européen et à explorer les options politiques permettant de relever ces défis. Anne-Laure Delatte et Vincent Bouvatier, en collaboration avec Gunther Capelle-Blancard (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), dans le cadre de ce financement, évaluent si les banques sont excessivement présentes dans les paradis fiscaux. Un modèle de gravité est estimé afin de capter la « sur-activité » des banques dans les paradis fiscaux. https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/dp_055_en.pdf
- **2014-2015: Jean Monnet Multilateral Research project. European Research Study Group: The Political Economy of the E.M.U. (www.jeanmonnet-emu.eu); coordonné par Jean-Pierre Allegret (co-responsable).**

Mentionnons en outre le contrat obtenu par Hamza Bennani auprès de la *Polish Science Foundation*, intitulé « Monetary policy expectations and uncertainty ».

5.5.1.8.2 Contrats nationaux

L'axe MIBEF est porteur de deux projets financés dans le cadre du Défi interdisciplinaire InFInTi du CNRS :

- **2017 : Défi interdisciplinaire : « InFInTi » Financement CNRS, Projet de recherche porté par Elena Dumitrescu, Analyse du Risque Financier et Modélisation de la persistance en présence de Jumps (ARFiMa-J).** Ce projet interdisciplinaire a pour objectif de modéliser la persistance de la volatilité (inobservée) des actifs financiers, principal indicateur du risque financier. Le cadre théorique tient compte à la fois de la dynamique persistante de la volatilité, des difficultés liées à la présence de sauts dans la dynamique des prix et du fait que les prix observés ne reflètent pas directement les prix théoriques afin de répondre aux deux problématiques suivantes : (i) comprendre et analyser la persistance de la volatilité estimée en présence d'une

variété de processus ponctuels, (ii) proposer un estimateur du paramètre de persistance qui tient compte non seulement de l'effet du bruit de microstructure mais également de la présence de *jumps* dans le processus de prix. Les réponses à ces deux questionnements viennent ainsi répondre aux besoins qu'ont les investisseurs et le régulateur de mesurer avec toujours plus de précision le risque sur les marchés financiers. Ce projet repose sur une étroite collaboration entre économistes d'EconomiX (Gilles de Truchis, Elena Dumitrescu), mathématiciens de l'Université Paris Nanterre (Bernard Desgrupes) et économistes de l'Université d'Orléans.

- **2018 : Défi interdisciplinaire : « InFinTi » Financement CNRS, Projet de recherche porté par Elena Dumitrescu, Analyse du Risque Financier et Modélisation de la persistance en présence de Jumps.** Ce projet vise à l'étendre l'analyse de la volatilité (inobservée) des actifs financiers menée dans le cadre du projet ARFiMa-J de 2017 à un cadre multi-marchés. La volatilité étant le principal indicateur du risque en finance, modéliser et prévoir la manière dont elle se transmet d'un marché à l'autre est crucial pour les investisseurs et surtout le régulateur qui cherche à prédire et prévenir les crises financières. La volatilité étant persistante, elle peut transiter d'un marché à l'autre *via* des composantes de long terme. Ce phénomène appelé co-persistance est peu documenté dans la littérature théorique car non-trivial. Pourtant, il pourrait s'avérer bien plus fréquent que les études empiriques ne le montrent car ces dernières négligent la possibilité que des sauts affectent les prix et biaisent les estimateurs usuels. L'objectif de ce projet est de développer des outils économétriques d'analyse de la co-persistance en présence de sauts afin de mieux comprendre les phénomènes de transmission du risque sur les marchés.

Outre ce contrat, mentionnons les contrats portés par Philippe Fontaine également obtenus auprès du CNRS concernant le GdRE « **Histoire de la pensée économique récente** » (2010-2014), puis le GdRI « **Histoire des sciences sociales après 1945** » (2015). Hamza Bennani et Ouarda Merrouche sont également lauréats d'un financement obtenu auprès du CNRS dans le cadre du programme de Soutien à la Mobilité Internationale (SMI).

Cécile Couharde a également obtenu un contrat financé par la **ComUE Paris Lumières** concernant un projet intitulé : « La question des ressources naturelles : le Sud à l'épreuve du développement durable ? » (2013-2014).

5.5.1.8.3 Contrats avec les collectivités territoriales

Gaëtan Le Quang a obtenu de la part de la Région Ile de France une aide à la mobilité internationale (programme AMI-Doc) en 2017.

5.5.1.8.4 Contrats financés par des associations caritatives et des fondations

Christophe Boucher a obtenu en 2017 un financement de 4 000 euros de la part de la Fondation du risque pour l'organisation du *34th International Symposium on Money, Banking and Finance*.

5.5.1.9 Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis

5.5.1.9.1 Post-doctorants

2017

Pierre-Hernan Rojas, Post-doctorant financé par EconomiX, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université Paris-Dauphine.

2016

Pierre-Nicolas Rehault, Post-doctorant financé par EconomiX, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université de Limoges, actuellement Maître de conférences à l'Université de Limoges.

2015

Eric Gabin Kilama, Post-doctorant financé sur contrat auprès du Conseil Français de l'Énergie, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université d'Auvergne.

Urbain Thierry Yogo, Post-doctorant financé par EconomiX, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université d'Auvergne, actuellement *Assistant Professor* à l'Université de Yaoundé II.

2014

Rémi Generoso, Post-doctorant financé par EconomiX, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université Versailles Saint-Quentin, actuellement Maître de conférences à l'Université de Lille 1.

Clarisse Nguedam Ntouko, Post-doctorante financée par EconomiX, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université d'Auvergne, actuellement en contrat de recherche auprès de France Stratégie.

2013

Olfa Kaabia, Post-doctorante financée par EconomiX, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université Paris Nanterre, actuellement *Assistant professor of Finance & Economics* à INSEEC Business School Paris.

Olivier Rosell, Post-doctorant financé par EconomiX, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université Paris Nanterre, actuellement Maître de conférences en Sciences Economiques à l'Université de Picardie Jules Verne.

Tovonony Razafindrabe, Post-doctorant financé sur contrat auprès du Conseil Français de l'Energie, Doctorat en Sciences Économiques de l'Université Paris Nanterre, actuellement Maître de conférences à l'Université de Rennes.

Ci-dessous figure la liste, non exhaustive, de quelques publications réalisées par ces post-doctorants et issues de leur post-doctorat (les publications antérieures et ultérieures ne sont pas mentionnées) :

Abid Ilyes, Guesmi Khaled, Kaabia Olfa, (2013) « Does Bayesian Shrinkage Help to Better Reflect What Happened During the Subprime Crisis? », *Economic Modelling*, vol.31, pp.423-432.

Abid Ilyes, Guesmi Khaled, Kaabia Olfa, (2014) « Stock Market Integration and Risk Premium: Empirical Evidence for Emerging Economies of South Asia », *Economic Modelling*, vol.37, pp.408-416.

Abid Ilyes, Kaabia Olfa, (2013) « Theoretical Channels of International Transmission during the Subprime Crisis to OECD Countries: A FAVAR Model under Bayesian Framework », *Journal of Applied Business Research*, vol.29, n°2, pp.443-460.

Abid Ilyes, Kaabia Olfa, (2013) « Detecting Contagion Effects during the Subprime Crisis Using Different VAR Size Models: Comparison between OLS and Bayesian Shrinkage », *Journal of Applied Business Research*, vol.29, n°3, pp.717-736.

Allegret Jean-Pierre, Couharde Cécile, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2017) « Oil currencies in the face of oil shocks: what can be learned from time-varying specifications? », *Applied Economics*, vol.49, n°18, pp.1774-1793.

Couharde Cécile, Generoso Rémi, (2017) « Croissance économique et seuils hydro-climatiques dans les pays en développement », *Mondes en développement*, vol.45, n°179, pp.1-19.

Joëts Marc, Mignon Valérie, Razafindrabe Tovonony, (2017) « Does the volatility of commodity prices reflect macroeconomic uncertainty? », *Energy Economics*, vol.68, pp.313-326.

Kilama Eric Gabin, (2016) « The influence of China and emerging donors aid allocation: A recipient perspective », *China Economic Review*, vol.38, pp.76-91.

5.5.1.9.2 Chercheurs seniors accueillis

Sabbatique et délégation

L'axe MIBEF a accueilli Jean-Yves Gnabo au 1er semestre 2017 en sabbatique. Jean-Yves Gnabo est Professeur à l'Université de Namur et directeur du laboratoire CeReFIM.

Fredj Jawadi, Maître de conférences à l'Université d'Evry, a obtenu une délégation à EconomiX auprès du CNRS pour le second semestre de l'année universitaire 2016-2017. Ses travaux de recherche s'inscrivent principalement dans les champs de l'économie financière et l'économétrie appliquée.

Professeurs invités

2018

- Pierre-Richard Agénor, professeur à l'Université de Manchester, Royaume Uni
- Désiré Avom, professeur à l'Université de Dschang, Cameroun
- Roxana Del Lujan Maurizio, professeur à l'Université de Buenos Aires, Argentine
- Alain Guay, professeur à l'Université du Québec à Montréal, Canada
- Peter Reinhard Hansen, professeur à l'Université North California, Etats-Unis
- Victoria Pyatanova, professeur à Plekhanov Russian University of Economics, Russie
- Davide Romelli, professeur au Trinity College Dublin, Irlande

2017

- Luis Araujo, Associate Professor, Michigan State University et Adjunct Professor, São Paulo School of Economics, FGV – Brazil
- Philippe Bacchetta, professeur au Swiss Finance Institute, Suisse
- Thorsten Beck, professeur à la Cass Business School, Londres, Royaume Uni

- Alain Guay, professeur à l'Université du Québec à Montréal, Canada
- Ronan Horvath, professeur à Charles University, Prague
- Mike Mariathasan, professeur à KU Leuven, Belgique
- Eugene White, Rutgers University, New Jersey, Etats-Unis

2016

- Marc Flandreau, professeur à l'Institut de Hautes Etudes Internationales et de Développement de Genève, Suisse
- Petra Maria Geraats, professeur à l'Université de Cambridge, Royaume Uni
- Alain Guay, professeur à l'Université du Québec à Montréal, Canada
- Siem Jan Koopman, professeur d'économétrie à Vrije Universiteit Amsterdam (Pays Bas) et affilié au Centre pour la Recherche sur l'Analyse Econométrique des Séries Temporelles (CREATES)
- Pierre Nguimkeu, assistant professor à Georgia State University, Etats-Unis
- Thomas Philippon, professeur à New York University, Stern School of Business, Etats-Unis
- Stefan Straetmans, professeur à l'Université de Maastricht, Pays Bas
- Rick van der Ploeg, professeur à l'Université d'Oxford, Royaume Uni

2015

- Andrée de Serres, Université du Québec à Montréal et titulaire de la Chaire Ivanhoe Cambridge immobilier, Canada
- Alain Guay, professeur à l'Université du Québec à Montréal, Canada
- Thorvaldur Gylfason, professeur à l'Université d'Islande
- Peter Reinhard Hansen, professeur à l'European University Institute, Italie
- Asger Lunde, professeur d'économie à l'Université d'Aarhus au Danemark, chercheur associé à l'institut Oxford-Man (Oxford) et à l'institut de volatilité à Stern School of Business (New York)
- Thomas Philippon, professeur à New York University, Stern School of Business, Etats-Unis
- Jean Charles Rochet, professeur à l'université de Zurich, Suisse
- Eleftherios Thalassinou, professeur à l'Université du Pirée, Grèce
- Rick van der Ploeg, professeur à l'Université d'Oxford, Royaume Uni

2014

- Alain Guay, professeur à l'Université du Québec à Montréal, Canada
- Richard Portes, London Business School, fellow de l'Econometric Society, Royaume Uni
- Lars Sorgard, professeur à la Norwegian School of Economics, Norvège
- Eleftherios Thalassinou, professeur à l'Université du Pirée, Grèce

2013

- Bertrand Candelon, professeur à l'Université de Maastricht, Pays Bas
- Alain Guay, professeur à l'Université du Québec à Montréal, Canada
- Steven Ongena, professeur à l'Université de Zurich, Suisse

5.5.1.10 Indices de reconnaissance

5.5.1.10.1 Prix

2016

Blaise Gnimassoun, Accessit au prix de thèse 2015 de l'ANDESE.

Pauline Gandré, Nominée au prix jeune chercheur de l'Autorité des Marchés Financiers.

Juliana Milovich, Obtention du statut de *visiting-research PhD. recognized student* à l'Université d'Oxford.

Juliana Milovich, Lauréate de la bourse Jean Walter Zellidja de l'Académie Française, 2016.

Aurélien Saïdi, Prix de l'innovation pédagogique en assurance.

Frank Viroleau, Prix du meilleur article en économie décerné lors de la 36th International Business Research Conference de Toronto.

2015

Vincent Bouvatier, Nominé au prix jeune chercheur de l'Autorité des Marchés Financiers.

2014

Elena-Ivona Dumitrescu, Prix de la MSH Val de Loire pour les résultats issus de sa thèse *Econometric Methods for Financial Crises*, 2014.

Marc Joëts, Prix de thèse Louis Forest / Aguirre-Basualdo de la Chancellerie des Universités de Paris, 2014.

Blaise Gnimassoun, Prix de thèse d'excellence 2014 de l'institut CEDIMES.

Marc Joëts, Accessit au prix de thèse 2014 de l'ANDESE.

2013

Michaël Brei, Prix "jeune chercheur" de la Fondation Banque de France, août 2013.

Benjamin David, Prix de thèse de l'Institut Louis Bachelier, 2013.

Marc Joëts, United States Association for Energy Economics/International Association for Energy Economics 2nd Dennis J. O'Brien Best Student Paper Award, Anchorage, Alaska, 2013

Marc Joëts, International Association for Energy Economics Daegu 2nd Best Student Paper Award, Daegu, Corée, 2013.

Marc Joëts, European International Association for Energy Economics Student Paper Award, Düsseldorf, Allemagne, 2013.

5.5.1.10.2 Distinctions

2017

Michael Brei, Obtention d'une bourse de recherche de la Banque des Règlements Internationaux.

Aurélien Saïdi, Nommé Vice-Président Numérique de l'Université Paris Nanterre.

2016

Michel Aglietta, Décoré de la Légion d'honneur, mars 2016.

Michael Brei, Obtention d'une bourse de recherche de la Banque des Règlements Internationaux.

Anne-Laure Delatte, Nominée au grade de chevalier dans l'Ordre national du Mérite, 2016.

2015

Cécile Couharde, Renouvellement de délégation à EconomiX obtenue auprès du CNRS, un semestre, 2015-2016.

2014

Cécile Couharde, Délégation à EconomiX obtenue auprès du CNRS, un semestre, 2014-2015.

Cécile Couharde, Obtention d'un CRCT sur contingent CNU, un semestre, 2014-2015.

Olena Havrylchuk Lauréate du premier concours d'agrégation pour le recrutement de professeurs des universités en sciences économiques.

2013

Hélène Raymond, Obtention d'un CRCT, un semestre, 2014-2015.

5.5.1.10.3 Responsabilités dans des sociétés savantes

Valérie Mignon est membre du Comité Directeur de l'AFSE (depuis 2004) et du Cercle des Economistes (depuis 2015).

5.5.1.10.4 Invitations à des colloques / congrès à l'étranger

- Hamza Bennani : Université de Trier, Décembre 2015 ; Université de Saint-Louis, Avril 2016 ; Banque Nationale de Slovaquie, Octobre 2016 ; Banque d'Angleterre, Février 2017 ; Banque du Maroc, Mai 2017.
- Elena Dumitrescu : Applied time series econometrics Workshop, St. Louis, 11 avril 2014; Vienna-Copenhagen conference on financial econometrics, Vienne, 9-11 mars 2017.

5.5.1.10.5 Séjours dans des laboratoires étrangers

- Hamza Bennani : séjour de recherche, University of Łódź (1 semaine, 2017) ; Bank of Finland (1 mois, 2017) ; National Bank of Poland (1 mois, 2015).
- Michael Brei : détachement à University of the West Indies, Les Barbades.
- Cécile Couharde : séjour de recherche au Département des sciences économiques de l'UQAM (Université du Québec à Montréal), mai 2015.
- Dramane Coulibaly : University of Dschang, Cameroun, juillet 2016, mai 2017.
- Anne-Laure Delatte : Université de Princeton (2014, 2015, 2016).
- Elena Dumitrescu : séjour de recherche, European University Institute (2013-2014).
- Ouarda Merrouche : séjours réguliers à l'Université de Lausanne et à l'Université de Zurich.
- Hélène Raymond : séjour de recherche à l'Université du Pirée (2014).

5.5.2 Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé

5.5.2.1 Interactions avec les acteurs socio-économiques

5.5.2.1.1 Contrats de R&D avec des industriels

L'axe MIBEF est porteur de deux contrats de recherche auprès du **Conseil Français de l'Énergie** :

- **2015-2017 - Risques et enjeux liés aux défis énergétiques dans les pays en développement, coordonné par Cécile Couharde.** L'objectif de ce projet est d'analyser diverses questions clés liées aux principaux défis énergétiques auxquels sont et seront confrontés les pays en développement. De tels défis se posent avec d'autant plus d'acuité aujourd'hui dans un contexte d'évolution des systèmes énergétiques largement dominé par l'extension rapide d'importants réseaux internationaux, ainsi que par la libéralisation et la financiarisation des marchés énergétiques. Si ces évolutions peuvent engendrer des possibilités de mutualisation, de transferts technologiques et des économies de coûts, elles sont également porteuses de risques énergétiques nouveaux, en particulier pour les pays en développement. Trois axes principaux sont privilégiés dans ce projet : les enjeux de la diversification énergétique ; les liens entre transition énergétique, changement climatique et croissance ; et la vulnérabilité des pays en développement face aux fluctuations des prix des matières premières énergétiques. Ils ont pour point commun d'éclairer certaines difficultés majeures liées au processus de transition énergétique et auxquelles pourraient être confrontés les pays en développement pour lesquels les contraintes institutionnelles et financières se posent avec plus d'acuité que dans les pays développés.
- **2013-2015 - Déséquilibres des paiements courants et taux de change : les effets systémiques des prix de l'énergie, coordonné par Valérie Mignon.** Ce projet de recherche analyse comment et par quels canaux les prix de l'énergie exercent une influence sur les déséquilibres mondiaux. Est soulignée l'importance de deux canaux principaux. Le premier fait référence au canal commercial qui s'intéresse à la dynamique des exportations et importations des pays exportateurs et des pays importateurs d'énergie. Le second canal concerne les flux internationaux de capitaux liés à l'accroissement des prix de l'énergie. Ces flux sont importants dans la mesure où beaucoup de pays producteurs ont une propension à importer limitée. Un tel comportement repose aussi sur des considérations intergénérationnelles en tenant compte du fait que les énergies fossiles sont épuisables. Ce projet analyse également la détermination des taux de change des monnaies liées aux prix de l'énergie (le dollar en tout premier lieu). Sont intégrés en particulier les prix des actifs financiers dans l'étude de la relation taux de change – prix de l'énergie. En outre, ce projet contribue à la compréhension de la détermination des taux de change réels. Plus précisément, si un certain nombre de travaux s'est intéressé à la question des pays producteurs de matières premières, il existe une littérature peu abondante concernant les pays exportateurs de produits énergétiques. Or, compte-tenu du rôle fondamental du triangle dollar – euro – yuan à attendre dans les années à venir, la question des *energy currencies* est essentielle. Enfin, ce projet met en lumière les liens entre les régimes de change et les trajectoires des taux de change réels des pays producteurs et exportateurs de produits énergétiques. Ce contrat a fait l'objet d'un rapport publié pour le Conseil Français de l'Énergie : <http://www.wec-france.org/DocumentsPDF/RECHERCHE/76-rapportfinal.pdf>

Outre ces deux contrats, mentionnons les financements obtenus en 2017 par Christophe Boucher auprès de Natixis, l'AFG et l'ESCP et par Michel Boutillier auprès de l'AFTI pour l'organisation du *34th International Symposium on Money, Banking and Finance*.

5.5.2.1.2 Bourses Cifre

Financements CIFRE obtenus lors du quinquennal précédent, mais pour lesquels les thèses ont été soutenues sur le quinquennal en cours (2013-2018) :

- Henri Audigé, CIFRE Banque de France, thèse intitulée La stabilité financière face au risque de contagion, sous la direction de Valérie Mignon. Thèse soutenue le 12/06/2014 (financement CIFRE obtenu le 01/07/2011).
- Benjamin Barretau, CIFRE Banque de France, thèse intitulée Titrisation et banques centrales : entre risques et opportunités, sous la direction de Laurence Scialom. Thèse soutenue le 14/04/2015.
- Mohamed Chahad, CIFRE Banque de France, thèse intitulée Intégration de frictions financières dans des modèles type DSGE, sous la direction d'Olivier de Bandt. Thèse soutenue le 12/12/2013 (financement CIFRE obtenu le 01/09/2009).
- Ludovic Gauvin, CIFRE Banque de France, thèse intitulée Flux de capitaux et taux de change, sous la direction de Valérie Mignon. Thèse soutenue le 18/12/2014 (financement CIFRE obtenu le 13/12/2011).
- Dilyara Salakhova, CIFRE Banque de France, thèse intitulée Systemic Risk and Macroprudential Regulation, sous la direction de Laurence Scialom. Thèse soutenue le 02/20/2015 (financement CIFRE obtenu le 03/05/2012).

Financements CIFRE obtenus sur le quinquennal en cours :

2014

- Déborah Leboullenger, CIFRE BPCE, thèse intitulée Déterminants de la demande énergétique des ménages français et conditions de financement de leurs transitions énergétiques, sous la direction de Valérie Mignon. Thèse soutenue le 06/07/2017.
- Lauren Stagnol, CIFRE Amundi, thèse intitulée Bonds market dynamics and innovative indices development, sous la direction de Valérie Mignon. Thèse soutenue le 12/06/2017.

2015

- Anthony Paris, CIFRE Institut Français du Pétrole – Energies nouvelles (IFPEN), thèse intitulée Formation et évolution des prix de la biomasse, sous la direction de Valérie Mignon.

2016

- Sandrine Lecarpentier CIFRE ACPR, thèse intitulée Réglementation prudentielle, liquidité et résolution des banques, sous la direction de Valérie Mignon.
- Alphonse Noah, CIFRE Banque de France, thèse intitulée Trois essais empiriques sur l'octroi de crédits dans les pays en développement : le cas de l'Afrique, sous la direction de Michel Boutillier et de Michael Brei.
- George Overton, CIFRE Banque de France, thèse intitulée Risque systémique dans les marchés d'assurance, sous la direction de Jean-Pierre Allegret et Olivier de Bandt.

2017

- Pierre Durand, CIFRE BNP Paribas, thèse intitulée Efficacité et impact des réformes de réglementation prudentielle sur l'industrie bancaire et l'activité économique, sous la direction de Valérie Mignon.
- Chouaib Jouf, CIFRE ANIA, thèse intitulée Volatilité des prix agricoles et compétitivité : quelles politiques de régulation pour le secteur alimentaire ?, sous la direction de Cécile Couharde.
- Basile Tabai, CIFRE Institut Friedland (en cours d'instruction), thèse intitulée Impact de l'évolution du coût du capital sur le tissu productif français, sous la direction de Laurence Scialom.

5.5.2.2 Activités d'expertise scientifique

- Michel Aglietta est Conseiller à Groupama Asset Management, Conseiller au CEPII et Membre du Haut Conseil des Finances Publiques (depuis 2013).
- Christophe Boucher est Consultant auprès de nombreuses banques privées et sociétés de gestion d'actifs.
- Michael Brei est Consultant auprès du Bureau International du Travail (2013) et auprès de la Banque des Règlements Internationaux (2016, 2017).
- Virginie Coudert est Conseiller scientifique à la Banque de France.
- Gilles De Truchis est Consultant auprès du Ministère de la Défense.
- Anne-Laure Delatte est Membre nommée du conseil scientifique de la Fondation Banque de France depuis 2014 et Directrice adjointe du CEPII depuis 2016.
- Rachidi Kotchoni est Membre du comité scientifique de l'Observatoire de la Francophonie Economique.
- Valérie Mignon est Conseiller scientifique au CEPII et Membre du comité scientifique du Conseil Français de l'Energie depuis 2014.

- Aurélien Saïdi est Membre titulaire de la commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires.
- Laurence Scialom est Responsable du pôle régulation financière du *think tank* Terra Nova, Membre qualifiée de l'association *Finance Watch*, Membre du Conseil scientifique de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) depuis 2015, et Membre de la Commission consultative épargnants de l'Autorité des Marchés Financiers depuis 2016.
- Yamina Tadjeddine est Membre fondateur de l'Association Etudes Sociales de la Finance.
- Sessi Tokpavi est Consultant à *Famsa Investment* (Unigestion) au Luxembourg depuis 2012.

5.5.2.3 Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation

2017

Gilles Fabrice, L'Horty Yannick, Mihoubi Ferhat, Yang Xi, « Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et la R&D: une évaluation ex post: Résultats complémentaires » (Rapport), France Stratégie, mars, 2017

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/tepp_rapport_complementaire_mars_2017.pdf

Gilles Fabrice, L'Horty Yannick, Mihoubi Ferhat, Yang Xi, « Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et l'activité des entreprises: une nouvelle évaluation ex post pour la période 2013-2015 » (Rapport), France Stratégie, Octobre, 2017

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/tepp_rapport_final_25_septembre_2017.pdf

2016

Bunel Matthieu, Gilles Fabrice, L'Horty Yannick, Mihoubi Ferhat, Yang Xi, « Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et la R&D: une évaluation ex post » (Rapport), France Stratégie, Septembre, 2016

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/rapport_de_recherche_de_tepp.pdf

Scialom Laurence, « Union bancaire inachevée : danger » (Rapport), Terra Nova, 5 Avril, 2016

<http://tnova.fr/notes/union-bancaire-inachevee-danger>

Allegret Jean-Pierre, Mignon Valérie Déséquilibres des paiements courants et taux de change : les effets systémiques des prix de l'énergie, Rapport CFE, Janvier 2016.

<http://www.wec-france.org/DocumentsPDF/RECHERCHE/76-rapportfinal.pdf>

2014

Coupey-Soubeyran Jézabel, Scialom Laurence, « Union bancaire : le temps joue contre nous » (Rapport), Terra Nova, Mars, 2014

<http://www.tnova.fr/note/union-bancaire-le-temps-joue-contre-nous>

Scialom Laurence, « Union bancaire - Réforme de la structure des banques: la tentation de l'autruche » (Rapport), Terra Nova, Novembre, 2014

http://www.tnova.fr/sites/default/files/06102014%20Réforme%20de%20la%20structure%20des%20banques_0.pdf

Scialom Laurence, Tadjeddine Yamina, « Banques hybrides et Réglementation des banques de l'ombre », (Rapport), Terra Nova, 17 novembre, 2014

<http://www.tnova.fr/note/banques-hybrides-et-r-glementation-des-banques-de-l-ombre>

2013

Giraud Gaël, Scialom Laurence, « Pour une réforme bancaire ambitieuse : vous avez dit Liikanen ? Chiche ! » (Rapport), Terra Nova, 28 février, 2013

http://www.tnova.fr/sites/default/files/130228%20-%20Pour%20une%20réforme%20bancaire%20plus%20ambitieuse%20-%20Scialom%20-%20Giraud_0.pdf

Méadel Cécile, Scialom Laurence, « Danses politiciennes au bord du précipice » (Rapport), Terra Nova, 28 Mars, 2013

<http://www.tnova.fr/sites/default/files/280313%20-%20Chypre%20-%20Danses%20politiciennes%20au%20bord%20du%20gouffre.pdf>

5.5.2.4 Produits destinés au grand public

5.5.2.4.1 Émissions radio, TV, presse écrite

2018

L'inflation de la zone euro est-elle désespérante ?, Valérie Mignon, Boursorama, 30/04/2018

Démocratiser l'Europe, cela commence à la Banque centrale européenne, Laurence Scialom, Le Monde, 22/01/2018

2017

Hausse des dividendes : un bon signal ?, Valérie Mignon, Boursorama, 02/10/2017
 La finance dans sa bulle (1929, 2008), Laurence Scialom, France Culture, 20/09/2017
 Ces hauts fonctionnaires qui préfèrent le privé, Laurence Scialom, Alternatives Economiques, 27/06/2017
 Généalogie du conflit d'intérêt avec Antoine Vauchez, Laurence Scialom, France Culture, 29/05/2017
 Yuan : pourquoi Trump change d'avis ?, Valérie Mignon, Boursorama, 24/05/2017
 Réponse aux propositions d'E Macron sur la réglementation bancaire, Laurence Scialom, L'AGEFI, 17/03/2017
 Cumul des mandats : davantage de régulation pour renouer avec le peuple ?, Laurence Scialom, Le courrier des maires, 08/03/2017
 Les conflits d'intérêts, nouvelle frontière de la démocratie, Laurence Scialom, Terra Nova, 02/03/2017
 Pour Terra Nova, les parlementaires ne doivent plus recruter de collaborateur parmi leurs proches, Laurence Scialom, Le Monde, 02/03/2017

2016

Qui doit sauver les banques ?, Laurence Scialom, BFM Business, 22/12/2016
 Effet Trump : quel impact sur les taux et la Bourse ?, Valérie Mignon, Boursorama, 18/11/2016
 La réglementation bancaire en Europe est-elle trop sévère ?, Laurence Scialom, L'expansion, 25/10/2016
 La crise de Deutsche Bank reflète les maux de l'économie mondiale, Michel Aglietta, La Tribune, 30/09/2016
 Les anathèmes de MM. Cahuc et Zylberberg ne sont pas à la hauteur des défis que doit relever l'économie, Laurence Scialom, Le Monde, 22/09/2016
 L'affaire Barroso, Laurence Scialom, L'AGEFI, 13/09/2016
 Comment les profils des membres de la BCE influent sur leurs discours sur les réformes, Hamza Bennani, Les Echos, 09/2016
 Titrisation : la mémoire courte de la Commission européenne, Laurence Scialom, Alterécopius, 20/07/2016
 L'Europe n'est-elle bonne qu'à sanctionner ? Nouveau réalisme et art contemporain, Laurence Scialom, France Culture, 12/07/2016
 Le risque de certaines banques systémiques n'est pas maîtrisé, Laurence Scialom, Xerfi, 04/07/2016
 Malgré la mondialisation, le retour des frontières, Valérie Mignon, Les échos, 29/06/2016
 Lettre ouverte aux députés européens sur les risques d'une relance de la titrisation, Laurence Scialom, La Tribune, 23/05/2016
 Il faut réformer les « mastodontes bancaires », Laurence Scialom, Le Monde, 20/05/2016
 Que peuvent (encore) faire les banques centrales ?, Hamza Bennani, Alternatives Economiques, 01/05/2016
 Les masters 2 « non sélectifs » valent-ils encore le coup ?, Laurence Scialom, Le Monde, 27/04/2016
 L'invité de l'économie, Michel Aglietta, Radio Classique, 21/04/2016
 Blockchain : une chance pour la Bourse de Paris ?, Valérie Mignon, Boursorama, 18/04/2016
 La bulle technologique va-t-elle finir par éclater ?, Yamina Tadjeddine, France Culture, le grain à moudre, 14/04/2016
 Cela ne sert à rien de lutter contre les paradis fiscaux !, Yamina Tadjeddine, Sud Radio, 13/04/2016
 Union bancaire : le fonds européen de garantie des dépôts fait débat, Laurence Scialom, La Tribune, 25/03/2016
 Union bancaire : bail in et assurance dépôts européenne, Laurence Scialom, Sénat vidéo, 23/03/2016
 En sélectionnant à l'entrée du Master 2, on n'a fait que déplacer le problème, Laurence Scialom, Alterécopius, 15/03/2016
 Krach ou pas krach?, Yamina Tadjeddine, Pelerin n°6953, 03/03/2016
 Les conditions d'un nouveau krach boursier sont-elles réunies ?, Yamina Tadjeddine, France Culture, le grain à moudre, 18/02/2016
 Faut-il craindre un krach boursier ?, Yamina Tadjeddine, RFI, 17/02/2016
 La situation actuelle des marchés, Valérie Mignon, BFM Business, 15/02/2016
 Y a-t-il une alternative pour sortir de la crise ?, Laurence Scialom, France culture, 15/02/2016
 Faut-il adapter la politique monétaire aux prix du pétrole ?, Valérie Mignon, Les échos, 10/02/2016

2015

- La FED relève ses taux, Yamina Tadjeddine, Radio Méditerranée Internationale, 19/12/2015
- Banques : la fabrique de la confiance (2/4) - Réformer les banques pour prévenir les crises, Laurence Scialom, France culture, 12/12/2015
- COP21 : À quoi sert la taxe sur les transactions financières ?, Valérie Mignon, Boursorama, 30/11/2015
- Ce que cachent les soubresauts financiers, Michel Aglietta, Le Monde diplomatique, 10/2015 (N° 739)
- Pour une Banque de France indépendante du secteur financier, Laurence Scialom, Le Monde, 24/09/2015
- Banque de France : 150 économistes s'opposent à Villeroy de Galhau, Laurence Scialom, Le Point, 15/09/2015
- Banque de France: la nomination de Villeroy de Galhau contestée par des économistes, Laurence Scialom, Mediapart, 15/09/2015
- Banque de France : la nomination de Villeroy de Galhau dénoncée, Laurence Scialom, Le Figaro, 15/09/2015
- Villeroy de Galhau à la tête de la BdF : un problème éthique majeur, Laurence Scialom, Challenges, 15/09/2015
- Banque de France : la nomination d'un ex-dirigeant de BNP dénoncée par 150 économistes, Laurence Scialom, Le Monde, 15/09/2015
- Banque de France : François Villeroy de Galhau est exposé à un grave conflit d'intérêts, Laurence Scialom, Le Monde, 15/09/2015
- Doit-on tout accepter des Grecs ?, Laurence Scialom, BFM Business, 06/07/2015
- Comprendre les risques du shadow banking, Laurence Scialom, Xerfi Canal, 22/06/2015
- Dollar fort et pétrole faible : jusqu'à quand ?, Valérie Mignon, Les Echos, 03/06/2015
- Le grand ménage des banques européennes, Laurence Scialom, Le Monde, 13/05/2015
- Le Livre noir des banques, Laurence Scialom, Les Possibles, 08/04/2015
- Réforme bancaire : un impératif démocratique, Laurence Scialom, France culture, 17/02/2015
- Comment la BCE a appris à parler à l'oreille des marchés, Hamza Bennani, Les Echos, 02/2015
- Le Parlement européen étudie une version light de la réforme des banques, Laurence Scialom, L'AGEFI, 21/01/2015
- Mmes et M. Les parlementaires, ne vous laissez pas engourdir par le sentiment du devoir accompli, Laurence Scialom, Le nouvel Economiste.fr, 15/01/2015
- Instabilité sociale et austérité, Anne-Laure Delatte, L'ECONOME, 13/01/2015

2014

- Here Comes the Next Great Recession? The Dual-Stimuli Dilemma, Ludovic Gauvin, The National Interest, 09/12/2014
- L'Europe relance sa réforme de la structure des banques, Laurence Scialom, AGEFI, 03/12/2014
- Comment réguler la finance de l'ombre ?, Laurence Scialom, France culture, 27/11/2014
- Qu'est-ce que le shadow banking ?, Laurence Scialom, France culture, 26/11/2014
- Pourquoi il faut séparer les activités bancaires, Laurence Scialom, France culture, 25/11/2014
- Régulation du secteur bancaire européen : un état des lieux, Laurence Scialom, France culture, 24/11/2014
- La menace de la finance de l'ombre, Laurence Scialom, La Croix, 16/11/2014
- L'avenir du projet européen de séparation des activités bancaires est en question, Laurence Scialom, L'AGEFI, 06/11/2014
- La titrisation au secours de l'économie européenne ?, Yamina Tadjeddine, AMAFI n°116, 01/09/2014
- Le "shadow banking" n'est pas près de disparaître, Yamina Tadjeddine, Alternatives Economiques, 01/07/2014
- Kit de négociation pour conseil européen, Anne-Laure Delatte, Libération.fr, 26/06/2014
- Les enjeux économiques de l'affaire BNP Paribas, Laurence Scialom, France Inter, 06/06/2014
- Mario Draghi va-t-il vaincre la déflation ? (1/3, 2/3, 3/3), Laurence Scialom, BFM TV, 05/06/2014
- La capture des régulateurs, Laurence Scialom, Nouvel Economiste - n°1715, 23/05/2014
- Gare à l'éléphant dans les urnes dimanche, Anne-Laure Delatte, Libération.fr, 22/05/2014
- Pour une union budgétaire et fiscale en Europe, Anne-Laure Delatte, Le Monde, 22/05/2014
- Union bancaire : il faut accélérer, Laurence Scialom, Xerfi, 19/05/2014
- La capture. Où l'on verra comment les intérêts financiers ont pris le pas sur l'intérêt général et comment y mettre fin, Laurence Scialom, Alternatives Economiques, 01/05/2014
- Pourquoi sortir de l'euro n'est pas la bonne solution, Anne-Laure Delatte, Challenges, 24/04/2014

Union bancaire : le temps joue contre nous, Laurence Scialom, LesEchos.fr, 26/03/2014
 Ça y est, les Européens ont une arme pour se protéger de leurs banques, Laurence Scialom, Europe1, 20/03/2014
 Banques traditionnelles vs banques de l'ombre : je t'aime moi non plus, Laurence Scialom, Le nouvel Economiste.fr, 19/03/2014
 Après Kerviel, la Société Générale va-t-elle devoir payer ? (1/5, 2/5, 3/5), Laurence Scialom, BFM Business, 19/03/2014
 Oil Stays Thick in China Downturn, Ludovic Gauvin, The Wall Street Journal, 14/03/2014
 Comment les banques sont devenues plus puissantes que les Etats, Anne-Laure Delatte, Le Monde, 11/03/2014
 Pour une dépréciation de l'euro, Anne-Laure Delatte, Le Figaro, 06/03/2014
 L'état d'avancement et les perspectives d'évolution de l'Union bancaire, Laurence Scialom, Sénat, 25/02/2014
 Manifeste pour une union politique de l'euro, Anne-Laure Delatte, Le Monde, 16/02/2014
 La France s'oppose violemment au projet européen de réforme bancaire, Laurence Scialom, Le Monde, 05/02/2014
 Lettre ouverte au Conseil général de la Banque de France, Laurence Scialom, Le nouvel Economiste.fr, 04/02/2014
 Interview sur la réforme de la structure des banques proposée par le commissaire européen Michel Barnier, Laurence Scialom, LCI, 29/01/2014
 Comment les banques ont profité de la crise grâce aux garanties d'Etat, Laurence Scialom, Le Monde, 27/01/2014
 Aux dirigeants politiques d'assumer le caractère fédéral du compromis !, Laurence Scialom, Le Monde, 16/01/2014
 Zone €: le soleil va-t-il briller à nouveau ?, Laurence Scialom, BFM Business, 06/01/2014

2013

Union bancaire : et si une banque faisait faillite ?, Laurence Scialom, Europe1, 19/12/2013
 Un trublion de la finance nommé au sein de l'Autorité des marchés financiers, Laurence Scialom, Le Monde, 29/11/2013
 L'économie suspendue aux stratégies des banques centrales, Anne-Laure Delatte, Les Echos Business, 18/11/2013
 La Relève Anne-Laure Delatte, Les Echos, 17/11/2013
 Le fiasco Crédit Lyonnais: vraiment soldé ?, Laurence Scialom, BFM Business, 13/11/2013
 Note française dégradée : La France reste une valeur refuge, Anne-Laure Delatte, Le nouvel observateur, 08/11/2013
 Europe : la France est face à un choix décisif, Michel Aglietta, Alternatives économiques, 09/2013 (N° 327)
 La finance de l'ombre représente toujours un énorme risque systémique, Laurence Scialom, Le Monde, 16/09/2013
 Quel programme économique pour le Mali ?, Dramane Coulibaly, Medi1 Radio, Magazine Afrique Invest, 27/07/2013
 Recette miracle ? Comment la Banque postale s'est (ré)inventée en seulement 7 ans, Laurence Scialom, Atlantico, 13/06/2013
 What's Holding Back Hiring?, Laurent Ferrara, Valérie Mignon, The Wall Street Journal, 20/05/2013
 Chypre : danses politiciennes au bord du précipice, Laurence Scialom, Terra Nova, 28/03/2013
 Crise économique au Mali, Dramane Coulibaly, Medi1 Radio, Magazine Afrique Invest, 09/03/2013
 Les banques ont-elles enfin mis de l'ordre dans les bilans ?, Laurence Scialom, L'Expansion, 28/03/2013
 Le débat : Réforme bancaire, Laurence Scialom, LCI, 25/02/2013
 Réforme bancaire : ce qui est prévu, Laurence Scialom, MyTF1 News, 14/02/2013
 La réforme bancaire : le rendez-vous manqué ?, Laurence Scialom, La Revue Parlementaire, 01/02/2013
 Le découpage des grandes banques en question, Laurence Scialom, Le Monde, 15/01/2013

5.5.2.4.2 Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.

Vidéos dans le cadre du MOOC C'est quoi l'éco ?

Michel Aglietta explique les bénéfices attendus d'une union monétaire et les faiblesses intrinsèques de la zone euro, en insistant sur les problèmes de gouvernance de la zone :

<https://d381hmu4snvm3e.cloudfront.net/videos/VChbAPx1b1eK/HD.mp4>

Michel Aglietta discute les avènements possibles de la zone euro, et notamment celui qui lui semble le plus souhaitable :

<https://d381hmu4snvm3e.cloudfront.net/videos/qLZLkUfld1x/HD.mp4>

Vidéos : tables rondes, débats

Laurence Scialom : Table ronde sur la séparation des activités bancaires, Sénat Vidéo, 30/01/2013.

Laurence Scialom : Débat sur la scission bancaire, Dailymotion, 21/01/2013.

Laurence Scialom : Auditions en commission des finances de l'Assemblée Nationale, Vidéos Assemblée Nationale, 30/01/2013

Articles

2017

Blot Christophe et Sabine Le Bayon (2017) La situation conjoncturelle européenne, **L'économie européenne 2017**, La Découverte, 2017.

Aglietta Michel (2017) Capitalisme : les mutations d'un système de pouvoirs, **L'économie mondiale 2018**, Collection Repères, La Découverte, 2017.

Delatte Anne-Laure (2017) Les paradis fiscaux, des paradis pas du tout artificiels, **L'économie mondiale 2018**, Collection Repères, La Découverte, 2017.

2016

Régis Breton, Virginie Coudert (2016) Stabilité financière : L'initiative « monnaie pleine », **Banque & Stratégie** n° 345.

Anne Laure Delatte et Xavier Ragot (2016) Les divergences européennes : causes et leçons **L'économie européenne 2016**, La Découverte, 2016.

Hamza Bennani (2016) Que peuvent (encore) faire les banques centrales ? **Les Dossiers d'Alternatives Economiques**, Mai 2016.

2015

Aglietta Michel et Thomas Brand (2015) La stagnation séculaire dans les cycles financiers de longue période, **L'économie mondiale 2016**, Collection Repères, La Découverte, 2015.

Allegret Jean-Pierre, (2015) « Quelles sont les causes et les conséquences d'un défaut sur la dette publique ? », **Regards Croisés sur l'Économie**, vol.2, n°17, pp.101-116.

Coudert Virginie, Gilles Hervé, (2015) « Assurance : CDS souverains : vraie ou fausse protection ? », **Revue Banque**, n°784.

Tadjeddine Yamina, (2015) « La réforme de la gouvernance bancaire et financière », **Cahiers français**, n°387.

Tadjeddine Yamina, (2015) « 2009-2015 : Quelles avancées en matière de régulation du système financier mondial ? », **ecoflash**, n°297.

Delatte Anne Laure (2015), Sortie de l'euro Dans **L'économie française 2015**, La Découverte, 2015.

2014

Aglietta Michel (2014) Dette publique et politique monétaire dans la zone euro, **L'économie mondiale 2015**, Collection Repères, La Découverte, 2014.

Coudert Virginie, Maggari Nicolas, (2014) « CDS européens : la spéculation sous contrôle », **Revue Banque**, n°777

Ferrara Laurent, Sestieri Giulia, (2014) « Marché du travail et politique monétaire aux Etats-Unis : débats actuels et enjeux », **Bulletin de la Banque de France**, n°198, pp.113-124.

Aglietta Michel (2014) Les puissances émergentes, porteuses de nouveaux modèles ? in *Comprendre le capitalisme*, **La Documentation française**.

2013

Aglietta Michel (2013) Politique monétaire : nouveaux territoires, nouveaux horizons, **L'économie mondiale 2014**, Collection Repères, La Découverte, 2014.

Coudert Virginie, Gex Mathieu, (2013) « Pourquoi le règlement des CDS grecs n'a pas conduit à la débâcle annoncée », **Financial Stability Review**, vol.17, Banque de France.

Coudert Virginie, Gex Mathieu, (2013) « Why the Greek CDS settlement did not lead to the feared meltdown », **Financial Stability Review**, vol.17, Banque de France.

Tadjeddine Yamina, (2013) « La loi sur les Banques », **Cahiers français**, n°376, pp.89-92.

Tadjeddine Yamina, (2013) « Les dérèglements financiers », **sens dessous**, vol.11, pp.21-28.

Tadjeddine Yamina, (2013) « La finance comportementale, une critique cognitive du paradigme classique de la finance », **Idées**, n°174

5.5.2.4.3 Produits de médiation scientifique

Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon et Florian Morvillier, EQCHANGE: A Worldwide Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates, Econbrowser, 14/09/2017

Valérie Mignon, Sortie de l'euro et compétitivité française, Blog du CEPII, 30/03/2017 (en collaboration)

Virginie Coudert et Valérie Mignon, Falling oil price and appreciating dollar: is it normal?, Blog du CEPII, 27/01/2016

Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde, Valérie Mignon et Tovonony Razafindrabe, Is the exchange rate - oil price nexus stable over time?, Blog du CEPII, 26/10/2015

Marc Joëts, Valérie Mignon et Tovonony Razafindrabe, Volatility and uncertainty are not the same!, Blog du CEPII, 4/05/2015

Laurent Ferrara et Valérie Mignon, Etats-Unis : la faiblesse de la reprise n'explique pas entièrement celle de l'emploi, Blog du CEPII, 6/06/2013

5.5.2.4.4 Débats science et société

2017

Laurence Scialom, JECO – Les nocturnes de l'économie, conférence débat sur le thème « Le retour des frontières: la fin de la mondialisation ? », 30/03/2017

Michel Aglietta, Intervention aux JECO 2017, La preuve dans les sciences économiques – Entretiens AFSE, 07/11/2017

Michel Aglietta, Intervention aux JECO 2017, La secular stagnation est-elle notre avenir à long terme ?, 07/11/2017

2016

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, Quand la monnaie fait société, 09/11/2016

Virginie Coudert, Intervention aux JECO, La Chine a-t-elle fini avec les trente glorieuses ? 3 questions sur la monnaie chinoise, 08/11/2016

Laurence Scialom, Lessons from Minsky for today's Challenges, Conférence à l'OCDE, 15/04/2016

2015

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, La zone euro est-elle gouvernée ?, 15/10/2015

2014

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, La démocratie : un levier du développement ?, 15/11/2014

2013

Laurence Scialom, Table ronde sur la séparation des activités bancaires, Sénat Vidéo, 30/01/2013

Laurence Scialom, Débat sur la scission bancaire, Dailymotion, 21/01/2013

Laurence Scialom, Auditions en commission des finances de l'assemblée nationale, Vidéos Assemblée Nationale, 30/01/2013

Michel Aglietta, Intervention aux JECO, Peut-on éviter les crises financières ?, 15/11/2013

5.5.3 Implication dans la formation par la recherche

5.5.3.1 Produits des activités pédagogiques et didactiques

5.5.3.1.1 Ouvrages

Aglietta Michel, Valla Natacha, (2017) « Macroéconomie » La Découverte, Grands Repères.

Allegret Jean-Pierre, Le Merrer Pascal, (2015) « Economie de la mondialisation » deuxième édition, de Boeck, Ouvertures économiques.

Hurlin Christophe, Mignon Valérie, (2015) « Statistique et probabilités en économie-gestion » Dunod, Collection Openbook.

Aglietta Michel, Coudert Virginie, (2014) « Le dollar et le système monétaire international » La découverte.

Scialom Laurence (2013) « Economie bancaire » Repères La Découverte

5.5.3.1.2 *E-learning, moocs, cours multimedia, etc.*

Cécile Couharde, Small Private Online Course (SPOC) : Culture économique

Ouarda Merrouche, Cours en ligne : Economie monétaire et bancaire

Valérie Mignon, Clip AUNEGE : La théorie de l'efficience informationnelle des marchés financiers (2015)

Valérie Mignon, Clip AUNEGE : Les tests de l'hypothèse d'efficience informationnelle des marchés financiers (2015)

Aurélien Saïdi, Small Private Online Course (SPOC) : Culture économique

Yamina Tadjeddine, Clip AUNEGE : Marchés financiers : enjeux économiques et sociaux (2014)

5.5.3.2 *Productions scientifiques issues des thèses*

2018

Gomes Gabriel, Hache Emmanuel, Mignon Valérie, Paris Anthony, (2018), « On the current account - biofuels link in emerging and developing countries: do oil price fluctuations matter? », **Energy Policy**, vol.116, pp.60-67.

Paris Anthony, (2018), « On the link between oil and agricultural commodity prices: Do biofuels matter? », **International Economics**, (<https://doi.org/10.1016/j.inteco.2017.12.003>).

2017

Aït Benhamou Zouhair, (2017), « Are all cycles alike? An empirical investigation of regional and global factors in developed and emerging economies », **International Economics**.

Allegret Jean-Pierre, Raymond Hélène, Rharrabti Houda, (2017), « The impact of the European sovereign debt crisis on banks stocks. Some evidence of shift contagion in Europe », **Journal of Banking and Finance**, vol.74, pp.24-37.

Dauvin Magali, Guerreiro David, (2017), « The paradox of plenty: a meta-analysis », **World Development**, vol.94, n° June, pp.212-231.

Hache Emmanuel, Leboulenger Déborah, Mignon Valérie, (2017), « Beyond average energy consumption in the French residential market: A household classification approach », **Energy Policy**, vol.107, pp.82-95.

Jacolin Luc, Noah Alphonse, (2017), « Le mouvement de déconcentration des systèmes bancaires en Afrique subsaharienne », **Bulletin de la Banque de France**, vol.212, n° Juillet-août 2017, pp.47-55.

Jacolin Luc, Noah Alphonse, (2017), « The deconcentration of banking systems in Sub-Saharan Africa », **Quarterly selection of articles-Banque de France**, n°47, pp.43-51.

Ouyahia Ouafa, Roux Michel, (2017), « Le mutualisme du XXI^e siècle réducteur des inégalités ? », **Revue d'Economie Financière**, n°128, pp. 207-223.

Stagnol Lauren, (2017), « The Risk Parity Principle Applied to a Corporate Bond Index », **Journal of Fixed Income**, vol.27, n°1, pp.27-48.

2016

Boitout Nicolas, El Ouadghiri Imane, Mignon Valérie, (2016), « On the impact of macroeconomic news surprises on Treasury-bond returns », **Annals of Finance**, vol.12, n°1, pp.29-53.

de Jong Marielle, Stagnol Lauren, (2016), « A fundamental bond index including solvency criteria », **Journal of Asset Management**, vol.17, n°4, pp.280-294.

El Ouadghiri Imane, Uctum Remzi, (2016), « Jumps in equilibrium prices and asymmetric news in foreign exchange markets », **Economic Modelling**, vol.54, pp.218-234.

2015

Grekou Carl, (2015), « Revisiting the nexus between currency misalignments and growth in the CFA Zone », **Economic Modelling**, vol.45, pp.142-153.

2014

Abid Ilyes, Guesmi Khaled, Kaabia Olfa, (2014), « Stock Market Integration and Risk Premium: Empirical Evidence for Emerging Economies of South Asia », **Economic Modelling**, vol.37, pp.408-416.

Almeida Lionel, (2014), « The level and structure of CEO compensation: Does ownership matter? », **Revue d'Economie Politique**, vol.124, n°4, pp.653-666.

Coulibaly Issiaka, Gnimassoun Blaise, (2014), « Current account sustainability in Sub-Saharan Africa: Does the exchange rate regime matter? », **Economic Modelling**, vol.40, pp.208-226.

Dauvin Magali, (2014), « Energy Prices and the real exchange rate of commodity-exporting countries », **International Economics**, vol.137, pp.52-72.

de Bandt Olivier, Razafindrabe Tovonony, (2014), « Exchange rate pass-through to import prices in the Euro-area: a multicurrency investigation », **International Economics**.

Guesmi Khaled, Mankai Selim, Teulon Frederic, (2014), « Regional Stock Market Integration of Singapore: A Multivariate Analysis », **Economic Modelling**.

2013

Abid Ilyes, Guesmi Khaled, Kaabia Olfa, (2013), « Does Bayesian Shrinkage Help to Better Reflect What Happened During the Subprime Crisis? », **Economic Modelling**, vol.31, pp.423-432.

Abid Ilyes, Kaabia Olfa, (2013), « Theoretical Channels of International Transmission during the Subprime Crisis to OECD Countries: A FAVAR Model under Bayesian Framework », **Journal of Applied Business Research**, vol.29, n°2, pp.443-460.

Abid Ilyes, Kaabia Olfa, (2013), « Detecting Contagion Effects during the Subprime Crisis Using Different VAR Size Models: Comparison between OLS and Bayesian Shrinkage », **Journal of Applied Business Research**, vol.29, n°3, pp.717-736.

Akbar Farhan, Kazi Irfan Akbar, Mehanaoui Mohamed, (2013), « The Shift-Contagion Effect Of Global Financial Crisis And The European Sovereign Debt Crisis On OECD Countries », **Journal of Applied Business Research**, vol.30, n°1.

Allegret Audrey, Couharde Cécile, (2013), « How do currency misalignments' threshold affect economic growth? », **Journal of Macroeconomics**, vol.36, pp.106-120.

Bénassy-Quéré Agnès, Carton Benjamin, Gauvin Ludovic, (2013), « China and global rebalancing: A two-country approach », **China Economic Review**, vol.26, pp.118-139.

Candelon Bertrand, Joëts Marc, Tokpavi Sessi, (2013), « Testing for Granger-Causality in Distribution Tails: An Application to Oil Markets Integration », **Economic Modelling**, vol.31, pp.276-285.

Couharde Cécile, Coulibaly Issiaka, Guerreiro David, Mignon Valérie, (2013), « Revisiting the theory of optimum currency areas: Is the CFA franc zone sustainable? », **Journal of Macroeconomics**, vol.38, pp.428-441.

Coulibaly Issiaka, Gnimassoun Blaise, (2013), « Optimality of a monetary union: New evidence from exchange rate misalignments in West Africa », **Economic Modelling**, vol.32, pp.463-482.

Creti Anna, Joëts Marc, Mignon Valérie, (2013), « On the links between stock and commodity markets' volatility », **Energy Economics**, vol.37, pp.16-28.

Guerreiro David, Mignon Valérie, (2013), « On price convergence in Eurozone », **Economic Modelling**, vol.34, pp.42-51.

Kaabia Olfa, (2013), « Potential Contagion Effects on OECD Countries: A FAVAR Model under Bayesian Framework », **International Economic Journal**.

Kazi Irfan Akbar, Mehanaoui Mohamed, (2013), « How Does the Financial Crisis Affect Volatility Behavior and Transmission Among European Stock Markets? », **International Journal of Financial Studies**, vol.1, n°3, pp.81-101.

Afin d'éviter les répétitions, pour la suite de l'annexe concernant les rubriques relatives aux doctorants et à l'implication des chercheurs dans le montage de formation de niveau master, on se reportera à l'annexe 4A.

5.6 Annexe 4C : Sélection des produits et des activités de recherche pour l'axe DDEE

5.6.1 Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique

Les listes ci-dessous sont présentées par ordre chronologique inversé. Les noms des membres de l'axe DDEE sont soulignés en traits pleins. Dans le cas de travaux co-écrits avec des chercheurs associés à EconomiX, les noms de ces derniers sont soulignés en pointillés.

5.6.1.1 Journaux / revues

5.6.1.1.1 Articles scientifiques

La liste ci-dessous reporte une sélection de 20% des articles publiés par les membres de l'axe DDEE dans des revues à comité de lecture de rang A selon la liste HCERES et de rangs 1 et 2 selon la catégorisation de la section 37 du Comité National du CNRS.

2018

Court Victor, Jouvet Pierre-André, Lantz Frédéric, (2018), « Long-term endogenous economic growth and energy transitions », **Energy Journal**, vol.39, n°1, pp.29-57.

2017

Baudry Marc, Hervouet Adrien, (2017), « The private value of plant variety protection and the impact of exemption rules », **Economics of Innovation and New Technology**, vol.26, n°3, pp.202-226.

Bauld Linda, Berlin Noémi, Berlin Ivan, Goldzahl Léontine, Hoddinott Pat, (2017), « Public acceptability of financial incentives to reward pregnant smokers who stop smoking: a United Kingdom - France comparison », **European Journal of Health Economics**.

Dedeurwaerdere Tom, Melindi-Ghidi Paolo, Sas Willem, (2017), « Networked innovation and coalition formation: the effect of group-based social preferences », **Economics of Innovation and New Technology** (<https://doi.org/10.1080/10438599.2017.1378163>).

Farrow Katherine, Grolleau Gilles, Ibanez Lisette, (2017), « Social norms and pro-environmental behavior: A review of the evidence », **Ecological Economics**, vol.140, pp.1-13.

Karanfil Fatih, Li Yuanjing, (2017), « The Role of Continuous Intraday Electricity Markets: The Integration of Large-Share Wind Power Generation in Denmark », **Energy Journal**, vol.38, n°2, pp.107-130.

Long Ngo Van, Prieur Fabien, Puzon Klarizze, Tidball Mabel, (2017), « Piecewise Closed-Loop equilibria in differential games with regime switching strategies », **Journal of Economic Dynamics and Control**, vol.76, pp.264-284.

2016

Boucekkine Raouf, Prieur Fabien, Puzon Klarizze, (2016), « On the timing of political regime changes in resource-dependent economies », **European Economic Review**, vol.85, pp.188-207.

Crifo Patricia, Diaye Marc-Arthur, Pekovic Sanja, (2016), « CSR related management practices and Firm Performance: An Empirical Analysis of the Quantity-Quality Trade-off on French Data », **International Journal of Production Economics**, vol.171, n°3, pp.405-416.

2015

Amigues Jean-Pierre, Ayong Le Kama Alain, Moreaux Michel, (2015), « Equilibrium Transitions from Non Renewable Energy to Renewable Energy under Capacity Constraints », **Journal of Economic Dynamics and Control**, vol.55, pp.89-112.

Court Victor, Fizaine Florian, (2015), « Renewable electricity producing technologies and metal depletion: A sensitivity analysis using the EROI », **Ecological Economics**, vol.110, pp.106-118.

Crifo Patricia, Forget Vanina, (2015), « The Economics of Corporate Social Responsibility: A Firm Level Perspective Survey », **Journal of Economic Surveys**, vol.29, n°1, pp.112-130.

Crifo Patricia, Forget Vanina, Teyssier Sabrina, (2015), « The Price of Environmental, Social and Governance Practices Disclosure: An Experiment with Professional Private Equity Investor », **Journal of Corporate Finance: Contracting, Governance and Organization**, vol.30, pp.168-194.

Ebeke Christian, Laajaj Rachid, Omgba Luc-Désiré, (2015), « Oil, Governance and the (Mis)Allocation of Talent in Developing countries », **Journal of Development Economics**, vol.114, pp.126-141.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2015), « Do labor tax rebates facilitate firm growth? An empirical study on French establishments in the manufacturing industry, 2004-2011 », **Small Business Economics**, vol.45, n°3, pp.613-641.

Gobillon Laurent, Meurs Dominique, Roux Sébastien, (2015), « Estimating Gender Differences in Access to Jobs », **Journal of Labor Economics**, vol.33, n°2, pp.317-363.

Gonand Fr, Jouvet Pierre-André, (2015), « The "Second Dividend" and the Demographic Structure », **Journal of Environmental Economics and Management**.

Omgba Luc-Désiré, (2015), « Why do some oil-producing countries succeed in democracy while others fail? », **World Development**, vol.76, pp.180-189.

2014

Ayong Le Kama Alain, Ha-Huy Thai, Le Van Cuong, Schubert Katheline, (2014), « A Never-decisive and Anonymous Criterion for Optimal Growth Models », **Economic Theory**, vol.55, n°2, pp.281-306.

Beine Michel, Noël Romain, Ragot Lionel, (2014), « Determinants of the International Mobility of Students », **Economics of Education Review**, vol.41, pp.40-54.

Bunel Matthieu, Tovar Élisabeth, (2014), « Key Issues in Local Job Accessibility Measurement: Different Models Mean Different Results », **Urban Studies**, vol. 51, n°6, pp. 1322-1338.

Constant Karine, Nourry Carine, Seegmuller Thomas, (2014), « Population growth in polluting industrialization », **Resource and Energy Economics**, vol.36, n°1, pp.229-247.

Etner Johanna, Jeleva Meglena, (2014), « Underestimation of probability modifications: characterization and economic implications », **Economic Theory**, vol.56, n°2, pp.291-307.

Levratto Nadine, Serverin Evelyne, (2014), « Become independant! The paradoxical constraints of France's 'Auto-Entrepreneur' Regime », **Journal of Small Business Management**, vol.53, n°1, pp.284-301.

Omgba Luc-Désiré, (2014), « Institutional foundations of export diversification patterns in oil-producing countries », **Journal of Comparative Economics**, vol.42, pp.1052-1064.

Raffin Natacha, Seegmuller Thomas, (2014), « Longevity, pollution and growth », **Mathematical Social Sciences**, vol.69, pp.22-33.

2013

Ayong Le Kama Alain, Fodha Mouez, Lafforgue Gilles, (2013), « Optimal Carbon Capture and Storage Policies », **Environmental Modeling and Assessment**, vol.18, n°4, pp.417-426.

Bréchet Thierry, Jouvet Pierre-André, Rotillon Gilles, (2013), « Tradable pollution permits in dynamic general equilibrium: can optimality and acceptability be reconciled? », **Ecological Economics**.

Etner Johanna, Jeleva Meglena, (2013), « Risk Perception, Health Prevention and Diagnostic Test », **Health Economics**, vol.22, n°2.

5.6.1.1.2 Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)

Meurs Dominique, (2015), « Measuring discriminations: economists' approaches », **Revue de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale**, CNRS, n°3, pp 86-94.

5.6.1.2 Ouvrages

5.6.1.2.1 Monographies et ouvrages scientifiques

Boutillier Sophie, Çarré Denis, Levratto Nadine, (2016), « Entrepreneurial Ecosystems » ISTE-Wiley.

de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André, (2015), « Green Capital » Columbia University Press.

Meurs Dominique, (2014), « Hommes/Femmes, une impossible égalité professionnelle » EditionsRued'Ulm, Collection du Cepremap.

5.6.1.2.2 Direction et coordination d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues

Busch Timo, Crifo Patricia, Louche C, Marcus Alfred, (sld) 2017 « Financial Markets and the Transition to a Low-Carbon Economy », **Organization and Environment** (numéro spécial).

5.6.1.2.3 Chapitres d'ouvrages

Carré Denis, Levratto Nadine, Tessier Luc, (2017), « Are French Industrial Establishments Equally Sensitive to the Local Atmosphere? An Analysis Resting upon a Panel of Manufacturing Plants over the Period 2003-2010 » *Exploring the Entrepreneurial Society. Institutions, Behaviors and Outcomes*, sous la direction de Jean Bonnet, Marcus Dejardin, Domingo Garcia Perez de Lema, Edward Elgar Publishing.

Crifo Patricia, Diaye Marc-Arthur, Oueghlissi Rim, Pekovic Sanja, (2016), « What drives firm's firm's Corporate Social Responsibility: The role of ownership concentration » *Global Perspectives of Corporate Social Action and Social and Financial Performance*, sous la direction de Manos, Drori, Palgrave Mc Millan.

de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André, (2015), « Négociation Climatique et Prix du carbone » *Le Climat va-t-il changer le capitalisme ?*, sous la direction de Jacques Mistral, Eyrolles.

Meurs Dominique, Ponthieux Sophie, (2015), « Gender Inequality » *Handbook on Income Distribution, vol 2A*, sous la direction de A. Atkinson, F Bourguignon, Elsevier.

Baudry Marc, (2014), « Chapter 5: Valuation and rating methods for patents and patent portfolio » pp.95-124, *Patents Markets in the Global Knowledge Economy: Theory, Empirics and Public Policy Implications*, sous la direction de Dominique Guellec, Thierry Madiès, Jean-Claude Prager, Cambridge University Press, Cambridge, UK..

Crifo Patricia, (2013), « Quelle économie verte ? » *Le développement durable à découvert*, sous la direction de CNRS, CNRS editions.

5.6.1.3 Colloques / congrès, séminaires de recherche

Berlin Noémi, (2017), « The formation and malleability of dietary habits: A field experiment with low income families » **1st Winter Workshop Behavioral and Experimental Economics of Food Consumption**, Autrans, 25-27 Janvier.

Brunetto Marc, Levratto Nadine, (2017), « Analysis of the job creation process in metropolitan areas: A spatial perspective » Actes de la conférence **51ème colloque de l'ASRDLF**, Athènes, 6-8 Juillet.

Coestier Bénédicte, (2017), « Jordan and the Middle-Income Growth Trap: Why Institutional Transition Matters » **2nd World Congress of Comparative Economics**, Saint Petersburg, June 15-17.

Harnay Sophie, Tovar Élisabeth, (2017), « The Rebel, the Enforcer, and the Indifferent. A Structural Analysis of the Internalization of Collective Preferences on Redistribution » **IMEBESS (International Meeting on Experimental and Behavioral Social Science)**, **Nuffield Centre for Experimental Social Sciences of the University of Oxford (CESS) & Universitat de Barcelona**, Barcelona Spain, 27-29 avril.

Sindzingre Alice Nicole, (2016), « The Relevance of the Concept of Developmental Industrial Policy in Times of Globalisation: Insights from Low-Income Countries » **24th World Congress of the International Political Science Association (IPSA)**, Poznan, 23-28 juillet.

Abdel Fattah Lara, Barthelemy Sylvain, Levratto Nadine, Trempont Benjamin, (2015), « Bankruptcy survival: evidence from France » Actes de la conférence **Workshop on Bankruptcy institutions, corporate insolvency and entrepreneurship**, Torino, 19-20 Novembre.

de Larquier Guillemette, Rieucou Géraldine, (2015), « Labour Market Segmentation and Youth Employment Insertion in France: A Job-Finding Channels Approach » **27th Annual Meeting of the Society for the Advancement of Socio-Economics**, London, July 2-4.

Sindzingre Alice Nicole, (2015), « Fostering Structural Change? China's Divergence and Convergence with Africa's Other Trade and Investment Partners » **Nottingham Trent University, Nottingham Business School, College of Business, Law and Social Sciences, Division of Economics, Research Seminar**, Nottingham, 9 décembre.

Coestier Bénédicte, (2014), « Jordan and the Middle-Income Growth Trap: "Arab Springs" and Institutional Changes » **17th IEA World Congress**, Dead Sea, Amman, Jordan, June 6-10.

Court Victor, Fizaine Florian, (2014), « Energy transition towards renewables and metal depletion: an approach through the EROI concept » **1st FAERE Annual Conference**, Montpellier, 14-12 September.

De Cara Stéphane, Fournier Anne, Gagné Carl, (2014), « Feeding the Cities and Greenhouse Gas Emissions: A New Economic Geography Approach » Actes de la conférence **14th EAAE Congress**, Ljubljana, 26-29 August.

De Cara Stéphane, Fournier Anne, Gaigné Carl, (2014), « Feeding the Cities and Greenhouse Gas Emissions: A New Economic Geography Approach » Actes de la conférence **WCERE**, Istanbul, 28 juin - 2 juillet.

de Larquier Guillemette, Rieucou Géraldine, (2014), « Labour market segmentation and youth employment insertion in France: a job-finding channels approach » **Annual meeting of the International Working Party on Labour Market Segmentation**, The University of Manchester, Septembre 10-12.

Carré Denis, Levratto Nadine, (2013), « L'équité territoriale au prisme de la croissance des établissements industriels : une analyse à partir des données individuelles » **50ème colloque de l'ASRDLF**, Mons, 8-11 juillet.

de Larquier Guillemette, (2013), « Enterprises As Nexus Of Quality Conventions Between Three Markets » **25th EAEPE conference**, Bobigny, November 7-9.

Fournier Anne, (2013), « Global vs. Local Food Sourcing: Assessing the Impacts of Regional Policies » Actes de la conférence **62nd Annual Meeting AFSE**, Aix-en-Provence, June 24-26.

Sindzingre Alice Nicole, (2013), « Whatever Inconsistencies and Effects? Resilience of Policy Reform in Developing Countries » **25th Annual Conference of the European Association for Evolutionary Political Economy (EAEPE)**, Paris, 7-9 November.

5.6.1.4 Organisation de colloques / congrès

L'axe DDEE a organisé les colloques suivants sur la période d'évaluation :

- 01/03/2013 : International Symposium on Finance and Energy Issues (ISEFI-2013)
- 18/04/2013 : Regards croisés sur l'entreprise 2013, sur le thème : "Le Made in France, une problématique récurrente ?"
- 27/06/2013 : Colloque inaugural du DIM " Genre, inégalités, discriminations "
- 05/11/2013 : Regards croisés sur l'entreprise 2013, sur le thème : "Le Made in France, mode d'emplois"
- 29/01/2014 : 15ème journée d'études sur les faillites
- 10/06/2014 : Regards croisés sur l'entreprise 2014, sur le thème : "Quelles perspectives de financement pour les PME depuis la crise ?"
- 01/10/2014 - 03/10/2014 : Forum Innovation VI - Edition 2014 Crise, innovation et transition
- 06/11/2014 - 08/11/2014 : L'entreprise et les nouveaux horizons du politique
- 27/11/2014 - 28/11/2014 : 2nd Thematic meeting of the FAERE "Environmental Economics: Dynamic and spatial aspects"
- 09/12/2014 : Regards croisés sur l'entreprise - La PME dans son écosystème territorial
- 13/01/2015 : Journée " Incertitude et Décision Publique "
- 04/02/2015 : 17th Workshop on Insolvency
- 10/06/2015 : Workshop "New Insights on Poverty"
- 12/06/2015 : Regards croisés sur l'entreprise
- 19/11/2015 - 20/11/2015 : Bankruptcy institutions, corporate insolvency and entrepreneurship
- 24/11/2015 : Transition numérique : quels risques, quelles régulations ? Regards croisés sur l'entreprise
- 07/06/2016 : Journée " Incertitude et Décision Publique "
- 09/06/2016 : Internationalisation des PME : les clés du succès ? Regards croisés sur l'entreprise
- 14/10/2016 : 2ème Colloque Interdisciplinaire sur la Défaillance d'Entreprise "Quand les PME matent l'échec"
- 17/01/2017 - : Mobilités spatiales, mobilités professionnelles et inégalités d'accès à l'emploi
- 30/03/2017 : 3e Nocturnes de l'Economie : "Le retour des frontières : la fin de la mondialisation?"
- 30/05/2017 : La question métropolitaine au prisme de l'entreprise Activité économique, territoire et réseaux
- 20/06/2017 : Les métropoles : un accélérateur pour la croissance
- 07/12/ 2017 : Workshop Croissance, Environnement et Population
- 12/01/2018 : Workshop Risk, Information, Language and Communication
- 15/06/2018 : La défaillance d'entreprise : vers une approche multidimensionnelle

5.6.1.5 Plateformes et observatoires

En tant que membre fondateur de la Fédération de Recherche (FR 2006) du CNRS pour les Sciences Sociales des Comportements Humains (S2CH), EconomiX, au travers de l'axe DDEE, participe notamment à la gestion de la plateforme expérimentale multi-sites PREDIR.

5.6.1.6 Activités éditoriales

Plusieurs membres de l'axe DDEE font partie de comités éditoriaux de revues :

- Philippe Batifoulier est membre du comité de rédaction du *Journal de Gestion et d'Economie Médicales* et de la *Revue Française de Socio-Economie*.
- Meglena Jeleva est membre du comité scientifique de *Risques. Les cahiers de l'assurance*.
- Nadine Levratto est membre du comité de rédaction de *Innovations*, membre du secrétariat de rédaction de la *Revue d'Economie Industrielle* et rédactrice adjointe de la *Revue Internationale PME*.
- Fabien Prieur est membre du comité éditorial du *Journal of Agricultural and Applied Economics*.
- Lionel Ragot est membre du comité éditorial de *International Economics*.
- Nicole Alice Sindzingre est membre du comité scientifique des revues *African Review of Economics and Finance*, *Afrique Contemporaine* et *Development Policy Review*.

5.6.1.7 Activités d'évaluation

5.6.1.7.1 Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques

Les membres de l'axe DDEE ont effectué des rapports pour les revues suivantes, listées par ordre alphabétique.

American Journal of Agricultural Economics; Bankers, Markets & Investors; Business Ethics Quarterly; Cambridge Journal of Economics; Computational Economics; Ecological Economics; Econometrica; Economica; Economic Systems; Economic Theory; Economics Letters; Économie et Institutions; Économie et Statistique; Education Economics; Energy Journal; Environment and Development Economics; Environmental and Resource Economics; Environmental Economics and Policy Studies; European Economic Review; Games and Economic Behavior; Industrial and Corporate Change; Industrial Relations; Innovations; International Trade Journal; Journal of Business Ethics; Journal of Comparative Economics; Journal of Development Studies; Journal of Labor Economics; Journal of Public Economic Theory; Journal of Public Economics; Journal of Small Business Management; Mathematical Social Science; Oeconomia; Région et Développement; Resource and Energy Economics; Review of Industrial Organization; Revue de la Régulation; Revue d'Economie Industrielle; Revue d'Économie Politique; Revue d'Économie Régionale et Urbaine; Revue Économique; Revue Française d'Économie; Revue Internationale PME; Small Business Economics; Social Science and Medicine; World Development.

5.6.1.7.2 Évaluation de projets de recherche

- Evaluations effectuées pour l'ANRT : Marc Baudry et Nadine Levratto.
- Evaluations effectuées pour l'ANR : Sophie Harnay, Meglena Jeleva, Nadine Levratto, Dominique Meurs, Lionel Ragot, Elisabeth Tovar.
- Evaluations effectuées pour la Commission européenne : Patricia Crifo, Nadine Levratto, Nicole Alice Sindzingre.
- Patricia Crifo a également effectué des évaluations pour la *Swiss National Science Foundation*, Magali Dumontet pour l'Institut de Recherche en Santé Publique, Meglena Jeleva pour le FRS-FNRS et la *Netherlands Organisation for Scientific Research*, Nicole Alice Sindzingre pour le Conseil Général d'Aquitaine.

5.6.1.7.3 Évaluation de laboratoires (type Hcéres)

- Meglena Jeleva a été membre des comités de visite du CREAM (2015-2016) et du GREQAM (2016-2017).
- Dominique Meurs a été membre du comité de visite de REGARDS (2016-2017).
- Lionel Ragot a présidé les comités de visite du CIREC (2013) et de GAEL (2014). Il a été membre des comités de visite du CESAER (2015) et du BETA (2017).

5.6.1.7.4 Responsabilités au sein d'instances d'évaluation

Alain Ayong Le Kama est président de la section 5 du CNU, Sophie Harnay, Meglena Jeleva et Luc Désiré Omgba en sont membres. Lionel Ragot est membre de la CSS SESG de l'INRA.

Patricia Crifo est membre du jury du prix Forum pour l'investissement responsable (depuis 2011), du jury du prix de l'Université du Conseil départemental du Val de Marne depuis 2016 et du jury du prix de thèse en gouvernance de l'IFA depuis 2017. Dominique Meurs est membre du jury du prix de thèse de Défenseur des droits depuis 2015 et Sophie Harnay a été vice-présidente du jury de l'agrégation interne de sciences économiques et sociales de 2013 à 2015.

5.6.1.8 Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives

5.6.1.8.1 Contrats nationaux

Dominique Meurs est porteuse du projet ANR Career (2015-2019) et Elisabeth Tovar du projet ANR JEM (2015-2019).

Nadine Levratto est responsable de nombreux contrats obtenus auprès de la DéGéOm, de l'ACOSS, de l'INSEE, de la CDC et de France Stratégie. Sophie Harnay est responsable de contrats financés par la Mission de recherche Droit & Justice. Dominique Meurs a été responsable d'un contrat financé par la DGAFP. Johanna Etner et Meglena Jeleva ont obtenu des financements pour des projets via la ComUE Paris Lumières. Johanna Etner a également obtenu un financement du CNRS dans le cadre du Défi S2C3 2018.

5.6.1.8.2 Contrats avec les collectivités territoriales

Plusieurs membres de l'axe DDEE ont des contrats auprès de la CAMV (Denis Carré, Nadine Levratto) et de la Région Ile de France (Denis Carré, Johanna Etner et Meglena Jeleva, Luc Désiré Omgba).

5.6.1.8.3 Contrats financés par des associations caritatives et des fondations

Dominique Meurs et Philippe Batifoulier sont porteurs de contrats financés par l'UNSA. Marc Baudry et Lionel Ragot sont porteurs de contrats auprès de chaires (Chaire Economie du Climat et Chaire Transitions Démographiques – Transitions Economiques).

5.6.1.9 Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis

5.6.1.9.1 Post-doctorants

2012-2013 : Abid Ilyes et Lievaut Jeanne, financés par EconomiX.

2014-2015 : Renauld-Giard Vincent financé par l'Institut Europlace de Finance et Sene Omar financé par le projet CRIF – Wasteforecaster.

2015-2016 : Desmarchelier David financé par EconomiX, Constant Karine financée par le projet CRIF – Wasteforecaster et Brunetto Marc financé par un contrat auprès de France Stratégie.

2016-2017 : Nguedam Ntouko Clarisse financée par un contrat auprès de la Région Ile de France, Renauld-Giard Vincent financé par Saint Gobain et Da Silva Nicolas financé par un contrat auprès de l'UNSA.

2017-2018 : Ben Zaid Younes financé par le projet CRIF – Wasteforecaster, Nguedam Ntouko Clarisse financée par un contrat auprès de France Stratégie et Farrow Katherine financée par la ComUE Paris Lumières.

5.6.1.9.2 Chercheurs seniors accueillis

La liste des professeurs invités accueillis par l'axe DDEE est donnée dans le tableau ci-dessous.

BORISSOV	Kirill	European University in St. Petersburg	Russie	2013
BRETSCHTGER	Lucas	ETH Zurich	Suisse	2013
LEROUX	Anke	Monasch University	Australie	2013
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2013
PUHANI	Patrick	University de Leibniz	Allemagne	2013
DAUBANES	Julien	Eidgenössische Technische Hochschule (ETH) Zürich	Suisse	2014
HOTTE	Louis	University of Ottawa	Canada	2014
IKEFUJI	Masako	University of Southern Denmark	Danemark	2014
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2014
MUKERJI	Sujoy	University Collège Oxford	Royaume Uni	2014
PUHANI	Patrick	University of Hannover	Allemagne	2014
BENCHEKROUN	Hassan	McGill University	Canada	2015
BORISSOV	Kirill	European University in St. Petersburg	Russie	2015
GUNDERSEN	Craig	University of Illinois	Etats-Unis	2015
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2015
MATSUEDA	Norimichi	Kwansei Gakuin University	Japon	2015
AIELLO	Francesco	University of Calabria	Italie	2016

BEINE	Michel	Université du Luxembourg	Luxembourg	2016
BENCHEKROUN	Hassan	McGill University	Canada	2016
BORISSOV	Kirill	European University in St. Petersburg	Russie	2016
BRETSCHTGER	Lucas	ETH Zurich	Suisse	2016
CHAKRAVORTY	Ujjayant	Tufts University	Etats-Unis	2016
LEROUX	Anke	Monasch University	Australie	2016
BEINE	Michel	Université du Luxembourg	Luxembourg	2017
DEJARDIN	Marcus	Université de Namur	Belgique	2017
DOLOREUX	David	HEC Montréal	Canada	2017
NYBORG	Karine	University of Oslo	Norvège	2017
DOCQUIER	Frédéric	Université Catholique de Louvain	Belgique	2018
DOLOREUX	David	HEC Montréal	Canada	2018
LUCIFORA	Claudio	Università Cattolica Milano	Italie	2018
SA	Saraly Andrade de	University of Copenhagen	Danemark	2018
ZANK	Horst	University of Manchester	Royaume Uni	2018

5.6.1.10 Indices de reconnaissance

5.6.1.10.1 Prix

- Marion Dupoux : Prix du meilleur article « jeune économiste » décerné par la FAERE, 2017 ; Mention spéciale au prix de thèse 2018 de l'AFSE
- Alzbeta Mullerova : Prix du meilleur article décerné lors de l'Annual Conference in Memory of Valeria Solesin à Venise (Italie), 2016
- Marie Renner : Prix du meilleur article étudiant de l'Association des Economistes de l'Energie, 2014

5.6.1.10.2 Distinctions

- Nomination d'Alain Ayong Le Kama comme Recteur de l'Académie de Guyane, 2017.
- Patricia Crifo : chevalier dans l'Ordre National du Mérite en 2013.

5.6.1.10.3 Responsabilités dans des sociétés savantes

- Responsabilités au sein de la FAERE (*French Association of Environmental and Resource Economists*) : Alain Ayong Le Kama est président, Lionel Ragot est trésorier et Fabien Prieur est membre du bureau.
- Alain Ayong Le Kama et Lionel Ragot sont membres du comité directeur de l'AFSE.
- Dominique Meurs est membre du comité de direction de l'Alliance pour la recherche sur les discriminations (ARDIS) du DIM « Genre, Inégalités et Discrimination ».

5.6.1.10.4 Invitations à des colloques / congrès à l'étranger

Alice Nicole Sindzingre est très régulièrement invitée dans des colloques à l'étranger (voir la liste dans l'annexe relative à l'unité dans son ensemble).

5.6.1.10.5 Séjours dans des laboratoires étrangers

Alice Nicole Sindzingre est très régulièrement invitée dans des laboratoires à l'étranger (voir la liste dans l'annexe relative à l'unité dans son ensemble). Fabienne Llense a effectué un séjour à l'Université du Queensland (2013). Alain Ayong Le Kama a effectué des séjours à l'European University of Saint-Petersburg (2013, 2015), l'Université des Antilles-Guyane (2013, 2015), l'Université de McGill à Montréal (2014) et l'Université de Nouvelle-Calédonie (2013).

5.6.2 Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé

5.6.2.1 Interactions avec les acteurs socio-économiques

5.6.2.1.1 Contrats de R&D avec des industriels

- Nadine Levratto : contrats auprès de OSEO, Kedge Business School
- Dominique Meurs : contrat auprès de L'Oréal, EDF
- Pierre-André Juvet : contrats auprès de la Chaire Economie du Climat et de l'IFPEN
- Marc Baudry : contrats auprès de Verteego et Saint Gobain

- Florent Fremiggaci : contrat auprès de La Poste

5.6.2.1.2 Bourses Cifre

Nom	Prénom	Directeur de thèse		Soutenance	Entreprise
BOIS	Hugo	AYONG LE KAMA	Alain	06/11/2017	PCA Peugeot
CHRISTOPHE	Kymble	RAGOT	Lionel		FRS Consulting
CIVEL	Edouard	BAUDRY	Marc		Saint Gobain
CRUZ-GARCIA	Nathaly	BAUDRY	Marc		Centre Scientifique et Technique du Bâtiment
DAVENNE	Charles	JELEVA	Meglana		Yakman
DUFAU	Bastien	BAUDRY	Marc		Coe-Rexecode
DUPOUX	Marion	AYONG LE KAMA	Alain	16/01/2017	IFPEN - INRA
HUBERT	Romain	CRIFO	Patricia		ADEME
KPONDJO	Nadia	CRETI	Anna	01/12/2016	EDF - IFPEN
MEURISSE	Bénédicte	AYONG LE KAMA	Alain	30/11/2015	Michelin
NICOLAS	Claire	AYONG LE KAMA	Alain	01/06/2016	GDF - IFPEN
PERROTTON	Florian	AYONG LE KAMA	Alain	15/12/17	GDF
QUIGNON	Aurélien	LEVRATTO	Nadine		Institut Friedland
RENNER	Marie	JOUVET	Pierre-André	08/04/2015	EDF
SALIN	Julien	LEVRATTO	Nadine		BPI France

5.6.2.2 Activités d'expertise scientifique

Plusieurs membres de l'axe DDEE exercent une activité de consultant :

- Alain Ayong Le Kama : conseiller scientifique au plan urbanisme, construction et architecture (PUCA, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire) depuis 2009 ; membre du conseil scientifique du programme interdisciplinaire de recherche sur la ville et l'environnement du CNRS (depuis 2010) ; président du conseil scientifique du SOeS (service de l'observation et des statistiques) du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire depuis 2014 ; membre du comité de pilotage scientifique du Défi 1 « Gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique » de l'ANR (2011-2016)
- Marc Baudry, Pierre-André Jovet : chaire Economie du Climat
- Denis Carré : expert auprès de la DATAR (2014), du Grand Paris (2014) et de la Région Ile de France (2015, 2016)
- Patricia Crifo : experte auprès de la fondation Connaissance des énergies depuis 2011 ; membre du comité du label ISR depuis 2016
- Guillemette de Larquier : membre du conseil scientifique du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) depuis 2016 et du comité scientifique de l'Association d'Economie Sociale depuis 2007
- Meglana Jeleva : experte associée du Fonds Croix Rouge
- Pierre-André Jovet : expert auprès de la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (depuis 2010), membre expert de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (Ministère de la transition écologique et solidaire, depuis 2011)
- Nadine Levratto : experte auprès de l'OCDE depuis 2013, membre du comité d'orientation du *think tank* de BPI-France
- Dominique Meurs : chercheuse associée à l'INED, co-directrice du programme de travail du CEPREMAP depuis 2015, membre du conseil scientifique de la DGAFP (Ministère de la Fonction Publique) depuis 2012
- Lionel Ragot : conseiller scientifique au CEPIL

5.6.2.3 Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation

Brunetto Marc, Carré Denis, Levratto Nadine, Tessier Luc, « Analyse du lien entre les métropoles et les territoires avoisinants » (Rapport), **France Stratégie, CGET, CDC**, janvier, 2017.

Deckert Katrin, Harnay Sophie, Llense Fabienne, Sachs Tatiana, « L'efficacité des codes de gouvernance : perspectives comparées et pluridisciplinaires » (Rapport), **GIP Mission Droit & Justice, Ministère de la Justice**, Octobre, 2017.

Frédéric G. Reynès, Malliet Paul, « Assessing Low Carbon and Resilient Growth in Indonesia: An application of the ThreeME model » (Rapport), **Direction des ressources marines et naturelles, Ministère de la planification au développement / BAPPENAS, Jakarta, Indonésie**, Mars, 2017.

Baumont Catherine, Carré Denis, Levratto Nadine, « Dynamiques territoriales et politiques de développement économique en Ile-de-France » (Rapport), **Conseil Régional Ile-de-France**, Juillet, 2016.

Belkouch Hicham, « Protection sociale au Maroc, analyse des parties prenantes » (Rapport), **Friedrich Ebert Stiftung**, Avril, 2016.

Benhamou Salima, Crifo Patricia, Diaye Marc-Arthur, « RSE et compétitivité. Evaluation et approche stratégique » (Rapport), **France Stratégie**, Janvier, 2016.

Carré Denis, Levratto Nadine, « Analyse qualitative de l'effet local : étude de territoires particuliers » (Rapport), **Institut CDC pour la recherche, AdCF**, juillet, 2016.

Cavaco Sandra, Crifo Patricia, « La responsabilité sociale et la performance des entreprises » (Rapport), **CFE-CGC**, Septembre, 2015.

Fremigacci Florent, Gobillon Laurent, Meurs Dominique, Ponthieux Sophie, Roux Sébastien, « Mesurer et analyser les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes au sein de la fonction publique en France. url: http://economix.fr/pdf/DMeurs_Rapport_final_141002.pdf » (Rapport), **DGAFP et Défenseur des Droits**, Octobre, 2014.

Carré Denis, Levratto Nadine, « Les entreprises du secteur compétitif dans les territoires. Les déterminants de la croissance » (Rapport), **AdCF, CDC, Paris France**, juin, 2013.

Crifo Patricia, Rebérioux Antoine, Williamson Tannis, « The Link between corporate governance and CSR: the role of board of directors. » (Rapport), **IMS Luxembourg**, Novembre, 2013.

5.6.2.4 Produits destinés au grand public

5.6.2.4.1 Émissions radio, TV, presse écrite

09/02/2013, Faut-il encore investir en Chine ?, L'Harmattan, Christian Milelli

01/04/2013, Cultiver localement la CROISSANCE, Intercommunalités n°177, Nadine Levratto

06/06/2013, Auto-entrepreneur : les 7 pommes de discorde, La Tribune, Nadine Levratto

12/07/2013, Une nouvelle étude de l'AdCF sur « Les entreprises du secteur compétitif dans les territoires. Les déterminants de la croissance », Assemblée des Communautés de France - Développement économique, Nadine Levratto

27/08/2013, Poussin un jour, pigeon toujours – Le statut des auto-entrepreneurs, France Inter, Nadine Levratto

20/09/2013, les collectivités locales déterminent-elles encore le développement de leur territoire ?, La Gazette, Nadine Levratto

25/09/2013, L'intercommunalité au service de la compétitivité de l'Ile-de-France ?, métró politiques, Denis Carré

26/09/2013, Les écarts de salaires ne bougent pas, Alternatives Economiques - Hors-série n°63, Dominique Meurs

23/10/2013, En pleine réforme, mais larvée, rampante, La Marseillaise, Philippe Batifoulier

24/10/2013, Faut-il modifier, clarifier la politique migratoire de la France ?, France Inter, Lionel Ragot

04/11/2013, Travail et ressources humaines, des richesses à cultiver localement, La Fabrique de l'industrie, Nadine Levratto

28/11/2013, Les femmes toujours moins rémunérées que leurs homologues masculins, Grandes Ecoles et Universités, Dominique Meurs

29/11/2013, Les quatre piliers de la réforme fiscale, Les Echos, Pierre-André Jouvét

13/12/2013, La nature a une valeur, Le Monde, Pierre-André Jouvét

26/12/2013, Une réforme fiscale pour la croissance, Les Echos, Lionel Ragot

14/01/2014, Les Poussins sèment la zizanie chez les artisans, Liaisons sociales magazine - hors-série, Nadine Levratto

16/01/2014, Dénatalité : quelle France demain ?, France 5 - C dans l'air, Lionel Ragot

04/02/2014, Hommes/Femmes, une impossibilité égalité professionnelle ?, Entreprise et Carrières, Dominique Meurs

02/03/2014, Mais à quoi ça sert que les femmes se décarcassent ?, Le Monde, Dominique Meurs

03/03/2014, Placer le père au cœur des politiques familiales pour réduire les inégalités au travail, Le Monde, Dominique Meurs

07/03/2014, Le congé parental masculin, un vrai pari pour la parité hommes-femmes, Le Figaro, Dominique Meurs

12/03/2014, Le nouvel enjeu économique de l'accueil des étudiants étrangers, La Tribune, Lionel Ragot

12/03/2014, L'immigration sans effet sur les comptes de la Sécurité sociale, RFI, Lionel Ragot
 10/06/2014, Nouveaux pères ?, Le Monde, Dominique Meurs
 25/07/2014, Le « pacte de responsabilité » n'inversera pas la courbe du chômage, Mediapart, Nadine Levratto
 11/10/2014, Pourquoi j'irai à la manif pour toutes de Deauville, Le monde éco et entreprise, Dominique Meurs
 12/11/2014, Limiter les disparités entre territoires, Le Monde, Nadine Levratto
 08/12/2014, Recruteur VS candidat : pas vraiment le même combat, Cadremploi, Guillemette de Larquier
 09/12/2014, Conférence sur le climat : à Lima, il faut aller plus loin !, Le Monde, Pierre-André Juvet
 27/01/2015, Simulez pour être recrutés, Changer le travail, Guillemette de Larquier
 18/02/2015, La France redécouvre-t-elle ses usines ?, BFM Business, Nadine Levratto
 11/03/2015, Comment éviter la "malédiction" des ressources naturelles ?, La Tribune, Luc-Désiré Omgba
 25/06/2015, Union Européenne : à qui profite l'immigration ?, France 24, Lionel Ragot
 01/10/2015, Pourquoi le bassin d'emploi de Brive réussit mieux ?, CCI Corrèze, Nadine Levratto
 05/10/2015, L'immigration, un problème économique ?, Arte, Lionel Ragot
 06/10/2015, Les entreprises devraient publier davantage leurs emplois vacants par annonce, Entreprise et Carrières, Guillemette de Larquier
 09/04/2016, Les nouveaux visages de la mondialisation, France Culture, Lionel Ragot
 05/10/2016, Notre pays reste attractif pour des entreprises étrangères, Libération, Nadine Levratto
 20/03/2017, Celtic and Rangers 'need to cash in on bitter rivalry', claims leading economist, Daily Record, Fatih Karanfil
 14/04/2017, Internationalisation des métropoles : vers l'abandon des territoires ruraux ?, Elues locales, Nadine Levratto
 06/06/2017, Les politiques ont facilité les licenciements, Décideurs magazine, Nadine Levratto
 01/07/2017, Le chômage des immigrés : quelle est la part des discriminations ?, La Croix, L'humanité, ..., Dominique Meurs
 11/09/2017, Artisans, professions libérales, indépendants... : doivent-ils se réjouir de la fin du RSI ?, France Culture, Nadine Levratto
 28/09/2017, Le travail indépendant, Conseil Economique, Social et Environnemental, Nadine Levratto
 07/10/2017, Les inégalités de salaire entre femmes et hommes stagnent : une fatalité ?, LCI, Dominique Meurs
 07/11/2017, L'inégalité au travail, France Culture, Dominique Meurs
 18/12/2017, L'immigration : une chance économique pour les pays d'installation ?, Radio France Internationale, Lionel Ragot
 08/02/2018, Grand Paris : et si le « ruissellement » de l'emploi n'était pas automatique ?, Le Monde, Nadine Levratto
 14/02/2018, De la carte des métropoles au débat sur "l'effet métropolitain", Les Echos, Denis Carré
 07/03/2018, Égalité salariale. « L'entreprise a un rôle à jouer », Ouest France, Dominique Meurs

5.6.2.4.2 Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.

Patricia Crifo, L'ISR, **Xerfi Canal**, 04/2017

Meurs Dominique (2017) Le chômage des immigrés : quelle est la part de la discrimination ?, **Population et société**, n°546, juillet.

Carré Denis (2016) Entreprises et territoires, la question de la coordination des acteurs, **Sol et Civilisation**, Lettre octobre 2016, n°58.

Ragot Lionel (2016), Débat : faut-il ouvrir les frontières ?, **Alternatives Economiques**, Hors-Série, Janvier.

Ragot Lionel (2016) L'incidence fiscale de l'immigration, **Informations sociales**, 2016/3 (194).

de Larquier Guillemette et Rieucan Géraldine (2015), Les entreprises devraient davantage publier leurs emplois vacants par annonce, **Entreprise & Carrières**, n° 1257, 6 octobre.

Ragot Lionel (2015), **Droit, écologie & économie de la biodiversité**, Les cahiers prospectives – CNRS.

Bonnet C., Meurs Dominique et Rapoport B. (2015) Inégalités de retraite entre les hommes et les femmes dans le privé et le public : une analyse des distributions, **Revue de l'Ires**, n°87, 4, pp 35-61.

Juvet Pierre-André (2014), L'Europe doit-elle arrêter son marché carbone ?, **Alternatives Internationales**, Janvier.

Juvet Pierre-André (2014), Les contours d'un accord climatique : le rôle de la valeur carbone, **Revue Banque**, 778bis.

Ragot Lionel (2014), Les étudiants étrangers : un enjeu de la politique migratoire, **Problèmes Economiques**, Avril.

Tovar Elisabeth (2014) L'avis du bien-portant doit-il plus compter que celui du malade pour décider de la distribution des soins de santé ? Un examen par les théories de la justice sociale, dans *Pour une élaboration démocratique des priorités de santé*, **Tribunes de la Santé**, mars.

Tovar Elisabeth (2014) Mesurer la pauvreté : l'apport de l'approche par les capacités. L'exemple de l'aire urbaine parisienne en 2010, **Informations sociales**, mars.

de Larquier Guillemette (2013), Recrutement et détermination du salaire : l'importance des règles et des conventions, **Problèmes Economiques**, Hors-série n°3 « Comprendre le marché du travail », Février.

de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André (2013), La croissance verte : de l'intention à la mise en œuvre, **Futuribles**, 392, Janvier.

Ragot Lionel (2013), L'immigration ne plombe pas l'économie française, **Alternatives Internationales**, Hors-Série 12, Janvier.

Ragot Lionel (2013), Un état des lieux des dommages et des risques environnementaux, **Les cahiers français**, 374, Mai.

5.6.2.4.3 Produits de médiation scientifique

22/10/2015, Politiques d'aides aux entreprises : et si on jouait collectif ?, Terra Nova, Nadine Levratto

17/11/2015, Terra Nova sur les politiques d'aide aux entreprises : "jouer plus collectif", Xerfi, Nadine Levratto

28/03/2017, Un nouveau souffle pour l'industrie française, Terra Nova, Nadine Levratto

5.6.2.4.4 Débats science et société

Patricia Crifo, L'économie verte : de la contrainte aux opportunités d'emploi, Rencontres Economiques du Ministère de l'économie et des finances, IGPDE, 10/10/2017

Patricia Crifo, RSE, défi économique, Les jeudis de la recherche à l'X, 04/2017

Lionel Ragot, JECO – Les nocturnes de l'économie, conférence débat sur le thème « Le retour des frontières: la fin de la mondialisation ? », 30/03/2017

Patricia Crifo et S. Cavaco, RSE et performance, Séminaire Economie et environnement, Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 21/01/2016

Guillemette de Larquier, Les pratiques de recrutement : éclairages statistiques, présentation pour le Réseau emplois compétences, France stratégie, Paris, 12/04/2016

Guillemette de Larquier, Les pratiques de recrutement : éclairages statistiques, Pôle Emploi, Direction des Statistiques, des Etudes et de l'Evaluation, Paris, 01/10/2016

Guillemette de Larquier, Participation à la table ronde « Recruter autrement », Cercle du Oui / Lab'Ho (Adecco), Maison de la Chimie, 09/02/2015

Patricia Crifo, E. Laurent E, Making the link between social justice and the environment: are environmental and social inequalities cumulative?, OECD Green growth and sustainable development Forum, 11/2014

Meglana Jeleva, Evaluation économique du risque d'accident nucléaire, Autorité de Sureté Nucléaire, 10/2014

5.6.3 Implication dans la formation par la recherche

5.6.3.1 Produits des activités pédagogiques et didactiques

5.6.3.1.1 Ouvrages

Etner Johanna, Jeleva Meglena, (2014) « Microéconomie » Dunod.

Bontems Philippe, Rotillon Gilles, (2013) « Economie de l'environnement » quatrième édition, La Découverte.

de Perthuis Christian, Jouvet Pierre-André, (2013) « Le capital Vert. Une nouvelle perspective de croissance. » Odile Jacob.

5.6.3.1.2 E-learning, moocs, cours multimedia, etc.

Réalisation de clips pour AUNEGE par Johanna Etner, Meglena Jeleva, Dominique Meurs et Elisabeth Tovar.

Réalisation d'un MOOC par Noémi Berlin à l'Université d'Edimbourg.

5.6.3.2 Productions scientifiques issues des thèses

Court Victor, Jouvet Pierre-André, Lantz Frédéric, (2018), « Long-term endogenous economic growth and energy transitions », **Energy Journal**, vol.39, n°1, pp.29-57.

Badji Ikpidi, d'Ablis Hippolyte, (2017), « Intergenerational Inequalities in Standards of Living in France », **Economie et Statistique**, n°491-492, pp.71-92.

Badji Ikpidi, d'Ablis Hippolyte, El Mekkaoui Najat, Navaux Julien, (2017), « Private Asset Income in France: Is there a Breakdown of Intergenerational Equity between 1979 and 2011? », **Journal of the Economics of Ageing** (<https://doi.org/10.1016/j.jeoa.2017.11.002>).

Belkouch Hicham, (2017), « Système de retraite au Maroc entre vieillissement démographique et défaillance du marché de travail », **Critique Economique**.

Frédéric G. Reynès, Landa Riveria Gissela, Malliet Paul, Saussay Aurélien, (2017), « État de la macroéconomie environnementale appliquée », **Revue de l'OFCE**, vol.4, n°153, pp.151-170.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2017), « L'entreprise, le territoire, ou les deux ? Analyse multiniveaux des déterminants des variations de l'emploi en France », **Région et Développement**, n°45, pp.31-58.

Mangarella Alzbeta, (2017), « Family policy and maternal employment in the Czech transition: a natural experiment », **Journal of Population Economics**, pp.1-26.

Court Victor, Fizaine Florian, (2016), « Energy expenditure, economic growth, and the minimum EROI of society », **Energy Policy**, vol.95, pp.172-186.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2016), « Does the employment growth rate depend on the local context? An analysis of French establishments over the 2004-2010 period », **Revue d'Economie Industrielle**, vol.153, n°1, pp.47-89.

Batifoulier Philippe, Da Silva Nicolas, Fleury Laetitia, Vanhille Jean-Louis, (2015), « Les liens entre la performance médicale et la composition de la patientèle : une étude économétrique sur les médecins d'Ile de France », **Journal d'Economie Médicale**.

Court Victor, Fizaine Florian, (2015), « Renewable electricity producing technologies and metal depletion: A sensitivity analysis using the EROI », **Ecological Economics**, vol.110, pp.106-118.

Da Silva Nicolas, Gadreau Maryse, (2015), « La médecine libérale en France. Une régulation située entre contingence et déterminisme », **Revue de la Régulation**, vol.17.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, (2015), « Do labor tax rebates facilitate firm growth? An empirical study on French establishments in the manufacturing industry, 2004-2011 », **Small Business Economics**, vol.45, n°3, pp.613-641.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, Tessier Luc, (2015), « Do exemptions from social security contributions affect job creation? New empirical evidence from French overseas regions », **Région et Développement**, n°42.

Batifoulier Philippe, Da Silva Nicolas, (2014), « Medical altruism in mainstream health economics: theoretical and political paradoxes », **Review of Social Economy**, vol.72, n°3, pp.261-279.

Concettini Silvia, Creti Anna, (2014), « Liberalization of electricity retailing in Europe: what to do next? », **Energy Studies Review**, vol.21, n°1.

Garsaa Aziza, Levratto Nadine, Tessier Luc, (2014), « La Corse est-elle soluble dans le modèle méditerranéen ? Une analyse à partir d'une régression quantile sur données d'entreprises en panel entre 2004 et 2010 », **Revue d'Economie Régionale et Urbaine**, n°4, pp.677-718.

Jouvet Pierre-André, Renner Marie, (2014), « Social Acceptance and Optimal Pollution: CCS or Tax? », **Environmental Modeling and Assessment**.

Benedettini Simona, Pontoni Federico, (2013), « Italian Regulation of Electricity Distribution and its Impact on Efficiency, Investments and Innovation: A Qualitative Assessment », **Competition and Regulation in Network Industries (CRNI)**, vol.14, n°4, pp.363-382.

Da Silva Nicolas, (2013), « Les médecins sont-ils intéressés à l'intéressement ? », **Supplément de la revue du MAUSS**.

Da Silva Nicolas, (2013), « Faut-il intéresser les médecins pour les motiver ? Une analyse critique du paiement à la performance médicale », **Revue du Mauss**, vol.1, n°41, pp.93-108.

Afin d'éviter les répétitions, pour la suite de l'annexe concernant les rubriques relatives aux doctorants et à l'implication des chercheurs dans le montage de formation de niveau master, on se reportera à l'annexe 4A.

5.7 Annexe 4D : Sélection des produits et des activités de recherche pour l'axe DIRIS

5.7.1 Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique

Les listes ci-dessous sont présentées par ordre chronologique inversé. Les noms des membres de l'axe DIRIS sont soulignés en traits pleins. Dans le cas de travaux co-écrits avec des chercheurs associés à EconomiX, les noms de ces derniers sont soulignés en pointillés.

5.7.1.1 Journaux / revues

5.7.1.1.1 Articles scientifiques

La liste ci-dessous reporte une sélection de 20% des articles publiés par les membres de l'axe DIRIS dans des revues à comité de lecture de rang A selon la liste HCERES et de rangs 1 et 2 selon la catégorisation de la section 37 du Comité National du CNRS.

2017

Busetto Francesca, Çodognato Giulio, Ghosal Sayantan, Julien Ludovic A., Tonin Simone, (2017), « Noncooperative oligopoly in markets with a continuum of traders and a strongly connected set of commodities », **Games and Economic Behavior**, (<https://doi.org/10.1016/j.geb.2017.01.013>).

Cosnita-Langlais Andreea, Sorgard Lars, (2017), « Enforcement vs Deterrence in Merger Control: Can Remedies Lead to Lower Welfare? », **Review of Law and Economics**, (<https://doi.org/10.1515/rle-2015-0014>).

El Badaoui Eliane, Strobl Eric, Walsh Frank, (2017), « Impact of Internal Migration on Labor Market Outcomes of Native Males in Thailand », **Economic Development and Cultural Change**, vol.66, n°1, pp.147-177.

Friehe Tim, Langlais Eric, (2017), « Prevention and Cleanup of Dynamic Harm under Environmental Liability », **Journal of Environmental Economics and Management**, vol.83, pp.107-120.

Julien Ludovic A., (2017), « On Noncooperative Oligopoly Equilibrium in the Multiple Leader-Follower Game », **European Journal of Operational Research**, vol.256, n°2, pp.650-662.

Langlais Eric, Obidzinski Marie, (2017), « Law enforcement with a democratic government », **American Law and Economics Review**, vol.19, pp.162-201.

Melcarne Alessandro, (2017), « Careerism and judicial behavior », **European Journal of Law and Economics**, vol.44, n°2, pp.241-264.

2015

Friehe Tim, Langlais Eric, (2015), « On the political economy of public safety investments », **International Review of Law and Economics**, vol.41, pp.7-16.

2014

Choné Philippe, Souam Saïd, Vialfont Arnold, (2014), « On the optimal use of commitment decisions under European competition law », **International Review of Law and Economics**, vol.37, pp.169-179.

Gravel Nicolas, Oddou Rémy, (2014), « The segregative properties of endogenous jurisdiction formation with a land market », **Journal of Public Economics**, vol.117.

2013

Biswas Rongili, Gravel Nicolas, Oddou Rémy, (2013), « The segregative properties of endogenous formation of jurisdictions with a welfarist central government », **Social Choice and Welfare**, vol.41, n°2, pp.293-319.

Cosnita-Langlais Andreea, Tropeano Jean-Philippe, (2013), « Fight Cartels or Control Mergers? On the Optimal Allocation of Enforcement Efforts within Competition Policy », **International Review of Law and Economics**, vol.34, n°1, pp.34-40.

5.7.1.1.2 Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)

Baranes Edmond, Cosnita-Langlais Andreea, (2016) « Les défis posés par l'économie numérique aux politiques de concurrence », **Réalités industrielles. Annales des Mines**, vol.3.

5.7.1.2 Ouvrages

5.7.1.2.1 Monographies et ouvrages scientifiques

Favereau Olivier, Roger Baudoin, (2015), « Penser l'entreprise » Parole et Silence, Bernardins Perspectives et Propositions.

5.7.1.2.2 Direction et coordination d'ouvrages

Favereau Olivier, (sld) 2016 « Penser le travail pour penser l'entreprise » Presses des Mines.

5.7.1.2.3 Chapitres d'ouvrages

Julien Ludovic A., (2018), « Stackelberg Games » *Handbook of Game Theory and Industrial Organization*, sous la direction de Luis C. Corchon and Marco A. Marini, Edward Elgar, pp. 261-311.

Bienenstock Sophie, (2017), « Consumer Bias » *Encyclopedia of Law and Economics*, sous la direction de Alain Marciano, Giovanni Ramello, Springer.

Zoukri Messaoud, (2017), « Dynamique et technicité des échanges commerciaux algéro-chinois (2003-2015) » pp.69-85, *La Chine en Algérie. Approches socio-économiques*, sous la direction de Abderrezak Adel, Thierry Pairault, Fatiha Talahite, MA Éditions-ESKA.

Favereau Olivier, (2016), « L'économiste face aux organisations » pp.112-121, *Les organisations : état des savoirs*, sous la direction de Jean-Michel Saussois, éditions sciences humaines.

Favereau Olivier, (2016), « George Akerlof » pp.737-740, *Handbook on the history of economic analysis, vol 1 : Great economists since Petty and Boisguilbert*, sous la direction de Gilbert Faccarello, Heinz Kurz, Edward Elgar.

Favereau Olivier, (2016), « Les trois dimensions du travail salarié » pp.15-37, *Penser le travail pour penser l'entreprise*, sous la direction de Olivier Favereau, Presses des Mines.

Favereau Olivier, (2016), « Entreprise et travail : l'économie d'une double absence » pp.39-61, *Penser le travail pour penser l'entreprise*, sous la direction de Olivier Favereau, Presses des Mines.

Favereau Olivier, (2016), « Remettre l'entreprise au travail » pp.81-88, *Sortir de l'impasse*, sous la direction de Appel 138 économistes, Les Liens qui Libèrent.

Dari-Mattiacci Giuseppe, Langlais Eric, Lovat Bruno, Parisi Francesco, (2015), « Chapter 5: Asymmetries in rent-seeking » pp.73-91, *Companion to Rent Seeking*, sous la direction de Roger Congleton, Arye Hillman, Springer.

5.7.1.3 Colloques / congrès, séminaires de recherche

Charreire Maxime, Langlais Eric, (2017), « Compensation of third party victims, and liability sharing rules in oligopolistic markets » **18th meeting of the Association of Public Economic Theory**, Paris, July, 10-13.

Julien Ludovic A., (2017), « Hierarchical Competition and Heterogeneous Behavior in Noncooperative Oligopoly Markets » Actes de la conférence **ASSET**, Algiers, 27-29 October.

Langlais Eric, Melcarne Alessandro, Ramello Giovanni Battista, (2017), « Are judges harsher with repeated offenders? Evidence from the European Court of Human Rights » **CELS Asia Conference & the 4th International Conference on the Empirical Studies of Judicial System**, Taipei, Taiwan, June, 13-15.

Cosnita-Langlais Andreea, Tropeano Jean-Philippe, (2017), « Litigation, Settlement, and the Role of Legal Precedent: An Application to Antitrust Commitments » **Annual Bergen Competition Policy Conference - Bergen Center for Competition Law and Economics (BECCLE)**, Bergen, 27-28 April.

Le Bihan Maxime, Monnery Benjamin, (2017), « Can Sanctions Discipline Politicians? Evidence from the French Parliament » **2nd AFED conference**, Aix-en-Provence, 8-9 Novembre.

Monnery Benjamin, (2017), « The Cost of Slow Justice: How Delayed Incarceration Fuels Recidivism » **34th EAL&E conference**, London (UK), 14-16 septembre.

Friehe Tim, Langlais Eric, (2016), « Prevention and Cleanup of Dynamic Harm under Environmental Liability » **33rd Annual Conference of the European Association of Law & Economics**, Bologna, September 15-17.

Langlais Eric, (2016), « Specific vs general enforcement under political competition » **26th Annual Conference of the American Law and Economics Association**, Harvard Law School, Cambridge, May 20-21.

Baranes Edmond, Cortade Thomas, Cosnita-Langlais Andreea, (2015), « Merger control on two-sided markets: is there need for an efficiency defense? » **4th Annual Conference of the Leibniz Science Campus MaCCI - Mannheim Centre for Competition and Innovation (MaCCI)**, Mannheim, 12-13 March.

Langlais Eric, (2015), « Political pressure and delegation in law enforcement » **32th Annual Conference of the European Association of Law and Economics**, Vienna, September 17-19.

Baranes Edmond, Cortade Thomas, Cosnita-Langlais Andreea, (2014), « Merger control on two-sided markets: is there need for an efficiency defense? » **Annual Meeting of the Association of Southern-European Theorists (ASSET)**, Aix-en-Provence, 6-8 November.

Cosnita-Langlais Andreea, Tropeano Jean-Philippe, (2014), « Substantive Law and Antitrust Liability Standards » **3rd Annual Conference of the Leibniz Science Campus MaCCI Mannheim Centre for Competition and Innovation (MaCCI)**, Mannheim, 14-15 March.

Cosnita-Langlais Andreea, Sorgard Lars, (2014), « Enforcement vs Deterrence in Merger Control: Can Remedies Lead to Lower Welfare? » **41st Annual Conference of the European Association for Research in Industrial Economics (EARIE)**, Milan, 29-31 August.

Friehe Tim, Langlais Eric, (2014), « On the Political Economy of Public Safety Investments » **24th Annual Conference of the American Law & Economics Association**, Chicago, 8-9 mai.

5.7.1.4 Organisation de colloques / congrès

Séminaires récurrents

Séminaire bi-mensuel LIEN-« Law and Economics in Nanterre », créé en 2009, actuellement organisé par Andreea Cosnita et Alessandro Melcarne.

Séminaire mensuel AMIS-« Analyse et Modélisation des Interactions Sociales », organisé depuis 2014 par Ludovic Julien.

Séminaire mensuel « Economies du Monde Musulman », co-organisé par Saïd Souam et Messaoud Zouikri (en coopération avec Fatiha Talahite, CRESPPA-Paris 8) depuis 2016.

Workshops récurrents

Workshop international annuel « Strategic Interactions and General Equilibrium: Theories and Applications » (créé par Ludovic Julien et Giulio Codognato), Nanterre : 2013, 2014, 2015, 2016, 2017.

Conférence annuelle du CEPET-« Center European Program in Economic Theory » (organisée par Ludovic Julien en coopération avec Giulio Codognato et Simone Tonin) depuis 2013 en alternance entre Nanterre (2013, 2015, 2017) et Udine (2014, 2016).

Workshop annuel IML&E-« International Meeting in Law & Economics » (responsable scientifique : Eric Langlais), mars 2014 EconomiX Nanterre, 2015 CRED Paris 2, 2016 CEPN Paris 13, 2017 ERUDITE Paris 12, 2018 IEA Paris.

Doctoriales européennes annuelles « The Future of Law & Economics » (hébergées en 2009 et 2015 à Nanterre), en coopération avec le réseau de l'*European Doctorate in L&E* (Rotterdam, Maastricht, Hambourg) et le CRED-Paris 2.

Workshop international annuel L&EPIW-« Law and Economic Policy International Workshop », (2014 : Antitrust for Platforms and Network Markets, Nanterre partenariat avec le LAMETA-Université Montpellier 1 et la ComUE *Université Paris Lumières* ; 2015 : Public Law Enforcement and Deterrence, Nanterre partenariat avec le CRESE-University of Franche-Comté et le LED-Paris 8 ; 2016 : Recent developments in Corporate Governance, La Défense, partenariat avec l'ESSEC & Thema-Université de Cergy ; 2018 : Université Montpellier 1 et Labex Entreprendre).

Conférences ponctuelles

Colloque international « Advances in Family Economics and Applications to Developing Countries » (2013, Nanterre), organisé par Eliane El Badaoui dans le cadre de sa chaire CNRS « Droit et Economie ».

3rd International Workshop on the Economic Analysis of Litigation (2017, Nanterre), coordinateur scientifique : Alessandro Melcarne.

5.7.1.5 Activités éditoriales

- Andreea Cosnita et Eric Langlais sont co-éditeurs de *The Review of Finance and Banking* (EconLit).

- Ludovic Julien est depuis 2009, membre de l'Editorial Board de *Lecturas de Economia*, et depuis 2011 membre de l'Editorial Board de *Studies in Microeconomics*.
- Eric Langlais est Editeur Associé de l'*International Review of Law and Economics* (rang 1 CNRS).
- Saïd Souam est membre du comité éditorial de *Les Cahiers du CREAD*.

5.7.1.6 Activités d'évaluation

5.7.1.6.1 Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques

- Eliane El Badaoui a réalisé des évaluations d'articles pour *Journal of Development Economics*, *Oxford Economic Papers*, *Actualité Economique*, *Revue d'Economie Politique*, *Revue Economique*, *Resolis Journal*.
- Andreea Cosnita a réalisé des évaluations d'articles pour *European Economic Review*, *Economic Modelling*, *Papers in Regional Science*, *European Journal of Law and Economics*, *Revue Economique*, *RAND Journal of Economics*, *International Review of Economics and Finance*, *Economics Bulletin*.
- Ludovic Julien a réalisé des évaluations d'articles pour *Australian Economic Papers*, *Cahiers d'Economie Politique*, *Economics Bulletin*, *Economic Modelling*, *European Journal of Operational Research*, *International Economics*, *International Review of Economics and Finance*, *Economics Research International*, *Journal of Economics*, *Journal of Reviews on Global Economics*, *Metroeconomica*, *Recherches Economiques de Louvain*, *Research in Economics*, *Revue Economique*, *Revue d'Economie Politique*, *Theoretical Economics Letters*.
- Eric Langlais a réalisé des évaluations d'articles pour *Revue Economique*, *Mathematical Social Science*, *International Review of Law and Economics*, *American Review of Law and Economics*, *Revue d'Economie Politique*, *Review of Law and Economics*, *Journal of Public Economic Theory*, *Journal of Law, Economics, and Organization*, *Journal of Legal Studies*, *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, *European Journal of Law and Economics*.
- Alessandro Melcarne a réalisé des évaluations d'articles pour *Journal of Institutional Economics*; *Economics Bulletin*, *European Journal of Law and Economics*; *European Journal of Political Economy*; *Journal of Empirical Legal Studies*; *Journal of Institutional Economics*.
- Benjamin Monnery a réalisé des évaluations d'articles pour *European Journal of Law and Economics*, *Revue d'Economie Politique*.
- Saïd Souam a réalisé des évaluations d'articles pour *Revue d'Economie Industrielle*, *Revue du Tiers-Monde*, *Les Cahiers du CREAD*, *Journal of Economic Behavior and Organization*, *Revue Economique*, *Revue d'Economie Politique*, *Les Cahiers Scientifiques du Transport*, *Revue des Sciences Humaines et Sociales*.
- Messaoud Zoukri a réalisé des évaluations d'articles pour *Revue d'Economie et de Management de l'Innovation*.

5.7.1.6.2 Évaluation de projets de recherche

- Eliane El Badaoui a évalué des projets de recherche pour le compte de la National Research Foundation (Afrique du Sud) en 2015 et pour le compte de l'Université de Franche-Comté en 2017.
- Eliane El Badaoui a été Membre du jury des Manifestations scientifiques hors DIM 2014-2015 de la Région Ile-de-France.
- Andreea Cosnita a réalisé des expertises de projets pour l'ANR en 2013.
- Eric Langlais a réalisé des expertises de projets pour l'ANR en 2013, 2014, 2015.

5.7.1.6.3 Évaluation de laboratoires (type Hcéres)

- Eric Langlais a présidé le comité de visite HCERES de AMURE-UMR IFREMER et Université de Bretagne Ouest, février 2016.
- Eric Langlais a été membre du comité de visite HCERES de l'Institut Universitaire Européen de la Mer, Brest, mars 2016.

5.7.1.7 Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives

5.7.1.7.1 Contrats nationaux

- Ludovic Julien est responsable du projet PEPS-CNRS MoMIS « Modélisation des interactions stratégique sur les marchés : théories et applications » (*Projet interdisciplinaire Economie et Mathématiques* ; 11 000 euros pour 2014-2016).
- Alessandro Melcarne est porteur depuis octobre 2017 d'une ANR JCJC « *Labor Institutions & the Judiciary in the XXI century* » qui associe des économistes et des juristes (75 000 euros).

5.7.1.7.2 Contrats avec les collectivités territoriales

- Eliane El Badaoui a été coordinatrice scientifique en 2014 d'une convention de recherche avec la Région Ile-de-France.
- Eric Langlais a été coordinateur scientifique de deux conventions de recherche avec la Région Ile-de-France (5 000 euros en 2014, 4 000 euros en 2015).

5.7.1.7.3 Contrats financés par des associations caritatives et des fondations

Olivier Favereau a porté le projet « L'entreprise : formes de la propriété et responsabilités sociales », financement du Collège des Bernardins, 2012-2014.

5.7.1.7.4 Autres contrats

- Eliane El Badaoui a obtenu en 2014 une subvention de recherche du SG GIS Institut du Genre - MSH Paris Nord pour le projet « Gender, Time Use and Decision Making within Moroccan Households ».
- Eric Langlais a été coordinateur scientifique (avec Jacques Pelletan de Paris 8) du projet « Research on judicial security in the European space », financé par la ComUE *Université Paris Lumières* (2014-2017, 30 000 euros).

5.7.1.8 Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis

5.7.1.8.1 Post-doctorants

Claire Léger (2014-2015) a bénéficié d'un contrat d'ATER.

Nicolae Stef (2016-2017) a bénéficié d'un contrat post-doc EconomiX.

Sophie Bienenstock (2017-2018) a bénéficié d'un contrat post-doc EconomiX.

Publications réalisées par ces post-doctorants

Faure M. et Leger C., 2015, An Analysis of the Criminalization of Insider Trading in Europe, in Gerbrandy, A. and Kovac M. (Eds), *EU Competition Law, Economic Evidences and National Enforcement Problems*, Ed.Mortsel/Cambridge: Intersentia.

Nicolae Stef, 2017, "Crime deterrence role of Romanian churches", *Review of Social Economy* (rang 3).

Nicolae Stef, 2017, "Bankruptcy and the difficulty of firing", *International Review of Law and Economics* (rang 1; article accepté pour publication en 2017, publié en 2018).

5.7.1.8.2 Chercheurs seniors accueillis

Les membres de DIRIS ont développé au cours de la période une politique d'accueil au sein de l'unité de professeurs reconnus au plan international (26 chercheurs invités au total ; en utilisant 6 supports du contingent de la présidence UPN et 20 supports de l'UFR SEGMI).

Ces séjours de recherche longs ont conduit actuellement à 8 articles publiés ou à paraître, et à 12 collaborations en cours (mimeos ou documents de travail à paraître, présentation dans des conférences internationales).

Contingent présidentiel

Tim Friehe Marburg 2013

Lars Sjørgard Bergen 2014

Giuseppe Dari-Mattiacci Amsterdam 2015

Matteo Rizzolli Rome 2016
 Joshua Teitelbaum Washington 2017
 Murat Mungan George Mason 2018

Support SEGM

Giovanni Immordino Salerne 2013
 Tim Friehe Marburg 2014
 Yacine Belarbi Alger 2015
 Fayçal Hamdi Alger 2015
 Avraham Tabbach Tel Aviv 2015
 Fayçal Hamdi Alger 2016
 Giovanni Ramello Turin 2016
 Tim Friehe Marburg 2016
 Elisabeth Schulte Marburg 2016
 Elliott Ash Warwick 2017
 Florian Baumann Bonn 2017
 Giuseppe Di Vita Catane 2017
 Luciano Greco Padoue 2017
 Giovanni Ramello Turin 2017
 Paige Skiba Nashville 2017
 Franck Walsh Dublin 2017
 Paige Skiba Nashville 2018
 Charbel Bassil Notre Dame 2018
 Luciano Greco Padoue 2018
 Adeel Malik Oxford 2018

Publications associées à ces périodes de *visiting*

Belarbi Yacine, Sami Lylia, Souam Saïd, (2016) « The Effects of Institutions and Natural Resources in Heterogeneous Growth Regimes », **Middle East Development Journal**, vol.8, n°2, pp.248-26.

Cosnita-Langlais Andreea, Sorgard Lars, (2017) « Enforcement vs Deterrence in Merger Control: Can Remedies Lead to Lower Welfare? », **Review of Law and Economics**, (<https://doi.org/10.1515/rle-2015-0014>) (rang 2).

El Badaoui Eliane, Strobl Eric, Walsh Frank, (2017) « Impact of Internal Migration on Labor Market Outcomes of Native Males in Thailand », **Economic Development and Cultural Change**, vol.66, n°1, pp.147 (rang 1).

Friehe Tim, Langlais Eric, (2015) « On the political economy of public safety investments », **International Review of Law and Economics**, vol.41, pp.7-16 (rang 1).

Friehe Tim, Langlais Eric, (2017) « Prevention and Cleanup of Dynamic Harm Under Environmental Liability », **Journal of Environmental Economics and Management**, vol.83, pp.107-1 (rang 1).

Dari-Mattiacci Giuseppe, Eric Langlais, Bruno Lovat and Francesco Parisi (2015), « Asymmetries in rent-seeking », in Roger Congleton and Arye Hillman (Eds.), Companion to the Political Economy of Rent Seeking, Springer.

Hamdi Faycal, Souam Saïd, (2017) « Mixture Periodic GARCH Models: Theory and Applications », **Empirical Economics**, (<https://doi.org/10.1007/s00181-017-1348-9>).

Langlais E., Melcarne A. & Ramello G., (2018) « Judicial Independence and the European Court of Human Rights », **European Journal of Law and Economics** (rang 2).

5.7.1.9 *Indices de reconnaissance*

5.7.1.9.1 *Prix*

- Benjamin Monnery a reçu un accessit au prix de thèse 2017 de l'AFSE.
- Olivier Favereau a reçu pour le livre « Penser le travail pour penser l'entreprise » le prix du meilleur livre 2016 sur le monde du travail (catégorie livres d'expert), décerné par le club des élus de comités d'entreprise (jury présidé par l'ancien ministre du travail Jean Auroux).
- Andreea Cosnita s'est vu décerner en 2014 un prix de recherche de la part de l'Institut NET (Networks, Electronic Commerce, and Telecommunications).

5.7.1.9.2 Distinctions

- Andreea Cosnita a bénéficié pour la période 2014-2016 d'une délégation CNRS à mi-temps, à EconomiX.
- Andreea Cosnita a été lauréate en 2016 du programme de mobilité TOR France-Suède.

5.7.1.9.3 Responsabilités dans des sociétés savantes

- Ludovic Julien est depuis 2012, président du CEPET-Center *European Program in Economic Theory*.
- Eric Langlais est secrétaire général de l'*European Association of Law & Economics* (depuis septembre 2015), et membre du Bureau de Direction de l'*Association Française d'Economie du Droit* (créée en novembre 2016).
- Alessandro Melcarne est membre du Comité Organisateur de l'*International Workshop on the Economic Analysis of Litigation* (avec Giovanni Ramello, Turin, et Giuseppe Di Vita, Catane).
- Saïd Souam est membre du Conseil scientifique du CREAD-Alger depuis 2003 (évaluation de projets de recherche, politique scientifique du Centre, etc.).

5.7.1.9.4 Invitations à des colloques / congrès à l'étranger

Invitations dans des colloques à l'étranger

Eric Langlais, 12th Annual Conference of the Italian Society of Law & Economics, Torino, December 16-17, 2016.

Eric Langlais, 6th Workshop on Institutions, Individual Behavior and Economic Outcomes, University of Sassari, Alghero (Sardinia), June 28-29, 2015.

Eric Langlais, CELS Asia Conference & the 4th International Conference on the Empirical Studies of Judicial System, Taipei, Taiwan, June, 13-15, 2017.

Alessandro Melcarne, « De Jure Workshop », World Bank (USA, juin 2017), et réalisé un séjour de recherche à l'Université du Piémont Oriental (Italie) en 2017.

Saïd Souam, Economic Policies for a Progressive Arab World. Sciences-Po Lille 2016.

Invitations dans des séminaires à l'étranger

Eliane El Badaoui, Séminaire du département d'économie - Université de Vérone, octobre 2016.

Andreea Cosnita, Research Institute of Industrial Economics Stockholm, novembre 2016.

Andreea Cosnita, Düsseldorf Institute for Competition Economics, 2015.

Ludovic Julien, Séminaire Université de Strathclyde – Glasgow, novembre 2016.

Ludovic Julien, Séminaire invité Université d'Udine, octobre 2016.

Eric Langlais, Seminar Series « Law and Economics », University of Marburg, janvier 2016.

Eric Langlais, Seminar Series « Law and Economics », University of Tel Aviv, mai 2016.

5.7.1.9.5 Séjours dans des laboratoires étrangers

Eliane El Badaoui a été invitée pour des séjours recherche dans des universités/laboratoires à l'étranger :

Université Saint Joseph - Liban, 16/05/2016 - 20/05/2016

Grantham Research Institute, LSE - Londres, 26/10/2015 - 31/10/2015

Notre Dame University - Liban, 06/07/2015 - 06/08/2015

Université Saint Joseph - Liban, 04/05/2015 - 08/05/2015

Université d'Ottawa - Canada, 07/07/2014 - 25/07/2014

Université des Iles Baléares - Espagne, 26/05/2014 - 30/05/2014

Université Saint Joseph - Liban, 05/05/2014 - 09/05/2014

Université de Vérone - Italie, 13/11/2013 - 18/11/2013

Université de Vérone - Italie, 18/01/2013 - 25/01/2013

Andreea Cosnita a effectué en octobre 2016 un séjour de recherche à la *Stockholm School of Economics*.

Eric Langlais a été invité pour des séjours de recherche (une semaine) à l'étranger :

Université de Sassari, 2015

School of Law, Université de Tel Aviv, 2016

Academia Sinica, Tapei, 2017

MACIE-Université de Marburg 2016, 2017

Alessandro Melcarne a été invité pour un séjour de recherche à l'Université du Piémont Oriental (Italie) en 2017.

Saïd Souam a effectué des séjours de recherche à l'ENSM d'Alger 2012, 2013, 2014.

5.7.2 Interactions avec l'environnement, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé

5.7.2.1 Activités d'expertise scientifique

Alessandro Melcarne a été nommé en 2017 administrateur de la compagnie italienne Holding Energia Risorse Ambiente, basée à Bologne (Italie), et qui gère la distribution de certains services publics locaux (gaz, eau, énergie, déchets) des provinces de Bologna, Ferrara, Forlì-Cesena, Modena, Ravenna, Rimini, Pesaro and Urbino, ainsi que de certaines municipalités de Florence et Ancona.

Benjamin Monnery siège au *board* de la fondation Demeter (sous l'égide de la Fondation de France), qui finance et soutient des programmes innovants de réinsertion pour les publics à risque, en qualité d'expert en évaluation dans le champ pénal.

Eric Langlais participe depuis 2015 aux travaux du Comité de Pilotage « Droit et développement – Stratégie d'influence par le droit » du Ministère des affaires étrangères et du développement international et du Ministère de la justice.

5.7.2.2 Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation

Olivier Favereau, 2015-2016, rapport sur « Les conséquences de la financiarisation sur les entreprises et plus particulièrement sur les relations de travail » pour le compte de l'Organisation Internationale du Travail.

Saïd Souam, 2015-2016, rapport sur « Etude du marché de la téléphonie mobile en Algérie pour le compte de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications Algérien », pour le compte du Ministère de l'Industrie et des Mines Algérien.

Saïd Souam, 2016-2017, « Diversification économique en Algérie », pour le compte du Ministère de l'Industrie et des Mines Algérien.

5.7.2.3 Produits destinés au grand public

5.7.2.3.1 Émissions radio, TV, presse écrite

Benjamin Monnery, Mediapart, 21 février 2017, « Au Parlement, les amateurs d'emplois familiaux sont moins actifs que les autres ».

Benjamin Monnery, Cortex, magazine du labex Cortex, 4 avril 2017, « Inciter les élus à la vertu : les apports de l'économie politique ».

Olivier Favereau, une demi-douzaine de tribunes dans « Le Monde » ou « Les Echos ».

Olivier Favereau, interviews dans Carrières et Emplois, ou Revue de l'ANACT, ou France Culture.

5.7.2.3.2 Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.

Benjamin Monnery, Milieu ouvert, milieu fermé : quels effets sur la récidive ?, *AJ Pénal (Daloz)*, mai 2016.

Benjamin Monnery, Prévention de la récidive : les apports récents de la recherche empirique, *Revue Justice Actualité (ENM)*, juin 2016.

Andreea Cosnita, "La politique de la concurrence et les défis de l'économie numérique", *Annales des Mines*, série Réalités Industrielles, 2017.

5.7.3 Implication dans la formation par la recherche

5.7.3.1 Productions scientifiques issues des thèses

Deffains Bruno, Vu Thanh Thuy, Zouikri Messaoud, (2014) « The Interrelationship between Formal and Informal Decentralization and Its Impact on Sub-Central Governance Performance: the Case of Vietnam.

Afin d'éviter les répétitions, pour la suite de l'annexe concernant les rubriques relatives aux doctorants et à l'implication des chercheurs dans le montage de formation de niveau master, on se reportera à l'annexe 4A.



Economix

CNRS, UMR 7235 – Université Paris Nanterre



 **Université
Paris Nanterre**

**Economix
UMR 7235**

Direction

Valérie Mignon, Directrice
Frédéric Hammerer, Secrétaire général

Responsables d'axes

Cécile Couharde
Eric Langlais
Lionel Ragot

Appui à la recherche

Catherine Héréüs
Frédéric Lebiet
Abdou Rabba
Alinh Rin-Tybenszky
Véronique Robin
Henrique Rodas
Xi Yang
Nasam Zaroualete
Messaoud Zouikri

<https://economix.fr/>



dépasser les frontières